

UN DOCUMENT SCANDALEUX (UNE RÉPONSE A MANDEL)

Nahuel Moreno

Première édition : Parti Socialiste des Travailleurs d'Argentine -1973

Édité par la Ligue Socialiste des Travailleurs - Janvier 1986

Seconde édition en Français pour mise en ligne sur le site de marxists.org : Groupe Socialiste Internationaliste ([GSI](#))
section française de la Ligue Internationale des Travailleurs – Quatrième Internationale ([LIT-QI](#))

Publié par APIDO – BP66 – 94311 ORLY CEDEX – FRANCE

Courriel : apido.gsi@wanadoo.fr

Avertissement pour l'édition de 2006

« Un document scandaleux », sous-titré « une réponse à Mandel » a été publié en 1973 dans son édition originale du Parti Socialiste des Travailleurs d'Argentine. Cette traduction en Français est parue en 1986 sous la responsabilité de la Ligue Socialiste des Travailleurs.

C'est un exemplaire papier de cette dernière édition qui a servi à la publication électronique d'aujourd'hui. à la publication électronique par le [Groupe Socialiste Internationaliste](#), section française de la [Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale](#) (LIT-QI).

Ce texte fait la synthèse de ses critiques et désaccords vis-à-vis de la majorité du SU, suite à la publication par Germain (Mandel) de « En défense du léninisme, en défense de la IV^{ème} Internationale ».

Le chapitre VI se distingue en quelque sorte comme « un document dans le document » et concentre la polémique sur la question du parti : « Parti mandéliste ou parti léniniste ? ».

Table des matières

Avertissement pour l'édition de 2006.....	3
INTRODUCTION.....	13
Un critère objectif pour polémiquer.....	13
Le camarade Germain discute comme un avocat.....	13
Sont-ce là les thèmes fondamentaux que nous devons discuter ?.....	13
Sur quoi devons-nous discuter?.....	14
Chapitre I - BOLIVIE : LA CLÉ DE LA DISCUSSION ACTUELLE.....	17
1) Les prévisions de la majorité pour la Bolivie.....	17
Les prévisions de Maitan.....	17
Les prévisions de Frank et de Germain.....	18
Les prévisions de la majorité du SU.....	18
Les prévisions se sont-elles accomplies ?.....	18
2) Ultragauchisme et trotskysme face au danger fascistes.....	19
L'ultragauchisme guévariste.....	19
L'ultragauchisme stalinien de la 3ème période.....	19
Une répétition élargie : le guévarisme.....	21
3) Pour le POR (C), tous les gouvernements sont identiques.....	21
Barrientos = Ovando = Torres.....	22
Trotsky contre le POR(C).....	22
Une armée monolithique.....	23
Le POR(C) voit, enfin, une « fissure ».....	23
Mais, pour le POR(C), Banzer était identique à Torres.....	23
4) Le POR (C) n'avertit pas du danger Putschiste, il n' a pas appelé à lutter contre lui, ni à construire le front unique ouvrier.....	24
Trois putschs « fasciste » :.....	24
Le premier putsch.....	24
Ce que conseillait Trotsky.....	24
Un appel véritablement trotskiste.....	25
Le second putsch.....	26
La "Pravda" en 1931, le POR(C) en 1970 : Le même programme.....	26
Et le troisième putsch éclata.....	27
Comment lutter contre le réformisme ?.....	27
Le mot d'ordre du POR(C) pour le 1er mai : à l'assaut du pouvoir !.....	28
Armons-nous contre...Torrez !.....	28
5) La véritable politique du POR(C): la formation de « l'armée révolutionnaire » ou « l'armement en soi ».....	29
Sous Ovando, la guérilla rurale continue !.....	29
Gonzalez contre Germain.....	30
Malgré le POR(C), les masses se sont mobilisées.....	31
Octobre 1970 : une défaite des masses ?.....	31
Le début du gouvernement Torrez: la guérilla rurale continue.....	31
De la guérilla rurale à « l'armement en soi ».....	31
Programme et recommandations véritablement trotskistes.....	32
L'armement « en soi » quelques jours avant le putsch de Banzer.....	33
6) La politique du POR(C) de création d'organismes artificiels (« Armée révolutionnaire ») et de sous-estimation du mouvement des masses l'amena à l'échec.....	34

Le POR(C) déprécie le mouvement des masses.....	34
Qui doit prendre le pouvoir ?.....	34
Trotsky et la lutte armée.....	35
Le travail dans l'armée.....	36
Six ans de guérillérisme contre un jour des masses.....	36
La majorité rejette la faute sur les masses.....	37
7) Préoccupé par la construction de « l'Armée révolutionnaire » (organisme artificiel), le POR(C) n'a eu aucune politique conséquente vis à vis de l'Assemblée populaire (organisme du mouvement de masses).....	37
Le POR(C) n'a pas participé au Commandement politique.....	38
Ce que nous disons.....	39
8) Le POR(C) capitule devant les directions bureaucratiques et réformistes du mouvement ouvrier bolivien.....	39
La bataille menée par le POR(C).....	39
La bataille que le POR(C) ne mena pas.....	40
9) Le camarade Germain falsifie l'orientation du POR(C).....	40
Gonzalez dément Germain.....	40
Un journal tous les deux mois.....	41
La guérilla rurale.....	41
Avant le putsch de Banzer.....	41
Pourquoi et comment fallait-il s'armer ?.....	42
Un argument infantile.....	42
10) Le FRA : un front avec la police et l'armée bolivienne.....	43
Sous Banzer, revenir à la guérilla.....	43
Si on est pour la lutte armée, n'importe laquelle est révolutionnaire.....	43
Le POR(C) accepta la discipline du FRA.....	44
Le FRA : un front ou un « parti » ?.....	44
Le programme de « révolution permanente » du FRA.....	45
Un nouveau « marxiste-léniniste » : le major Sanchez.....	45
L'armée et la police sont dans le FRA.....	46
Il n'y a plus aucun doute.....	47
11) Moreno, conseiller du POR.....	47
Moreno s'est trompé, le IXème Congrès aussi.....	47
La véritable position de la minorité.....	48
Le front unique ouvrier.....	48
Les milices armées de la COB et des syndicats.....	49
L'utilisation des marges légales.....	49
Ce disait "la Verdad" en mars 1971.....	49
Pourquoi de notre « guérillérisme ».....	50
Cuba, l'OLAS et la guerre civile continentale.....	50
Nous fûmes conséquents avec une orientation sur laquelle toute l'Internationale était d'accord.....	51
Les divergences commencent.....	51
Les divergences s'approfondissent.....	52
Quel fut le conseil correct de Moreno ?.....	52
Chapitre II : Argentine : deux orientations à l'épreuve des faits.....	53
1) Les faits démentent le camarade Germain.....	53
Premier fait : le « cordobazo ».....	53
Deuxième fait : les conflits ouvriers.....	53
Troisième fait : la SITRAC-SITRAM.....	54

Un document scandaleux (une réponse à Mandel)

Un critère définitif : comparer les deux organisations.....	54
2) Notre prétendue capitulation face à la fraude électorale et au gouvernement militaire.....	54
Première falsification: la « leçon » que Tosco donne à Moreno.....	55
Une autre falsification : notre « silence » contre la dictature.....	55
3) Avons-nous capitulé devant Peron ?.....	56
Une tactique tirée hors de son contexte.....	56
Une analyse dynamique du péronisme.....	57
Notre tactique eut du succès et affaiblit le péronisme.....	57
Et si nous nous étions, trompés ?.....	57
Avec 80% de candidats ouvriers, le péronisme resterait un parti bourgeois.....	58
Une conception trotskiste orthodoxe que la majorité ne partage pas.....	58
Un front avec l' « ombre politique de la bourgeoisie ».....	58
L'Union de la Gauche française : un embryon de front populaire.....	59
La majorité a fait le jeu du front populaire des staliniens français.....	59
La question du Front élargi uruguayen.....	59
Une comparaison : la section uruguayenne et la section française.....	60
Pour critiquer, il faut commencer par s'auto-critiquer.....	60
4) Devions-nous nous présenter aux élections et profiter de la légalité ?.....	61
Quelle est cette contradiction ?.....	61
Une analogie plus adéquate : l'Espagne en 1931.....	61
Se présenter aux élections en plein milieu de la révolution bolivienne ?.....	61
Sans participation aux élections, il ne pouvait pas y avoir de politique correcte.....	62
Ce qui est arrivé aux sectes argentines.....	62
La majorité raisonne comme les sectes argentines.....	62
Notre tactique électorale et les mobilisations.....	63
Notre plate-forme électorale et notre utilisation de la télévision.....	63
Notre campagne électorale et les luttes ouvrières.....	63
Nous voulons une réponse : fallait-il participer aux élections oui ou non ?.....	64
5) La politique guérillériste de la majorité.....	65
Les critiques viennent bien tard.....	65
Un bilan enthousiaste de l'activité de l'ERP.....	65
Les dirigeants de la majorité font l'éloge du PRT(C).....	65
Selon la majorité, la « lutte armée » de l'ERP a dépassé Saint-Domingue.....	66
6) La politique actuelle du camarade Germain : du guérillérisme au syndicalisme révolutionnaire ultra-gauche de la grève générale en soi.....	66
Le programme du camarade Germain pour l'Argentine.....	66
Le programme d'un côté, la réalité argentine... de l'autre.....	67
Une « grève générale insurrectionnelle » sans objectif ni organisation.....	67
Une version contemporaine de l'anarcho-syndicalisme.....	68
7) La section officielle rompt avec l'Internationale.....	68
Qui a su prévoir que le PRT(C) romprait avec l'Internationale ?.....	68
La majorité cachait les véritables positions du PRT(C) à la base de notre Internationale... ..	69
Le camarade Germain embellit les positions du PRT(C).....	69
Qui eut une caractérisation juste du PRT (C).....	69
Les responsabilités de la majorité.....	70
Chapitre III - Le document européen et la section française.....	71
1) L'Europe occidentale est-elle devenue une île ?.....	71
1ère question : Qui va diriger la révolution socialiste en Europe capitaliste ?.....	71
2ème question : L'Europe occidentale n'a-t-elle rien à voir avec l'Europe de l'Est ?.....	72
3ème question : Que faire après avoir pris le pouvoir dans un pays ? Poursuivre l'offensive	

Un document scandaleux (une réponse à Mandel)

ou passer à la défensive ?.....	72
4ème question : Pourquoi les États-Unis socialistes d'Europe ne figurent-ils pas parmi les dix tâches centrales ?.....	73
5ème question : N'y-a-t-il aucun lien entre la révolution européenne et la révolution dans les colonies et semi-colonies de l'impérialisme européen ?.....	73
2) L'Europe occidentale a-t-elle cessé d'être impérialiste ?.....	74
Des hypothèses non envisagées.....	74
Une déviation dangereuse ?.....	74
3) Un document muet sur le Viêt-nam de l'impérialisme européen: les colonies portugaises.....	75
Les colonies portugaises : un véritable « Viêt-nam ».....	75
Une « solidarité » insuffisante.....	75
Où est passée la prédilection pour la « lutte armée » ?.....	76
"Rouge" et les guérillas portugaises: trois articles en deux ans.....	76
La cause de cette insuffisance.....	77
L'impérialisme français.....	77
Une promesse de la Ligue Communiste.....	77
Pas un mot sur les semi-colonies.....	78
Une promesse non remplie.....	78
Le programme, le CC et le Congrès de la LC face à l'impérialisme français.....	78
Campagne électorale de la Ligue Communiste.....	79
L'Union de la Gauche est-elle pro-impérialiste ou anti-impérialiste ?.....	79
"Trois axes" : aucun contre l'impérialisme.....	80
4) Dix "commandements" ou une seule orientation correcte ?.....	80
Dix tâches centrales et aucun axe politique fondamental.....	80
Un document qui n'arme pas les militants.....	81
Première omission importante : les mots d'ordre économiques.....	81
Seconde omission importante: les mots d'ordre démocratiques.....	82
Troisième omission importante: le gouvernement ouvrier et paysan.....	82
5) Le programme pour les ouvriers immigrés.....	82
Les ouvriers immigrés: un pilier de l'économie bourgeoise.....	83
Encore une « solidarité » insuffisante.....	83
Un secteur fondamental pour notre activité.....	83
Une expérience et une histoire glorieuses de la section française	84
Chapitre IV - Deux trajectoires.....	85
1) La majorité falsifie notre histoire.....	85
La « guérilla » au sein de l'Internationale.....	85
Les raisons de la majorité pour reconnaître la tendance Posadas comme section officielle....	85
La véritable politique de la tendance Posadas.....	85
La future section officielle a soutenu l'impérialisme contre la Corée du Nord.....	86
Quelles furent les « virulentes polémiques » que nous avons provoqué dans le Comité International ? Qui avait raison ?.....	86
Qui a lutté contre les déviations opportunistes de notre organisation ?.....	88
Une question à laquelle les camarades de la majorité ne peuvent pas répondre.....	88
Un mérite dont nous sommes fiers: malgré la majorité, nous sommes restés trotskistes.....	88
Un coup d'œil sur la trajectoire de nos censeurs.....	89
2) La trajectoire de la majorité : des pronostics apocalyptiques et des conclusions politiques erronées.....	89
Quelques faits importants de ces 25 dernières années.....	89
A) Le "boom" économique d'après-guerre et la colossale renaissance de l'économie	

capitaliste allemande.....	90
B) La transformation de l'Europe de l'Est en Etats ouvriers « déformés ».....	91
C) La politique permanente de coexistence pacifique de l'URSS avec impérialisme. L'impossibilité pour l'impérialisme de déclencher une guerre mondiale.....	91
D) La trajectoire stalinienne des PC chinois et yougoslave. La nécessité de la révolution politique et de partis trotskystes.....	92
E) La montée du mouvement des masses en Europe au milieu des années 60 avec pour épisode la France, l'Italie, l'Irlande du Nord, la Grèce et l'Espagne.....	94
F) La lutte armée à caractère de guerre civile dans deux pays d'Amérique latine (depuis Saint Domingue) : la Bolivie et le Chili.....	94
G) La fin sanglante de l'expérience réformiste d'Allende au Chili.....	94
3) L'impressionnisme est la cause de toutes ces erreurs.....	95
Notre proposition : une déclaration commune de Germain et Moreno.....	97
Chapitre V - LES STRATEGIES DECENNALES.....	99
1) Théorie, stratégie et tactique.....	99
Les « stratégies » à long terme du camarade Germain.....	99
La théorie et le parti révolutionnaire.....	99
Stratégie et tactique : deux termes relatifs.....	100
Un exemple illustratif : un piquet de grève.....	100
L'erreur la plus grave : transformer une tactique en une stratégie pour dix ans.....	101
La stratégie de « lutte armée » de la majorité expliquée par le camarade Frank.....	101
Toute tactique érigée en stratégie à long terme s'oppose à la construction, du parti.....	101
2) L'histoire de l'entrisme « sui generis ».....	102
L'entrisme selon la version 73 de la majorité.....	102
N'a-t-il jamais été dit que "la guerre mondiale à court terme est inévitable ?".....	102
Jamais ne fut voté l'entrisme pour rompre les partis opportuniste.....	103
Pourquoi ne parle-t-on pas de Tito et Mao ?.....	103
Quel est le bilan de 17 années de travail sur le centrisme de gauche ?.....	104
Le castrisme : un « oubli » significatif.....	104
Premier bilan : 17 ans d'erreurs.....	104
Peut-on adopter l'entrisme pour une longue période ?.....	104
Le parti révolutionnaire doit agir d'une manière publique et indépendante pour pouvoir postuler comme direction alternative.....	105
Pablo et ses amis étaient liquidationnistes du parti révolutionnaire.....	105
L'entrisme est une tactique pour des situations exceptionnelles.....	105
L'entrisme ne peut être adopté que pour de courtes périodes.....	106
L'entrisme préconisé par Trotsky dans les années 30.....	106
Bilan final : l'entrisme eut des résultats funestes pour le trotskysme.....	107
3) Une conséquence de l'entrisme « sui generis » : le révisionnisme sur les partis staliniens et la révolution politique.....	107
Qui avait raison : Pablo ou Trotsky ?.....	107
L'argumentation de Trotsky.....	108
Fut-il une erreur de fonder la IVème Internationale ?.....	108
Les conditions changent mais la stratégie reste.....	108
Un programme réformiste pour la révolution politique.....	109
Le programme révolutionnaire des trotskystes orthodoxes.....	109
4) Une conséquence tragique : la Bolivie en 1952-55.....	109
L'échec du nationalisme bourgeois.....	110
Le trotskysme gagne une influence de masse.....	110
La révolution bolivienne.....	110

Un document scandaleux (une réponse à Mandel)

Le mot d'ordre de Pablo : « Tout le pouvoir au MNR ! ».....	111
La capitulation totale : "gouvernement commun" du MNR et des trotskystes.....	111
Le soutien d'un gouvernement bourgeois qui n'avait ni armée ni police.....	112
Un an de révolution : notre mot d'ordre était « Tout le pouvoir à la COB et aux milices armées », celui de Pablo... « Soutien critique au MNR ! ».....	112
Deux ans de révolution : « Tout le pouvoir à la gauche du MNR », « Défense armée du gouvernement de Paz Estenssoro ! ».....	112
Quatre ans de révolution : nos positions triomphent mais il est trop tard.....	113
5) La tactique de l'entrisme « sui generis » face aux putschs réactionnaires argentins de 55 et aux gouvernements « gorilles » de 55-58.....	114
Nos prétendus opportunisme et capitulation devant le péronisme.....	114
Notre véritable orientation est documentée.....	114
Nous avons prévu et lutté contre le coup d'Etat dix mois avant qu'il n'éclate.....	115
Notre dernier journal avant le coup d'Etat.....	115
Un tract significatif : où sont l'opportunisme et la capitulation ?.....	115
La section officielle n'a pas dit un mot contre le coup d'Etat.....	116
La section officielle dénonce le putsch... après qu'il ait eu lieu.....	116
La véritable explication : l'entrisme « sui generis ».....	117
La seule gauche légale sous la dictature « gorille » : le « trotskysme » de Pablo et Posadas... 117	
6) La stratégie du contrôle ouvrier.....	117
Trotsky et le contrôle ouvrier.....	118
1964 : Naissance de la « stratégie » du contrôle ouvrier.....	118
1969 : Après le mai français, le contrôle ouvrier continue.....	118
1973 : Le contrôle ouvrier est un des axes du document européen de la majorité.....	118
Le contrôle ouvrier et le problème du pouvoir.....	119
Construire le socialisme sans prendre le pouvoir ?.....	119
7) Deux interprétations et deux orientations pour la grève générale de mai 68 en France.....	120
Trotsky et la grève générale.....	120
Mandel et la grève générale de Mai 68 en France.....	120
8) La stratégie pour l'Amérique latine du IXème Congrès mondial.....	121
Le camarade Germain accuse gratuitement le camarade Hansen.....	121
Première divergence : sur l'axe principal de notre activité.....	122
Deuxième divergence : sur les classes participantes et sur le terrain des mobilisations à venir après le Congrès.....	123
Troisième divergence : sur la tâche immédiate et principale que doivent réaliser nos sections latino-américaines.....	123
Quatrième divergence: sur les organismes du mouvement des masses dans lesquels nous devons intervenir.....	124
9) Hugo Blanco au Pérou, Trotsky et la Chine (25-27), la lutte contre le fascisme, et la révolution cubaine : quatre exemples interprétés par le camarade Germain.....	125
Les quatre exemples du camarade Germain.....	125
Ce que Germain fait dire à Trotsky sur la Chine.....	125
Le problème était politique, pas militaire.....	126
Ce que Trotsky disait véritablement sur la Chine.....	126
La lutte contre le fascisme est une excuse pour transposer en Europe la stratégie du IXème Congrès pour l'Amérique latine.....	127
Ce que Germain fait dire à Trotsky sur la lutte contre le fascisme.....	127
Ce que Trotsky disait véritablement de la lutte contre le fascisme.....	127
Trotsky dit exactement le contraire de Germain.....	127

Un document scandaleux (une réponse à Mandel)

Germain contre Camejo et Maïtan dans l'interprétation de la révolution cubaine.....	128
La véritable politique de l'impérialisme yankee envers le mouvement castriste.....	128
Déclaration d'un agent de la CIA.....	128
Le double jeu de l'impérialisme yankee.....	129
Le Che dément le camarade Germain.....	129
Les conditions qui entourèrent la révolution cubaine peuvent-elles se répéter ?.....	129
Lutte armée de Hugo Blanco au Pérou.....	130
Les véritables divergences par rapport à la lutte armée.....	130
Chapitre VI - Parti mandéliste ou parti léniniste ?.....	131
1) Le nouveau caractère de nos partis.....	131
2) Mandel révisé le matérialisme historique dans sa définition théorique de l'avant-garde ouvrière.....	132
3) Conscience scientifique ou conscience politique ?.....	135
4) Une analyse avant-gardiste et stratégiste.....	140
5) Lénine et Trotsky sur l'orientation des partis communistes et trotskistes.....	147
6) Notre travail politique sur les masses et l'avant-garde : propagande et agitation.....	149
7) Programme et mots d'ordre : leur rapport avec les besoins et le niveau de conscience actuel du mouvement de masse.....	155
8) « Initiatives révolutionnaires » du parti ?.....	160
9) Une conception super-structurelle et subjective du front unique.....	165
10) Deux oublis : les militants professionnels et le centralisme démocratique.....	167
11) Revenons au parti léniniste-trotskiste.....	170
Chapitre VII - Des éléments révisionnistes dans les conceptions du camarade Germain	175
1) Mandel et Germain transforment les prémisses objectives de la révolution socialiste en prémisses subjectives.....	175
2) Une interprétation phénoménologique du Programme de transition.....	180
3) Germain remet en cause la révolution permanente dans les pays avancés.....	185
4) Germain révisé la théorie de la révolution permanente pour les pays coloniaux et semi-coloniaux.....	191
Germain nous présente le premier argument.....	194
Deuxième argument de Germain.....	194
Troisième argument, ou ultime tranchée et véritable conception de Germain.....	195
5) Germain révisé la conception marxiste sur les mouvements nationalistes des nationalités opprimées.....	196
Premier argument :.....	196
Deuxième argument :.....	198
Troisième argument :.....	199
Chapitre VIII - LA TENDANCE MAJORITAIRE EST LE PRINCIPAL DANGER.....	203
1) Nous connaissons d'avance la réponse du camarade Germain.....	203
2) La crise de notre Internationale est la crise de sa direction	205

INTRODUCTION

La publication du long travail du camarade Germain*- "En défense du léninisme, en défense de la IVème Internationale" - a élargi le cadre de la discussion entre les deux tendances existant actuellement dans l'Internationale, mais elle a apporté la confusion, et dans des limites intolérables.

Les camarades Frank et Germain ont dit que cette polémique ressemble à un dialogue de sourds. Après avoir lu attentivement le camarade Germain, nous devons ajouter que c'est parce que ces camarades ne veulent pas entendre.

Un critère objectif pour polémiquer

Dans toute discussion, un dirigeant responsable doit commencer par savoir distinguer les points principaux des points secondaires. Cette distinction ne peut se faire d'une manière subjective ou capricieuse selon la volonté, les sentiments ou la compréhension de chacun des polémistes. C'est au contraire un critère objectif qui doit fixer quels sont les points principaux et secondaires d'une polémique.

Quel est ce critère objectif ? Nous, militants trotskystes, ne sommes pas des historiens mais des révolutionnaires politiques. Nous discutons donc des problèmes vitaux posés par la lutte de classes et ses perspectives, ainsi que par le développement de nos sections dans l'étape actuelle. Cela veut dire que la polémique sur le passé doit se limiter aux quatre années qui vont du congrès précédent à celui-ci et servir à éclaircir la question suivante: quelle politique

nous donner pour la réalité actuelle ? Ce n'est qu'ainsi que cette discussion armera politiquement chaque militant de notre Internationale, le renforcera au lendemain de ce congrès pour réaliser les tâches de son secteur d'activité.

Les points de discussion étant définis ainsi, un dirigeant responsable doit se préoccuper de la manière de les présenter. Pour cela doit primer également un critère objectif : le spécificité de l'auditoire auquel il s'adresse. la majeure partie de nos cadres actuels sont nouveaux : ils sont entrés depuis le dernier congrès mondial. Pour les dirigeants, le devoir d'être concrets dans leurs discussions politiques se voit centuplé par cette caractéristique des militants de notre Internationale. Savoir mener à bien une polémique fait également partie de l'art et de la science de diriger et éduquer responsablement nos cadres.

Le camarade Germain discute comme un avocat

Quels sont donc les problèmes que nos camarades doivent discuter ? Celui de savoir si l'impérialisme yankee - ou un de ses secteurs - fut neutre ou soutint Fidel Castro en 1959 (il y a 14 ans ?) Si Moreno conseilla ou non la guérilla pour la Bolivie sous le gouvernement Barrientos (2 ans avant le dernier congrès mondial) ? Si Trotsky donna comme orientation fondamentale de construire une armée révolutionnaire en Chine entre 1925 et 27 (il y a 47 ans) ? Si c'est la ligne de la majorité ou celle de la minorité qui s'est confirmée à la lumière de l'expérience de Hugo Blanco au Pérou (il y a 11 ans) ? Si. Camejo a bien ou mal défini ce qui caractérise le Parti bolchevique ? Si nous avons interprété correctement ce qu'est une revendication et un programme ? Si nous devons tenir compte de la

conscience immédiate des masses comme facteur principal dans l'élaboration de nos mots d'ordre et programmes ? Si nous sommes pour l'autodétermination et contre tout nationalisme ?

Il y a un problème concret auquel le camarade donne une énorme importance: la politique de notre section canadienne. C'est là aussi une manoeuvre de diversion car, entre ce congrès mondial et l'antérieur, cette politique ne fut pas le centre du débat ni celui de la lutte de classes. Pouvons-nous comparer l'importance de la Bolivie ou de l'Argentine avec celle du Canada ? Pour Germain, si nous nous référons à son texte, le Canada a une bien plus grande importance.

Sont-ce là les thèmes fondamentaux que nous devons discuter ?

Catégoriquement non ! Ces questions ne sont liées qu'indirectement aux principaux événements qui se sont produits dans la lutte de classes depuis le congrès mondial

antérieur et à la politique que nous nous sommes donnée pour les affronter. Par contre, notre document - « Argentine, Bolivie: un bilan » - répond à cette manière

d'aborder la polémique. Nous sommes partis de faits concrets de la lutte de classes et avons examiné la politique de notre Internationale et de ses sections face à eux. Nous ne nous sommes pas échappés par la tangente.

En posant une infinité de problèmes éloignés du processus actuel de la lutte de classes, le camarade Germain discute comme un avocat et non comme un trotskyste sérieux et bolchevique. Voyons-en un exemple.

En attaquant Camejo pour sa référence à la relation entre un secteur de l'impérialisme yankee et Fidel Castro, le camarade Germain tente de noyer le poisson. Il cherche à impressionner la majorité des cadres actuels qui sont entrés dans l'Internationale à partir (et en l'admirant) de la révolution cubaine. Une étude sérieuse des documents de cette période démontre que Camejo a raison. Ce qui est intéressant ici c'est de montrer la manière dont le camarade Germain cherche à obtenir un double avantage : 1) prendre par les sentiments la jeunesse de l'Internationale ; 2) et surtout faire dévier la discussion sur des thèmes extérieurs à la polémique actuelle, afin d'éluder

les points principaux qui, comme nous le verrons, ne sont pas particulièrement à son avantage.

Trotsky signala, au cours de sa polémique avec les antidéfensistes, quelque chose de très important que nous devrions prendre en compte dans le débat actuel. Il disait qu'un ouvrier, car il a peu de temps, n'est intéressé que par les problèmes fondamentaux de la lutte de classes, par une discussion à fond sans limitation bureaucratique ou disciplinaire, jusqu'à ce qu'elle soit épuisée. Par contre, le petit-bourgeois (professeur ou étudiant, ajouterons-nous) veut toujours discuter sur tout, sur l'humain et le divin, car il a du temps à perdre.

A ce commentaire de Trotsky nous devons ajouter qu'il existe la même différence entre dirigeants et écrivains de notre mouvement quand ils accordent une polémique. Il y a ceux qui discutent de tout et surtout de ce qui n'a pas grand chose à voir avec les événements de la lutte de classes actuelle, et ceux qui centrent leur discussion sur ces problèmes essentiels.

Sur quoi devons-nous discuter?

Quels sont donc les axes que nous devons discuter ? Il n'y a rien de plus important pour la lutte de classes que ses deux pôles : le triomphe de la révolution ouvrière ou celui de la contre-révolution fasciste. Selon tous les documents du POR(C), il y a eu en Bolivie trois coups d'état « fascistes » et l'un d'eux - celui de Banzer - triomphant. Nous ne sommes pas d'accord avec la définition de « fasciste », mais sur le fait qu'il y a eu trois coups d'état ultra-réactionnaires. Ces putschs furent les événements décisifs de la lutte de classes en Bolivie au cours de cette étape. Ils ont donné aux camarades de la majorité - et en particulier au camarade Germain - une bonne occasion de démontrer la justesse de leur politique. Pourquoi n'en profitent-ils pas ?

Par exemple, pourquoi les "Cahiers rouges" n'éditionent-ils pas un livre avec tous les articles où le POR(C) - et ses défenseurs inconditionnels de la majorité - a dénoncé et averti des coups d'état « fascistes » comme le danger le plus grand pour le mouvement ouvrier bolivien ? Pourquoi le document du camarade Germain est-il si avare en citations de la politique du POR(C) contre les putschs ? Pourquoi ne se réfère-t-il qu'en passant au journal "Combate" (nouvelle série n°5) de la première quinzaine de mai 1971, quelques mois avant le troisième coup d'état ? Pourquoi ne leur consacre-t-il que quelques lignes contre les dizaines et les dizaines utilisées pour l'interprétation faite par Camejo de la révolution cubaine, pour les conseils de Moreno au POR(C) sous le gouvernement Barrientos ou pour attaquer la section canadienne ? Le camarade Germain ne pense-t-il pas que s'il démontrait que le POR(C) a eu une, orientation correcte face aux putschs, il aurait une preuve catégorique

pour démontrer que les résolutions du IX^e congrès ont été utiles et nous ont préparés à répondre à la réalité de la lutte de classes en Bolivie et en Amérique latine ?

L'obligation (que la majorité ne remplit pas) de prêter la plus grande attention à la politique majoritaire et à la section bolivienne face aux coups d'état "fascistes" est accrue par un autre fait : Germain et la majorité du CEI sont précisément ceux qui considèrent que la politique du POR(C) a été un exemple de la justesse des résolutions du IX^e congrès et de toute l'orientation majoritaire. Nous pourrions presque dire que la majorité - ou tout au moins le camarade Germain - considère la section bolivienne comme un véritable modèle qui n'admet que des critiques organisationnelles. De grandes quantités d'argent n'ont-elles pas été recueillies depuis le IX^e congrès pour la section bolivienne ? Les militants européens, qui les collectèrent avec tant de sacrifices, ne méritent-ils pas de recevoir un ample bilan sur les résultats de cet « investissement révolutionnaire » ?

La jeunesse de notre mouvement, si elle a vraiment l'esprit critique et la passion révolutionnaire qui devraient la caractériser, se doit d'exiger du camarade Germain et de sa protégée, la section sœur de Bolivie, la démonstration complète qu'ils ont été à la hauteur des circonstances, c'est-à-dire les preuves qu'ils ont prévu et combattu - avec une politique juste - les coups d'état fascistes. Et face aux tentatives de déviation de la discussion faites par les Germain pour sauver leur prestige de dirigeants, ils doivent dire catégoriquement : Inscrivez aux derniers points de l'ordre du jour tous les thèmes que vous voulez (interprétation par Camejo de la révolution cubaine,

Un document scandaleux (une réponse à Mandel)

conseils de Moreno à Gonzalez, Trotsky et la Chine en 1925 etc.), mais ne faisons ni confusion ni diversion : nous sommes en train de discuter de notre politique depuis le dernier congrès mondial à maintenant. Par conséquent, les premiers points à l'ordre du jour doivent être les grands faits de la lutte de classes qui se sont produits dans cet

intervalle. Et, entre autres, les putschs « fascistes » boliviens - avec la lutte de classes en Argentine et en Europe (particulièrement en France) - ont une importance spéciale. Cela doit être, et dans cet ordre, les premiers points du congrès. Ce sont les thèmes de notre document.

(*) Ernest Germain est, avec Ernest Mandel le principal dirigeant du Secrétariat Unifié (NDT).

Chapitre I - BOLIVIE : LA CLÉ DE LA DISCUSSION ACTUELLE

1) Les prévisions de la majorité pour la Bolivie.

Quand Trotsky disait que « diriger c'est prévoir », il affirmait que sans prévisions correctes sur le futur immédiat de la lutte de classes, il est impossible d'élaborer une politique révolutionnaire. Pour obtenir ces prévisions correctes, un marxiste a deux points de référence : 1) l'analyse objective de la situation réelle de la lutte de classes ; 2) faire cette analyse avec l'arsenal théorique accumulé par le mouvement ouvrier en plus de cent ans de lutte : le marxisme-léninisme-trotskyisme.

Quand quelqu'un renie cette tradition pratique et théorique, il tombe inévitablement dans des analyses erronées, des prévisions fausses et des orientations incorrectes. C'est ce qui est aux camarades de la majorité en Bolivie.

Les camarades de la majorité, et en particulier le camarade Germain, ont jeté par dessus bord toutes les connaissances antérieures pour adhérer presque inconditionnellement à la théorie guévariste. Quelle est cette théorie ? C'est très simple: le schéma guévariste dit qu'en Amérique latine il y a unité monolithique entre bourgeoisies nationales, armées

et impérialisme. C'est ce dernier qui décide des changements de régimes, optant pour des régimes « fascistes » ou "démocratiques" selon sa convenance, mais la tendance générale allant vers les régimes « fascistes ». Cette situation (toujours selon le schéma guévariste) favorise le développement de la lutte armée, car les régimes fascistes, en liquidant toute possibilité de luttes ou mouvements légaux, amènent inévitablement toutes les protestations à se faire les armes à la main. Le contraire se passe quand s'instaurent des régimes de démocratie bourgeoise; dans ce cas-là, la perspective de lutte armée s'éloigne jusqu'à disparaître.

Nous verrons plus loin que cette série de raisonnements n'a rien à voir avec le marxisme et encore moins le trotskyisme. Ce que nous verrons ici, c'est comment les camarades de la majorité adhèrent à ces conceptions et comment cette adhésion les amena à faire des prévisions totalement incorrectes et à formuler des orientations complètement erronées en Bolivie pendant les années qui vont du IX^e congrès à nos jours.

Les prévisions de Maitan

Avant le IX^e congrès déjà, le camarade Maitan commença à appliquer l'analyse guévariste à la Bolivie :

« Étant donnée la situation économique et sociale dans le pays, le régime capitaliste - (...) à travers Barrientos comme tout autre, successeur possible - ne peut survivre qu'en employant la violence la plus systématique. Cela implique que le travail préparatoire et organisationnel plus ou moins légal sera impossible possible pour le mouvement ouvrier et paysan. Et, dans le contexte actuel, cela exclut également toute perspective où la lutte prenne la forme d'une insurrection urbaine à son début. Les contradictions explosives ont encore lieu à la campagne et il y a encore des possibilités pour que s'y produisent de dramatiques conflits armés. » (Maitan : "Experiences and perspectives of the armed struggle in Bolivia", 1^{er} septembre 68, vol.6, n°28, P.706).

Pour qu'il ne reste aucun doute, le camarade Maitan précise un peu plus loin dans ce même article:

« Cela signifie plus concrètement que la méthode de la guérilla, commençant dans les zones rurales, reste la méthode correcte » (p.706).

A la grande surprise des camarades de la majorité, vint d'abord le gouvernement d'Ovando puis celui Torres, gouvernement bourgeois qui permit d'amples marges démocratiques au mouvement de masses et aux partis de gauche. L'étonnement que provoqua cet événement inattendu chez les camarades de la majorité fut évident dans les deux pronostics apparemment opposés des camarades Germain et Frank.

Le prévisions de Frank et de Germain

Le camarade Frank, fidèle à une partie du raisonnement guévariste (gouvernements démocratiques = absence de perspective de lutte armée), annonça ce qui suit :

« Pour le moment, et personne ne sait pour combien de temps, la lutte armée n'est pas à l'ordre du jour au Chili et en Bolivie. » (P. Frank "Letter to the 1971 SWP Convention", 26-7-71, IIB).

Le camarade Germain, fidèle à une partie - différente de celle que prit le camarade Frank - du raisonnement guévariste (unité monolithique entre impérialisme, bourgeoisies nationales et armées = tendance à des régimes totalitaires) en déduisit que :

« Ceux qui pensent que le général Torres, parce qu'il est monté au pouvoir avec l'appui de la gauche, sera plus tolérant, subiront nombre de surprises désagréables dès que celui-ci réussira à rétablir l'unité de l'armée, ce qui est

son objectif principal. » (Germain et Knoeller : "The Strategie Orientation of the Revolutionists in Latin America", 1968-71, p.89).

Comme nous le voyons, il y eut une véritable division du travail et une concurrence passionnée entre les camarades Frank et Germain pour appliquer le mieux possible la conception guévariste. Pour l'un, comme le gouvernement Torres (et celui d'Allende) donnait des libertés démocratiques, la perspective de lutte armée disparaissait en Bolivie (et au Chili). Pour l'autre, l'« objectif principal » de Torres était de rétablir « l'unité de l'armée » pour ensuite réprimer les masses et la gauche, Torres n'étant qu'une variante de cette unité monolithique entre impérialisme, militaires et bourgeoisies nationales. Apparemment contradictoires, les deux pronostics se réunissent en un tout supérieur: le schéma guévariste de la lutte de classes en Amérique latine.

Les prévisions de la majorité du SU

Après Torres vint Banzer. Les camarades de la majorité respirèrent certainement avec soulagement. Enfin la Bolivie revenait à la « normalité » guévariste ! Nous étions de nouveau face à un régime d'unité monolithique avec l'impérialisme. La répression venait à nouveau s'abattre sur la gauche et les travailleurs boliviens, la lutte armée revenait donc à l'ordre du jour :

« La victoire du coup d'état pro-impérialiste - téléguidé et coordonné par des représentants directs de l'impérialisme américain et dirigé par ses principaux agents sur le terrain - représente une défaite tactique des masses travailleuses de Bolivie. Mais ce n'est pas la fin de la

guerre civile, ce n'est que son commencement ouvert. D'une guerre civile larvée et intermittente, la Bolivie passe maintenant à une guerre civile ouverte et permanente. » (Déclaration de la IVème Internationale sur le coup d'État réactionnaire en Bolivie. "Quatrième Internationale" no51, septembre 1971, p.11).

Tandis que la majorité prévoyait toutes ces perspectives, la minorité tirait des conclusions totalement opposées que nous verrons à la fin de ce chapitre. Le moment vient de faire un bilan en regardant ce qui s'est passé réellement dans la lutte de classes bolivienne.

Les prévisions se sont-elles accomplies ?

Tous les faits se chargèrent de démentir les pronostics de la majorité. Au lieu de « survivre par la violence systématique » comme disait Maitan à l'époque de Barrientos, le régime survécut grâce aux concessions faites aux masses par Ovando et Torres. Le travail légal, qui selon Maitan devait « devenir impossible pour le mouvement ouvrier et paysan », se fit de plus en plus possible sous Ovando et pleinement sous Torres. La lutte armée n'eut pas lieu à la campagne comme il le prévoyait mais dans, les villes (perspective expressément « exclue » par ce camarade) et ne prit pas la forme de guérilla rurale mais celle de l'insurrection urbain. Elle ne se produisit pas non plus sous le régime le plus réactionnaire (Barrientos)

mais le plus démocratique (Torrez).

Cela n'alla pas mieux non plus pour les camarades Germain et Frank. Les premiers exemples de lutte armée depuis Saint Domingue n'apparurent dans aucun pays de régime dictatorial mais se produisirent en Bolivie et au Chili, pays où selon le camarade Frank elle « n'était pas à l'ordre du jour ». Le gouvernement Torres n'eut aucune possibilité de « rétablir l'unité de l'armée » comme le prévoyait Germain, et ne fit non plus aucune « surprise » répressive aux masses et à la gauche. Au contraire, l'armée bolivienne ne fut jamais autant divisée depuis la révolution de 1952 à nos jours que sous le gouvernement Torres, et

un putsch militaire fut nécessaire pour liquider Torres, « rétablir l'unité de l'armée » et lancer la répression.

Finalement, nous n'avons toujours pas vu la fameuse « guerre civile ouverte et permanente » qui selon les camarades de la majorité allait venir comme conséquence du coup d'Etat de Banzer. Nous avons vu par contre que le mouvement ouvrier bolivien tarda relativement peu à récupérer après la défaite signifiée par la chute de Torres, et qu'il est en train de développer d'importantes luttes défensives. Nous avons vu également qu'au cours d'une de ces batailles il y a eu de grands affrontements de rue à La Paz. Et finalement nous pouvons prévoir que, si la montée

du mouvement ouvrier et des masses boliviennes continue à développer ces luttes défensives, cela débouchera sur un nouveau régime « démocratique » qui redonnera des libertés et des concessions au mouvement de masse et remettra à l'ordre du jour la lutte armée.

Les prévisions des camarades de la majorité ne servent que si nous les inversons, c'est-à-dire que si nous basons notre orientation sur le fait qu'il se passera exactement le contraire de ce qu'ils prévoient. Avec des conseillers pareils, ce serait une grande erreur de rejeter la responsabilité de toutes les erreurs commises sur la section bolivienne.

2) *Ultragauchisme et trotskysme face au danger fascistes*

L'ultragauchisme n'est pas un phénomène nouveau dans le mouvement révolutionnaire mondial. Avec l'opportunisme, il a été un danger permanent pour la construction du parti révolutionnaire et fut l'axe de quelques unes des plus violentes batailles politiques de Lénine et Trotsky.

Deux de ces batailles, fondamentalement, ont laissé une riche expérience théorique et pratique : celle de Lénine dans l'Internationale communiste (quand il écrivit « le gauchisme, maladie infantile du communisme ») et celle de Trotsky contre le stalinisme de la « troisième période ».

Aujourd'hui est née une nouvelle version de l'ultragauchisme : le guévarisme. Ces trois types

d'ultragauchisme ont des origines historiques et des contenus sociaux distincts.

Le premier, combattu dans l'IC, était l'ultragauchisme que reflétaient les secteurs radicalisés touchés par la révolution russe, impatients de répéter la même expérience dans tous les pays. C'était un ultragauchisme de la jeune génération.

Le second type d'ultragauchisme combattu par Trotsky lui était diamétralement opposé. Ce n'était qu'un moment, un virage ultragauche du centrisme stalinien. Il exprimait la politique conjoncturelle d'une caste contre-révolutionnaire qui mena le mouvement ouvrier mondial à la pire défaite de son histoire : le triomphe du nazisme.

L'ultragauchisme guévariste

Le troisième type d'ultragauchisme, le guérillérisme, ressemble plus au premier par son origine historique et son contenu social : c'est l'ultragauchisme de la jeunesse de gauche rebutée par le stalinisme. Il n'a donc rien à voir de par son origine avec l'ultragauchisme des staliniens de la « 3ème période », mais il lui ressemble dans ses postulats théoriques et dans le mécanisme de son raisonnement politique.

Nous avons accusé mille et une fois les camarades de la majorité d'avoir une conception et de suivre une politique guévariste - par conséquent ultragauche -. Nous

maintenons cette caractérisation et pour la démontrer nous essaierons de préciser en quoi consistent cette conception et cette politique.

Nous commencerons par décrire quelle fut la politique stalinienne de la « 3ème période » que combattit Trotsky et quelle fut sa position. Ensuite nous verrons en quoi la conception guévariste ressemble à celle de la « 3ème période » et nous verrons si ce fut réellement cette conception guévariste que les camarades de la majorité appliquèrent pour formuler leur orientation en Bolivie.

L'ultragauchisme stalinien de la 3ème période

Avant qu'Hitler ne prenne le pouvoir, le stalinisme se donna une politique ultragauche nommé « 3ème période ». Cette politique englobe les années 1928 à 33. En refusant de lutter pour le front ouvrier antifasciste en Allemagne, le stalinisme permit la montée d'Hitler au pouvoir.

Dans la lutte à mort contre l'ultragauchisme de la 3ème période, le trotskysme naquit comme tendance internationale organisée. La rupture avec la III^e Internationale et le problème de la nécessité d'une nouvelle organisation internationale révolutionnaire furent une conséquence de cette catastrophique politique stalinienne.

Un document scandaleux (une réponse à Mandel)

Ce qu'affirmèrent Trotsky et les trotskystes à cette époque fait partie de notre héritage programmatique, c'est l'une des pages les plus brillantes de notre histoire.

Nous allons résumer les 5 aspects fondamentaux sur lesquels Trotsky attaqua cette politique ultragauche.

a) Ne pas savoir distinguer le gouvernement fasciste - ou le danger de gouvernement fasciste ou ultraréactionnaire - des autres formes bourgeoises de gouvernement :

Trotsky répéta inlassablement que tous les gouvernements bourgeois ne sont pas égaux. Qu'il faut savoir distinguer avec soin les différents types de gouvernement et savoir s'il existe des conflits entre des secteurs de la bourgeoisie. Trotsky insistait sur le fait que s'il y a danger fasciste, il faut le marquer au rouge, le signaler aux travailleurs comme le danger le plus urgent et le plus immédiat qu'ils doivent combattre à mort par tous les moyens. Pour cela, il faut mesurer consciemment s'il existe les forces suffisantes pour renverser le gouvernement bourgeois et prendre le pouvoir ou si au contraire il faut unir les travailleurs pour des luttes défensives contre le fascisme.

Le stalinisme au contraire définissait les deux camps bourgeois comme également dangereux (réactionnaire et « démocratique »). Il caractérisait comme fascistes tous les gouvernements et partis politiques et particulièrement les partis ouvriers (« social-fascistes », etc.). Finalement, quand l'eau lui arriva jusqu'au cou, le stalinisme se vit obligé de lutter pour un gouvernement bourgeois démocratique et finit par capituler devant lui avec les « fronts populaires ».

b) Ne pas appliquer la politique de front unique ouvrier contre le danger de gouvernement fasciste ou ultraréactionnaire:

L'Internationale communiste au temps de Lénine - en particulier à son 3ème congrès - avait formulé la politique de front unique ouvrier pour des tâches défensives principalement. Trotsky disait qu'en Allemagne il fallait appeler la direction et la base de toutes les organisations qui se réclamaient du prolétariat à accomplir unes la tâche la plus urgente et vitale pour les ouvriers: se défendre du fascisme.

Le stalinisme par contre appliquait sa propre version ultragauche du front unique: il appelait à l'unité pour l'action révolutionnaire et non pour l'action défensive antifasciste. Et cet appel il le faisait seulement en direction de la base des organisations ouvrières réformistes, ignorant leurs directions. Il appelait cela le « front unique à la base ». Dans les faits, cela voulait dire que le parti communiste allemand ne faisait le front unique avec personne, ou tout au plus une parodie de front unique ! avec sa périphérie de sympathisants et les rares ouvriers réformistes qui avaient déjà rompu avec leurs dirigeants et organisations.

Trotsky insista sans cesse sur le fait que la politique de front unique ouvrier est basée sur la proposition de tâches ressenties par tous les travailleurs, principalement les travailleurs réformistes. Il insista également sur le fait que l'appel au FUO devait s'adresser aux organisations réformistes en commençant par leurs directions. Les raisons que donnait Trotsky étaient les suivantes : s'il y a d'amples secteurs ouvriers qui restent au sein des organisations réformistes, ce parce qu'ils croient en elles et en leur dirigeants. Par conséquent, le seul fait de prétendre ignorer les dirigeants réformistes ruine toute possibilité d'action commune avec les ouvriers de ces organisations. De même, si au lieu d'appeler à des actions communes défensives contre le fascisme, on appelle à des actions communes révolutionnaires offensives. Concrètement: un ouvrier social-démocrate ressentait Hitler comme un péril et pouvait accepter l'unité de son parti avec le PC pour se défendre contre lui. Mais ce même ouvrier était social-démocrate justement parce qu'il ne ressentait pas encore la nécessité de renverser le gouvernement bourgeois démocratique. Tout appel à l'action commune pour cette dernière tâche tombait dans le vide, car c'était beaucoup trop éloigné de ce que les ouvriers social-démocrate ressentaient et comprenaient de leur devoir.

Finalement en proposant le front unique sous cette forme sectaire et ultra-gauchiste, le Parti communiste n'avait aucune chance de démasquer les directions réformistes et de gagner leur base ouvrière à une politique révolutionnaire.

c) Créer des organisations de masses artificielles, parallèles aux traditionnelles (dirigées par les réformistes) :

Ces inventions organisationnelles (syndicats « rouges », soviets sur mesure...) imaginées par le stalinisme pour développer le processus révolutionnaire étaient la conséquence de l'abandon de la politique de front unique ouvrier. Toute organisation de masse est - de fait - un front unique ouvrier, étant donné que s'y regroupent des travailleurs de toutes tendances.

Contre cette ligne de création d'organismes artificiels, Trotsky réitéra la position léniniste de maintien et de travail dans les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier (syndicats, comités d'usine, soviets du mouvement des masses...) quelqu'un soit la direction. C'était doublement indispensable : en premier lieu pour affronter de façon unie le danger de l'extrême droite, en second lieu pour disputer la direction du mouvement de masse aux réformistes.

d) Appeler à l'armement du prolétariat comme une tâche en soi :

Le stalinisme voyait cette activité comme quelque chose d'indépendant de la situation politique d'ensemble. Pour citer un cas dont Trotsky fit une magnifique analyse, voyons celui de l'Espagne en 1931. le problème politique

central, et celui qui intéressait alors le plus les masses, était les élections aux Cortès (parlement). Le stalinisme, tout en ne disant mot de ces élections, avançait le mot d'ordre « d'armement du prolétariat ». Trotsky montra, avec raison, qu'« opposer le mot d'ordre d'armement du prolétariat à la réalité des problèmes politiques qui coulaient dans les veines des masses, signifie s'isoler des masses - et les masses des armes - ». Et il proposait par contre que le mot d'ordre d'armement fasse partie d'un programme politique structuré qui prenne en compte la situation de la lutte de classes.

e) Soutenir que le triomphe du nazisme ouvrirait de nouvelles et meilleures perspectives de lutte révolutionnaire et de développement du parti que celles existant sous le régime démocratique bourgeois :

Cela n'était déjà plus pour Trotsky une « erreur ». C'était un suicide et une trahison inqualifiables, car le triomphe réactionnaire devait faire régresser, dans des limites incalculables, le processus révolutionnaire.

Une répétition élargie : le guévarisme

Nous avons résumé ces 5 erreurs fondamentales du stalinisme dans son étape ultragauche de la « 3ème période ». En tant que conception, le guérillérisme guévariste est une répétition et une extension de ces tragiques erreurs ultragauche.

De même que le stalinisme, qui ne faisait pas de différence entre fascisme et social-démocratie réformiste, le guévarisme ne fait pas de différence entre les divers régimes existant en Amérique latine. Pour lui, nationalisme bourgeois et régime ultraréactionnaire pro-impérialiste ne sont que les formes distinctes de gouvernement que revêt l'accord monolithique entre bourgeoisies nationales et impérialisme, dont la tendance va vers le monolithisme total, fasciste ou semi-fasciste.

De même que le stalinisme refusait de fait d'appeler au front unique ouvrier contre le fascisme (en appelant au front unique à la base) le guévarisme commet une erreur semblable, mais aggravée. Il n'appelle à aucun front unique et abandonne même toute tentative de travail dans le mouvement de masse.

Tout comme le stalinisme, le guévarisme tente de créer des organismes artificiels pour la prise du pouvoir,

méprisant les organismes traditionnels que se donnent les masses. Mais il aggrave également cette erreur car le stalinisme essayait, lui au moins, de copier les organisations du mouvement de masse (syndicats et soviets), tandis que le guévarisme propose comme organe de pouvoir « l'armée guérillériste ».

Tout comme le stalinisme, le guévarisme prône toujours l'« armement en soi », mais il approfondit son erreur car, au contraire du stalinisme, il ne le propose même pas aux masses mais à une avant-garde.

Enfin, de même que le stalinisme soutenait que les régimes fascistes étaient la meilleure base objective pour les luttes révolutionnaires et la construction du parti, le guévarisme pousse cette erreur à l'extrême en affirmant qu'ils sont les meilleures bases objectives pour le développement de la lutte armée.

Nos camarades de la majorité sont les dignes disciples de l'ultragauchisme guévariste et, comme nous le verrons plus loin, ces critères furent, et sont, les axes de la politique majoritaire en Bolivie.

3) Pour le POR (C), tous les gouvernements sont identiques

Nous savons que l'une des erreurs que Trotsky reprochait à l'ultragauchisme était celle de mettre un signe d'égalité entre tous les gouvernements bourgeois. Pour les ultragauche, tous les gouvernements étaient « fascistes » de par leur seule nature bourgeoise.

Les camarades du POR(C) - de la même manière que l'ultragauchisme stalinien - ne voient pas la possibilité de régimes distincts, provoqués par les contradictions générales entre l'impérialisme et la montée du mouvement

des masses. Ils tombent ainsi dans une dangereuse confusion. Une chose est de se défier et de ne pas soutenir tout gouvernement bourgeois, même s'il est "de gauche" ou « nationaliste », une autre est de ne pas les distinguer des gouvernements ultraréactionnaire et de ne pas se doter d'une politique appropriée à chacun. Ne pas soutenir Torres ou le premier gouvernement de Perón est correct, ne pas les distinguer des régimes de Banzer et Onganía est incorrect.

Barrientos = Ovando = Torres

Que le régime de Barrientos ait été réactionnaire et agent de l'impérialisme, cela ne fait aucun doute. Mais après Barrientos vint Ovando et le régime changea. Cependant pour le POR(C) le gouvernement d'Ovando était gouvernement :

« du capitalisme impérialiste moribond qui a mis un masque « révolutionnaire » pour sa sauvegarde » (POR (C), tract au Congrès des Mineurs, IP vol.8-18, 11-mai-1970, p.434).

Camarades du POR(C), la différence entre Barrientos et Ovando n'était-elle qu'un masque ?

La réalité continua à changer, le régime d'Ovando fut remplacé par celui de Torres. Mais les caractérisations restèrent inchangées pour le POR(C) :

« La tendance du « nationalisme révolutionnaire » qui apparut avec Ovando est celle qui continue au pouvoir avec Torres ». (Torres se situe) « dans le cadre de la politique économique appelée de « développement » que prône l'impérialisme pour les pays semi-coloniaux (...) ». « Les opportunistes confondent ce nouveau rôle des militaires, qui rentre dans le cadre de la tactique moderne

de l'impérialisme, avec le processus révolutionnaire qui est une chose très différente » « Par conséquent, le haut commandement militaire, conseillé par l'ambassade yankee, est arrivé à la conclusion qu'il fallait remplacer le gouvernement Ovando » (déclaration du CE : du POR(C), 11 octobre 1970, « Combate » n°3, 1ère quinzaine de novembre 70).

Pour terminer en beauté la caractérisation du régime de Torres, lisons de nouveau « Combate », l'organe officiel du POR(C) :

« Dans la crise militaire et politique d'octobre, les masses n'ont pas été victorieuses. La victoire du général Torres est bien plus une défaite ! des masses révolutionnaires et une victoire de l'armée comme parti de la bourgeoisie. » ("Combate" n°3, 1er novembre 1970).

Comme nous le voyons, de Barrientos à Torres en passant par Ovando, rien n'avait changé en Bolivie pour les camarades du POR(C). Tout était défaite des masses. Tout se réduisait à différentes combinaisons tactiques, concoctées par l'impérialisme et les chefs militaires boliviens dans le laboratoire aseptisé de l'ambassade yankee, totalement à l'écart des effets de la lutte de classes.

Trotsky contre le POR(C)

Cependant, Trotsky avait déjà signalé - à l'époque de la "3ème période" - que :

« le malheur pour la bureaucratie stalinienne c'est que, ni en Espagne ni en Allemagne, elle ne voit les différences réelles qui existent dans le camp ennemi. » ("The spanish Revolution" Pathfinder Press, p.183). « En théorie (si ce mot peut être employé ici), on se protège contre le danger de déviations opportunistes par un refus général de faire des distinctions politiques et de classe : Hoover, Von Papen, Vandervelde, Ghandi, Rakovsky sont tous des "contre-révolutionnaires", "fascistes", "agents de l'impérialisme". Mais chaque changement soudain dans les événements, chaque nouveau danger oblige les forces staliniennes à entrer en lutte contre un ennemi et à s'agenouiller devant les autres "contre-révolutionnaires" et "fascistes" » (Id. p.1B5).

Cette trajectoire que signale Trotsky nous suggère un parallèle avec notre section bolivienne : le POR(C) ne commença-t-il pas par caractériser Torres comme

exécuteur de « la moderne tactique impérialiste », pour se voir ensuite obligé de combattre à ses côtés et terminer par s'agenouiller devant lui dans le FRA ?

Sans attacher aucune importance aux enseignements de Trotsky, les camarades du POR(C) continuèrent à dire ceci sous le gouvernement Torres :

« Les travailleurs et leur avant-garde révolutionnaire n'ont pas à choisir entre deux camps militaires en conflit. » (déclaration du CE du POR(C), "Combate" n°8 déjà cité).

Face à une situation semblable, Trotsky disait le contraire :

« Les bolcheviques ne sont pas restés neutres entre la camp de Kerensky et celui de Kornilov. Ils luttèrent avec le premier contre le second. Ils obéirent au commandement officiel tant qu'ils ne furent pas assez fort pour le renverser. » ("The spanish Revolution", p.296).

Une armée monolithique

Pour démontrer que cette politique aveugle ne fut pas un éblouissement momentané, les camarades du POR(C), deux mois avant le second coup d'état de Miranda, lancèrent alors leur célèbre pronostic :

« L'armée, parti armé de la bourgeoisie, continue à contrôler le pouvoir. Les divergences et frictions entre les chefs militaires, même si elles n'ont pas disparu, ne sont toujours pas assez profondes pour opposer un secteur aux autres et rompre la structure militaire ». (déclaration du CE

déjà citée).

Du point de vue des camarades du POR(C), il ne pouvait en être autrement : comment pouvait-il y avoir des « frictions entre les différents secteurs » ou une rupture dans le haut commandement, si tous obéissaient au doigt et à l'œil de l'impérialisme et si les militaires formaient une unité monolithique et éternelle avec le département d'Etat yankee ?

Le POR(C) voit, enfin, une « fissure »

Quelques mois plus tard - enfin ! -, après un an de préparatifs putschistes ouverts, la rupture du haut commandement en mille morceaux et le déroulement de deux putschs "fascistes", le camarade Gonzalez découvrit, étonné, que :

« Les fissures dans l'armée sont trop larges » (Hugo Gonzalez, "An Interview", IP vol.9 no23, 14 juin 1971, p.544).

Mais, pour le POR(C), Banzer était identique à Torres.

Malheureusement, ce changement salutaire n'amena pas le camarade Gonzalez à distinguer entre Kerensky et Kornilov, entre Torres et Miranda-Banzer; il continua à lutter contre les deux comme si tous deux étaient ses ennemis immédiats. La citation que donne le camarade Gonzalez (pour démontrer le contraire) nous donne raison :

« C'est pour cela que nous disons que le processus révolutionnaire se trouve face à deux dangers. D'une part le putsch fasciste fomenté à l'ambassade yankee avec les gorilles argentins et brésiliens, putsch qui couve dans les divisions des forces armées boliviennes, et d'autre part le réformisme militaire et civil qui cherche à endormir la conscience des masses et s'est converti de fait en un obstacle pour le triomphe de la révolution. » (POR(C) , Manifeste du 1er mai 1971, cité par Germain dans "En défense du léninisme...").

Il est dit clairement ici qu'il existe « deux dangers » : le « fascisme » et le « réformisme », mais il est mis un signe égal entre les deux et il n'est pas dit que le danger immédiat, certain, objectif pour le mouvement des masses est le danger « fasciste ». Il est encore moins signalé le rôle contradictoire du réformisme qui, selon Trotsky, n'est pas seulement une barrière contre la révolution mais aussi une barrière contre le fascisme. Cette différence qui est

justement celle entre Kérensky et Kornilov ne fut jamais avancée par le POR(C). La meilleure démonstration du fait qu'il n'ait jamais distingué lequel des dangers était immédiat et du fait qu'il ait mis dans le même sac tous les secteurs et régimes bourgeois, est synthétisée dans cette affirmation concernant la politique des secteurs ; « les plus avancés et combattifs de la classe ouvrière », faite quelques semaines avant le putsch de Banzer :

« En réalité, ils luttent... pour un gouvernement ouvrier et paysan qui soit définitivement et concrètement anti-impérialiste et socialiste. » (Interview with Gonzalez Moscoso, IP vol.9 no23. p.544, 14 juin 1971).

Les camarades du POR(C) ont fait des caractérisations similaires à celles des staliniens pendant la « 3ème période » ; ils confondirent réformistes et "fascistes", nationalistes bourgeois et « agents de l'impérialisme », Barrientos et Ovando, Ovando et Torrez et Torrez avec les officiers qui préparaient le putsch. Et après tout, pourquoi s'ennuyer à chercher des différences si les changements de gouvernement ne sont qu'un changement de « masques » et que les présidents sont faits et défaits par l'ambassadeur yankee, après une simple discussion avec les militaires et sur un simple coup de sonnette !

4) Le POR (C) n'avertit pas du danger Putschiste, il n ' appela pas à lutter contre lui, ni à construire le front unique ouvrier

Cette absence de distinction entre les différents types de régimes amena les camarades du POR(C) à se donner une même orientation face à tous. Le contenu de cette orientation est le thème d'autres sous-chapitres. Nous allons voir maintenant ce qu'aurait dû être cette

orientation. C'est très important car les camarades du POR (C) tombèrent précisément dans le type de modèle « 3ème période » critiqué par Trotsky : ils n'appelèrent pas au front unique ouvrier pour combattre les putschs « fascistes ».

Trois putschs « fasciste » :

Pour nous rafraîchir un peu la mémoire, rappelons quelques dates : Barrientos mourut dans un étrange « accident » d'avion le 27 avril 1969 ; le 29 septembre de la même année, le général Ovando parvint au pouvoir ; c'est également en 1969 que recommencèrent les activités de la guérilla. Elles se terminèrent sans peine et sans gloire à Teoponte en octobre 1970. Le 6 octobre 1970 se produisit la première tentative de putsch « fasciste », celle du général Miranda. De l'échec de ce putsch naquit le gouvernement Torrez. Le général Miranda se souleva de nouveau en janvier 1971, secondé par le général Banzer.

Ce dernier renversa finalement Torrez le 21 août 1971 et il est toujours au pouvoir.

Comme nous le voyons, pendant la courte période qui va d'octobre 1970 à août 1971, il y eut trois putschs « fascistes ». Comment le POR(C) prépara-t-il politiquement les masses boliviennes, la classe ouvrière et son avant-garde, à affronter ces putschs ? A notre avis il ne les prépara absolument pas, car il ne se donna pas la seule orientation possible : le front unique ouvrier.

Le premier putsch

C'est sous Ovando qu'eut lieu le premier putsch « fasciste », le premier de Miranda. Nous avons cherché soigneusement dans les matériels du POR(C) une quelconque mention du danger d'un putsch ou un appel à l'unité de tous les partis et courants ouvriers pour le combattre. Nous n'avons rien trouvé.

Par contre, nous avons trouvé des passages comme celui-ci :

« Que se passe-t-il avec le gouvernement ? Puissant et téméraire pour parler au peuple, il est incapable d'affronter la droite anti-nationale qu'il dénonce lui-même. Ou peut-être cette droite agit-elle sur mission officielle ? ». « S'il est nécessaire de parler de conjuration anti-nationale, la seule qui existe consiste à se mettre une peau de brebis pour cacher la gueule du loup et pouvoir planter ses crocs dans le peuple » (POR(C) , "Combate" n°1, 2ème quinzaine de juin 1970.).

Ainsi, non seulement les camarades du POR(C) dissent qu'ils avaient des doutes sur l'existence d'une conspiration de droite, mais ils insinuaient que cette conspiration

agissait « sur mission » du gouvernement lui-même, se cachant « sous une peau de brebis » pour pouvoir « planter ses crocs dans le peuple ».

Mais cela va encore plus loin. Dans le numéro suivant de "Combate" nous lisons :

« Avec ce critère, pour nous la crise militaire n'excède pas les limites de l'idéologie de cette institution appelée armée et dont le fondement est l'anticommunisme ». « Alors, où sont les divergences entre les généraux ? Ces différences existent-elles ? Bien sûr, mais attention ! le désaccord est tactique et se rapporte au moyen de défaire le communisme et d'empêcher la montée des masses au pouvoir. » ("Combate" n°2, 2ème quinzaine de juillet 1970).

Pour les camarades du POR(C), les divergences entre les militaires boliviens, trois mois avant le putsch de Miranda, étaient « idéologiques », des désaccords « tactiques », et ils disaient « attention ! » de ne pas se tromper en donnant de l'importance à ces divergences. C'est tout à fait l'opposé d'alerter sur le danger d'un putsch de droite.

Ce que conseillait Trotsky

Cela soulève plusieurs questions très importantes. Pourquoi les camarades du POR(C) ne conseillèrent-ils

pas comme Trotsky :

« d'adopter une position défensive, (ce qui) signifie serrer les rangs avec la majorité de la classe ouvrière... et former un front unique avec les ouvriers socialistes et sans partis contre la menace fasciste » ("The Struggle Against Fascism in Germany", p.72).

Il est certain que les camarades du POR(C) tirèrent un tract pour le Congrès des Mineurs de Siglo XX. Mais pourquoi ne portèrent-ils pas, comme nous l'enseigne Trotsky, à ce congrès et à tous les syndicats et partis ouvriers :

« un programme concret, soigneusement détaillé et pratique, pour une lutte commune contre le fascisme, exigeant des réunions communes des exécutifs des partis avec la participation des directions des syndicats... et simultanément... avoir fait de l'agitation énergique sur ce même programme en direction de tous les secteurs des partis et des masses » ? ("The Struggle...", Pathfinder Press, 1971, p.172).

Quand le danger de putsch « fasciste » est détecté par une organisation trotskyste (et le seul fait de ne pas le détecter

est une grave erreur), il s'ouvre dans ce pays une étape de la lutte de classes où le combat contre le putsch devient prioritaire et doit se faire au moyen de la stratégie du front unique ouvrier avec les organisations réformistes. Proposer aux mineurs qu'ils s'arment, non pas pour combattre le putsch mais pour « (...) ranimer les piquets de grève armés et proclamer combativement la solidarité militante avec ceux qui en ce moment luttent dans la guérilla » (tract au Congrès des Mineurs déjà cité) c'est et ce fut un crime politique. Dire aux mineurs qu'ils s'arment, non pas pour combattre le putsch qui se préparait contre Ovando, mais pour rejoindre la guérilla contre Ovando, c'est se couper immédiatement de tout ouvrier anti-putschiste qui n'est pas d'accord avec la guérilla. C'est appeler le mouvement ouvrier à se diviser entre proguérillistes et anti-guérilléristes, alors qu'il y a une grande tâche commune à tous : lutter contre la droite mirandiste (y compris de manière armée). Cette tâche tous les ouvriers boliviens la ressentaient, celle de la guérilla pratiquement personne. Et cela s'est avéré dans les faits : la classe ouvrière se mobilisa contre le putsch mirandiste et provoqua la crise de l'armée et des institutions bourgeoises pendant deux ou trois jours, mais elle ne répondit en aucune manière aux appels du POR(C).

Un appel véritablement trotskiste

Notre politique aurait dû être trotskiste et non pas guérillériste. Nous aurions dû dire aux mineurs ce qui suit :

« Camarades : bien que nombre d'entre vous et les organisations auxquelles vous appartenez ne vous en soyez pas rendus compte, nous vous lançons une alerte et un appel : nous courons un grave danger de putsch ultraréactionnaire. Nous devons nous défendre unis. Pour cela nous devons former des piquets armés et proposer également à tous les syndicats du pays et à la COB de les organiser, afin de combattre l'inévitable coup d'état que prépare la réaction. Les militaires - de même que la bourgeoisie - sont divisés à cause de la montée de nos luttes. Un secteur de la bourgeoisie et de l'armée veulent employer des méthodes dures contre nous, d'autres secteurs - par contre - veulent employer des méthodes plus « douces » et nous dominer au moyen de négociations. Nous sommes contre les conceptions de Lechin et des partis communistes, en qui nombre d'entre vous font confiance et nous voulons vous convaincre que nos conceptions révolutionnaires sont les meilleurs. Nous voulons vous convaincre qu'il ne faut faire confiance en aucun secteur et qu'il faut lutter avec intransigeance contre tous les exploiters, les « doux » comme les durs. Mais nous avons le temps pour cela, alors que pour combattre le putsch « fasciste » le temps presse. Nous savons que vous haïssez le fascisme comme nous. Nous vous proposons donc de nous organiser contre lui, de haut en bas et de bas en haut. Nous avons commencé par inviter au front unique

Lechin et les PC. A ce front unique ouvrier de lutte contre le putsch « fasciste », nous invitons également les guérilleros, à condition qu'ils soient prêts à s'unir à l'action commune et ne rompent pas le front ou ne le sabotent pas par des actions isolées ou aventurières. Si nous ne nous organisons pas ainsi contre le putsch, si nous ne faisons pas de piquets, cela ne sera pas la faute des trotskistes mais de vos directions. Car nous sommes prêts à tout, sauf abandonner notre indépendance politique et le droit de défendre nos positions, pourvu que soit obtenue l'unité des travailleurs afin de lutter contre le putsch réactionnaire. Si nous nous unissons, syndicats et partis qui nous réclamons de la classe ouvrière, nous pouvons entraîner à court terme les paysans et les étudiants. ».

Cela aurait été une position trotskiste ; mais ce qui est le plus important, cela aurait permis que notre organisation apparaisse comme la direction politique indiscutée de tout le prolétariat bolivien.

Le POR(C) n'en fit rien et n'apprit rien non plus de ses erreurs. Sous Torrez, ils continuèrent à faire les mêmes caractérisations et la même politique que sous Ovando. Pour le POR(C), le fait que la classe ouvrière bolivienne se soit mobilisée, ait créé un front unique de fait et défait le putsch réactionnaire en imposant un régime nationaliste bourgeois, ce fait est passé complètement inaperçu. Ce régime faible qui cédait constamment à la pression des masses, qui accentuait de jour en jour ses caractéristiques kérenskystes, fut une grande victoire de la classe ouvrière

bolivienne. Les masses n'ont pas imposé un gouvernement ouvrier et paysan ? Cela est tout à fait certain, mais à qui la responsabilité ? La faute en est à ses directions bureaucratiques et réformistes et, du point de vue révolutionnaire, à celle des camarades du POR(C). S'ils avaient disputé la direction de la lutte contre le putsch « fasciste », s'ils avaient été les premiers et les plus conséquents dénonciateurs de ce putsch, s'ils avaient été les champions du front unique pour le combattre, ils auraient imposé tôt ou tard leur direction et impulsé la lutte vers la prise du pouvoir.

Des documents du POR(C) on peut déduire que s'il n'y eut pas naissance d'un gouvernement ouvrier et paysan, ce fut la faute des masses, et que le fait que Torrez ait été imposé signifia une défaite du mouvement des masses et non de la réaction « fasciste ». Et ils le dirent ainsi :

« Dans la crise militaire et politique d'octobre, les masses n'ont pas été victorieuses. La victoire du général Torrez est bien plus une défaite des masses révolutionnaires et une victoire de l'armée comme parti ce la bourgeoisie. La crise d'octobre démontre les limites de l'action directe des masses. » ("Combate" du 1er novembre 1970).

Le second putsch

Cette caractérisation sera la base de la politique du POR (C) sous Torrez. Nous avons déjà vu que lors des dix mois du gouvernement Torrez il y eut deux putschs « fascistes » : le second de Miranda (le premier de Banzer) et le putsch définitif de Banzer en août 1971. Mais la lutte contre eux, à travers le front unique ouvrier, ne fut jamais la principale tâche de notre section bolivienne.

La ligne adoptée par le CE du POR (C), dès la prise du pouvoir par Torrez, et dont nous avons déjà cité les considérations, se base sur trois revendications-clés (qui n'ont pas grand chose à voir avec le programme que lui attribue Germain) :

a) « L'organisation d'un commandement révolutionnaire ouvrier et populaire, avec toutes les tendances politiques qui sont pour le socialisme comme issue à la situation actuelle du pays et qui soutiennent la lutte armée pour le pouvoir, dépassant l'économisme et le réformisme, la capitulation et la collaboration de classes, causes des

défaites successives du peuple bolivien. »

b) « la création d'une armée révolutionnaire ouvrière et populaire, instrument indispensable pour prendre le pouvoir... »

c) « La formation d'un organisme représentatif des masses, où elles apportent leur force révolutionnaire, leurs initiatives, leurs aspirations et leur volonté transformatrice. » (déclaration du CE du POR(C) "Combate" n°3, 1ère quinzaine de novembre 1970).

Comme nous le voyons, à l'exception de ce dernier mot d'ordre (qui a une relation, bien faible, avec le front unique ouvrier et l'Assemblée populaire postérieure), les tâches essentielles que pose ce programme s'opposent à 180° au front unique ouvrier pour lutter contre le putsch « fasciste ». Par ailleurs, ni dans ce programme du POR(C) ni dans aucun autre ne figure comme axe central la lutte contre le putsch.

La "Pravda" en 1931, le POR(C) en 1970 : Le même programme

Certes, dans le programme sont compris des mots d'ordre économiques et démocratiques corrects et sûrement ressentis par le mouvement des masses. Mais Trotsky critiqua inlassablement les programmes similaires des ultragauchistes. Pour l'Espagne par exemple, la « Pravda » du 14 mai 1931 donnait le programme suivant: organiser les ouvriers « pour désarmer la réaction, pour l'armement du prolétariat, pour les élections de comités d'usines, pour obtenir les 7 heures de travail par jour ».

Ce programme mérita la critique suivante de Trotsky :

« Les mots d'ordre énumérés sont incontestables même s'ils sont présentés sans aucune cohésion interne et sans la progression qui devrait découler de la logique du développement des masses. ». Car « En parlant seulement de la journée de 7 heures, des comités d'usines et de l'armement des ouvriers, en ignorant la « politique » et

sans dire un seul mot dans tous ses articles au sujet des élections aux Cortès, la "Pravda" suit en tout point les anarcho-syndicalistes... ». « Opposer le mot d'ordre d'armement du prolétariat à la réalité des processus politiques qui coulent dans les veines des masses, cela signifie s'isoler des masses - et les masses des armes - ». ("The Spanish Revolution", déjà cité, p.114 et 117).

Le programme du POR (C) a tous les défauts que trouve Trotsky dans la "Pravda" ; il n'y a pas de cohésion interne et les mots d'ordre ne tournent autour d'aucun problème politique central réel. N'y avait-il à ce moment-là en Bolivie aucun problème politique central qui nous permette de concrétiser un ou plusieurs mots d'ordre décisifs ? Nous pensons que si, que cet axe central était l'armement des organisations ouvrières pour freiner l'inévitable putsch de droite et la formation d'un front unique avec toutes les organisations ouvrières voulant

lutter contre le coup d'état « fasciste ».

Le programme du POR(C) au contraire était opposé au front ouvrier et à la lutte contre le putsch « fasciste ». Il proposait de former un « commandement révolutionnaire » pour lutter contre le « réformisme » et « l'économisme », alors qu'il devait appeler au front unique avec le réformisme pour lutter contre le putsch « fasciste ». Il prônait l'unité avec tous ceux qui sont d'accord avec le « socialisme » et la « lutte armée », alors qu'il devait proposer l'unité à tous les secteurs ouvriers prêts à lutter

contre le putsch, en premier lieu avec Lechin et les PC, c'est-à-dire avec « l'économisme et le réformisme ».

Mais tout cela est excusable puisque le danger de putsch « fasciste » fut systématiquement ignoré par le POR(C). Ce qui n'est pas excusable, c'est justement cette ignorance, car après le premier putsch de Miranda se produisit le second putsch sous Torrez (le premier de Banzer) et le POR(C), comme ceux qui laissent passer l'orage, resta sans politique contre le danger « fasciste ». Autrement dit, sans en dire un seul mot !

Et le troisième putsch éclata

Ce n'est qu'à partir d'avril 1971 - six mois après la venue de Torrez et après déjà deux putschs "fascistes" - soit lorsque l'eau lui arriva jusqu'au cou, que le POR(C) commença, comme en passant, à parler de l'inévitabilité d'un putsch. Nous soulignons qu'il ne commença qu'à en parler, car il ne se donna toujours pas de politique d'ensemble et centra encore moins toute son activité sur une campagne antiputschiste.

Pour voir cela un peu plus en détail, examinons quelques-unes des cinq recommandations adoptées à un CC élargi d'avril 1971 - à la veille seulement du dernier putsch de Banzer. De prime abord, on voit qu'aucune d'entre elles n'appelle à lutter contre le putsch.

La première recommandation adoptée par la direction du POR (C) est la suivante : « Intensifier le travail politique en direction des masses pour les arracher à l'influence des

réformistes et faire surgir des directions authentiquement révolutionnaires » (Rapport du CC, IP vol.9, n°25, p.599, 2B-juin 1971).

La seconde recommandation est d'intervenir « avec ce critère » dans toutes les organisations ouvrières.

Les troisième, quatrième et cinquième que nous verrons plus loin se réfèrent à l'activité militaire du parti (voir IP déjà cité).

Pas un seul mot sur notre politique de front unique vers les organisations réformistes afin de lutter contre le putsch « fasciste ». Au contraire, ce qui ressort de ces recommandations, c'est qu'elles posent comme travail politique fondamental la lutte contre le réformisme et non le front unique avec celui-ci pour affronter le péril « fasciste ».

Comment lutter contre le réformisme ?

Nous pensons également que la lutte contre le réformisme était, est, un problème de vie ou de mort pour la révolution bolivienne. Mais le problème est de savoir comment lutter contre lui. Les masses boliviennes assistaient au spectacle suivant : le putsch approchait et c'était clair pour tout le monde. Lechin et les partis communistes alertaient sur ce péril et appelaient à maintenir le calme et à freiner les mobilisations ouvrières pour l'éviter. Le POR(C) ne lui donnait pas la moindre importance et parlait de la nécessité d'un gouvernement ouvrier et paysan imposé par la guerre révolutionnaire. Comment convaincre les travailleurs que le POR(C) était la direction qu'ils devaient reconnaître alors qu'il était le seul à ne pas faire du combat contre le putsch l'axe de sa politique ?

La seule manière de battre le réformisme aurait été justement de faire un front unique avec lui contre le coup d'état. Au sein de ce front unique, avec cet objectif commun, venait la lutte pour la direction. Le réformisme et la bureaucratie disaient « pas de mobilisations », le POR (C) devait répondre « la seule façon de défaire le putsch est de se mobiliser ». Le réformisme et la bureaucratie n'armaient pas la classe ouvrière ; le POR(C) devaient répondre « la seule façon de défaire le putsch est d'armer les travailleurs ». C'était la seule et unique manière de lutter contre le réformisme ! En démasquant leurs hésitations et leurs trahisons devant les masses face à la plus importante tâche et la plus urgente et ressentie comme telle par celles-ci : la lutte contre le coup d'état de droite.

Le mot d'ordre du POR(C) pour le 1er mai : à l'assaut du pouvoir !

Le camarade Germain, malgré l'évidence des faits, affirme que le POR(C) eut une politique correcte contre le putsch. Il insiste principalement sur le numéro de « Combate » précédant le 1er mai 1971. Nous ne connaissons pas l'entièreté de ce numéro, mais nous avons la photocopie de sa première page. Réellement, avec ce que l'on peut y lire, il y a plus qu'il n'en faut pour que toutes les preuves du camarade Germain s'écroulent. Il y a deux articles, le titre du premier est déjà un symbole :

« Partons à l'assaut final du pouvoir pour le socialisme ! »

Bien sûr, on n'y appelle pas à lutter contre le coup d'état réactionnaire mais à se lancer dans la prise du pouvoir. Mais n'était-ce pas le général Torrez. Qui était au pouvoir à ce moment-là ? le POR(C), une nouvelle fois, était en train d'appeler les masses, qui faisaient confiance à Torrez, à le renverser et à prendre le pouvoir et non à se préparer à lutter contre le putsch réactionnaire.

Dans la partie de l'article sous ce titre - que nous avons à notre disposition et dont le camarade Germain tire sa citation - on prévoit le coup d'état. Cela n'est pas un grand mérite car il y avait déjà un bon moment que les préparatifs putschistes étaient publics et notoires. Mais appelle-t-on à lutter contre ce danger le plus immédiat et fondamental pour les travailleurs boliviens ? Encore une fois non.

Un autre sous-titre est un autre symbole :

« Ni avec le fascisme, ni avec le réformisme : avec la révolution socialiste ! »

Peut être que dans une autre partie de l'article que nous n'avons pas, nous pourrions trouver le sous-titre correct : « Avec le réformisme dans un front unique contre le fascisme ! ». Nous en doutons beaucoup. Si cela était le cas cependant, nous prions le camarade Germain de nous indiquer où il se trouve.

Le second article de la une, nous l'avons en entier. Nous pouvons y trouver quelle était la véritable politique du POR(C). Son titre dit : l'Assemblée populaire doit naître de la base et propose l'élection démocratique de ses délégués. Dans cet article, on ne dit rien du putsch ni de la nécessité que l'Assemblée populaire le combatte en mobilisant et en armant les masses, ni de l'urgence impérieuse de construire un front unique contre lui. Il se termine par trois mots d'ordre qui, nous le supposons, devaient être fondamentaux pour le POR(C) alors :

« Réformisme non, socialisme oui, armée bourgeoise non, armée révolutionnaire du peuple oui, parlement bourgeois non, Assemblée populaire oui ! »

Il est évident que pour les camarades du POR(C) le danger le plus important pour le « socialisme » (c'est-à-dire pour les masses boliviennes) était le réformisme, pas le coup d'état réactionnaire puisqu'ils n'en parlent même pas dans leurs mots d'ordre.

Armons-nous contre...Torrez !

Le dernier journal que nous connaissions du POR(C) date de deux mois avant le putsch. Il porte le n°6 et correspond à la première quinzaine de juin. On y prédit que : « Les jours de Torrez sont comptés ».

On y parle également de la contre-révolution « fasciste », de la responsabilité de « la gauche », mais on n'y appelle pas les partis de gauche à s'unir contre le putsch et, ce qui est plus grave, on ne dit mot de l'Assemblée populaire. La position du POR(C) y est résumée ainsi :

« Concrètement, il est indispensable de créer en même temps les forces armées des universités, des mines, des usines, de la campagne, etc. Il faut s'armer et s'entraîner pour le combat qui vient.

« En même temps, pas de répit dans les occupations et les actions contre les propriétés capitalistes et impérialistes. Il faut frapper le pouvoir économique, les centres nerveux de

l'impérialisme et de la bourgeoisie nationale.

« Il faut renforcer le Parti Ouvrier Révolutionnaire, outil indispensable pour souder les courants révolutionnaires dans un solide front."

« En avant pour les occupations et l'armement ouvrier ! Mort à l'impérialisme, mort au capitalisme ! »

Une fois de plus, à deux mois du putsch, le POR(C) appelle au front des « courants révolutionnaires » (pas des partis ouvriers et surtout pas des réformistes), avec pour objectif la mise à mort de l'impérialisme et du capitalisme (c'est-à-dire une fois de plus Torrez et pas les putschistes qui se préparaient).

Pourquoi continuer ? Le POR(C) n'avança jamais une politique contre le putsch « fasciste », ni pour le front unique ouvrier, ni pour la mobilisation ouvrière à partir de

l'Assemblée populaire. Si du point de vue de la lutte de classes les coupables de la défaite devant Banzer furent la réaction et l'impérialisme, si du point de vue du mouvement ouvrier les coupables furent les réformistes et

les bureaucrates, du point de vue du mouvement révolutionnaire le coupable de cette défaite fut notre section bolivienne ; le POR(C).

5) La véritable politique du POR(C): la formation de « l'armée révolutionnaire » ou « l'armement en soi »

Nous avons vu ce que ne fut pas la politique du POR(C), voyons maintenant ce que fut sa véritable politique. Pour nous, le POR(C) avait et continue à avoir une seule politique, indépendante des changements de régime. Cette orientation est celle que Trotsky reprochait aux ultragauchistes : elle pose l'armement des masses comme une tâche « en soi », à n'importe quel moment de la lutte de classes et en dehors des problèmes politiques concrets qu'affrontent la classe ouvrière et les masses exploitées.

Personne ne conteste le fait que le POR(C) a pris comme tâche centrale la guérilla rurale sous le régime de Barrientos. Personne ne peut non plus contester le fait que cette guérilla n'avait rien à voir avec le changement qui se produisit avec Ovando, ni non plus avec les conquêtes obtenues par le mouvement des masses sous le gouvernement de ce dernier, comme par exemple le fonctionnement légal du mouvement syndical et la semi-

légalité de la gauche.

Nous avons soutenu et continuons à soutenir que, avec quelques variantes, la ligne de « l'armement en soi » et de construction d'une « armée révolutionnaire populaire » qu'a eu le POR(C) sous Barrientos fut continuée sous Ovando, Torrez et Banzer. Sous Barrientos, Ovando et les premiers moments de Torrez, elle s'est exprimée par la guérilla rurale. Ensuite, elle changea de forme, allant même jusqu'à proposer quelque chose d'apparemment correct : les piquets armés des syndicats. Elle se fit toujours sous l'enseigne de la « construction d'une armée révolutionnaire » ; et elle fut toujours et totalement menée en marge de la situation de la lutte de classes et des besoins des masses. Pour ne pas donner plus d'exemples, jamais, jamais, l'armement ne fut proposé pour lutter contre les putschs « fascistes ».

Sous Ovando, la guérilla rurale continue !

Le camarade Germain affirme le contraire en formulant une question: « La section bolivienne faillit-elle en faisant la distinction entre Kornilov et Kérénsky, entre Torrez et Barrientos ou Banzer ? » Et il répond : (l'affirmation selon laquelle) « le POR(C) continua essentiellement la même ligne sous Torrez que sous Barrientos ou Banzer est complètement infondée ». ("En défense du léninisme...", BII n°7, p.27). Dans la question comme dans la réponse, le camarade Germain « oublie » le gouvernement Ovando sous lequel eut lieu le premier coup d'état « fasciste », celui du général Miranda. Pour les marxistes, la mémoire est politique. Ce n'est donc pas un hasard si le camarade Germain oublie justement le gouvernement Ovando et le putsch de Miranda, car ce putsch eut une importance extraordinaire.

Comme le camarade Hugo Gonzalez nous en informe, il ne provoqua pas moins qu'une :

« bataille des chefs militaires (qui) paralysa la force répressive de l'armée : pendant deux jours il y eut un vide de pouvoir, le palais du gouvernement et les ministères furent désertés, il fallait alors agir avec les masses dans la rue, il fallait défaire les mirandistes par l'action et la lutte » POR(C). « L'université et le Commandement politique de la COB », Edition Lucha Obrera, décembre 1970,

reproduit dans Revista de America n°6/7, octobre 1971, p.50).

Nous voyons que, pour le camarade Gonzalez, il y eut deux jours « de vide de pouvoir », où la tâche centrale était de « défaire les mirandistes » (et non lutter contre Ovando et Miranda en même temps), où il fallait mener la lutte « avec les masses dans la rue » (et non avec un groupe de guérilla à la campagne). Nous sommes d'accord avec cette caractérisation et, cette tâche que propose le camarade Gonzalez, mais la politique du POR(C) fut-elle celle-ci ?

Nous soutenons, malgré le camarade Germain, que sous Ovando la section bolivienne se consacra exactement à la même activité que sous Barrientos : se préparer à la guérilla rurale. Nous soutenons également qu'il n'utilisa pas les marges légales que laissait le régime d'Ovando pour travailler en direction du mouvement de masse. Enfin, nous soutenons qu'il ne fit pas de la lutte contre le coup d'état l'axe de son activité, et proposa encore moins le front unique ouvrier pour « défaire le mirandisme ». En résumé, et cela l'éclatement du putsch le démontra, le POR(C) n'était pas en condition de lutter « avec les masses dans la rue » pour « défaire les mirandistes », car il ne se donna jamais cette ligne politique.

Gonzalez contre Germain

C'est ce qu'affirme par ailleurs les camarades du POR(C) eux-mêmes. Le camarade Gonzalez nous dit que :

« Sous le régime d'Ovando, le parti opérait dans des conditions de clandestinité complète et était totalement absorbé par la lutte armée » (Hugo Gonzalez, interview déjà citée, p.545).

Il est évident qu'un parti qui opéra dans la « clandestinité complète » ne put pas ou peu profiter des marges légales que laissait le régime pour s'insérer dans le mouvement de masses. Par ailleurs, cela n'était pas son objectif, puisqu'il était « totalement absorbé par la lutte armée ».

De quelle lutte armée s'agit-il ? De la guérilla rurale comme l'expriment clairement les propres publications du POR(C) :

Décembre 1969, le camarade Vallejos, directeur de "Combate" affirme : « Dans ce contexte (de nouvelle montée), la guérilla n'est que la continuation du mouvement révolutionnaire des masses, dont le développement fut freiné et brisé par les massacres et la répression militaires ». « Alors qu'à l'époque du Ché, en 1967, le mouvement de guérilla comptait déjà sur un large soutien populaire, sa réapparition en 1969, avec Inti Peredo, s'est produite dans une situation beaucoup plus mûre... » (The Replacement of Siles, IP vol.7, n°41, 8 décembre 1969, p.1100-1).

Février 1970 : le POR(C) dit officiellement la même chose que Vallejos sur la guérilla d'Inti et ajoute : « Ce discernement populaire qui admet et fait sienne la voie de la guérilla, c'est ce qui soutient et encourage la guérilla ». « Notre position est claire, le retard et le sous-développement de la Bolivie ne seront pas résolus par les mesures partielles d'un programme bourgeois mais par la révolution socialiste, dirigée par une Armée de libération nationale et sociale, partant de la guérilla... » « La guérilla reste en vigueur. Peu importe les coups reçus et les pertes en hommes et en munitions. Tout cela, même si c'est douloureux, peut se surmonter. L'important est de voir qu'il n'y a pas d'autre issue pour les véritables révolutionnaires » ("Le gouvernement Ovando et la situation bolivienne", Edition Lucha obrera, février 1970, p.10 et suivantes).

Avril 1970 : Dans son message au congrès des mineurs (le premier réalisé légalement depuis de nombreuses années), le POR(C) appelle les mineurs à suivre l'exemple du Ché, à soutenir Inti, « réarmer les syndicats des mineurs et créer une grande force armée qui fera partie de la grande Armée de Libération nationale et sociale, dont la construction a commencé à Nancahuazu. C'est là le chemin de la victoire. » (POR(C) ; tract au congrès des mineurs de Siglo XX; IP vol.8, n°18, 11 mai 1970 ; p.434).

Mai 1970 : « Par ailleurs, il apparaît que pour les révolutionnaires d'Amérique latine les méthodes révolutionnaires employées (référence au rapt de l'ambassadeur allemand Von Lolleben au Brésil) sont les plus efficaces pour sauver de la prison et de la torture les patriotes anti-impérialistes qui tombent dans les griffes de l'obscur CIA ». « Dans notre pays, à partir de Nancahuazu s'est valorisée une stratégie de pouvoir concrète et réelle, découlant de notre propre réalité politique et sociale » ("Combate", Nueva Epoca, n°1, 15 juin 1970).

Juillet 1970 : « Par conséquent, loin d'être arbitraire, la guérilla est l'issue naturelle à la situation actuelle » « (...) la politique des masses, à partir d'un certain moment, devient la lutte armée, la guérilla est donc la poursuite, par d'autres moyens, du mouvement des masses » « Pour prendre le pouvoir, pour le socialisme, il est donc vital de construire une véritable armée du peuple, qui naisse de son sein et qui se lève contre l'armée professionnelle bourgeoise. En Bolivie, une telle armée populaire de libération nationale a commencé sa marche à Nancahuazu avec le commandant Ché Guevara ». « La thèse du IVème congrès de la COB, tout comme auparavant le congrès des mineurs du Siglo XX, a ignoré une des conquêtes les plus importantes des masses boliviennes, l'expérience de la guerre révolutionnaire et de la guérilla. Un document qui ne prend pas en compte la guérilla du Ché Guevara, d'Inti et celle que mènent actuellement l'ELN et le POR, est un document qui ne tient pas compte de la réalité concrète du pays. Les masses, dans leur affrontement avec la dictature militaire, arriveront à ressentir la nécessité de nouvelles méthodes de lutte, auxquelles la guérilla du Ché a su donner une expression; c'est, pour cela qu'elles lui donnèrent leur sympathie et leur soutien, que ces mêmes guérilleros, de par une série de circonstances, ne surent pas mettre à profit. Mais indépendamment de cela, les masses ont vu et voient maintenant que la guerre révolutionnaire est la voie à suivre pour triompher d'une armée qui les massacrait et les muselait. » ("Combate", 15 juillet 1970, n°2).

Pourquoi continuer plus longtemps ? Des mots, encore des mots sur les guérillas, l'armée populaire, le soutien inconditionnel à la guérilla d'Inti, des affirmations catégoriques sur le fait que c'est la seule et unique voie pour les révolutionnaires. Quel est l'objectif de tout ce verbiage guérillériste ? Renverser Ovando et faire la « révolution socialiste ». Pas un seul mot avertissant du danger d'un putsch de droite, pas un seul appel au front unique ouvrier contre le putsch. Et quand on appelle les mineurs à s'armer, ce n'est pas sous la discipline de leurs syndicats ni pour lutter en front unique contre la droite : on leur demande de s'armer à partir des syndicats pour faire partie (!) de la guérilla rurale (« l'armée qui a commencé à se construire à Nancahuazu »).

Malgré le POR(C), les masses se sont mobilisées

Le putsch de Miranda éclata, la bourgeoisie et l'armée entrèrent en crise, il y eut un vide de pouvoir de deux jours que remplit finalement Torrez. Les masses « sortirent dans la rue » avec leurs directions réformistes et bureaucratiques, « défirent les mirandistes » et imposèrent un président nationaliste bourgeois. Autrement dit, les masses remplirent les deux tâches que signalait le camarade Gonzalez. Mais, en toute logique avec sa politique, le POR(C) n'y fut pour rien.

Les masses ne sortirent pas armées dans les rues, mais cette responsabilité appartient à ceux qui ne leur dirent pas que menaçait un coup d'état et qu'elles devaient s'armer pour le combattre. Les coupables sont ceux qui les appelèrent à s'armer pour aller faire la guérilla, ceux qui

proposèrent l'armement « en soi » et non pas pour défaire le mirandisme. Les masses n'imposèrent pas un gouvernement ouvrier et paysan, mais les responsables sont ceux qui se coupèrent d'elles car ils étaient « totalement absorbés » par la « lutte armée » et les laissèrent à la merci de leurs directions bureaucratiques et réformistes.

Défaire la droite mirandiste par la mobilisation est une tâche colossale que réalisèrent les masses, une victoire héroïque si l'on considère que le seul espoir de parti révolutionnaire, le POR(C), ne les avait pas alertées contre le péril de putsch, ni appelait au front unique pour le combattre, ni à l'armement pour réaliser cette tâche.

Octobre 1970 : une défaite des masses ?

Mais ce n'est pas la conclusion que tira le POR(C) de la crise d'octobre. Comme nous l'avons vu, pour le POR(C), la venue de Torrez signifia « une défaite des masses » et « une victoire de l'armée ». Et même plus :

« Il y en a qui soutiennent encore que contre la lutte armée l'action directe des masses a triomphé, appelant triomphe le gouvernement de Torrez. » « La crise d'octobre

démontre les limites de l'action directe des masses. La grève générale ne peut conduire au pouvoir ouvrier que si en même temps existe une armée révolutionnaire qui précisément se forme à travers la lutte armée. Tant que cette armée ouvrière n'existe pas, la mobilisation des masses ne peut que mettre au pouvoir un secteur de la bourgeoisie, quand elle ne se termine pas par un massacre sanglant. » ("Combate" n°3, 1er novembre 1970).

Le début du gouvernement Torrez: la guérilla rurale continue

C'est ainsi que le POR(C) affronta la nouvelle étape, celle du gouvernement Torrez. Et il continua, n'en déplaise au camarade Germain, à prôner encore la guérilla rurale, dans le cadre de sa politique constante d'armement « en soi » :

« Malgré les défaites, la guérilla reste la voie de la libération nationale et sociale ». « Comme en octobre 67, sont réapparues les théoriciens de l'échec de la guérilla comme méthode de prise du pouvoir ». « Indépendamment des contingences de chaque front de guérilla, en dehors

des qualités personnelles des combattants, malgré la perte de vies valeureuses, la guérilla reste la voie pour prendre le pouvoir. » ("Combate" n°3).

Qu'on ne nous dise pas ici que l'on ne parle pas de la guérilla rurale. Les « seuls fronts de guérilla » connus en Bolivie furent ruraux et « Combate » est très clair quand il dit que « indépendamment des contingences de chaque front de guérilla... la guérilla reste la voie pour prendre le pouvoir ».

De la guérilla rurale à « l'armement en soi »

Le kérenskysme chaque jour plus accentué du régime de Torrez, ses constantes concessions au mouvement des masses. La naissance d'embryons d'organismes de double pouvoir, la quasi absolue légalité pour les tendances de gauche et révolutionnaires, laissèrent la guérilla de plus en plus isolée, la condamnant à faire sa propre cuisine. Cela

provoqua un réajustement formel dans la politique d'armement « en soi » du POR(C). La sacro-sainte guérilla disparu peu à peu de la propagande de notre section bolivienne et fut remplacée, comme nous l'avons déjà dit, par des appels généraux à l'armement des masses. Ces appels arrivèrent à prendre la forme, apparemment

correcte, d'appels à des détachements armés des syndicats. Mais ces changements, nous insistons, furent formels. La nouvelle manière de poser le problème de l'armement restait dans la ligne ultragauche de « l'armement en soi ». Jamais, non jamais, l'armement ne fut posé comme une nécessité liée à la lutte de classes concrète et réelle.

Au CC élargi d'avril 71 du POR(C), déjà tout proche du coup d'état, fut discuté l'ordre du jour suivant :

« a) Rapport sur l'Internationale. Situation du processus révolutionnaire en Amérique latine et rôle rempli par les sections de la IVème Internationale. Situation en Argentine et luttes développées par nos camarades du PRT et de l'ERP.

« b) Situation nationale : caractérisation du gouvernement Torrez, situation dans l'armée et son alliance avec la droite civile. Le mouvement des masses et ses limites. La gauche et ses déviations. Le péril permanent de putsch. Perspectives.

« c) La guérilla : bilan et expériences. La conception du POR sur la guerre révolutionnaire. » (IP n°25, 1971).

Dans le sous-chapitre antérieur, nous avons vu les deux premières recommandations des cinq adoptées par ce CC élargi de la direction du POR(C). Il y était donné l'axe politique de lutte contre le réformisme sans un mot sur le coup d'état ni sur la nécessité du front unique pour le combattre. Voyons maintenant les trois recommandations

restantes :

« 3) Impulser l'armement ouvrier, en prenant l'initiative de la formation de détachements armés au niveau syndical.

« 4) Intensifier en même temps le travail militaire du parti et le renforcement de son appareil militaire, pour les prochaines actions, intimement unis aux masses révolutionnaires.

« 5) Le travail politique en direction des masses et l'activité militaire du parti se réajustent d'une manière équilibrée, tout cela sous la direction unique et centralisée de celui-ci. » (IP n°25, 28 juin 1971, p.599).

Comme nous la voyons, sur 5 résolutions, 3 se rapportent à la question militaire, mais aucune ne fait référence au fait que l'appel à l'armement des travailleurs doit se faire sur la base de la nécessité de la lutte contre le coup d'état « fasciste ». Pourquoi le POR(C) proposait-il aux travailleurs d'organiser des « détachements armés au niveau des syndicats » ? Si nous sommes conséquents avec les 2 points politiques de ces recommandations, ce devrait être pour la seule tâche centrale de « lutter contre le réformisme ». Mais nous ne pensons pas que le POR(C) ait poussé aussi loin sa paresse politique. Il proposait simplement l'armement pour « l'armement en soi », sans aucun objectif politique concret, sauf la lutte pour « la libération nationale », le « socialisme » et la « construction de l'armée révolutionnaire ».

Programme et recommandations véritablement trotskistes

Quels auraient dû être le programme et les recommandations du CC élargi d'un parti trotskiste en Bolivie à ce moment-là ? C'est très simple :

Programme :

1) Le danger de coup d'état de droite contre le gouvernement Torrez est le plus grand des dangers pour le mouvement ouvrier et des masses. La politique de front unique ouvrier contre le putsch doit être centrale. Le travail du parti dans les organisations de masses : syndicats et Assemblée populaire.

2) L'armement des travailleurs à partir de la lutte contre le putsch et des organisations de masses (syndicats et Assemblée populaire).

Recommandations :

1) Lancer tout de suite un appel à toutes les organisations ouvrières et particulièrement aux réformistes et à la bureaucratie syndicale, pour former un front unique contre le péril « fasciste ».

2) Lancer immédiatement une campagne de dénonciation contre toute et chaque hésitation ou trahison des directions réformistes et bureaucratiques autour de cette tâche centrale.

3) Défendre dans les syndicats et l'Assemblée populaire la nécessité d'organiser des détachements armés pour lutter contre le coup d'état.

4) Prendre des initiatives dans la construction de ces détachements là où notre parti a déjà gagné le soutien des travailleurs pour cette tâche.

5) Commencer sur l'heure le travail politique en direction de la base de l'armée, avec le mot d'ordre de démocratisation interne, élections de délégués des soldats et sous-officiers pour l'Assemblée populaire. Maintenir dans leurs régiments les soldats et sous-officiers qui sympathisent avec nous et leur donner une orientation pour former des groupes du parti dans leurs casernes.

C'est là la seule manière correcte de poser l'armement. Et c'est également la seule manière d'y arriver.

L'armement « en soi » quelques jours avant le putsch de Banzer

Mais le POR(C) n'avait malheureusement pas cette orientation. Revenons au numéro préféré par le camarade Germain de « Combate », le n°5 du 1er mai 1971. Nous avons déjà vu qu'un des trois mots d'ordre était :

« Armée bourgeoise non, Armée révolutionnaire du peuple oui ! »

Apparaît de nouveau ici cette fameuse « Armée révolutionnaire du peuple » dont la construction, selon le camarade Germain, ne fut pas la tâche et la politique centrale de la section bolivienne. Encore une fois, la stratégie de « l'armement en soi » se déploie ici dans toute sa splendeur. Cette splendeur est encore plus éblouissante dans le dernier journal du POR(C) avant le putsch, le n°6 que nous avons déjà cité. Or y commente la forte mobilisation ouvrière du 1er mai, avec un titre sur toute la page : « Socialisme et armes, cri de guerre du 1er mai ! ».

De nouveau, les armes servent à l'avènement du socialisme et non pour combattre le péril de putsch, qui n'est pas mentionné une seule fois dans l'article portant ce titre. Il ne fait que félicitations et éloges à l'orientation et aux banderoles de la manifestation, principalement du cortège du syndicat contrôlé par le parti :

« C'est sous les applaudissements nourris et le signe de l'allégresse que défila la Fédération des Travailleurs des Minoteries, avec une banderole disant : « Il nous faut une Armée révolutionnaire du peuple », et derrière elle des groupes sélectionnés d'ouvriers sous l'uniforme des guérilleros avec le béret et l'étoile du Ché, et portant quelques armes. C'est l'armée ouvrière qui est en train de naître pour nous conduire au socialisme par la seule voie réaliste : « la guerre révolutionnaire ». Les masses suivent la ligne de la lutte armée et de la guerre révolutionnaire et font surgir de leur sein les embryons de la future Armée ouvrière révolutionnaire. » (p.3).

Une fois de plus réapparaissent « l'Armée révolutionnaire du peuple », les uniformes de « guérilleros », « l'Armée ouvrière » pour faire « la guerre révolutionnaire » et conduire au « socialisme ». Pour le POR(C), la position de ces manifestants est tout à fait correcte, même si n'est pas mentionné le péril de putsch, même si l'armement n'est pas proposé pour le combattre. Plus loin, le POR(C) résume sa position en disant que l'on doit :

« Impulser la création des instruments politiques et

militaires populaires ». « Il faut faire naître dans chaque syndicat, dans les universités, à la campagne, des détachements armés, les embryons de la future force militaire révolutionnaire indispensable pour vaincre les militaires fascistes et laquais de l'impérialisme. Dans l'affrontement de classes qui approche, ce seront les armes qui décideront du destin de la révolution. » (p.3).

Quel est le but de ces « instruments politiques et militaires populaires », de cette « future force militaire révolutionnaire » où devraient s'incorporer les détachements armés des syndicats, des universités et de la campagne ? Pour la première et seule fois, il semblerait que le POR(C) pose le problème de l'armement d'une manière adaptée à l'objectif : défaire les « militaires fascistes et laquais de l'impérialisme ». Mais, malheureusement, cela n'est qu'une lueur, un point lumineux au milieu d'un article où l'armement est posé en permanence pour faire « la guerre révolutionnaire », pour instaurer le « socialisme ». Lequel de ces deux objectifs était celui que proposait réellement le POR(C) aux travailleurs quand il les appelait à s'armer ? Pour le POR(C), cela n'a aucune importance, n'importe lequel des deux peut servir ; appeler à s'armer pour le socialisme ou contre Banzer, c'est pareil ; appeler à s'armer pour la guerre révolutionnaire ou pour vaincre les militaires fascistes, c'est la même chose : le problème c'est d'appeler à s'armer. Et cette position, exemple clair et net de l'armement « en soi », est celle que continue à défendre le POR(C) dans son dernier journal avant le coup d'État « fasciste ».

Malgré toutes les tentatives du camarade Germain pour cacher la vérité elle réapparaît. Tous les appels aux armes lancés par le POR(C) à tout moment et comme tâche centrale en Bolivie, que ce soit sous Barrientos, Ovando, Torrez ou Banzer, se résumèrent à un seul objectif, même pas politique mais organisationnel, la construction de « l'Armée révolutionnaire ». C'était quelques fois pour la guérilla rurale d'autres pour une « Armée ouvrière », d'autres encore pour une « Armée ouvrière et paysanne » ou une « Armée révolutionnaire du peuple » ou encore la « Force militaire révolutionnaire ». Si ce n'est pas avoir une seule et même orientation (ou stratégie) dans n'importe quelle situation de la lutte de classes et sous n'importe quel régime, si ce n'est pas la ligne ultragauche de « l'armement en soi », nous demandons aux camarades de la majorité, et en particulier au camarade Germain, qu'ils nous expliquent ce que c'est.

6) La politique du POR(C) de création d'organismes artificiels (« Armée révolutionnaire ») et de sous-estimation du mouvement des masses l'amena à l'échec

Nous avons vu comment - face aux putschs « fascistes » et sous tous les gouvernements - le POR(C) ne centra jamais son orientation sur le front unique contre les putschs. Sous tous les gouvernements et face à tous les putschs, il eut

une seule et unique politique : la « construction de l'Armée révolutionnaire », sans jamais lutter pour que les organisations ouvrières s'unissent et s'arment contre le putsch.

Le POR(C) déprécie le mouvement des masses

La raison profonde de cette politique est la totale sous-estimation des possibilités du mouvement des masses. Le camarade Gonzalez nous dit :

« Une mobilisation insurrectionnelle des masses, pour très ample qu'elle soit, finira par être défaite par les armées modernes au service des partis de la bourgeoisie. Par exemple : Mexico, Córdoba... Les insurrections massives de Mexico et Córdoba, de la COB en Bolivie, furent vaincues car il leur manquait deux éléments fondamentaux :... b) l'instrument armé organisé militairement, préparé, entraîné, capable de riposter au niveau des armes à l'armée capitaliste » ("Le gouvernement Ovando...", Edition Lucha obrera, février 1970).

Bien qu'il ne soit pas clairement formulé ici, se cache un argument connu des guérilléristes : on pouvait combattre les anciennes armées avec le mouvement des masses et une politique correcte, pas les armées modernes. Cet argument est faux à la base. Les nouvelles armées impérialistes se différencient des anciennes par l'aviation, les tanks, les armes atomiques et les missiles. Aujourd'hui, il est encore plus impossible qu'autrefois d'opposer et de construire une armée populaire qui batte militairement la bourgeoisie. Pour affronter les armées modernes, le mouvement des masses et une politique correcte sont plus nécessaires que jamais. Toute tentative d'opposer une armée à l'armée réactionnaire, au lieu de lui opposer le mouvement des masses avec une orientation correcte, est condamnée à l'échec, justement à cause du caractère des

armées modernes. Pourtant cet argument est constant :

« Si l'armée révolutionnaire manque, on ne peut pas la construire uniquement avec l'héroïsme des masses. » ("Our rol in battling against the military coup", IP n°38, vol.9, 1er novembre 1971).

Ce terrible pessimisme des camarades du POR(C) sur les possibilités du mouvement des masses explique sa ligne permanente sous tous les gouvernements : « la construction de l'Armée révolutionnaire ». Cette impuissance des masses est constante, éternelle, permanente, sous n'importe quel type de gouvernement », sous Barrientos, Ovando, Torrez et Banzer. Ainsi se diluent les différences entre les gouvernements, les avancées et les reculs du mouvement ouvrier, les problèmes politiques cruciaux qu'affrontent et subissent les travailleurs - comme par exemple la menace du putsch "fasciste" -. Et, après tout, pourquoi s'ennuyer à préciser des étapes, des caractérisations, des mots d'ordre, etc., si tout se simplifie avec la panacée universelle que les masses sont incapables de construire : « l'Armée révolutionnaire » ?

La proposition du POR(C) au Congrès des Mineurs, les appelant à prendre les armes pour se « solidariser avec la guérilla » s'éclaire ainsi. S'éclaire également la position, prise au début du gouvernement Torrez, de créer « une Armée révolutionnaire ouvrière et populaire, instrument indispensable pour la prise du pouvoir » (déclaration du CE déjà citée).

Qui doit prendre le pouvoir ?

En résumé, le syllogisme ultragauche nous est présenté une nouvelle foi d'une manière parfaite, bien qu'inutile et fausse. Prémisse principale : les grandes luttes des masses culminent toujours par la lutte armée contre l'armée; prémisse secondaire : on ne peut vaincre une armée moderne que par une autre armée; conclusion : commençons à construire tout de suite l'armée révolutionnaire, puisqu'il faut des années pour le faire. La conclusion finale, morale - et non politique - est évidente :

« Prend le pouvoir celui qui a les armes et qui est décidé à le prendre en comptant sur ses propres forces » (" Le gouvernement Ovando...").

La prise du pouvoir n'est déjà plus un problème de politique juste, de situation objective, de rapports entre les classes, de lutte et de « confiance » dans le mouvement des masses, elle devient par contre un problème moralolo-

militaire: avoir des armes et être prêt à s'en servir.

La conclusion organisationnelle du POR(C) a deux faces : la première est l'invention par le parti d'organismes artificiels (une fois de plus ce que Trotsky critiquait chez les ultragauche, dans ce cas-là il s'agit de "l'Armée révolutionnaire"); la seconde est la dépréciation des organismes naturels du mouvement des masses, dans ce cas-là des syndicats et de l'Assemblée populaire. Sur cette seconde question, nous nous arrêterons dans le prochain chapitre. Entrons maintenant dans le problème de l'organisme artificiel inventé par le POR(C), la fameuse « Armée révolutionnaire ».

La conception selon laquelle, pour l'Amérique latine et à cette étape, notre tâche centrale est la construction de ces « Armées révolutionnaires », modifie tout notre Programme de transition et notre conception marxiste, car cela signifie que notre tâche centrale a cessé d'être la construction de partis révolutionnaires, bolcheviques et trotskistes. Le camarade Germain fait un jeu de mots autour de tout cela: il dit que le parti se construit en construisant l'armée ou en appelant les masses à la lutte armée. Le camarade Gonzalez est plus précis quand il dit que la seule façon de construire l'armée révolutionnaire se fait « à travers la lutte armée ». Mais ce n'est pas de cela que nous discuterons, c'est de savoir si l'armée révolutionnaire est « l'instrument essentiel pour prendre le pouvoir », à la place des organisations de type soviétique et du parti révolutionnaire comme l'affirme le Programme de transition.

Cette discussion est beaucoup plus profonde qu'elle ne le paraît. Elle est liée à la puissance de la classe ouvrière, à

ses faiblesses, à ses carences. Pour le POR(C), la carence essentielle est « l'Armée révolutionnaire »; pour nous, c'est le parti révolutionnaire et une politique révolutionnaire correcte.

C'est ce que nos maîtres affirmaient en permanence, comme le fit l'IC à son troisième Congrès :

« Il peut arriver que l'on soit obligé, dans un laps de quelques jours, de mobiliser le parti pour une lutte armée, de mobiliser non seulement le parti mais aussi ses réserves, d'organiser les sympathisants et toute l'arrière-garde, c'est-à-dire les masses révolutionnaires non organisées. Il ne sera pas question à un tel moment de former une armée rouge régulière. Nous devons vaincre sans armée construite d'avance, seulement avec les masses sous la direction du parti. » (3ème Congrès de l'Internationale Communiste ; Thèses sur la structure, les méthodes et l'action des Partis communistes. Maspero, 1971, p.122).

Pour Lénine et Trotsky, et pour nous, les travailleurs sont capables de tout - oui de tout ! - même de défaire l'armée bourgeoise sans avoir construit au préalable leur propre armée, à condition qu'ils suivent une politique correcte, qu'ils aient à leur tête un parti bolchevique et se soient débarrassés des directions réformistes, bureaucratiques traîtres. La défaite des travailleurs boliviens n'est pas due au fait qu'ils n'aient pas réussi à former une armée, mais à un fait beaucoup plus simple : ils n'ont pas réussi (ou plutôt, nous trotskistes, n'avons pas réussi) à se débarrasser de ces directions traîtres et à construire notre parti avec une influence de masse.

Trotsky et la lutte armée

Voilà la conception de Trotsky de la lutte armée. Il ne proposa jamais de construire des « armées révolutionnaires », même s'il fut le plus grand organisateur de l'Armée rouge. Il montra avant tout la nécessité d'armer les masses par une politique correcte, seul moyen de pouvoir les armer avec des armes proprement dites et de construire les milices ouvrières. La victoire ne peut être assurée que par une politique correcte, en détruisant l'armée du régime de l'intérieur, en portant la lutte de classes en son sein, en gagnant politiquement et en organisant les ouvriers, les étudiants et les paysans qui sont sous l'uniforme.

Tout comme Trotsky ne posa jamais comme tâche centrale ou permanente, avant l'éclatement de la révolution, la construction de n'importe quel type d'armée, il ne dit jamais non plus que l'orientation correcte fut d'appeler constamment les masses à se préparer à la lutte armée. Pour le trotskysme, la politique correcte est de lancer les mots d'ordre adaptés à chaque moment de la lutte de classes. Tout comme personne ne peut appeler à la grève

générale comme mot d'ordre permanent (excepté le posadisme), car il ne vient à l'idée de personne que ce soit la tâche quotidienne des masses jusqu'au triomphe de la révolution socialiste, personne ne peut avancer la lutte armée de cette façon, car la lutte armée est la réponse à une certaine étape de la lutte de classes, pas une tâche permanente des masses exploitées ni de leur parti révolutionnaire. Et tout comme la grève générale appelée à un moment où elle n'a aucune raison d'être, nous isole des masses et porte préjudice à la possibilité que les masses se lancent dans la grève au moment nécessaire, l'appel permanent, "en soi", à la lutte armée - ou à sa préparation en construisant des « armées révolutionnaires » - signifie, insistons avec Trotsky, « s'isoler des masses et les masses des armes ».

Ce fut l'erreur tragique du POR(C) en Bolivie, car s'il y avait une manière d'armer les masses, c'était de les convaincre qu'elles fassent un front unique et s'arment pour combattre le putsch. Le POR(C) a choisi une autre solution celle de réunir le petit groupe de militants du

POR(C) - ou de l'ELN - et de se consacrer à fabriquer un organisme artificiel, la fameuse « armée ». Cela fait déjà huit ans qu'il s'en occupe et une telle « armée » n'a encore été vue nulle part. Sauf si l'on veut faire passer pour une « armée » les poignées de militants qui de temps en temps, comme à Teoponte, se font massacrer par l'armée bolivienne. Pendant ce temps-là, une situation révolutionnaire colossale a été gâchée.

Notre Programme de transition dit justement le contraire de ce que soutient le camarade Gonzalez :

« Quand le prolétariat le voudra, il trouvera les chemins et les moyens de s'armer. Cela incombe naturellement, également dans ce domaine, aux sections de la IVème Internationale ».

Bien que les camarades de la majorité soutiennent le fait qu'ils disent la même chose, que le prolétariat doit vouloir et se donner cette tâche, cette phrase signifie véritablement que la classe ouvrière peut s'armer à tout moment, si les conditions en sont mûres. Exactement l'opposé de dire que c'est une tâche permanente des masses et du parti. C'est Trotsky qui précise :

« il n'y a pas de verrous ni de murs qui séparent le prolétariat des armes, mais l'habitude de la soumission, l'hypnose de la classe dominante, le poison nationaliste ». « Il suffit de détruire ces barrières psychologiques et même un mur de pierres ne pourra leur barrer le chemin. Il suffit que le prolétariat veuille des armes - et il les trouvera. La tâche du parti révolutionnaire est de réveiller ce désir et de faciliter sa réalisation » (Où va la France, p.36).

Le travail dans l'armée

Cette tâche de propagande - « réveiller ce désir et faciliter sa réalisation » - est complémentaire d'une autre, celle de détruire de l'intérieur l'armée bourgeoise. Les opportunistes et leurs jumeaux de « l'ultra » considèrent que cette dernière tâche est impossible car on ne peut rien faire contre les armées modernes.

« Nous répondons - dit Trotsky - que derrière chaque machine il y a des hommes qui ne sont pas seulement liés par la technique mais par des raisons sociales et politiques. Quand le développement historique pose à la société une tâche révolutionnaire impossible à reporter, une question de vie ou de mort, quand il existe une classe progressive à la victoire de laquelle est lié le sort de la société, le développement même de la politique ouvre à la classe révolutionnaire les possibilités les plus diverses, comme celle de paralyser la force militaire de l'ennemi, pour la faire passer de notre côté, du moins partiellement. » (Où va la France, p.37).

Quand nous accusons le POR(C) (et le PRT(C) de ne pas intervenir dans les armées bourgeoises, le camarade Germain élude élégamment la question en disant que la première chose à faire ce sont les milices ouvrières. Cela personne ne le discute, bien que nous établissions nettement la différence entre « milices ouvrières » et fantomatiques « armées révolutionnaires ». Mais cela ne veut pas dire que le POR(C) et le PRT(C) n'aient pas travaillé dans les armées bourgeoises, mais que, au contraire, ils ont appelé à les désertre, à abandonner les

casernes pour gagner "l'armée révolutionnaire" ! C'est une orientation typiquement anarchiste, guérillériste, une position incompatible avec la présence dans nos rang. Son meilleur exposant en est encore le POR(C) :

« Dans cette nouvelle armée, les officiers et militaires de l'armée bourgeoise pourront avoir leur place, s'ils rompent avec elle et veulent lutter effectivement pour la libération de la Bolivie... » (CE du POR(C), octobre 1970).

Depuis quand la désertion individuelle est-elle une position marxiste et trotskiste ? Est-ce un hasard si elle est soutenue par aussi bien le POR(C) que le PRT(C) ? Ou au contraire n'est-ce pas la conséquence logique de la politique ultragauche et guérillériste adoptée au IX^e Congrès ?

Les camarades du POR(C) n'ont jamais compris qu'il est impossible de construire des organismes artificiels pour la lutte armée (ni pour aucun autre type de lutte) ; ils n'ont jamais compris que la lutte armée (comme tout autre type de lutte) doit être posée à partir des besoins immédiats et concrets du mouvement des masses, découlant de la situation momentanée de la lutte de classes. C'est ainsi que le POR(C) arriva au putsch sans comprendre que :

« L'organisation armée du prolétariat, qui en ce moment présent coïncide presque entièrement avec la défense contre le fascisme, est un nouveau bras de la lutte de classes. » (Trotsky, où va la France, p. 93).

Six ans de guérillérisme contre un jour des masses

Que se passa-t-il avec la fameuse « Armée révolutionnaire » artificielle inventée par le POR(C) lorsqu'éclata le putsch ? Voyons ce que nous dit le

camarade Gonzalez lui-même :

« la lutte fut féroce et héroïque: plus de 5 000 combattants

- mais 70% d'entre eux sans armes. Au dernier moment, l'assaut contre un dépôt d'armes nous fournit 1300 rifles de la guerre du Chaco... » ("Our role..." IP n°38, 1971).

Jamais personne ne pourra enterrer les « Armées révolutionnaires », et avec elles la politique du POR(C) (et de la majorité), d'une manière aussi définitive que le camarade Gonzalez dans ces quelques lignes. Le POR(C) se préparait à la lutte armée inévitable, à la « guerre prolongée » depuis 1965, avec l'adhésion enthousiaste et le soutien financier et moral des camarades de la majorité. De plus existe l'ELN (Armée de Libération Nationale) qui faisait la même chose depuis la guérilla de Nancahuazu, et cela avec le soutien, du moins au début, des Cubains. Tous deux, le POR(C) et l'ELN, avaient pris comme tâche stratégique la construction de « l'Armée révolutionnaire ». Et quand vint le moment crucial, après tant d'années de

« préparation » intense pour la lutte armée, de construction jour après jour de l'armée qui allait combattre et défaire l'armée bourgeoise, entre le POR(C), l'ELN et toutes les organisations de gauche, 500 armes seulement furent réunies (pour 10% des 5000 combattants) ! Alors que les masses en prirent 1300 en un seul jour...

Il y a là quelque chose qui ne tourne pas rond. Le camarade Germain affirme que la ligne politique du POR (C) fut un modèle ; la résolution du CEI sur la Bolivie assure qu'il n'y eut que des fautes organisationnelles. Nous demandons alors : les camarades de la majorité considèrent-ils comme satisfaisants les résultats de cette ligne correcte ? Ne pensent-ils pas qu'il est un peu « faible » d'obtenir, après tant d'années d'application d'une ligne « correcte », si peu d'armes ?

La majorité rejette la faute sur les masses

Au lieu d'assumer ses responsabilités, la majorité du SU - ce que faisait également l'ultragauche comme le dit Trotsky - rejette ce fardeau sur le dos de l'incompréhension du mouvement des masses ou sur les réformistes. Elle ne dit mot du fait que, depuis 1965, notre section se préparait soi-disant à la lutte armée et que, par conséquent, elle est responsable du résultat.

« L'expérience bolivienne montre le caractère illusoire de toutes les conceptions qui attendent qu'un vigoureux soulèvement des masses, par ses seules forces et courage, mette sous son contrôle les appétits des « gorilles » latino-américains. Si un tel mouvement de masse ne comprend pas la nécessité impérieuse de se préparer lui-même à l'affrontement armé avec la bourgeoisie, de s'armer lui-même et de désarmer la réaction, il sera repoussé et liquidé par la violence, comme cela s'est produit une fois de plus avec les masses en Bolivie ». (Déclaration du SU, IP, septembre 1971, n°32).

C'est là une insulte faite aux masses travailleuses. Il est dit que si « elles ne comprennent pas » la « nécessité de s'armer », elles sont condamnées au massacre. Et qu'avons-nous donc fait pour qu'elles comprennent ? Leur avons-nous expliqué que notre plus grand ennemi était le coup

d'état « fasciste » et qu'il fallait s'unir pour le défaire ? Les avons-nous appelées à s'armer pour combattre le putsch ? Leur avons-nous dit de s'armer à partir de leurs propres organisations, celles qu'elles reconnaissent, les syndicats et l'Assemblée populaire ? Non, rien de tout cela. Nous leur avons dit qu'il n'y avait pas de différence entre un Torrez et un putsch pro-impérialiste et qu'elles n'avaient pas à choisir entre « deux bandes militaires en conflit ». Nous leur avons dit de s'armer, non pas pour combattre le putsch, mais pour combattre le régime bourgeois (qui à ce moment-là était représenté par Torrez), nous leur avons dit de s'armer contre Torrez et contre le putsch en même temps. Nous leur avons dit de former un organisme artificiel, « l'Armée révolutionnaire », et non pas de construire les bras armés de leurs organisations, des syndicats et de l'Assemblée populaire.

Et par-dessus tout, nous avons le culot de jeter au visage des travailleurs boliviens la responsabilité de ne pas avoir compris qu'il fallait s'armer ! Celui qui n'a pas compris la nécessité d'armer les travailleurs, malgré toute la propagande qu'il a faite sur la « lutte armée », malgré la préparation technique qu'il a réalisée et malgré « l'Armée révolutionnaire » qu'il a imaginée, c'est le POR(C), section officielle de la IVème Internationale en Bolivie.

7) Préoccupé par la construction de « l'Armée révolutionnaire » (organisme artificiel), le POR(C) n'a eu aucune politique conséquente vis à vis de l'Assemblée populaire (organisme du mouvement de masses)

Tout comme l'autre face de la politique de l'armement « en soi » du POR(C) était son effort impuissant pour construire un organisme artificiel (« l'Armée révolutionnaire »), l'autre face de son refus d'appliquer la

politique de front unique ouvrier est sa méconnaissance des organismes naturels du mouvement ouvrier. Et cela parce que, dans ces organismes se produit de fait le front unique des travailleurs de toutes les tendances politiques.

C'est ce qui se passe en permanence dans les syndicats et se passa dans l'Assemblée populaire.

Le marxisme se caractérise par le fait de lutter contre toutes les tendances sectaires, en revendiquant la nécessité du travail dans les organismes de masses et en défaisant tout organisme artificiel. Un des objectifs fondamentaux

de ce travail est de pouvoir disputer la direction du mouvement ouvrier et des masses aux directions opportunistes de ces organismes, en postulant comme direction révolutionnaire alternative. Nous devons y être et y rester pour que les masses puissent vérifier tous les jours que notre politique et notre direction sont les seules correctes contre celles des opportunistes.

Le POR(C) n'a pas participé au Commandement politique

Le fruit de la politique ultragauche du POR(C) fut son incapacité à se donner une orientation conséquente par rapport à l'Assemblée populaire. Il commença par ne pas s'intégrer au Commandement politique qui lutta contre le putsch de Miranda et provoqua « deux jours de vide de pouvoir ». Le camarade Germain a dit qu'il avait été correct de ne pas entrer dans ce Commandement, car y participaient quelques secteurs bourgeois. C'est là une confusion inacceptable entre un comité pour l'action commune sur un 'objectif précis (la lutte contre le putsch de Miranda) et un front unique. C'est Trotsky qui signala que pour l'action - dans un moment de lutte contre les putschs réactionnaires - il fallait s'unir même avec le diable et les politiciens bourgeois. Ce sont des accords momentanés et conjoncturels qui pour Trotsky - à l'opposé de ce que pensaient les ultragauches de la « 3ème période » qui les voyaient comme des capitulations devant la bourgeoisie - étaient non seulement corrects mais indispensables. Et le POR(C), en n'intervenant pas dans le Commandement politique, se ferma une possibilité importante d'influencer le mouvement des masses, puisque le Commandement politique devait être le futur organisateur de l'Assemblée populaire.

(L'Assemblée populaire) « devrait être un organisme qui discute des problèmes nationaux et de leurs solutions, mais laisser le pouvoir aux mains des organisations de masses (syndicats et milices populaires ou armée du peuple) ». « Dans la situation actuelle, ses perspectives sont très limitées. Une crise politique aiguë pourrait les revitaliser, mais cela n'est pas sûr. Les camarades qui sont à l'Assemblée... ne se font pas d'illusions. Ils utilisent l'Assemblée comme une tribune, comme un tremplin et c'est tout ». (Hugo Gonzalez "An Interview" IP n°23, 14 juin 1971, p.545).

La caractérisation est très mauvaise ; créer des organismes artificiels au lieu de participer à ceux qu'ont créés et que reconnaissent les masses n'est pas moins grave. Mettre, en tant qu'organes de pouvoir, la « milice populaire » ou « l'armée du peuple » - inexistantes - au même niveau que les syndicats et à un niveau supérieur à l'Assemblée populaire (grandioses conquêtes du mouvement des masses) est une barbarie typique de l'ultragauche. Le POR

(C) veut utiliser l'Assemblée populaire, un organisme existant - plein de déficiences mais existant - comme une « tribune » et non comme un cadre d'organisation de masses et, en même temps, utiliser un organisme inexistant - ou existant seulement dans leur imagination de guérillériste -, « l'armée du peuple », comme organe de pouvoir.

Une semaine passe et le POR(C), sans solution de continuité, nous affirme que :

« L'Assemblée populaire ne peut avoir qu'un rôle d'organe de double pouvoir... Elle doit se transformer en un gouvernement ouvrier et paysan et nous devons lutter en son sein et à l'extérieur pour y parvenir. » (IP vol.9, n°24, 21 juin 1971).

D'une « tribune » sans possibilités, elle est devenue un organisme dans et hors duquel nous devons lutter pour qu'il devienne le "gouvernement ouvrier et paysan". Mais ne nous réjouissons pas trop vite, le virus ultragauche et guérillériste du IX^e Congrès est trop fort pour ne pas rendre stérile cette affirmation correcte.

« Dans ce processus, croîtra parallèlement à l'Assemblée un instrument politico-militaire qui pourra servir comme pouvoir qui manque encore pour renforcer ses décisions. » (Idem).

Cela signifie que « l'instrument politico-militaire » (« l'Armée révolutionnaire ») est parallèle, et non pas son bras armé dépendant. Ce ne sont pas des milices dépendantes des syndicats et de l'Assemblée populaire mais parallèles à ceux-ci. Ce parallélisme est typique des conceptions guérilléristes, selon lesquelles l'organe de direction de la lutte est toujours un organisme militaire et non pas les organisations de masses avec leurs organismes militaires dépendants. Les milices armées qui défendirent la révolution russe n'étaient pas parallèles aux soviets, mais dépendantes d'eux. Ce ne furent pas des organismes politico-militaire mais des organismes militaires dépendants d'un organisme politique. Elles étaient le bras armé du soviét.

Ce que nous disons

A la même époque, nous défendions une orientation que nous reproduisons textuellement, car elle ne nécessite pas de rajouts :

« L'Assemblée populaire est, une conquête, le fruit de la montée des masses. Qu'elle ait besoin d'une direction révolutionnaire ne doit pas nous embrouiller. En dehors de ses perspectives passionnantes, nous pouvons seulement dire que c'est une ébauche de double pouvoir. Rien de plus. Si les masses et l'avant garde boliviennes s'appuient sur cet organe, l'établissent au niveau régional et local, et à travers lui centralisent et développent leurs luttes, revendiquent pour ces Assemblées tout le pouvoir politique national et régional, appellent les soldats, les sous-officiers et les officiers révolutionnaires, dirigent la formation de milices ouvrières et populaires, nous nous trouverons face au pouvoir soviétique bolivien. » (La Verdad, 30 mai 1971).

C'est ce que ne fit pas le POR(C), ni se proposa de faire, avec l'Assemblée populaire. Il aurait dû s'efforcer de le faire dans les quartiers et les villages paysans et mineurs où il avait de l'influence. Une seule Assemblée populaire locale, réellement démocratique, dans n'importe quel coin

de Bolivie, unie et prête à l'action, avec des piquets armés dépendants d'elle et; des syndicats ouvriers et paysans, aurait été un exemple explosif pour le reste de la Bolivie. Le POR(C), malgré son influence limitée, aurait pu et devait le faire. Et s'il ne le pouvait pas, il aurait dû essayer.

La seule façon d'envisager cette tâche était d'avoir posé la nécessité de s'armer pour combattre le putsch, en dénonçant systématiquement le gouvernement Torrez pour son incapacité à le faire. Nous devions et pouvions être les champions du développement de l'Assemblée populaire comme organe de front unique ouvrier.

Mais le POR(C) n'oublia pas sa fameuse « Armée révolutionnaire ». Sa lamentable tentative de construire un organisme imaginaire l'empêcha de développer une orientation correcte dans l'organisme le plus avancé des masses boliviennes, l'Assemblée populaire. Cette bonne mémoire du POR(C) pour son « Armée » (qui n'est, qu'une bonne mémoire des résolutions du IXème Congrès) lui a provoqué une amnésie complète quant à une des définitions-clés du marxisme : « Tout avec les masses, rien sans les masses ! ».

8) Le POR(C) capitule devant les directions bureaucratiques et réformistes du mouvement ouvrier bolivien

Toute politique ultragauche présente, tôt ou tard, sa face opportuniste. Cela se produisit également avec notre section bolivienne, qui ne mena pas la bataille dans les organismes de masse contre les directions bureaucratiques et réformistes du mouvement ouvrier bolivien.

Le camarade Germain a utilisé comme argument la quantité de délégués qu'avait le POR (C) à l'Assemblée populaire. Il dit qu'ils furent 12; nous autres, ainsi que le camarade de la section française qui vint en Amérique latine, disons qu'ils furent 6. Mais ce n'est pas une question de chiffres mais de politique. Nous, trotskistes, intervenons dans les organisations de masse avec trois

objectifs : le premier de les mobiliser, le second de les gagner à notre position à travers une éducation patiente, le troisième de jeter hors de ces organisations les directions traîtres et opportunistes, en les dénonçant systématiquement et en postulant la direction à leur place.

Pour réaliser ces objectifs, notre politique (comme nous l'avons répété à satiété) est de donner le mot d'ordre correct, de proposer la tâche correcte à chaque moment de la lutte de classes et de dénoncer les directions réformistes pour ne pas être capables de le faire.

La bataille menée par le POR(C)

Malheureusement, le type de tâches et de discussions que proposèrent les camarades du POR(C) dans les organisations ouvrières de masse ne suivirent pas cette méthode :

« La thèse de la COB garde le silence sur ce problème. Au congrès, grâce aux ruses de la présidence, on a empêché les travailleurs de l'Université et les autres délégués ouvriers de développer ce point. Une manœuvre accordée entre les opportunistes, les agents du gouvernement et les

partisans du pacifisme, a interdit que se discute la stratégie du pouvoir pour le socialisme qui, dans les conditions actuelles concrètes de la Bolivie, est la lutte armée, la guérilla. Mais l'avant-garde combattante, les armes à la main, dans la montagne, les villes et les mines, comblera ce vide du programme ouvrier ». ("Combate" n°2, 15 juillet 1970).

C'est ainsi que la bataille du POR(C) contre la direction de la COB, trois mois avant le premier putsch de Miranda, se

centra sur la discussion de la "stratégie du pouvoir pour le socialisme... qu'est la lutte armée, la guérilla" ! Et là-dessus, ils se plaignent que la présidence ait utilisé des « ruses » pour empêcher le déroulement de cette discussion ! les camarades du POR(C) se sont-ils posés une seule fois la question de savoir pourquoi les « ruses » de la présidence ont eu un si grand succès ? N'est-ce pas parce qu'ils posaient des questions éloignées de la lutte de

classes, non ressenties par le mouvement ouvrier bolivien et totalement générales et abstraites ? Ne leur semble-t-il pas que s'ils avaient mené la discussion sur le danger de coup d'État, sur la nécessité de s'unir pour le combattre, de s'armer à partir des syndicats et de la COB elle-même, la présidence aurait eu beaucoup plus de mal pour répondre par des « ruses » à ces problèmes ressentis par le prolétariat bolivien ?

La bataille que le POR(C) ne mena pas

Mais ce n'est qu'un début. Revenons à l'Assemblée populaire. Le camarade Germain critique le POR de Lora pour avoir cru que le général Torrez combattrait le putsch réactionnaire. Que le camarade Germain n'ait pas de tremblement dans la voix et critique avec le même ton et la même violence le camarade Gonzalez qui s'autocritique sur le retard des actions armées :

« en perdant du temps à attendre que les directions de la COB et de l'Assemblée populaire se décident à combattre, tout en sachant comme nous le savions, qu'elles ne pouvaient pas vaincre leurs hésitations et leurs fausses conceptions... » (Autocritique, "Combate" n°9, janvier 72).

Exactement la même position que le POR (Masas) avec une différence : Lora faisait confiance au général Torrez, le camarade Gonzalez aux « directions de la COB et de l'Assemblée populaire ». Et il le fait tout en sachant que celles-ci « ne pourraient pas vaincre leurs hésitations et leurs fausses conceptions » !

Où et quand le POR(C) postula-t-il comme direction révolutionnaire alternative des organisations de masse, et attaqua-t-il implacablement la direction bureaucratique ? Jamais et nulle part. Quelle fut la politique du POR(C) pour démasquer Lechin et la sinistre bureaucratie du PRIN et du PC dans les syndicats et l'Assemblée populaire ? Aucune.

Voyons les faits : Pour le Congrès des Mineurs d'avril 1970, le POR(C) distribue un tract avec tout un

programme politique, où il ne critique en rien Lechin et ne se présente pas comme direction alternative révolutionnaire, ni même de classe, contre la direction réformiste et bureaucratique.

Selon tous les rapports de l'Assemblée populaire, le POR (C) vota pour Lechin comme président, et Lora pour le candidat du PC. Supposons que ces informations soient fausses et colportées par les ennemis du camarade Gonzalez. Tous les témoins et les camarades du POR(C) eux-mêmes disent que le POR(C) ne présenta pas de candidatures propres contre Lechin et le PC. Pourquoi ne l'a-t-il pas fait ? Pourquoi n'a-t-il pas insisté sur le fait que, avec une telle direction, le mouvement ouvrier allait au désastre et que le triomphe de la réaction devenait quasiment inévitable ?

Ni à l'Assemblée populaire, ni dans les syndicats, le POR (C) ne se présenta et ne lutta pour un programme d'armement et de mobilisation de la classe ouvrière, de la paysannerie et des étudiants, comme seule direction capable de le mener à bien. En procédant ainsi, le POR(C) a commis une erreur historique. Le camarade Gonzalez a raison en affirmant qu'il tomba prisonnier « des discussions byzantines autour de l'Assemblée populaire ». Mais sa conclusion est erronée : il aurait dû discuter de propositions claires, sur l'armement et l'unité de la classe ouvrière contre le coup d'État et, autour de ces tâches, il aurait dû lancer le grand mot d'ordre de lutte contre la direction bureaucratique : Dehors Lechin et sa politique de la direction de la COB et de l'Assemblée populaire, car ils sont incapables d'appliquer ce programme !

9) Le camarade Germain falsifie l'orientation du POR(C)

Jusqu'à présent, nous avons peu polémique avec le camarade Germain. Cela pour deux raisons : en premier lieu parce que la politique appliquée en Bolivie est celle du POR(C) et que nous devons nous y référer ; en second

lieu parce que le camarade Germain falsifie plusieurs fois les positions du POR(C) pour se re-situer dans la discussion internationale face à son échec évident. Nous allons voir quelques unes de ces falsifications.

Gonzalez dément Germain

Le camarade Germain falsifie la position du POR(C) sous le gouvernement Ovando quand il dit :

« La section bolivienne de la IVème Internationale, qui avait commencé à préparer ses cadres pour la lutte armée durant la période de la dictature de Barrientos et centré son orientation sur le développement de la guérilla sous cette dictature, comprit la nécessité de réaliser un tournant quand la dictature d'Ovando permit une certaine marge semi-légale pour les activités de la classe ouvrière. » ("En défense du léninisme...", BII n°7, p.12).

La résolution de la majorité au CEI sur la Bolivie exagère encore plus le prétendu changement d'orientation du POR (C) sous Ovando, en insinuant qu'il fut de fait contre la

politique guérillériste de Peredo. Quel tableau charmant ! Mais... rien n'est plus faux.

Nous avons déjà vu que le camarade Gonzalez disait la vérité quand il affirme que sous Ovando ils opéraient dans « des conditions de complète clandestinité » et « totalement absorbés par la lutte armée ». Même plus, ajoutons-nous, absorbés par la préparation de la guérilla rurale comme nous l'avons démontré dans de multiples citations dans le sous-chapitre 5. A part quelques aspects formels (la publication du journal et le tract au congrès des Mineurs) ce fut la seule orientation du POR(C).

Un journal tous les deux mois

Mais voyons de plus près la question du journal. La majorité ne fait au POR(C) que des critiques organisationnelles ; entre autres que le journal ne sortait pas régulièrement. En réalité, il faut dire que depuis juin 1970, date de publication du n°1 de "Combate" (Nouvelle époque) jusqu'à juin 1971 quand parut le n°6, 12 mois ont passé, ce qui signifie que ne fut publié qu'un journal tous les deux mois. Nous ne savons pas quand furent publiés les n°7 et 8 car nous ne les avons pas ; mais nous savons que le n°9 parut en janvier 1972, ce qui veut dire que le rythme ralentit encore plus. Pourtant, le journal est notre principal instrument de relation avec le mouvement de masses et encore plus pendant les périodes de semi-légalité comme celle du gouvernement Ovando ou de pleine légalité comme sous celui de Torrez. Le

« tournant » du POR(C) vers les masses dont parle le camarade Germain consiste en la publication d'un journal tous les deux mois ! Qu'on ne nous dise pas qu'il manquait d'argent pour le publier, puisqu'en Europe furent réalisées d'importantes collectes au bénéfice de la section bolivienne. Si cet argent ne fut pas destiné à la publication du journal, nous supposons qu'il a dû l'être à l'achat d'armes, puisque le POR(C) n'a pas réalisé « d'expropriations » comme ses collègues argentins du PRT(C). Et consacrer l'essentiel des finances et de l'organisation du parti à ce type de tâches, semble-t-il au camarade Germain que cela puisse s'appeler un « tournant » du POR(C) vers un travail en direction des masses, sans tomber dans la falsification ?

La guérilla rurale

En ce qui concerne sa non participation à l'aventure guérillériste de Inti Peredo, il suffit de rappeler que, dans le tract au congrès de Mineurs, il appelait les travailleurs à suivre l'exemple du Ché et à soutenir Inti, et que dans "Combate" du 15 juillet 70, on parle de « la guérilla du Ché Guevara, d'Inti et celle que mènent maintenant l'ELN et le POR ».

Le camarade Germain falsifie encore la politique du POR (C) quand il dit que sous Torrez il ne proposa jamais la guérilla rurale. Dans le sous-chapitre 5, nous avons reproduit cette citation de "Combate" qui souligne :

« Indépendamment des contingences des fronts de guérilla... » (et les seuls qui aient existé en Bolivie étaient ruraux) « ... la guérilla reste la voie pour la prise du pouvoir ».

Le camarade Germain n'a raison qu'en cela : sous Torrez, le POR(C) s'éloigne de la guérilla rurale, mais pour poursuivre encore, comme nous l'avons démontré, une politique « d'armement en soi » et de construction d'une « Armée populaire » aussi éloignée de la lutte de classes bolivienne que l'avait été auparavant la guérilla.

Avant le putsch de Banzer

Finalement, le camarade Germain soutient que le POR(C) dénonça systématiquement le putsch de Banzer et sut se donner une orientation qui :

« tout en harmonisant toute une série de revendications immédiates et transitoires (y compris un programme

concret de révolution agraire) était centrée sur trois revendications-clés :

« 1- Transformation de l'Assemblée populaire en un véritable organisme de pouvoir des ouvriers et du peuple travailleur, à travers l'établissement d'Assemblées locales

(des soviets) qui élisent des délégués à l'Assemblée nationale, conservant le droit de renouveler leurs mandats
2- Armement immédiat des ouvriers et des paysans
3- Extension du processus révolutionnaire à la campagne » (Germain, document cité p.13).

Nous ne savons pas si c'est une nouvelle falsification, car le camarade Germain ne dit pas quand ni où le POR(C) a publié un tel programme. Mais nous avons déjà vu que le véritable programme du POR(C) était également basé sur trois revendications : 1) créer un Commandement révolutionnaire de ceux qui se réclament du socialisme et adhèrent à la lutte armée pour combattre le réformisme ; 2) créer l'Armée révolutionnaire ; 3) développer « un corps représentatif des masses, par lequel elles puissent exprimer tout leur pouvoir révolutionnaire ».

Ce dernier mot d'ordre est le seul qui ait quelque chose à voir avec l'Assemblée populaire, mais beaucoup moins que ce que soutient le camarade Germain, car le POR(C) ne participa pas au Commandement politique qui en fut son organisateur. La première revendication de Germain est totalement fausse, puisque l'organisme chargé de prendre le pouvoir serait « l'Armée révolutionnaire » et non l'Assemblée populaire.

Nous avons déjà vu que le POR(C) varia ses positions et que certains des mots d'ordre que lui attribue Germain comme politique conséquente sous Torrez apparurent sur le papier. Mais nous avons démontré qu'ils restèrent sur le papier, car ils n'eurent jamais rien à voir avec l'activité politique concrète et réelle du POR(C) sous tous les régimes: la construction de « l'Armée révolutionnaire ».

Pourquoi et comment fallait-il s'armer ?

De toute manière, le programme que Germain attribue au POR(C) n'est pas bien meilleur que le programme qu'il eut en réalité. Il suffit de poser au camarade Germain les mêmes questions qu'aux camarades du POR(C) dans le sous-chapitre 4. Pourquoi le camarade Germain ne suit-il pas la recommandation de Trotsky de présenter les mots d'ordre avec une « cohésion interne » et une « séquence qui découle de la logique du développement des masses » ? Pourquoi le camarade Germain persiste-t-il à « opposer le mot d'ordre d'armement du prolétariat à la réalité des processus politiques qui coulent dans les veines des masses » ? N'est-il pas d'accord avec Trotsky pour dire que cela « signifie s'isoler des masses et les masses des armes » ?

N'y avait-il pas alors en Bolivie un fait de la lutte de

classes qui pose la nécessité de l'armement ? S'il n'existait pas, n'était-ce pas une erreur de poser ce problème de l'armement ? S'il existait - et dans ce cas-là ce ne pouvait être que le péril de coup d'Etat « fasciste » - pourquoi ne dit-on pas non plus dans programme du camarade Germain qu'il fallait faire un front unique ouvrier et armer les travailleurs contre le putsch ?

Ce qui se passe réellement, c'est que le camarade Germain soutient en général et en particulier la politique du POR (C) et il faut reconnaître qu'en cela il est conséquent avec ce qu'il a voté au IXème Congrès. Il y fut adopté la guérilla rurale et la « stratégie de la lutte armée » (« d'armement en soi » disait Trotsky) pour toute une étape en Amérique latine.

Un argument infantile

Il reste une seule question à éclaircir. Le camarade Germain, comme ultime argument pour réfuter l'accusation selon laquelle le POR(C) et la majorité ne surent pas distinguer les différences entre les régimes qui se succédèrent en Bolivie, dit que la grande démonstration du fait qu'ils les aient distingués, c'est que les camarades du POR(C) luttèrent avec Torrez contre Banzer. C'est là un argument infantile. Nous sommes en train d'examiner une orientation et non pas de quel côté les militants luttèrent quand la marée des événements les entraîna fatalement aux côtés de Torrez.

Avec le critère du camarade Germain, le stalinisme eut une politique correcte quand il capitula devant Tchong-Kai-Tchek en Chine, puisque ses militants finirent par combattre et mourir dans la lutte armée contre le putsch de Tchong. Cette fin tragique ne diminue pas mais aggrave le

crime stalinien. Imaginons Staline disant : « Comment les trotskistes osent-ils dire que nous avons capitulé devant Tchong, si nous avons combattu en première ligne et sommes morts en première ligne en luttant contre lui ? »

Ce n'est pas là un argument politique mais sentimental. Aujourd'hui, après la chute d'Allende, les staliniens argentins - nous supposons qu'ils font la même chose en Europe - exhibent également leurs morts au Chili pour cacher le fait que c'est leur politique de confiance dans l'armée chilienne qui mena au désastre tout le mouvement ouvrier y compris eux-mêmes.

Mais l'exemple le plus similaire est peut-être celui du PC allemand. Le camarade Germain peut-il imaginer le stalinisme allemand soutenant qu'il eut une politique correcte face au danger hitlérien, avec pour seul argument

que ses militants furent massacrés dans la lutte contre le régime fasciste ? Il peut l'imaginer car cela se passa réellement ainsi. Ne semble-t-il pas au camarade Germain que cette argumentation ressemble étrangement à la sienne ?

L'argument de Germain n'est pas meilleur que celui du stalinisme pour justifier ses désastres en Chine, en

Allemagne et au Chili. Ce dont il s'agit ici, c'est de la ligne générale adoptée et non des inévitables ajustements provoqués dans le cadre de cette ligne par le choc irrésistible contre une réalité qui n'a pas été prévue dans les caractérisations de la majorité. Le putsch ayant éclaté, il n'était pas nécessaire d'avoir une ligne politique pour lutter contre Banzer, mais simplement l'instinct de conservation.

10) Le FRA : un front avec la police et l'armée bolivienne

Pour le camarade Germain, le gouvernement Banzer est « réactionnaire », pour le POR(C) il est « fasciste ». Comment la majorité peut-elle être d'accord et défendre la politique du POR(C) ? C'est un des nombreux mystères de la majorité, dans les rangs de laquelle coexistent toutes sorte de caractérisations et d'orientations. C'est ainsi que, contrairement à ce que notre Programme de transition avance pour les pays fascistes (faire essentiellement de la propagande étant donné qu'il y a reflux), le camarade

Germain approuve la politique du POR(C) pour les régimes « fascistes » de Barrientos et Banzer. Il la résume ainsi :

« Les camarades du POR(C) agissent illégalement sous Barrientos et Banzer en suivant une orientation de préparation à la lutte armée par des contingents beaucoup plus petits. » (Germain, document cité, p. 28).

Sous Banzer, revenir à la guérilla

Cette citation résume admirablement la conception anti-marxiste du camarade Germain : dans une étape de reflux des masses, il faut combattre tout un régime avec la seule avant-garde (« des contingents beaucoup plus petits »). Il considère également que l'étape actuelle (régime de Banzer) est une étape de lutte plus accentuée que sous Torrez puisque, avec le coup d'Etat; pro-impérialiste, « de guerre civile larvée et intermittente, la Bolivie passe maintenant à la guerre civile ouverte et permanente ». Tout cela malgré les avertissements de Trotsky :

« Il est certain que le cours de la vie politique d'un pays ne peut être altéré par chaque groupe armé de revolvers à tout moment. Seuls les détachements armés qui sont les organes de classes spécifiques peuvent jouer un rôle décisif, dans certaines conditions. » (Où va la France ?, p.123).

La position de Germain fut exprimée et adoptée par la

majorité du SU dans sa déclaration sur le putsch de Banzer: « Et déjà l'avant-garde révolutionnaire, particulièrement nos camarades du POR, l'ELN, l'aile Zamora du PC prochinois et d'autres, continuent la lutte en organisant la guerre de guérillas ». (IP, 20 septembre 1971, n°32, p.799).

Pour sa part, le POR(C), comme si rien ne s'était passé, comme s'il n'y avait pas de possibilité de nouveaux régimes kérenskystes comme celui de Torrez, affirme :

« Le peuple n'a pas d'autre alternative que prendre le pouvoir politique d'Etat au moyen de la lutte armée dans une guerre longue et prolongée, à laquelle participera le peuple armé et organisé dans une armée populaire, la plus haute expression de la lutte politique des masses exploitées. ». ("Combate" n° spécial, août-septembre 1972, p.5).

Si on est pour la lutte armée, n'importe laquelle est révolutionnaire.

Comme nous le voyons, pour le camarade Germain, l'avant-garde latino-américaine se divise, non pas selon les divers programmes politiques, mais; entre ceux qui sont pour et ceux qui sont contre la lutte armée. Si nous combinons cette conception avec l'antérieure (une avant-garde luttant seule, armes à la main, contre le régime « fasciste »), nous trouvons le FRA. Comme le général

Torrez, le major Sanchez et tous les militaires et policiers qui les suivent sont en faveur de la guérilla, ils font également partie de l'avant-garde. Comme l'avant-garde se divise en pour ou contre la lutte armée et que nous nous définissons du côté de ceux qui sont pour, nous sommes également dans le FRA, avec les militaires et les policiers boliviens et l'avant-garde guérillériste.

C'est ainsi que le trotskysme dégénéra jusqu'à l'abjection. Notre section bolivienne finit ainsi par « se mettre à genoux » devant un secteur de la bourgeoisie et de l'armée bolivienne. Bien que cela nous indigné, cela ne doit pas nous surprendre. Cela nous rappelle ce qu'avait prévu Trotsky lorsqu'il disait que l'ultragauche, après sa politique de 3ème période, après avoir mis un signe d'égalité entre fascistes et réformistes, après avoir repoussé la politique de front unique ouvrier contre le péril réactionnaire, finira par capituler devant les secteurs « démocratiques » de la

bourgeoisie. Le stalinisme le fit avec les « fronts populaires ». Le POR(C) le fit en entrant dans le FRA, et en disant cela nous ne voulons même pas insinuer que notre section bolivienne ait un quelconque caractère stalinien.

Le sol doit devenir mouvant sous les pieds du camarade Germain, puisque pour se défendre il recourt à son artillerie lourde, en cachant à la base de notre mouvement des faits politiques de la plus haute gravité.

Le POR(C) accepta la discipline du FRA

Nous avons apporté une documentation pour démontrer que le POR(C) a pratiqué un entrisme inconditionnel et une soumission totale, politique et organisationnelle, dans le FRA. Le camarade Germain, très à l'aise, dit que les camarades de la IVème Internationale ont le droit de discuter de l'histoire passée. Mais il fait une de ses typiques manœuvres polémiques: pour attaquer Camejo il utilise l'ISR mais ne fait aucune allusion à l'article sur le FRA que publia cette même revue et signé par Nahuel Moreno. Nous y disions que le FRA est de fait « un grand parti monolithique avec une discipline de fer », comme le démontre sa résolution :

« la direction du FRA est la Haute Commission politique, syndicale, étudiante, et les partis politiques et organisations doivent se subordonner à elle dans l'exécution de la ligne adoptée dans le front ». « Le FRA agira comme entité unitaire dans tous les domaines de la vie sociale ». « Le Front présentera des listes uniques dans les élections de toute sorte... » (FRA, cité par N.M. dans « Lora renie le trotskysme » « Revista de América » n°8/9,

mai-août 1972, p.21).

Rappelons les composantes du FRA: les deux partis communistes, un groupe d'officiers de l'armée, Lora, le PRIN de Lechin, un parti socialiste et le POR(C). Cela veut dire que notre section bolivienne s'est soumise politiquement à eux tous. Cela veut dire, par exemple, que s'il y avait ; des élections dans les syndicats, nous serions dans la liste unitaire avec la bureaucratie de Lechin ; ou s'il y avait des élections nationales, nous serions dans la liste unitaire avec le bourgeois réformiste de général Torrez que, jusqu'à hier, nous dénoncions comme un danger équivalent à Banzer pour les masses boliviennes. Cela signifie purement et simplement la liquidation du trotskysme en Bolivie. C'est ce que reconnaît le POR(C) qui, à la différence de Germain, affirme honnêtement :

« (Nous) devons oublier nos sigles de partis pour agir dans un Front solide » (POR(C), "Combate", août-septembre 1972, p.7).

Le FRA : un front ou un « parti » ?

Qu'est-ce que ce « front solide » ? un front anti-impérialiste ? ou peut être un front ouvrier ? Mais dans ce cas-là, nous ne pouvons pas perdre notre indépendance politique (nous ne pourrions pas le faire non plus s'il s'agissait d'un front anti-impérialiste comme le caractérisait Lora). Le IVème Congrès de l'Internationale Communiste est catégorique à ce sujet. Par ailleurs, si l'objectif est de rendre la classe ouvrière indépendante de tout secteur bourgeois, nous ne savons pas comment nous pourrions y arriver si « nous devons oublier nos sigles de partis ».

Pour nous, le FRA serait un front anti-impérialiste si, comme cela se passe dans n'importe quel front, toutes les organisations qui y participent maintenaient leur totale indépendance politique et organisationnelle. Comme cela n'est pas le cas ici, mais tout le contraire, le FRA n'est pas un front mais un nouveau « parti », avec un programme

plus ou moins anti-impérialiste. Pour sa part, le camarade Germain est très prudent dans sa définition. Il le définit par la négative :

le FRA n'est pas un front populaire pour trois raisons :

1) Le programme (différent du manifeste) est « explicitement socialiste dans son caractère et ses propos... », « la ligne de cette lettre est substantiellement celle de la théorie de la révolution permanente ».

2) Les « Forces Armées Révolutionnaires, commandées par le major Sanchez, ont déclaré que elles étaient en faveur de la révolution socialiste et adhèrent au marxisme-léninisme ».

3) « Que le FRA, contrairement au Commandement politique, n'est pas une coalition avec la bourgeoisie,

puisque aucun parti bourgeois n'y participe ». (Germain, document cité, p.30).

Le programme de « révolution permanente » du FRA

Nous examinerons chacun de ces arguments pour en découvrir les duperies. Les quatre phrases qui font dire au camarade Germain qu'il s'agit d'un programme de « révolution permanente » sont les suivantes :

1) « Le peuple... est préparé à lutter pour le socialisme en tant qu'objectif politique » ; 2) « tous les secteurs révolutionnaires s'unissent sous le drapeau de la lutte contre le fascisme, pour la libération nationale et la construction du socialisme » ; 3) « Notre position patriotique, ouverte publiquement à une alliance avec les secteurs progressistes, n'implique aucune faille dans notre position de classe, puisque l'alliance que nous établissons et à la tête de laquelle nous nous plaçons, dans sa lutte pour la libération et le socialisme, exprime l'idéologie de la classe ouvrière » ; 4) « La Bolivie doit atteindre le sommet de son processus historique de libération et de construction du socialisme, au sein de la structure de développement révolutionnaire à une échelle Nord-américaine » (Germain, doc. cité, p.30-31).

La IIIème Internationale alerta les Partis communistes contre le danger des mouvements nationalistes bourgeois qui conjuguent des phrases et des mots d'ordre communistes pour mieux tromper les masses. Les phrases que nous avons citées entrent dans cette catégorie. Si c'est cela le programme de la révolution permanente, tous les grands partis et personnalités de la bourgeoisie argentine sont « socialistes » et « trotskistes », sans parler du stalinisme local. Perón est même plus à gauche : dans une lettre à Hecker quand il était isolé, il a dit qu'il fallait détruire « l'armée bourgeoise et créer des milices ouvrières », il répétait tous les jours qu'il fallait lutter pour le socialisme. Les staliniens répètent quotidiennement que l'objectif historique est de construire le socialisme en Argentine sous hégémonie ouvrière.

Un programme de révolution permanente, ce ne sont pas deux ou trois phrases sorties les jours de fête, mais des mots d'ordre politiques tirés de la réalité de la lutte de classes dans le pays. En Bolivie, il ne peut y avoir aucun programme de révolution permanente qui ne pose pas clairement le problème du gouvernement et de l'armée ; il doit dire catégoriquement que des gouvernements comme celui de Torrez ne doivent plus diriger la Bolivie, qu'il faut imposer un gouvernement des organisations ouvrières, appuyé par la paysannerie sur la base de la liquidation des forces armées bourgeoises. Cela doit être ainsi car c'est l'expérience immédiate et la plus récente des masses. Un programme de révolution permanente doit dire que « la crise de la révolution bolivienne est la crise de leurs directions », celle des Lechin, des deux PC, des socialistes, des Torrez, des Lora, des Sanchez ; il doit dire que ce qui s'impose c'est la construction d'un authentique parti trotskiste. S'il ne le dit pas, il ne fera que de la démagogie, en embellissant l'image des traîtres devant les masses.

De plus, le programme doit se prononcer sur la politique concrète à appliquer dans l'action. Que nous sachions, le FRA n'a jamais développé ce programme. Dans la brochure où le FRA fait connaître officiellement ses positions, il n'y en a pas, et dans son manifeste il précise qu'il est pour un gouvernement populaire. pas pour un gouvernement ouvrier.

Est-il nécessaire de donner d'autres preuves que ces phrases « trotskistes » sont un exemple typique de l'appât que lance un mouvement nationaliste pour attraper les masses ? Le camarade Germain, en les caractérisant comme un « programme de révolution permanente » ne démontre-t-il pas qu'il a mordu à l'hameçon ?

Un nouveau « marxiste-léniniste » : le major Sanchez

Le second argument du camarade Germain est celui selon lequel les FAR du major Sanchez « sont pour le socialisme et adhèrent au marxisme-léninisme ». La brochure du FRA dont nous avons parlé comporte une lettre ouverte des FAR et une autre du major Sanchez, lettres qui ont reçu l'approbation du POR(C) puisque celui-ci les a publiées bien en évidence dans son journal "Combate" (à moins qu'il ne s'agisse d'une publication imposée par la discipline du FRA). Cela signifie que le camarade Germain doit les connaître également. Écoutons le major Sanchez :

« On m'attribue calomnieusement des déclarations et des intentions qui me sont étrangères. Quelques fois l'on dit

que je suis membre de l'ELN ou que j'ai demandé mon incorporation à cette organisation ; on soutient que j'ai prôné la dissolution de l'armée et son remplacement par des milices armées ; on affirme que j'ai l'intention de vietnamiser le pays... Rien n'est plus faux." ("Combate" n° 9, janvier 1972, p.14).

Le camarade Germain a-t-il compris ? « Rien de plus faux » ! le major Sanchez est pour le maintien de l'armée et contre les milices armées.

Quel étrange spécimen de « marxiste-léniniste » ! Mais il y a mieux :

« Jamais auparavant les casernes, temples du civisme de la jeunesse bolivienne, n'avaient été transformées en prisons où l'on torture et fusille. Jamais l'armée nationale ne s'était prêtée... » (id. p.13).

Maintenant, notre « marxiste-léniniste » a oublié l'assassinat d'un prisonnier désarmé et blessé, le Ché Guevara, dans ce « temple du civisme ». Le camarade Germain n'a-t-il pas la nausée de mentir aux nouveaux cadres ? Mais il y a encore mieux :

« Ma lutte n'a pas d'autre objectif que réussir l'intégration de l'armée et de son peuple ». « Nous sommes en train de vivre un moment historique et je veux à cette occasion annoncer que, par décision spontanée et patriotique, a été organisé l'instrument politique d'unité qui nous mènera à la victoire, formé par toutes les forces politiques de gauche, les mouvements syndicaux, universitaires et populaires, les Forces Armées Révolutionnaires et la Police bolivienne ». « Notre lutte n'est pas antimilitariste, elle est essentiellement anti-impérialiste. Aucune révolution ne pourra avancer sans le concours et l'effort de l'armée, cette institution née du sein même du peuple au service du peuple ! » (id., p.14).

Comme nous le voyons, notre « marxiste-léniniste » découvre maintenant que l'armée est une « institution née du sein du peuple » (et non le bras armé du régime bourgeois) et qu'« aucune révolution ne pourra avancer sans (son) concours » (et encore moins, ajoutons-nous, si elle se propose de la détruire).

Dans, cette exposition claire et nette du « marxiste-léniniste » du major Sanchez, il y a aussi la réponse au troisième argument du camarade Germain, selon lequel le

FRA n'est pas un front populaire puisqu'il n'y a pas de partis bourgeois. Le major Sanchez se charge de nous dire que dans le FRA il y a la police bolivienne. Pour leur part, les FAR ne sont pas moins explicites :

« On est avec ceux qui trahissent les institutions armées en s'alliant avec le MNR qui est opposé à l'armée, ou on est avec les majorités nationales ; on est enfin avec ceux qui commettent des crimes, qui compromettent le prestige et l'honneur de l'armée et de la police boliviennes, ou on est avec la patrie. » (brochure du FRA, Edition Liberación, Bolivie, novembre 1971, p. 6).

Mais : il y a mieux, beaucoup mieux :

« (...) comme tous les hommes et les femmes qui luttent contre les sanguinaires et anti-patriotes qui tachent de sang nos institutions, chacun de nous - militaires et policiers - doit prendre sa propre décision »... pour notre peuple, pour nos institutions, nous devons remplir ce devoir de bolivien : mourir plutôt que vivre en esclave ! » (id., p.7-8).

N'en déplaise au camarade Germain, ces néophytes du « marxisme-léninisme » nous disent sans malice quelles sont leurs intentions. En Bolivie, les massacres perpétrés par Banzer étaient en train de « tacher de sang » leurs « institutions » (l'armée et la police) et de « compromettre leur prestige et leur honneur ». Par conséquent, ils ont la mission de sauver ce prestige et cet honneur et avec eux leurs « institutions ». Autrement dit, avec les barbaries que commet Banzer, les masses boliviennes n'auront plus confiance en l'armée et la police comme sous Torrez, les FAR sont en train de lutter pour éviter un pareil danger pour le régime bourgeois.

L'armée et la police sont dans le FRA

Ensuite, les hauts militaires et policiers qui sont dans les FAR nous informent qu'ils sont dans le FRA en cette qualité. Quelqu'un qui fait confiance à Germain doit supposer que ces « marxistes-léninistes » sont dans le FRA au moins au nom de la classe ouvrière. Rien de cela.

« De la clandestinité et de l'exil, nous avons informé tous les camarades de l'armée et de la police bolivienne que, de manière commune, et en tant que représentants de ces deux institutions, nous avons rejoint le FRA » (id. p.6).

C'est là la vérité et il faut reconnaître leur honnêteté. Non seulement ils sont la sauvegarde politique bourgeoise mais aussi la sauvegarde de la caste militaire et policière, ils sont la garantie dont le FRA a besoin pour imposer, comme l'indique la déclaration, un nouveau bonapartisme bourgeois en Bolivie.

Avec leur caractérisation selon laquelle il n'y a pas de secteur bourgeois dans le FRA, les camarades de la

majorité oublient, comme toujours ce qu'ils disaient hier. Ils ont insisté pendant des années sur le fait que les partis bourgeois ont presque cessé d'exister en Amérique latine et qu'à leur place existe le parti militaire, c'est-à-dire l'armée.

Pour nous, il est relativement vrai que l'armée tend à jouer le rôle de grand parti de réserve des régimes bourgeois latino-américains. Cela est lié à la faiblesse de la tradition démocratique de nos pays. Mais il n'y a pas un mot de vrai quant à son « unité monolithique avec l'impérialisme ». Les conflits entre les bourgeoisies nationales et l'impérialisme sont la raison d'être des gouvernements bonapartistes « sui generis », comme le premier gouvernement de Perón ou d'Ovando et le début de celui de Torrez, qui s'appuient sur la classe ouvrière pour résister à l'impérialisme et sauvegarder le régime bourgeois, en dernière instance en faveur de l'impérialisme.

Pour les camarades de la majorité, les militaires qui soutiennent le FRA ont apparemment cessé d'être des militaires, puisqu'ils ne sont plus, dans leur fameuse « unité monolithique ». Pour nous, l'armée défend politiquement le régime, même quand elle se tourne vers le nationalisme, car c'est à la seule condition de pouvoir continuer à exister comme institution. Et les militaires qui sont dans le FRA ne sont que l'aile « nationaliste » de l'armée bourgeoise bolivienne, l'aile « gauche » du parti militaire. Le fait que, conjoncturellement, ces militaires soient dans l'opposition et l'exil, n'invalide pas ce caractère.

Les militaires et policiers qui sont dans le FRA nous donnent eux mêmes raison, quand ils disent qu'ils y sont précisément pour préserver l'armée et la police en tant qu'institutions.

C'est pour cela que, lorsque le camarade Germain affirme qu'il n'y a pas de parti bourgeois dans le FRA, il a un peu raison: il n'y a pas de parti bourgeois dans le FRA, mais il y a l'armée et la police boliviennes elles-mêmes, à travers leurs représentants de « gauche ». Mais en définitive, ils sont les représentants - ou l'ombre des représentants - de l'armée bourgeoise de Bolivie.

Il nous reste à poser une dernière question à Germain : S'il est vrai qu'il n'y a pas de secteur bourgeois dans le FRA, s'il est vrai que les militaires et policiers qui y sont ont adhéré au marxisme-léninisme s'il est vrai que le FRA a un programme de révolution permanente, s'il est vrai (comme nous l'avons démontré) qu'il a une direction centralisée et une ferme discipline interne, si tout cela est vrai, pourquoi ne proposons-nous pas au FRA de nous rejoindre comme section officielle de la IVème Internationale ? Quelle est la condition qu'il ne remplit pas pour le faire ?

Il n'y a plus aucun doute

A partir de là, personne ne peut plus se tromper dans la discussion internationale. On est avec le programme trotskiste de la minorité : lutte à mort contre le régime impérialiste et capitaliste, contre toutes ses institutions, contre toutes les bureaucraties réformistes et les bourgeoisies nationalistes qui dirigent les mouvements de masse ou les États ouvriers. Ou on est avec le programme de la majorité : un front monolithique avec les

représentants politiques de la police et de l'armée boliviennes, « oubliant nos sigles de partis ». Dans cette alternative n'entrent pas seulement des principes mais aussi l'estomac et le nez : à ce stade de leur ligne ultra-gauche, autre face de l'opportunisme, les camarades de la majorité sont arrivés à l'unité avec la plus puante des institutions du régime bourgeois.

11) Moreno, conseiller du POR

Le sous-chapitre intitulé « Moreno, conseiller du POR » doit être une de ces « bombes » dont le camarade Germain attendait le plus grand effet. Ce n'est qu'ainsi que l'on comprend qu'il gaspille autant d'espace (c'est un des plus longs du document) .Mais avec tant de lignes, il ne répond pas à la question essentielle : Moreno a-t-il eu tort ou raison ? Fallait-il entrer dans l'OLAS ou non ?

Les résolutions du IXème Congrès disent exactement la

même chose que le camarade Moreno : "travailler comme partie intégrante dans les OLAS". Si Moreno s'est trompé, la résolution du IXème Congrès était également mauvaise, très mauvaise. Si Moreno a bien fait, si son analyse a été correcte dans ses lignes générales, il faut lui reconnaître ce mérite et le critiquer ensuite d'avoir, changé de position sans qu'il y ait eu de changement dans la réalité. Mais le camarade Germain n'en fait rien.

Moreno s'est trompé, le IXème Congrès aussi

Nous, nous ne faisons pas de pirouettes, nous soutenons que Moreno s'est trompé dans l'orientation générale qu'il donne dans le document que cite le camarade Germain, et nous soutenons également que le IXème Congrès s'est trompé en adoptant la résolution sur l'Amérique latine. Même plus, nous soutenons que le camarade Germain sait parfaitement que Moreno était contre le fait que notre section bolivienne s'engage dans la préparation de la guerre de guérillas sous Barrientos. Le document que cite le camarade Germain est un document interne qui resta en

vigueur pendant cinq mois, de novembre 1967 à mai 68 ; par contre, la position de Moreno sur la politique que nous aurions dû nous donner sous Barrientos fut écrite par lui-même dans une lettre datée du 20 novembre 1965.

Nous ne donnerons pas au camarade Germain le plaisir de commencer la polémique à l'envers comme il le fait. Nous n'allons pas partir d'une orientation qui s'est maintenue pendant cinq mois, mais de tous les autres documents de Moreno et de la minorité concernant la Bolivie, à partir de

Barrientos. Ce n'est qu'après avoir montré quelle fut la politique proposée pour la Bolivie pendant toutes ces années que nous nous proposerons d'expliquer le pourquoi du document cité par Germain ; une explication qui aurait

pu être évitée si le camarade avait agi de bonne foi, c'est-à-dire en replaçant ce document dans le contexte de la vie de notre Internationale.

La véritable position de la minorité

Nous commencerons donc par la lettre du 20 novembre 1965 qui fut publiée plusieurs fois (c'est pour cela que nous disons que le camarade Germain ne peut l'ignorer) avec de légères modifications disait au camarade Gonzalez :

« Vous avez défini plusieurs fois dans "Lucha Obrera" le gouvernement comme fasciste. Comme cela se dégage de notre résolution, nous avons des divergences sur cette caractérisation. Nous pensons que c'est un gouvernement bonapartiste réactionnaire, agent du Pentagone, produit d'une semi-contre-révolution, mais nous ne pensons pas qu'il soit fasciste. » « En un mot : en Bolivie l'étape pré-révolutionnaire n'a pas été fermée par la victoire du fascisme mais elle s'est aiguisée avec la victoire d'un gouvernement ultra-réactionnaire, bonapartiste, qui n'a pas encore réussi à écraser le mouvement des masses et à qui il est impossible pour le moment de gagner une base de

masse pour écraser le mouvement ouvrier. ».

Comme à cette date-là le gouvernement Barrientos n'avait pas encore écrasé le mouvement des mineurs, nous donnions une orientation essentiellement correcte :

« C'est la clé de la situation actuelle en Bolivie et il en découle clairement toute une orientation qui ne peut être que : empêcher que la lutte des mineurs ne soit isolée et organiser le reste des travailleurs pour qu'ils mènent la bataille avec les mineurs. Si nous y arrivons, la défaite de la junte militaire est assurée ». De plus, nous nous interrogeons : « A partir de quelles organisations aiderons-nous les mineurs ? » et répondions : « (...) Nous sommes particulièrement pour la réorganisation de la COB à travers des comités de défense syndicaux clandestins, et nous concentrerons toutes nos forces pour populariser et mener à bien cette tâche colossale ».

Le front unique ouvrier

A cette même époque, le camarade Gonzalez soutenait qu'il n'était pas nécessaire de lutter pour le front unique avec les partis ouvriers et populaires, car la classe ouvrière commençait à suivre son parti. Nous avions une divergence car nous pensions que les partis réformistes continuaient à avoir une influence dans le mouvement ouvrier. Nous soutenions qu'il était de notre devoir, par conséquent, de mener une politique de front unique ouvrier avec eux pour les tâches concrètes. Pour nous ce front unique était lié au problème du pouvoir :

« Nous pensons que le premier mot d'ordre qui réponde au problème de pouvoir est "A bas la junte militaire !" ». Sur ce mot d'ordre, nous sommes tous d'accord, et en disant tous, je me réfère à toute la base populaire, depuis celles de secteurs de la Falangia et du MNR, à celle des deux PC, du PRIN, du POR et de la COB dans la clandestinité. Les problèmes apparaissent quand nous devons répondre aux questions suivantes : Comment renverser la junte militaire ? Qui doit la renverser ? Pour quoi la renverser ? Nous allons commencer par répondre à la dernière question : Pour quoi la renverser ? Selon votre journal, nous devons la renverser pour instaurer le socialisme - « la seule alternative réelle, c'est le socialisme », « il s'agit de l'affrontement du programme bourgeois avec le programme socialiste » -. Nous pensons que vous commettez ici une grave erreur de méthode, celle de confondre vos aspirations avec celles des masses, et de

confondre la dynamique de classe, les méthodes et les grandes tâches qui sont posées aux masses, trois aspects de la réalité intimement liés mais non identiques. Par exemple, les grandes tâches de la révolution russe étaient démocratiques bien que ses méthodes et sa dynamique de classe fussent prolétariennes. Nous sommes convaincus du fait que la grande tâche actuelle qui unifie tous les travailleurs boliviens, le prolétariat, la paysannerie et la classe moyenne des villes, est de renverser le gouvernement pour appeler à des élections libres et démocratiques. Pas le renverser pour le socialisme comme vous le concevez. Cette tâche beaucoup plus modeste que celle d'instaurer le socialisme exige que le prolétariat la dirige, et des méthodes insurrectionnelles pour la remplir. Nous avons répondu au comment remplir cette tâche. Il nous faut répondre maintenant à qui doit le renverser ? et à qui devons-nous poser l'accomplissement de cet objectif ? Autrement dit, quelle formule de pouvoir proposons-nous pour remplacer la junte militaire que nous voulons renverser. Nous pensons qu'il est juste que nous appelions à la constitution d'un front dont la base de soutien soit la COB en front unique avec les syndicats d'étudiants, d'enseignants et de paysans, avec l'appui de tous les partis qui sont contre le gouvernement, qui ont une base populaire et qui sont pour l'appel dans les deux mois à des élections absolument libres et démocratiques. C'est-à-dire que nous pensons que le putsch militaire de mai a approfondi la nécessité de l'appel au front unique, et non

pas réduit. Que les partis de la petite bourgeoisie sabotent ce front unique tout comme la bureaucratie syndicale, et n'acceptent pas la direction de la COB et du mouvement ouvrier, cela ne fait aucun doute. Mais il ne fait aucun doute non plus qu'il servira à les démasquer devant le

mouvement des masses, si nous faisons cet appel au front unique en accord avec les lignes générales du trotskysme, non seulement à la base mais aussi aux directions qui ont une base de masse ».

Les milices armées de la COB et des syndicats

Prévoyant que les mineurs seraient massacrés - et c'est ce qui s'est passé en réalité - nous proposons une tâche précise de lutte armée :

« Nous sommes tout à fait d'accord avec vous sur le fait que le problème important est de se préparer à l'inévitable lutte armée qui sera menée contre la junte militaire. Ce problème a plusieurs facettes. Tout d'abord, la relation avec les héroïques combattants qui veulent organiser des guérillas, suivant les enseignements du castrisme. Il faut essayer de lier ces camarades à notre stratégie et notre tactique fondamentale, celle de gagner le soutien armé et indispensable du mouvement des mineurs. Dans ce sens, il faut exiger qu'ils coordonnent leur action avec les organisations syndicales dans la clandestinité et principalement avec la COB. Sans attendre beaucoup de ces camarades, la grande tâche pour nous préparer à la

lutte armée passe par l'organisation d'un appareil de défense armé de la COB et de ses organisations syndicales, et parallèlement, des organisations unitaires du front, qu'elles soient de quartier, paysannes ou urbaines. Notre parti doit commencer, là où il le peut, à mettre cette politique en pratique. Il faut réorganiser des comités unitaires armés de défense de trois ou quatre camarades et, là où c'est possible, les centraliser et les discipliner. Cette tâche, qui est fondamentale, est intimement liée à une autre aussi importante, celle du travail sur la base de l'armée. Si nous combinons et organisons toutes ces tâches, nous accélérerons la crise du régime et sa défaite sera consommée en peu de temps. Si au contraire nous laissons les masses agir par leurs propres moyens et à leurs risques et périls, le régime peut très probablement défaire ses secteurs un à un ».

L'utilisation des marges légales

« De notre caractérisation du régime découle la possibilité que, à certains moments, se présentent des marges légales. Notre haine justifiée de la dictature militaire ne doit pas nous faire oublier que nous avons le devoir d'utiliser ces marges de légalité. Nous devons les utiliser pour exiger des augmentations de salaire, pour des revendications minima, unifiées si possible, afin d'accélérer la crise du régime. Ce que nous disons pour les augmentations de salaire, nous pourrions le dire pour toutes les failles au sein des syndicats jaunes officiels, ou d'une future élection nationale truquée. Avant de prononcer le boycott de ces marges légales, nous devons prendre soigneusement le

pouls de la situation de la lutte de classes et ne le déclarer que s'il y a des conditions optimales ». (N. Moreno, Lettre à H Gonzalez, 1965 , Revista de América n°6-7, juillet-octobre 1971, p.40-43).

Cette orientation avait pour objectif immédiat d'éviter que les mineurs soient écrasés. Elle fut publiée dans une lettre de polémique contre les tentatives des camarades boliviens, et particulièrement du camarade Gonzalez, de se lancer dans la guérilla. Comme nous le voyons, toutes les divergences actuelles s'exprimaient déjà dans cette lettre.

Ce disait "la Verdad" en mars 1971

Cette même orientation se poursuivait. Quand commencèrent à filtrer les premières nouvelles de la guérilla du Ché, notre journal ("la Verdad") signala que nous les soutiendrions, dans la mesure où elles seraient des guérillas de masses, dans une stratégie insurrectionnelle et non guérillériste. A la mi-67, "la Verdad" insistait sur le fait que les perspectives de la révolution bolivienne étaient l'insurrection et non la guérilla.

C'est la même méthode d'analyse et d'élaboration politique qui de nouveau nous fit diverger des camarades du POR

(C) face au gouvernement Torrez. Rappelons que pour eux Torrez était un agent de l'impérialisme, une variante tactique décidée par les militaires boliviens et l'ambassade yankee, et que sa montée au gouvernement était une défaite des masses face à l'armée. Pour nous, par contre :

« La grève du 6 octobre 70 a permis la défaite de l'aile la plus réactionnaire de l'armée et la montée de Torrez au pouvoir, elle n'a pas liquidé les forces impérialistes, loin de là ». « C'est un fait qu'il y a toujours des secteurs de droite au sein et hors de l'armée ». « Nous avons défini

Torrez comme un Kérensky bolivien, oscillant entre le mouvement ouvrier et les forces bourgeoises et impérialistes ». « (...) le groupe Lora tombe dans le même défaut opportuniste (il agit comme si le gouvernement Torrez était celui de la classe ouvrière, avec l'excuse que la COB est bureaucratisée), il n'exige pas que la COB prenne le pouvoir, ni que ce soient les syndicats qui s'arment pour lutter contre le danger de la réaction ». Et voyant le danger qui cernait le prolétariat bolivien à cause de la politique « trotskiste » de Lora et Gonzalez, nous disions : « Malheureusement, nous ne voyons en Bolivie aucun parti qui se donne la stratégie des révolutions russes » ("la Verdad" n°254, 9 mars 1971).

Nous n'allons pas multiplier les citations, nous voulons seulement démontrer que de Barrientos à Torrez jusqu'à maintenant, nous avons toujours maintenu notre stratégie de formation d'un « parti qui se donne la stratégie des révolutions russes ». Nous avons toujours été contre la politique guérillériste, toujours proposé l'armement des organisations de masse, nous nous sommes toujours opposés aux fameuses « armées révolutionnaires » et nous avons toujours dit que ce sont les organisations de masse qui doivent s'armer et prendre le pouvoir, sous la direction d'un parti révolutionnaire, et que pour cela il était essentiel de travailler en direction de la base de l'armée.

Pourquoi de notre « guérillérisme »

Ce n'est que maintenant que nous pouvons entrer dans le document cité par le camarade Germain qui, répétons-le, était un document interne qui ne fut valable qu'entre novembre 67 et mai 68, bien qu'il ait été publié comme analyse de la réalité.

Que s'est-il passé fin 67 pour nous faire changer d'opinion et devenir guérilléristes et pro-cubains ? Pourquoi nous sommes-nous totalement retournés en faveur de l'entrée dans l'OLAS ? Toute une direction et tout un parti étaient-ils devenus fous ? Ces explications psychologiques, laissons-les à Livio et à Germain qui en sont les spécialistes. Nous resterons sur le terrain de la politique révolutionnaire et de la lutte de classes.

Ce qui se passa est connu de tous, bien que Germain souffre maintenant d'amnésie. Les Cubains entrèrent dans une polémique très dure contre les partis communistes latino-américains. Leur position publique était d'étendre la révolution socialiste à tout notre continent, au moyen de la guerre de guérillas. Il est vrai que les Cubains avaient, depuis leur victoire, soutenu matériellement et moralement toutes sortes de groupes de guérilla mais sans intervenir

directement. la différence était qualitative : le programme de l'intervention directe de l'Etat et de la direction cubaine dans ce nouveau cours. Par ailleurs, l'impérialisme yankee s'engageait de plus en plus dans son escalade au Vietnam. Il était logique de penser que cette escalade s'étendrait à court terme à Cuba.

C'est aussi ce que pensait la direction cubaine. Sa politique de développement de la révolution sur le continent était une manière de paralyser et le cas échéant de défaire l'impérialisme. Deux événements provoqués par la direction cubaine nous démontraient le sérieux du nouveau cours : l'éloignement du Ché Guevara de Cuba pour commencer la guerre de guérillas sur le continent ; la fondation de l'OLAS. Pour toute la IVème Internationale, ce nouveau cours de la direction cubaine était positif. Et méritait notre soutien. Cela ne signifiait pas le soutien à la stratégie guérillériste mais au cours vers le développement de la révolution socialiste sur le continent. Pour toute notre Internationale, y compris les actuelles majorité et minorité, il s'agissait de soutenir le nouveau cours pour l'orienter vers nos positions pendant le développement de la lutte qu'ils étaient en train d'entreprendre.

Cuba, l'OLAS et la guerre civile continentale

Dit d'une manière encore plus nette : toute notre Internationale crut qu'en 1967 la direction cubaine, et l'Etat cubain derrière elle, se lançait de toutes ses forces dans le développement de la guerre de guérillas en Amérique latine, afin de se défendre contre une très probable attaque de l'impérialisme. Si c'était bien l'orientation de Fidel et du Ché, s'ouvrait sur notre continent une étape de guerre civile continentale semblable à celle existant dans la péninsule indochinoise. La guérilla du Ché était le commencement de cette guerre civile continentale. Et comme toute l'Internationale, nous croyions également que nous devions participer activement et en première ligne à cette guerre civile promue par les Cubains, pour combattre l'orientation

guérillériste des Cubains.

C'est ainsi que le camarade Germain, dans sa longue citation, oublie de donner les extraits du même document où nous critiquons l'orientation politique des Cubains par rapport à l'OLAS, et il oublie principalement de signaler que notre entrée dans l'OLAS se faisait sous sa discipline militaire mais pas politique :

« Notre "entrisme" dans l'OLAS ne doit pas se faire essentiellement dans son organisation politique mais dans son appareil militaire. Notre parti a l'obligation d'inscrire comme tâche militaire primordiale la formation d'un appareil technique qui suive strictement la discipline de

OLAS pour les tâches techniques commandées par l'OLAS dans le cadre de sa stratégie armée de lutte pour le pouvoir. Il ne peut pas avoir d'autre signification de notre entrée dans l'OLAS » (N. Moreno, "La révolution, latino-américaine et l'Argentine").

Rien ne démontre mieux que notre position était générale dans notre Internationale que de citer, parmi d'autres, une lettre du camarade Maïtan datée de cette même année cruciale : 1967.

« J'ai vu que "la Verdad" a souligné l'évolution positive de l'attitude cubaine. Nous savons actuellement d'une manière

certaine que les dirigeants cubains considèrent comme une erreur l'attaque contre nous à la fin de la Tricontinentale ». « Nous pensons que nous devons mettre maintenant l'accent sur ce qui nous lie aux Cubains. Nous n'ignorons pas qu'il y a encore parmi eux la tendance à généraliser abusivement la tactique de guérillas, et le livre de Debray qu'ils popularisent est assez mauvais (je suis en train d'écrire une réponse). Mais aujourd'hui il est plus important de discuter sur les cas concrets qui se posent à cette étape, à savoir le Vénézuéla, le Guatemala, la Colombie et la Bolivie; et en cela, je crois que nous sommes d'accord avec les Cubains. » (5 mai 1967).

Nous fûmes conséquents avec une orientation sur laquelle toute l'Internationale était d'accord

La visite du camarade Maïtan à la fin 67 renforça cet accord général et fut à l'origine du document que cite le camarade Germain. C'était notre manière de préparer notre parti à la ligne que toute notre Internationale soutenait alors.

Concrètement, nous soutenions la position de l'Internationale et préparions le parti pour la guerre civile que Cuba, avec son OLAS, s'appropriait immédiatement à commencer sur tout le continent. Pour nous, le fait que Cuba déclenche une guerre civile continentale méritait notre appui, bien que nous la considérions fautive du point de vue tactique. C'était un fait indépendant de notre volonté, quelque chose de semblable à une grève ouvrière qui peut être lancée, à un moment adéquat ou non, avec une préparation suffisante ou non, mais dans laquelle nous devons participer (en nous disciplinant à la tâche fixée par la direction et non à son orientation politique), car notre classe s'y affronte contre la classe ennemie.

Le rapport du camarade du SU indiquait que s'ouvrait en Amérique latine un processus semblable à la guerre dans la péninsule indochinoise. Dans ce processus allaient

s'affronter notre classe (l'Etat cubain) et l'armée de notre classe avec son organisme paramilitaire (l'OLAS) contre l'impérialisme, les bourgeoisies nationales et leurs armées. Il ne s'agissait pas d'une aventure guérillériste d'une poignée de petits bourgeois radicalisés et désespérés ou de militaires démoralisés et déçus par le travail sur le mouvement de masses. Il n'y avait qu'une seule politique possible : nous devions lutter avec et sous la "discipline militaire et non politique" des Cubains et de l'OLAS.

Notre position, bien que fautive, démontre mieux que dix tomes de discussion que, quand nous, camarades de la minorité, disons que nous sommes pour la guérilla à un moment déterminé de la lutte de classes et contre sa transformation en une méthode absolue ou stratégie, nous disons la vérité. Si Cuba, par l'intermédiaire de son Etat et de son armée, se lançait dans une guerre civile continentale contre l'impérialisme yankee, la guérilla en Bolivie pouvait être correcte ou incorrecte. Mais, bien que cela nous paraisse une erreur, nous avons le devoir de la soutenir. Mais à ce moment-là et seulement à ce moment là.

Les divergences commencent

Il suffit que le camarade Maïtan revienne nous voir en 1968 pour que nous nous rendions compte qu'il avait adopté la conception guérillériste de la lutte armée. Que Cuba se lançât ou non, dans la guerre civile continentale, cela ne signifiait rien d'essentiel pour sa stratégie. En même temps, nous voyions que les Cubains ne se lançaient pas dans cette guerre civile continentale. Pour nous, c'était là le fait objectif, celui qui pouvait transformer la guérilla bolivienne en un fait objectif de la lutte de classes et non une aventure volontariste d'une poignée d'intrépides.

C'est pour cela que notre position de soutien

inconditionnel à la guérilla bolivienne, avec son corollaire organisationnel d'entrée dans l'OLAS (et donc d'entrée du POR(C) dans l'ELN) en tant que centrale militaire de la lutte armée en Amérique latine, dura le temps écoulé entre les deux voyages de Livio. L'un ouvrit l'étape, l'autre la ferma. Ce furent quelques mois de soutien à la guérilla, comme tactique de la guerre civile continentale que les Cubains et l'OLAS allaient lancer contre l'impérialisme yankee. C'est tout.

C'est à partir de ce moment-là que commença l'actuelle division de notre Internationale. Pour des raisons

similaires aux nôtres, le SWP commença à remettre en question la ligne qu'ils soutenaient aussi, celle de toute notre direction et de notre mouvement par rapport à l'OLAS. Ce changement de nos deux partis est dû à un fait objectif d'une importance fondamentale : les Cubains,

choqués par l'échec du Ché, changèrent complètement leur stratégie d'impulsion de la révolution en Amérique latine. Ils commencèrent à se rapprocher de l'URSS et de sa politique de coexistence pacifique. Ils laissèrent l'OLAS livrée à elle-même.

Les divergences s'approfondissent

Alors que l'actuelle minorité tira la conclusion logique qu'il n'y avait aucune possibilité certaine de guerre civile continentale à court terme, à cause du changement des Cubains, la majorité continua avec sa stratégie et ses analyses cubaines, mais sans Cubains, tentant de remplacer Cuba par notre Internationale, sans comprendre que Cuba est un facteur d'un énorme poids objectif et que nous sommes un faible facteur subjectif. Cette erreur méthodologique de vouloir remplacer un facteur politique objectif, la politique de l'Etat cubain, par un facteur subjectif, notre volonté et notre parti, s'étendit peu à peu de la scène latino-américaine à toutes les scènes de la politique mondiale, élargissant la brèche entre la majorité

et la minorité.

Malgré cette explication, notre erreur n'en reste pas moins une erreur. Et logiquement, nous nous sommes autocritiqués publiquement pour cela, comme pour tant d'autres erreurs commises au cours de notre histoire politique. Erreurs qui' presque toujours découlèrent d'une évaluation erronée de la réalité objective, mais pas pour avoir appliqué des formules abstraites à la réalité (« stratégie de la lutte armée », construction de « l'armée révolutionnaire » et tant d'autres) comme nous y a accoutumés la majorité.

Quel fut le conseil correct de Moreno ?

Aujourd'hui, alors qu'en Bolivie existe une situation similaire à celle sous Barrientos, les camarades boliviens et de l'Internationale peuvent tirer profit des différentes positions du camarade Moreno et de celles prises par la majorité. Lequel des conseils que donne Moreno à la section bolivienne fut correct ? Celui qui coïncide avec la résolution de la IVème Internationale de faire la guérilla et d'entrer dans l'OLAS ? Ou celui quand il explique qu'il ne fallait rien attendre des guérilleros ni préparer de guérillas et qui propose de se tourner vers le travail dans le mouvement des masses, dans les organisations existantes, en utilisant toutes les marges légales et, de cette manière et non d'une autre, d'organiser les masses pour la lutte

politique et armée ?

Ce sont les faits qui donnent la réponse la plus catégorique. Après huit ans de guérilla bolivienne, rien n'a été gagné et l'OLAS est dissoute. Les grandes batailles ont été menées par les masses, dans les villes, avec leurs organisations traditionnelles, leurs partis et leurs syndicats.

C'est pour cela que nous ne pouvons pas faire moins que rappeler l'autocritique de Moreno. Elle confirme que la pire erreur d'un bolchevik est de maintenir une caractérisation et une ligne politique que les faits ont démontré erronées.

Chapitre II : Argentine : deux orientations à l'épreuve des faits

1) Les faits démentent le camarade Germain

Dans son texte, le camarade Germain affirme que, à partir du second « cordobazo » (insurrection de la ville de Cordoba), le PRT (C) a eu une orientation incorrecte en tentant de développer une armée populaire. Avant cette affirmation, il fait toute une série de considérations destinées à démontrer que le PRT(C) était dans le vrai et nous dans le faux quant aux perspectives avant le premier « cordobazo ». Comme d'habitude, il dilue un problème concret dans une question de perspective historique. Cela n'intéresse que peu de savoir si quelqu'un a su prévoir un

an ou deux à l'avance la possibilité d'une insurrection (comment devrions-nous qualifier Lénine pour ne pas avoir prévu la proximité de la révolution russe !). Ce qui est réellement important et décisif, c'est de préciser quand a surgi une situation insurrectionnelle ou semi-insurrectionnelle, et s'il y a eu une politique correcte pour cette situation. Le camarade Germain ne daigne même pas répondre à ces questions qui lui furent posées par notre texte « Argentine, Bolivie : un bilan ».

Premier fait : le « cordobazo »

Nous affirmons que nous avons prévu le « cordobazo » et que nous étions pour l'impulser, alors que le PRT(C) ne l'a pas prévu et qu'il était contre le promouvoir. Les preuves à l'appui sont celles mêmes que nous vous avons déjà données dans le texte cité ci-dessus. Dans le sous-chapitre intitulé « Deux positions sur le « cordobazo » », nous avons placé deux citations catégoriques qui démontrent que nous avions prévu, un mois avant le « cordobazo », la montée qui se préparait et comment elle allait se manifester (« manifestations de masse, occupations de

facultés, d'édifices publics, résistance aux forces de répression. Il faut étendre et coordonner ces actions. »), tandis que le PRT(C) disait le contraire peu de jours avant le « cordobazo » :

« C'était un suicide d'affronter la police et les autres organismes de répression avec les mains nues » et conseillait de ne pas faire de mobilisations de masse pendant longtemps, jusqu'à ce que les masses soient armées. Qui a eu raison camarade Germain ?

Deuxième fait : les conflits ouvriers

I
Il se passe la même chose avec toutes les « preuves » qu'apporte le camarade Germain pour réfuter notre affirmation selon laquelle la ligne guérillériste a provoqué l'éloignement du PRT(C) des actions de la lutte de classes réelle. Nous avons dénoncé que l'organe officiel du PRT (C), durant l'année 1971 (année des conflits ouvriers), n'a publié que trois articles généraux de caractère ouvrier et aucun sur ces conflits, alors que notre Journal en publia 250. Le camarade Germain nous répond par des faits inconnus : « ils ont publié plusieurs numéros spéciaux d'usines et de réunions syndicales ». Lesquels et où, camarade Germain ? Nous ne connaissons qu'un seul numéro d'un seul journal.

Bien sûr, le camarade Germain ne daigne même pas répondre à notre dénonciation : le PRT(C) ne prenait pas en compte les luttes ouvrières dans ses réunions de

direction, il n'avait pas d'orientation pour elles et ne mentionnait quelquefois même pas les grèves générales qui se produisaient par intermittence. A Tucuman, une grève générale qui paralysa la province fut précédée par plusieurs jours d'agitation étudiante, un Mai français en miniature. Comme l'agitation étudiante fut plus « violente » que la grève générale, l'organe officiel du PRT (C) commenta ces faits en ignorant cette dernière. Il disait que Tucuman avait vécu des journées intenses... jusqu'au jour de la grève générale dont il ne parle pas. Pour eux, tout se termina ce jour-là, il ne se passa plus rien dans la province (qui resta paralysée pendant deux jours !). Exactement comme si, en analysant le Mai français, nous disions qu'après la nuit des barricades tout redevint normal dans Paris et dans la France, quand en réalité tout avait commencé. Il s'est passé la même chose avec toutes les grèves générales, en commençant par celles qui ont donné

lieu au premier « cordobazo ». Nous ne savons pas quelles grèves partielles mena le PRT(C). Peut-être quelques unes, de toute manière très peu, puisque toutes les grèves importantes et les plus connues furent dirigées par les

staliniens, les prochinois, le PCR ou nous, et quelquefois soutenus par Política Obrera ou d'autres groupes d'extrême-gauche, PRT(C) compris. Quelles sont les grèves qu'a dirigé le PRT(C) ?

Troisième fait : la SITRAC-SITRAM

Nous pouvons dire la même chose de la SITRAC-SITRAM. Personne ici ne connaît la présidente des assemblées générales de SITRAC-SITRAM que cite le camarade Germain. Le président fut toujours le même : le « vieux Pedro ». Dans une de ces AG, parla une camarade très jeune, déléguée, oratrice exceptionnelle, qui appartenait au PRT(C) et qui émut l'AG par son intervention. Le camarade Germain parle-t-il d'elle ? Mais

elle n'était pas présidente, camarade Germain. La direction politique dans cette entreprise était aux mains des prochinois, du PCR (ces deux tendances dirigeaient les AG) et nous (dirigeants de presque tous les conflits et des commissions internes classistes les plus importantes de Buenos Aires). C'est là la seule vérité. Le PRT(C) n'est jamais apparu comme un secteur d'importance dans ces assemblées générales.

Un critère définitif : comparer les deux organisations

Mais il n'y a rien de mieux pour comparer l'efficacité de ces deux orientations respectives que de vérifier la réalité actuelle des deux organisations. Commençons par les 40 000 affiliés. Le camarade Germain précise, avec justesse, qu'il ne s'agit pas de militants. C'est précisément pour cette raison que nous les appelons affiliés et non pas militants. Mais le camarade Germain minimise leur importance comme indice de notre influence politique : les affiliés doivent s'enregistrer comme tels face à un juge et aux autorités électorales. Il ne s'agit pas d'une simple signature pour solliciter la légalité, mais de remplir une fiche d'adhésion au parti et à son programme. Nous sommes la seule organisation de gauche qui ait réussi à profiter de cette marge légale, et nous pensons que, sauf pour le Parti communiste, il était difficile pour toute autre de le faire. Mais le camarade Germain non seulement minimise l'importance du nombre de nos affiliés mais ignore totalement l'ouverture de nos locaux : plus de 50 ont été ouverts dans le pays. Et cela s'est accompagné d'une croissance du nombre de militants (pas « d'affiliés ») du parti et de la jeunesse, dans une moyenne de 400 par mois, à partir de la fin de la campagne électorale. Cela supporte favorablement une comparaison avec des sections plus importantes de la IVème Internationale. Mais ce qui est le

plus important à signaler, c'est le rythme d'expansion et de croissance de l'activité. Nous sommes arrivés à avoir 100 permanents du parti, nous avons eu la participation de plus de 10000 personnes au meeting de clôture de la campagne électorale.

Contre tout cela, le PRT(C) nous oppose le chiffre de participants à une concentration à Tucuman (sa base, avec des trains et des autocars venant de tout le pays) réalisée en alliance avec la gauche péroniste et Tosco. Ils n'eurent que 1500 personnes. A nous seuls, sans accord avec une autre tendance, nous avons réuni à Buenos Aires, entre les militants et les sympathisants, 4000 personnes, dont 2000 étaient des dirigeants ouvriers de base, et l'entrée dans la salle se faisait sur vignettes, ce qui indique que la participation était effectivement assurée par le travail du parti. A Cordoba, une assemblée générale réalisée par toutes les tendances de gauche a réuni 40 délégués et dirigeants ouvriers ; une autre réalisée par nous en compta 80. Aujourd'hui à Cordoba, nous sommes la tendance de gauche la plus forte dans les usines les plus importantes. C'est là la réalité actuelle de nos deux organisations, conséquence de la réalité qui existait déjà à l'époque de la SITRAC-SITRAM.

2) Notre prétendue capitulation face à la fraude électorale et au gouvernement militaire

Selon le camarade Germain, nous avons publié : « plusieurs plate-formes pour leur, propre campagne et avec leurs position pour le mouvement des masses ». « Dans aucune n'était mentionné le caractère frauduleux des élections... ». « Cela déboucha sur le triste spectacle "d'Avanzada socialista" rencontrant le dirigeant syndical Tosco, récemment libéré de prison, et l'interrogeant sur ce

qu'il pensait de l'idée d'une liste électorale des travailleurs aux élections, recevant pour réponse de Tosco que, avant tout, il faudrait dire que ces élections sont frauduleuses. Les trotskistes reçurent cette leçon d'un sympathisant du Parti communiste. Quelle expérience humiliante pour le camarade Moreno ! » (Germain, "En défense...", BII- juin 1973, n°7, p.69).

D'où le camarade Germain a-t-il tiré cette leçon que nous

aurait donnée Tosco ? Dans l'interview qu'il cite, il se passe tout le contraire de ce que dit le camarade Germain.

Première falsification: la « leçon » que Tosco donne à Moreno

Examinons les citations de notre journal "Avanzada socialista". La première question du reportage fut de savoir si Tosco était pour « le pouvoir pour la classe ouvrière » et la « construction d'un parti ouvrier », comme façon de résoudre le problème de la « libération nationale et sociale ». Tosco répondit évasivement par la négative, disant être pour « l'union des forces populaires avec un programme au contenu transformateur et révolutionnaire ». Nous citons textuellement et dans son intégralité la seconde question :

« A.S. : La solution électorale que propose la dictature est un piège prépare pour dévier la montée des masses que connaît l'Argentine. Est-ce votre avis ? (Précisons en passant que « piège » est un terme plus fort et qui définit avec plus de précision que « fraude » la signification de la manœuvre électorale montée par la bourgeoisie argentine) ».

Tosco répondit en affirmant ce que nous disions dans notre question, que les élections étaient un piège de la dictature. Suivent d'autres questions sans lien avec le sujet en discussion, jusqu'à la 5ème que cite le camarade Germain, disant ceci :

« A.S. : Notre parti a proclamé dans son organe officiel AS qu'il mettait à la disposition de candidatures ouvrières sa représentativité politique gagnée au niveau national. Cela veut dire que nous croyons à la candidature des Tosco, Gregorio Flores, Mera et des meilleurs de l'avant-

garde ouvrière qui s'est révélée dans le processus ouvert il y a trois ans. Nous l'avons appelé le Pôle ouvrier et socialiste, puisque le socialisme est la revendication historique des travailleurs. Considérez-vous cela possible et dans ce cas-là y seriez-vous disposés ? »

Germain dit que Tosco aurait répondu : « avant tout, il faudrait dire qu'il s'agit d'élections frauduleuses ». Dans le n° 31 d'AS, du 27-9-72 où fut publié ce reportage, Tosco dit :

« Je comprends que nous, travailleurs, avançons vers une Argentine socialiste. Mais comme je veux agir avec responsabilité, je ne peux donc pas répondre à ce type de questions. Logiquement nous nous battons pour la libération nationale et sociale argentine et notre marche va vers une patrie socialiste. »

Cela signifie que la réponse, à nouveau évasive, donnée par Tosco à notre question, n'a rien à voir avec les paroles que Germain met dans la bouche de ce dirigeant centriste.

Ce problème de citations falsifiées, pour faire apparaître Tosco nous donnant une « leçon », est important pour clarifier la méthode polémique employée par le camarade Germain. Mais pour concrétiser la politique de notre parti, il est beaucoup plus important de voir la campagne constante d'Avanzada socialista, dénonçant les élections comme frauduleuses, ou les campagnes réalisées en faveur d'une lutte pour la légalisation du PC et des autres partis de gauche.

Une autre falsification : notre « silence » contre la dictature

Mais les falsifications ne s'arrêtent pas là. Dans son document, Germain nous accuse de :

« garder le silence sur l'existence de la dictature, sous prétexte que, de cette façon, soit gagnée la possibilité de réaliser une propagande légale... » (Germain, doc. cité, p.68).

Il est normal que, après avoir "prouvé" que nous avions commis ce méfait, il nous déclare coupable « d'une concession inacceptable à l'électorisme ». Mais, est-ce que le camarade Germain nous lit ou, ce qui est plus probable, le fait-il d'une manière sélective ? Nous ne pouvons citer l'une après l'autre toutes les fois où nous avons dénoncé l'existence de la dictature dans A.S., dans nos tracts ou dans les interventions publiques de nos camarades. Ce serait une longue tâche ennuyeuse. Les camarades qui lisent l'espagnol peuvent le vérifier

facilement. Malheureusement la majeure partie des camarades de l'Internationale ne peuvent pas le faire. Nous attirerons donc l'attention sur la première et la seconde question faites à Tosco dans AS, après sa sortie de prison par exemple. Et nous indiquerons que la défense des prisonniers politiques, l'appel à lutter pour leur liberté et la dénonciation de la répression furent des thèmes permanents de notre presse et de notre campagne électorale.

Pour terminer, nous rappellerons qu'en pleine campagne pour obtenir la légalité, dans deux numéros pris au hasard de cette époque, nous disions ce qui suit, avec ce titre sur toute la page du journal : « Contre le candidat de Lanusse, des candidats ouvriers et socialistes », dans un encadré de cet article ayant pour titre: « Le jeu des interdictions » :

« Le discours de San Nicolas, qui ne nous surprend pas

puisque nous avons dénoncé et dénoncé dans ces colonnes le sens de cet "accord", ne peut pas nous faire oublier les tromperies contenues dans le discours antérieur de Lanusse, quand il soutenait que dans le processus d'institutionnalisation ne seront interdits que ceux qui veulent s'interdire volontairement. Maintenant nous savons que resteront sur la touche ceux qui n'acceptent pas les règles du jeu proposées. Mais même si les règles du jeu étaient acceptées, se sont-ils volontairement interdits ceux qui, tombant sous le coup de la Loi 17-401 qui institue le délit d'opinion, sous le contrôle de la Constitution elle-même, ne peuvent avoir la légalité et doivent renoncer à l'action publique manifeste ? Se sont-ils interdits volontairement les fonctionnaires, professeurs et instituteurs qui, en application de cette loi, ont dû abandonner leurs moyens d'existence et aller chercher un air plus respirable sous d'autres latitudes ? Se sont-ils interdits volontairement les centaines de fils exemplaires de la classe ouvrière et du peuple qui restent dans les prisons de la République par la seule volonté du pouvoir exécutif ? Et ceux qui ont été condamnés en vertu des lois qui limitent la liberté de pensée, appliquées généreusement par la "Chambre de la Terreur" ? Et les groupements politiques qui n'ont pas encore pu surmonter les obstacles que la loi policière qui réglemente l'activité des partis politiques oppose à leur action ? Se sont-ils interdits volontairement les partis qui n'acceptent pas l'accord de capitulation que leur offre la dictature ? » (AS, 7 juin 1972).

« Les travailleurs ont démontré mille et une fois leur combativité. Particulièrement à partir de 1969, le mouvement ouvrier et populaire n'a pratiquement pas laissé de répit à la dictature militaire, et sa lutte a imposé des changements de gouvernements et de plans politiques. Les soulèvements urbains, les grèves et les mobilisations ont été permanents pendant ces quatre dernières années. Si les victoires n'ont pas encore été majeures, ce n'est pas seulement dû à la brutale répression avec laquelle la dictature défend les institutions du régime, ni aux manœuvres qu'elle effectue au moyen de ses miettes de concessions. C'est grâce à un élément qui agit en faveur de la dictature, qui a plus de force que l'appareil répressif, c'est le contrôle policier et le rôle de frein qu'appliquent : les directions syndicales reconnues par l'autorité de Peron. » (As, 20 septembre 1972).

Il n'est pas nécessaire de donner plus de citations puisque cette campagne s'est intensifiée de plus en plus pour dénoncer en permanence la dictature. Toute notre campagne est contre elle, contre les partis bourgeois, contre le péronisme et particulièrement contre le général Peron.

Camarade Germain, nous ne pensons pas que travestir les faits soit le meilleur moyen d'éduquer les militants de toutes les sections de l'Internationale sur la méthode du mouvement révolutionnaire trotskiste. Laissons de côté les procédés qui ne contribuent pas à débattre sérieusement des positions politiques en jeu.

3) Avons-nous capitulé devant Peron ?

Après nous avoir accusés de ne pas avoir dénoncé la fraude gouvernementale, le camarade Germain nous accuse d'avoir capitulé devant Peron et devant le péronisme. Sur quelle base ? Sur l'ensemble de notre campagne électorale qui a duré six mois ? Pas du tout. Si le camarade Germain avait revu ces six mois, il n'aurait

pas eu d'autre recours que de reconnaître que, avec la dénonciation de la dictature militaire, l'attaque contre le péronisme du point de vue marxiste et prolétarien est le second axe général de notre campagne électorale. Des dizaines d'articles et de titres de la une de notre journal le démontrent.

Une tactique tirée hors de son contexte

Le camarade Germain centre son accusation sur une de nos tactiques, qui dura un mois, à partir du retour de Peron, et qui consista en un appel à la gauche péroniste pour exiger de Peron qu'il accepte 80% de candidats ouvriers. Nous appelions effectivement la gauche péroniste à se mobiliser sur cet objectif et pour imposer également « un programme de lutte », dernier aspect curieusement « oublié » par le camarade Germain. Si la gauche péroniste acceptait cette condition et que les candidats soient élus par la base, nous étions disposés à un soutien critique de leur lutte.

Pour faire cette critique, le camarade Germain une fois de plus sépare un élément de son contexte historique. Et c'est

une grave erreur car il n'y a pas de bons ou mauvais mots d'ordre par nature ou à n'importe quel moment. Il y a peu de mots d'ordre de transition aussi bons et utiles que celui du contrôle ouvrier. Mais ce mot d'ordre, posé pendant la grève générale française au lieu de la lutte pour le pouvoir, se transforme en un mot d'ordre qui entrave le mouvement des masses, qui éloigne le prolétariat de la véritable tâche immédiate qu'il a devant lui, et finit par le dévier vers une impasse et lui faire perdre une occasion historique de victoire. Pendant la 3ème période, Trotsky critiqua sans cesse les staliniens pour avoir utilisé le mot d'ordre de formation de soviets (le plus important du Programme de Transition) à un moment où les masses ne pouvaient pas l'appliquer. Au contraire, un mot d'ordre anodin considéré

traditionnellement comme non marxiste, comme celui de « paix », pouvait être révolutionnaire dans une situation concrète, quand la bourgeoisie russe et le tsar ne pouvaient pas la concéder et qu'elle était pour les masses une nécessité impérieuse, immédiate. Nous pouvons dire la même chose du partage des terres, mot d'ordre petit-bourgeois, qui en 1917 devint révolutionnaire.

Il devient donc clair que la valorisation d'un mot d'ordre dépend étroitement de la situation concrète dans laquelle il est formulé. C'est ce qui s'est passé avec notre mot d'ordre et ce que laisse de côté le camarade Germain. Alors ? Quelle était la situation concrète dans laquelle nous lancions ce mot d'ordre ? Ou autrement dit, à partir de quelle analyse de la réalité le lancions-nous ?

Une analyse dynamique du péronisme

Nous soutenons que notre tactique fut correcte pour la simple raison qu'elle se base sur une analyse dynamique du péronisme en tant que phénomène politique. Cette analyse dynamique indiquait que le péronisme était engagé avec le gouvernement militaire pour imposer un programme réactionnaire, sa dynamique était de ne faire aucune concession au mouvement ouvrier. C'est cette dynamique que nous avons expliquée aux travailleurs argentins, quand nous leur disions, comme le cite Germain :

« Nous pensons que... Peron défend le patronat et qu'il accepte consciemment l'accord (avec les militaires) » (AS, 15 novembre 1972).

Avec cette dynamique, il était absolument impossible qu'il accepte, non pas 80% de candidats ouvriers et élus par la base sur un programme de lutte, mais qu'il accepte ne serait-ce même qu'un seul ouvrier classiste sur ses listes. Basée sur cette analyse, notre tactique était correcte et logique : proposer à l'avant-garde péroniste une tâche qu'elle trouvait juste mais qu'elle ne pouvait pas faire accepter dans les rangs péronistes. Si l'avant-garde péroniste entreprenait cette tâche, ses efforts se heurteraient à la dynamique du parti péroniste et de Peron, elle ferait une riche expérience et finirait par rompre avec

Peron et son parti.

« Exigeons de Peron un plan de lutte pour une augmentation de 50 000 pesos et un salaire minimum de 120 000 réajustable tous les deux mois, et contre le chômage ». « Demandons-lui qu'il donne 80% des candidatures du Parti justicialiste pour que les travailleurs élisent, parmi eux, leurs candidats ! » « Si la responsabilité (de la politique anti-ouvrière du péronisme) ne vient pas de Péron, nous l'aiderons à rompre le « siège » des bureaucrates. Si malheureusement il l'est, comme nous le pensons, ce sont les travailleurs eux-mêmes qui doivent imposer le plan de lutte et les candidats ouvriers ». (idem).

La tâche d'imposer des candidats ouvriers et un programme de lutte au sein du péronisme, nous ne l'avons pas inventée, c'était une aspiration d'un secteur du mouvement ouvrier péroniste, de son aile la plus radicalisée. Nous pensons que, à ce moment historique, Peron ne pouvait pas admettre cette revendication et que dans ces circonstances cela pouvait conduire ce secteur à la rupture avec le péronisme. C'est pour cette raison que, avec ce mot d'ordre, nous avons encouragé la réalisation de cette tâche.

Notre tactique eut du succès et affaiblit le péronisme

Comme nous l'avions prévu, Peron refusa la proposition et en conséquence une partie de la direction syndicale péroniste de Tucuman rompit avec le péronisme et a gardé de très bonnes relations avec nous. Récemment, le secteur politique le plus conséquent de la gauche péroniste a fait une exigence similaire" à laquelle Peron ne répondit pas, et il s'est produit une rupture de fait.

Alors ? Cette manœuvre tactique, qui ne fut qu'une parmi

tant d'autres que nous avons effectuées dans le cadre de notre stratégie électorale d'affrontement à la dictature et à Peron, a-t-elle bénéficié concrètement au péronisme et à Peron ? Personne ne peut affirmer une telle chose. Tout au contraire, elle a affaibli le péronisme, en provoquant une grave rupture dans une province-clé et ouvrant une perspective favorable pour notre parti et pour le mouvement ouvrier.

Et si nous nous étions, trompés ?

Mais supposons que nous ayons commis une erreur monumentale dans notre analyse et que Peron et son parti aient été en condition de satisfaire aux exigences posées

par l'avant-garde péroniste. Supposons que dans notre analyse nous ait échappé l'existence d'une profonde tendance du mouvement ouvrier et de l'avant-garde à

vouloir construire un parti de classe, une tendance suffisamment forte pour imposer sa majorité au sein du péronisme, mais encore trop faible pour atteindre le point critique de rupture avec Peron et son parti et pour construire un parti ouvrier indépendant.

Apparemment, une telle force prolétarienne serait positive car elle serait la manifestation de cette tendance progressiste du mouvement ouvrier et de son avant-garde. Son aspect négatif serait la contremanœuvre de Peron qui céderai du terrain afin de tenter d'assimiler cette tendance au sein de son parti pour la neutraliser.

Dans ce cas-là, notre parti devrait faire son autocritique pour s'être trompé dans son analyse, il devrait signaler l'aspect positif de ce phénomène ainsi que ses limites; il devrait se critiquer d'avoir proposé cette tâche à l'avant-garde péroniste, souligner surtout les limites de sa victoire au sein du péronisme et devrait continuer de mener sa politique électorale de présentation de candidats ouvriers, de classe et socialistes. Pour cette dernière tâche, notre parti était dans de parfaites conditions pour le faire, car il ne s'était engagé dans aucun soutien au péronisme.

Avec 80% de candidats ouvriers, le péronisme resterait un parti bourgeois

Ce ne fut qu'une simple manœuvre tactique qui donna de bons résultats. Nous n'avons jamais prétendu définir un parti bourgeois comme pouvant cesser de l'être par le fait d'avoir 80% de candidats ouvriers. Bien plus, nous sommes d'accord avec le camarade Germain pour dire que le caractère du péronisme ne changerait pas même avec 90% de candidats ouvriers, ni avec un programme de lutte, ni avec des candidats élus par la base. Il ne changera pas car ces candidats, même élus par la base, même sur un programme de lutte, continueront à soutenir qu'ils doivent rester dans le parti péroniste, avec Peron. Ce seul fait

politique: la présence de Peron et la confiance des candidats en lui et en la nécessité de s'allier avec lui, démontre que le problème n'est pas numérique, qu'il n'est pas lié à la proportion de candidats ouvriers, mais qu'il est politique. Il est politique car il est lié à la croyance en la nécessité de s'allier avec Peron, un vieil agent de la bourgeoisie argentine. Même si dans ce parti ne restait que Peron et des ouvriers, mais ceux-ci le considérant toujours comme leur grand dirigeant, le péronisme resterait un parti bourgeois.

Une conception trotskiste orthodoxe que la majorité ne partage pas

Domage que cette conception trotskiste orthodoxe que nous avons des partis, fronts, etc. ne soit pas partagée par le camarade Germain ni par le reste des camarades de la majorité, ni par la direction de la section française. Si le camarade Germain considère comme une capitulation l'appel fait à l'avant-garde péroniste à lutter pour imposer 80% de candidats ouvriers sur les listes justicialistes et le fait que nous nous soyons engagés à soutenir cette lutte (et non à soutenir électoralement le péronisme), nous ne comprenons pas pourquoi il ne critique pas les camarades français pour avoir soutenu électoralement l'Union de la Gauche.

Nous ne comprenons pas pourquoi, pour le camarade Germain, un front comptant 99,9% de candidats ouvriers (socialistes et communistes) et 0,01% de candidats bourgeois, avec un programme « réformiste » - c'est le cas de l'Union de la Gauche - cesse d'être un front populaire, si le péronisme avec 80% de candidats ouvriers et un programme de lutte n'aurait pas cessé d'être un parti bourgeois. Pour nous, le premier reste un front populaire et le second un parti bourgeois. Pour les camarades français bien sûr, l'Union de la Gauche n'était pas un front populaire puisqu'ils ne le dénoncèrent jamais en tant que tel mais le qualifièrent de « projet réformiste global ».

Un front avec l' « ombre politique de la bourgeoisie »

Nous ne comprenons pas le raisonnement des camarades français selon lequel l'unité politique avec la bourgeoisie n'est pas l'unité politique avec la bourgeoisie s'il y a peu de bourgeois dans cette unité. Tout comme le péronisme avec 99% de candidats ouvriers, un programme de lutte et

Peron serait resté un parti bourgeois, l'Union de la Gauche, avec ses 99,9% de candidats ouvriers et 0,01% de candidats bourgeois et un programme réformiste, reste un front populaire. La grande différence entre notre politique et celle de la section française, c'est que, alors que nous ne

nous sommes pas engagés à soutenir le péronisme, même dans les meilleures conditions, les camarades français ont passé leur temps à critiquer l'Union de la Gauche pour terminer par la soutenir.

L'Union de la Gauche française est un peu similaire au front populaire espagnol : il n'y a aucun secteur important de la bourgeoisie, mais l'« ombre politique de la bourgeoisie ». Mais Trotsky dénonça sans cesse le front populaire espagnol et il aurait également dénoncé sans cesse l'Union de la Gauche française comme un front

populaire.

Pour quel motif les fronts populaires le restent-ils même lorsque n'y participent pas de forts secteurs bourgeois mais l'ombre politique de la bourgeoisie ? C'est très simple: le stalinisme construit ses fronts populaires avec les bourgeois qui veulent le construire à ce moment-là. En France (comme apparemment en Espagne) ces bourgeois étaient peu nombreux, alors le stalinisme le construit avec ces quelques bourgeois-là.

L'Union de la Gauche française : un embryon de front populaire

Voyons cela sous un autre angle. Si, comme nous avons fait notre analyse dynamique et prévu que le péronisme ne pouvait accepter des candidatures ouvrières élues par la base sur un programme de lutte, les camarades français avaient fait également une analyse dynamique de l'Union de la Gauche. Supposons qu'ils se soient posés la question : quelles sont les perspectives historiques de ce front ? Quel est son avenir ? Ce que nous ne connaissons pas c'est leur réponse à cette question; mais nous connaissons la nôtre.

Pour nous, la dynamique de l'Union de la Gauche est celle de se constituer demain, dès que les conditions objectives seront favorables, en un front populaire modèle, avec tous les partis bourgeois qui voudront y entrer. Les camarades français sont-ils d'accord pour dire que c'est cette

perspective qu'a l'Union de la Gauche ? Si ce n'est pas celle-ci, laquelle ?

Nous affirmons que l'Union de la Gauche française est prête à prendre la dynamique d'un front populaire en bonne et due forme (pas seulement avec l'ombre de la bourgeoisie comme aujourd'hui). Cette définition part de la politique générale, historique du stalinisme. Et cette politique n'est autre que celle de construire des fronts populaires au des unions nationales avec les bourgeoisies nationales, afin de freiner la révolution et instaurer un gouvernement ami de l'URSS. Les camarades de la majorité connaissent-ils un autre objectif historique du stalinisme ? S'ils en connaissent un autre, qu'ils nous le précisent clairement.

La majorité a fait le jeu du front populaire des staliniens français

En tant que trotskistes, nous pensons que l'objectif du stalinisme est celui que nous signalons. L'Union de la Gauche française n'est donc qu'une tactique électorale de la stratégie stalinienne de construction de fronts populaires. Par ailleurs, cette tactique de construction de fronts populaires électoraux, comme antichambres de gouvernements de front populaire démocratiques-bourgeois, n'est pas exclusivement celle des staliniens français, c'est une tactique mondiale du stalinisme.

C'est une grave erreur de caractérisation qu'ont faite les camarades français en disant que l'Union de la Gauche n'était pas un front populaire puisqu'il y avait peu de bourgeois. Cette erreur de caractérisation les a amenés à une autre grave erreur, ils sont tombés dans l'opportunisme et ont fait le jeu de la politique de front populaire' du stalinisme français.

La question du Front élargi uruguayen

C'est pour cela que nous ne pouvons que nous étonner que, avec une telle politique en France, les camarades de la majorité fassent tant de scandale sur notre tactique électorale face au péronisme qui ne dura qu'un mois. Mais le scandale ne se limite pas à cela. Les camarades de la

majorité nous accusent d'avoir cédé à la pression bourgeoise et stalinienne en Uruguay, pour avoir soutenu le Front élargi aux dernières élections.

Nous pensons que, lorsque l'on nous obligea à voter pour

Seregni et d'autres candidats bourgeois pour pouvoir rester dans le Front élargi, nous aurions dû nous retirer et faire un terrible scandale. Nous pensons que ce fut une réussite d'y être entrés, car cela nous a facilité le travail dans le mouvement des masses. L'erreur des camarades uruguayens ne fut pas d'y être entrés mais de ne pas en être sortis à temps, dès que la direction bourgeoise tenta

d'imposer sa discipline.

Mais nous pensons que ce fut une grave erreur, pas une trahison, car les camarades uruguayens, comme l'a démontré le camarade Hansen par d'abondantes citations, firent une dénonciation principielle du Front élargi.

Une comparaison : la section uruguayenne et la section française

Les camarades uruguayens ont fait une erreur lorsqu'ils se sont trouvés face à une alternative : soit rester dans le front et voter pour les candidats de celui-ci (orientation erronée), soit être obligés d'en sortir et faire un grand scandale (orientation correcte). L'opportunisme des camarades uruguayens avait, au moins, une raison de poids : leur travail contre le Front élargi de l'intérieur. L'opportunisme des camarades français fut, par contre gratuit : ils soutenaient l'Union de la Gauche de l'extérieur, sans même avoir l'excuse de devoir le faire formellement pour la détruire de l'intérieur.

Voyons maintenant ce qu'a fait la section française. En France, nous n'étions contraints par aucune exigence tactique quelle qu'elle soit, puisque nous n'avons jamais été à l'intérieur de l'Union de la Gauche, ni pratiqué l'entrisme dans aucun des partis réformistes. Nous ne risquions de perdre absolument rien en ne votant pas pour l'Union de la Gauche. En ne votant pas pour les candidats bourgeois, tout était résolu. Mais nous avons voté pour eux en votant pour l'Union de la Gauche.

Mais les deux erreurs, celle des camarades uruguayens comme celle des camarades français sont de graves erreurs, en aucune manière des trahisons. Ce qui est une véritable trahison, c'est de soutenir électoralement un front

populaire ou un mouvement nationaliste bourgeois sans dénoncer que son existence est une trahison du mouvement ouvrier. Cela signifie que le vote en soi est pour nous un problème tactique et non de principe. Ce qui est principal c'est l'orientation, et celle-ci doit être de dénoncer implacablement tout front populaire ou nationaliste bourgeois où se trouve la classe ouvrière, comme une trahison de la part des partis ouvriers réformistes qui les proposent.

Les camarades uruguayens appliquèrent largement cette politique principielle. Nous aussi, en Argentine, avons fait également une implacable dénonciation du péronisme et de l'ébauche de front populaire que tenta de concrétiser le stalinisme argentin à travers l'Alliance populaire révolutionnaire.

Les camarades français ont-ils fait de même ? Les camarades français (avec l'appui des camarades de la majorité) ont mené une campagne sur tous les tons de dénonciation de l'Union de la Gauche. Et cela est très correct. Mais le seul ton qui leur a manqué (toujours avec l'appui inconditionnel de la majorité) fut celui pour dénoncer que l'Union de la Gauche était un front populaire en puissance, un organisme ennemi des intérêts de la classe ouvrière.

Pour critiquer, il faut commencer par s'auto-critiquer

Si notre caractérisation de la dynamique de l'Union de la Gauche est correcte, si celle-ci n'est que la tactique électorale du Parti communiste français dans le cadre de sa stratégie de construction de front populaire, si notre section française n'a pas dénoncé cette dynamique que va prendre l'Union de la Gauche, si elle l'a soutenue aux élections (et c'est ce qu'elle a fait), nous pouvons malheureusement en tirer une seule conclusion : nous avons voté en France, sans la dénoncer en tant que telle, pour une tactique électorale qui entre dans une stratégie de front populaire. Cet opportunisme a eu l'approbation et l'encouragement des camarades de la majorité. Ne semble-t-il pas au camarade Germain que pour critiquer (même s'il avait raison) une facette secondaire de notre politique électorale, il devrait commencer par se critiquer lui même

pour avoir défendu les barbaries que nous avons faites en France ?

Mais il y a pire. Le camarade Hansen a fait une critique publique de la tactique électorale des camarades uruguayens, contre notre avis selon lequel une telle critique devait avant tout être adressée aux camarades boliviens ou, encore mieux, il ne fallait pas porter de critique publique du tout. Ne paraît-il pas suffisant au camarade Germain que les camarades uruguayens aient accepté cette critique ? Que veut-il de plus ? Nous ne nous attendons pas de sa part à une attitude semblable à celle de Hansen par rapport à la tactique électorale de la section française.

4) Devions-nous nous présenter aux élections et profiter de la légalité ?

Selon le camarade Germain, nous avons agi en Argentine comme si nous étions « en Grande-Bretagne avant 1914 ou aux États-Unis en 1938 ou 46 ». Pour lui, la situation de notre pays est similaire à celle de l'Espagne et de la France en 1936. Toutes les analogies sont périlleuses. Dans la

situation du prolétariat argentin, et par conséquent dans la situation objective argentine, il existe une contradiction aiguë, peut-être unique mais qui, dans tous les cas, rend impossible la comparaison avec les pays que cite le camarade Germain.

Quelle est cette contradiction ?

Le mouvement ouvrier argentin est péroniste et reconnaît comme principal leader politique et syndical un dirigeant bourgeois : le général Peron.

Cependant, il a un très haut degré de combativité et d'organisation syndicale. Surmonter cette contradiction veut dire hausser le développement politique de la classe ouvrière jusqu'au niveau atteint par son organisation syndicale et ses luttes, et c'est la principale tâche posée aujourd'hui aux révolutionnaires en Argentine. Cela signifie que la grande tâche historique de cette étape consiste à gagner l'indépendance politique du mouvement

ouvrier. Dans aucun des pays énumérés par le camarade Germain (et à l'époque indiquée) n'est posée cette tâche, car le prolétariat y avait ses organisations politiques de classe.

Naturellement, l'indépendance politique du mouvement ouvrier ne pourra s'obtenir que par la mobilisation de classe. Mais cela ne signifie pas que nous ne puissions pas utiliser les élections et la légalité bourgeoise pour soutenir et, dans la mesure du possible, diriger ces deux processus combinés mais non identiques : l'indépendance politique et la mobilisation de la classe ouvrière.

Une analogie plus adéquate : l'Espagne en 1931

Nous le répétons, les analogies sont périlleuses, car elles mettent l'accent sur les ressemblances et estompent les différences qui peuvent être plus importantes que les premières. Connaissant ce risque, nous oserons en faire une: plus qu'à l'Espagne ou la France en 1936, l'actuelle situation argentine paraît similaire à celle de l'Espagne en 1931. Trotsky signalait que s'ouvrait une étape révolutionnaire mais que, comme les masses avaient toujours une grande confiance dans les partis et le parlement bourgeois, il était impératif d'intervenir dans les élections et d'accompagner l'apprentissage par les masses du parlementarisme bourgeois, en participant aux Cortès.

Le fait que la situation était révolutionnaire ou pré-révolutionnaire ne constituait pas un obstacle pour intervenir dans les élections. Au contraire, cela le rendait plus nécessaire. Le stalinisme s'opposait à Trotsky, proposant l'armement du prolétariat. Écoutons comment Trotsky les qualifiait :

« Opposer le mot d'ordre d'armement du prolétariat à la réalité des processus politiques qui coulent dans les veines des masses signifie s'isoler des masses - et les masses des armes. » (déjà cité dans "The Spanish Revolution").

Se présenter aux élections en plein milieu de la révolution bolivienne ?

Mais il y a une analogie que le camarade Germain n'a pas eu l'idée de mentionner, celle de la Bolivie en 1952 et 56.

Pendant ces années-là en Bolivie existaient des milices ouvrières et la possibilité d'une insurrection ouvrière et paysanne qui impose « tout le pouvoir à la COB avec ses milices ». C'était une situation beaucoup plus aiguë qu'en Argentine après le « cordobazo », les masses boliviennes avaient renversé définitivement la dictature militaire au

moyen d'une insurrection et avaient gardé les armes. Dans une telle situation, bien plus révolutionnaire que celle de l'Argentine, la direction de notre Internationale proposait systématiquement pour la Bolivie la présentation aux élections. Le IV^e Congrès de l'Internationale, par la plume du camarade Germain conseillait en 1954 pour la Bolivie une :

« campagne pour des élections générales avec droit de

vote pour tous les hommes et toutes les femmes de plus de 18 ans pour élire une Assemblée constituante et présenter des listes ouvrières de la COB aux élections » (Résolution du IV^e Congrès, juin 1954, p.54).

Et cette analogie s'étend à juin 1956, quand le POR se présenta aux élections malgré leur caractère d'escroquerie.

Ces analogies sont assez illustratives. Cependant, les camarades de la majorité se refusent à répondre catégoriquement à notre question: devons-nous oui ou non nous présenter à ces élections ? Pour eux, se présenter aux élections n'est pas décisif, ce qui est décisif c'est la politique avec laquelle nous nous y présentons. C'est là une manière incorrecte d'envisager le problème.

Sans participation aux élections, il ne pouvait pas y avoir de politique correcte

Quelle est la signification de l'affirmation de Trotsky que nous avons citée, selon laquelle on ne doit pas lancer de mots d'ordre éloignés des « processus politiques qui coulent dans les veines des masses » ? Cela signifie-t-il que, parce que les masses se font des illusions sur les élections nous devons nous laisser entraîner dans l'électoratisme ? Trotsky n'a jamais rien affirmé de cela. Il affirmait que c'est seulement à partir de ces processus politiques réels que nous pouvons concrétiser notre politique.

Si les masses se font des illusions sur les élections, si sur tous les lieux de travail on en parle, si même (comme ce fut le cas en Argentine) les mobilisations sont freinées par l'attente que des élections (ou la victoire du péronisme) résolvent les problèmes, si tout cela se produit, la seule manière de formuler notre politique c'est à partir de cette question des élections qui accapare l'attention du

mouvement des masses.

Les mots d'ordre généraux de l'étape changent-ils pour autant ? Non, ils ne changent pas, mais nous ne pouvons les formuler qu'à partir des élections. Elles sont le point de départ obligatoire pour dénoncer qu'elles sont un piège, pour dire que la seule voie est celle de la mobilisation et pour insister sur la nécessité d'un parti ouvrier indépendant de la bourgeoisie. Nous pouvons dire exactement la même chose sans participer au processus électoral, mais les masses, entraînées par lui, ne nous écouteront pas.

Par conséquent, c'est une obligation pour les révolutionnaires de participer aux élections quand les masses croient en elles. Peu importe dans quelle étape de la lutte des classes nous sommes. La première chose à définir, c'est la base de départ sur laquelle nous donner une politique correcte.

Ce qui est arrivé aux sectes argentines

Dans notre pays, il y eut plusieurs organisations marxistes (Politica Obrera, le PCR, l'ERP) qui disaient comme nous que les élections et le parlementarisme étaient une tromperie et qu'il fallait poursuivre les mobilisations. Mais elles ne le dirent pas à partir du processus électoral dans lequel étaient engagées les masses, mais de l'extérieur. Les résultats sont visibles : ces organisations n'ont pas su se faire entendre par les masses ni par l'avant-garde ouvrière, elles avaient l'air de martiens parlant une langue distincte

et de thèmes distincts de ceux que les masses discutaient. Ils sortirent des élections beaucoup plus faibles qu'auparavant et au bord de la liquidation totale. Par contre, en disant en général la même chose que ces organisations, en y ajoutant la nécessité d'un parti ouvrier indépendant (formulée par nos candidats ouvriers), les élections furent un des points-clés du développement et de la croissance de notre parti, elles signifièrent un saut qualitatif.

La majorité raisonne comme les sectes argentines

C'est là que réside l'erreur des camarades de la majorité. Ils raisonnent comme les sectes argentines dont nous venons de parler et qui pensaient que ce qui est important c'est la politique, et que se présenter aux élections est secondaire. Pour nous, c'est exactement le contraire : à ce moment-là, ce n'est qu'en nous présentant aux élections que nous pouvions formuler notre politique. Si nous ne nous étions pas présentés, nous n'aurions pu formuler

aucune politique correcte, car nous nous serions éloignés de la réalité « des processus qui coulent dans les veines des masses ». Nous aurions pu dire la même chose, mais nous devenions alors un groupuscule sectaire de propagande, à cent lieues du problème concret, immédiat, présent des masses argentines. Et même pire, nous laissons les masses entraînées, sans aucune opposition, par les partis bourgeois, abandonnées sans position de

classe face au problème le plus important pour elles alors, le processus électoral.

C'est pour cela que nous insistons, en Argentine, on ne pouvait formuler aucune politique révolutionnaire sans

partir d'une participation aux élections. C'était une question stratégique que nous devions d'abord résoudre et nous l'avons résolue. Voyons maintenant avec quelle tactique nous nous y sommes présentés.

Notre tactique électorale et les mobilisations

Le camarade Germain a porté de graves accusations contre notre organisation. Principalement une: que notre activité centrale, dans une étape pré-révolutionnaire avec d'intenses mobilisations ouvrières et populaires, a été électorale et non mobilisatrice. Il dit que nous avons fait ainsi de :

« la question des candidats indépendants de la classe ouvrière dans des élections frauduleuses sous une dictature décadente, et non la question de renverser la dictature (comment généraliser les « cordobazos ! » vers un « argentinazo »), l'axe principal de son activité politique » (Germain, document cité, p.70).

Nous ne savons pas d'où le camarade Germain tire cela. Examinons nos documents électoraux (publiés dans une brochure) et notre plate-forme électorale. Dans le document adopté le 17 décembre 1972, il existe tout un

chapitre intitulé « Utiliser les élections pour expliquer la nécessité d'un "argentinazo" ». Nous y disions que :

« Pour cela, les grands mots d'ordre de notre campagne électorale doivent être : Pour la liberté des prisonniers politiques et syndicaux ! Pour les libertés démocratiques, pour l'abrogation de toutes les lois répressives ! A bas le gouvernement militaire actuel ! A bas le gouvernement bourgeois alternatif ! Faisons un "argentinazo" pour nous libérer définitivement ; de l'impérialisme et du capitalisme ! »

Et nous précisions plus loin :

« Nous ne voulons pas des morts ni des blessés des "cordobazos", mais nous devons nous y préparer car ils seront inévitables, puisque les exploiters nous l'imposent ».

Notre plate-forme électorale et notre utilisation de la télévision

Par décision du parti et à la même date, la plate-forme électorale comporta sept points. Cette résolution reçut une ample publicité et fut publiée dans la brochure déjà mentionnée. Voici ces sept points :

« 1) libération des prisonniers politiques et syndicaux ; 2) Pour les libertés démocratiques, à bas la législation répressive ; 3) A bas le gouvernement militaire ; 4) Dehors le futur gouvernement capitaliste ; 5) Résistons à la répression impérialiste et capitaliste par un « argentinazo » qui impose un gouvernement ouvrier et populaire ; 6) Pas une voix pour les militaires ni pour les bureaucrates syndicaux, pas une voix pour les « docteurs » ni pour les patrons. Votez pour vos camarades, pour les candidats ouvriers ; 7) Pas une voix pour les candidats patronaux de

Coria et Miguel » (les deux bureaucrates syndicaux les plus importants et connus à ce moment-là. Coria du Bâtiment et Miguel de la Métallurgie). ("Le PST face aux élections", p. 3,4 et 6).

En accord avec les dispositions de la loi électorale, le gouvernement nous concéda deux heures de passage à la télévision. Ces deux heures ont tourné autour d'une seule idée: tout ce que nous avons obtenu c'est grâce au « cordobazo » et aux mobilisations ouvrières et populaires, (et l'intervention était accompagnée par la projection de films de ces mobilisations) ; par conséquent, les élections sont une fraude qui nous mène dans une impasse ; ce qu'il faut faire c'est un « argentinazo », une insurrection ouvrière et populaire pour renverser le gouvernement.

Notre campagne électorale et les luttes ouvrières

Mais il y a quelque chose de beaucoup plus important et beaucoup plus concret. A l'époque de la campagne électorale devait se réaliser le renouvellement des conventions collectives de travail. Le parti prévoyait que d'importantes mobilisations ouvrières se produiraient autour de ces renouvellements. La conclusion était évidente: empêcher que les élections ne dévient la classe

ouvrière de ses luttes, comme c'était le plan de la bourgeoisie et de la bureaucratie syndicale. Nous prenions bien entendu en compte la réalité de la lutte de classes. Il y a une foule de citations, nous en prendrons une parmi tant d'autres. Dans le document « Faisons une campagne révolutionnaire et socialiste », nous disions :

« Le grand mot d'ordre national du parti en ce moment doit être : empêchons que les élections dévient la classe ouvrière de sa lutte pour de bonnes conventions et pour une augmentation substantielle des salaires » « Notre position doit être : les élections sont en train de provoquer une ivresse qui fait oublier à la classe ouvrière ses véritables grands problèmes concrets de ce moment, les salaires de misère... »

Et dans un chapitre spécial intitulé : « La campagne électorale et les conflits ouvriers », nous ajoutons :

« C'est l'axe essentiel de notre campagne électorale, avec sa conséquence pratique : il nous faudra intervenir dans tous les conflits pour les conventions qui éclateront. L'activité électorale ne doit pas être un motif pour nous éloigner des conflits, au contraire, la campagne devra nous permettre de détecter et participer à beaucoup plus de conflits que d'habitude. Si nous agissons ainsi, notre campagne ne sera pas électoraliste, sinon, malgré toutes les phrases révolutionnaires que nous employons, nous dévierons des expériences et des luttes réelles de notre classe vers le propagandisme ». « En résumé, nous pouvons dire que la campagne électorale ne signifie pas abandonner l'activité habituelle du parti dans les luttes concrètes de la classe ouvrière, des luttes pour des augmentations de salaire aux « cordobazos », mais

amplifier et développer l'énorme expérience que nous avons de ce type de luttes. » (PST, doc.cité, p.22-23).

La campagne électorale fut l'application au millimètre près de ces résolutions. A travers elle, la liaison du parti avec les conflits ouvriers se multiplia. De nombreux militants eurent un rôle remarquable dans la lutte pour les conventions, comme dans d'innombrables luttes partielles, par usine ou par branche. Citons quelques-uns des nombreux exemples possibles. Dans la Métallurgie, il y eut une mobilisation très importante contre les réductions que la direction voulait effectuer sur les augmentations de salaires négociées avec le patronat. Notre parti fut en première ligne de cette mobilisation qui toucha de nombreuses usines. Dans l'usine sidérurgique la plus importante du pays, la SOMISA à San Nicolas, le candidat de notre parti dirigea l'occupation de l'usine, affrontant les méthodes brutales de la bureaucratie syndicale contre lui. Dans la longue grève à l'usine de plastiques Pan à Tucuman, un dirigeant du parti fut élu au comité de grève, bien qu'il ne soit pas ouvrier de l'usine. Ce n'est pas un hasard si, dans les derniers jours de la campagne électorale, le numéro un de la bureaucratie syndicale, le secrétaire général de la CGT Jose Rucci, attaqua violemment notre candidat aux présidentielles dans un télégramme qu'il lui envoya spécialement, chose qu'il ne fit pour aucun autre candidat.

Nous voulons une réponse : fallait-il participer aux élections oui ou non ?

Il est donc clair maintenant qu'il est faux de dire que nous ayons fait de la participation « aux élections le principal axe de notre activité politique » comme l'affirme le camarade Germain. Au contraire, nous avons utilisé l'activité électorale comme une arme de plus dans la lutte de classes. Le problème est politique mais le camarade Germain n'y répond pas. Il ne le pose même pas. Était-il impérieux pour un parti trotskiste argentin d'utiliser la légalité et les élections jusqu'au maximum des possibilités ? Fallait-il se présenter aux élections ? Le camarade Germain répond évasivement par des généralités : en général et en principe, il n'est pas incorrect de se présenter à des élections. La question est : dans le cas concret argentin, fallait-il le faire ou non, camarade Germain ? Parce que les situations sont concrètes et qu'il faut leur donner des réponses concrètes.

Une des orientations de base d'un parti trotskiste est d'utiliser la légalité et les élections. Avons-nous appliqué ou non cette orientation de base, camarade Germain ? Le PRT(C) a-t-il bien fait ou non en ne l'appliquant pas ? Ce n'est qu'après avoir donné des réponses catégoriques à ces

questions que nous pourrions commencer la discussion sur notre tactique électorale et sur nos mots d'ordre. Ce n'est qu'alors que nous pourrions discuter si nous avons bien fait ou non de centrer la propagande électorale sur la dénonciation de la dictature et la nécessité de la renverser, sur l'abrogation des lois répressives et sur la nécessité d'un "argentinazo"; si nous avons bien fait ou non de centrer notre activité sur la lutte de classes, subordonnant la campagne électorale à cette activité et la combinant à elle.

Parce que, si nous avons mal fait en nous présentant à ces élections, les mots d'ordre et l'orientation de notre travail autour de ces élections ont dû être mauvais également. Peu importe que ces mots d'ordre et cette orientation soient bons en soi. Mais si nous avons bien fait, s'il fallait se présenter aux élections, nous avons réussi en ce qui est décisif, dans la réponse concrète à une situation concrète, même si nous nous étions éventuellement trompés sur les mots d'ordre et l'orientation de notre travail, qui furent cependant exactement ceux que prône le camarade Germain comme corrects.

5) La politique guérillériste de la majorité

Alors que nous nous orientons vers l'utilisation de la légalité et la présentation de candidats aux élections afin de mieux intervenir dans le mouvement des masses, le PRT(C) développait une orientation radicalement

opposée : la guérilla urbaine et le terrorisme, bénéficiant ainsi de l'appui enthousiaste de la majorité de l'Internationale.

Les critiques viennent bien tard

Aujourd'hui, alors que pour tout le mouvement le désastre de cette orientation est évident, le camarade Germain tente de la critiquer rétrospectivement. Il nous dit maintenant que ce fut une erreur que le PRT(C) se soit consacré, après le second « cordobazo », à la constitution d'une armée révolutionnaire. Pour le camarade Germain donc, la politique du PRT(C) ne commença à être erronée qu'à partir du début 1971. Cependant, les dirigeants de la majorité applaudissaient alors à cette politique et ne surent pas la critiquer au moment voulu. Écoutons le camarade Maïtan, dirigeant avec le camarade Germain de la tendance majoritaire :

« la perspective stratégique des camarades argentins est celle qui fut établie par le IX^e Congrès mondial de la IV^e Internationale, élaborée et précisée par les deux derniers congrès nationaux du PRT » (IP, vol.9, n°16, 26 avril 1971, p.388).

Les Congrès nationaux auxquels se réfère l'article furent ceux qui, quelques mois avant le second « cordobazo », décidèrent la construction de l'Armée révolutionnaire du peuple (ERP), résolution que Germain trouve aujourd'hui erronée, trois ans plus tard.

Un bilan enthousiaste de l'activité de l'ERP

Pour qu'il ne reste aucun doute! sur quelle était la position de la majorité face à l'orientation qu'imprimait à son activité la section officielle argentine, citons le résumé des actions menées par le PRT(C) pendant la période des grandes mobilisations des masses argentines, résumé extrait du même article :

« Ces actions, qui se sont produites en une succession rapide à partir du début de l'année et spécialement en février et la première quinzaine de mars, et qui ont fait grande impression sur la presse bourgeoise quotidienne et hebdomadaire, peuvent être classées dans les catégories suivantes: a) actions en vue d'acquérir des fonds au moyen d'expropriations menées dans la vieille tradition bolchevique (le coup le plus spectaculaire fut celui de Cordoba et selon la presse argentine il rapporta à ses organisateurs un butin de 121 millions de pesos); b) actions en vue de l'acquisition d'armes et de médicaments (le coup le plus spectaculaire fut celui d'une clinique de

Buenos Aires); c) actions en vue de gagner la sympathie des couches les plus nécessiteuses par la remise de nourriture (viande, lait, etc.) prise aux grandes firmes distributrices; d) actions liées aux luttes ouvrières (la plus importante jusqu'à aujourd'hui fut celle que mena un détachement armé qui envahit l'usine Fiat de Cordoba et y appela à une réunion). » (IP cité p.388).

Et cela fut publié à l'époque du second "cordobazo", c'est-à-dire alors que s'était déjà révélée erronée l'orientation du PRT(C), selon ce que vient de découvrir le camarade Germain. Orientation erronée ? Sans aucun doute. Mais la majorité ne peut nier sa part de responsabilité dans cette orientation par son appui total. Choisissons trois exemples, pour les trois dirigeants principaux de la majorité, de leurs déclarations après le second « cordobazo », pour démontrer que leur critique au PRT(C) et à l'ERP est récente.

Les dirigeants de la majorité font l'éloge du PRT(C)

En juin 1971, des mois après le second "cordobazo", Maïtan écrivait :

« Toute l'Internationale devrait se réjouir du fait que dans la période qui va de la fin de l'année passée jusqu'à début juin 71 - après sa propre reconstruction et les difficultés qu'affrontent d'autres groupes - l'ERP, fondée par le PRT,

est apparue comme la plus dynamique des organisations qui mènent la lutte armée en Argentine, capable de réaliser une large gamme d'actions à un rythme intensif et avec une efficacité certaine. S'agit-il d'actions qui n'entrent pas dans les critères du marxisme révolutionnaire ou du léninisme ? » ("Discussion on latin America" 1968-71, p.173).

Pierre Frank, également des mois après le second « cordobazo », faisait cette évaluation générale de la ligne politique du PRT(C). En août 71, il écrivait :

« En ce qui concerne les activités de nos camarades de la section argentine, le PRT et son organisation armée l'ERP, nous ne les considérons pas comme ultra-gauches. Nous pensons que leur politique correspond en grande part aux nécessités actuelles de la lutte de classes dans leur pays ». ("lettre de Frank au Congrès du SWP").

Germain, en avril 1972, un an après le second « cordobazo », déclarait encore son accord avec l'orientation générale du PRT(C) vers la lutte armée :

« Ensuite, tout en affirmant notre accord avec l'orientation générale du PRT de développement de la lutte armée, nous exprimons l'espoir que nos camarades trouvent le moyen de lier la lutte de la manière la plus intime au développement de la lutte des masses, avec une orientation politique claire vers la révolution socialiste et prolétarienne, contre tout concept de révolution par étapes ». ("la Gauche", 21 avril 1972).

Selon la majorité, la « lutte armée » de l'ERP a dépassé Saint-Domingue

Finalement, Maïtan, Germain et Frank résumèrent leur évaluation du PRT-ERP dans la résolution adoptée en décembre 72, plus d'un an et demi après le second « cordobazo ». Ils caractérisèrent les actions du PRT-ERP comme élevant le niveau de « lutte armée (au) point le plus haut atteint en Amérique latine depuis la révolution cubaine, dans la mesure où elles représentaient une tentative d'intégrer la lutte armée à la dynamique concrète de la lutte des masses » (HDB, vol.10, n°6, p.18).

Pour Frank, Maïtan, Germain et le POR(C) qui, au cours d'un CC réuni en Bolivie en avril 71, adoptait une

résolution pour « soutenir toutes les actions du PRT et de l'ERP », le PRT-ERP était arrivé à un niveau de lutte armée plus élevé que celui des masses dominicaines quand elles résistèrent à l'invasion de 30000 marines américains, ou celui des luttes armées qui se produisaient dans le mouvement des masses paysannes au Pérou, dirigé par Hugo Blanco.

Tout cela est une preuve documentée des positions des dirigeants de la tendance majoritaire du CEI « après le second « cordobazo » », par rapport à la « lutte armée » du PRT- ERP.

6) La politique actuelle du camarade Germain : du guérillérisme au syndicalisme révolutionnaire ultra-gauche de la grève générale en soi.

Aujourd'hui le camarade Germain tente de se désolidariser des échecs, déchargeant la responsabilité des anciens enthousiasmes pour le PRT(C) sur le camarade Maïtan. Il se lave également les mains de savoir s'il était correct ou

non que nous nous présentions aux élections. Mais en dépit de ce flou, il nous donne indirectement une réponse programmatique pour notre pays.

Le programme du camarade Germain pour l'Argentine

« Mais, dans une situation pré-révolutionnaire, un marxiste révolutionnaire ne dit pas aux ouvriers qu'avoir des candidats ouvriers dans une élection est un pas en avant. Il devrait leur dire : « Si la dictature est en recul, c'est le résultat, de six "cordobazos" et de l'apparition de groupes se consacrant à la lutte armée. Continuez dans cette voie. Construisez des comités locaux d'usines et de quartiers pour vous organiser de façon permanente pour vos mobilisations. Commencez par unifier tous les syndicalistes, étudiants, femmes et militants radicalisés qui sont prêts à s'unir pour ces préparatifs. Coordonnez nationalement les fractions classistes des syndicats et liez-les aux comités d'avant-garde. Commencez votre armement. Méfiez-vous d'une continuation ou d'un rapide

retour à de violentes répressions et confrontations. Ne cédez pas aux illusions parlementaires. Le capitalisme argentin ne peut vous garantir une augmentation significative de niveau de vie. C'est pour cela que la lutte de classes s'aiguise de jour en jour. C'est la raison pour laquelle vous devez poursuivre la voie des "cordobazos". N'importe quel recul de l'armée aujourd'hui ne sera que temporaire. De grands chocs avec l'armée sont inévitables. Ne les affrontez pas de façon spontanée et désorganisée. Préparez-vous et organisez-vous pour cela. Préparez une grève générale insurrectionnelle » ». (Germain, doc. cité p.38).

Ce programme si soigneusement développé n'a rien à voir

avec notre pays. Il ne dit pas un mot de la CGT et des syndicats, de leurs dirigeants pourris et traîtres. Pas un mot sur le péronisme, sur Peron et sa présentation aux

élections. Il ne mentionne même pas le fait que la classe ouvrière croit en Peron et qu'elle le soutiendra massivement dans sa présentation aux élections !

Le programme d'un côté, la réalité argentine... de l'autre

Malheureusement pour le camarade Germain, la réalité argentine ne coïncide absolument pas avec son schéma. Le mouvement ouvrier est solidement organisé dans les syndicats et sur le plan politique il suit Peron. Quand le camarade Germain parle des « cordobazos » (nous supposons qu'il englobe les mobilisations de Rosario, Tucuman et Mendoza, car sinon nous ne voyons pas comment il arrive à en compter six), il oublie que ces luttes commencèrent sur des appels à des grèves et à des concentrations que réalisèrent les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier, les syndicats et directions régionales de la CGT. Ces mobilisations furent le produit d'une combinaison particulière de circonstances, dont une des plus importantes fut que Peron, des secteurs de la bureaucratie syndicale, d'importants secteurs de la bourgeoisie et toute la classe moyenne étaient contre les gouvernements militaires. Cela se refléta même dans une division des propres rangs de l'armée. A partir de Lanusse, ces secteurs bureaucratiques et toute la bourgeoisie s'orientèrent vers les élections, entraînant la classe moyenne et la classe ouvrière. C'est pour cela que les « cordobazos » déclinèrent et ne se répétèrent pas avec la même force que le premier. Le problème de la direction du mouvement. Ouvrier commença à passer au premier plan. La combinaison extrêmement favorable de circonstances

disparut, en particulier la répulsion de la classe moyenne et du prolétariat envers les gouvernements bourgeois se réduisit à la répulsion du régime militaire. Avant les élections, une étape de nouvelle confiance dans les gouvernements bourgeois s'ouvrit, du moins dans la mécanique électorale bourgeoise, en conséquence de la confiance en Peron.

Le camarade Germain peut trouver ici une réponse à la contradiction qu'il nous reproche dans sa question : « Comment se fait-il que l'Argentine ait été mûre pour l'insurrection généralisée en mai 70 et pas mûre début 72 ? ». Parce que les circonstances ont changé. Parce que Peron, dirigeant indiscuté, ne l'oublions pas, des masses argentines, entra dans le jeu électoral et fit ainsi dévier les masses de l'affrontement extra-parlementaire avec le régime vers l'affrontement électoral.

Évidemment, cela ne signifia pas que la situation avait changé à l'échelle historique. Le changement était conjoncturel puisque le processus moléculaire continuait. Mais si nous voulions aider à la maturation, il nous fallait accompagner le nouvel apprentissage du mouvement des masses, épuiser l'expérience de « son » gouvernement et de « son » candidat Peron. Il n'y avait pas d'autre issue.

Une « grève générale insurrectionnelle » sans objectif ni organisation

Ce qui est le plus marquant dans la position du camarade Germain, c'est son caractère centré exclusivement sur la question de l'organisation et de la préparation de la grève générale, sans mot d'ordre ni proposition quels qu'ils soient, à moins que l'on ne considère comme tels les observations programmatiques de type général ou les leçons traditionnelles de la lutte de classes.

Qui va préparer la grève générale ? Et sur quel objectif ? Pour renverser le gouvernement ? Qui le remplacera ? Faut-il « organiser » et « préparer » une grève générale sans mot d'ordre lié à la lutte de classes dans le pays ? Si la grève générale devait se faire contre la fraude électorale, aurait-il fallu l'appeler pour obtenir que Peron se présente aux élections, étant donné que le gouvernement militaire ne le lui permettait pas ? Si c'est le cas, pourquoi cela n'est-il pas dit clairement ? Sinon, fallait-il appeler à la grève générale pour un autre objectif, ignorant la réalité du péronisme et des élections ? Si oui, le camarade Germain aurait-il l'amabilité de nous indiquer

quel pourrait être cet objectif capable de mobiliser le prolétariat argentin pour la grève générale insurrectionnelle, en laissant de côté ses organisations syndicales et sa direction politique ? Mais si la grève générale est insurrectionnelle pour remplacer le gouvernement, cela nous pose le problème de la classe moyenne, de la faire passer de notre côté ou la neutraliser. Avec quels mots d'ordre ? la laissons-nous livrée à son propre sort ?

Peut-être l'objectif est-il le pouvoir aux comités d'usines et de quartiers ? Mais ces comités, il faut commencer par les construire (comme nous le dit le camarade Germain lui-même), et nous pouvons témoigner qu'ils n'ont été construits nulle part et qu'il n'existe même pas l'ébauche de cette nouvelle forme d'organisation. Alors que faire ? Appeler ces organismes inexistantes à « préparer » et lancer la grève générale insurrectionnelle ou attendre qu'ils se soient développés et renforcés avant de les charger d'une telle tâche ? Pendant ce temps, que faisons nous des seules

organisations ouvrières existantes, la CGT et les syndicats ? Ont-ils un rôle à remplir ? Étant donné que les fractions syndicales classistes sont très faibles, peuvent-elles appeler quand même à la, grève générale

insurrectionnelle ? Ou doivent-elles auparavant disputer la direction des syndicats et des masses aux directions bureaucratiques traîtres ?

Une version contemporaine de l'anarcho-syndicalisme

Et l'insurrection, qui la prépare ? qui la dirige ? N'est-il pas honteux de lancer cette ligne sans poser la nécessité des piquets ouvriers armés ? Est-ce un oubli ? N'est-il pas impardonnable d'oublier ce mot d'ordre fondamental pour la préparation de la grève générale ? Est-il suffisant de donner aux ouvriers des mots d'ordre ultra-général comme (ce que nous appelons une « lapalissade ») « de grands affrontements avec l'armée seront inévitables, préparez-vous et organisez-vous vous-mêmes », au lieu de préciser la forme d'organisation adaptée à cet objectif ?

Le fond du problème, c'est que la position du camarade Germain n'est pas trotskiste mais syndicaliste. Il présente la préparation de la grève générale comme une tâche supra-historique, comme la panacée universelle, sans lien avec les étapes de la lutte de classes, sans aucun mot d'ordre (et encore moins une politique), sans prendre en compte le niveau réel de la conscience et de l'organisation du mouvement ouvrier, ni ses besoins à chaque moment, et sans poser la nécessité de l'organisation de piquets armés. Exactement comme le faisaient les anarcho-syndicalistes.

7) La section officielle rompt avec l'Internationale

La majorité nous critique en affirmant que nous n'avons pas de perspectives claires et précises. Nous pensons le contraire. Ce sont les camarades de la majorité qui jamais n'ont de bons pronostics, ni de perspectives claires. Pour le démontrer, rien n'est meilleur que la politique suivie par une des sections fondamentales de la majorité : la section argentine. Toute l'Internationale sait que celle-ci était un des piliers de la tendance majoritaire en ce qui concerne l'Amérique latine, depuis le IX^{ème} Congrès mondial.

Maintenant, elle a quitté l'Internationale, en accusant celle-ci d'être petite bourgeoise et d'avoir un programme erroné. Quand les camarades de la majorité ont-ils prévu ce cours probable de la section argentine ? Et quelles mesures ont-ils adoptées pour le combattre et l'empêcher ? Pendant des années, on n'a entendu que des éloges sur la section argentine, on la donnait toujours en exemple pour l'application de la ligne adoptée. Le résultat est visible.

Qui a su prévoir que le PRT(C) romprait avec l'Internationale ?

Dans ce cas-là également, la majorité veut se couvrir en faisant des critiques rétroactives. L'organe de la section anglaise "Red Weekly", qui reflète les positions de la majorité, publiait dans son n°13 du 27 juillet 1973, une note sur la mort de Joe Baxter, dans laquelle il est dit que Baxter, Pujols et Bonnet reconnaissaient, « les tendances populistes et la confusion idéologique » au sein du PRT (C). Cela a dû bien sûr se produire au moins avant septembre 71, puisque Pujols a été assassiné à cette date.

Il est très important d'admettre qu'il y avait déjà longtemps que des dirigeants du PRT(C) étaient préoccupés par les déviations de cette organisation. Les dirigeants internationaux de la majorité n'avaient-ils pas la même préoccupation ? Et si oui, qu'ont-ils fait pour éviter le développement de ces déviations ? Rien. tout au contraire, ils ont continué à soutenir et défendre la politique de la section officielle qui la conduisait avec une logique implacable vers la rupture avec le trotskisme.

Nous dénonçons le caractère anti-trotskyiste du groupe reconnu comme section officielle, et quand la rupture se produisit dans le PRT, la majorité a ébauché par l'intermédiaire du camarade Maïtan une théorie: les déviations théoriques maoïstes étaient la conséquence de l'éducation que leur avait donnée Moreno. Ce dernier était théoriquement et politiquement pro-maoïste et les dirigeants de la section officielle avaient été éduqués à cette école. Dans ce cas-là, peu importe si l'organe officiel de cette section avait caractérisé Moreno de maniaque trotskiste, mais cette fausse accusation avait des prétentions de sérieux et apportait des citations (tirées de leur contexte comme d'habitude) d'un document publié, quand Moreno était en prison, à partir d'un brouillon de notes et de commentaires. Ce qui importait était de construire une théorie pour démontrer que la section officielle avait été fondée par les véritables marxistes révolutionnaires et que les divergences avec l'Internationale étaient une conséquence du passé ("moréniste") et n'impliquait pas un danger pour l'avenir.

La majorité cachait les véritables positions du PRT(C) à la base de notre Internationale

Les positions anti-trotskistes se développèrent avec de plus en plus de force et les camarades de la majorité continuèrent à les expliquer comme un héritage de Moreno. Mais, dans le but de défendre la section officielle (pendant qu'on « l'éduquait »), fut commis le pire des crimes que l'on puisse commettre vis à vis de la base de l'Internationale : elle ne fut pas informée des positions de la section officielle, on la trompa en les cachant.

Sous prétexte que ce n'était pas une position officielle, on

empêcha la publication du "Livre rouge" ("La seule voie pour le pouvoir et pour le socialisme"). Ce n'est que lorsque la direction de la section l'exigea que le SU le fit en anglais mais pas en français. Mais même alors, on n'informa pas que la section continuait à attaquer les positions du trotskysme et remettait en cause le rôle de l'Internationale dans son organe officiel. Ce n'est que lorsque le PRT(C) rompit avec la majorité que l'Internationale publia le "Livre rouge" en français.

Le camarade Germain embellit les positions du PRT(C)

Dans son document, le camarade Germain fait deux critiques à la section : ses positions pro-cubaines et pro-maoïstes sur le plan international, et sa stratégie de construction d'une armée populaire. Entre ces deux critiques il définit la seconde comme la plus importante, laissant au second plan la question internationale. Mais il ne fait pas seulement passer au second plan les positions du PRT(C) au niveau international, il les embellit, ce qui est encore plus grave. Selon le camarade Germain :

« Les camarades du PRT(C) comprennent correctement que la IV^e Internationale est aujourd'hui le seul noyau initial de la future Internationale révolutionnaire de masse » (Germain, doc. cité, p.42).

Par contre, les camarades du PRT(C) répétaient publiquement depuis 70 :

« Nous confirmons notre adhésion à l'intention de prolétarianiser l'Internationale, de la transformer en une organisation révolutionnaire et de l'orienter vers la formation d'une nouvelle Internationale révolutionnaire

basée sur les partis chinois, cubain, coréen, vietnamien, albanais et des organisations sœurs qui luttent de façon révolutionnaire contre le capitalisme et l'impérialisme dans chaque pays. » (Résolutions du V^e Congrès et du CC et CE postérieurs, p.42).

Où donc le camarade Germain a-t-il lu que le PRT(C) comprenait « que la IV^e Internationale est aujourd'hui le seul noyau initial de la future Internationale révolutionnaire de masse » ? Selon lui :

« Pour la direction du PRT, cette fusion est envisagée avec toutes les forces engagées dans les luttes objectivement révolutionnaires... » (Germain, "En défense...", vol. X, n° 4, avril 1973, p.18).

En complétant cela par ce que nous avons lu dans la déclaration de la direction du PRT(C), nous venons d'apprendre que, pour le camarade Germain, les PC chinois, coréen et albanais sont « engagés dans des luttes objectivement révolutionnaires ».

Qui eut une caractérisation juste du PRT (C)

Nous ne suivrons pas le camarade Germain dans les tortueux méandres qu'il construit pour embellir les positions du PRT(C). Il existe une seule vérité que les camarades de la majorité se sont efforcés de cacher : le PRT(C) attaquait depuis des années notre Internationale, disant quelle n'était pas révolutionnaire et ne constituait qu'un simple élément de seconde importance pour la construction d'une nouvelle internationale basée sur les partis staliniens pro-chinois, les véritables révolutionnaires.

Et pendant toutes ces années, nous nous sommes distingués de la majorité pour avoir l'attitude opposée :

nous avons dénoncé inlassablement le caractère révisionniste de cette organisation populiste et prévu sa rupture finale inévitable avec l'Internationale. En 1968, quand se produisit la rupture dans notre parti nous disions que la fraction "Combatiente" était un front sans principes qui éclaterait en mille morceaux. Nous ne nous sommes pas trompés, depuis lors ils ont connu plus de huit ruptures d'importance. Nous faisons une caractérisation de classe : ils reflétaient des secteurs de la petite bourgeoisie désespérée par la crise insoluble de l'économie argentine. Nous disions qu'il fallait les combattre politiquement (en les respectant et en les défendant comme de valeureux et honnêtes révolutionnaires) et qu'il fallait défendre notre

Internationale et l'héritage du marxisme révolutionnaire trotskiste. Au dernier CEI, nous avons proposé au camarade Germain un front unique de défense de notre

Internationale face aux attaques publiques et à l'inévitable rupture. Qui avait raison ? Les faits n'ont pas tardé à rendre leur verdict.

Les responsabilités de la majorité

Selon la majorité les deux fractions résultant de la scission du PRT en 1968 avaient un défaut commun congénital : le trotsko-maoïsme (le « morénisme » redouté et répudié). Le PRT(C) et le PRT(L.V.) avaient donc une même formation. Bien ! "El Combatiente" se lia à la majorité et finit par rompre de manière publique et brutale avec l'Internationale. "La Verdad" par contre, se lia à la minorité et continue à se revendiquer du trotskysme avec plus de force que jamais. Elle reste et restera dans l'Internationale.

D'après les prémisses de la majorité, cette dynamique est incompréhensible. Des deux organisations d'origine commune, celle qu'ils ont « éduquée » est précisément celle qui est partie en claquant la porte.

Mais l'explication est simple, à condition d'abandonner les

prémisses de la majorité. Sitôt fait, deux raisons apparaissent très clairement ; d'une part, nous n'étions pas des maoïstes déguisés mais des trotskistes orthodoxes, et nous nous sommes liés à la tendance qui défendait conséquemment le trotskysme dans l'Internationale (la minorité), et dans cette liaison nous avons renforcé notre orientation trotskiste. D'autre part, "El Combatiente" était un accord sans principes entre plusieurs secteurs, dont le principal noyau reflétait la petite bourgeoisie désemparée de l'intérieur du pays. Il s'allia solidement avec la majorité car celle-ci s'orientait vers l'abandon de l'héritage trotskiste en faveur du populisme guérillériste. Mais cette union dura ce que ce que dure une unité sans principe : "El Combatiente" rencontra des forces plus puissantes auxquelles se lier (en particulier Cuba) et l'idylle finit par une rupture bruyante.

Chapitre III - Le document européen et la section française

La camarade Mary Alice Waters a montré les graves erreurs de méthode et d'orientation du document européen de la majorité. Bien que nous ne soyons pas spécialistes de l'Europe et que l'opinion des camarades européens nous semble indispensable, ce document nous pose toute une série de questions qu'il nous paraît nécessaire d'exprimer. C'est l'objectif de ce chapitre. Il en résulte que les

questions que nous formulons seront plus nombreuses que les réponses catégoriques que nous pouvons apporter. Ainsi posées, sans plus de prétention, ces questions peuvent aider à expliquer pourquoi nous considérons que le document européen est, pour le moins, inapte à armer nos sections européennes pour le développement de leur activité.

1) L'Europe occidentale est-elle devenue une île ?

Le document européen de la majorité ne pêche pas par faute d'audace dans les analyses ou de timidité dans les perspectives qu'il prévoit, quand il affirme que nos sections doivent se préparer pour :

« La révolution socialiste est de nouveau à l'ordre du jour... d'un point de vue conjoncturel » et exige de "préparer le prolétariat européen à s'opposer massivement à toute tentative d'intervention contre-révolutionnaire internationale contre une première révolution socialiste

dans un seul pays d'Europe capitaliste, préparation qui doit se faire à l'avance et d'une manière systématique à mesure que le prolétariat renoue avec ses traditions internationalistes. » ("La construction des partis révolutionnaires en Europe capitaliste", BII n°4, p.5 et 48). Cette formule éthérée synthétise une bonne partie de la pensée des camarades de la majorité et, placée dans le contexte du document, nous oblige à poser cinq questions que nous considérons importantes.

1ère question : Qui va diriger la révolution socialiste en Europe capitaliste ?

Le document de la majorité affirme que « la révolution socialiste est de nouveau à l'ordre du jour... d'un point de vue conjoncturel » et de plus se donne une politique pour « une première révolution socialiste dans un seul pays d'Europe ». La première question qui nous vient est : qui va diriger cette « première révolution socialiste » ? Elle a une seule réponse trotskiste : en principe, cette victoire de la révolution socialiste dans un pays, seul un parti trotskiste ayant gagné une influence de masse peut la garantir.

Mais le document affirme que la perspective de construction de partis trotskiste de masse est exclue à cette étape de la lutte de classe en Europe. On ne peut donc en déduire qu'une seule chose : pour les camarades de la majorité, il existe des possibilités que le prolétariat prenne le pouvoir dans un pays d'Europe sans être conduit par nous. Cela reviendrait à dire que nous devons réviser toute notre analyse et tout notre programme.

Si ce n'est pas le cas, si les camarades pensent que nous pouvons construire dans un pays d'Europe un parti trotskiste de masse qui dirige le prolétariat vers « une première révolution socialiste », nous sommes en présence d'une seconde contradiction : la simple existence d'un tel parti signifierait un changement d'ensemble pour toute notre Internationale, puisque cela montrerait la possibilité de construire des partis similaires dans le monde entier ou du moins dans toute l'Europe.

Quelque soit la réponse des camarades de la majorité, celle-ci sape à la base tout le document. S'il se produit une révolution socialiste non dirigée par nous, nous devons commencer par réviser l'ensemble du trotskysme, et le document ne le mentionne pas. Si c'est nous qui dirigeons cette révolution, la possibilité de construire des partis trotskistes avec une influence de masse est posée d'une manière immédiate dans toute l'Europe, et par conséquent le reste du document perd sa raison d'être puisqu'il est basé sur la prémisse opposée.

2ème question : L'Europe occidentale n'a-t-elle rien à voir avec l'Europe de l'Est ?

Dans le document de la majorité pour l'Europe, on dirait que l'Europe occidentale est devenue une île qui n'a rien à voir avec le reste de l'Europe. On veut construire des partis révolutionnaires en « Europe capitaliste » qui préparent les masses pour le triomphe d'une révolution socialiste dans un pays capitaliste, mais sans les préparer à la victoire d'une révolution politique dans un pays d'Europe de l'Est.

Un document qui traite d'hypothèses théoriques devrait dire qu'une des possibilités est aussi grande que l'autre. L'intensification du commerce entre l'Est et l'Ouest va provoquer des crises sérieuses dans les États ouvriers de l'Europe de l'Est. Si cette internationalisation du commerce peut diminuer un peu l'intensité de la crise en Occident, ce que nous pensons, il est absolument certain qu'elle accélérera la crise des régimes bureaucratiques de l'Est, renforcera les tendances restaurationnistes et aiguë en peu de temps les contradictions internes.

Les raisons sont multiples pour que cela se produise. Une augmentation des échanges entre l'Occident capitaliste et les États ouvriers bureaucratiques, sans le contrepoids de la démocratie et de la mobilisation permanente de la classe ouvrière, renforce les tendances bourgeoises et petites-bourgeoises des secteurs majoritaires de la bureaucratie et de la classe moyenne, encouragées par le meilleur niveau économique de l'impérialisme. La défense des États ouvriers en tant que conquête des travailleurs est alors posée.

Une grande révolution peut être provoquée par un grave danger et une offensive brutale déchaînée par la réaction. C'est pour cela que nous devons suivre avec beaucoup d'attention le cours général des États ouvriers de l'Europe de l'Est, et particulièrement celui de la Yougoslavie et de l'URSS, car il peut y surgir des situations qui fécondent le processus révolutionnaire en Occident, posant le problème de la solidarité des travailleurs occidentaux avec cette révolution politique.

Mais comme dans le cas précédent, cette révolution

politique dans un des États ouvriers de l'Europe de l'Est ne pourra avoir lieu que si elle a à sa tête un parti trotskiste de masse. Ainsi elle provoquerait la crise définitive du stalinisme et signifierait un saut colossal, une croissance massive pour toutes nos sections européennes (et du monde) ; le parti trotskiste de masse qui aurait dirigé la révolution politique deviendrait l'axe de notre Internationale.

Un document européen digne de ce nom devrait comprendre tout un chapitre consacré à l'Europe de l'Est, et devrait présenter tout un programme de transition pour la révolution politique dans ces pays. Ce programme, qui devrait partir des mots d'ordre démocratiques élémentaires et de la revendication économique minimale de réduction des privilèges des bureaucrates, est totalement absent du document européen de la majorité.

Cette carence est une grave erreur pour deux raisons. La première est celle que nous avons vue : rien ne permet de prévoir qu'il y aura d'abord une victoire de la révolution socialiste dans un pays de l'Europe occidentale plutôt qu'une révolution politique dans un pays de l'Europe de l'Est. La deuxième tient au stade élevé d'organisation gagné par la révolution européenne à partir de la Révolution française. Ce facteur fait que la révolution européenne est un processus unique, tant du point de vue historique que conjoncturel et, qu'il commence par l'Est ou par l'Ouest, il s'étendra comme une traînée de poudre d'une manière quasi instantanée à toute l'Europe.

Un document qui ne se réfère qu'à la construction de partis trotskistes en Europe capitaliste ne vaut rien, même pour ces partis d'Europe capitaliste et même si ce document était accompagné d'un autre sur la construction de partis en Europe de l'Est et d'un programme spécifique. Le prolétariat d'Europe capitaliste a d'immenses tâches devant lui si c'est la révolution politique qui est d'abord victorieuse dans un des pays de l'Europe de l'Est. Sans la détermination de ces tâches, sans les mots d'ordre qui en découlent, toute analyse sur la situation européenne et toute orientation basée sur celle-ci est invalidée.

3ème question : Que faire après avoir pris le pouvoir dans un pays ? Poursuivre l'offensive ou passer à la défensive ?

La troisième question qui se pose en lisant le document européen concerne la phrase suivante, apparemment correcte :

« préparer le prolétariat européen à s'opposer massivement à toute tentative contre-révolutionnaire contre une première révolution socialiste dans un seul pays d'Europe

capitaliste ».

Il est évident qu'une première révolution socialiste court le danger d'être attaquée par la bourgeoisie du reste de l'Europe et du monde impérialiste. Il est également juste d'appeler le prolétariat européen et du monde à la défendre. Mais est-ce notre stratégie ?

Selon la théorie de la révolution permanente, si la révolution triomphe dans un pays d'Europe, cela implique immédiatement le développement de la révolution dans le reste de l'Europe, c'est-à-dire une politique offensive et non défensive. Selon la théorie du socialisme en un seul pays, si la révolution triomphe dans un pays du monde, les partis communistes doivent se consacrer à défendre cette révolution en tant que tâche la plus importante, au lieu d'essayer de l'étendre à tous les pays. C'est la théorie qui mise en pratique par la bureaucratie soviétique, signifia la transformation de tous les partis communistes du monde en agents de la diplomatie du Kremlin et finit ; par détruire

la IIIème Internationale.

La formulation du document européen est extrêmement dangereuse car elle coïncide formellement avec la formulation stalinienne. Du point de vue de la théorie trotskyste, la première chose à dire est qu'une révolution dans un pays d'Europe implique la tâche offensive de l'étendre aux autres pays et non la tâche défensive que pose le document. Cette tâche défensive est correcte et juste, si elle fait partie de la stratégie offensive que nous enseignons le trotskysme. Exprimée comme seule tâche, telle qu'elle est dans le document européen, c'est pour le moins dangereux.

4ème question : Pourquoi les États-Unis socialistes d'Europe ne figurent-ils pas parmi les dix tâches centrales ?

L'oubli de l'Europe de l'Est et la formulation incorrecte d'une politique défensive après la prise du pouvoir dans un pays d'Europe capitaliste nous conduisent à la quatrième question : le mot d'ordre d'États-Unis socialistes d'Europe ne figure pas parmi les dix tâches centrales de cette étape, et il n'est mentionné que comme un axe secondaire de propagande. Cependant, quand Trotsky formula ce mot d'ordre, il le fit à partir d'une question théorique (la théorie de la révolution permanente, en particulier son caractère international) et d'une question de la réalité concrète (l'unité spécifique de la révolution européenne).

Cette dernière caractéristique a été renforcée par une unité de plus en plus grande du capitalisme européen pendant ces dernières années.

Pour le trotskysme, si une révolution politique triomphe à l'Est ou si une révolution socialiste triomphe à l'Ouest de l'Europe, cela implique le développement permanent de la révolution en l'étendant à tous les pays d'Europe. Et quel mot d'ordre avons-nous pour cela sinon celui de Fédération des États-Unis socialistes d'Europe ? L'absence de ce mot d'ordre parmi les dix qui sont centraux dans le document européen de la majorité est un exemple clair des périls qui nous menacent derrière les autres formulations obscures ou incorrectes. En effet, si nous pensons que l'Europe occidentale n'a rien à voir avec l'Europe de l'Est et que, une fois le pouvoir pris dans un pays, la tâche centrale est de la défendre et non d'étendre la révolution, l'absence de ce mot d'ordre parmi les dix centraux apparaît comme une conséquence inévitable.

5ème question : N'y-a-t-il aucun lien entre la révolution européenne et la révolution dans les colonies et semi-colonies de l'impérialisme européen ?

Cette question tient son origine du fait que le document européen ne prend absolument pas en compte le lien organique qui existe entre la révolution européenne et la révolution dans les quelques colonies et les nombreuses semi-colonies de l'impérialisme européen, ou celles que celui-ci peut encore conquérir.

Nous ne parlons pas du lien général qu'il y a entre tous les processus révolutionnaires, qu'ils soient coloniaux ou non, mais du lien qui existe par exemple entre la révolution européenne et la lutte héroïque actuelle des guérillas dans les colonies portugaises contre l'impérialisme portugais et européen en général; ou encore des guérillas et des mouvements de masse des colonies et semi-colonies françaises contre l'impérialisme français. Nous parlons du lien concret, spécifique entre les luttes de libération

nationale dans toutes les colonies et semi-colonies des divers impérialismes européens et la révolution socialiste en Europe.

C'est-à-dire que, pour nous, il n'y a aucune possibilité de construire des partis révolutionnaires en Europe capitaliste sans une agitation permanente sur des mots d'ordre fondamentaux contre l'impérialisme européen. Cela parce que la base du capitalisme européen est l'exploitation impérialiste de ses colonies et semi-colonies et que la seule manière de détruire le capitalisme européen est de le faire en tant que capitalisme impérialiste, tel qu'il est. Sans le mot d'ordre central de lutte contre l'impérialisme européen, on peut construire en Europe capitaliste n'importe quel type de partis, mais pas de partis trotskiste.

2) L'Europe occidentale a-t-elle cessé d'être impérialiste ?

Apparemment, la partie la plus faible du document est justement la première, celle qui traite de la crise économique et sociale du "néo-capitalisme", mais qui ne consacre pas une seule ligne, ne parlons pas d'un chapitre, à la crise de l'impérialisme européen, des relations des métropoles avec leurs colonies et semi-colonies. Le capitalisme européen, si nous suivons l'analyse sociale et économique du document, n'exploite que les travailleurs de ses pays. Il faut reconnaître que le document est conséquent jusqu'au bout avec son caractère ouvrieriste, mais la réalité est autre : l'impérialisme européen exploite la classe ouvrière de ses pays mais aussi de ses colonies et semi-colonies. Il y a une dialectique économique, politique et sociale entre l'Europe et les pays qu'elle exploite, dialectique que le document ne signale pas.

Les pays impérialistes européens, bien qu'impérialistes secondaires, n'ont pas cessé d'être impérialistes pour autant. Ils sont devenus des petits frères de l'impérialisme yankee, au sein de sa structure. A cause de la révolution coloniale, ils ont transformé leur mode de domination, imitant les américains, mais leur domination continue à exister. D'empires coloniaux ils sont devenus - en grande partie - semi-coloniaux, leur domination ne s'exerce plus sur des colonies mais sur des pays dépendants, des semi-colonies. Le cours de l'histoire a provoqué la transformation de la révolution coloniale, de lutte contre l'assujettissement politique direct, elle est devenue lutte pour la libération nationale économique et politique. Elle est devenue plus complexe, mais pas moins importante.

Des hypothèses non envisagées

Si les pays européens sont passés d'empires coloniaux à semi-coloniaux, nous devons, dans un document général d'hypothèses, tenter de préciser leur situation actuelle et leur dynamique probable. Les empires européens en viendront-ils à l'intervention armée dans leurs semi-colonies (comme l'impérialisme américain) si leur domination est menacée ? l'intervention en Irlande, au Tchad et dans les colonies portugaises sont-elles les dernières interventions ou indiquent-elles une tendance probable ?

Pour nous, cela ne fait aucun doute : l'intervention en Irlande et dans les colonies portugaises montre l'attitude future de l'impérialisme européen, si les travailleurs ne parviennent pas à lui lier les mains. Déjà l'impérialisme français passe son temps à provoquer des coups d'État et à intervenir dans les pays qu'il domine.

Mais il y a quelque chose d'aussi grave : le document prévoit l'inflation et le chômage pour les travailleurs

occidentaux, et la possibilité de batailles décisives dans les quatre ou cinq ans entre la réaction capitaliste et les travailleurs. Cette misère et ce chômage croissants, tout comme la tendance à des gouvernements réactionnaires et des luttes décisives ne se traduiront-ils pas d'une manière encore beaucoup plus brutale dans les relations entre les empires européens et les masses coloniales et semi-coloniales ? Nous affirmons catégoriquement oui, car cela obéit à la logique de la domination impérialiste qui est de tenter de se décharger de ses crises sur les colonies et semi-colonies. Et il y aura également des réactions brutales de la part des masses coloniales et semi-coloniales, si nous nous référons aux mouvements de grève en Mauritanie, en Afrique du Sud et en Rhodésie ou aux mouvements de guérillas en Angola et au Tchad.

Le document de la majorité ne prévoit rien de tout cela et ne daigne même pas effleurer ce sujet, même au détour d'une phrase.

Une déviation dangereuse ?

Entre le document européen et certaines affirmations générales de "Rouge", nous trouvons des contradictions. "Rouge" n°200 dit :

« La IVème Internationale assume les responsabilités du soutien et de la participation active dans la dénonciation de la pénétration impérialiste sur le continent noir. »

Mais de cet engagement solennel, aucune nouvelle n'est donnée dans le document européen de la majorité. Nous

avons lu et relu ce document, mais nous n'avons pas trouvé une seule phrase de ce genre. Nous n'avons pas trouvé non plus cette tâche parmi les dix centrales. En particulier, étant donné qu'il s'agit d'un document pour l'Europe, il manque le mot d'ordre fondamental : « Pour l'autodétermination de toutes les colonies et semi-colonies de l'impérialisme européen ! ».

L'absence de ces mots d'ordre, le fait que la lutte pour l'autodétermination des colonies et semi-colonies de

l'impérialisme européen ne soit pas considérée comme une des tâches centrales des ouvriers et des masses européens, le fait que l'on considère que l'on peut « construire des partis révolutionnaires en Europe capitaliste » sans qu'ils avancent ces mots d'ordre parmi les plus importants, constituent apparemment une dangereuse déviation

idéologique, dont nous pourrions craindre qu'elle se transforme en capitulation politique objective devant l'impérialisme européen, si nous ne savions pas que dans la pratique quotidienne, nos sections et nos militants européens mènent une lutte réelle contre l'impérialisme européen !

3) Un document muet sur le Viêt-nam de l'impérialisme européen: les colonies portugaises

L'apparent oubli du caractère impérialiste de l'Europe se reflète dans une carence fondamentale du programme qu'avance la majorité dans son document: il n'y est pas dit un seul mot sur le "Viêt-nam" de l'impérialisme européen: les guérillas et les mouvements de libération nationale des colonies portugaises. Ce silence, ce mutisme seraient inexcusables même dans le cas où les colonies portugaises seraient exclusivement opprimées par le Portugal. Mais c'est encore pire car ce n'est pas le cas: les colonies

portugaises ne sont que formellement portugaises, ce sont en réalité des colonies de l'impérialisme européen dans son ensemble, principalement de l'Angleterre, l'Allemagne et la France, en association avec la Belgique, les États-Unis et le Japon. Le Portugal est de fait une sous-métropole ou sous-impérialisme. C'est le pays le plus pauvre d'Europe occidentale et son économie est contrôlée par les investissements étrangers, en particulier anglais.

Les colonies portugaises : un véritable « Viêt-nam »

Financé par l'impérialisme américain et européen, surtout par ce dernier par l'intermédiaire de l'OTAN, le Portugal a lancé une terrible répression contre les mouvements de libération de ses colonies. La brutalité de cette répression a provoqué, dès qu'elle a été connue, l'horreur de l'opinion publique mondiale. Pour la seule année 1961, au début de la guérilla du Mouvement Populaire pour la Libération de l'Angola (MPLA), la guerre impérialiste a fait environ 50 000 morts.

Parmi les pays de l'OTAN, l'Allemagne, l'Angleterre et la France sont ceux qui fournissent le plus d'armes pour la guerre contre les peuples des colonies portugaises. La France surtout n'a posé aucune restriction à ses livraisons, elle n'a voté aucune sanction contre le Portugal tant à l'ONU qu'au Conseil européen et, depuis 1960, elle refuse

l'entrée sur son territoire des représentants des mouvements de libération.

Actuellement, la guerre dans les colonies portugaises a le même caractère que celle du Viêt-nam. Des 150 000 soldats portugais de l'OTAN qui étaient en Europe, il n'en reste que 10 000, les autres sont allés en Afrique. Les Portugais tentent de raser les zones libérées et de réinstaller la population paysanne dans des villages fortifiés qui sont de véritables camps de concentration. Les communications entre les centres urbains se font presque exclusivement par air, étant donné que les guérilleros contrôlent les principales voies terrestres. La réalité de la lutte de classes dans les colonies portugaises, c'est le véritable « Viêt-nam » de l'impérialisme européen.

Une « solidarité » insuffisante

Pourtant le document européen de la majorité n'en dit pas un seul mot. Et ce silence ne peut pas être compensé par une phrase disant que nous serons « solidaires » des luttes anti-impérialistes en général. Cela ne sert à rien de parler de « solidarité », si nous devons en grande partie notre haut niveau de vie à l'exploitation de ceux qui sont massacrés. Il est totalement insuffisant de parler de « solidarité » lorsque la seule façon pour que nos frères de classe des colonies portugaises triomphent est que nous nous mobilisions contre l'impérialisme de notre propre pays et de notre propre continent. Ce l'est encore moins si nous sommes conscients du fait que le triomphe des

guérilleros serait une grande avancée pour les travailleurs européens. Cela paraît-il suffisant aux camarades de la majorité de parler de « solidarité » en général, sans même nommer les guérilleros des colonies portugaises ?

Il ne s'agit pas ici de « solidarité », d'une phrase dite en passant dans tout un document. Il s'agit de quelque chose de bien plus important: la dénonciation et la lutte « contre notre propre impérialisme » est, avec la dénonciation et la lutte contre notre propre capitalisme, notre principale tâche à l'échelle historique. Si les masses travailleuses de notre continent ou de notre pays, intoxiquées par le

chauvinisme impérialiste, ne comprennent pas que leurs pays sont impérialistes, nous devons le dénoncer chaque jour, chaque heure qui passe et sans jamais prendre cette dénonciation et cette lutte comme une tâche secondaire qui ne mérite qu'une phrase en passant.

Mais peut-être les camarades de la majorité pensent-ils que l'on peut aujourd'hui « construire des partis révolutionnaires en Europe capitaliste » sans mettre au premier plan la lutte contre l'impérialisme européen assassin des peuples africains ? Sont-ils sûrs que ces partis peuvent alors être « révolutionnaires » ?

Ou peut-être les camarades de la majorité pensent-ils que l'on peut remédier à cette omission en faisant une campagne de solidarité avec la lutte anti-impérialiste des Irlandais ? Est-il certain, par ailleurs, que le document de la majorité pose sérieusement cette campagne ? Il nous semble que non, car il n'est pas dit que nous devons faire dès maintenant une campagne spécifique avec le mot d'ordre « Dehors les troupes anglaises d'Irlande, tout de suite ! ». N'est-ce pas l'un des mots d'ordre fondamentaux de notre agitation en direction du prolétariat britannique et européen en général ? Que reste-t-il des campagnes de solidarité sans ce type de mot d'ordre ? Pour nous, absolument rien !

Où est passée la prédilection pour la « lutte armée » ?

Mais cela devient plus grave encore en ce qui concerne les colonies portugaises. L'Irlande a le privilège d'être une partie de l'Europe, et le document européen de la majorité la nomme donc au moins en passant. Mais des colonies portugaises, pas un mot.

Que penser de ceux qui défendent la guérilla et la lutte armée pour l'Amérique latine et qui ne nomment même pas les héroïques guérilleros des colonies portugaises ? Comment expliquer qu'ils ne posent pas la nécessité de défendre ces guérilleros contre les attaques brutales de l'impérialisme européen ? Comment comprendre qu'ils soient pour la lutte armée pour toute une période et pour tout un continent dominé par l'impérialisme américain, et qu'ils ne disent pas un seul mot de la lutte armée dans les pays dominés par leur propre impérialisme ? N'est-il pas étrange que ceux qui défendent l'ERP en Argentine votent à deux mains un document européen qui ne nous donne pas d'orientation pour le peuple des colonies portugaises, le seul peuple qui soit aujourd'hui en guerre civile avec l'impérialisme européen lui-même.

Nous ne devons pas perdre de vue que ce document européen, qui n'est pas centré autour des deux seuls endroits de l'empire européen où il existe ou peut exister une lutte armée, est l'autre face et a les mêmes auteurs qu'un document où est défendue la lutte armée pour tout un continent et que la résolution pour l'Amérique latine du IXème Congrès de notre Internationale.

Tout comme la section bolivienne est pour les camarades de la majorité la section modèle en Amérique latine, la section française a l'honneur de porter ce titre pour l'Europe. C'est peut-être parce que, de la même manière que la section bolivienne a appliqué (avec des résultats catastrophiques) la résolution du IXème Congrès, la section française est un fidèle reflet de l'inconséquence du document européen face à l'impérialisme de ce continent ? Nous avons quelques raisons de le supposer puisque "Rouge" se caractérise par le fait de ne pas avoir de politique systématique de dénonciation de l'impérialisme français et européen, et de ne pas avancer comme mot d'ordre central et permanent l'autodétermination des colonies et semi-colonies de ces impérialismes.

"Rouge" et les guérillas portugaises: trois articles en deux ans

Commençons par l'impérialisme européen et son « Viêt-nam » : la guérilla dans les colonies portugaises. Pendant l'année 1972 et l'année 73 en cours, "Rouge" l'organe officiel de la section française ne leur a consacré que trois articles.

1er article intitulé « Halte à l'envoi d'armes aux colonialistes portugais », publié dans le n°164 : « La bourgeoisie française, dont les intérêts économiques au Portugal et dans les colonies portugaises sont considérables, participe activement au soutien militaire (entre autres) des colonialistes portugais, en particulier en livrant des armes à l'armée portugaise. La France est un des plus grands fournisseurs d'armes de l'armée portugaise (...) Arrêt des livraisons d'armes aux colonialistes

portugais ! Vive la lutte des peuples d'Angola, de Mozambique et de Guinée ! ».

2ème article : déclaration du BP de la Ligue communiste qui occupe une moitié de colonne dans la rubrique "Notes internationales" du n°167 : « Nous appelons les travailleurs français et portugais à alerter l'opinion publique et à renforcer l'unité contre le colonialisme portugais et contre l'aide du gouvernement français à Lisbonne ».

3ème article : une page du n°216 consacrée à la guérilla dans les colonies portugaises : « Les militants révolutionnaires français doivent rappeler que de nombreuses entreprises françaises participent au pillage du Mozambique et que Giscard d'Estaing y a réalisé il y a

quelques mois un safari ! Nous devons exiger le droit de séjour en France pour les dirigeants du FRELIMO, du MPLA et du PAIGC. Enfin, nous devons participer aux

actions de solidarité, comme l'ont fait nos camarades de l'IMG pour la visite de Caetano à Londres ».

La cause de cette insuffisance

Trois articles en tout. Alors qu'il s'agit d'une lutte de libération nationale dont l'importance historique pour l'impérialisme européen est presque aussi grande que celle du Viêt-nam pour l'impérialisme américain, nos camarades français ne le font pas beaucoup valoir. Et pourtant ces trois citations suffisent à démontrer qu'ils ne manquent pas de courage pour dénoncer leur propre impérialisme. Pourquoi alors ne pas mener une campagne de dénonciation systématique ? Simplement parce que les camarades de la majorité qui dirigent la section française lui donnent l'importance qu'ils jugent bonne de lui donner, la même importance que celle qui se dégage à la lecture du document européen, pour eux, cette tâche est totalement

secondaire.

Il serait bon que chaque camarade français compare la collection de "Rouge" avec celle de "The Militant". Ils pourraient étudier ainsi la campagne systématique de nos camarades américains sur un thème analogue, la lutte de la guérilla vietnamienne contre leur propre impérialisme. Dans toute la collection de "The Militant", il n'y a pas un seul numéro qui ne donne pas une importance fondamentale à la défense des guérilleros et à la dénonciation de leur propre impérialisme. Mais, nous le savons bien, c'est de l'« archéo-trotskyisme » pour les camarades de la majorité.

L'impérialisme français

Les camarades de la direction de la Ligue peuvent nous répondre que, si en deux ans ils n'ont fait que trois articles sur la guérilla contre le Portugal, c'est parce que ce sont des colonies portugaises et non des semi-colonies de leur propre impérialisme. Nous avons déjà dit qu'il n'en était pas ainsi, que les colonies portugaises sont des colonies de l'impérialisme européen en général et de l'impérialisme américain et japonais. Mais voyons ce qu'il en est avec le seul impérialisme français.

Si nous analysons véritablement la réalité économique française, nous voyons que l'impérialisme français continue à exister et exploite ses anciennes colonies, bien que la plupart d'entre elles soient actuellement des pays

politiquement indépendants. Des traités comme l'OCAM établissent avec ces ex-colonies une relation semi-coloniale. Les traités de Yaoundé I et II étendent cette relation au Marché commun européen. Le traité d'Evian place sous la domination de la France et de l'Europe les pays du Maghreb. Et si cela n'était pas suffisant, il existe des bases militaires à Djibouti et Madagascar, où la France a des unités prêtes à intervenir pour répondre à l'« appel » des gouvernements francophiles, comme elles le font au Tchad en essayant d'écraser le soulèvement dirigé par le Front de Libération du Tchad.

Il est évident que l'impérialisme français existe et qu'il est relativement puissant.

Une promesse de la Ligue Communiste

Quand nous avons commencé à rechercher quelle orientation les camarades de la section française se donnent face à leur propre impérialisme, nous avons trouvé un début prometteur. Le CC d'août 1972 lançait :

« Une campagne contre le colonialisme français, pour la libération de Courbain (militant du Mouvement de Libération de la Martinique) et faire des propositions dans ce sens aux organisations révolutionnaires françaises » ("Rouge" n°170).

La dénonciation faite par "Rouge" était encore plus prometteuse :

« L'impérialisme français, notre impérialisme, a une place

privilegiée sur le podium olympique de la colonisation après le Portugal, duquel il est par ailleurs un des principaux fournisseurs d'armes. La France est aujourd'hui la seconde puissance coloniale directe du monde ». ("Rouge" n°174).

La promesse semblait se transformer en réalité lorsque "Rouge" disait :

« Les révolutionnaires qui luttent au sein de la métropole se doivent de faire une propagande anti-colonialiste permanente. Contre le chauvinisme, contre l'ignorance, nous devons montrer le vrai visage de la France coloniale ». ("Rouge" n° 176).

Pas un mot sur les semi-colonies

Les camarades français nous disaient que la France est la seconde puissance coloniale directe du monde. Nous devons ajouter qu'elle est la 3ème ou 4ème puissance coloniale indirecte, cela veut dire qu'elle a des relations semi-coloniales, comme nous l'avons vu, avec ses ex-colonies et de plus qu'elle intervient comme associé secondaire de l'impérialisme américain dans l'exploitation de semi-colonies importantes de ce dernier, comme par exemple l'Argentine.

Au cours de notre recherche dans "Rouge", nous avons trouvé plusieurs fois le mot d'ordre d'indépendance pour les colonies, mais pas celui d'autodétermination politique et économique de ces colonies, ni non plus celui de

« Dehors les monopoles impérialistes français des semi-colonies ! », ni encore celui de « Rupture immédiate des pactes semi-coloniaux ! » ou « Dehors les monopoles français des colonies et semi-colonies des autres impérialismes ! ».

C'est très grave, car la plus grande part des investissements impérialistes français à l'extérieur n'est pas faite dans ses colonies mais dans ses semi-colonies et dans celles des autres impérialismes où la France intervient en seconde main. Cela signifie que les camarades français n'attaquent pas la base fondamentale de l'impérialisme français, qui n'est pas sa domination coloniale mais semi-coloniale.

Une promesse non remplie

De toute manière, intéressés par la promesse de la campagne de « propagande anti-impérialiste permanente », même si elle était partielle, nous avons revu les 86 numéros de "Rouge" qui vont du 6 janvier 1972 au 19 octobre 1973. Mais nous avons été très déçus. Nous n'avons trouvé au total que 23 articles, c'est-à-dire un article tous les 4 numéros. Cela signifie que les camarades de la Ligue dénoncent leur propre impérialisme une fois par mois.

Ces articles sont en grande partie descriptifs et ne constituent pas une campagne permanente, ils ne tournent pas autour d'un mot d'ordre central et, sauf exceptions, ils portent la signature de correspondants ou sont des

déclarations des mouvements de libération et donc pas des positions officielles de notre section française.

Les 86 numéros de "Rouge" que nous avons relus comportent au total 1 548 pages, le problème colonial en occupe 11, cela signifie que la dénonciation du colonialisme français occupe bien moins de 1% de l'organe officiel de la Ligue communiste. Enfin, dans les 23 articles que nous avons trouvés, deux occupent 2 pages chacun, 4 occupent 1 page chacun et 3 une 1/2 page chacun. Les 14 restants occupent moins d'une demie page chacun et sont donc secondaires par rapport à l'ensemble du journal.

Le programme, le CC et le Congrès de la LC face à l'impérialisme français

Cette carence n'est pas seulement celle de "Rouge". Tant dans les analyses que dans les programmes de la section française, il faut faire beaucoup d'efforts pour trouver une mention de la France coloniale et semi-coloniale.

Le dernier Congrès de la LC s'est ouvert par un texte approuvé par le CC : « Ce que veut la Ligue communiste ». Ni dans ce texte, ni dans aucun autre des documents du Congrès, la direction de la Ligue n'a analysé la crise de l'impérialisme français, faisant comme si n'existaient ni la Guyane, ni la Martinique, ni la Côte d'Ivoire, ni le Togo, ni les millions de francs investis par les monopoles français dans leurs colonies et semi-colonies ainsi que dans les colonies des autres impérialismes. Le document national de la LC tourne

autour de l'analyse de la crise du capitalisme et du « système néocapitaliste », et il n'y a pas un mot, ne parlons pas de paragraphe ou chapitre, sur l'impérialisme français.

Le programme de ce document est un peu meilleur que la partie analyse car il comprend la reconnaissance immédiate du : « (...) droit à l'autodétermination et à l'indépendance des prétendus Territoires et Départements d'Outre-Mer (TOM-DOM) » et le soutien aux « luttes d'indépendance nationale » (p.167) et « l'indépendance nationale des TOM-DOM » (p.161).

Mais tout cela est dit en passant, sans poser la nécessité de la liquidation des pactes semi-coloniaux comme celui de

l'OCAM, d'Evian, etc. Finalement, dans tout le document, qui compte 171 pages, l'importance donnée à la question de l'impérialisme français peut se mesurer au fait que toutes les références faites à ce sujet n'en occupent que 2.

Laissons ce document et voyons dans quelle mesure la direction de notre section française est préoccupée par le fait que son pays est impérialiste. Le CC des 8 et 9 janvier 1972 a adopté quatre campagnes: Éducation sur « le socialisme que nous voulons et comment y parvenir » ; le Viêt-nam et le FSI ; pour la libération des trois camarades français emprisonnés en Espagne ; dénonciation du

général Massu (assassin de la guerre d'Algérie). Sauf ce dernier point qui est lié indirectement avec lui, rien n'est dit du problème colonial français.

Le CC d'août adopta, enfin, une campagne qui ne fut pas menée systématiquement par "Rouge" comme nous l'avons vu. Le Congrès n'avance pas le mot d'ordre d'autodétermination nationale des semi-colonies. Le manifeste du 1er mai ne mentionne pas l'impérialisme européen ni français. La résolution politique approuvée par le Congrès n'en parle pas et parle encore moins bien sûr de l'autodétermination nationale.

Campagne électorale de la Ligue Communiste

Il nous restait un espoir : la campagne électorale. C'était une bonne occasion puisqu'elle permettait de faire notre propagande en direction de secteurs beaucoup plus larges de la population. Nous avons enfin pu voir que Krivine parlait contre l'impérialisme français, au sujet de la Martinique, une colonie de la France. Mais nous avons été déçus en ce qui concerne la propagande anti-impérialiste faite dans le cœur de l'impérialisme, c'est-à-dire sur le territoire français.

Dans un article programmatique sur la campagne électorale, Weber, apparemment au nom du parti, expliquait « le véritable programme de transition au socialisme » en France de la manière suivante :

« (...) pour notre part, nous disons aux travailleurs communistes : un véritable gouvernement des travailleurs ne se limitera pas à nationaliser treize nouveaux trusts et à instituer un simulacre de gestion ouvrière. Il nationalisera sans indemnisation ni rachat les principales entreprises capitalistes, afin que le secteur public soit réellement le secteur dominant de l'économie. Il nationalisera simultanément le commerce extérieur, afin de soustraire l'économie au contrôle du système capitaliste mondial. Il placera les entreprises publiques sous la gestion ouvrière

en donnant réellement aux comités de gestion - réunissant les délégués ouvriers élus et révocables à tout moment - les pouvoirs et les moyens d'administrer leurs usines. Dans les entreprises du secteur privé, ils institueront le contrôle ouvrier sur la production par la reconnaissance et la protection des comités de contrôle des travailleurs. Le pouvoir des travailleurs sur toute l'économie s'exercera à travers l'élaboration démocratique du plan, débattu dans chaque conseil ouvrier et approuvé par leur congrès national. La réalisation d'un tel programme économique, par un gouvernement qui forgera par ailleurs un nouvel appareil d'État, impulsera réellement une "nouvelle logique du développement", assurant un progrès prodigieux des forces productives. Mais il faut pour cela autre chose qu'une victoire électorale. Il faut l'existence d'un mouvement de masse d'une amplitude inégalée, seul capable d'exproprier la bourgeoisie et de démanteler son État. Il faut, pour parler clairement, une révolution sociale. » ("Rouge" n°190, p.11).

Pas un seul mot de la liquidation de l'impérialisme français pour donner la liberté économique et politique aux colonies et semi-colonies, c'est-à-dire, le droit à l'autodétermination nationale. Curieux oubli pour un des grands dirigeants de la Ligue, n'est-ce pas ?

L'Union de la Gauche est-elle pro-impérialiste ou anti-impérialiste ?

Cette erreur n'est pas due au hasard. L'article du camarade Weber découle de la conception même du document européen et de la direction de la section française; la dénonciation et la lutte contre son propre impérialisme n'est pas une des tâches centrales du parti révolutionnaire du prolétariat français.

C'est ainsi que le CC et la section française ont caractérisé l'Union de la Gauche de « projet réformiste global » et non de front populaire. Nous ne voulons pas nous arrêter sur ce problème, mais sur un autre plus grave: à aucun

moment l'Union de la Gauche n'a été définie comme un projet pro-impérialiste, comme Trotsky avait défini les fronts populaires d'Espagne et de France. Qu'en pensent les camarades de la majorité ? L'Union de la Gauche est-elle pro-impérialiste ou anti-impérialiste ? Cette question demande réflexion car, dans une métropole comme la France, être anti-impérialiste veut dire être anticapitaliste; et s'il s'agit d'un projet « réformiste », il peut difficilement être anticapitaliste. Mais alors s'il ne l'est pas, comment les camarades de la direction de la Ligue peuvent-ils expliquer qu'ils n'aient pas dénoncé le caractère pro-

impérialiste de l'Union de la Gauche ?

Cet « oubli » contraste fortement avec le fait que le même document signale comme une tâche importante le « travail Indochine » et l'appel au front unique avec le Parti

communiste pour l'Indochine. En effet, la seule intervention anti-impérialiste proposée est celle qui est liée directement à un autre impérialisme, l'impérialisme américain, et rien n'est dit de son propre impérialisme ni de ses colonies et semi-colonies.

"Trois axes" : aucun contre l'impérialisme

Dans son ensemble, la campagne électorale commet le même « oubli », ses « trois axes », selon ce que nous pouvons déduire par "Rouge", sont bien clairs et la dénonciation de l'impérialisme français ne figure pas parmi eux :

« En premier lieu, ce doit être une intense campagne de dénonciation anticapitaliste... Il s'agit de dénoncer l'exploitation, l'oppression, la gabegie capitaliste sous toutes ses formes ». « En second lieu, notre campagne doit être une campagne de démystification du Programme commun et de l'Union de la Gauche ». « En troisième lieu, les révolutionnaires pourront mettre la campagne à profit pour récuser le "socialisme" bureaucratique qui, quoiqu'il en dise, tente toujours Georges Marchais » ("Rouge" n° 186, p.11).

Finalement, le manifeste électoral de la LC ne mentionne pas que la France est un pays impérialiste, et ne daigne même pas dire qu'il a des colonies et des semi-colonies.

Quelle différence énorme avec les camarades du SWP ! Ils

n'ont jamais réalisé un congrès qui n'ait posé la lutte contre leur propre impérialisme comme un de ses axes centraux. Ils n'ont jamais effectué une campagne électorale sans faire de l'agitation sur la dénonciation et la lutte contre leur impérialisme. Peu importe que leur tactique soit correcte ou non, car il ne s'agit pas ici de questions tactiques mais de principes. Le SWP, dans toute son histoire politique, s'est montré trotskiste et léniniste conséquent: avant tout la dénonciation de son propre impérialisme. La LC, avec une orientation confuse et abstentionniste, a été incapable de dénoncer de manière conséquente le rôle impérialiste de sa bourgeoisie, bien que, nous le répétons, elle n'ait eu aucune crainte à le faire les quelques rares occasions où elle l'a fait. Nous connaissons également l'activité pratique des camarades français contre leur impérialisme. Malheureusement, cette pratique ne se reflète pas d'une manière conséquente dans leur journal et absolument pas dans le document européen. Bien sûr, la conception du document européen, pour ce qui n'est qu'une tâche de second ou troisième ordre, est pour quelque chose dans cette orientation incorrecte.

4) Dix "commandements" ou une seule orientation correcte ?

En commençant ce chapitre, nous avons signalé cinq insuffisances graves du document européen. Nous avons traité longuement parmi elles le manque de politique

conséquente contre l'impérialisme. Mais ce ne sont pas les seules observations que nous avons à faire.

Dix tâches centrales et aucun axe politique fondamental

Le document nous dit qu'il existe actuellement en Europe dix tâches centrales qui :

« (...) sont les tâches dont l'accomplissement stimule la dialectique de la lutte des masses et l'élévation de la conscience de classe ».

Les auteurs affirment que ces tâches ont une profonde cohésion interne. Nous pensons le contraire, il nous semble que plutôt qu'un programme c'est une liste qui peut se mettre dans n'importe quel ordre, dans tous les sens, car cela revient au même. On dirait un catéchisme de dix commandements, tous très importants, pas un plus que l'autre, du « contrôle ouvrier » à la « popularisation systématique » du « modèle socialiste ».

Quel est l'axe de cette liste programmatique pour l'Europe ? Impossible de le savoir, car le document européen ne répond pas à cette question. Et il ne répond pas car il ne peut pas le faire, puisque ses axes varient de pays à pays, et que dans chaque pays d'Europe il existe une situation spécifique de la lutte de classes qui exige des mots d'ordre spécifiques. Voulons-nous dire par là qu'il faut renoncer à faire une analyse d'ensemble de la situation en Europe ? En aucune façon. Cette analyse est très importante comme point de départ pour les analyses nationales. Si nous disons, par exemple, qu'il y a un ou deux pays d'avant-garde qui montrent la tendance pour toute l'Europe à entrer dans une situation pré-révolutionnaire, cette analyse est indispensable pour formuler ensuite la politique pour chaque pays. Mais si nous nous limitons à cela, nous ne serons pas en condition

de la formuler.

Nous ne prétendons pas non plus que le document doive être une longue liste de pays avec chaque orientation spécifique. Mais il serait correct de définir les traits essentiels de l'orientation pour les pays qui sont dans une situation similaire. Quelle est l'orientation pour l'Irlande

qui connaît une situation particulière ? Quelle est-elle pour la France et l'Italie qui se trouvent face à de grandes luttes économiques défensives ? Quelle est-elle pour l'Espagne et la Grèce qui subissent des dictatures fascistes ou semi-fascistes ? Ce sont là les questions concrètes auxquelles le document de la majorité ne répond pas.

Un document qui n'arme pas les militants

Les documents politiques doivent servir à ce que tous nos militants sachent après leur lecture quoi faire le lendemain dans leur usine, leur lycée, leur université ou dans la rue. Tous les militants doivent sortir armés du Congrès Mondial, afin de se mettre dès le lendemain à leur tâche révolutionnaire de mobilisation des masses, de défense et de renforcement du parti.

Est-ce que le document européen des camarades de la majorité sert à cela ? Est-il utile, comme le disait Lénine, aux militants pour accrocher « le premier maillon de la chaîne » ? Par quoi doit commencer un militant ouvrier belge ? Par « soutenir les luttes quotidiennes des masses » ou par « défendre une série de mot d'ordre de transition centrés sur le contrôle ouvrier » ? Et un militant espagnol ? Commencera-t-il par « propager systématiquement notre "modèle de socialisme" » ou par « rééduquer l'avant-garde ouvrière sur la nécessité de l'autodéfense armée » ? Et un militant anglais ?

Commencera-t-il par « une propagande internationale de solidarité avec les luttes anti-impérialistes » ou par « éduquer les masses et l'avant-garde sur des conceptions opposées à l'électoralisme et au parlementarisme » ?

Nombre de ces dix tâches sont correctes, mais si nous leur donnions à toutes la même importance, nous sommes obligés de faire les dix tâches à la fois. Sinon, comment les militants de chaque pays d'Europe peuvent-ils savoir quelle est la tâche la plus importante pour commencer ? Ils ne peuvent pas le savoir, car la situation de la lutte de classes est différente dans chaque pays et exige que l'on commence par une tâche distincte. C'est pour cela que nous disons que ce document n'arme pas les militants et, par conséquent, qu'il n'est pas utile au développement de la lutte de classes ni de notre Internationale.

De plus, il manque dans, cette énumération de tâches certaines autres extrêmement importantes.

Première omission importante : les mots d'ordre économiques

D'après le document, dans les prochains mois et prochaines années, il va y avoir un chômage croissant et une baisse du niveau de vie en Europe occidentale. Cela signifie que l'offensive est actuellement dans les mains de la bourgeoisie dans la majeure partie des pays européens, et cela constitue la raison de la rupture de l'équilibre. Cette réalité est à l'origine de la quasi totalité des luttes ouvrières actuelles. Cela signifie que les masses européennes sont en train de développer d'importantes luttes économiques défensives : elles luttent pour défendre leur niveau de vie et leur emploi et non pas pour arracher de nouvelles conquêtes économiques à la bourgeoisie.

Si cette offensive économique contre le mouvement ouvrier existe, si celui-ci a commencé à se mobiliser pour s'en défendre, pourquoi n'y a-t-il dans le document européen aucun mot d'ordre autour de ce problème ? Cette question n'est même pas effleurée. Il est dit seulement en passant que nous devons intervenir dans les luttes revendicatives toutes réformistes ou timides qu'elles soient. Tout cela est très bien mais avec quels mots d'ordre intervenons-nous ? Si nous nous limitons à intervenir sans avancer de mot d'ordre général pour mobiliser de larges secteurs, ne tombons-nous pas dans le syndicalisme ?

Pourquoi n'avancons-nous pas nos mots d'ordre traditionnels d' « échelle mobile des salaires et des heures de travail » ou toute autre formulation tactique ? Pourquoi n'avancons-nous pas le mot d'ordre adapté à toute cette étape : « combattons l'offensive capitaliste contre le niveau de vie et d'emploi du mouvement ouvrier » ? Pourquoi ne commençons nous pas à poser l'orientation de front unique ouvrier pour freiner cette offensive ? En ne le faisant pas, ne sommes-nous pas condamnés à rester dans le cadre initial réformiste de ces luttes économiques que les réformistes et les bureaucrates veulent précisément maintenir ?

Cette première omission est peut-être liée à la dernière tactique adoptée pour cinq ans par les camarades de la majorité : le travail fondamental sur l'avant-garde et non pas sur le mouvement des masses. Mais, d'où qu'elle provienne, cette absence de mots d'ordre économiques défensifs nous désarme face aux luttes concrètes que mènent les travailleurs dans des pays importants du continent et qu'ils continueront à développer dans un futur proche.

Seconde omission importante: les mots d'ordre démocratiques

Cette offensive économique de la bourgeoisie sera inévitablement accompagnée d'une offensive politique : la tendance à des gouvernements réactionnaires, à la limitation des libertés démocratiques, à l'attaque des secteurs les plus exploités de la classe ouvrière, etc. Cela signifie que cette offensive ouvrira également une étape politique défensive, la bourgeoisie rompant l'équilibre, les ouvriers et d'autres secteurs exploités tenteront dans un commencement à rétablir cet équilibre. Chaque nouveau durcissement d'un gouvernement amènera les masses à se mobiliser pour reconquérir la liberté démocratique perdue ou pour défendre celle menacée.

Mais le document européen ne prépare pas nos sections à cette situation. Son indifférence face aux mots d'ordre démocratiques élémentaires commence par ne pas avancer celui de « Dehors les troupes anglaises d'Irlande et les troupes portugaises des colonies », et continue par l'abandon des sections grecque, espagnole et portugaise, dont les régimes semi-fascistes ont liquidé toutes les libertés démocratiques.

Que disons-nous aux travailleurs de ces pays ? Qu'ils luttent pour le « contrôle ouvrier » ou pour notre « modèle de socialisme » ? Ne paraît-il pas beaucoup plus correct aux camarades de la majorité d'avancer un mot d'ordre démocratique spécifique (Assemblée constituante, élections libres, liberté pour les prisonniers politiques, légalité pour les partis, ou tout autre mot d'ordre adéquat) comme mot d'ordre politique principal pour ces pays ?

Cet oubli devient une amnésie historique quand n'est pas posé le mot d'ordre traditionnel de notre Internationale pour l'unification de l'Allemagne dans une Allemagne soviétique et socialiste. La restitution au peuple allemand de son droit à une nation unifiée avec un Etat unifié et socialiste, est la plus grande tâche démocratique posée en Europe, beaucoup plus importante que l'indépendance de l'Irlande. C'est une tâche qui s'affronte aussi bien à l'impérialisme qu'à la bureaucratie stalinienne et qui ne peut être accomplie qu'en les battant, c'est-à-dire en faisant la révolution socialiste à l'Ouest et la révolution politique à l'Est. Pourtant les camarades de la majorité l'ignorent totalement.

Troisième omission importante: le gouvernement ouvrier et paysan

Le document européen envisage la possibilité d'une victoire prochaine de la révolution socialiste dans un pays d'Europe occidentale, mais il ne pose pas comme mot d'ordre central celui de « gouvernement ouvrier et paysan ». Pourtant, dans la majeure partie, ou tout au moins dans un nombre important de pays européens, cette révolution se fera au moyen de l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie et les secteurs appauvris de la petite bourgeoisie urbaine.

Pour que la révolution triomphe, le prolétariat doit conquérir la direction de toutes les classes qui y participent et doit donc se donner une politique pour les gagner. Notre parti, en tant que représentant historique du prolétariat, doit par conséquent se doter d'un programme de transition pour ces classes ou secteurs de classe. Nous ne comprenons pas comment on se propose de populariser notre « modèle » de socialisme sans y faire entrer l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie.

Ne pas poser cette alliance, ne pas se donner un programme de transition pour la paysannerie et la classe moyenne pauvre des villes, qui permette au prolétariat de se placer à leur tête, cela prend tout à fait l'aspect d'une position ouvriériste et rend impossible la prise du pouvoir. Cette alliance, résumée dans la formule de gouvernement ouvrier et paysan, n'est pas avancée dans le document européen de la majorité.

Comment peut-on nous demander d'adopter un document qui, d'une part considère que dans les prochaines années il y aura « une première révolution socialiste », et d'autre part ne pose pas parmi les dix tâches centrales le gouvernement ouvrier et paysan, la seule manière de réaliser cette révolution socialiste ? Nous sommes très ouverts, mais il y a des choses que nous n'arrivons pas à comprendre. Nous attendons que les camarades de la majorité nous l'expliquent.

5) Le programme pour les ouvriers immigrés

La façon dont le document européen envisage la question des ouvriers immigrés est liée à deux insuffisances : le

manque de mots d'ordre démocratiques et le manque de mot d'ordre sur l'autodétermination nationale. Dans la

mesure où les ouvriers immigrés constituent un secteur économique, social et politique discriminé vis à vis du prolétariat européen, les mots d'ordre les concernant sont fondamentalement démocratiques; dans la mesure où

nombre d'entre eux proviennent de colonies ou ex-colonies de l'impérialisme européen, ils sont liés également à la question nationale.

Les ouvriers immigrés: un pilier de l'économie bourgeoise

Les ouvriers immigrés ne sont pas un petit secteur marginal de la société ni de l'économie bourgeoise européenne, au contraire, ils sont un de leurs piliers.

En France, sur 4 OS, c'est-à-dire l'épine dorsale du mouvement ouvrier, un est travailleur immigré. Pour ce secteur fondamental du mouvement ouvrier, et qui est d'une certaine manière une expression déformée du

problème colonial, puisque nombreux sont ceux qui viennent des colonies ou ex-colonies, la résolution du document européen se borne à signaler, dans un point secondaire parmi les dix tâches centrales, que nous devons organiser des « campagnes de solidarité avec les ouvriers immigrés (contre toute forme de racisme et de xénophobie) ».

Encore une « solidarité » insuffisante

Le terme de « solidarité » signifie dans un certain sens que cela nous est éloigné. Autrement dit, ce n'est pas une tâche de nos partis en Europe de se donner un programme de transition pour ce secteur, mais seulement d'être « solidaires » avec leurs luttes, comme si celles-ci se passaient dans un pays lointain. Ce qui démontre le mieux que c'est ce jugement que porte la résolution, c'est le fait d'avoir mis cette tâche nos tâches internationalistes et pas dans notre programme national pour chaque section. Elle est mise à côté de la solidarité avec les « luttes anti-impérialistes », les « luttes ouvrières dans d'autres pays européens » et les « luttes anti-bureaucratiques dans les

Etats ouvriers stalinien ». Toutes ces luttes étant lointaines par rapport à chaque pays.

Mais il y a d'autres faits qui démontrent que la résolution européenne ne comprend pas les travailleurs immigrés comme partie intégrante des travailleurs de chaque pays européen. Elle ne signale pas que nombre d'entre eux viennent de colonies ou semi-colonies, principalement en France. Parce que tout cela provoque une relation dialectique, inégale, contradictoire, au sein de la classe ouvrière de ces pays qui n'est pas envisagée ni dans l'analyse ni dans le programme européen.

Un secteur fondamental pour notre activité

Les ouvriers immigrés constituent un des principaux, et même peut-être le principal secteur d'intervention immédiate ou à court terme de nombre de nos sections européennes. Il sera peut-être la base de beaucoup d'« unités-débordements » des organisations réformistes qui les ignorent. Ce sera le secteur le plus durement atteint par le chômage et la misère comme par le durcissement du régime. Ce sera un processus parallèle au processus colonial, dans la tentative par l'impérialisme de sortir de sa crise en utilisant les inégalités. De plus, tout comme le colonialisme, ce secteur est source de sur-profits pour le capitalisme européen et, dans cette mesure, la base objective du réformisme. C'est l'aspect économique et social que le document européen, ainsi que celui de ses disciples français, n'a pas posé et ne tente pas de résoudre.

De plus, le problème colonial et national lié à ce secteur n'est pas posé non plus par le document européen. Les immigrés n'ont-ils pas le droit de maintenir leurs communautés nationales, leurs quartiers, leurs langues, leurs écoles et de nommer leurs représentants sur la base de ces communautés de quartiers ? Les colonisés peuvent-ils et doivent-ils faire partie de la révolution coloniale ? ou devons-nous exiger d'eux qu'ils s'intègrent à la culture, la langue et les coutumes du pays impérialiste ? N'est-il pas temps de mettre dans nos programmes leur droit de faire ce qu'ils veulent et que nous, trotskistes, sommes prêts à respecter leur volonté, que nous sommes pour l'autodétermination nationale, même s'ils ne représentaient qu'un pour cent de la population active ? Pourquoi n'en parle-t-on pas dans le document européen ?

Une expérience et une histoire glorieuses de la section française

Malgré son travail important et correct parmi les ouvriers immigrés, et bien que son journal donne de l'importance à ce problème, la section française ne considère pas comme importante la question des travailleurs immigrés dans son document national, ni dans son programme électoral. Même pendant les élections, elle n'a pas lancé le mot d'ordre « A bas la circulaire Fontanet ». Pour son dernier Congrès, elle a écrit sur tout, mais pas sur les immigrés et

les peuples colonisés !

Cependant, la section française de la IVème Internationale a une expérience et une histoire glorieuses sur ce sujet: ses documents sur l'Indochine et sur l'Algérie. La nouvelle génération trotskiste doit étudier ces documents car ils nous permirent de renverser la direction stalinienne des ouvriers indochinois et algériens en France.

Chapitre IV - Deux trajectoires

1) *La majorité falsifie notre histoire*

Au CEI de décembre 1972, les camarades de la majorité ont adopté une résolution sur l'Argentine où ils mettent sérieusement en cause notre organisation. En quelques lignes de deux thèses est refaite toute notre histoire. Alors qu'aucune documentation n'était apportée et qu'aucune ébauche de preuve de ce qui était affirmé n'était donné, cette « histoire » fut, de manière surprenante, adoptée.

Il s'est passé à peu près la même chose quand fut adopté le document européen. En votant pour la stratégie de l'entrisme « sui generis », sans preuves ni documentation, c'est la trajectoire de presque 20 ans des camarades Germain, Frank et Maïtan qui fut approuvée.

La « guérilla » au sein de l'Internationale

Ces deux votes sont un peu comme la méthode « guérillero » appliquée à la vie interne de notre Internationale: tous les deux ont été faits par surprise, personne n'était au courant qu'il fallait voter pour ou contre l'histoire de notre parti depuis son origine, ni pour ou contre une « stratégie » qui appartenait déjà au passé de notre Internationale. Avec cette méthode, les camarades de la majorité ont établi un très mauvais précédent: voter sur des résolutions historiques, sans aucune sorte de discussion préparatoire ni documentation. De plus, ils ont violé ainsi un des accords de la réunification qui était

précisément de ne traiter que des questions concernant notre orientation et pas de celles concernant l'histoire de notre mouvement.

Finalement, en votant sur une question qui n'a rien à voir avec notre politique présente ni avec la situation actuelle de la lutte de classes, les camarades de la majorité ont rompu avec une tradition du mouvement trotskiste. Mais, bien que nous le regrettons, les résolutions que nous commentons ont déjà été adoptées et nous sommes donc obligés, contre notre volonté, de nous y référer.

Les raisons de la majorité pour reconnaître la tendance Posadas comme section officielle

Dans la thèse 13 de la résolution sur l'Argentine sont faites des affirmations ou insinuations gratuites contre notre organisation. Nous les réfuterons sommairement afin de ne pas faire de cette question un livre de deux ou trois tomes. Voyons chacune de ces affirmations.

En 1951, la direction de l'Internationale et le Congrès mondial ont reconnu le groupe Posadas comme section officielle argentine. Se référant à cette reconnaissance, la thèse dit :

« L'élection en faveur de la tendance Posadas fut déterminée fondamentalement sur une base politique : la tendance Moreno se caractérisait à l'époque par une analyse totalement fausse du régime péroniste, et par une

attitude sectaire vis à vis du mouvement de masse que le péronisme dirigeait ». (L. Maïtan: "La crise politique et les perspectives de la lutte révolutionnaire en Argentine", BI n°2, p.17).

Il n'y a pas de preuves écrites, mais il n'en fut pas ainsi. Des camarades qui ont abandonné le mouvement et qui sont donc neutres confirmeront tôt ou tard qui dit la vérité. La résolution a raison sur un certain aspect, nous avons eu une position sectaire vis à vis du péronisme.

Mais cela jusqu'en 1948, pas 1951, date de la reconnaissance de Posadas. Tous les documents sur l'histoire de notre parti le signalent.

La véritable politique de la tendance Posadas

Mais à ce fait, il faut en ajouter d'autres très importants. En premier lieu, la tendance Posadas a milité dans la social-démocratie pro-américaine, sans ouvrier et en marge du mouvement des masses péronistes quand ce mouvement est apparu. En second lieu, notre sectarisme ne nous a pas entraînés jusqu'à méconnaître le mouvement des masses péronistes, au contraire, nous avons été la première organisation de gauche à commencer à travailler, avec succès, dans les syndicats péronistes (ce qui nous a valu d'être accusés de « pro-nazi » par toute la gauche argentine qui, le stalinisme en tête, définissait le péronisme comme un mouvement fasciste). En troisième lieu, la tendance Posadas, constatant notre succès dans le travail au sein des syndicats péronistes, fit un tournant à

180° vers le mouvement syndical péroniste, deux ans après nous. En quatrième lieu, ce tournant de la tendance Posadas fut, dès le début, une capitulation idéologique totale devant le péronisme, une position totalement opportuniste, exactement comme celle qu'ils maintiennent actuellement (aux élections de mars-avril, le groupe Posadas a soutenu le FREJULI et Peron).

Il existait bien une documentation complète de la politique du groupe de Posadas à la date de sa reconnaissance, mais elle ne fut jamais rendue publique par les camarades de la majorité, ni avant ni après le vote de la résolution, car s'ils l'avaient fait les résultats auraient été bien piteux.

La future section officielle a soutenu l'impérialisme contre la Corée du Nord

A la date de la reconnaissance du groupe Posadas, notre organisation dénonçait de toutes ses forces le gouvernement péroniste pour sa position ultraréactionnaire: il était le premier pays du monde à soutenir l'impérialisme yankee dans son agression contre la Corée du Nord. Le posadisme, pour sa part, soutenait totalement le gouvernement péroniste, disant qu'il avait libéré le pays de l'impérialisme, et faisant une intense campagne d'agitation pour la Corée du Sud et contre la Corée du Nord.

Quand nous avons porté cette question et la documentation correspondante au Congrès mondial, Pablo, rapporteur officiel du SI et en faveur de la reconnaissance de Posadas, expliqua que ce groupe n'était pas reconnu pour ses positions politiques et que même si celles-ci étaient

erronées, en ce qui concerne le gouvernement péroniste et la Corée, ce qui comptait était son caractère prolétarien. Ce prétendu caractère prolétarien les rendait disciplinés, alors que nous étions prétendument des petits bourgeois prétentieux, puisque nous défendions nos positions à mort et refusions de reconnaître nos "erreurs". Quelle était cette grande preuve de discipline donnée par Posadas ? : Après avoir reçu une communication du SI contre sa position sur la Corée, il l'a changée instantanément, comme par magie. Cette obéissance souple, acrobatique (appelée « discipline » par le SI) pour retourner sa position à 180° sur la plus importante lutte révolutionnaire du moment dans le monde entier, était la garantie pour que s'accomplisse le véritable objectif du SI: l'unification du trotskisme argentin !

Quelles furent les « virulentes polémiques » que nous avons provoqué dans le Comité International ? Qui avait raison ?

Passons à la seconde affirmation de la majorité :

« Pendant la période de la scission, le groupe de Moreno se lia au Comité International, mais à plusieurs occasions il prit des positions qui n'étaient pas partagées par les autres composantes du Comité et provoquèrent de virulentes polémiques surtout en Amérique latine. » (idem, p, 17).

Il est absolument certain que quelques-unes de nos positions ne furent pas partagées par le reste du CI et provoquèrent de « virulentes polémiques ». Mais cela n'est pas un péché. Pourquoi les camarades de la majorité ne disent pas quelles étaient ces positions et qui avait raison ? Pourquoi cachent-ils ce problème derrière le terme occulte de « virulentes polémiques » ? Nous allons préciser quelles furent ces polémiques dont il existe une abondante

documentation.

1) Discussion avec le camarade Luis Vitale pour savoir s'il fallait impulser ou non en Bolivie le mot d'ordre de « Tout le pouvoir à la COB » et aux milices ouvrières et paysannes, et pour savoir si l'armement du prolétariat et de la paysannerie dans des milices subordonnées à la COB était ou non un double pouvoir. Le camarade Vitale pensait que non et nous si. Après une polémique assez forte le camarade Luis Vitale reconnut qu'il avait tort.

2) Discussion avec la tendance dirigée par le camarade Luis Vitale sur le groupe Moller en Bolivie. La tendance Vitale pensait que c'était le groupe le plus progressiste, nous pensions qu'il était révisionniste et la pire variante de notre mouvement. Les camarades de la tendance opposée à la nôtre firent leur autocritique.

3) Discussion infernale avec le même camarade et sa tendance sur le rôle de l'impérialisme yankee: Luis Vitale soutenait qu'il n'était pas agressif et ne colonisait pas l'Amérique latine, nous affirmions que si. Le camarade Vitale fit son autocritique en acceptant nos positions.

4) Discussion très dure avec les lambertistes pour leur lenteur à changer de position sur le soutien au MNA ou au FLN en Algérie.

5) Nouvelle discussion, la plus forte, avec le camarade Vitale sur le castrisme et le rôle de Cuba. Le camarade Vitale pensait que la révolution cubaine n'avait aucune importance, qu'elle ne changeait en rien le rapport de forces et n'ouvrait pas de nouvelle étape dans la lutte de classes en Amérique latine. Nous pensions le contraire.

6) Parallèlement, une autre discussion eut lieu autour de la lutte armée, et de la guerre de guérillas, Luis Vitale soutenait que ce problème n'entraînait pas dans le trotskisme orthodoxe, nous disions que si, qu'il fallait intégrer la guerre de guérillas au Programme de transition, dans le cadre général de la lutte armée.

7) Discussion sur notre entrisme dans les 62 organisations syndicales péronistes. Le camarade Vitale soutenait que notre tactique, et principalement de ne pas avoir d'organe indépendant, était opportuniste. Nous soutenions que c'était un entrisme indirect et tactique pour peu de temps dans le mouvement ouvrier péroniste. Nous entrions dans les 62 organisations, une organisation politico-syndicale parce qu'elle regroupait les meilleurs éléments de la classe ouvrière et que c'est par elles qu'étaient dirigées toutes les luttes contre le régime de la « Révolution libératrice » (issu du coup d'Etat pro-impérialiste qui avait renversé Peron). Nous ne devions nous y soumettre à aucune discipline politique nous interdisant d'exprimer publiquement nos positions, la seule exigence était d'accepter formellement la discipline du Conseil supérieur péroniste et de quitter nos vestes dans les réunions syndicales (de là vient le nom de « dépoitraillés » donné aux militants péronistes).

Ce sont là toutes les grandes divergences, parfaitement documentées, qui apparurent au CI. Sur 7 discussions, nos adversaires firent leur autocritique sur 3, les faits nous donnèrent raison sur 3 autres (Algérie et les 2 sur Cuba), et nous soutenons que la dernière fut correcte en ce qui concerne notre entrisme dans les 62 organisations péronistes. Mais même si pour cette dernière nous nous étions trompés, comme le disent les camarades de la majorité, avons-nous mal fait en menant ces discussions et en défendant nos positions ? Sommes-nous coupables de ces « virulentes polémiques » qu'elles déchaînèrent ? Les

camarades de la majorité connaissent-ils une autre « virulente polémique » que nous n'ayons pas mentionnée ? Si oui, qu'ils nous disent laquelle, ou lesquelles, et apportent la documentation correspondante.

Le contexte de nos erreurs théorico-politiques : nous avons été écartés de l'Internationale pour avoir refusé d'obéir à un dément

En plus des charges que nous avons vues, il en fut porté d'autres contre nous, de type théorico-politique. Certaines sont formulées dans la lettre de Domingo : « attitude face au mouvement péroniste, rôle éventuel de la classe moyenne, politique d'alliances, caractères du Programme de Transition de 1938, caractérisation de la direction du PC chinois et de la révolution culturelle ». La seule chose que nous pouvons dire c'est que, effectivement, nous avons commis beaucoup d'erreurs théorico-politiques au cours du développement de notre parti et que nous avons fait notre autocritique sur toutes ces erreurs. Mais nous critiquer pour ces erreurs, sans les placer dans le contexte politique dans lequel nous nous développons, est totalement déloyal de la part des camarades de la majorité. Et surtout parce qu'ils furent les responsables de ce contexte politique.

Nous avons dû nous former totalement seuls. Pendant des années et des années, les portes de notre Internationale nous ont été hermétiquement fermées pour un seul et unique « péché » fondamental : nous refusions de capituler devant le dément que les camarades de la majorité avaient désigné comme vice-roi de l'Internationale en Amérique latine, Posadas. Ne pas dire que Posadas a fait partie intégrante de la direction de notre Internationale, avec le soutien sans restriction des camarades Germain, Pablo, Frank et Maïtan; ne pas dire que ce fou a fait ce qu'il voulait pendant des années et des années ; ne pas dire que Posadas a rendu fou tout le trotskisme latino-américain en prenant des positions démentielles et en pratiquant des manœuvres de maniaque ; ne pas dire que ces manœuvres et ces positions eurent le soutien inconditionnel des camarades Pablo, Germain et Frank ; ne pas dire que pour avoir refusé d'obéir à un tel délire, on nous écarta de l'Internationale ; ne pas dire tout cela, c'est ne pas situer notre trajectoire - avec ses erreurs théorico-politiques - dans le contexte politique où elle s'est déroulée.

Par ailleurs, ces erreurs théorico-politiques, dont nous avons fait la critique, ne sont pas du tout aussi graves que l'affirme la résolution. Mais comme tout problème théorique, cela mérite une discussion sérieuse et doit être considéré avec l'ensemble de nos apports ; cela ne peut en aucune manière faire l'objet d'une simple énumération en quelques lignes d'une résolution comme l'ont fait les camarades de la majorité.

Qui a lutté contre les déviations opportunistes de notre organisation ?

Il y a finalement une accusation permanente contre nous: notre capitulation devant le péronisme. Il est totalement certain que, à partir de notre entrisme, et principalement après la publication de « Palabra Obrera », notre organisation a subi de graves déviations opportunistes.

Toutes ces déviations eurent une origine commune : la capitulation devant le péronisme et la bureaucratie syndicale. Bien plus, les tendances capitulatrices furent à la direction de notre organisation pendant longtemps. Mais ceux qui nous en accusent oublient de dire qu'il y eut de grandes luttes de tendances et de fractions contre les tendances capitulatrices devant le péronisme. Ils ne disent pas que les camarades Ernesto Gonzalez et Nahuel Moreno formèrent toutes sortes de fractions et de

tendances et écrivirent de nombreux documents internes contre ces tendances qui capitulaient devant le péronisme. Ils ne précisent pas que cette lutte fractionnelle signifia leur mise à l'écart de la direction du parti, les laissant faire tapisserie. Nous avons toute la documentation dont les camarades de l'Internationale peuvent avoir besoin pour le démontrer. Les camarades de la majorité approuvent-ils notre lutte contre les déviations opportunistes et capitulatrices devant le péronisme menées par la vieille direction majoritaire de « Palabra Obrera » ? Ou nous rendent-ils responsables des erreurs et des déviations de cette direction ? Les trotskistes approuvent-ils la lutte de Lénine contre les erreurs opportunistes des vieux bolcheviks, ou le rendent-ils responsable de ces erreurs ?

Une question à laquelle les camarades de la majorité ne peuvent pas répondre

La réponse à cette question par les camarades de la majorité est très importante, car les tendances guérillériste antérieures ainsi que la dernière (le PRT(C)) se sont nourries précisément de ces vieux secteurs opportunistes. Et c'est encore plus important car notre parti actuel est la conséquence des profondes luttes fractionnelles que nous avons menées contre elles. C'est pour cela que nous estimons impossible, même en hurlant pour l'exiger, que les camarades de la majorité répondent clairement à cette question. S'ils répondent qu'ils n'approuvent pas notre lutte contre les tendances qui capitulaient devant le péronisme, ils doivent soutenir la politique capitulatrice de ces tendances (qu'ils nous attribuent). S'ils répondent qu'ils approuvent notre lutte contre elles, cela les amène à se

revendiquer de notre trajectoire en général et de notre parti actuel. C'est pour cela que les camarades de la majorité cachent (car ils les connaissent parfaitement) ces luttes tendanciennes et la position que nous avons prise au cours de ces luttes.

Ce document tente de démontrer que toutes les charges politiques concrètes que l'on porte contre nous dans cette dernière période sont fausses. Nous n'entrerons pas dans la discussion à fond de toutes nos erreurs théorico-politiques car, comme nous l'avons dit, une discussion théorique doit être faite d'une manière sérieuse et documentée, et ne peut faire en aucun cas l'objet d'une résolution. Mais il nous reste quelque chose d'important à dire.

Un mérite dont nous sommes fiers: malgré la majorité, nous sommes restés trotskistes

Malgré toutes les erreurs théorico-politiques, notre parti est aujourd'hui en Argentine le seul parti formé par des cadres trotskistes. Les deux reconnaissances officielles faites par les camarades Germain, Frank, Maïtan et Pablo se sont révélées funestes dès la première occasion pour notre mouvement à l'échelle mondiale. Posadas et le PRT (C) sont aujourd'hui les ennemis mortels de la IVème Internationale. Et la véritable histoire c'est que la seule organisation trotskyste conséquente de ces trente dernières années dans notre pays est la nôtre.

C'est notre plus grand mérite et nous en sommes profondément fiers.

Mais les camarades de la majorité ressemblent à des censeurs et non à des camarades qui sont aujourd'hui dans la même organisation. Ils auraient dû dire : « Le parti argentin a commis au cours de sa trajectoire de nombreuses erreurs théorico-politiques, nous avons eu souvent des divergences avec lui et il reste encore beaucoup de questions politiques concrètes sur lesquelles nous divergeons, mais nous revendiquons totalement sa trajectoire. Nous la revendiquons car, bien que nous nous soyons trompés en reconnaissant Posadas et en isolant ces camarades de l'Internationale (créant ainsi un terrain propice aux erreurs) jusqu'à ce que Posadas devienne

l'ennemi de la IV^e Internationale ; bien que nous nous soyons encore trompés en reconnaissant le PRT(C) jusqu'à ce qu'il devienne l'ennemi de la IV^e Internationale ; malgré tout cela les camarades du parti argentin sont restés trotskystes et ont défendu à mort notre parti mondial, et aujourd'hui, en plein milieu d'une dure polémique, ils continuent à le défendre. Nous, majorité de

l'Internationale, nous avons tout fait pour que les camarades argentins nous tournent le dos ainsi qu'à notre mouvement. Malgré cela, ils sont plus trotskystes que jamais et sont plus fermement que jamais avec la IV^e Internationale, alors que ceux que nous soutenions hier sont devenus nos ennemis. Rien que pour cela, nous revendiquons la trajectoire des camarades argentins ».

Un coup d'œil sur la trajectoire de nos censeurs

Mais les camarades de la majorité ne disent rien de tout cela. Au contraire, ils se sont érigés en véritables censeurs de notre organisation et sont prêts à nous excommunier. De quel droit politique assument-ils ce rôle ? Est-il certain que les camarades de la majorité ont eu une trajectoire politique impeccable et n'ayant eu que des réussites à la direction de notre Internationale ? Ils doivent le croire car, contrastant avec notre scrupulosité presque maniaque à découvrir nos propres erreurs et à nous critiquer publiquement, nous ne connaissons aucune autocritique importante faite par les camarades de la majorité.

Cependant, il est curieux que la résolution politique de décembre 72 que nous commentons ici ne touche pas notre politique face aux grands faits de la lutte de classes internationale. C'est vraiment dommage car, pour les marxistes, le critère qui définit le mieux le caractère de l'orientation d'une organisation ou d'une tendance est justement sa politique internationale. C'est dommage également parce que les problèmes que connaissent le

mieux les nouveaux camarades qui sont entrés dans l'Internationale (la grande majorité de ses cadres) sont précisément les problèmes internationaux, étant donné que la discussion sur les problèmes nationaux exige une longue explication de la multitude de facteurs, peu connus par les camarades de la base de l'Internationale, qui déterminent à chaque moment une réponse politique adéquate.

Nous affirmons qu'il n'y a pas de meilleure façon pour démontrer l'opportunisme d'une organisation que de signaler ses capitulations devant les grands événements internationaux. Et nous affirmons également que, pour la majeure partie de ces grands événements, les camarades de la majorité de l'Internationale se sont trompés dans l'analyse, la caractérisation, les prévisions et les orientations. Nous affirmons que dans la grande majorité des cas, l'orientation que nous avons proposée fut correcte tandis que nos censeurs, les camarades Germain, Frank, Maïtan et compagnie tombaient dans l'opportunisme. C'est ce que nous allons démontrer.

2) La trajectoire de la majorité : des pronostics apocalyptiques et des conclusions politiques erronées

Le document européen de la majorité prédit que viendra une période de « 4 ou 5 ans avant que ne se produisent des batailles décisives ». Et dans tous les documents de la majorité - mais surtout dans ceux du camarade Germain - on prévoit l'avenir avec des comparaisons relatives au fascisme ou au nazisme. Pour les camarades de la majorité, si nous ne comprenons pas leur stratégie, nous courons le risque de voir le fascisme triompher en

Amérique latine et dans le monde. Par contre, si nous y adhérons, nous ne tomberions pas dans ses griffes sans au moins lutter. Cette véritable manie pour les pronostics erronés est une constante de la trajectoire politique du camarade Germain et des dirigeants les plus connus de la majorité. Pour corroborer cette affirmation, nous sommes obligés de faire un peu d'histoire.

Quelques faits importants de ces 25 dernières années

Si nous avons à signaler les faits les plus importants de l'économie et de la politique de ces 25 dernières années, nous sommes sûrs que parmi eux figureraient ceux-ci :

- 1) Le "boom" économique impérialiste d'après-guerre et la colossale renaissance de l'économie capitaliste allemande ;
- 2) La transformation de l'Europe de l'Est en Etats ouvriers « déformés » ;
- 3) La révolution chinoise ;

4) La politique permanente de coexistence pacifique de l'URSS avec l'impérialisme. L'impossibilité pour l'impérialisme de faire une guerre mondiale dans les années 50 ;

5) La trajectoire et le caractère stalinien des PC chinois et yougoslave. La nécessité, par conséquent, de la révolution politique et de la construction de partis trotskystes dans ces deux pays ;

- 6) L'aiguïsement de la lutte de classes dans le monde colonial jusqu'à des soulèvements dans de nombreux pays (Algérie, Congo, etc.) ;
- 7) La révolution cubaine et ses répercussions à l'échelle mondiale ;
- 8) L'agression de l'impérialisme américain contre la Corée et dernièrement contre le Viêt-nam ;
- 9) La naissance d'un mouvement anti-guerre international contre l'intervention de l'impérialisme américain au Viêt-nam, avec un soutien important dans la population des Etats-unis ;
- 10) La radicalisation de la jeunesse dans le monde entier ;
- 11) La montée du mouvement des masses en Europe à partir du milieu des années 60, avec son épiscentre en France, en Irlande du Nord, en Grèce et en Espagne ;
- 12) La lutte armée, avec des caractéristiques de guerre civile dans deux pays latino-américains (après Saint

Domingue), Bolivie et Chili ;

- 13) La fin sanglante de l'expérience réformiste d'Allende au Chili.

Tous ces faits sont mieux connus par les camarades de l'Internationale que les problèmes tactiques nationaux. Les camarades de la majorité commettent une « erreur » en ne tentant pas de démontrer notre opportunisme et nos erreurs de méthode au moyen de ces exemples. Et c'est dommage car sur nombre de ces points cruciaux nous avons eu de profondes divergences. Sur d'autres, notre mouvement dans son ensemble a eu apparemment une appréciation commune. Dernièrement, certains documents de la majorité nous en font douter, mais laissons de côté ceux-ci et voyons les analyses sur lesquelles nous avons critiqué ou divergé de la majorité.

A) Le "boom" économique d'après-guerre et la colossale renaissance de l'économie capitaliste allemande

Pour les années 46-48, la majorité de notre mouvement, Pablo et Germain en tête, soutenait que l'impérialisme américain allait vers sa plus grande crise économique et que l'économie européenne resterait dans la stagnation et le marasme :

« La renaissance de l'activité économique des pays capitalistes affectés par la guerre, en particulier les pays d'Europe continentale, sera caractérisée par un rythme particulièrement lent, qui la maintiendra pour longtemps à un niveau proche de la stagnation et du marasme. ». « L'économie nord-américaine étant la seule qui puisse satisfaire les besoins immédiats du marché mondial, elle pourra connaître un développement relatif qui stimulera le plein fonctionnement de son appareil productif. ». « Cependant, les capacités limitées du marché intérieur et mondial s'opposeront dans un bref délai à cet accroissement de la production. ». « Les Etats-unis s'achemineront vers une nouvelle crise économique, plus profonde et plus étendue que celle de 29-33, dont les répercussions ruineront l'ensemble de l'économie capitaliste mondiale ».

Pour la même époque, Germain et ses amis prévoyaient que l'Allemagne resterait un pas en arrière, et ils s'opposaient énergiquement « aux plans destinés à transformer le centre industriel de l'Europe en un semi-désert agricole... » (QI, avril-mai 46).

Deux ans plus tard, en plein début d'application du plan Marshall, ils insistaient sur :

« On doit considérer que la politique souhaitée et appliquée de manière conséquente (du plan "Morgenthau" aux accords de Potsdam) par les vainqueurs a été celle de la destruction partielle de ce potentiel, de la transformation du peuple allemand en un "peuple de

bergers" et de l'élimination définitive de sa puissance industrielle ». ("La ruine de l'économie allemande", Ernest Germain, QI, janvier 48, p.31).

Dans ce même article, pour que personne ne pense qu'il se limitait à nous décrire les plans de l'impérialisme pour l'Allemagne, le camarade Germain nous lançait un autre de ses célèbres pronostics :

« La tendance du mouvement économique est, en conséquence, nettement celle d'une dissolution du marché capitaliste "classique" et d'une paupérisation progressive et, paralysée par le démembrement de son propre corps, l'économie allemande ne pourra pas se réanimer sensiblement, malgré les injections d'oxygène que lui pratique l'impérialisme nord américain ». (Id. p.35)

Pour 1948, presque un an après le début du plan Marshall, le camarade Germain proposa un projet de résolution sur l'Allemagne au IIème Congrès mondial. Il y disait que l'Allemagne allait être réduite à devenir un pays arriéré à caractère agricole.

Contre ces conceptions fatalistes sur l'économie impérialiste se forma dans notre Internationale, entre 46 et 48, une tendance constituée par la majorité anglaise et notre parti. Entre autres documents, nous pouvons citer le premier qui donna naissance à la tendance :

« Tous les facteurs, à l'échelle mondiale et européenne, indiquent que l'activité économique en Europe occidentale pour la prochaine période ne peut pas être caractérisée par la "stagnation et le marasme" mais comme une période de récupération et de développement. » (QI, décembre 46, p.46)

La résolution que nous proposons en tant que tendance au

IIème Congrès fut repoussée au profit de la ligne du camarade Germain ci-dessus. Ce ne fut pas le cas de son projet sur l'Allemagne qui fut rejeté par le Congrès grâce à une motion contre de Pablo, Roura et Moreno. Nous citons tous ces faits car, à l'exception de la discussion entre défenseurs et anti-défenseurs, la lutte tendancielle la plus importante d'avant-guerre jusqu'au II^e Congrès mondial fut cette polémique sur les perspectives économiques.

(Il est bon de préciser que, malgré notre accord avec la

majorité anglaise sur ce problème, nous ne formions aucune tendance politique avec eux. Bien plus, nous avons voté pour la politique d'entrisme dans le travaillisme de la minorité anglaise - formée des partisans de Pablo-Germain -. Nous avons voté cela pour des raisons distinctes de celles de ces camarades: parce que nous pensions que c'était l'orientation correcte pour l'étape de paix sociale qui s'ouvrait dans le mouvement ouvrier anglais, comme conséquence de la trahison travailliste et de la reconstruction économique.).

B) La transformation de l'Europe de l'Est en Etats ouvriers « déformés »

En 46, Germain et ses amis soutenaient que la bureaucratie soviétique, par « nature de classe » défendait la « propriété privée » et le « capitalisme d'Etat » dans l'Europe de l'Est. En avril 46, ils définirent ainsi la politique de la bureaucratie soviétique :

« (...) « inhérente à sa nature de classe », comme la tentative de combiner d'une certaine manière le régime de la propriété privée avec un régime de capitalisme d'Etat, une fois assuré son propre contrôle sur l'Etat » (QI, décembre 46, p.39).

C'est ainsi que la direction de notre Internationale (Pablo, Germain et Frank) défendit la thèse selon laquelle, sans mobilisation révolutionnaire des masses, il ne pouvait y avoir de changement de structure dans les pays de l'Europe

de l'Est.

En 48 se produisit, sans que nous l'ayons prévu ni compris, ce changement de structure dans le glacié, réalisé par la bureaucratie soviétique. Cela provoqua un choc profond dans nos rangs : Pablo, Hansen, avec nous, commencèrent une lutte théorique pour démontrer qu'étaient nés de nouveaux Etats ouvriers « déformés », principalement en Yougoslavie - où ce fut le produit du mouvement des masses -. Le dirigeant de l'autre tendance fut le camarade Germain qui s'accrocha aux caractérisations que nous avons résumées plus haut, soutenant que les Etats de l'Est de l'Europe n'étaient pas ouvriers mais restaient capitalistes. Ce n'est qu'après une ardente polémique que le camarade Germain s'autocritiqua et changea de position.

C) La politique permanente de coexistence pacifique de l'URSS avec l'impérialisme. L'impossibilité pour l'impérialisme de déclencher une guerre mondiale.

Les camarades de la majorité soutenaient que la guerre mondiale allait se produire inévitablement avant 1954.

« C'est précisément pour cette raison - disait le camarade Germain en 51 - que l'impérialisme s'est lancé dans la préparation militaire de la guerre, pour la faire le plus vite possible, dès que son appareil militaire aura atteint un certain niveau (au plus tard d'ici deux à trois ans). Aucune victoire révolutionnaire internationale, sauf celle de la révolution nord-américaine, ne peut empêcher cette marche vers la guerre de Wall Street... C'est précisément parce qu'existe cette polarisation particulière de force ou faiblesse extrême du capitalisme international, puissance suprême du capitalisme nord-américain, que la guerre est devenue inévitable, car la bourgeoisie nord-américaine a compris que, d'attendre plus longtemps après l'achèvement de son programme actuel d'armement, elle court le danger d'introduire la crise révolutionnaire dans son propre

bastion ». ("Faux-fuyant et confusion ou de l'art de couvrir la retraite", Bulletin de La Vérité, juillet 51, p.5 et 7).

Nous soutenions contre Germain que :

« Il n'est pas vrai que l'impérialisme ait une seule possibilité : la guerre mondiale dans un ou deux ans, comme le croient des marxistes pressés. Mais qu'il le fasse ou non dépend de nombreux facteurs, dont l'un des plus importants est que la direction des Etats non capitalistes, surtout le Kremlin, est fermement disposée à un accord avec l'impérialisme. Cette possibilité est toujours ouverte, étant donné le caractère contre-révolutionnaire et opportuniste de la bureaucratie qui domine l'URSS et de celle qui domine la Chine. Nous pensons que placée devant le dilemme: ou perdre ses privilèges en aidant ou en faisant des concessions au mouvement des masses, ou sauver ses privilèges en pactisant avec l'impérialisme,

cette bureaucratie ne peut que choisir le pacte avec l'impérialisme». (Frente proletario, 5 décembre 53). « Dans ces conditions générales, il devient impossible à

l'impérialisme yankee de mener ou déclarer aujourd'hui la guerre mondiale. » (FP, 12 décembre 53).

D) La trajectoire stalinienne des PC chinois et yougoslave. La nécessité de la révolution politique et de partis trotskystes

En 54, le camarade Germain pensait que les partis communistes chinois et yougoslave avaient cessé d'être staliniens pour devenir centristes et qu'ils « se rapprochaient du marxisme révolutionnaire ». Écoutons les propres paroles de l'auteur faisant cette caractérisation :

« Spontanéité des masses, direction empirique, premiers progrès de la conscience vers le marxisme révolutionnaire : c'est ce qui caractérise la première phase de la vague révolutionnaire mondiale. Ces trois caractéristiques peuvent être résumées en une seule formule : la première phase de la révolution mondiale est la phase du centrisme. Le terme est imprécis et vague, il réunit de fait tous les phénomènes politiques ouvriers au-delà du réformisme et du stalinisme traditionnel et en deçà du marxisme révolutionnaire. Dans ce cas, Tito et Mao Tsé Toung, Bevan et les dirigeants des courants du parti socialiste japonais de gauche, les dirigeants du 17 juin 53 et ceux de la grève de Vorkouta, les premiers dirigeants des courants d'opposition de gauche dans les partis communistes de masse (Marty, Crispim, etc.) trouvent leur place dans cette réunion hétéroclite du centrisme ». « Il s'agit en réalité d'un centrisme complètement différent du centrisme des années 30, du centrisme de tendances qui s'écartaient du marxisme révolutionnaire pendant le recul de la révolution. Il s'agit au contraire d'un centrisme de tendances qui se rapprochent du marxisme révolutionnaire sous la pression du progrès de la révolution ». (QI, juillet-août 54, p.41).

Cette analyse des partis s'étendit aux Etats respectifs et à notre politique, la conclusion étant évidente: en Yougoslavie et en Chine, la révolution politique et la construction de partis trotskystes n'étaient pas posées.

« Comme le parti communiste chinois et, dans une certaine mesure, le parti communiste yougoslave sont en réalité des partis centristes bureaucratiques, mais qui se trouvent toujours sous la pression de la révolution dans leur pays, nous n'appelons pas le prolétariat de ces pays à construire de nouveaux partis révolutionnaires ou à préparer la révolution politique dans ces pays ». (QI, n° spécial, Décembre 54, p.54).

Nous allons donner à ce point un peu plus d'importance qu'aux autres car, tandis que sur la terrain national les camarades de la majorité se spécialisaient dans les attaques contre notre entrisme dans les 62 organisations, sur le terrain international ils centraient leurs attaques sur notre caractérisation et notre politique vis à vis du

maoïsme. Nous ne comprenons pas bien les raisons de ces attaques car, à la différence de la majorité qui voyait le maoïsme évoluer vers le marxisme, nous avons toujours soutenu d'une manière systématique qu'il était un courant petit-bourgeois et bureaucratique qui ne pouvait pas s'assimiler au marxisme révolutionnaire.

Pour ne pas ennuyer par trop de citations, nous nous arrêterons seulement sur celles qui sont liées à la période de notre unification avec le FRIP dirigé par Santucho, la période la plus attaquée par les camarades de la majorité. Pour nous unifier avec Santucho, nous posions comme condition sine qua non l'acceptation de la part de ces camarades de nos thèses internationales de 1963. Ces derniers acceptèrent ces thèses :

« Le maoïsme est qualitativement différent du trotskisme car il ne reconnaît pas dans son programme et son activité l'essence du trotskisme : la lutte pour la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale, une stratégie, un programme et une organisation mondiale ». (Thèses internationales, P.O. 1963).

Notre position, tirée comme toujours hors de son contexte, peut avoir apporté la confusion pour les camarades de la majorité sur notre caractérisation du maoïsme : nous appelons le parti communiste chinois, tout comme les PC yougoslave et cubain, « révolutionnaire », car nous pensons que la Chine, Cuba et la Yougoslavie, entrent dans la définition de Trotsky selon laquelle, dans certains pays et dans des cas exceptionnels, il peut arriver que la situation objective sans issue pousse les partis petits-bourgeois à prendre le pouvoir, rompre avec les exploiters et instaurer des gouvernements ouvriers et paysans. Pour définir ces partis petits-bourgeois qui ont fait la révolution, nous prenons le qualificatif de « révolutionnaires » utilisé par le IIème et le IVème Congrès de l'IC pour définir les mouvements nationalistes bourgeois ou petit-bourgeois qui luttèrent contre l'impérialisme. Ceux qui collaboraient avec l'impérialisme, l'IC les dénommait « mouvements nationalistes réformistes ». Mais même dans le cas où nous aurions mal utilisé ce qualificatif, nous n'avons jamais dit comme les camarades de la majorité que ces partis pouvaient se rapprocher du marxisme révolutionnaire, mais exactement le contraire.

La seconde question est de savoir si la révolution politique était posée en Chine et en Yougoslavie. Nous avons déjà vu que pour les camarades de la majorité elle n'était pas

posée. Nous pensons que si. Nous faisons une distinction entre le caractère de ces gouvernements et celui de la Russie, ainsi que dans les étapes de la révolution politique qui étaient posées dans chacun de ces pays :

« L'Etat chinois n'est pas comme celui de la Russie, le produit d'une économie et d'un Etat socialiste conquis par les masses dont le pouvoir et le contrôle économique leur a été arraché par la bureaucratie contre-révolutionnaire. Ce n'est pas une unité hautement contradictoire de la révolution et de la contre-révolution comme en Russie mais le produit d'un processus révolutionnaire unique, incomplet, qui n'a pas donné naissance à des organismes de pouvoir ouvrier et à des partis et dirigeants marxistes révolutionnaires. La Chine comme l'Indochine, la Corée et Cuba, et peut-être la Yougoslavie et la Pologne, sont des processus révolutionnaires encore en transition, dynamiques, au sein d'un processus révolutionnaire mondial permanent. C'est de là que vient notre définition d'Etats ouvriers en transition avec des gouvernements dictatoriaux révolutionnaires ouvriers et paysans, soit petits-bourgeois. » (Thèses déjà citées).

Concrètement, nous mettons un signe égal entre Cuba et la Chine. En insistant sur les différences entre ce dernier pays et l'URSS, nous disons :

« Nous pensons que la caractérisation diamétralement opposée des deux gouvernements et Etats doit nous amener à un ajustement très soigneux de la théorie et du programme de la révolution politique pour ces deux pays. Avant tout, nous devons signaler que la dynamique et les étapes de la révolution politique devront inévitablement refléter la profonde différence de structure de ces deux pays et gouvernements. »

Ensuite, nous essayons de préciser la situation en Chine et en Indochine :

« Jamais n'a été précisé le caractère que prendra le processus de la révolution politique en Chine et en Indochine... Concrètement, ces pays connaissent une étape politique de transition entre les révolutions de février, déjà accomplies, et les révolutions d'octobre débouchant sur la dictature du prolétariat. Cette étape est posée avec une dynamique très lente à cause de l'inexistence des organismes subjectifs et objectifs de la dictature du prolétariat : les organismes de pouvoir, les partis et les dirigeants marxistes révolutionnaires. » (Thèses citées).

Enfin nous résumons toute notre position de la manière suivante :

« La révolution politique posée en Russie est qualitativement différente de celle posée en Chine. Dans la première, nous avançons la liquidation urgente, immédiate

et massive du régime gouvernemental actuel. Dans l'autre, le développement de la révolution en cours, au travers duquel se différencie et se développe le pouvoir ouvrier qui nous permettra de poser à une nouvelle étape la dictature du prolétariat, à travers la lutte et la poursuite du développement objectif et subjectif des éléments qui la rendent possible ».

Sur cette question également, nous ne voyons toujours pas la raison des attaques faites par les camarades de la majorité : nous pensons qu'il fallait faire la révolution politique dans les Etats ouvriers « déformés » comme la Chine et eux non. Il est vrai que nous avons confondu la lutte pour la démocratie ouvrière, c'est-à-dire la révolution politique, avec l'expression dictature du prolétariat. Mais nous avons bien affirmé que la révolution politique en Chine allait se faire d'une manière différente et avec des mots d'ordre différents qu'en Russie.

Pour terminer, la troisième question sur laquelle on nous attaque est celle d'avoir soutenu que les maoïstes sont de grands théoriciens et praticiens de la guerre de guérillas rurale et que quelques-uns de leurs enseignements militaires doivent être intégrés au Programme de transition (de la même manière que Lénine intégra les enseignements d'un courant petit-bourgeois, les populistes, à sa conception du parti).

Sur ces trois questions théoriques, le caractère des PC chinois, yougoslave et cubain ; le problème de la révolution politique et de ses étapes dans les Etats ouvriers « déformés » et le problème de la guerre de guérillas par rapport au programme trotskyste, notre Internationale n'a toujours pas une réponse théorique totalement satisfaisante. Nombre de nos affirmations sont discutables. Est-il correct de qualifier de « révolutionnaires » les partis petits-bourgeois qui font la révolution ? Est-il certain qu'il y ait eu une étape démocratique de février en Chine, en Yougoslavie et à Cuba ? Peut-on faire la même définition de Cuba, de la Chine et de la Yougoslavie ? Devons-nous intégrer la guerre de guérillas rurale au Programme de transition ? Comment le faire ?

Toutes ces questions théoriques restent posées et nos anciens apports sont là pour être discutés dans l'élaboration d'une réponse théorique, scientifique et définitive. Mais, pour revenir à l'histoire, il y a deux faits certains : les camarades de la majorité affirmaient que les PC chinois et yougoslaves se rapprocheraient du marxisme révolutionnaire et nous affirmions que c'étaient des courants petits-bourgeois bureaucratiques qui ne pouvaient pas le faire pour une simple raison de classe ; les camarades de la majorité affirmaient que la révolution politique n'était pas posée en Chine ni en Yougoslavie, et nous maintenions que si.

E) La montée du mouvement des masses en Europe au milieu des années 60 avec pour épicentre la France, l'Italie, l'Irlande du Nord, la Grèce et l'Espagne

Germain et ses amis soutenaient qu'il n'y aurait pas de problèmes importants en France et en Italie en 68 et 69. Voyons comment ils se préparaient à intervenir dans le célèbre Mai français :

« En Europe capitaliste, les problèmes les plus importants se situent d'une part dans le pays capitaliste le plus vieux, l'Angleterre, et d'autre part en Espagne et en Grèce, car l'aggravation de la situation économique en Europe, où le nombre de chômeurs atteint actuellement 3 millions, a réduit la marge de manœuvre du capitalisme dans les pays les plus pauvres ». (Résolution du CEI, février 68).

Loin de ce terrain d'actions, la minorité n'avait pas prévu ce qui pouvait arriver. Ce fut sans doute une de nos carences. Mais que peuvent argumenter les camarades de la majorité ? Quel nom donne-t-on à ceux qui n'ont pas su prévoir les faits qui ont modifié d'une manière spectaculaire la réalité dans laquelle ils étaient eux-mêmes plongés, à quelques semaines près ? Que dire de théoriciens qui vivent en faisant des pronostics pour 4 ou 5 ans et qui ne savent pas le faire pour 2 ou 3 mois ? Et dire qu'ils nous ont critiqué pour ne pas avoir prévu la situation argentine avec un ou deux ans d'avance !

F) La lutte armée à caractère de guerre civile dans deux pays d'Amérique latine (depuis Saint Domingue) : la Bolivie et le Chili

Germain et ses amis disaient en 71 qu'il y aurait une lutte armée dans toute l'Amérique latine, sauf en Bolivie et au Chili. La majorité a insisté maintes fois que pour tout notre continent était posée la lutte armée. Pratiquement, il n'y avait pas de pays où ne devait pas être appliquée la stratégie de la lutte armée si chère au camarade Germain. Toutefois, en 71, elle n'était pas selon eux à l'ordre du jour dans deux pays. Moins de deux mois avant la chute de Torrez, le camarade Frank affirmait :

« En ce moment, et nous ne savons pas pour combien de temps, la lutte armée n'est pas à l'ordre du jour au Chili et

en Bolivie. » (Letter to the 1971 SWP Convention, 26-7-1971, IIB).

Quand commença le gouvernement Torrez, le camarade Hugo Blanco, exprimant l'opinion de la minorité, disait l'opposé :

« Il faut un travail léniniste non seulement au Pérou, dont nous nous Occupons personnellement, mais aussi en Bolivie et au Chili qui sont ou peuvent être au bord de la lutte armée. » (Letter to L. Maïtan, Discussion on latin América, 68-72, p.7).

G) La fin sanglante de l'expérience réformiste d'Allende au Chili

Germain et ses amis soutenaient en 71 qu'Allende et l'impérialisme avanceraient d'un commun accord vers la variante démocratique. L'article du camarade Mandel « Impérialisme et bourgeoisies nationales en Amérique latine » illustre le mieux la caractérisation faite par les camarades de la majorité des gouvernements nationalistes latino-américains et leurs relations avec l'impérialisme :

« C'est dans cette modification des intérêts économiques qu'il est nécessaire de chercher l'explication de l'étrange complaisance que l'impérialisme a manifestée jusqu'à présent par rapport aux nationalisations du général Velasco, du général Ovando et même celles préparées par Allende. "Indemnisez et permettez le réinvestissement dans les secteurs manufacturiers de votre pays : c'est tout

ce que nous demandons !" ». « Le réformisme militaire, en tant que dernier rempart contre la "subversion castriste" ou "anarchiste", c'est la ligne stratégique que l'impérialisme américain paraît avoir adoptée depuis le rapport Rockefeller » (article reproduit dans R de A, juillet-octobre 71).

Et en particulier, se référant au gouvernement Allende, "la Gauche", un organe étroitement lié au camarade Germain, disait :

« Nationaliser les mines de cuivre a été la plus spectaculaire de ces mesures. Mais ce type d'actions n'est déjà plus un affront fait aux impérialistes. En vue du danger toujours croissant de la révolution en Amérique

latine, qui menace de renverser définitivement leurs intérêts, les impérialistes ont décidé - depuis le tournant de Rockefeller - de moderniser leurs formes de pénétration dans cette zone. ». « Maintenant l'impérialisme se retire de l'extraction de matières premières, qui était la principale façon et la plus grossière de voler le tiers-monde. Un tel virage permet une apparente libéralisation de l'économie et une vie... pour des secteurs limités bien sûr. C'est pour cela que l'atmosphère semble s'assouplir en Amérique latine. L'impérialisme a de nouvelles perspectives. Les régimes militaires "de gauche" vont vent en poupe. Et dans cette perspective, Allende pourrait très bien offrir une variante démocratique qui soit parfaitement en accord avec les projets de développement que le néo-impérialisme a pour l'Amérique latine. » ("la Gauche", 861-71).

Tandis que la majorité faisait ce type de caractérisation, nous écrivions exactement le contraire :

« Au moment où la bourgeoisie chilienne s'unifie derrière le gouvernement Allende au sujet de l'expropriation des mines de cuivre, une situation de grande tension avec les Etats-unis est en train de se créer. » ("La Verdad", 27-10-71). « La poursuite de la montée du mouvement ouvrier et paysan au Chili, les manœuvres et pressions de la bourgeoisie contre les concessions populistes d'Allende et celles de l'impérialisme contre les mesures nationalistes font monter la pression de la chaudière, malgré les bonnes paroles du gouvernement et le frein qu'exercent les partis réformistes et la bureaucratie syndicale. » (L.V. 10-11-71). « La seule voie vers le socialisme pour les travailleurs chiliens est celle de la révolution. L'avant-garde ouvrière, étudiante et paysanne, sans faire de concessions au réformisme de l'Unité populaire, doit développer sa mobilisation et l'organisation des masses pour leurs revendications économiques et politiques. Sur cette base et avec les méthodes de la lutte de classes, elle doit être en première ligne pour la défense du gouvernement Allende contre les attaques de la droite et le coup d'Etat bourgeois impérialiste, sans accorder la moindre confiance dans la direction d'Allende. C'est la seule méthode qui garantira les conquêtes, celle d'Allende prépare les défaites à la Peron ou à la Torrez. » (L.V. 15-12-71).

L'heure du bilan est arrivée : les dirigeants actuels de la majorité ont la responsabilité de la plus grande partie des erreurs

Nous avons donné les points les plus importants sur lesquels existaient des divergences entre la majorité et nous. Il serait déloyal de notre part de nier que, parmi les

erreurs monumentales, les camarades de la majorité ont eu quelques succès importants, comme leur propagande et leur activité dans le processus de la lutte de libération algérienne ou comme le fait d'avoir soutenu dès le début, à peine reçues les premières nouvelles de son existence, la guérilla castriste à Cuba, tout comme leur dénonciation de l'agression américaine contre la Corée et le Viêt-nam, la reconnaissance de la nouvelle avant-garde de la jeunesse, etc... Parmi ces succès, certains ne furent pas complets, la politique de l'entrisme "sui generis" s'est également reflétée en eux (moins à Cuba où nous n'avions rien qu'en Algérie où existait un groupe de notre Internationale). En Algérie, cette politique s'est exprimée dans le changement de l'axe de l'entrisme, ce n'était plus dans le stalinisme comme à l'échelle mondiale, mais dans le FLN. Le résultat fut la capitulation politique devant ce mouvement petit-bourgeois, dont nos camarades finirent par être une sorte de conseillers, sans que notre participation au processus algérien ne réussisse à gagner, ce qui était le minimum, la construction d'une forte section de notre Internationale.

Pour retracer cette histoire, nous avons illustré chacun de ces chapitres par la documentation correspondante. Nous avons rempli ainsi une exigence méthodologique fondamentale que la majorité n'a pas remplie en faisant circuler dans notre Internationale de fausses versions de l'histoire de notre organisation et de sa propre trajectoire.

Cependant, bien que tout soit documenté - et que nous puissions communiquer à la demande une plus ample documentation - nous ne tomberons pas dans la seconde erreur méthodologique des camarades de la majorité, nous ne soumettrons pas au vote d'un organisme de notre Internationale cette histoire de la trajectoire de la majorité, comme ils l'ont fait par surprise et sans documentation pour l'histoire de notre organisation. Si notre Internationale prétend rester le parti mondial révolutionnaire de la classe ouvrière, il devra revenir à la tradition selon laquelle ne sont soumis au vote que les résolutions politiques qui arment tous nos cadres pour la lutte de classes, jamais des bilans historiques de trajectoire politique d'une tendance ou d'une organisation.

L'objectif de ce chapitre était de démontrer sur quels points nous avions des divergences, qui avait tort et qui avait raison pendant plus de 25 ans de luttes pour la construction de l'Internationale. Les nouveaux cadres de notre mouvement sont maintenant en condition de faire ce bilan, et ce bilan indique que le gros des erreurs a été fait par les camarades qui aujourd'hui dirigent la tendance majoritaire. Le moment est venu de se demander la raison de tant d'erreurs.

3) L'impressionnisme est la cause de toutes ces erreurs

A quoi sont dues ces erreurs ? Voyons les raisons possibles.

A) Pendant les années 46-48, les journalistes disaient que l'Europe et l'Allemagne étaient épuisées par la guerre et qu'il existait un plan Morgenthau pour maintenir

l'Allemagne dans l'arriération. Le camarade Germain écrivit les barbaries que nous avons vues, parce qu'il croyait sincèrement à l'efficacité des plans de l'impérialisme, en particulier du plan Morgenthau. Il ne pensait pas comme nous (et n'importe quel bon marxiste) que les plans "rationnels", subjectifs de l'impérialisme dans le domaine économique ne s'accomplissent que rarement ou jamais, car ce sont les lois « irrationnelles » objectives du capitalisme et de l'impérialisme qui triomphent. Au contraire, le camarade Germain traduisit dans un langage marxiste sa croyance dans les plans de l'impérialisme et tira sa conclusion générale que l'Europe était condamnée à la stagnation et au marasme, et l'Allemagne à être un pays agricole.

B) Le stalinisme, face à la montée des masses, s'efforçait de se concilier avec l'impérialisme et le capitalisme dans l'Europe de l'Est. C'était son « plan ». Mais les plans de la bureaucratie non plus ne peuvent pas se réaliser au-dessus des lois objectives de la lutte de classes. Le camarade Germain, oubliant le caractère social de la bureaucratie, en tira la conclusion que c'était une « propriété éternelle » de la bureaucratie stalinienne que de se concilier avec le capitalisme et la propriété privée dans l'Europe de l'Est. Cette position révisait totalement l'analyse trotskyste, l'analyse sociale de la bureaucratie. Celle-ci, en tant que bureaucratie d'un Etat ouvrier (et justement pour des raisons « inhérentes à sa nature sociale ») ne pouvait pas cohabiter (ni se combiner) avec la « propriété privée », ni encore moins avec le capitalisme (d'Etat ou privé) et l'impérialisme dans les pays où était entrée l'armée rouge.

C) Ensuite vint la guerre froide et l'Amérique du Nord s'armait jusqu'aux dents pour attaquer l'URSS, et tous les journaux du monde disaient que seul un miracle pourrait éviter la 3^e guerre mondiale. Le camarade Germain, en accord avec la position de Pablo, oublia un détail (le même qu'oublièrent les journalistes bourgeois dans leurs analyses descriptives et mécanistes): la lutte de classes à l'échelle mondiale. Et il lança la théorie de l'inévitabilité de la guerre, quand le plan (un nouveau « plan » apparaît ici !) d'armement des Etats-unis serait prêt. La lutte de classes dans son ensemble était impuissante pour influencer ce « plan » impérialiste. Tout comme les journalistes bourgeois, pour Germain seul un miracle (la révolution nord-américaine) pouvait empêcher la guerre mondiale à court terme.

D) Tito avait rompu avec l'URSS et Mao avait dirigé une grande révolution, la plus grande depuis la révolution russe. Il fallait donner une explication à ces phénomènes. Le camarade Germain oublia que, pour les trotskystes, la direction petite-bourgeoise ou bureaucratique qui, poussée par les circonstances, dirige une mobilisation (d'une grève à la prise du pouvoir) ne cesse pas pour autant d'être petite-bourgeoise ou bureaucratique. Et il appliqua une position révisionniste, ce qui est une constante pour les camarades de la majorité (comme l'ont démontré exhaustivement les camarades du SWP) et que nous pouvons résumer ainsi : « tout parti réformiste et toute

bureaucratie qui mène les masses au pouvoir cesse d'être réformiste ou bureaucratique ». La conclusion du camarade Pablo, soutenu par Germain, fut que Tito, Mao et leurs partis avaient cessé d'être bureaucratiques et staliniens et se rapprochaient du marxisme révolutionnaire et que par conséquent, la révolution politique n'était pas à faire en Yougoslavie et en Chine. Aujourd'hui, les camarades de la majorité recommencent à avancer la même conception révisionniste des années 51-56 par rapport à la Chine. Et ainsi, Pablo et ses amis bouclèrent le cercle de leurs analyses de la grande vague révolutionnaire d'après-guerre, sans avoir fait un seul pronostic sérieux correct.

E) Mais la nouvelle montée européenne qui avait commencé dans les années 60 arriva et le camarade Germain, lecteur assidu des rapports économiques et partisan de transposer ces rapports dans ses conclusions, ne fut pas meilleur qu'auparavant. Comme la pire situation économique existe en Angleterre, en Espagne et en Grèce, ces trois pays sont ceux qui doivent affronter les « problèmes les plus importants ». Il répéta ainsi l'erreur économiste de 51, lorsqu'il basait son pronostic de l'éclatement de la guerre sur le plan d'armement nord-américain et non sur la lutte de classes.

Le camarade Germain, au lieu de prendre la lutte de classes dans son ensemble et le facteur économique comme un des éléments importants à tenir en compte, prend le facteur économique comme fondamental et pratiquement unique. S'il avait utilisé la méthode marxiste, il se serait rendu compte de plusieurs facteurs : le mouvement étudiant pouvait éclater à n'importe quel moment ; la France venait de résoudre des problèmes coloniaux aigus (comme la guerre d'Algérie), qui se combinaient avec la guerre du Viêt-nam ; il y avait une tradition de gauche dans le mouvement étudiant et, en dernière instance, la nouvelle montée devait renouer avec les anciennes expériences ; les mouvements ouvriers et révolutionnaires français et italiens avaient été les plus puissants dans l'immédiat après-guerre et logiquement ils devaient renouer avec ce passé. Le camarade Germain n'a pas vu tout cela quand il s'est lancé dans son pronostic européen de février 68, dans la résolution du CEI.

F) La montée du mouvement étudiant européen remplit nos rangs d'enthousiastes admirateurs de la guérilla guévariste et du Cuba de Fidel Castro, et autour de nous les thèses guévariste devinrent à la mode. Une thèse guévariste soutient que, plus un régime est réactionnaire, meilleures sont les conditions pour la lutte armée, et que, à l'inverse, plus il est démocratique plus ces conditions se dégradent jusqu'à leur pratique disparition. Poursuivant leur tradition de suivre et faire suivre à notre Internationale les modes qui apparaissent dans l'intelligentsia et le mouvement étudiant européen, les camarades de la majorité transposèrent cette thèse guévariste dans nos rangs. C'est ainsi que Frank écrivit au nom de la majorité du SU la lettre au SWP, où il affirmait que les seuls pays latino-américains où il n'y avait pas de

possibilités de lutte armée étaient la Bolivie et le Chili, où il existait « par hasard » à ce moment-là des régimes laissant de larges marges démocratiques. Un pronostic opposé vertigineusement à ce qui se produisit.

G) Enfin, l'apparition de régimes nationalistes bourgeois prit le camarade Germain et ses amis au dépourvu. Ils venaient de dire qu'il n'y avait pas de perspectives pour des régimes répondant à ces caractéristiques et faisant des concessions démocratiques et économiques aux masses. Quand ceux-ci firent leur entrée en scène et que les journalistes bourgeois commencèrent à parler d'eux, ils ne purent faire moins que d'accepter leur existence.

Mais comment les expliquer ? La minorité le faisait sur la base des tensions entre les bourgeoisies nationales,

l'impérialisme et la pression de la montée du mouvement des masses. La majorité ne pouvait pas se satisfaire de ces simples raisons fondées sur la situation de la lutte de classes. Elle recourut donc à l'étude érudite de plans, dans ce cas là ceux de l'impérialisme, le « rapport Rockefeller » et elle en tire la nouvelle catégorie du « réformisme militaire » et en déduisit que ces gouvernements réformistes et en particulier celui d'Allende, « pouvaient très bien offrir une variante démocratique qui entre parfaitement dans les projets de développement du néo-impérialisme pour l'Amérique latine ». Il est dommage pour les auteurs d'un tel pronostic, et bien plus pour les masses chiliennes et Salvador Allende, que l'impérialisme n'ait pas fait autant de cas du « rapport Rockefeller » que les camarades de la majorité.

Notre proposition : une déclaration commune de Germain et Moreno

Nous sommes loin de vouloir convaincre les nouveaux camarades que nous n'avons pas commis d'erreurs ou de vouloir faire voter une résolution justifiant toute notre politique passée. Posadas s'est toujours moqué du fait que, dans nos rapports oraux ou écrits sur notre parti, nous nous attardions tristement sur les erreurs que nous avons faites, afin d'en tirer une conclusion. Nous étions une direction isolée, neuve, inexpérimentée au début, et qui en toute logique ne pouvait pas ne pas commettre d'erreurs. Pour nous, il s'agissait ainsi d'en faire de moins en moins.

Mais ce qui nous distingue de l'actuelle majorité, c'est cette reconnaissance de nos erreurs et le fait que celles-ci n'ont pas un caractère systématique.

C'est pour cela que nous proposons un accord à notre cher camarade Germain, compagnon de 25 ans dans cette dure lutte pour construire notre Internationale: faisons une déclaration commune en direction des nouveaux cadres de l'Internationale. Dans celle-ci nous devrions dire : nous

vous conseillons d'étudier sans égards toutes nos positions passées, bourrées d'erreurs de toutes sortes. Nous le faisons car nous ne voulons pas que vous répétiez ces erreurs, et parce que c'est de notre trajectoire que nous sommes fiers, pas de telle ou telle position. Nos erreurs avaient une raison profonde, nous sommes une direction qui s'est construite non pas au cours d'une grande montée du mouvement des masses dans nos différents pays, mais au cours du boom économique, de la guerre froide et d'un recul.

Le camarade Germain accepte-t-il cette proposition ? S'il est d'accord, nous lui faisons une concession, il peut ajouter dans le post-scriptum de la déclaration une précision : « je précise que le camarade Moreno a dit au cours de sa vie politique un peu plus de stupidités que moi ». Et bien que nous pensions que c'est faux, nous nous engageons à ne pas former de tendance ni de fraction pour le démentir.

Chapitre V - LES STRATEGIES DECENNALES

1) *Théorie, stratégie et tactique*

Ce qui caractérise Germain et ses camarades de la majorité, c'est qu'ils se donnent une ligne, une orientation et des mots d'ordre pour des événements futurs. Ils préfèrent regarder leur boule de cristal et élaborer des réponses à des événements qui se passeront dans l'avenir, plutôt que de chercher une réponse politique révolutionnaire aux faits présents de la lutte de classes.

Cette préférence a deux défauts: en premier lieu, à force de regarder l'avenir, ils restent en général sans réponse (ou avec une réponse incorrecte) face au présent; en second lieu, même pour l'avenir leurs réponses sont inutiles car, comme nous l'avons vu, les prédictions qu'ils font et les tactiques qu'ils proposent s'avèrent erronées dans leur écrasante majorité.

Les « stratégies » à long terme du camarade Germain

De plus, cette façon d'agir du camarade Germain et de ses amis de la majorité devient une véritable manie quand ils se donnent des stratégies à long terme. Cela fait 4 ans au moins qu'ils ont la stratégie de « la lutte armée » pour l'Amérique latine (et ils précisent qu'elle est encore valable pour plus tard). Auparavant, c'était la stratégie de l'entrisme « sui generis » pour le monde entier (et cela dura 17 ans !).

Pour justifier ses deux dernières stratégies décennales, la « lutte armée » en Amérique latine et le « travail sur l'avant-garde » en Europe, Germain donne une version de l'histoire de notre mouvement et tente de la faire approuver par les jeunes cadres de notre Internationale au prochain Congrès mondial. Par ailleurs, Germain dit qu'il existe une polémique dans l'avant-garde autour de la lutte armée (ce qui est vrai) et que nous devons nous prononcer

sur ce sujet en soutenant une des deux positions (ce qui n'est pas certain).

Sur toutes ces questions, Germain confond trois éléments de base de la politique révolutionnaire : théorie, stratégie et tactique. Si nous confondons tout, nous n'irons pas loin. Il faut avant tout distinguer soigneusement une théorie d'une stratégie, ainsi que cette dernière d'une tactique. L'objectif stratégique est celui qui est à long terme, les tactiques sont les moyens pour arriver à cet objectif. La théorie n'est ni l'un ni l'autre, car elle est liée aux lois générales du processus historique et non aux objectifs à long terme (stratégiques), ni aux moyens pour l'atteindre (tactiques). Entre ces trois éléments, théorie, stratégie et tactique, il y a des liaisons étroites, profondes, non pas mécaniques ni directes, mais dialectiques.

La théorie et le parti révolutionnaire

Commençons par la théorie. Nous pouvons avoir des divergences avec le camarade Mandel sur ses analyses économiques, tout en étant d'accord avec lui sur l'objectif stratégique consistant à mobiliser les masses et à construire des partis bolcheviques pour balayer l'impérialisme et le capitalisme afin d'instaurer la dictature du prolétariat. Cet accord stratégique ne signifie pas que nous coïncidions à tout moment sur les différentes théories élaborées et abandonnées au cours de ce processus qui culmine avec la prise du pouvoir et la construction du socialisme.

Le rapport entre théorie, stratégie et tactique existe mais il ne se manifeste pas d'une façon immédiate ni directe. Le parti, dans ses congrès, n'adopte pas des théories mais des lignes politiques dont découlent des stratégies et des tactiques. Le parti ne s'identifie avec une théorie que lorsque celle-ci a été confirmée par les événements. C'est le cas de l'identification de notre Internationale et de ses sections avec la théorie de la révolution permanente, qui n'est ni une stratégie ni une tactique mais une loi générale de la révolution et du mouvement des masses, à l'étape de transition du capitalisme au socialisme que nous sommes en train de vivre.

Stratégie et tactique : deux termes relatifs

Passons maintenant au problème des stratégies et des tactiques. Ces deux termes sont relatifs. Dans une étape de recul du mouvement ouvrier, nous pouvons avoir la stratégie de développer des luttes syndicales défensives. La tactique adéquate à cette stratégie peut être par exemple la grève, plutôt que d'autres tactiques comme l'occupation d'usine. Mais la grève est une stratégie par rapport à un moyen, une tactique : l'organisation de piquets de grève de défense, par exemple. Et les piquets deviennent une stratégie par rapport à la tactique employée pour les créer (publics et élus en assemblée générale, ou clandestins et désignés en secret par le comité de grève). Et la stratégie elle-même, par laquelle nous avons commencé, le développement des luttes syndicales défensives, devient une tactique par rapport à notre objectif stratégique qui est d'obtenir des victoires importantes afin de passer de l'étape de recul à une étape de montée du mouvement ouvrier.

Les trotskystes ont deux seules stratégies à long terme: la mobilisation des masses et la construction du parti

Comme Germain ne voit pas les choses de cette façon, il ironise sur le fait que nous ayons employé le mot stratégie pour une courte période. Mais l'axe de notre polémique avec Germain concerne les stratégies à long terme. Ce que nous pouvons dire c'est que, à long terme, il y a pour les trotskystes deux stratégies fondamentales à l'échelle nationale et internationale: prendre le pouvoir avec la classe ouvrière pour commencer à construire le socialisme; et construire le parti, seul outil pour le faire. Par rapport à ces objectifs stratégiques, tout le reste est tactique, même si nous l'appelons stratégie. Pour construire le parti et prendre le pouvoir, nous pouvons et nous devons utiliser la tactique adaptée à chaque moment:

faire de l'entrisme, participer aux élections, impulser le front unique révolutionnaire, lancer des mots d'ordre de pouvoir, avancer la lutte armée, lancer des mots d'ordre défensifs, etc... Toutes les tactiques sont valables, à la condition d'être adéquates au moment concret, actuel, présent de la lutte de classes et de servir alors à impulser la mobilisation des masses et la construction du parti. Mais les tactiques se dévalorisent et deviennent inadéquates au fur et à mesure qu'évolue la situation de la lutte de classes. Elles ne doivent jamais être adoptées pour de longues périodes, elles ne deviennent jamais des stratégies à long terme.

Le bolchevisme se caractérise par l'utilisation de tous les moyens et tactiques utiles à la stratégie de construction du parti et à la prise du pouvoir. Les autres courants du mouvement ouvrier sont caractérisés par l'opposé : ils confondent stratégie et tactique et élèvent cette dernière au rang de stratégie permanente. Et c'est pour cela que l'histoire du bolchevisme est une lutte constante pour imposer les moyens et les tactiques adaptés à chaque moment de la lutte de classes contre les différents courants qui ont un seul moyen ou tactique transformé en stratégie. Le bolchevisme a lutté contre les terroristes mais a su utiliser la terreur ; il a lutté contre les syndicalistes, mais a su utiliser le travail syndical ; il a lutté contre les parlementaristes, mais a su utiliser le parlement ; il a lutté contre les anarchistes, mais a su détruire l'Etat bourgeois ; il a lutté contre les guérilléristes, mais a su faire la guérilla ; il a lutté contre les spontanéistes, mais a su diriger les mobilisations spontanées du mouvement des masses. Et pourquoi a-t-il fait tout cela ? Pour construire le parti bolchevique et mobiliser les masses vers la prise du pouvoir.

Un exemple illustratif : un piquet de grève

Quand le camarade Germain tente systématiquement de ridiculiser le camarade Hansen, en disant qu'on ne peut pas dire à un ouvrier en grève (qui doit faire un piquet) que notre « stratégie est de construire le parti », il démontre qu'il ne comprend rien à rien. Si quelqu'un dit aux ouvriers qui font des piquets de grève que notre stratégie est de construire le parti, il oppose de fait la construction du parti à l'existence des piquets de grève, car cela signifierait que seuls ceux qui sont d'accord avec la construction du parti peuvent participer au piquet de grève. Ce serait un pédant qui confond une situation concrète, un moyen, une tactique avec une stratégie générale.

Mais cette erreur est moins grave qu'une autre: dire aux ouvriers que notre stratégie est de faire des piquets de grève et que l'axe fondamental de notre activité pendant

10, 15 ou 20 ans sera de faire des piquets de grève. Nos tactiques changent à mesure que change la situation de la lutte de classes, et si nous disons aux ouvriers qu'ils devront se consacrer à faire des piquets de grève pendant 10 ans, nous les trompons et les désarmons face à ces changements.

Que devons-nous faire ? Tout d'abord nous mettre à la tête de ce piquet de grève, après avoir été reconnus comme les meilleurs militants (à condition qu'il s'agisse du piquet d'une grève massive des travailleurs et non un piquet organisé par la seule avant-garde en marge des masses). Ensuite, nous devons expliquer à ces ouvriers d'avant-garde que si aujourd'hui ils font un piquet de grève, demain la lutte de classes les amènera à organiser une manifestation, ou à défendre l'usine occupée, organiser des milices ouvrières, faire de la propagande ou se présenter

aux élections, parce que la lutte contre le patronat ne commence ni ne finit avec cette grève, mais a commencé il y a plus d'un siècle et se terminera quand la classe ouvrière prendra le pouvoir et construira le socialisme. Puis nous dirons que pour y arriver, il faut un parti qui dirige tous les travailleurs, comme eux dirigent leurs camarades d'usine,

et que nous sommes en train de construire ce parti et les invitons à le rejoindre. Si nous avons su être les militants les plus dévoués du piquet de grève, si nous avons su expliquer notre politique, nous gagnerons ces ouvriers d'avant-garde qui participent au piquet de grève. Et qu'est-ce que cela signifie sinon construire le parti ?

L'erreur la plus grave : transformer une tactique en une stratégie pour dix ans

Il ne faut pas confondre une stratégie avec une tactique, mais il est beaucoup plus grave de confondre un moyen ou une tactique (faire un piquet de grève, se préparer à la lutte armée, faire de l'entrisme) avec une stratégie pour dix ans, historique, c'est-à-dire transformer une tactique en quelque chose de plus qu'une stratégie, presque en un principe. Si les ouvriers ne voient que la nécessité de faire une de ces tâches, et que nous ne leur disions pas que cette tâche est conjoncturelle, tactique, et qu'ils doivent se préparer à d'autres tâches, si nous faisons comme Germain qui

transforme cette tâche en une stratégie pour dix ans, nous faisons du suivisme par rapport à la conscience des masses. C'est ce qu'a fait le camarade Germain avec l'entrisme « sui generis », en faisant du suivisme par rapport aux partis communistes, il faisait du suivisme par rapport à la conscience des masses, même si c'est indirectement et en dernière instance. Actuellement, c'est encore plus grave, nous faisons du suivisme non pas par rapport à la conscience des masses, mais ce qui est pire, à son avant-garde.

La stratégie de « lutte armée » de la majorité expliquée par le camarade Frank

Dans sa polémique avec la minorité sur la « stratégie de la lutte armée » adoptée au IXème Congrès mondial, le camarade Frank a démontré quelle est précisément la politique de la majorité. Dans sa lettre à la Convention du SWP, il énonce correctement notre conception: pour la minorité...

« (...) la majorité de l'Internationale, en adoptant la stratégie de la lutte armée pour l'Amérique latine, renonce à la construction du parti révolutionnaire... »

C'est exactement ce que nous pensons de la majorité. Mais ensuite, le camarade Frank fait un autre résumé déjà moins fidèle à notre position :

« Le dilemme lutte armée contre construction du parti n'existe pas pour nous. Nous pouvons dire la même chose du dilemme syndicaliste "grève générale" contre "construction du parti" ».

Là, le camarade Frank « oublie » le mot le plus important : « stratégie ». Il n'existe effectivement aucun antagonisme entre lutte armée, grève générale ou toute autre tactique, et construction du parti, à condition que nous les prenions comme des tactiques. La lutte armée, la grève générale ou toute autre tactique s'opposent à la construction du parti dès que l'on prétend les ériger en stratégie permanente pour toute une étape.

Toute tactique érigée en stratégie à long terme s'oppose à la construction, du parti

Comment s'opposent-elles ? C'est très simple : si un camarade posait comme stratégie centrale permanente la grève générale, nous tous - majorité et minorité - l'accuserions de syndicalisme. S'il posait comme stratégie centrale permanente la participation aux élections, nous l'accuserions tous d'électorisme. Quand on parle de « lutte armée », cet accord éclate. Les camarades de la majorité sont indignés car nous les avons accusés de guérillérisme et du fait que leur stratégie était opposée à la construction du parti; ils ont pourtant adopté la « guérilla

rurale » comme stratégie centrale et permanente pour toute une étape. Maintenant, ils nous disent qu'ils n'ont pas adopté la « guérilla rurale » mais la « lutte armée ». Pour nous, en tant que stratégie centrale pour toute une étape, la « stratégie de lutte armée » est plus dangereuse que la stratégie guérillériste, car elle comprend trois sortes de déviations : terrorisme, guérilla urbaine et guérilla rurale. Et n'importe laquelle de ces déviations, élevée au rang de « stratégie » est contraire à la construction du parti.

Les camarades Germain, Frank et ceux de la majorité ont fait plusieurs fois cette erreur d'ériger une tactique en stratégie pour toute une étape. Hier, ils ont choisi de suivre l'arriération des masses dirigées par le stalinisme, aujourd'hui, ils suivent l'arriération de l'avant-garde influencée par la guérilla castriste. Hier c'était l'entrisme « sui generis », aujourd'hui c'est la « lutte armée » pour l'Amérique latine et le travail essentiellement centré sur « l'avant-garde de masse » pour l'Europe. Face à cela, nous disons que les bolcheviks et les trotskystes ont une stratégie à long terme et une seule : la construction du

parti qui mobilise les masses et les dirige vers la prise du pouvoir.

Transformer les tactiques en stratégies à long terme c'est aller logiquement contre la construction du parti. Les guévaristes l'ont montré clairement. Si la IVème Internationale persiste à transformer la guerre de guérillas en stratégie à long terme, cela se terminera par la liquidation des secteurs qui l'appliquaient, comme cela s'est passé en Bolivie et en Argentine, et peut se terminer par la liquidation de la IVème Internationale elle-même.

2) L'histoire de l'entrisme « sui generis »

L'exemple le plus typique de la conception de Germain d'une politique établie pour un avenir hypothétique et de la transformation d'une tactique en stratégie à long terme, a

peut-être été l'entrisme « sui generis ». Selon la résolution majoritaire sur l'Europe, qui tente de justifier cette stratégie, elle consista en ceci :

L'entrisme selon la version 73 de la majorité

« La tactique entrisme de construction du parti révolutionnaire partait de l'hypothèse selon laquelle le processus de radicalisation - il s'agissait de la formation d'une nouvelle avant-garde massive - se produirait essentiellement au sein des organisations de masse traditionnelles. Cette hypothèse eut une réelle validité dans les pays capitalistes européens pendant la période qui va du début des années 50 aux années 60. »

« L'erreur commise dans la conception de la tactique entrisme ne se référait pas à la perspective objective - dont les événements ont confirmé la validité - mais à une sous-estimation du rapport numérique entre nos propres forces et celles que notre mouvement aurait pu amener à rompre avec les partis de masse, dans une situation sociale où les tensions révolutionnaires ne s'étaient toujours pas révélées. » ("La construction des partis révolutionnaires en

Europe capitaliste", p.20).

Cette nouvelle version des analyses et prévisions qui furent la base de la tactique entrisme (qui ne fut pas une tactique puisqu'elle dura ni plus ni moins que 17 ans) n'a rien à voir avec l'analyse et les prévisions qui furent faites quand elle fut adoptée au début des années 50. Il résulte de cette version que l'erreur fut simplement un mauvais calcul de notre « rapport numérique » avec les tendances que nous pouvions « amener à rompre avec les partis (opportunistes) de masse ». Mais pour le reste, « les événements ont confirmé la validité » de la « perspective objective », puisque le « processus de radicalisation » et de « formation d'une nouvelle avant-garde massive » devaient se faire « dans le sein des organisations traditionnelles » pendant une période où « les tensions révolutionnaires ne s'étaient toujours pas révélées ».

N'a-t-il jamais été dit que "la guerre mondiale à court terme est inévitable ?

Il est absolument faux de dire que lorsque la tactique entrisme fut votée, aient été faites ces prévisions et cette analyse.

Est-il vrai que l'on prévît une période sans « tensions révolutionnaires » ? Rien de plus faux : nous avons déjà vu que l'on prévît que la guerre mondiale était inévitable à

court terme et que celle-ci provoquerait une guerre civile. Rien de plus opposé à l'absence de « tensions révolutionnaires ». Cette nouvelle version de l'histoire vise à confondre: elle ne mentionne pas la guerre inévitable entre l'URSS et l'impérialisme comme la principale prémisses objective qui justifia la tactique entrisme.

Jamais ne fut voté l'entrisme pour rompre les partis opportuniste

Est-il vrai que la tactique entriste fut adoptée en prévision de la « formation d'une nouvelle avant-garde massive » au sein des « organisations traditionnelles » et pour amener ces secteurs radicalisés à « rompre avec les partis de masse » ? Faux, encore une fois. Il est vrai que l'on pronostiquait la naissance de tendances centristes, mais il est faux de dire que l'entrisme eut pour objectif de les faire « rompre avec les partis de masse ». L'entrisme « suis generis » fut adopté, essentiellement sur la base de la caractérisation que les partis opportunistes, dans leur ensemble, allaient évoluer objectivement vers des positions centristes et une orientation révolutionnaire. Voyons ce qui était dit quand fut adopté cette tactique et non ce que l'on invente maintenant, 23 ans après, pour la justifier. Par rapport aux partis communistes, il était dit :

« C'est parce que ce mouvement se trouve par ailleurs placé dans des conditions telles, à cause de l'évolution de la situation internationale vers la guerre contre-révolutionnaire de l'impérialisme uni, que, indépendamment des plans et de la volonté de sa direction bureaucratique au service de la politique du Kremlin, il se verra forcé, obligé à se radicaliser (...) à ébaucher pratiquement une orientation révolutionnaire et à agir en cas d'une guerre avec les armes à la main pour le pouvoir ».

Et comparant cela avec l'entrisme proposé par Trotsky :

« (...) aujourd'hui, il ne s'agit pas exactement du même type d'entrisme. Nous n'entrons pas dans ces partis pour en sortir rapidement. Nous y entrons pour y rester longtemps, comptant sur la très grande possibilité qui existe de voir ces partis, placés dans de nouvelles conditions, développer leurs tendances centristes qui dirigeront toute une étape de la radicalisation des masses et du processus objectif et révolutionnaire dans leurs pays respectifs ». (Lettre du SI au CC du PCI français, 14 janvier 1951).

Où est l'orientation consistant à amener les tendances centristes à rompre avec les partis opportunistes de masse ? Il est dit ci-dessus et très clairement que ces partis développeront « leurs tendances centristes » qui « dirigeront toute une étape » de « processus objectif et révolutionnaire », et que c'est pour cela que nous devons y entrer. Même plus, il est dit que notre entrisme n'est pas celui que préconisait Trotsky pour une brève période, mais que nous entrons « pour rester » dans les partis opportunistes pour « longtemps ». Cela veut dire que parmi nos projets n'existe pas celui de faire rompre les tendances centristes, car si c'était le cas nous y entrerions pour un bref délai, juste nécessaire pour gagner ces tendances à nos positions et les entraîner dans notre sortie.

Pourquoi ne parle-t-on pas de Tito et Mao ?

Quelles étaient les tendances de gauche qui, selon cette nouvelle version de l'entrisme « sui generis » allaient naître dans les partis opportunistes ? Selon le document européen de la majorité, c'étaient :

"(...) la gauche bevaniste et, plus tard, la tendance Cousins dans le parti travailliste, les JC et la tendance Ingrao dans le PC italien, les tendances d'opposition et l'UEC dans le PC français, la gauche social-démocrate dans la SFIO qui donna naissance au PSA et au PSU, la tendance Renard au sein du mouvement ouvrier belge, la gauche syndicale et l'opposition communiste au Danemark qui donnèrent naissance au SF. etc..." ("La construction des partis révolutionnaires..." p.20).

Mais c'est encore une falsification de ce qui était dit lors de l'adoption de la tactique entriste. Il est vrai qu'à cette époque on parlait également de Bevan, mais il n'est pas moins vrai, comme nous l'avons déjà cité dans le chapitre

antérieur, que « Tito et Mao Tsé Toung trouveront leur place » dans ce « centrisme de tendances qui se rapprochent du marxisme révolutionnaire ». Pourquoi ne parle-t-on pas aujourd'hui des partis communistes chinois et yougoslave parmi les tendances de gauche qui, selon les camarades de la majorité, furent prévues correctement et « confirmées par les événements » ? Pourquoi cache-t-on aux jeunes cadres de l'Internationale que dans la conception qui donna lieu à la tactique entriste on soutenait que Tito et Mao se rapprochaient du marxisme révolutionnaire et que donc, comme nous l'avons déjà cité, « nous n'appelons pas le prolétariat de ces pays (Chine et Yougoslavie) à construire de nouveaux partis révolutionnaires ou à préparer une révolution politique » ? Pourquoi ne dit-on pas que nous n'appelions pas non plus le prolétariat des pays capitalistes à construire des partis trotskystes, mais que pendant 17 ans nous leur avons dit de rester dans ses partis opportunistes ?

Quel est le bilan de 17 années de travail sur le centrisme de gauche ?

Et qu'est-il arrivé à ces tendances de gauche ? Il serait correct, après avoir travaillé 17 ans avec ces tendances, de faire un bilan de notre activité. Pourquoi ne fait-on pas une analyse de la dynamique que nous avons si « correctement prévue » ? Pourquoi ne dit-on pas combien parmi elles, sous notre influence, se sont « rapprochées du marxisme

révolutionnaire » ? Pourquoi n'informe-t-on pas sur les avancées politiques et organisationnelles du trotskysme qui a travaillé avec elles ? Combien de cadres avons-nous gagné ? Quels secteurs du mouvement des masses avons-nous réussi à diriger, ou avons-nous liés au trotskysme grâce à notre rapport avec ces tendances ?

Le castrisme : un « oubli » significatif

Mais le pire de l'affaire, c'est que l'on ne mentionne pas dans toute cette nouvelle version de l'entrisme « sui generis » l'avant-garde de « masse » la plus importante et la plus progressiste des années 60 : le castrisme. Ce silence sur le castrisme est étrange, car il s'agit de l'élément décisif, presque fondamental, qui a changé le rapport de forces au sein de l'avant-garde de masse. La raison de ce silence n'est pas difficile à découvrir. Selon le document de la majorité, une des « perspectives objectives » dont « les événements confirmèrent la validité » était que la « formation d'une nouvelle avant-garde massive » se produirait essentiellement « au sein des organisations de masse traditionnelles ». Et le castrisme est l'« événement » qui non seulement n'a pas confirmé, mais a infirmé totalement la validité de cette « perspective objective ».

La radicalisation « dans les organisations traditionnelles » s'est-elle faite en Europe après 1960 ? Où s'est formée la nouvelle avant-garde spontanéiste de 68 ? Dans ou hors

des organisations traditionnelles ? N'est-ce pas un processus combiné qui s'est manifesté surtout à l'extérieur de ces organisations ? Dans toutes les manifestations de cette époque-là, on voyait le portrait du Ché Guevara. D'où sortaient ces jeunes d'avant-garde qui brandissaient ces portraits ? Des organisations traditionnelles ? Des partis stalinien et social-démocrates ?

Les camarades de la majorité montrent que cette « hypothèse » d'une avant-garde massive naissant au sein des organisations traditionnelles, « eut une réelle validité dans les pays capitalistes d'Europe » dans les années 50-60. A part l'avant-garde castriste, qui est née essentiellement en dehors de ces organisations, quelle autre « avant-garde massive », née au cours de cette période et radicalisée au sein des organisations traditionnelles et devenue tendance révolutionnaire, peuvent nous nommer les camarades de la majorité ? Absolument aucune. C'est là la raison de leur silence sur le castrisme.

Premier bilan : 17 ans d'erreurs

Si les camarades de la majorité avaient fait un véritable bilan des tendances centristes de gauche nées à l'intérieur et à l'extérieur des organisations traditionnelles, sans « oublier » le castrisme, ils seraient arrivés à la conclusion que même avec la politique de centrer l'intervention sur ces tendances, le plus correct aurait été de ne jamais

appliquer la tactique de l'entrisme. Notre travail aurait dû se faire sur l'avant-garde et le mouvement influencé par le castrisme, apparu fondamentalement dans le mouvement étudiant et dans la périphérie des partis opportunistes, mais pas dans leur sein.

Peut-on adopter l'entrisme pour une longue période ?

Après avoir terminé cette série de justifications pour les 17 ans d'entrisme, les camarades de la majorité laissent cependant sans réponse une question qui est dans le fond beaucoup plus importante : peut-on adopter une tactique entriste pour une longue période ? Le trotskysme et le léninisme permettent-ils de rester 17 ans dans des partis

opportunistes ? Absolument pas. Même si les conditions que donnaient Pablo et ses amis en 52, ou celles que donne la majorité aujourd'hui, étaient réelles, on ne peut pas adopter une tactique entriste « pour toute une étape », pour rester « longtemps » dans les partis opportunistes, comme l'a alors fait le SI en l'appliquant pendant 17 ans.

Le parti révolutionnaire doit agir d'une manière publique et indépendante pour pouvoir postuler comme direction alternative

La première raison, fondamentale, de ne pas adopter une tactique entriste à long terme, est la nécessité de préserver le parti trotskyste comme courant bien délimité par rapport à ceux qui existent dans le mouvement ouvrier. Le parti révolutionnaire ne doit jamais perdre son indépendance publique, politique et organisationnelle, car elle lui permet de se différencier clairement aux yeux des masses des partis opportunistes ou centristes et des secteurs ultra-gauche.

La raison de ce principe sacré pour le léninisme et le trotskysme n'a rien à voir avec une conception de type moral ni avec le fétichisme des sectes pour lesquelles l'essentiel de la politique révolutionnaire est de se différencier par rapport aux autres et non pas de mobiliser les masses. C'est une raison très profonde: la ferme conviction, basée sur une analyse scientifique, que c'est seulement sous la direction du parti trotskyste que la classe ouvrière et les masses parviendront à prendre le pouvoir.

Pour gagner la direction des masses, il est fondamental de participer en tant qu'avant-garde dans chacune de leurs luttes, en tant que parti organisé d'une manière indépendante, avec sa propre politique, ses propres réponses à chaque situation, ses propres mots d'ordre et son propre programme. Ce n'est qu'ainsi que les masses verront qu'il existe une organisation qui donne, en tant que telle, une ligne politique distincte de celles des organisations opportunistes. Le parti doit constamment se présenter publiquement avec son programme comme une

alternative révolutionnaire face aux partis et aux programmes réformistes, car c'est le seul moyen pour que le parti apparaisse aux yeux des masses et de l'avant-garde comme une direction alternative possible.

Autrement dit, au cours de leurs luttes, les masses font l'expérience des organisations opportunistes, mais cela ne suffit pas pour les amener à rompre avec elles et à rejoindre le marxisme révolutionnaire. Pour le faire, elles doivent être accompagnées tout au long de cette expérience par le parti révolutionnaire. Le mouvement ouvrier n'acceptera notre direction que s'il nous a vus à ses côtés pendant de longues années et a pu connaître notre organisation, notre politique et notre programme et les confronter dans chaque lutte avec les autres organisations, politiques et programmes.

C'est la seule manière d'arracher les masses ou leur avant-garde aux griffes des directions opportunistes. Aucun ouvrier ou étudiant d'avant-garde ne rompra avec son parti s'il ne connaît pas une meilleure organisation à laquelle adhérer, en qui il peut avoir confiance, par les preuves qu'elle a données dans la lutte. Il ne le fera pas pour la simple raison qu'il préfère rester dans une mauvaise organisation que rompre avec elle et rester inorganisé. Et pour qu'il connaisse notre organisation, notre politique et notre programme et qu'il ait confiance en elle, nous devons avoir lutté à ses côtés pendant des années en tant qu'organisation publique avec un programme et une politique clairement différents de celui des organisations opportunistes.

Pablo et ses amis étaient liquidationnistes du parti révolutionnaire

Cela ne pouvait pas être ignoré de Pablo et ses amis. C'est pour cela que, afin de justifier l'entrisme à long terme, il leur fut nécessaire de réviser tout le bagage scientifique du marxisme contemporain, qui affirme que sans parti révolutionnaire il ne peut y avoir de révolution. C'est ainsi qu'ils ont découvert que, grâce à la fameuse guerre

mondiale inévitable, ce seraient les partis staliniens et social-démocrates, devenus partis centristes de gauche, qui dirigeraient la révolution. La nécessité du parti trotskyste était ainsi éliminée et le maintien de l'entrisme pendant 17 ans dans les partis opportunistes ainsi expliqué.

L'entrisme est une tactique pour des situations exceptionnelles

Cette règle sacrée qui nous impose de maintenir notre activité publique et indépendante a comme toute règle son exception : c'est le cas de la tactique entriste. Mais dans la

dialectique du normal et de l'exception c'est le normal qui prime. Cela signifie que ce moment exceptionnel où nous perdons notre délimitation publique comme courant du

mouvement ouvrier pour faire de l'entrisme, est subordonné aux règles du parti révolutionnaire.

Concrètement, l'entrisme est une tactique qui ne se justifie que lorsqu'elle est utile au parti révolutionnaire indépendant, qu'après être « entré », il « sort » avec de meilleures conditions d'être reconnu et clairement délimité des autres organisations. C'est une tactique qui, dans des circonstances exceptionnelles, aide à la construction du parti et jamais à amener une autre organisation ou des tendances centristes à un prétendu cours vers la prise du pouvoir.

Nous avons vu que les deux seules stratégies à long terme des trotskystes sont la mobilisation des masses vers la prise du pouvoir et la construction du parti. Il y a des moments exceptionnels où il est particulièrement difficile de se lier au mouvement des masses et de gagner des militants pour le parti en travaillant comme organisation indépendante. Ce sont ces moments qui rendent la tactique de l'entrisme nécessaire. Dans cette analyse, nous avons déjà donné les deux seuls objectifs que doit avoir cette tactique : entrer dans un parti opportuniste pour y gagner des cadres évoluant vers la gauche (tendances centristes de gauche) ou pour mieux nous lier au mouvement des masses.

L'entrisme ne peut être adopté que pour de courtes périodes

Avec l'un ou l'autre de ces objectifs, l'entrisme est une tactique qui ne peut être adopté que pour de courtes périodes. Si nous les pratiquons pour nous lier au mouvement des masses, l'entrisme doit se terminer dès l'obtention du minimum d'insertion qui nous permette de continuer notre activité publique et indépendante. Mais même dans ce cas, il faut pratiquer cet entrisme dans des organisations qui nous permettent d'intervenir comme fraction publique à court terme. Et cela même diminue le délai de notre entrisme, car il n'y a pas d'organisation opportuniste qui puisse permettre qu'intervienne longtemps en son sein une fraction trotskyste qui tôt ou tard deviendra publique.

Mais que se passe-t-il si nous faisons de l'entrisme pour travailler en direction de tendances centristes, comme le disent aujourd'hui les camarades de la majorité ? Dans ce cas-là également, l'entrisme est fait pour une courte période, à cause du caractère même du centrisme. Il existe un premier type de centrisme, celui qui va vers la droite, du marxisme vers l'opportunisme, c'est le cas de la bureaucratie stalinienne. Nous ne pouvons pas travailler sur ce centrisme, sa dynamique étant contre-révolutionnaire, nous ne pouvons rien en tirer. Il existe un second type de centrisme, celui qui va de l'opportunisme vers le marxisme, vers la gauche. C'est sur ce centrisme-là que nous pouvons intervenir.

Mais ce centrisme, en tant que phénomène progressif, est un phénomène dynamique, non cristallisé, qui ne peut pas maintenir longtemps une dynamique progressive vers le

marxisme révolutionnaire. Son trajet des positions opportunistes vers les positions trotskystes doit être rapide. Si nous le gagnons à notre politique, si nous parvenons à le faire passer du centrisme au trotskysme, nous avons avancé; mais si nous n'y parvenons pas, s'il se cristallise en tant que centriste, il est irrécupérable et cesse d'être un secteur sur lequel nous pouvons développer notre activité. C'est cette dynamique qui explique également que pour travailler sur les tendances centristes, notre entrisme doit être à court terme, juste le temps nécessaire pour qu'il se définisse comme trotskyste; soit nous le gagnons, soit il se cristallise comme centriste et nous l'abandonnons à son sort.

Mais encore une fois, ce ne fut pas le cas de l'entrisme « sui generis ». Quand cette tactique fut adoptée, il ne s'agissait pas de gagner les tendances centristes au trotskysme, mais de les diriger et les obliger ou les aider à prendre le pouvoir, sans qu'elles cessent pour autant d'être centristes. C'est ce qui explique le « long terme » adopté pour cet entrisme et les 17 années pendant lesquelles il fut appliqué.

Selon le SI, les tendances centristes pouvaient diriger toute une étape de la révolution, sans devenir nécessairement trotskystes. En 17 ans, elles ont largement eu le temps de se cristalliser comme centristes, mais ce n'était pas un obstacle pour Pablo et ses amis : l'entrisme « sui generis » devait permettre que le centrisme cristallisé fasse la révolution.

L'entrisme préconisé par Trotsky dans les années 30

Quelle profonde différence avec l'entrisme préconisé par Trotsky dans les années 30. Il n'eut jamais pour objectif de diriger des tendances centristes, ses deux seuls objectifs étaient de gagner rapidement des cadres trotskystes et d'insérer le trotskysme dans le mouvement des masses. Il proposait de sortir de l'entrisme dès qu'était faite une

avancée sur la voie de la transformation de petits groupes de propagande en de véritables partis révolutionnaires, avec beaucoup plus de camarades qu'avant et capables d'influencer, eux-mêmes et sans intermédiaires, une fraction même petite du mouvement des masses.

L'entrisme de Trotsky possède donc une profonde différence avec celui de Pablo et ses amis, principalement sur le délai pour lequel est adoptée cette tactique entriste. Pour Trotsky, ce délai devait nécessairement être bref : juste le temps indispensable pour gagner une insertion minimum dans le mouvement des masses et pour gagner des cadres pour le trotskysme, en travaillant sur le

centrisme de gauche pendant le bref délai où il ne s'est pas encore cristallisé en tant que centrisme permanent. Pour Pablo et ses amis, ce délai devait être très long : le temps nécessaire pour gagner, par une voie indirecte, la direction des partis staliniens et réformistes qui, sans cesser d'être centristes, allaient faire la révolution.

Bilan final : l'entrisme eut des résultats funestes pour le trotskysme

Les résultats de la longue stratégie entriste « sui generis » furent catastrophiques pour la fraction pabliste. La majeure partie des militants capitula devant les organisations dans lesquelles elle faisait de l'entrisme et les dirigeants capitulèrent devant l'opportunisme et rompirent avec notre mouvement. C'est ainsi qu'ils sortirent de cette période beaucoup plus faibles que lorsqu'ils y étaient entrés, avec beaucoup moins de cadres, et bien moins liés au mouvement des masses qu'auparavant. La majeure partie des cadres des deux sections les plus importantes, celles de Ceylan et de Bolivie, rompirent avec le trotskysme par la droite : dans la première, ils collaborèrent avec un gouvernement bourgeois et furent expulsés de notre Internationale ; la seconde se divisa en trois ailes : celle de Moller capitula devant le MNR bolivien, celle de Lora capitula devant le stalinisme et celle de Gonzalez est toujours dans l'Internationale. Une autre des sections importantes, le posadisme argentin, a rompu également avec l'Internationale par la droite et entraîné la plus grande partie de ses

cadres latino-américains. Les autres sections sortirent pratiquement détruites de l'entrisme, sans cadres, sans militants et sans tradition de parti.

Ce fut le résultat de la stratégie décennale de l'entrisme « sui generis ». Et c'est ce que l'on demande aux jeunes cadres européens d'approuver aujourd'hui ! On leur demande d'approuver une position selon laquelle la guerre était inévitable, selon laquelle les partis staliniens allaient ébaucher « une orientation révolutionnaire » et lutter pour le pouvoir « les armes à la main », selon laquelle il fallait entrer pour 17 ans dans les partis staliniens, renoncer pendant 17 ans à construire des partis trotskystes. On leur demande d'approuver comme un grand succès la destruction de toutes nos sections européennes, et le fait d'avoir poussé dans les bras de l'ennemi de classe ce du réformisme les militants ceylanais, boliviens et argentins. Ce vote doit prouver quels sont les bons révolutionnaires dans notre Internationale !

3) Une conséquence de l'entrisme « sui generis » : le révisionnisme sur les partis staliniens et la révolution politique

La stratégie décennale de l'entrisme « sui generis » a également une conséquence sur les analyses et les caractérisations faites par le trotskysme des partis staliniens et de la révolution politique dans les Etats ouvriers. Nous avons déjà vu que, en ce qui concerne la Chine et la Yougoslavie, Pablo et ses amis avaient abandonné, pour l'entrisme « sui generis », la tâche de construire des partis trotskystes et de réaliser la révolution

politique. Mais la question n'en reste pas là. Elle s'aggrave avec la révision du programme traditionnel du trotskysme, en ce qui concerne les partis staliniens « purs » (directement dépendants de la bureaucratie soviétique), y compris le PC de l'URSS, et la révolution politique dans les Etats ouvriers de l'Est de l'Europe et la Russie elle-même.

Qui avait raison : Pablo ou Trotsky ?

Nous commencerons par les partis communistes des pays capitalistes.

Comme nous l'avons vu, Pablo et ses amis prédisaient une guerre impérialiste contre l'URSS et en déduisirent que les partis communistes allaient « ébaucher pratiquement une orientation révolutionnaire », « agir en cas de guerre les armes à la main pour le pouvoir » et diriger « toute une

étape du processus révolutionnaire dans leurs pays respectifs ».

A la fin des années 30, avec le commencement de la seconde guerre mondiale, il existait des possibilités de guerre contre l'URSS et de montée du mouvement des masses dans certains pays. C'est-à-dire une situation très

similaire à celle imaginée par Pablo et Germain pour les années 50. Cependant, Trotsky en tira une conclusion totalement opposée à la leur. Pour Trotsky, il fallait

intervenir publiquement et d'une manière indépendante. Qui s'est trompé ? Trotsky dans les années 30 ou Pablo dans les années 50 ?

L'argumentation de Trotsky

Trotsky argumente sa position de la manière suivante :

« Le centrisme bureaucratique, malgré tous ses zigzags, a un caractère extrêmement conservateur qui correspond à sa base sociale : la bureaucratie soviétique. Après dix ans d'expérience, nous sommes arrivés à la conclusion que le centrisme bureaucratique ne se rapproche pas et qu'il est incapable de se rapprocher du marxisme, du rang duquel il est sorti. C'est précisément pour cela que nous avons rompu avec l'Internationale Communiste. » (Writings, 1933-34, Pathfinder, p.85).

Comme nous le voyons, la question ne se limite pas à une analogie historique. Si Pablo a eu raison, Trotsky s'est trompé, « après dix ans d'expérience », en caractérisant le stalinisme comme « extrêmement conservateur » et « incapable de se rapprocher du marxisme ». Si Pablo et ses amis ont eu raison, nous devons donc changer toutes les caractérisations trotskystes sur la bureaucratie stalinienne puisque, placée dans certaines situations objectives, celle-ci peut se transformer en un centrisme progressif, de gauche, capable de se rapprocher du marxisme et de lutter pour le pouvoir, en abandonnant son caractère « extrêmement conservateur ».

Fut-il une erreur de fonder la IVème Internationale ?

En dernière instance, cette analyse nous fait reculer à l'époque antérieure à la fondation de la IVème Internationale. Pendant « dix ans », le trotskysme a fait l'expérience de tenter de modifier de l'intérieur, en tant que fraction du mouvement communiste, les caractères bureaucratiques de l'Internationale et des ses sections nationales. Et il n'y est pas arrivé. Pendant « dix ans », Trotsky a refusé de fonder la IVème Internationale, car il pensait que l'on pouvait récupérer la IIIème. Il n'y est pas arrivé. Avec la victoire du fascisme en Allemagne à cause de la politique stalinienne, Trotsky termina ses « dix ans » d'expérience et décida de rompre avec la IIIème et de

fonder la IVème, parce qu'il caractérisait le processus contre-révolutionnaire du stalinisme comme irréversible. Selon l'analyse de Pablo, menée jusqu'à ses ultimes conséquences, Trotsky non seulement s'est trompé dans sa caractérisation, mais il s'est trompé également en fondant la IVème Internationale. Il a eu une attitude pressée, étant donné que 13 ans plus tard fut découvert le rôle révolutionnaire que les partis de la IIIème Internationale pouvaient remplir, à condition d'être placés dans une situation objectivement favorable. Et ces analyses furent adoptées et défendues par les dirigeants actuels de la tendance majoritaire.

Les conditions changent mais la stratégie reste

C'est sur la base de ces analyses que fut adoptée la ligne entriste « sui generis ». Les faits ont démontré que les prévisions comme les caractérisations étaient fausses. Pas une seule des prémisses imaginées par Pablo ne s'est réalisée. Il n'y a pas eu de guerre mondiale ni même de menace réelle. Il n'y a pas eu non plus de guerre civile, ni de lutte pour le pouvoir, ni de montée des masses, ni l'apparition de tendances centristes majoritaires au sein des partis staliniens. Au contraire, au lieu de lutter contre l'impérialisme, l'URSS a envahi l'Allemagne de l'Est puis la Hongrie. Et elle a reçu pour cela le soutien des partis communistes qui, selon Pablo et ses amis, allaient lutter pour le pouvoir dans leurs pays et ébaucher une ligne révolutionnaire. Cependant, l'entrisme continua. Les conditions avaient changé, ou plutôt étaient radicalement

différentes de celles qu'avait imaginées Pablo, alors secrétaire de la IVème Internationale, mais la « stratégie » adoptée pour un temps indéfini se poursuivait.

Le prétendu cours vers la gauche des partis staliniens amena Pablo et ses amis à ne pas prévoir la lutte des ouvriers de l'Allemagne de l'Est et de Hongrie, puis de la Pologne. C'était inévitable. Avec le stalinisme virant à gauche dans le monde entier, quel besoin avaient les travailleurs des Etats ouvriers de faire la révolution politique ? Mais les premiers signes de la révolution politique se manifestèrent et Pablo et ses amis, conséquents avec l'entrisme « sui generis », élevèrent leur caractérisation du stalinisme au niveau programmatique.

Un programme réformiste pour la révolution politique

Nous ne voulons pas traiter ici de la question du mot d'ordre qu'il fallait avancer pour l'agitation en URSS après la mort de Staline. Ce fait ouvrait évidemment une période dans laquelle les trotskystes russes devaient écouter soigneusement le mouvement des masses pour trouver les mots d'ordre précis afin de le mobiliser. Mais les mots d'ordre que l'on avance de manière tactique sont une chose, et le programme de la révolution politique en est une autre, très différente. Ce programme n'avait pas à changer parce que Staline était mort, mais au contraire, il devenait plus actuel que jamais. Cependant, l'entrisme « sui generis » continua à faire des siennes. Quand la révolution politique devint un fait incontestable, démontré par les luttes du prolétariat allemand et annonçant celles des hongrois et des polonais, Pablo et ses amis se trouvèrent obligés d'élaborer un programme pour cette lutte. Et, en juxtaposant la révolution politique à la caractérisation du stalinisme comme virant à gauche, le mélange ne pouvait donner qu'un programme réformiste pour toute l'Europe de l'Est et l'URSS :

« Voici le programme de la révolution politique qui est actuellement à l'ordre du jour, tant en URSS que dans les démocraties populaires :

- de véritables organes de double pouvoir, élus démocratiquement par les masses travailleuses, qui exercent un contrôle effectif sur l'Etat, à tous les niveaux y compris le gouvernement ;
- démocratie réelle des partis communistes ;
- légalisation de tous les partis ouvriers ;

autonomie complète des syndicats par rapport à l'Etat, y compris l'Etat ouvrier ; - élaboration du plan économique par les ouvriers, pour les ouvriers. » (Déclaration du SI, 25 juin 1953, QI juillet 53, p.19-20).

Et les trois mots d'ordre fondamentaux étaient :

« A bas le capitalisme et la guerre contre-révolutionnaire qu'il prépare ! Vive la démocratie prolétarienne ! Vive la renaissance socialiste de l'URSS, des démocraties populaires et du mouvement ouvrier international ! » (Id.).

Ce programme n'appelle pas au renversement révolutionnaire de la bureaucratie, il ne la désigne même pas par son nom ; il ne lutte pas contre ses privilèges matériels, et ne pose pas le droit à l'autodétermination nationale des pays de l'Est de l'Europe et de l'Ukraine. Ce programme avance la « démocratisation réelle des partis communistes », cela signifie qu'il n'avance pas la nécessité de construire des partis trotskystes pour diriger la révolution politique.

C'est un programme réformiste et non révolutionnaire. Il ne s'agit pas de savoir si les mots d'ordre sont bons ou mauvais, mais du système, de l'articulation entre les mots d'ordre. En n'avançant pas le renversement de la bureaucratie par une révolution des masses soviétiques et la nécessité d'un parti trotskyste, les mots d'ordre deviennent réformistes et non révolutionnaires.

Le programme révolutionnaire des trotskystes orthodoxes

Ce programme réformiste n'a rien à voir avec notre Programme de transition :

« A bas les privilèges de la bureaucratie ! A bas le stakhanovisme ! A bas l'aristocratie soviétique, avec ses galons et ses décorations ! Egalité des salaires pour tous les types de travaux ! La bureaucratie et la nouvelle aristocratie doivent être chassées des soviets ! Dans les soviets, il n'y a place que pour les ouvriers, les membres de la base des kolkhoses, les paysans et les soldats rouges ! » « Légalisation des partis soviétiques ; les ouvriers et les paysans décideront par eux-mêmes et par leur libre suffrage quels partis seront considérés comme partis soviétiques ».

Suivent une série de mots d'ordre sur l'économie planifiée, les kolkhoses et la politique internationale (« A bas la diplomatie soviétique ») et cela se termine par :

« Il est impossible de réaliser ce programme sans renverser la bureaucratie qui se maintient par la violence et la falsification. Seul le soulèvement révolutionnaire victorieux des masses opprimées pourra régénérer le régime soviétique et assurer la marche en avant vers le socialisme. Seul le parti de la IVème Internationale est capable de diriger les masses soviétiques vers l'insurrection. A bas la clique bonapartiste de Caïn Staline ! Vive la démocratie soviétique ! Vive la révolution socialiste internationale ! » (Programme de Transition, Accion Obrera, p.42-43).

4) Une conséquence tragique : la Bolivie en 1952-55

Si un jeune trotskyste essaie d'étudier l'histoire de notre mouvement faite par le camarade Frank, il aura des

difficultés presque insurmontables pour savoir quelle fut notre orientation en Bolivie. Bien que notre action y ait été

la plus importante de notre Internationale pendant des années (avec Ceylan), selon les déclarations mêmes de Pablo et ses amis, un secret jalousement gardé entoure son histoire. On dirait qu'une section importante comme celle de la Bolivie n'a jamais existé.

La raison de cette conspiration du silence est très simple :

il y eut en Bolivie la plus grande, la plus parfaite, la plus classique révolution ouvrière de notre époque. Elle eut une forte influence dans notre Internationale et il s'y est exprimé, dans sa forme la plus claire, le terrible danger que comporte la « stratégie » de l'entrisme « sui generis ». Mais assez de qualificatifs, voyons les faits.

L'échec du nationalisme bourgeois

La Bolivie connaissait une situation analogue à celle de l'Argentine péroniste mais sans les bases économiques qui permirent l'épanouissement du péronisme. La Bolivie est un pays très pauvre avec un prolétariat minier très fort et concentré à Oruro et La Paz, un prolétariat industriel et une petite bourgeoisie presque totalement concentrés dans la ville la plus importante, La Paz.

La tentative par la bourgeoisie d'instaurer un gouvernement bonapartiste militaire, soutenu par le mouvement ouvrier afin de résister aux pressions américaines, comme cela s'était fait en Argentine avec le

péronisme, échoua du fait de la condition misérable de l'économie bolivienne. En Argentine, ce projet bourgeois eut le vent en poupe grâce à son exceptionnelle place commerciale et financière (la 3ème place mondiale dans l'après-guerre), et Peron put faire de grandes concessions économiques aux masses et acquérir ainsi un grand prestige à leurs yeux. En Bolivie, par contre, la situation économique déplorable enleva toute marge de manœuvre au gouvernement bourgeois et celui-ci ne put pas faire de grandes concessions. La croissance du prestige du trotskysme fut massive et fulgurante.

Le trotskysme gagne une influence de masse

Les trotskystes boliviens devinrent ainsi une direction d'un grand prestige politique dans le mouvement ouvrier et des masses boliviennes, sans réussir toutefois à consolider cette influence au niveau organisationnel - les organes officiels de notre Internationale l'ont reconnu plusieurs fois - et notre influence se refléta dans les faits mêmes de la lutte de classes. Les fameuses Thèses de Pulacayo, la base programmatique du mouvement syndical bolivien, en sont un bon exemple : En novembre 46, à Pulacayo (une ville minière), se réunirent les délégués de toutes les mines de Bolivie, qui adoptèrent à l'unanimité les thèses élaborées par les trotskystes, rejetant celles du MNR et des staliniens. Ces thèses, qui s'intitulaient « Programme de revendications transitoires », avançaient parmi d'autres ces positions : 1) salaire minimum vital et échelle mobile des salaires 2) semaine de 40 heures et échelle mobile des heures de travail 3) occupation des mines 4) contrat collectif 5) indépendance syndicale 6) contrôle ouvrier des mines 7) armement des travailleurs 8) caisse de grève 9)

réglementation des aliments de base 10) suppression du travail contractuel. Ce programme, et particulièrement la partie concernant l'armement du prolétariat dans des milices ouvrières, fut popularisé massivement par le trotskysme et l'organisation syndicale des mineurs pendant six ans, jusqu'à la révolution de 52.

Après cette fantastique victoire trotskyste parmi les mineurs, un bloc ou front ouvrier se constitua pour la présentation de candidats aux élections. Alors que 90% de la population bolivienne ne votait pas à ce moment-là (seuls pouvaient voter ceux qui savaient lire et écrire), le bloc ouvrier gagna dans les districts miniers et obtint un sénateur et 5 députés. Le plus grand leader trotskyste, Guillermo Lora, fit avec d'autres camarades une violente utilisation du parlement bourgeois en attaquant l'armée et en préconisant la nécessité de la détruire et d'imposer les milices ouvrières.

La révolution bolivienne

En 51, il y eut des élections présidentielles et le MNR les gagna, mais il ne put pas accéder au gouvernement, car face à cette victoire les militaires firent un coup d'Etat et instaurèrent un régime dictatorial, extrêmement répressif. Le 9 avril 1952, la police et un secteur de l'armée, en accord avec la direction du MNR tentèrent un contrecoup d'Etat, mais ils échouèrent et leur chef militaire se réfugia

dans une ambassade. La police, se voyant vaincue par les militaires, remit des armes aux travailleurs des usines et au peuple de La Paz, pour qu'ils résistent à la contre-offensive militaire. Pendant ce temps, les mineurs commencèrent à descendre sur La Paz et, après s'être emparés d'un train militaire plein d'armements, ils liquidèrent totalement l'armée bolivienne. A La Paz, par

exemple, les travailleurs battirent totalement 7 régiments (la base de l'armée bolivienne) et prirent toutes les armes. Le gouvernement dictatorial tomba et un gouvernement du MNR prit sa place.

Les milices ouvrières et paysannes étaient les seules forces armées en Bolivie après le 11 avril 1952 et elles étaient dirigées, en majeure partie, par les trotskystes. Ce n'est que le 24 juillet, plus de 3 mois après, que le

gouvernement décréta la réorganisation de l'armée.

Nos camarades trotskystes, en s'appuyant sur les milices armées ouvrières et paysannes - entre 50 et 100 000 hommes (les milices paysannes à elles seules en avaient 25 000) - et sur les organisations syndicales fondèrent et organisèrent la Centrale Ouvrière Bolivienne (COB), qui regroupa toutes les milices et toutes les organisations ouvrières et paysannes de Bolivie.

Le mot d'ordre de Pablo : « Tout le pouvoir au MNR ! »

Face à cette situation, unique dans ce siècle - une révolution qui liquide l'armée bourgeoise et organise sa propre armée prolétarienne, avec une direction et un programme trotskyste -, que font Pablo et ses amis ? Ils appliquèrent une de leurs tactiques décennales : l'entrisme. Cette ligne était imposée à l'échelle mondiale, et là où il n'y avait pas de parti stalinien, on le remplaçait par des partis socialistes ou bourgeois nationalistes, puisque c'est d'eux que naîtraient les tendances centristes qui allaient diriger la révolution. Voici les prévisions de Pablo et ses amis en 51 :

« Par ailleurs, en cas de mobilisation des masses sous l'impulsion ou l'influence prépondérante du MNR, notre section doit soutenir de toutes ses forces le mouvement, ne pas s'abstenir mais au contraire intervenir énergiquement en vue de l'amener le plus loin possible, y compris jusqu'à la prise du pouvoir par le MNR, sur la base du programme progressiste de front unique anti-impérialiste. » (3^e Congrès de la IV^e Internationale : tâches générales et spécifiques du mouvement prolétarien marxiste révolutionnaire en Amérique latine, QI août 51)*.

Pas un seul mot sur le mouvement ouvrier et ses organisations de classe, les syndicats et les futures milices et soviets ! Le camarade Pablo proposait cela tout en

définissant le MNR comme un parti de la basse bourgeoisie minière, c'est-à-dire comme un parti bourgeois. Donc, selon Pablo, nous ne devons pas utiliser les mobilisations pour démasquer le MNR, pour dénoncer son rôle inévitable, en dernière instance, d'agent de l'impérialisme. Nous ne devons pas lui opposer les organisations de classe, les futures milices ou soviets. Au contraire, nous devons le pousser à « prendre le pouvoir ». Et il déguisait cette capitulation devant un parti nationaliste bourgeois derrière le programme du front unique anti-impérialiste.

En réalité, cette politique allait directement contre la tactique de front unique anti-impérialiste. La base fondamentale de cette tactique consiste à proposer des actions communes qui démasquent les hésitations et les trahisons de bourgeoisies nationalistes ; et son objectif est de gagner l'indépendance politique du mouvement ouvrier par rapport à ces directions bourgeoises. L'autre face, encore plus grave, de cette dénaturation de la tactique de front unique anti-impérialiste est le renoncement à la lutte pour l'organisation et la politique indépendante des travailleurs. Pablo proposait au mouvement ouvrier de suivre un parti bourgeois, ce qui est exactement le contraire de l'objectif de cette tactique.

La capitulation totale : "gouvernement commun" du MNR et des trotskystes

Cette capitulation totale, exprimée dans un autre paragraphe de la résolution, dégage une odeur nauséabonde :

« Si contradictoirement, dans le cours de ces mobilisations des masses, notre section constate qu'elle dispute au MNR son influence sur les masses révolutionnaires, elle avancera le mot d'ordre de gouvernement ouvrier et paysan commun aux deux partis, toujours sur la base du même programme, gouvernement s'appuyant sur les comités ouvriers et paysans et sur les éléments révolutionnaires de la petite bourgeoisie. » (id.p.56).

Autrement dit, si nous commençons à battre le MNR à la tête du mouvement des masses, nous n'avons pas à mener cette tâche jusqu'au bout mais nous devons proposer un gouvernement partagé entre le MNR et nous. Ce gouvernement en toute logique ne devait pas être celui des comités ouvriers et paysans, puisqu'il devait « s'appuyer » sur eux.

Pour arriver à une telle position, Pablo a dû réviser la position léniniste sur le gouvernement ouvrier et paysan. Lénine était d'accord pour impulser la prise du gouvernement par les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires (quand le parti révolutionnaire n'avait pas

encore les forces pour le faire), mais il affirma catégoriquement que l'on ne doit jamais faire un gouvernement commun (et il n'entra pas dans le gouvernement kérenskyste des mencheviks et socialistes-révolutionnaires). L'essence de la position léniniste était

de se maintenir hors du gouvernement justement pour rester la seule alternative quand le réformisme serait démasqué aux yeux des masses par la démonstration de son impuissance au pouvoir.

Le soutien d'un gouvernement bourgeois qui n'avait ni armée ni police

Si en tant que ligne politique, l'orientation de Pablo et ses amis fut révisionniste et capitulatrice, en tant que prévision des événements, elle fut catastrophique. La révolution de 52 ne suivit aucun des schémas qu'ils avaient prévu en 51, au contraire. La classe ouvrière, à travers ses organisations de classe, les syndicats et les milices, liquida le régime militaire. Mais, comme toujours, même si la réalité est autre que prévue, Pablo poursuit sa stratégie. Et c'est alors que la direction du mouvement ouvrier bolivien (les trotskystes, qui faisaient ce que Pablo leur ordonnait, en première ligne) mit le MNR bourgeois au pouvoir et lui donna son soutien critique.

Nous insistons : Pablo et ses amis ont soutenu en Bolivie un gouvernement bourgeois qui n'avait ni police ni armée pour le maintenir, parce qu'ils avaient adopté cette

stratégie à long terme au Congrès de 51. Pour preuve, voici ce que disait après avril 52 notre section bolivienne, directement contrôlée par Pablo et ses amis :

« Dans le moment présent, notre tactique consiste à regrouper nos forces en soudant le prolétariat et les paysans en un bloc pour défendre un gouvernement qui n'est pas le nôtre. » « Loin de lancer le mot d'ordre de renversement du régime de Paz Estenssoro, nous le soutenons pour qu'il résiste à l'attaque de la "rosca" » « Cette attitude se manifeste d'abord comme pression sur le gouvernement pour qu'il réalise les aspirations les plus vitales des ouvriers et des paysans. » (X^e Conférence du POR, 10-6-53, cité par L. Justo, "La revolución derrotada").

Un an de révolution : notre mot d'ordre était « Tout le pouvoir à la COB et aux milices armées », celui de Pablo... « Soutien critique au MNR ! »

Alors que nous défendions en Bolivie le mot d'ordre de « Tout le pouvoir à la COB et aux milices armées », les camarades Frank et Germain, sans aucune honte disaient ceci, un an après la révolution de 52, dans QI :

« Le POR commença par un soutien juste mais critique au gouvernement du MNR. Cela veut dire qu'il évita de lancer le mot d'ordre « A bas le gouvernement du MNR », il le soutint critiqueusement contre toute attaque de la part de l'impérialisme et de la réaction, ainsi que pour toute mesure progressiste. » (QI, avril 53, p. 25).

Entre parenthèses, nous ne voyons pas la relation entre ne pas lancer le mot d'ordre immédiat de « A bas le gouvernement » et le soutien critique, puisque nous pouvons ne pas le lancer sans que cela signifie soutenir le

gouvernement, ni de manière critique ni autrement.

En juillet 53, la revue officielle de notre Internationale, Quatrième Internationale, dans son édition espagnole (supervisée à la virgule près par Pablo et ses amis), faisait de la situation bolivienne le tableau suivant :

« L'organisation des milices ouvrières s'amplifie parallèlement à celle des masses paysannes... » « Le régime a évolué en effet vers une espèce de « kérenskysme » très avancé, beaucoup plus accentué que celui de Mossadegh en Iran, par exemple. » (p. 74).

Et dans cette situation de « kérenskysme avancé », nous continuions à ne pas lancer le mot d'ordre de « Tout le pouvoir à la COB et à ses milices ».

Deux ans de révolution : « Tout le pouvoir à la gauche du MNR », « Défense armée du gouvernement de Paz Estenssoro ! »

Un an de plus passa - deux depuis la révolution - et le IV^e Congrès de l'Internationale se réunit. Pablo et ses amis y poursuivirent leur stratégie décennale, ils ne perdirent en rien leur goût profond pour les organisations non prolétariennes et pour les tendances centristes et continuèrent à refuser d'appeler la COB, l'organisation ouvrière par excellence, à prendre le pouvoir. Ils avaient trouvé une autre organisation centriste digne de leur « soutien critique » : la gauche du MNR.

« En Bolivie, le tournant à droite et réactionnaire de la politique du MNR, cédant à la pression de l'impérialisme et à la réaction indigène, rend plus impérieuse que jamais une franche dénonciation de ce tournant par le POR, qui doit enlever toute sa confiance à ce gouvernement, comme aux ministres ouvriers, en appelant constamment la COB et en travaillant systématiquement en son sein afin d'appliquer une véritable politique de classe indépendante du MNR et d'engager la centrale dans la voie du gouvernement ouvrier et paysan; la campagne systématique pour cette perspective, ainsi que pour le programme d'un tel gouvernement, la campagne pour des élections générales, avec droit de vote pour tous les hommes et les femmes de plus de 18 ans, pour élire une assemblée constituante et la présentation de listes ouvrières de la COB à ces élections. Cette politique est la seule qui puisse provoquer une différenciation au sein du MNR et obliger son aile gauche très diffuse et désorganisée à rompre définitivement avec la droite et avec ses dirigeants « ouvriers » bureaucratisés, et à s'engager dans la voie du gouvernement ouvrier et paysan. » (Résolution du IV^e Congrès, QI juin 54, p.54).

La ligne aurait été parfaite, avec une modification : pour garantir tout cela (constituante, élections, etc.), il faut que la COB prenne le pouvoir. Mais Pablo et ses amis ne le disaient pas. Qui allaient donc appeler à cette constituante ? Si ce n'était pas la COB au pouvoir, il ne restait que le gouvernement de Paz Estenssoro ou un prétendu gouvernement de la gauche du MNR. Cette ligne confirmait celle que s'était donnée la section bolivienne un an plutôt, exprimée dans un manifeste publié le 23 juin 53, avec la bénédiction de Pablo et ses amis.

« La menace de conspiration réactionnaire est devenue permanente... par conséquent nous devons... défendre le gouvernement actuel... par la... défense armée du gouvernement ».

Bien que cela paraisse incroyable, c'est bien du gouvernement bourgeois qu'il s'agit, du gouvernement bourgeois de Paz Estenssoro. Peut-être que le danger de « conspiration réactionnaire » justifiait le fait de ne pas avancer momentanément le mot d'ordre de « Tout le pouvoir à la COB » et de le remplacer par le mot d'ordre décisif de « Front ouvrier contre la réaction ». Mais la stratégie consistant à ce que la COB prenne le pouvoir restait en vigueur, et en aucun cas on ne pouvait avancer le mot d'ordre de « défense » d'un gouvernement bourgeois. Cependant, quel était le mot d'ordre de pouvoir par lequel se terminait ce manifeste ?

« Toute cette lutte doit tourner autour du mot d'ordre « Contrôle total de l'Etat par l'aile gauche du MNR ! ». » (BI du POR, mai 56, p. 262, dans "La revolucion derrotada").

Quatre ans de révolution : nos positions triomphent mais il est trop tard

Le temps passa et la gauche du MNR échoua. Ainsi, quatre ans après la révolution, alors que l'armée avait réussi à se restructurer, étant donné que l'on ne pouvait plus faire confiance au MNR - comme au début - ou en son aile gauche - comme ensuite - Pablo et ses amis adoptèrent la ligne pour laquelle notre parti avait lutté systématiquement depuis le début. Dans une résolution du CE du POR bolivien de mai 56, enfin (mais trop tard) il est dit :

« En renforçant et en développant tous les organes de double pouvoir, face aux conflits avec le gouvernement, avec la bourgeoisie, l'oligarchie et l'impérialisme, face au parlement et aux tentatives du gouvernement Siles pour prendre de l'influence dans les syndicats, nous impulserons la tendance des masses en lançant : « Que la COB règle tous les problèmes ! » et « Tout le pouvoir à la COB ! ». »

Enfin, ils se rendaient compte de ce que nous répétions depuis des années. C'était une victoire, tardive, de notre lutte et de notre polémique. La capitulation de Pablo et ses amis était découverte, les terribles dangers qui nous guettaient derrière les fameuses « tactiques » à long terme, basées sur des hypothèses concernant l'avenir et non la réalité présente, étaient mis en lumière.

*Le délégué du SWP (Clark) vota pour cette résolution. D'autres résolutions de la même teneur furent votées par le SWP. En laissant de côté le fait que Clark rompit avec le SWP pour soutenir Pablo, l'important est que le SWP soutint et contribua à construire le Comité International de la IV. Le SWP soutenait ainsi implicitement et explicitement la bataille menée par notre parti et le SLATO (l'organisation du Comité International pour l'Amérique latine) contre cette ligne en Bolivie.

5) La tactique de l'entrisme « sui generis » face aux putschs réactionnaires argentins de 55 et aux gouvernements « gorilles » de 55-58

La stratégie décennale de l'entrisme « sui generis » n'eut pas seulement des conséquences désastreuses en Bolivie. En Argentine, cette stratégie fut également tragique pour les trotskystes. Le mot « gorille », qui a acquis un sens universel, n'est pas né par hasard dans notre pays. C'est ici (et au Guatemala) qu'apparurent après-guerre les premiers gouvernements ultra-réactionnaires analogues au gouvernement actuel du Brésil. Avec la dictature militaire argentine sont apparus les camps de concentration regroupant des milliers de prisonniers, l'illégalité des

syndicats, des partis de gauche et des partis bourgeois d'opposition, les assassinats et la torture des militants syndicaux, de gauche et d'opposition. C'était une dictature peut-être encore plus brutale que celle du Brésil actuellement. C'est de là que ces dictatures tirent le nom justifié de « gorille » que leur a donné le prolétariat argentin. Il est intéressant de voir quelle fut la politique suivie à cette époque par Pablo, et la nôtre, face aux coups d'Etat comme aux dictatures gorilles.

Nos prétendus opportunisme et capitulation devant le péronisme

Dans une résolution imposée par la majorité, le CEI a qualifié la politique de notre parti à cette époque comme opportuniste et capitulatrice devant le péronisme. Nous devons donc commencer par l'exposition réelle de notre prétendu « opportunisme ». Cette tâche est rendue encore plus nécessaire par le fait que nous ayons critiqué sévèrement notre section bolivienne pour sa politique face aux récents coups d'Etat réactionnaires. Notre trajectoire justifie-t-elle ces critiques ? , se demanderont de nombreux camarades étrangers ou nouveaux dans le mouvement et qui ne connaissent pas sa véritable histoire.

Nous avons publié plusieurs fois sous forme de brochures ou de livres nos documents de cette époque-là (« 1954 : année-clé du péronisme », « Qui sut lutter contre la « révolution libératrice » avant le 16 septembre 55 ? » (Le premier putsch « gorille » qui échoua), « Et après Peron ? »). Pour démontrer leurs accusations, les camarades de la majorité ont pourtant entre les mains une documentation abondante et très maniable, puisqu'ils n'ont pas à recourir aux archives ou à la collection de journaux.

Notre véritable orientation est documentée

De cette documentation, il ressort très clairement les faits suivants :

a) A partir de novembre 54, sept mois avant le premier putsch et dix mois avant le putsch victorieux, nous avons lancé une campagne contre le coup d'Etat réactionnaire en disant qu'il se produirait. Cette campagne se traduisait dans les titres de tous les journaux que nous avons publiés après cette date. Un historien reconnu comme Milciades Peña a fait une préface à notre article, disant ceci :

« Dès le premier moment, les militants socialistes révolutionnaires trotskystes ont dit très clairement quel serait le sens réel de cette lutte et leur position dans cette lutte. Et dès le premier moment, ils ont prévu le putsch et alerté la classe ouvrière contre celui-ci ». (« Qui a su lutter... »)

b) Sans faire aucune confiance au gouvernement péroniste, nous avons su distinguer les différences dans le camp ennemi, et sans les minimiser en les considérant comme de simples variantes bourgeoises. Nous signalions que le

gouvernement Peron était bourgeois et incapable de combattre le putsch, mais nous signalions également qu'il était distinct de l'impérialisme américain et de ses agents politiques, l'église catholique et les partis d'opposition qui préparaient le coup d'Etat réactionnaire.

c) Nous insistions sur la principale tâche politique posée depuis décembre 54 : combattre le coup d'Etat inévitable que préparait la réaction. Nous appelions à un accord technique avec le gouvernement péroniste pour lutter contre le putsch, et à un front unique avec les partis ouvriers et principalement la CGT. Nous sommes intervenus dans toutes les mobilisations du mouvement ouvrier et des masses contre les préparatifs putschistes et nous avons joué un rôle très important dans l'écrasement par le mouvement ouvrier du premier putsch et dans la formation des premières milices ouvrières que le pays ait connues depuis la « semaine tragique » de 1919.

d) Nous avons appelé à la formation de milices et à l'armement des syndicats pour lutter contre le coup d'Etat.

Nous avons dénoncé systématiquement le gouvernement péroniste comme un gouvernement bourgeois qui allait laisser faire le putsch car il était incapable de le combattre.

Nous avons souligné systématiquement que nous n'avions rien à voir avec le péronisme.

Nous avons prévu et lutté contre le coup d'Etat dix mois avant qu'il n'éclate

Voyons quelques preuves déterminantes. Notre premier article contre le putsch fut publié dans notre journal du 3 décembre 1954. Cet article, le plus important du journal, et intitulé « l'église catholique au service du coup d'Etat de l'impérialisme yankee. Seule la mobilisation de la classe ouvrière arrêtera le coup d'Etat et la colonisation du pays », disait :

« En même temps, le discours de Peron, mesuré dans toutes ses paroles et prononcé sur le ton de l'explication et non de l'agitation, est le meilleur indice du fait que le gouvernement ne veut pas mobiliser les masses au-delà de réunions formelles qu'il puisse contrôler. Cependant, seule la plus large mobilisation de la classe ouvrière renforcera le pays face à la tentative de colonisation de l'impérialisme yankee. » « Le gouvernement péroniste, qui est engagé

dans une politique de collaboration de classes et se met avec de plus en plus d'évidence du côté du patronat, n'est disposé à céder sur aucune des revendications que la classe ouvrière lui présente. » « En tant que parti anticapitaliste et anti-impérialiste, nous voulons que notre position soit très claire par rapport à ce problème. Ce n'est pas une position sur le papier mais une position de lutte. Malgré toutes nos divergences avec le gouvernement péroniste, malgré nos critiques, nous voulons dire publiquement que tant que le gouvernement ne se rendra pas à l'impérialisme yankee, face au coup d'Etat fomenté par Wall Street, nous lui offrons un accord de caractère technique, bien délimité, public et sans engagement politique, afin d'arrêter toutes les tentatives de l'impérialisme pour coloniser le pays et surexploiter notre classe ouvrière. »

Notre dernier journal avant le coup d'Etat

Dans le dernier journal avant le coup d'Etat victorieux, pour ne pas ennuyer par de nombreuses citations, nous disions ceci :

« Nous n'avions pas confiance, nous ne l'avons toujours pas dans la politique et les méthodes du gouvernement actuel, bien que nous respections la majorité avec discipline ». « Le fait que nous acceptions la volonté de la majorité des travailleurs ne signifie pas que nous soyons péronistes, ni non plus l'aile gauche du péronisme, ni même un allié du péronisme. Nous sommes une organisation distincte du péronisme, notre parti est un parti ouvrier, le péronisme par contre est un parti bourgeois, un

parti pour la défense de l'ordre actuel des choses. » « Si nous sommes pour certaines actions aux côtés du gouvernement péroniste et contre l'opposition, c'est parce que, bien que nous soyons pour le remplacement du gouvernement actuel par un gouvernement de la CGT et de toutes les organisations ouvrières et paysannes, nous sommes contre le remplacement du gouvernement actuel par un gouvernement des curés, des patrons et de l'impérialisme yankee. » (Article principal intitulé : « Bas les pattes la réaction cléricale, le patronat et l'impérialisme ! Mains libres aux ouvriers ! », 5 septembre 1955).

Un tract significatif : où sont l'opportunisme et la capitulation ?

Dans un tract de la même époque nous disions :

« Travailleurs: la Fédération socialiste de Buenos Aires qui édite le Journal "La Verdad" vous lance un appel urgent :

« Soutenez les directives de la CGT défendez la situation actuelle contre la réaction qui veut imposer un gouvernement militaire réactionnaire !

« Il ne s'agit pas de défendre un gouvernement, le gouvernement péroniste, mais d'empêcher que triomphe un gouvernement ouvertement pro-capitaliste et anti-ouvrier.

« Nous ne sommes pas favorables à la politique péroniste, ni aux manèges des dirigeants syndicaux qui s'enrichissent sur le dos des ouvriers et suppriment la démocratie syndicale. Mais dans ce cas précis, nous mettons au

premier plan l'unité de la classe ouvrière et du mouvement syndical contre l'attaque que mène la réaction pour imposer son gouvernement. Si le putsch militaire gagne, la classe ouvrière perdra son organisation et son unité, et les patrons, l'impérialisme et le clergé seront les maîtres tout puissants du pays. C'est pour cela que nous pensons qu'il faut soutenir l'action de la CGT contre le coup d'Etat. Cela ne nous empêche pas de vous avertir fraternellement des dangers suivants :

« Nous ne devons pas oublier que le 14 juin la direction du mouvement syndical assurait qu'il ne se passait rien et que deux jours plus tard le coup d'Etat éclatait. Nous ne devons pas oublier non plus que jusqu'à il y a quelques jours, on disait qu'il ne se passait rien et qu'il fallait garder son calme « en allant de la maison au travail et du travail à la maison ». Cette politique s'est révélée comme une grave

erreur : si la classe ouvrière s'était mobilisée, elle n'aurait pas subi deux coups d'Etat en trois mois.

« Ce que nous vous disons depuis un an, nous vous le répétons maintenant : seule la mobilisation et l'initiative de la classe ouvrière peuvent écraser une fois pour toutes les coups d'Etat réactionnaires. C'est pour cela que, avec discipline, nous demandons et exigeons des directions syndicales quelles mettent en pratique la résolution sur les milices ouvrières.

« Camarades, nous tous unis, sans exception, devons lutter contre le coup d'Etat de la réaction et devons exiger l'application de la résolution sur les milices ouvrières, car c'est la seule façon d'écraser UNE FOIS POUR TOUTES la réaction cléricale, patronale et impérialiste. Fédération socialiste de Buenos Aires, 17-9-55. Lisez "La Verdad". »

La section officielle n'a pas dit un mot contre le coup d'Etat

La section dirigée par Posadas et reconnue par Pablo ne disait pas un mot contre le coup d'Etat, tandis que nous menions cette lutte et que nous nous risquions dans la rue contre le putsch réactionnaire. Nous le répétons: pas un seul mot ! Voyons un seul exemple: dans le journal de la section précédant le 1er mai, à peine plus d'un mois avant le premier coup d'Etat du 10 juin qui donna naissance aux milices ouvrières et fit des centaines et des milliers de morts (cela ne s'est jamais su), et l'affrontement du mouvement ouvrier avec la marine, il n'y a pas - ne parlons pas d'une ligne politique contre le putsch ! - pas un seul article qui touche ce problème. L'éditorial donne le programme de la section pour les mois à venir en onze points. Le premier, cela ne pouvait pas manquer, est « contre les préparatifs de guerre ! » (Ligne avancée par Pablo selon laquelle la guerre mondiale venait à court terme). Le second : « Pour l'expulsion de l'impérialisme ! ». Le troisième : « Soutien à la révolution

bolivienne ! ». A partir du quatrième commencent les mots d'ordre et tâches nationaux :

« 4) Défense de tous les acquis ! Pas un pas en arrière sur les conquêtes ! 5) Défense et renforcement de l'organisation syndicale... 6) Salaire minimum vital et échelle mobile des salaires ! 7) Contrôle ouvrier de la production ! 8) Contre toute loi et mesure répressive contre le mouvement ouvrier ! Liberté pour tous les militants ouvriers emprisonnés ! 9) Pour un congrès des organisations syndicales contre l'offensive bourgeoise et le coût de la vie ! 10) Pour un gouvernement ouvrier et paysan ! » ("Voz Proletaria", 25 avril 1955, n° 104).

Pas un mot sur le danger de coup d'Etat, ni un mot sur la nécessité de milices ouvrières, ni d'une politique face à la réaction !

La section officielle dénonce le putsch... après qu'il ait eu lieu

Et le coup d'Etat triompha, vint la répression la plus féroce contre le mouvement ouvrier et péroniste, les syndicats furent contrôlés. La section officielle fut bien obligée de reconnaître qu'il y avait eu un coup d'Etat « clérical, oligarchique et impérialiste ». Dans un tract postérieur au putsch, ils reconnaissent qu'il y a :

« des massacres de travailleurs par les tanks, les bombes, les mitraillages par avions, les canons et les mitrailleuses. Il s'est accompli et se déroule le massacre massif de travailleurs le plus criminel et le plus sanguinaire de l'histoire de la bourgeoisie argentine ». « Sans avoir encore de rapports complets pour tout le pays, nous avons vu et nous savons que cette paix et cette liberté auxquelles on nous appelle et qu'on nous promet laisse un bilan de 6000

morts à Mendoza, presque 20 000 à Cordoba, des ouvriers massacrés et des dirigeants fusillés à Mar del Plata et Bahia Blanca (nous n'avons pas de données précises sur les bombardements des zones ouvrières de Santiago del Estero et de Rosario) ; selon des informations non précisées, le massacre atteint 7000 ouvriers ; des manifestants cégétistes portant des pancartes qui disaient « Soldats ne tirez pas, nous sommes le peuple » furent mitraillés par des avions de chasse ; à Cordoba, ils ont lancé des bombes sur les quartiers ouvriers par les hublots d'avions commerciaux ; par la radio étrangère, nous savons qu'à Tucuman (nous n'avons toujours pas d'informations directes) il y a eu une terrible tuerie. » (Supplément à "Voz Proletaria", 26 septembre 1955).

La véritable explication : l'entrisme « sui generis »

Malgré cette reconnaissance des caractères du putsch, ils ne firent aucune autocritique (ni Posadas, ni son ami intime et défenseur inconditionnel Pablo) de la politique qu'ils eurent au cours de l'année 55. Cette politique obéissait à une raison profonde, à l'entrisme « sui generis ». Le programme que nous avons cité ne mentionne pas la politique pourrie du PC argentin qui faisait le jeu de la réaction cléricale. Dans tout le journal non plus n'est pas mentionnée la politique pourrie du stalinisme dans le monde. Il n'y a que des éloges pour la Chine et sa politique. Par contre, l'ennemi principal était le gouvernement péroniste et la bourgeoisie dans son ensemble, surtout celle liée au péronisme. C'était une application tactique de l'entrisme, du suivisme par rapport au stalinisme national et international, qui avait toujours été contre le péronisme pour des raisons tactiques : pour contrôler le mouvement ouvrier et avoir ainsi une monnaie d'échange avec l'impérialisme. La section pabliste fut la

variante de gauche du stalinisme argentin.

Ensuite vint la lutte contre les gouvernements « gorilles ». Notre parti centra sa lutte contre les gouvernements, pour les droits démocratiques. Nous avons commencé la lutte pour le droit du péronisme et du général Peron à intervenir politiquement, pour la légalité de ce parti bourgeois qui avait le soutien de presque tout le mouvement ouvrier. Nous avons dénoncé la dictature « gorille » en proposant la lutte pour la renverser. Nous avons été parmi les fondateurs des 62 organisations de résistance au gouvernement. Nous avons été de toutes les luttes. Le gouvernement « gorille » nous a « distingués » et nous a persécutés avec acharnement, encore plus que le péronisme et les partis de gauche antigorilles qui se sont battus contre le putsch. Même le PC subit quelque peu la répression.

La seule gauche légale sous la dictature « gorille » : le « trotskysme » de Pablo et Posadas

Mais il y eut un parti qui fut totalement légal, le seul parti de gauche dont la presse légale se vendait dans tous les kiosques sous la protection policière, le seul à qui fut donné la possibilité de parler à la radio (et qui l'utilisa). Tandis que nous, et tous les autres qui luttèrent contre la dictature « gorille », nous étions envoyés dans les camps de concentration et les prisons. Ce parti, miracle des miracles, obtenait la légalité, et dans sa presse il se glorifiait de l'avoir obtenue grâce à une lutte intense. CE PARTI ÉTAIT L'ENFANT CHÉRI DU CAMARADE PABLO, LA SECTION MONTRÉE COMME MODÈLE À TOUT LE MOUVEMENT TROTSKYSTE MONDIAL, LE MODÈLE DE L'ENTRISME « SUI GENERIS » ET DE TOUTE LA POLITIQUE DE LA MAJORITÉ D'ALORS. CE PARTI RECEVAIT LE 24 OCTOBRE 1955, UN MOIS APRÈS LE PUTSCH CONTRE LEQUEL IL N'AVAIT PAS LUTTE, UN SALUT ET DES FÉLICITATIONS DU CÉLÈBRE, QU'IL PUBLIA EN JANVIER 1956 DANS SON JOURNAL LÉGAL SOUS LA DICTATURE « GORILLE ».

Quel était le secret de cet amour de la dictature « gorille »

pour la section officielle ? Il réside dans de nombreux faits politiques de grande importance : 1) la section pensait, et le disait publiquement, que les ouvriers ne devaient pas lutter pour la légalité du péronisme et du général Peron, car « c'étaient des partis bourgeois » ; 2) dans le cadre de l'entrisme « sui generis », la section suivait le stalinisme comme son ombre, et celui-ci avait des relations assez bonnes avec la dictature afin que celle-ci lui laisse une petite place dans le contrôle militaire des syndicats. L'ennemi principal pour la section comme pour le stalinisme était la hiérarchie syndicale péroniste, pas les gouvernements « gorilles ». En toute logique, la section n'eut pas, à notre connaissance, de prisonniers puisque ses militants étaient légaux.

Aujourd'hui, le camarade Germain nous critique pour avoir utilisé les marges de légalité que les travailleurs ont conquises par leurs luttes. Nous pensons qu'avant de nous critiquer, qu'il ait raison ou non, il devrait commencer par faire son autocritique pour avoir soutenu publiquement pendant des années la politique funeste de sa section officielle dans notre pays.

6) La stratégie du contrôle ouvrier

Pendant la période de l'entrisme « sui generis », les camarades de la majorité commencèrent à proposer une nouvelle stratégie décennale : le contrôle ouvrier. Cette

stratégie naquit vers 1964, elle continue aujourd'hui, et le camarade Germain menace de la maintenir encore pendant des siècles, bien qu'il commence maintenant à en impulser

une autre pour l'Europe : le travail sur l'avant-garde de masse. Dès la naissance de la stratégie de contrôle ouvrier, Germain l'a justifiée par sa théorie sur la nouvelle structure et les lois du néocapitalisme : on ne luttait plus contre les bas salaires et le chômage mais contre la direction des entreprises. Actuellement, la justification tend à changer semble-t-il, étant donné que la situation

économique des pays impérialistes, et particulièrement celle des pays européens, a démenti la théorie « germainiste » et mis de nouveau à l'ordre du jour les luttes économiques « traditionnelles ». Mais la stratégie demeure ; avec une nouvelle justification pas encore tout à fait élaborée, mais elle demeure.

Trotsky et le contrôle ouvrier

Cependant, Trotsky s'est battu contre l'aile droite du communisme, les brandléristes, qui lançaient le mot d'ordre de contrôle ouvrier pour toute une période. C'est que pour Trotsky, contrairement aux opportunistes qui sont toujours pour ce mot d'ordre, celui-ci ne peut être le thème de la propagande et de l'agitation que dans une étape révolutionnaire, quand le double pouvoir, la révolution socialiste et la nationalisation de toute l'industrie sont posés :

« Le contrôle ouvrier est une mesure de transition dans les conditions de la plus haute tension de la lutte de classes, et ne peut se concevoir que comme un pont vers la nationalisation révolutionnaire de toute l'industrie. » ("The Struggle Against Fascism in Germany", León Trotsky,

Introduction par Ernest Mandel, p.242).

Trotsky insiste en disant que cette nationalisation ne peut se faire qu'avec le pouvoir ouvrier et les soviets :

« D'une manière générale, le contrôle ouvrier n'est concevable que lorsque la prépondérance des forces politiques du prolétariat sur celles du capitalisme est indubitable. » « Le mot d'ordre de contrôle ouvrier sur la production se réfère en général à la période de la création des soviets. » « Ils (les brandléristes) se condamnent eux-mêmes en citant le fait d'avoir répété pendant un grand nombre d'années le mot d'ordre qui n'est à avancer qu'en période révolutionnaire. » (Idem p.243).

1964 : Naissance de la « stratégie » du contrôle ouvrier

Trotsky peut dire ce qu'il veut, cela n'intéresse pas les camarades de la majorité et encore moins le camarade Germain. La première fois qu'ils avancèrent la stratégie de contrôle ouvrier fut en 64 :

« La revendication de contrôle ouvrier est actuellement la revendication stratégique centrale des socialistes et du mouvement ouvrier en général. » (Mandel, "l'Économie du néocapitalisme"(1964), dans "Essais sur le néocapitalisme". ERA 1971).

Au congrès de 1965, bien avant que commence la vague de luttes massives du prolétariat européen, dont les plus grandes expressions furent mai 68 en France et 69 en Italie, il était dit :

« Le mot d'ordre de contrôle ouvrier apparaît comme le mot d'ordre central de cette étape de la lutte, sur lequel débouchent toutes les autres revendications transitoires. » (VIIIème Congrès, CI, avril 66, p.134).

1969 : Après le mai français, le contrôle ouvrier continue

Après mai 68, Mandel assurait que :

« La revendication de contrôle ouvrier est à l'ordre du jour » et « l'expérience de mai 68 en France montre une des principales raisons pour lesquelles la revendication de

contrôle ouvrier occupe une place de première importance dans notre stratégie socialiste qui vise au renversement du capitalisme dans les pays industrialisés. » (Mandel : "Le débat sur le contrôle ouvrier", International Socialist Review, mai-juin 69, p, 1 et 3).

1973 : Le contrôle ouvrier est un des axes du document européen de la majorité

Dans le document européen de la majorité, cette ligne de contrôle ouvrier est donnée à deux occasions comme

essentielle parmi les dix tâches centrales pour nos sections :

« Intervenir systématiquement dans toute agitation ouvrière, dans toutes les grèves et campagnes revendicatives, en posant la problématique du Programme de transition dans son ensemble, c'est-à-dire en arrêtant une série de revendications centrées essentiellement sur le mot d'ordre de contrôle ouvrier, revendication qui a aujourd'hui un rôle capital, car elle conduit les travailleurs à remettre objectivement en question l'autorité du patronat et de l'Etat bourgeois et à créer des organes de double

pouvoir. » (BII n° 4. p.25 de l'édition du PST).

Et dans un autre point il insiste :

« Assurer une propagande systématique dans le mouvement ouvrier, organisée autour des revendications transitoires et orienter la recomposition de celui-ci afin qu'elles soient défendues - surtout celle de contrôle ouvrier - par des secteurs du mouvement syndical et des organisations ouvrières traditionnelles en voie de radicalisation. » (Idem p.26).

Le contrôle ouvrier et le problème du pouvoir

Cette position consistant à extraire un mot d'ordre de notre programme, pour le transformer en axe de toute notre politique est typique de la majorité. Elle l'a fait avec la guerre de guérillas et la lutte armée en Amérique latine. Mais dans le cas du contrôle ouvrier, c'est encore plus dangereux car cette ligne peut, par sa propre logique, arriver à remplir le même rôle réformiste que le mot d'ordre de « socialisme » de la social-démocratie dans l'après-guerre. Comme toute position erronée, elle va contre les expériences de la lutte de classes. Le problème du pouvoir, selon le même document, va être posé par :

« Le caractère de l'époque confère aux luttes de masse non seulement un caractère politique objectif, mais implique également la nécessité impérieuse de poser la question du pouvoir politique... » (Idem p.13).

Par ailleurs le même document reconnaît que le détonateur des explosions du mouvement des masses européennes peut être très divers :

« (...) les revendications économiques (années 19-20 et 25-26), une crise économique aiguë (1923), un brusque changement défavorable de la conjoncture économique

(60-61), la réaction contre un coup d'Etat d'extrême-droite (Espagne en 36 et Grèce en 63), les espérances d'un changement politique fondamental (juin 36 en France) les révoltes étudiantes (mai 68), la crise monétaire, les guerres coloniales, la défense des droits acquis par le mouvement ouvrier (droit de grève, libertés syndicales...). Il serait vain d'établir d'avance la séquence possible ». (Idem p.18).

Le camarade Germain et les autres camarades de la majorité nous disent qu'il peut y avoir plusieurs détonateurs pour la mobilisation des masses, ils nous disent que « le caractère de l'époque... implique la nécessité impérieuse de poser la question du pouvoir politique », et ces deux affirmations sont très correctes. Mais ensuite, ils nous disent que face à toutes les situations, notre mot d'ordre central doit être celui de contrôle ouvrier. Cela est très dangereux et peut nous faire tomber dans le réformisme. D'abord parce que le contrôle ouvrier n'est pas un mot d'ordre de pouvoir, et ensuite parce que nous donnons des illusions aux masses en leur disant que, avec le contrôle ouvrier sous le régime bourgeois, nous pouvons résoudre toute cette gamme de problèmes (crises économiques, tournants violents à droite, guerre coloniale, etc...).

Construire le socialisme sans prendre le pouvoir ?

En suivant la logique de cette façon de poser le contrôle ouvrier comme tâche centrale pour un temps indéfini, nous pouvons arriver à dire que l'on peut construire le socialisme sans prendre le pouvoir. Cela signifie qu'ainsi nous n'avons pas comme tâche centrale l'éducation des travailleurs sur la nécessité de prendre le pouvoir, mais d'exercer le contrôle ouvrier et la gestion socialiste au sein de l'Etat bourgeois. Le camarade Mandel s'approche dangereusement de cette conclusion :

« Dans la vague de grèves qui traverse l'Europe depuis mai 68, les sections et les militants de la IVème Internationale ont poursuivi fondamentalement un triple objectif : 1) populariser, étendre régionalement, nationalement et

internationalement les expériences de la lutte ouvrière la plus remarquable, tant par les revendications avancées que par les formes d'organisation et de combat adoptées ; 2) propager, enraciner dans le sein des masses ouvrières la contestation de l'autorité patronale, la lutte pour le contrôle ouvrier. C'est à travers cette contestation que les travailleurs acquerront la conscience et la pratique nécessaires pour passer, dans les futures grèves et explosions révolutionnaires, à la prise de leurs usines et à la socialisation de la production ; 3) stimuler la création d'organes de direction des grèves contrôlées par les masses de travailleurs, c'est-à-dire, des comités de grève démocratiquement élus qui rendent compte régulièrement en assemblée générale des grévistes. Si les travailleurs

apprennent à gérer leurs propres grèves, ils apprendront ainsi d'autant plus vite à gérer demain leur propre Etat et leur propre économie.» (Discours de Mandel le 16 mai 1971 à Paris en hommage à la Commune de Paris. IP, vol.9, n°25, p.608).

Heureusement, nous ne connaissons pas de positions théoriques de la part d'autres camarades de la majorité

coïncidant avec celle du camarade Mandel. Mais la « stratégie » du contrôle ouvrier est, dans cette conception et en réalité, justifiée théoriquement. Et cette tentative théorique n'a été faite jusqu'à présent que par Mandel-Germain. Si nous suivons cette voie, le danger qui guette notre Internationale est clair : en commençant par la « stratégie » du contrôle ouvrier, nous pouvons finir par l'abandon de la lutte pour le pouvoir.

7) Deux interprétations et deux orientations pour la grève générale de mai 68 en France

L'erreur de la stratégie de l'entrisme « sui generis » a eu des conséquences tragiques en Bolivie en 52-55 et en Argentine en 55 ; la stratégie pour dix ans du contrôle ouvrier manifeste ses terribles dangers potentiels dans

l'interprétation faite par le camarade Mandel de la grève générale de mai 68 et dans l'orientation que, selon lui, il aurait fallu appliquer.

Trotsky et la grève générale

Il existe une phrase de Trotsky qui devrait être l'introduction de toute analyse d'une grève générale dans n'importe quel pays du monde, et même plus particulièrement en France pour celle de 68, car Trotsky y parle de la situation française à la veille de la grève générale de 36 :

« Par dessus toutes les tâches et tous les mots d'ordre partiels pour notre époque est posée LA QUESTION DU POUVOIR ». (Majuscules de Trotsky, "Où va la France ?", mars 35, p. 86).

Cette affirmation catégorique de Trotsky s'explique par son analyse de la signification d'une grève générale :

« L'importance fondamentale de la grève générale, indépendamment du succès partiel qu'elle peut obtenir ou non, réside dans le fait qu'elle pose la question du pouvoir

d'une manière révolutionnaire... Quels que soient les mots d'ordre et les motifs pour lesquels la grève s'est déclenchée, si elle implique réellement les masses et si les masses sont profondément décidées à lutter, la grève générale pose inévitablement à toutes les classes de la nation la question: qui sera le maître de la maison ? Les dirigeants du prolétariat doivent comprendre cette logique interne de la grève générale, à moins qu'ils ne soient pas des leaders mais des dilettantes et des aventuriers. Politiquement, cela implique que les dirigeants appellent alors sans relâche le prolétariat à réaliser la tâche de la conquête révolutionnaire du pouvoir. » (Idem p.87-88) « La grève générale est par essence un fait politique. Elle oppose comme un tout la classe ouvrière à l'Etat bourgeois ». « La grève générale pose directement la question de la conquête du pouvoir par le prolétariat. » (Idem p.89).

Mandel et la grève générale de Mai 68 en France

Pour Mandel, ce ne doit pas être vrai quand il dit qu'en mai 68 les ouvriers français :

« (...) utilisèrent des formes de lutte beaucoup plus radicales qu'en 36, 1944-46... » ("Workers under Neo-capitalism", ISR, novembre-décembre 68). Et qu'il n'éprouve aucune gêne à soutenir que :

« S'ils avaient été éduqués pendant les années et les mois précédents dans l'esprit du contrôle ouvrier, ils auraient su que faire, élire un comité dans chaque établissement qui aurait commencé par ouvrir les livres de compte de la compagnie, calculer eux-mêmes les coûts réels de

fabrication et l'utilité de chaque compagnie, établir le droit de veto sur l'embauche et le licenciement et sur tous les changements dans l'organisation du travail, remplacer les contremaîtres et les superviseurs nommés par les patrons par un camarade élu des travailleurs (ou par les membres de l'équipe de travail en roulement). » (Mandel : "Le débat sur le contrôle ouvrier", p.3).

Dans une situation unique, qui ne dure que quelques jours, dont une fois passée on ne sait pas quand elle se répètera, quand ce qui est réellement posé c'est le problème du pouvoir, quand la seule chose à faire est de l'avancer et de dénoncer les organisations opportunistes pour ne pas le

faire, Mandel conseille « d'élire un comité dans chaque établissement qui [...] ouvre les livres de compte de la compagnie, calcule les coûts réels de fabrication et l'utilité de chaque compagnie, etc... ». Un trotskiste conséquent aurait dit le contraire de Mandel : « Si les travailleurs avaient été éduqués pendant les années et les mois précédents dans l'esprit de la révolution socialiste, de l'impérieuse nécessité pour la classe ouvrière de prendre le pouvoir en tant que direction du peuple exploité, ils auraient su que faire: transformer la grève générale en une lutte pour le pouvoir. »

Heureusement, ni les camarades de la section française, ni la majorité qui dirige l'Internationale, ni le camarade

Mandel lui-même n'ont appliqué cette ligne en mai 68. Au contraire, leur politique face à cette mobilisation des masses fut essentiellement correcte. Ce n'est pas à nous d'expliquer cette contradiction entre la théorie défendue et la pratique réalisée. Nous voulons simplement faire ressortir les dangers que porte en elle-même l'application conséquente de cette théorie. Dans la plus grande grève générale réalisée par le prolétariat français au cours de ce siècle, quand la prise de l'Elysée était posée, la « stratégie » du contrôle ouvrier et la théorie qui l'accompagne veulent enfermer les trotskistes français dans la comptabilité des usines pour... « calculer leurs coûts de fabrication » !

8) La stratégie pour l'Amérique latine du IXème Congrès mondial

Nous affirmons que le IXème Congrès a adopté pour l'Amérique latine une de ces fameuses « stratégies » à long terme du camarade Germain: la stratégie de la guérilla rurale sous le nom de « lutte armée ». Le camarade Germain affirme que ce n'est pas cela qui a été adopté. Au

lieu de reconnaître l'erreur du camarade Maitan au IXème Congrès, Germain, en avocat de la défense, attaque Hansen, par une accusation gratuite, de l'avoir mal interprété.

Le camarade Germain accuse gratuitement le camarade Hansen

« Permettez-nous d'ajouter qu'une lecture objective, sans préjugés, du document du IXème Congrès rend possible la conclusion qu'il n'y est défendu en aucune manière "une stratégie de guerre de guérillas rurales" (encore moins une "stratégie de foco guérillero") mais la stratégie de lutte armée, qui est une chose totalement différente. Pour tenter de donner l'impression opposée, le camarade Hansen s'est vu forcé d'extraire une seule phrase du document adopté par le IXème Congrès mondial et polémique contre celle-ci au lieu d'analyser le document comme un tout et de polémiquer contre sa ligne générale. » (Germain et Knoeller: "The strategic orientation of revolutionists in Latin America", 68-72, p.85).

Cet argument, principalement celui d'« une seule phrase », cherche à nous confondre totalement, en donnant l'impression que le camarade Hansen a sorti la seule et unique phrase en faveur de la « guerre de guérillas rurale » et l'utilise avec la minorité pour mener une polémique fautive et tendancieuse. Le camarade Hansen cite cette phrase car c'est elle qui résume le mieux la position de tout le document de la majorité. Mais celui-ci a toute une série de phrases semblables ou ayant le même sens. Faisons la lecture « objective » que nous demande le camarade Mandel.

Première phrase :

« Même dans le cas de pays où pourraient se produire

d'abord de grandes mobilisations et conflits urbains, la guerre civile prendra des formes variées de lutte armée, parmi lesquelles l'axe principal pour toute une période sera la guérilla rurale... » (p .7)

Seconde phrase :

« Dans ce sens, la lutte armée en Amérique latine signifie fondamentalement guerre de guérillas » (p.7).

Cette phrase précise ce qui précède, c'est-à-dire qu'implicitement, la « guerre de guérillas » dont on parle est rurale, à moins que le rédacteur du document n'ait perdu, en même temps que le sens politique, le sens grammatical.

Troisième phrase :

« La sélection stricte de cet axe central doit être complétée... » (p.7)

C'est là une seconde phrase complémentaire de la première, où « axe central » équivaut à « axe principal », c'est-à-dire la « guérilla rurale ».

Quatrième phrase :

« Dans la perspective d'une guerre civile prolongée et de la guerre de guérillas rurale comme son axe principal... » (idem p.7)

C'est la phrase qui commence la thèse 18 et résume toute la thèse 17, et celle qu'a utilisée Hansen pour gagner du temps. Il y est répété le concept fondamental de tout le document : la guerre de guérillas rurale est l'axe central (ou principal).

Cinquième phrase :

« Dans une situation de crise pré-révolutionnaire qu'expérimente actuellement l'Amérique latine à l'échelle continentale, la guerre de guérillas peut stimuler de fait une dynamique révolutionnaire, même si au début la tentative paraît venir de l'extérieur ou être unilatérale (comme ce fut le cas du mouvement bolivien guérillero du Che). » (p.7-8)

C'est une phrase précisant celle que nous avons citée en quatrième lieu.

Sixième phrase :

« De fait, dans la majorité des pays, la variante la plus probable est que, pour une période assez longue, les paysans auront à supporter le poids principal de la lutte et que dans une mesure considérable, les cadres du mouvement seront fournis par la petite bourgeoisie révolutionnaire... » (p.6)

C'est la phrase la plus importante, bien qu'elle ne parle pas directement de la guérilla rurale comme axe principal, puisqu'elle affirme que les paysans auront à supporter le poids majeur de la lutte et que les cadres seront fournis par la petite bourgeoisie révolutionnaire. Quel type de lutte est-ce alors ? Il s'agit sans aucun doute de la guérilla rurale, car il est impossible que le document propose la possibilité que les paysans, en tant que classe, descendent à la ville « pour une longue période » pour supporter le poids majeur de la lutte, dirigés par les étudiants (cadres de la petite bourgeoisie révolutionnaire).

Septième phrase :

« Profiter de chaque occasion non seulement pour augmenter le nombre de noyaux de guérilleros ruraux, mais aussi pour promouvoir les formes de lutte armée particulièrement adaptées à certaines zones... » (p.8).

Selon cette citation, ce qui est fondamental (« non seulement »), c'est la guérilla rurale, et ce qui est secondaire (« mais aussi ») ce sont les autres formes de

lutte. Mais inversons le raisonnement: pourquoi le texte ne dit-il pas (comme le fait "Rouge" pour le Chili) « prendre avantage de chaque occasion non seulement pour augmenter les milices ouvrières, paysannes, de quartier, de zones, les comités de sous-officiers, de défense unitaire contre les bandes bourgeoises... ». Il ne le dit pas car ce n'est pas sa conception. Sa conception c'est que l'axe central est la guerre de guérillas rurale, et les autres formes de lutte armée adaptées à d'autres zones sont secondaires et sont à promouvoir après avoir garanti le noyau guérillero rural.

Huitième phrase : le camarade Maitan fait la même interprétation que le camarade Hansen

« Si l'on prend en compte les conditions géographiques, les structures démographiques de la majorité de la population, ainsi que les considérations techniques et militaires sur lesquelles insiste le Che lui-même, il en résulte que la variante la plus probable sera celle de la guerre de guérillas rurale à l'échelle continentale. » (IP, 20-4-70, p.360).

C'est ce que nous explique le camarade Maitan, auteur du document et rapporteur officiel du IXème Congrès, dans son article « Cuba, Military Reformism and Armed Struggle in Latin America ». Les camarades Germain et Knoeller sont-ils d'accord avec cette interprétation faite par le camarade Maitan des positions de la majorité ? Elle est identique à la nôtre et diamétralement opposée à celle de Germain. Pourquoi le camarade Germain ne polémique-t-il pas avec le camarade Maïtan pour lui démontrer que ce n'est pas ce qu'il disait dans la résolution du IXème Congrès ? Pourquoi nous dénonce-t-il pour avoir fait une fausse polémique ?

Les conclusions sont évidentes. La première est proverbiale : il n'y a pas plus aveugle que celui qui ne veut pas voir. La seconde est politique et catégorique : Il n'y a pas, comme l'insinue Germain, une seule phrase, mais de nombreuses phrases qui précisent la signification de tout le document adopté au IXème Congrès mondial. Et il signifie que l'axe principal pour toute une période sera la guerre de guérilla rurale.

Cette tentative de fausser la discussion n'est pas la seule. Nous précisons donc les divergences qui existèrent au cours du IXème Congrès.

Première divergence : sur l'axe principal de notre activité

Pour la majorité, « la guerre civile prendra des formes variées de lutte armée, parmi lesquelles l'axe principal pour toute une période sera la guerre de guérillas rurale » dans la perspective d'une guerre civile prolongée.

Pour la minorité, cette stratégie est erronée, car :

« La tâche-clé de l'avant-garde latino-américaine, comme partout, reste la construction du parti marxiste révolutionnaire. Cette tâche a la priorité sur toutes les questions de tactique et de stratégie, dans le sens où celles-ci doivent s'orienter dans ce but, car c'est le maillon décisif

du processus révolutionnaire...». « La construction du parti révolutionnaire doit être considérée et présentée comme la tâche centrale, l'orientation principale, la préoccupation presque exclusive de l'avant garde. Et le caractère explosif de la situation latino-américaine ne diminue en rien cette nécessité, mais l'intensifie. » (Hansen : *Assesments of the Draft Resolution on Latin America*, 68-72, p.23).

Un peu plus tard, la minorité insistait :

« Ce que l'Internationale doit faire, par tous les moyens possibles, c'est insister sur la tâche fondamentale de l'étape présente. C'est, en commençant par le commencement, réunir suffisamment de cadres pour entamer sérieusement

la construction de partis léninistes de combat. » (Hansen : *"A contribution to the discussion on revolutionary strategy in Latin America"*, p.62).

Concrètement, la minorité considérait comme une erreur totale l'orientation vers la « guerre de guérillas rurale » qui nous éloignait d'une tâche apparemment beaucoup plus modeste, celle de gagner des cadres trotskystes et de commencer la construction de partis trotskystes intimement liés au mouvement des masses. Etant donné la faiblesse du mouvement trotskyste latino-américain, nous pensions que c'était la seule tâche immédiate et possible. L'autre était un suicide qui ne permettrait pas de gagner une insertion dans le mouvement des masses et détruirait la possibilité de construire le parti.

Deuxième divergence : sur les classes participantes et sur le terrain des mobilisations à venir après le Congrès

Pour la majorité, il ne faisait aucun doute que :

« La variante la plus probable est que, pour une période assez longue, les paysans auront à supporter le poids majeur de la lutte » (thèse citée).

Pour éviter des discussions, la thèse continue en précisant le rôle du prolétariat et des masses urbaines :

« Cela signifie que le rôle de direction du prolétariat peut s'exercer sous diverses formes: soit par la participation des travailleurs salariés (ouvriers industriels, mineurs ou travailleurs agricoles) à la tête des luttes révolutionnaires, ce qui sans doute n'arrivera que dans une minorité de pays latino-américains ; soit indirectement lorsque la direction de ces luttes est aux mains d'organisations, tendances ou cadres provenant du mouvement ouvrier; soit dans le sens historique du terme, au moyen du programme, des théories qui découlent du marxisme. Dans n'importe quel cas, l'achèvement de la révolution socialiste est inconcevable sans la mobilisation et la participation la plus large du prolétariat. » (p. 6).

Cela veut dire que, pour les années à venir, la classe ouvrière et les masses urbaines d'Amérique latine ne vont rien faire d'important dans l'immédiat, elles ne seront pas l'axe du processus révolutionnaire, à part dans une minorité de pays. Le rôle du prolétariat, absent en tant que

classe du processus révolutionnaire, sera tenu « indirectement » par les « organisations, tendances ou cadres provenant du mouvement ouvrier », ou « au moyen du programme et des théories qui découlent du marxisme ». Ce n'est que la version la plus moderne de la théorie de Staline tant critiquée par Trotsky, de la substitution des classes par les organisations et les programmes. Cette thèse est tellement anti-ouvrière, quant aux perspectives plus ou moins immédiates, qu'elle ne laisse même pas au prolétariat agricole un rôle d'une certaine valeur. Il faut reconnaître que le document est conséquent jusqu'au bout avec l'affirmation « pour une longue période les paysans auront à supporter le poids majeur de la lutte ». En toute logique, le prolétariat et les masses urbaines passent au second plan.

Pour la minorité, cette orientation sociale de travail est directement criminelle puisque la lutte est en train de se déplacer vers les villes et la classe ouvrière. En voici une preuve déterminante :

« En ce qui concerne la stratégie de notre mouvement, les principale caractéristiques de l'évolution révolutionnaire de la jeunesse sont : 1- sa manifestation dans les centres urbains ; 2- la participation considérable des masses ; 3- la tendance des travailleurs à se lier aux autres secteurs des masses et à les pousser à l'action. » (Hansen. idem, p.25).

Troisième divergence : sur la tâche immédiate et principale que doivent réaliser nos sections latino-américaines

Pour la majorité :

« Voici pourquoi on ne peut pas concevoir la préparation technique comme un simple aspect du travail

révolutionnaire, mais comme l'aspect fondamental à l'échelle continentale, et un des aspects fondamentaux dans les pays où les conditions minimum n'existent pas encore. » (p.6-7).

Cette préparation technique se combine avec l'«axe principal» de «la guerre de guérillas rurale» pour donner une conclusion pratique catégorique :

«(...) terme (guerre de guérillas rurale) dont la signification primordiale est géographique et militaire et qui n'implique pas nécessairement une composition exclusivement (ni même prépondérante) paysanne des détachement de lutte» (p.7).

Dit à notre simple façon: il faut préparer la guérilla dans les meilleurs endroits, que nous ayons ou non des paysans qui nous soutiennent dès le début. Ainsi, la lutte des masses urbaine était d'abord exclue pour toute une étape et maintenant la nécessité du soutien paysan est devenue

secondaire au début de la lutte. Il suffit d'avoir un noyau de combattant sans nécessairement de contact solide avec un secteur du mouvement des masses pour commencer la guérilla rurale.

Pour la minorité, la tâche immédiate était d'élaborer un programme de transition pour pénétrer dans le mouvement des masses urbaines et travailler avec elles pour les mobiliser :

« Si le concept de guerre de guérillas rurale pour une période prolongée a été adopté comme axe principal du travail révolutionnaire, le problème de la mobilisation des masses urbaines est devenu alors superflu, et avec lui la majeure partie du Programme de transition ». (Hansen, idem, p.25).

Quatrième divergence: sur les organismes du mouvement des masses dans lesquels nous devons intervenir

Pour la majorité, conséquente jusqu'au bout avec son axe principal de guerre de guérillas rurale, les organisations traditionnelles du mouvement de masse, notamment ouvrières, étaient si peu dignes d'intérêt qu'elle ne les nommait même pas comme lieux obligatoires d'intervention. Par contre, elle donnait une orientation précise sur les organismes dans lesquels nous devons pénétrer à l'échelle continentale :

«Intégration dans le courant révolutionnaire historique représenté par la révolution cubaine et l'OLAS, ce qui implique, indépendamment des formes, de travailler comme partie intégrante de l'OLAS» (p.10).

Pour la minorité, c'était évidemment une politique suicidaire :

«L'impression qui s'en dégage c'est que, de la même manière que l'orientation principale présentée dans le projet de résolution sur l'Amérique latine apparaît comme une adaptation au niveau actuel de développement de l'orientation des cubains, le conseil de travailler comme «partie intégrante» de l'OLAS apparaît comme une adaptation au niveau d'organisation qu'ils ont atteint» (Hansen, idem, p.24).

En effet, notre entrisme dans l'OLAS ne pouvait s'expliquer que par le fait d'avoir la même ligne que les cubains à ce moment-là (guerre de guérillas sur une base géographique, militaire).

Dans la minorité, nous pensions que nous devons rester indépendants et laisser la porte ouverte à des actions communes ou à la constitution de fronts avec les cubains.

Ces quatre divergences fondamentales étant retracées, les militants de notre mouvement doivent les confronter avec la réalité, afin de se prononcer sérieusement sur qui avait

raison.

1- Aucune section n'a concrétisé la guérilla rurale, nous nous sommes tous consacrés à «réunir des cadres» pour construire le parti

La majorité affirmait que «l'axe principal pour toute une période est la guerre de guérillas rurale»: La minorité affirmait qu'il fallait «réunir suffisamment de cadres pour entamer sérieusement la construction du parti léniniste de combat ».

La réalité montre que nulle part nos sections n'ont concrétisé la guérilla rurale. La section bolivienne a essayé de le faire pendant des années sans y parvenir et a eu des résultats catastrophiques. De toutes les sections - même celles qui adoptèrent la résolution du IX^e Congrès - aucune ne lança la lutte armée, toutes se consacrèrent à réunir suffisamment de cadres. La seule exception fut le PRT (Combatiente) qui a rompu actuellement avec notre Internationale et dont l'expérience, comme nous l'avons vu, a confirmé les positions de la minorité.

2- La lutte a été menée par les travailleurs des villes, jamais par les paysans à la campagne

La majorité soutenait que «pour une longue période, les paysans auraient à supporter le poids majeur de la lutte». La minorité soutenait que le poids de la lutte allait se manifester dans les «centres urbains» avec «une participation considérable des masses» et «la tendance des travailleurs à se lier aux autres secteurs des masses et à les pousser à l'action».

La réalité montre que, au cours de ces quatre dernières années, il ne s'est produit aucune mobilisation paysanne

importante. La seule exception fut le Chili, mais où de toute manière la mobilisation ouvrière et urbaine était infiniment plus importante (comme le réaffirme l'article de "Rouge" en montrant la nécessité de beaucoup plus d'organismes urbains que paysans).

3- Aucune section n'est entrée dans l'OLAS : nous nous sommes maintenus comme partis trotskystes indépendants

La majorité affirmait qu'il fallait s'intégrer « au front révolutionnaire continental constitué par l'OLAS ». La minorité soutenait qu'il fallait rester indépendants et laisser la porte ouverte pour des fronts uniques avec les cubains.

La réalité montre que pas une seule section n'est entrée dans l'OLAS pour la raison, entre autres, que la stratégie de l'OLAS de guerre de guérillas rurale échoua avec un tel fracas, à cause de la montée du mouvement des masses urbaines et ouvrières, que les cubains ont dissous de fait l'organisation qu'ils avaient construite pour centraliser la

guérilla rurale.

4- Notre tâche centrale était la mobilisation des masses et non la « préparation technique »

La majorité soutenait que la « préparation technique » était l'aspect fondamental « à l'échelle continentale ». La minorité affirmait que la tâche essentielle était de « mobiliser les masses urbaines en élaborant un programme de transition ».

La réalité de ces dernières années est là pour démontrer qui avait raison. Il reste à la majorité de nous expliquer pourquoi le seul groupe qui concrétisa son appel à la « préparation technique » a rompu avec l'Internationale.

Voilà les divergences et elles sont catégoriques, et les faits, les durs faits de la réalité objective sont également catégoriques. Seule manque une déclaration, non moins catégorique, de notre Internationale.

9) Hugo Blanco au Pérou, Trotsky et la Chine (25-27), la lutte contre le fascisme, et la révolution cubaine : quatre exemples interprétés par le camarade Germain

Nous venons de voir comment les faits objectifs de la lutte de classes ont démolé la stratégie de guerre de guérillas rurale préconisée par les camarades de la majorité au IXème Congrès mondial. Cela provoqua un rapide virage tactique du camarade Germain qui, maintenant, ne soutient plus une telle stratégie et soutient par contre qu'il s'agissait de la « stratégie de lutte armée ». En quoi cette stratégie à long terme du camarade Germain se

différencie-t-elle de celle qu'il a soutenu quatre ans auparavant ? La différence consiste à ne plus parler de la paysannerie, ni de la guérilla rurale, ni de l'entrée dans l'OLAS. En quoi reste-t-elle la même ? En ce qu'elle continue à soutenir que le parti doit prendre l'initiative de la lutte armée et doit avoir comme tâche fondamentale sa préparation technique.

Les quatre exemples du camarade Germain

Pour justifier théoriquement cette position, le camarade Germain recourt à quatre exemples historiques, énumérés dans le titre de ce sous-chapitre. Selon lui, ce que proposait Trotsky pour la Chine entre 25 et 27, ainsi que pour la lutte contre le fascisme, ce que fit Hugo Blanco au Pérou, tout cela montre que le parti doit prendre en main l'initiative de la lutte armée, après s'être préparé techniquement. Et la victoire de la révolution cubaine est un exemple de la justesse de cette ligne qui peut se répéter

à nouveau.

Nous allons démontrer que tout cela est faux et que le camarade Germain essaie d'adapter la réalité à ses théories, en faisant de fausses interprétations des positions de Trotsky, de l'expérience péruvienne et du cas des cubains. Nous prendrons chacun de ces exemples dans l'ordre chronologique. Commençons par la position de Trotsky sur la Chine.

Ce que Germain fait dire à Trotsky sur la Chine

Pour comprendre la position de Trotsky sur la Chine, il faut commencer par lire complètement la citation que Germain donne tronquée :

« Les ouvriers et les paysans n'auraient pas suivi la

bourgeoisie indigène si nous ne les avions pas induits en erreur. Si la politique de l'Internationale Communiste avait été un peu plus juste, le résultat de la lutte du Parti Communiste pour conquérir les masses aurait été décidé d'avance : le prolétariat chinois aurait soutenu les

communistes et la guerre paysanne aurait appuyé le prolétariat révolutionnaire.

« Si dès le début de la marche vers le nord, nous avions commencé à créer les soviets dans les régions « libérées » (c'était l'aspiration instinctive et profonde des masses), nous aurions gagné la base nécessaire et l'élan révolutionnaire nous aurions concentré autour de nous les insurrections paysannes, créé notre armée et détruit celle de nos ennemis. » ("El gran organizador de derrotas", Ed. Olimpo, Buenos Aires, p.223).

Selon l'interprétation de Germain, Trotsky parlait d'un parti comptant seulement 10 à 15 000 membres et dont les deux tiers étaient dans les villes, perdu dans un pays de 450 millions d'habitants. Et Trotsky : « regrettait que ces quelques milliers de communistes, pas plus, ne commencent pas à organiser une armée paysanne dirigée par les communistes » (Germain: "En défense...", p.50).

Ensuite, le camarade Germain insinue que si Trotsky a fait cela, pourquoi ne pourrions-nous pas le recommander à nos sections qui sont aussi faibles que l'était le PC d'alors ?

Le problème était politique, pas militaire

Ce n'est pas un hasard si le camarade Germain n'a pas donné la première phrase du paragraphe cité. Trotsky y dit que les ouvriers et les paysans chinois avaient suivi la bourgeoisie à cause d'une orientation erronée de l'Internationale. Cela signifie qu'il parle de problèmes politiques et non militaires.

Ce n'est pas un hasard non plus, bien qu'il le cite, si le camarade Germain ne se préoccupe pas d'interpréter ce qui

suit dans le paragraphe. Trotsky ne s'y réfère pas au PC chinois mais à l'Internationale. Mais dans le cas où il aurait réellement recommandé la création d'une armée, Germain pense-t-il que nous puissions comparer l'IC de 27 à notre Internationale aujourd'hui ? Le PC chinois pouvait être plus fort ou plus faible que nos sections, mais ce qui ne fait aucun doute c'est que l'IC était infiniment et qualitativement plus forte que la nôtre de tous les points de vue mêmes militaires.

Ce que Trotsky disait véritablement sur la Chine

Mais passons au problème de contenu. La politique de Trotsky pour la Chine n'était pas celle de construire essentiellement une armée paysanne comme le pense Germain. Trotsky affirmait qu'il fallait une politique correcte, qui ne se réduisait pas à construire une armée mais à obtenir l'indépendance politique du PC et de la classe ouvrière chinois par rapport au Kuomintang et lancer le mot d'ordre de construction des soviets :

« L'orientation des soviets aurait dû consister à opposer les ouvriers et les paysans à la bourgeoisie du Kuomintang et à son agence constituée par son aile gauche. La formule des soviets en Chine signifiait en premier lieu qu'il fallait rompre le bloc honteux des « quatre classes » qui conduisait au suicide, et qu'il fallait séparer le parti communiste du Kuomintang. Le centre de gravité ne se trouvait donc pas dans une forme aride d'organisation mais dans une ligne pour conduire des classes. » (Trotsky, idem, p. 239).

Revenons maintenant à la citation de Germain. Pour lui, la :

« conséquence la plus fatale » « de la politique du parti communiste chinois en 25-27 » fut « son refus de stimuler,

organiser, coordonner et armer les soulèvements paysans et les lier à la classe ouvrière urbaine dirigée par les communistes pour créer une puissante alliance ». (Germain, p.50). Dans son interprétation n'existe pas le mot « soviets ».

Pour Trotsky, il y eut une orientation politique incorrecte. Quelle était celle correcte ? Commencer à créer les soviets dès le début :

« Si (ça c'est une proposition conditionnelle, n'est-ce pas camarade Germain ?) dès le début de la marche vers le nord, nous avons commencé à créer les soviets... nous aurions gagné la base nécessaire... nous aurions concentré autour de nous les insurrections paysannes, créé notre armée et détruit celle de nos ennemis. »

Cela veut dire que, pour Trotsky, la seule façon de gagner la base nécessaire, de concentrer autour des communistes les insurrections paysannes et de créer l'armée, c'était de commencer par créer les soviets. Et l'orientation de créer des soviets est une orientation bien politique, « une ligne pour conduire les classes », qui n'a rien à voir avec les fameuses « initiatives du parti pour la lutte armée » et « les préparations techniques » du camarade Germain.

La lutte contre la fascisme est une excuse pour transposer en Europe la stratégie du IXème Congrès pour l'Amérique latine

Passons maintenant au problème de la lutte contre le fascisme. Le camarade Germain transpose en Europe sa « stratégie » consistant à se « préparer techniquement » et à « prendre l'initiative de la lutte armée ». Comme la majeure partie de l'Europe n'a pas de régimes dictatoriaux contre lesquels lutter, il décide que l'objectif de nos « initiatives » doit être le « péril fasciste » :

« C'est la capacité de nos camarades, là où ils ont gagné un minimum de forces, à prendre des initiatives d'affrontements ouverts avec les fascistes, que les organisations de masse ne prennent toujours pas » (document cité, p.25).

Ce que Germain fait dire à Trotsky sur la lutte contre le fascisme

Pour justifier cette position, il fait de nouveau recours à une fausse interprétation de Trotsky. Dans la citation que donne Germain, comme dans le reste du document, il est clair comme de l'eau de roche que ce que pense Trotsky est exactement à l'opposé de ce que lui fait dire Germain. Pour arriver à cette interprétation, Germain « oublie » quelle est la question à laquelle Trotsky répond dans le paragraphe cité.

« Le parti doit-il créer le groupe de défense avec « ses propres militants » » (c'est la question « oubliée ») « Les mots d'ordre doivent être lancés dans les quartiers où nous

avons des sympathisants et des ouvriers qui nous défendent. Mais un parti ne peut pas créer un organe de défense indépendant. La tâche est de créer un tel corps dans les syndicats. » (Trotsky "Writings" 1938-39, p.50).

Ensuite le camarade Germain "oublie" la phrase finale, car elle précise encore que la défense contre le fascisme est liée à notre activité syndicale :

« A Minneapolis, où nous avons des camarades très capables et très expérimentés, nous pouvons commencer et le montrer à tout le pays » (p.50).

Ce que Trotsky disait véritablement de la lutte contre le fascisme

Finalement, Germain « oublie » le reste de l'article, en particulier la réponse de Trotsky à la question sur comment lancer dans la pratique les groupes de défense contre le fascisme :

« C'est très simple. Avez-vous un piquet de grève ? Même la grève passée, nous disons que nous défendons notre syndicat en faisant un piquet permanent. » (p.50).

En résumé, toute la position de Trotsky se synthétise ainsi :

« Nous pouvons vaincre de la même de la même manière (que les fascistes, en envoyant par exemple 40 ou 50 hommes pour dissoudre une réunion fasciste), mais nous devons avoir un petit corps ouvriers. » (p.50).

Trotsky dit exactement le contraire de Germain

Il est évident que pour Trotsky ce qui est fondamental, c'est de toujours avoir le soutien de la population, de la classe ouvrière, dès le début. Il faut intervenir « dans les quartiers de sympathisants » ou « avec des ouvriers qui nous soutiennent et peuvent nous défendre » ou « à Minneapolis (le principal centre de travail syndical du parti), pour faire des piquets de nos syndicats » et ne jamais créer « une organisation de défense indépendante » ».

Tout cela n'a rien à voir, c'est même l'opposé de ce qu'affirme Germain. Pour lui, le parti doit créer un organisme de défense indépendant (la tâche fondamentale de préparation technique) qui doit intervenir même sans le soutien des ouvriers (« prendre l'initiative ») dans l'affrontement avec le fascisme. Le camarade Germain a tout à fait le droit de défendre sa stratégie décennale de lutte armée transposée à l'Europe, mais il n'a pas le droit de falsifier Trotsky pour se justifier.

Germain contre Camejo et Maïtan dans l'interprétation de la révolution cubaine

Il n'a pas non plus le droit de falsifier les faits, comme il le fait dans le troisième exemple que nous allons voir, celui de la révolution cubaine. Le camarade Germain tente de démolir l'argumentation du camarade Camejo qui soutient avec justesse que l'exemple de Cuba est pratiquement impossible à répéter.

Une des affirmations du camarade Camejo est que le mouvement révolutionnaire à Cuba a compté avec la « semi-neutralité » de l'impérialisme américain. Germain répond que :

« la formule de « semi-neutralité » de l'impérialisme des Etats-Unis est simplement grotesque. Washington armait et finançait Batista jusqu'à la veille exacte de sa chute »

(document cité p.53).

Comme d'habitude, pas un mot de Germain n'est exact. Notre propre Internationale publia dans QI n°31 de juillet 67, la position suivante de Livio Maïtan :

« Malgré les liaisons étroites avec le régime de Batista, l'impérialisme nord-américain n'a pas eu, dans les années 56-59 par rapport au mouvement de Castro, une attitude d'hostilité agressive de telle sorte qu'elle enlève toute marge de manœuvre politique soutenue dans les milieux capitalistes aux Etats-Unis » (Maïtan: "la IVème Internationale et les problèmes majeurs de la révolution latino-américaine à l'étape actuelle").

La véritable politique de l'impérialisme yankee envers le mouvement castriste

Pour ne pas faire une discussion sémantique entre « semi-neutralité » et « ne pas avoir de politique d'hostilité agressive », nous passerons aux faits.

Germain dit que « Washington armait et finançait Batista jusqu'à la veille exacte de sa chute ». Nous, nous disons que Washington établit un embargo sur tous ses envois

d'armes à Batista le 14 mars 58. De plus, nous disons que l'église catholique, les plus grands représentants des entreprises yankees, les diplomates américains à Cuba (sauf l'ambassadeur) et les organisations de façade de la franc-maçonnerie américaine, comme le Rotary-Club et le Lyons-Club étaient tous du côté de Fidel Castro.

Déclaration d'un agent de la CIA

« La nuit suivante, un groupe représentatif de citoyens de Santiago me fit, l'honneur de m'inviter à un banquet au Country-Club. Avec Pepin Bosh y assistaient Manuel Urrutia qui était encore juge ; Daniel Bacardi, président de la Chambre de commerce ; le recteur de l'Université d'Orient ; le révérend Père Chabebe ; le chef du Mouvement de la Jeunesse catholique ; Fernando Ojeda, un exportateur de café très connu, les présidents du Rotary-Club et du Lyons-Club, de l'Association médicale, du Collège des avocats, des instituteurs civiques et d'autres groupes... La table était longue, à une extrémité, il y avait une chaise vide face au couvert mis, et un badge, mis soigneusement pour être bien vu, disait « réservé ». Celui qui offrait le banquet, Fernando Ojeda se leva et se dirigea vers moi. Un de nos compatriotes avait l'intention d'assister à ce dîner en son honneur - dit-il - mais il s'est excusé de ne pouvoir le faire. Nous le comprenons et acceptons ses excuses, car il est occupé par une mission importante à Cuba. Son nom est Fidel Castro. Je

demandais au Père Chabebe s'il considérait Fidel Castro comme un communiste, et il répondit fermement par la négative. Castro a demandé des aumôniers pour son armée rebelle - me dit le Père Chabebe -. Le premier aumônier, le Père Guillermo Sardiñas, est arrivé au quartier général de Castro jeudi dernier, et le même jour, j'ai envoyé 40 « muchachos » rejoindre Castro dans les montagnes. La semaine passée, j'ai envoyé là-bas une quantité de médailles bénites. » (Jules Dubois : "Fidel Castro", Grijallo, Buenos Aires, 1959, p.137-138).

Ce livre est une définition en lui-même, puisqu'il a été écrit par un agent, bien connu de la CIA et du Département d'Etat américain, et qu'il est totalement en faveur de Fidel Castro. Nous ne devons donc pas nous étonner de ce que dit encore Dubois :

« Le Père Sardiñas avait laissé sa paroisse de Nueva Gerona, dans l'île de Pinos, à la charge d'un assistant et

avait obtenu la permission du palais de l'Archevêché de La Havane pour rejoindre les forces rebelles. Cela contrastait

avec l'armée de Batista qui n'avait pas d'aumôniers.» (idem, p.138).

Le double jeu de l'impérialisme yankee

Cela ne veut pas dire que l'impérialisme et l'église luttèrent contre Batista. L'impérialisme américain joua un double jeu : les ambassadeurs étaient avec Batista, les consuls et les hauts fonctionnaires avec Castro. Un embargo fut établi sur les armes destinées à Batista, mais la dernière livraison de missiles négociée avant l'embargo fut faite. Tout indique une politique ambivalente ou de « semi-neutralité ».

Les relations entre le mouvement castriste et le Département d'Etat existèrent et furent timides.

L'impérialisme américain reconnut Castro et son mouvement bien avant que ne tombe Batista. Le 26 août 1958, le Front Civil Révolutionnaire, en accord avec Castro, envoyait une lettre de « solidarité » à Eisenhower et pour le féliciter de ses derniers discours. Il lui demandait, au nom de cette solidarité, que soient retirées les missions militaires à Cuba. Le 13 octobre le Département d'Etat répondait d'une manière très cordiale dans une note, refusant cependant de remplir la demande. C'était une reconnaissance de fait.

Le Che dément le camarade Germain

Pour terminer, nous écouterons un témoin qui connaît bien mieux la révolution cubaine que le camarade Germain, le Che Guevara. Dans ses lettres personnelles à Ernesto Sabato (un écrivain argentin connu), Guevara reconnaît que Sabato a raison quand il dit que le mouvement castriste est soutenu par l'oligarchie, les secteurs les plus réactionnaires, de l'Argentine. Il ajoute même :

« Il n'est jamais venu à l'esprit des nord-américains que ce que Fidel Castro et notre mouvement disaient d'une manière si ingénue et si brutale était réellement ce que nous pensions faire. Nous étions pour eux la grande escroquerie de cette moitié de siècle; nous disions la vérité apparemment fausse. Eisenhower dit que nous avons trahi nos principes, c'est en partie vrai, nous avons trahi l'image qu'ils se faisaient de nous, comme dans le conte du petit berger menteur, mais à l'envers, et on ne nous a pas cru non plus. » (Guevara, lettre à Sabato du 12-4-60, dans "Claves políticas" de Sabato, Alonso Editor 1972, p.90).

Et anticipant sur les objections des Germain qui allaient qualifier de « grotesque » le soutien de Fidel Castro par tout un secteur de l'impérialisme yankee (le secteur lié aux Jésuites et à une partie de la franc-maçonnerie) et par toute l'oligarchie latino-américaine, le Che expliquait les motifs

de ce soutien, en définissant Castro et son mouvement ainsi :

« En définitive, Castro était candidat à la députation pour un parti bourgeois, aussi bourgeois et respectable que peut l'être le Parti radical en Argentine, et suivait les traces d'un leader disparu, Eduardo Chibas qui avait des caractéristiques que nous pourrions comparer à celles d'Yrigoyen lui-même. » (Guevara, document cité, p.88).

Nous n'avons à ajouter à cette citation que la précision qu'Yrigoyen fut l'enfant chéri de l'impérialisme anglais (qui dominait l'Argentine comme l'impérialisme américain dominait Cuba).

Nous affirmons que l'expérience de la révolution cubaine n'a rien à voir avec celle d'une poignée de militants préparés techniquement et prenant l'initiative de la lutte armée. Les cubains avaient, bien avant de commencer la lutte, acquis une grande influence de masse à travers précisément le parti qu'avait dirigé Chibas. Que ce fut un parti bourgeois n'a rien à voir, car il s'agit de savoir s'ils ont gagné le soutien des masses avant ou après avoir commencé la lutte armée. Le reste est le thème d'une autre discussion.

Les conditions qui entourèrent la révolution cubaine peuvent-elles se répéter ?

Ce qui est clair c'est que, même si la révolution cubaine avait été le fruit de l'initiative d'une poignée de révolutionnaires dans la lutte armée, les conditions qu'elle a connues furent absolument exceptionnelles et pratiquement impossibles d'être répétées. Que Germain

nous dise si un mouvement guérilléro postérieur à celui de Castro a compté avec la tolérance de l'impérialisme et le soutien des exploiters latino-américains. Qu'il nous dise si l'un d'eux ne s'est pas terminé comme tous les autres par un désastre total. Ils se heurtèrent dès le début à

l'opposition de l'impérialisme et des bourgeoisies nationales et ne comptèrent sur aucune sorte d'appui massif, car précisément ils ont pris, isolés des masses, l'initiative de la lutte armée. A moins que le camarade Germain n'ait obtenu des garanties de semi-neutralité de la

part de l'impérialisme et de soutien de la part des oligarchies latino-américaines, sa stratégie à long terme de lutte armée entraînera les sections de notre Internationale qui l'appliquent à des désastres analogues à ceux des guérillas castristes sur notre continent.

Lutte armée de Hugo Blanco au Pérou

Nous terminerons très brièvement par le quatrième exemple du camarade Germain, l'intervention de Hugo Blanco au Pérou. Nous n'avons rien à ajouter à ce que dit le camarade Hansen dans son dernier document.

Nous pouvons seulement dire que cette fausse interprétation des faits par le camarade Germain est totalement consciente. Le camarade Germain a-t-il oublié que tout ce qu'a fait le camarade Hugo Blanco, c'était avec les syndicats paysans, et non une « armée révolutionnaire » créée par le parti de par sa propre initiative ? A-t-il oublié

que la lutte armée est apparue comme une nécessité pour le mouvement paysan (syndicalement organisé par Hugo Blanco) de se défendre contre la répression déchaînée par le régime face à l'occupation massive des terres ? Quel est le rapport entre cette lutte armée, fruit d'un moment de la lutte de classes au Pérou, et la stratégie de lutte armée de la majorité pour toute l'Amérique latine et pour chaque moment de la lutte de classes ? Le camarade Germain oublie-t-il que cette lutte armée est apparue comme une nécessité du mouvement des masses et non comme une initiative d'un parti ou d'une avant-garde ?

Les véritables divergences par rapport à la lutte armée

Les quatre exemples du camarade Germain, interprétés comme il se doit, éclairent avec netteté toute cette discussion. Il ne s'agit pas ici, bien que le camarade Germain insiste, de se définir pour ou contre la lutte armée. Il s'agit du fait que la majorité prétend décréter que la lutte armée, ou sa préparation, est notre tâche centrale pour toute une longue étape de la lutte de classes; du fait qu'elle prétend que cette lutte armée soit une initiative prise par le parti. Pour la minorité, la lutte armée est une tâche parmi d'autres pour le mouvement des masses, qui ne peut être menée que lorsque le mouvement des masses y sera disposé et quand la lutte de classes l'imposera, et qui ne réussira que si elle est faite à partir des organismes du mouvement des masses. En définitive, il s'agit du fait

que la minorité refuse de prendre la lutte armée comme une stratégie en soi pour toute une étape de la lutte de classes, mais elle est disposée pour cette tâche, comme pour une autre, à se mettre à la tête des masses quand leur propre lutte les amènera à la nécessité de la mener. La meilleure preuve en est que le camarade Hugo Blanco, le dirigeant de masse le plus important du trotskysme de ces 20 dernières années (au moins), qui a eu entre les mains, la responsabilité de prendre les armes quand la situation de la lutte de classes l'exigeait, et qui a su assumer cette responsabilité, ce camarade n'appartient pas à la majorité mais aux rangs et à la direction de notre tendance léniniste trotskyste.

Chapitre VI - Parti mandéliste ou parti léniniste ?

1) Le nouveau caractère de nos partis

Dans les documents des camarades de la majorité, comme dans les travaux théoriques des camarades Mandel et Germain, se trouvent posées une série de définitions et de tâches politiques qui, à notre avis, opèrent un changement fondamental quant à ce que devrait être selon les normes léninistes le caractère des partis de notre Internationale. Ces différences se référant à la base, à la conception et la méthode de construction du parti révolutionnaire, ont en parallèle (en réalité à leur origine) des divergences entre la majorité et la minorité sur tous les autres terrains: théorie, programme, stratégie et tactique.

Pour les camarades de la majorité, le secteur privilégié en direction duquel nous devons orienter notre propagande et notre agitation, le secteur au sein duquel nous devons nous insérer et implanter nos partis, celui qui définit les traits fondamentaux de notre politique, est « l'avant-garde large ». Cette avant-garde large existe dans le monde entier.

Pour donner un fondement à cette position, les camarades de la majorité partent de deux faits indubitables: premièrement, qu'il existe une avant-garde nombreuse; deuxièmement, « que nous ne pouvons entretenir l'espérance de gagner la confiance de la classe ouvrière d'un seul coup ». La conclusion évidente est de diriger fondamentalement notre intervention en direction de cette avant-garde de masse, car c'est seulement si nous la gagnons que nous pourrions aspirer à diriger, à travers elle et à plus longue échéance, les masses proprement dites. Cette conclusion s'est transformée en un véritable principe pour les camarades de la majorité :

« Le choix prioritaire de conquérir l'hégémonie politique au sein de la nouvelle avant-garde de masse... » ("Construcción de los partidos revolucionarios en la Europa capitalista" BII n° 4, p.16).

« La tâche centrale pour les marxistes révolutionnaires dans l'étape ouverte en 67-68 consiste à conquérir l'hégémonie au sein de la nouvelle avant-garde à caractère de masse, afin de construire des organisations révolutionnaires qualitativement plus puissantes que celles de l'étape précédente, à savoir passer au stade de groupes révolutionnaires en voie d'implantation au sein de la classe ouvrière. » (idem, p.15).

Ainsi l'on peut vérifier que la conquête de l'hégémonie au sein de la nouvelle avant-garde est indispensable afin de faire réaliser un saut qualitatif à nos partis, afin de nous transformer de groupes propagandistes en « organisations

politiques révolutionnaires » et de nous « implanter dans le prolétariat ». Pour gagner cette hégémonie politique sur l'avant-garde, les camarades de la majorité proposent « deux tactiques qu'il faut employer le plus souvent possible dans l'étape actuelle ». La première consiste en :

« (...) l'organisation de campagnes politiques nationales, conduites avec soin et correspondant aux préoccupations (besoins) de l'avant-garde, sans aller en sens contraire des luttes des masses, et démontrant une capacité d'initiative efficace, bien que modeste, de la part de nos sections » (idem, p. 43).

La seconde :

« (...) centraliser ses forces au niveau régional et national, afin de briser le mur du silence entourant certaines luttes ouvrières exemplaires et « sauvages », et initier des actions de solidarité » (p.43).

Cela signifie que, pour assurer le succès de notre stratégie de conquête de la nouvelle avant-garde, nous devons mettre en œuvre deux tactiques centrales. La première est de réaliser des campagnes centrales dont les axes sont définis en fonction des préoccupations de l'avant-garde, à l'unique condition que celles-ci ne s'opposent pas à la lutte des masses; la seconde est de concentrer judicieusement nos forces dans la popularisation des actions exemplaires de cette avant-garde. Le camarade Germain va encore plus loin dans cette conception :

« l'orientation fondamentale des trotskistes européens doit être de s'implanter dans la classe ouvrière, en utilisant le poids de l'avant-garde large afin de modifier les rapports de force entre la bureaucratie et les travailleurs avancés dans les syndicats, les usines, les bureaux et la rue, et en centrant leur propagande et, quand cela est possible, leur agitation sur la préparation de ces travailleurs avancés à l'apparition de comités d'usines, d'organes de double pouvoir, à l'intensité de la prochaine vague de luttes de masse généralisées, grèves massives et grèves avec occupation » ("En défense du léninisme..." BII n° 7, p.43).

Cela signifie que, une fois cette avant-garde large gagnée (et nous étant implantés grâce à elle au sein de la classe ouvrière), nous l'utiliserons pour deux tâches: aider les ouvriers avancés à lutter contre la bureaucratie dans les syndicats et sur tous les fronts; développer parmi les ouvriers avancés une agitation et une propagande sur la nécessité de l'organisation en comités d'usines et organes de double pouvoir, afin d'être prêts à affronter une future

vague de luttes massives généralisées. Mandel avance encore plus loin et va jusqu'à interpréter "Le gauchisme : maladie infantile du communisme" de Lénine, dans le sens suivant :

« Aujourd'hui, au lieu de dire que le but du parti est de faire progresser la conscience politique de la classe ouvrière, la formule devient plus précise : la fonction de l'avant-garde (le parti révolutionnaire, N.M.) consiste à développer la conscience révolutionnaire au sein de l'avant-garde ouvrière. » Pour préciser, il nous rappelle que : « En accord avec la conception léniniste d'organisation, il n'existe pas d'avant-garde autoproclamée. Bien plus, l'avant-garde (il s'agit à nouveau du parti révolutionnaire, N.M.) doit gagner sa reconnaissance comme avant-garde (à savoir le droit historique d'agir en tant qu'avant-garde) à travers ses tentatives pour se lier avec la partie avancée de la classe et sa véritable lutte ». (Mandel, "La théorie léniniste d'organisation", p.40 et 15).

Pour finir, Mandel généralise toute cette conception qui au début apparaissait propre au moment actuel de la lutte de classes. Il ne s'agit déjà plus du rôle des partis pour cette étape et pour une région du monde, mais du caractère profond de nos partis pour tous les pays du monde et pour toute l'histoire.

Dans ces extraits, le mot « avant-garde » est utilisé dans deux sens : comme équivalent de « parti » et comme équivalent de « la partie la plus avancée de la classe ouvrière ». Par conséquent, la fonction du parti est de développer la conscience révolutionnaire de l'avant-garde de la classe ouvrière. Le parti doit gagner sa reconnaissance en tant que parti dirigeant de la classe ouvrière (à savoir son droit historique d'agir en tant que tel) en se liant à l'avant-garde ouvrière et à sa juste lutte.

On peut synthétiser ainsi la position des camarades de la majorité (en allant du général au particulier) : le parti révolutionnaire a comme tâche centrale de gagner l'avant-garde de la classe ouvrière. S'il remplit cette tâche, pour laquelle il doit se lier à cette avant-garde et à ses luttes, il acquiert le droit historique à diriger la classe ouvrière.

Aujourd'hui il existe dans le monde entier une « avant-garde large », notre tâche est donc de gagner sur elle l'hégémonie politique. Pour faire aboutir ce projet, nous devons employer deux tactiques ; d'une part initier des campagnes politiques centrées sur les préoccupations de cette avant-garde, d'autre part réaliser par nous-mêmes des actions servant d'exemples et nous apportant sa sympathie. Une fois que nous aurons gagné cette « avant-garde », celle-ci servira à faire tourner en leur faveur les luttes des ouvriers avancés, dans les syndicats, contre la bureaucratie, et à développer en leur sein la propagande et l'agitation pour qu'ils s'organisent en comités d'usines et en organes de double pouvoir, en vue d'une prochaine vague de luttes de masse généralisées.

Après avoir exposé avec sérieux toute cette conception, il est nécessaire d'affirmer qu'elle n'a rien à voir avec un parti marxiste révolutionnaire, qu'au contraire il s'agit d'une grossière caricature totalement opposée à la conception léniniste et trotskiste. Selon la conception bolchevique du parti révolutionnaire, son rôle est de gagner l'hégémonie politique dans la classe ouvrière et le mouvement des masses (et non l'avant-garde) ; pour cela il est nécessaire de travailler au sein de la classe ouvrière et du mouvement de masses (et pas seulement l'avant-garde) ; avec une politique déterminée par les préoccupations du mouvement de masses face à la situation concrète de la lutte de classes (et non pas les préoccupations de l'avant-garde). Cette politique seule permettra de défaire la bureaucratie (et pas le poids de l'avant-garde) car elle consiste à donner des réponses précises au développement des luttes des masses (et non à demander à l'avant-garde de s'organiser pour des actions futures), à avancer ces réponses précises en fonction des besoins objectifs des masses en lutte, afin que celles-ci les reprennent à leur compte (et non à développer les actions exemplaires du parti). C'est seulement en accomplissant ces tâches que le parti gagne son droit historique à être considéré comme le parti révolutionnaire de la classe ouvrière, l'avant-garde de la classe ouvrière en lutte contre le capitalisme. Ce sont ces « petites » divergences entre notre conception du parti et celle des camarades de la majorité, que nous développerons et tenterons d'expliquer.

2) Mandel révisé le matérialisme historique dans sa définition théorique de l'avant-garde ouvrière

Etant donné la manière dont commence cette discussion, il est évident qu'il faut partir d'une définition précise de l'avant-garde, son rôle et ses rapports avec le parti révolutionnaire. En décembre 70, le camarade Mandel a publié dans "International Socialist Review" un travail intitulé « La théorie léniniste d'organisation ». Dans ce texte, prenant les devants par rapport aux conclusions politiques actuelles du document européen, il s'efforce de donner une interprétation théorique du nouveau rôle du parti bolchevique, ainsi que celui de l'avant-garde. Par un

schéma qui résume toute sa conception, il signale les trois éléments fondamentaux dans la formation de la conscience de classe ; les masses avancent de l'action à l'expérience pour arriver à la conscience. Nous nous tiendrons ici aux trois secteurs signalés par le camarade Mandel : les masses, les ouvriers avancés (l'avant-garde) et le parti. Dans le marxisme selon Marx, on trouve des structures (les classes) et des superstructures (les idéologies et les institutions). Deux des trois secteurs signalés par le camarade Mandel ont une place précise, les masses sont

dans la structure et le parti révolutionnaire dans la superstructure. Le problème est de préciser quelle est la place de l'avant-garde.

La classe ouvrière fait partie d'une structure, elle est une classe de la société. Les masses également puisqu'elles sont constituées par des classes ou des secteurs sociaux exploités par le régime impérialiste, capitaliste ou féodal (ouvriers, paysans, petite bourgeoisie, femmes, étudiants, nationalités opprimées, etc.). La classe ouvrière, les masses ont leurs superstructures, de même que la société dans son ensemble. Les superstructures sont de deux types, objectives et subjectives. Les premières sont les institutions, les secondes sont les idéologies ou consciences (que celles-ci soient vraies ou fausses). Un syndicat, un journal ouvrier, un parti, un soviétique, une publication nationaliste sont des superstructures institutionnelles, objectives de la classe ou du mouvement de masse. Les partis socialistes et communistes également. La conscience syndicaliste et la conscience réformiste font partie de la superstructure idéologique, subjective de la classe ouvrière ; comme elles sont des idéologies bourgeoises au sein de la classe ouvrière, ce sont de « fausses consciences » ouvrières. L'idéologie trotskiste est la « conscience vraie » de la classe ouvrière et fait partie de la superstructure subjective ; le parti trotskiste en est la forme objective, institutionnelle dans la classe ouvrière.

Toutes ces institutions et idéologies se combattent avec acharnement au sein de la classe ouvrière et du mouvement des masses, et chacune d'elles s'efforce de les gagner à sa politique et à son organisation. Cependant, nous continuons à ignorer où se trouve l'avant-garde ouvrière, cette troisième catégorie qui, selon Mandel, existe dans la société, séparément de la classe et du parti. Où placer les ouvriers avancés ? Dans quelle catégorie sociale marxiste se trouvent-ils ? Dans la structure, avec la classe ouvrière et les masses ? Du dans la superstructure avec le parti ? Tout le travail théorique de Mandel se débat dans ce problème insoluble. En effet, si les ouvriers avancés (ou l'avant-garde ouvrière) sont une nouvelle catégorie différente de la structure et de la superstructure, il est nécessaire de donner une définition de cette nouvelle catégorie et de modifier le matérialisme historique. Et c'est précisément ce à quoi aboutit Mandel.

Comme cela arrive fréquemment, Mandel pose bien le problème, du moins il prononce de temps en temps des phrases correctes :

« Donc, en généralisant, la théorie léniniste d'organisation représente un approfondissement du marxisme appliqué aux schémas de base de la superstructure sociale (l'Etat, la conscience de classe, l'idéologie, le parti) » ("La théorie léniniste d'organisation", p.12).

C'est tout à fait juste. La théorie léniniste d'organisation est une idéologie et fait donc partie de la superstructure. La concrétisation pratique de cette théorie, le parti bolchevique, est une institution et fait donc aussi partie de

la superstructure. Mais le problème de l'avant-garde reste posé. Et Mandel ne nous dit pas où se trouve sa nouvelle catégorie d'« ouvriers avancés ». Il est conscient qu'il doit donner une définition objective justifiant sa toute nouvelle découverte de cette « troisième catégorie » :

« La catégorie d'« ouvrier avancé » part de la stratification objective inévitable de la classe. C'est le résultat de leur origine distincte, ainsi que de leur différente place dans le processus social de production et de leur différente conscience de classe ». (idem, p.15).

Mais cette définition de l'« ouvrier avancé » présente immédiatement des défauts. S'il se définit par sa « stratification objective » au sein de la classe, il en fait partie, il est compris dans la structure. S'il se définit par sa « place différente dans le processus de production », il fait également partie de la structure, mais les « ouvriers avancés » forment une classe distincte de la classe ouvrière, celle-ci se définissant précisément par sa place dans le processus de production. Finalement, s'il se définit par sa « différente conscience de classe », il fait partie, comme les autres consciences, de la superstructure. Mais cette contradiction s'aiguise quand le camarade Mandel nous décrit l'ouvrier avancé (l'avant-garde). On s'aperçoit que cette nouvelle catégorie a une « essence » très surprenante :

« (c'est) cette partie de la classe ouvrière qui, actuellement, se trouve investie à un niveau plus élevé que les simples luttes sporadiques et qui a atteint déjà un premier niveau d'organisation » et « ce qui (la) distingue... des masses est le fait que, même dans une période de calme, elle n'abandonne pas le terrain de la lutte de classes, mais continue le combat pour ainsi dire « par d'autres moyens ». Elle tente de consolider les poches de résistance qui se sont formées pendant la lutte, afin de les rendre permanentes (syndicats). Elle publie des journaux ouvriers et organise des groupes de travail pour cela, tend à cristalliser et à élever la conscience de classe apparue pendant la lutte... Par conséquent, elle contribue à la formation du facteur conscience, en s'opposant au spontanéisme qui caractérise le mouvement des masses. » (idem, p.4 et 19).

Quel rapport y a-t-il entre cela et les « origines historiques distinctes », et les « différentes places dans le processus social de production » et la « stratification de la classe » ? Un mineur anglais, militant syndical, remplit une partie des conditions qui lui sont demandées par Mandel pour être considéré comme un « ouvrier avancé » : « il a atteint le premier niveau d'organisation », « n'abandonne pas le terrain de la lutte de classes » dans les « périodes de calme », « publie des journaux », « tend à cristalliser et élever la conscience », « s'oppose au spontanéisme » et « contribue » au « facteur conscience ». Mais il ne remplit pas les autres conditions : il n'a pas « une origine historique distincte » de la classe ouvrière anglaise, ne se trouve dans aucune « stratification de classe » et n'occupe pas une « position différente dans le processus de

production ».

A l'inverse, les techniciens prolétariés de l'industrie nord-américaine, dans l'automobile par exemple, remplissent ces trois dernières conditions : ils ont une origine historique distincte, une place distincte dans le processus de production et sont particulièrement stratifiés dans la classe ouvrière. Mais ils ne satisfont pas les autres conditions, du moins par exemple à Detroit, où ce ne sont pas eux mais les ouvriers noirs qui ont déclenché pratiquement une insurrection il y a quelques années. Ces ouvriers noirs étaient l'avant-garde indiscutée (les « ouvriers avancés ») de ce moment, comme le sont actuellement les ouvriers immigrés de Renault en France.

Le camarade ne peut s'extirper de cette contradiction. La définition de l'avant-garde peut être qualitative ou quantitative. Si elle est quantitative, elle est composée des ouvriers les plus « conscients » : les plus « combattifs », les plus « intelligents » de la classe ouvrière. Ils font partie d'une structure (la classe ouvrière) où ils se différencient du reste de leurs camarades, en étant « plus » dans un sens quelconque. Si la définition est qualitative, comme la décrit Mandel, il faut dire qu'ils « continuent le combat », « publient des journaux », « ont atteint un premier niveau d'organisation », alors l'avant-garde se situe dans la superstructure. La contradiction est irréductible et l'on ne peut pas en sortir, même en voulant formuler une définition différente ; ce qui confirme que, conformément à la notion marxiste, il y a seulement deux catégories sociales et non trois.

Voyons maintenant ce qu'est réellement cette fameuse avant-garde. Les classes comme les superstructures ont une existence permanente pendant toute une époque, avec des caractéristiques qui les définissent avec précision. Ce qui n'est pas le cas de l'avant-garde du mouvement ouvrier et de masses. Si nous désirions la définir à l'aide de la dialectique, nous dirions que l'avant-garde est un phénomène est non un être.

Expliquons-nous : la classe et les masses, ou certains de leurs secteurs, entrent en lutte en fonction de la situation objective (revendiquant des améliorations économiques, des libertés démocratiques, une assemblée constituante ou prenant le pouvoir). Au sein de ces luttes, et non en dehors, il y a des secteurs qui se trouvent au premier plan, en avant-garde. Le mot même d'« avant-garde » indique qu'il existe une arrière-garde. En un sens général, le parti est l'avant-garde du mouvement ouvrier, et celui-ci à son tour est l'avant-garde de tous les travailleurs. Les faits illustrent, sans laisser aucun doute, notre explication : en 1936 en France, le mouvement ouvrier fut l'avant-garde ; mais en mai 68 ce fut le mouvement étudiant. En Argentine, de 55 à 66, l'avant-garde fut constituée par les ouvriers de la métallurgie, en 68 ce furent les étudiants, à partir de 69 les ouvriers de l'automobile. Au Pérou, sous la direction de Hugo Blanco, les paysans furent l'avant-garde ; tandis que sous la présidence de Velasco Alvarado, les mouvements furent dirigés par les enseignants.

Et ce n'est pas un hasard si le camarade Germain ne parle que d'avant-garde ouvrière et ne se réfère pas à l'avant-garde du mouvement de masses. En effet, il est évident ici que l'avant-garde se définit non pas par des « stratifications », des niveaux de conscience ou d'organisation mais par le rôle qu'elle joue dans telle ou telle lutte. C'est pour cela justement qu'il s'agit d'un phénomène, car l'avant-garde d'un secteur déterminé se constitue dans la mesure où elle se trouve à la tête d'une lutte et car dès qu'elle a cessé de remplir ce rôle, un autre secteur prend sa place. Et cela peut se produire y compris dans le cadre d'une même lutte : lors du « cordobazo » par exemple, l'avant-garde fut constituée par les étudiants mais ils furent rapidement remplacés par le mouvement ouvrier, le secteur de l'industrie mécanique en première ligne.

Dans le mouvement ouvrier organisé, il se passe la même chose. L'avant-garde du prolétariat français après la révolution russe, comme Thorez ou Marty, est devenue la pire arrière-garde et les luttes de 36 furent dirigées par une avant-garde différente. Il existe une avant-garde au sein des IWW ou du PS nord-américain ainsi que celle qui a dirigé les luttes de la CIO. Cannon est venu de la première, Farrel Dobs de la seconde. Nous avons vu également qu'il en existe d'autres types, comme l'avant-garde étudiante de 68 dont ont fait partie Krivine, Dutschke et Cohn Bendit ; ou celle des nationalités opprimées d'où s'est détaché un Malcom X.

Il est donc évident que les avant-gardes ne durent que le temps des luttes qu'elles impulsent, qu'elles se définissent par leur rôle dans une lutte et non par leur situation permanente dans la société. En définitive, comme tout phénomène elles sont éphémères, leur devenir est d'être absorbées par la classe ou assimilées par les superstructures. Quand elles donnent une permanence à leur activité, en créant une idéologie et en construisant une organisation (un syndicat ou un journal par exemple), elles vont alors faire partie de la superstructure. Il en est de même lorsqu'elles sont absorbées par les organisations ou partis de masses existants. Thorez est devenu stalinien, Reuther bureaucrate (comme Lechin en Bolivie ou Vandor en Argentine), Cohn Bendit se consacre au cinéma et Krivine à la construction du parti trotskiste en France. La majeure partie des secteurs d'avant-garde revient se confondre avec sa classe, en abandonnant la lutte, elle retourne dans la structure.

C'est justement parce qu'elle est un phénomène et non une réalité permanente, car elle est liée à des luttes particulières du mouvement de masses, que l'avant-garde accuse tout particulièrement les conséquences de la loi du développement inégal et combiné. Des secteurs déterminés sont à l'avant-garde aujourd'hui et à l'arrière-garde demain. La place d'avant-garde est prise par des secteurs et des individus différents et successifs en fonction du cours des luttes du mouvement des masses, non pas pour des raisons de « stratification sociale » objectivement inévitable. C'est précisément cet aspect inégal et combiné de l'avant-garde

qui est ignoré par le camarade Germain dans ses efforts pour lui donner une existence permanente, en la limitant à l'avant-garde ouvrière et en son sein (comme nous le verrons plus tard) à des individus et non à des secteurs.

La classe ouvrière et les masses dans la structure, le parti dans la superstructure, ce sont des catégories sociales marxistes car elles sont permanentes pour une époque déterminée, quels que soient les déroulements de la lutte de classes. Elles reflètent ces déroulements en leur sein,

mais n'apparaissent ni ne disparaissent avec eux. L'avant-garde, justement parce qu'elle est un phénomène et non une réalité permanente, parce qu'elle apparaît et disparaît à chaque lutte, parce qu'elle est différente d'une lutte à une autre (y compris au cours d'une même lutte) n'est pas une catégorie sociale marxiste et n'entre dans aucune d'elles. La théorie de Mandel la situant en tant que catégorie supplémentaire, conjointement à la classe ouvrière et au parti, avec lesquels elle aurait des liens spécifiques, est une révision totale du matérialisme historique.

3) Conscience scientifique ou conscience politique ?

Le schéma anti-marxiste du camarade Mandel (caractérisé par les trois catégories : masse, parti, avant-garde) n'a pas seulement le défaut de tenter d'inventer une prétendue avant-garde permanente élevée au rang de catégorie sociale. Il a un second défaut, encore plus grave : il oublie totalement les organisations staliniennes et sociales-démocrates, comme si elles n'existaient pas dans le mouvement de masses et n'avaient rien à voir avec les problèmes de la construction du parti révolutionnaire. Il faut également relever dans le schéma mandéliste une troisième agression contre le marxisme quant aux séquences que, selon lui, suivent la conscience, l'expérience et l'action pour chacun des secteurs qu'il définit.

Commençons par le premier problème. L'«oubli» de l'existence des organisations staliniennes et sociales-démocrates au sein du mouvement ouvrier, à côté du parti, des masses et de la fameuse avant-garde, n'est pas le fruit du hasard. Le tandem Mandel-Germain suppose que notre lutte fondamentale consiste à combattre la fausse conscience, la conscience arriérée de la classe ouvrière et des masses. En un sens général, cela est correct. Mais il en reste là, et cette conception devient erronée, car la fausse conscience ce ne sont pas seulement les idées incorrectes portées par la grande majorité des individus qui composent la classe ouvrière et le mouvement de masses. Cette fausse conscience est exprimée par des institutions fortes, objectives, d'un poids énorme, par les organisations staliniennes, sociales-démocrates et nationalistes. Elles captent et organisent les travailleurs, les éduquent dans cette fausse conscience, martèlent leur ligne politique dans leur presse, emploient des méthodes bureaucratiques, parfois même des méthodes de gangsters, afin d'imposer leurs critères. C'est pour cela que la lutte de nos partis contre ces fausses consciences ne peut être considérée comme une intervention chirurgicale, où il suffirait d'opérer pour enlever la partie malade, ou une séance de psychanalyse pour extraire les idées erronées. Il s'agit d'une lutte à mort contre ces organisations, leurs idéologies, leurs méthodes, et fondamentalement contre leurs politique, la forme la plus concrète de leurs expressions.

Pouvons-nous ignorer ces organisations dans un schéma

de nos rapports au mouvement ouvrier et à son avant-garde ? Le rapport pur « parti-avant-garde-masses » existe-t-il réellement ? En aucune manière, notre rapport à la classe ouvrière n'est ni pur ni direct, ni au travers de la seule avant-garde. Ce n'est pas un rapport de superstructure révolutionnaire à une structure de classe. C'est un rapport plus complexe, qui passe nécessairement par notre rapport avec les superstructures de la classe (partis ouvriers, syndicats et autres organes de classe) qui sont en général réformistes et parfois gauchistes. Nous pouvons en dire autant du mouvement de masses. Nos partis peuvent-ils se donner une politique pour la classe ouvrière, en s'efforçant de gagner son avant-garde, sans se donner une politique en direction des syndicats, des partis communiste et socialiste, des comités d'usine ? Non, c'est impossible. Se donner une telle politique est indispensable, afin de détruire les organisations réformistes et bureaucratiques. C'est exactement l'opposé de les ignorer.

« La classe elle-même n'est pas homogène. Ses différents secteurs s'éveillent à la conscience de classe et y parviennent par des chemins et à des moments différents. La bourgeoisie participe activement à ce processus. Elle crée ses propres institutions au sein de la classe ouvrière ou bien utilise celles qui existent déjà, afin d'opposer certaines couches d'ouvriers à d'autres. Au sein du prolétariat, plusieurs partis interviennent en même temps. » (Trotsky, "The Struggle against Fascism in Germany" p.163).

Cette simple ébauche de la réalité de la classe ouvrière vaut bien tous les schémas fantastiques du camarade Germain qui représentent une classe pure, une avant-garde pure et un parti révolutionnaire pur, qui n'ont rien à voir avec notre monde mais plutôt avec celui de Shan-Gri-La.

Car en définitive n'est-ce pas un de nos principaux objectifs {sinon le principal} d'évincer les directions et les partis opportunistes de la direction du mouvement ouvrier mondial ? Le fait que Mandel ni Germain ne se posent ce problème ni ne se proposent ce but est en lui seul une démonstration de la tendance subjective, phénoménologique de toute leur analyse. Cependant, bien plus grave est la raison d'être du trotskisme : la crise de

direction du prolétariat. Comme les partis ouvriers contre-révolutionnaires, devenus le pire obstacle pour le développement de la conscience de classe, ne tiennent aucune place dans le schéma anti-marxiste de Mandel, celui-ci découvre une nouveauté surprenante :

« dans la mesure où nous constatons que la barrière décisive, qui aujourd'hui empêche la classe ouvrière d'acquiescer une conscience politique de classe, réside en un moindre degré dans la misère des masses et l'extrême pauvreté qui les entoure, mais surtout dans l'influence croissante de la consommation et la mystification idéologique de la petite bourgeoisie et de la bourgeoisie, c'est précisément le moment d'ouvrir les yeux et d'entamer le processus vers la science sociale critique qui peut jouer un véritable rôle révolutionnaire dans le nouvel éveil de la conscience de classe au sein des masses » (Mandel, op. cit. p.60-61).

Nous nous arrêterons plus loin sur cette « science sociale critique » et ses effets révolutionnaires. Pour l'instant, il est nécessaire de bien souligner que, selon Mandel, la « barrière décisive » contre le développement de la conscience de classe est « l'influence croissante de la consommation et la mystification idéologique de la petite bourgeoisie et de la bourgeoisie » et que cette barrière peut être surmontée par la « science sociale critique ».

Quant à nous, comme le ferait tout trotskiste sérieux, nous nous opposons fermement à cette affirmation. Pour un trotskiste, la barrière décisive qui empêche les masses d'avoir une conscience de classe, ce sont les directions traîtres du mouvement ouvrier, les partis communistes et socialistes et les bureaucraties syndicales. Le trotskysme véritable nous enseigne que notre grande tâche révolutionnaire est la lutte implacable contre ces directions, afin d'arracher les masses à leur influence et rendre ainsi possible l'émergence de la conscience de classe. Enfin le trotskisme véritable nous permet de conclure à l'inefficacité d'une prétendue « science » (critique ou autre) et à la nécessité d'une politique. Mais le camarade Mandel n'en dit pas un mot - il est vrai que pour lui c'est de l'« archéo-trotskysme » indigne de la « science sociale critique » !

Passons au second problème, celui du raisonnement du camarade Mandel, de ses séquences « action-expérience-conscience ». Rappelons que pour lui les masses avancent de l'action à l'expérience et arrivent à la conscience ; l'avant-garde avance de l'expérience à la conscience et arrive à l'action ; le parti de la conscience à l'action et arrive à l'expérience. Nous avons déjà éliminé l'avant-garde de ce schéma car, comme nous l'avons vu, elle n'est qu'un phénomène conjoncturel et ne peut donc suivre aucun schéma permanent de développement. Nous ne sommes pas d'accord avec le camarade Germain sur la manière dont chaque secteur acquiert la conscience. Pour nous il n'y a pas action sans conscience ni conscience sans action. Pour les marxistes, « le spontané est la forme embryonnaire du conscient », l'action, l'expérience et la

conscience sont des parties d'une totalité à tous les niveaux du parti aux masses. L'élément déterminant de cette totalité sont les actions du mouvement de masses. A aucun moment nous ne voyons cette action sans conscience que Mandel attribue à la classe ouvrière et aux masses. Au contraire, pour nous il n'existe aucune action sans conscience préalable. Le système capitaliste impérialiste provoque par ses infamies des changements dans la conscience des masses (haine, rejet, indignation...) qui sont préalables à toute action. S'il existait une séquence, ce serait la suivante : la réalité objective de la société bourgeoise détermine objectivement la conscience des masses et c'est cela qui provoque les actions du mouvement de masses. Mais cette réalité objective les touche à travers une expérience, celle de l'exploitation. Par exemple, un patron exploite un ouvrier (réalité objective du système capitaliste), celui-ci subit l'exploitation (en fait l'expérience) et ressent de la haine pour son patron (prend conscience de la nécessité de lutter contre lui), puis se lance dans la lutte (passe à l'action).

Mais ce n'est là rien de plus qu'un schéma étant donné que, par exemple, l'ouvrier contemporain, avant de participer à une lutte, adhère à un syndicat. Cela signifie qu'il s'appuie sur l'expérience des générations antérieures car il ne part pas de rien, il n'est pas obligé de réinventer le syndicat avant chaque lutte. Il ne lui est pas nécessaire non plus de redécouvrir toutes les méthodes de lutte ; avant de se lancer dans l'action, il connaît déjà l'expérience des grèves, des occupations, des manifestations et des pétitions. Il se base également sur l'expérience antérieure de sa classe. Et il est en outre conscient de l'existence de cette expérience puisqu'il sait ce qu'est un syndicat, un parti, une méthode de lutte.

Nous connaissons à l'avance la citation n°2000 qu'utiliserait Mandel pour nous contraindre et soutenir que la classe ouvrière n'apprend que par ses actions. C'est vrai, mais cela ne signifie pas que la classe ouvrière se lance dans l'action sans conscience, elle suit un processus plus profond et dialectique. La formation de la conscience de classe est un phénomène dynamique et par là-même contradictoire. Dans la conscience de la classe ouvrière et des masses exploitées, les conceptions fausses bourgeoises et petites-bourgeoises luttent contre les conceptions ou la conscience vraies. Un ouvrier social-démocrate, par exemple, hait sans aucun doute le fascisme et le considère comme son pire ennemi, il désire l'unité ouvrière contre celui-ci, mais en même temps il fait confiance à sa direction bureaucratique et réformiste. Il y a là une contradiction entre deux types de conscience : la conscience de classe par rapport au fascisme et la fausse conscience par rapport à ses directions opportunistes. Dans ce cas, le rôle des actions (la pratique) est décisif, comme cela se produit dans tout processus de connaissance ou de conscience ; seule la pratique est à même de démontrer ce qui est vrai (la lutte commune contre le fascisme) et ce qui est faux (la confiance dans les directions). En ce sens, c'est seulement dans la pratique que nous pouvons combattre avec succès le faux et

affirmer le vrai, afin de parvenir à un niveau de conscience supérieur, qui verra se développer de nouvelles contradictions, dont nous pourrions de nouveau triompher seulement par l'expérience concrète. C'est pour cela que nous soutenons que la pratique, les actions du mouvement de masses sont le facteur déterminant de l'évolution de la conscience de classe, mais nous ne pouvons pas dire que ce cheminement commence par là pour passer par l'expérience et se conclure dans la conscience. Les actions du mouvement de masses enchaînent différents niveaux de conscience et d'expérience, elles ont toujours pour point de départ un niveau déterminé et débouchent sur un niveau supérieur, qui à son tour sera le point de départ de nouvelles actions. Il s'agit d'un processus totalisant, dynamique et contradictoire.

Mandel pourrait nous répondre maintenant par un sophisme, ce que nous avons dit confirmerait que seule la pratique, l'action peut mener à la conscience de classe. Une telle réponse serait fautive pour deux raisons. En premier lieu parce que dans le schéma mandéliste, chaque secteur parvient à un niveau de conscience distinct (par exemple, l'avant-garde parvient à une conscience « empirique et pragmatique ») et que seul le parti révolutionnaire peut atteindre la conscience de classe (qui selon Mandel est « scientifique », non politique). Lorsque Mandel parle de la conscience des masses, issue de l'action et de l'expérience, il se réfère donc à un niveau de conscience dont nous ignorons la nature puisque ce ne serait pas la conscience politique de classe. La seconde raison c'est que la conscience de classe ne peut donc être atteinte que par un facteur superstructurel, le parti révolutionnaire, et non simplement par les actions et les expériences du mouvement de masses et de la classe ouvrière.

Pour nous, chaque action du mouvement de masses se base sur une expérience et une conscience préalable qui lui permettent de faire une nouvelle expérience, laquelle se cristallise dans un nouveau niveau de conscience. Si tout ce cheminement des masses, déterminé (et non pas commencé) fondamentalement par ses actions, n'amène pas automatiquement à la conscience de classe, la conscience universelle et historique, c'est un autre problème. Notre différend avec Mandel porte sur le fait que pour nous il n'y a pas d'action du mouvement de masses sans une conscience et une expérience préalables. Et s'il est certain que sans l'intervention du parti le mouvement de masses ne peut accéder à la conscience politique de classe, il est également certain que cette totalité du cheminement du mouvement de masses à travers l'action, l'expérience et la conscience, l'en rapproche inexorablement. Nous pourrions dire que le mouvement de masses se rapproche « asymptotiquement » de la conscience politique de classe, qu'à chaque moment il en est plus proche, mais qu'il ne peut y parvenir par ses propres moyens. Seul le parti peut faire que ces deux lignes, toujours plus proches, cessent d'être asymptotes, que le mouvement de masses se confonde avec la conscience politique de classe.

La conception mandéliste qui accorde la priorité aux actions dans le processus de la formation de la conscience de classe, avant même l'expérience et la conscience, est la position typique des intellectuels anticonformistes, existentialistes et phénoménologues, dont Sartre est un des exposants classiques. Cette conception véhicule implicitement une négation de l'homme, dans ce cas du caractère humain du mouvement de masses et de la classe ouvrière, pour la raison simple mais catégorique que l'homme se distingue de l'animal par le fait d'être conscient à des degrés divers, de ses actions, tout en lui ressemblant par la manière dont il réagit au milieu ambiant.

Quant au parti, les mêmes lois jouent pour lui, comme pour le mouvement de masses, mais à un niveau qualitativement supérieur. La conscience du parti révolutionnaire, (le point de départ pour atteindre l'expérience en passant par l'action selon Mandel), n'est rien de plus que l'expérience historique du mouvement ouvrier et de masses. C'est-à-dire qu'au lieu de démarrer d'une conscience et d'une expérience partielles et limitées, le parti possède comme point de départ l'expérience et la conscience historiques et universelles. Pour extraire cette expérience historique et universelle du mouvement ouvrier et de masses, le parti doit utiliser une série de sciences combinées en une le marxisme. Ces sciences et leur combinaison permettent d'atteindre l'expérience historique universelle, de l'élever alors à la conscience historique, universelle et abstraite, et de la concrétiser dans un programme politique.

Nous avons vu jusqu'à présent comment le camarade Mandel « oubliait » dans son schéma métaphysique de la classe ouvrière les partis staliniens et sociaux-démocrates. Nous avons vu également comment il se trompait gravement dans sa conception théorique sur le rapport entre action, expérience et conscience. Nous verrons maintenant pour finir comment tout ce raisonnement débouche sur une conception scientiste du rôle du parti et de la conscience de classe.

Il faut rappeler que pour le camarade Mandel, la tâche consistant à chasser la fausse conscience petite-bourgeoise ou bourgeoise du mouvement ouvrier ne passait pas par notre lutte politique contre ses directions bureaucratiques et réformistes, mais par le fait d'« ouvrir les yeux sur la science sociale critique ». C'est celle-ci qui doit jouer « un véritable rôle révolutionnaire dans le nouvel éveil des masses à la conscience de classe ». Pour un disciple moderne des Bauer, ce ne serait pas mal. D'ailleurs, la science sociale critique de Mandel passera sûrement à la postérité, notamment de la manière dont plus loin il nous la livre dans toute sa splendeur :

« Le fait que le marxisme, en tant que science, est l'expression au plus haut degré du développement de la conscience de la classe ouvrière, veut simplement dire que c'est seulement au travers d'un processus individuel de sélection que les meilleurs membres du prolétariat, les plus

expérimentés, les plus intelligents et les plus combattifs sont capables, directement et indépendamment, d'acquérir la conscience de classe dans sa forme supérieure. » « La catégorie de parti révolutionnaire vient du fait que le socialisme marxiste est une science qui, en dernière analyse, ne peut être assimilée complètement qu'individuellement et non de manière collective. » (Mandel, op.cit. p.17-18).

Cette affirmation tourne totalement le dos à notre conception. Pour nous, le marxisme, en tant que science, remplit la seule fonction d'extraire l'expérience universelle historique, de l'élever à la conscience universelle historique et abstraite et de la concrétiser dans un programme. Qui a raison ? Est-il vrai que le marxisme, en tant que science, est le « plus haut degré de développement de la conscience de classe prolétarienne » ? Trotsky pense le contraire :

« Les intérêts de classe ne peuvent être formulés d'une autre manière que sous la forme d'un programme, le programme ne peut être défendu d'une autre manière qu'en créant un parti. » « La classe en elle-même n'est que la matière de l'exploitation. Le prolétariat n'assume un rôle indépendant qu'au moment où d'une classe en soi il se transforme en une classe politique pour soi. Ce processus ne peut aboutir qu'à travers l'intervention du parti. Le parti est l'instrument historique par lequel la classe se saisit de sa conscience de classe... les progrès de la classe vers la conscience de classe, à savoir la construction d'un parti révolutionnaire qui dirige le prolétariat, est un processus complexe et contradictoire. » (Trotsky, op . cit .p.163).

Il est évident que Trotsky définit la conscience de classe comme nous le faisons nous et non comme le fait Mandel. Pour Trotsky, la conscience de classe se formule en un programme. Pour Mandel c'est le marxisme en tant que science. Pour Trotsky le développement de la conscience de classe est un phénomène objectif : la construction du parti révolutionnaire. Au contraire, pour Mandel, le parti « vient du fait que le socialisme marxiste est une science ». En aucune manière nous ne pouvons accepter cela. Le parti révolutionnaire ne peut se construire qu'à partir d'un programme politique. Même dans le domaine des suppositions, nous ne pouvons imaginer un parti révolutionnaire composé d'intellectuels, perdus dans les nuages, qui manieraient à la perfection les aspects scientifiques du marxisme, mais ne se préoccuperaient pas de formuler un programme politique, étant dans l'impossibilité de le faire puisqu'ils vivraient en marge du mouvement de masses. En supposant qu'il existe, il ne serait pas un parti révolutionnaire mais une petite secte. Quant à nous, nous croyons à un parti comprenant des camarades connaissant parfaitement le marxisme et travaillant en relation et en parfaite harmonie avec les travailleurs militants, afin de formuler un programme politique et de l'appliquer correctement dans la pratique. C'est cela sans aucun doute un parti révolutionnaire.

Il existe entre le programme du parti et la science marxiste

un lien dialectique : on ne peut élaborer de programme révolutionnaire sans théorie (science) marxiste. Il existe également un rapport dialectique entre ce programme et les actions des masses : s'il ne les prend pas pour point de départ, ce programme ne peut être révolutionnaire. Et il existe aussi un lien dialectique entre le programme et l'activité du parti : sans parti pour le concrétiser, aucun programme n'est en lui-même révolutionnaire. Tous ces éléments convergent pour donner la réalité qu'est le parti et son programme, et ce parti révolutionnaire et son programme sont « le plus haut degré de développement de la conscience de classe ouvrière ».

Le camarade Mandel tombe dans le piège d'une déviation scientiste, intellectuelle, du rôle du parti et de la conscience de classe, en accordant une priorité excessive à un aspect important du parti révolutionnaire, la science marxiste. La conscience de classe, pour Trotsky, est la transformation, de la « classe sociale en soi » en « classe politique pour soi ». Pour Mandel au contraire, la conscience de classe devrait être une conscience scientifique, et c'est une absurdité. Le soutien politique de secteurs massifs de la classe ouvrière au parti marxiste signifie une élévation de son niveau de conscience. L'intégration de membres et de secteurs de la classe au parti, qui acceptent son programme et ses statuts, est suffisante pour indiquer un saut qualitatif dans l'expression de leur conscience de classe. Ce qui est déterminant est donc l'accord d'une partie des masses avec les statuts et le programme du parti révolutionnaire, même si les militants ne sont pas des spécialistes ès philosophie, ès économie ou ès sociologie marxistes, même s'ils n'ont pas totalement « assimilé » le marxisme en tant que « science ».

Il s'agit là d'ailleurs du critère classique de Lénine et de Trotsky pour le parti marxiste révolutionnaire. Mais ce n'est pas le critère de Mandel. Ses exigences sont bien plus élevées et l'amènent à inventer deux types de conscience : celle de l'avant-garde, qui est « empirique et pragmatique », et la conscience de classe « scientifique globale », à savoir celle de la « compréhension théorique ». La conscience politique et le programme n'existent donc plus dans cette phénoménologie moderne de la classe ouvrière. Ainsi, l'adhésion politique d'un ouvrier au programme du parti révolutionnaire ne signifie rien pour Mandel, n'est en rien le résultat d'un niveau de conscience ni l'élévation de la conscience de classe. Dans cette logique la conclusion est évidente : la catégorie de parti marxiste, qui provient d'une science, « ne peut être assimilée qu'individuellement, en aucun cas d'une manière collective », car elle « présuppose au moins une compréhension de la dialectique marxiste, du matérialisme historique, de la théorie économique marxiste et de l'histoire critique des révolutions et du mouvement ouvrier moderne » (op.cit. p.17).

La logique de Germain est inflexible, s'élever à la conscience de classe, c'est parvenir à une compréhension totale, théorique et scientifique, du marxisme en tant que science; ce qui signifie manier la dialectique, la sociologie,

l'économie et l'histoire marxistes ; seule une minorité infime peut assimiler le socialisme par un processus individuel, jamais collectif.

Peut-il exister une conception plus défaitiste ? Si l'assimilation du marxisme par le mouvement ouvrier signifie remplir toutes les exigences posées par Mandel - et non l'assimilation du programme du parti - c'est une tâche impossible à accomplir. Si nous avons la prétention d'extirper de la conscience des travailleurs tous les détritiques idéologiques accumulés par la bourgeoisie et par la bureaucratie, afin de les remplacer par la « science » marxiste (ou la « science sociale critique »), nous ne devons pas construire un parti, mais demander à la bourgeoisie de nous accorder une université pouvant accueillir des millions de travailleurs du monde entier, et le nombre correspondant de bourses, afin que ces travailleurs puissent vraiment y participer. Comme le camarade Mandel voit l'impasse de son raisonnement, il en conclut que seule une minorité peut s'élever à la conscience de classe, mais il ne répond pas au nouveau problème qui en découle : que faire de ces masses incapables d'acquiescer la « conscience scientifique de classe ». Et il ne le fait pas car la seule réponse logique est celle de la bourgeoisie, quand elle accuse les masses révolutionnaires d'être des masses inconscientes et arriérées, manipulées par une poignée d'agitateurs qui masquent leurs desseins politiques. Mandel ne se hasarde pas à le dire, mais sa conception d'une petite élite, d'un groupe minoritaire de savants, détenteurs de la « science sociale critique », qu'ils ont assimilée « individuellement » et qui constitue « l'expression du plus haut degré du développement de la conscience de classe ouvrière » ressemble tout de même à l'accusation infâme faite par la bourgeoisie. Mais le camarade Mandel n'en reste pas là, il continue en disant que :

« affirmer que le socialisme scientifique est le produit historique des luttes ouvrières ne signifie pas dire que tous, ou même la majorité des membres de cette classe puissent reproduire, avec plus ou moins de facilité, ces connaissances » (idem, p.18).

Cela signifie donc que la classe ouvrière ne peut reproduire, dans sa majorité, aucune connaissance et donc que la société dans son ensemble n'avance pas sur la voie de la connaissance. Pour Mandel, de la même manière que seuls des individus peuvent assimiler le socialisme scientifique, seuls des individus sont capables d'assimiler et de reproduire les connaissances accumulées par l'humanité de la préhistoire à nos jours. La déviation scientiste de Mandel atteint ainsi son summum, lorsqu'il confond ainsi la partie concrète des connaissances (à savoir leurs résultats), avec leur élaboration. Et c'est une erreur grave car la société (de même que la classe ouvrière ou un de ses secteurs) progresse en assimilant les résultats scientifiques, mais non les méthodes d'investigation qui permettent de les obtenir.

Prenons un exemple. Il y a des pays occidentaux où la

diététique a atteint un haut niveau de développement. On y parle des propriétés et valeurs énergétiques des aliments et l'on adapte l'alimentation à ces connaissances. Imaginons un pédant qui dise aux consommateurs : « vous n'avez pas assimilé la diététique et vous êtes incapables de la reproduire, car vous ne connaissez rien à la chimie et à la biologie, sciences fondamentales pour élaborer la diététique ». Sans aucun doute cette affirmation n'aurait aucun sens, ces consommateurs ayant assimilé et étant capables de reproduire les conclusions de la diététique, tout en ne sachant pas comment l'on est parvenu à ces conclusions.

Un autre exemple : la médecine et la pharmacie ont découvert l'aspirine contre le mal de tête. Si le camarade Mandel était conséquent avec sa conception, il devrait dire à toute l'humanité : « vous ne savez pas comment guérir le mal de tête car vous n'êtes pas capables de reproduire les connaissances ayant permis la découverte de l'aspirine ». La réponse ne pourrait être que la suivante : « nous savons pertinemment que l'aspirine guérit le mal de tête. Nous n'avons pas le temps de vérifier et d'apprendre toutes les sciences et techniques qui ont amené la découverte de l'aspirine, mais nous continuerons à l'utiliser car nous sommes convaincus de son efficacité ».

C'est la même chose avec la conscience de classe. Ce qui est important c'est que les ouvriers se rendent parfaitement compte que la société capitaliste est atteinte d'un cancer et que le seul remède est notre programme et notre parti. Cette connaissance, comme le montrait Trotsky, peut et doit être acquise de manière massive et non individuelle par le mouvement ouvrier et de masses. Et la seule façon pour ce dernier d'acquiescer cette connaissance est de confronter dans la pratique les différentes politiques proposées par les différents partis en son sein. S'il existe un parti révolutionnaire capable de proposer une politique correcte pour chacune de ses luttes (en répondant aux intérêts historiques de la classe ouvrière), le mouvement ouvrier et de masses le reconnaîtra comme son parti et s'élèvera ainsi à la conscience politique de classe. Si ce parti n'existe pas il ne pourra pas le faire, mais il le pourra encore moins en étudiant la fameuse « science sociale critique » du camarade Mandel. Nous voyons là, concrétisé, le rôle du marxisme « en tant que science » : transformer la connaissance scientifique des intérêts historiques de la classe ouvrière en un programme de mobilisation, c'est-à-dire en une réponse politique à chaque lutte concrète du mouvement de masses, afin que chaque lutte tende vers la prise du pouvoir. C'est ainsi que nous gagnerons les masses à notre programme et à notre parti, en liquidant les directions traîtres et opportunistes. Croire comme Mandel que cette prise de conscience est individuelle, signifie perpétuer l'étape propagandiste, « scientiste » de notre mouvement.

Pour justifier une telle conception, Mandel découvre que « ouvrir les yeux sur la science sociale critique peut jouer un rôle révolutionnaire dans l'éveil de la conscience des masses ». Notre réponse est claire : la science marxiste

remplit son rôle révolutionnaire en permettant au parti de ne pas tomber dans l'empirisme et le pragmatisme. Pour cela, il est important que la majorité des cadres militants maîtrisent cette science le plus vite possible. Mais il est clair que pour « éveiller la conscience de classe » se sont d'abord les propres actions des masses, et puis l'existence d'un parti bolchevique, armé d'un programme de transition et de réponses justes pour chacune de ces actions, qui jouent le seul rôle révolutionnaire.

Sa conception subjective et phénoménologique de la conscience, propagandiste et scientiste du parti ne pouvait qu'amener le camarade Mandel-Germain à la liquidation du parti comme parti politique révolutionnaire. C'est ainsi que, dans son raisonnement, un secteur social spécifique, « les intellectuels techniciens », acquiert une grande importance :

« étant donné la possibilité de leur participation massive dans le cadre du processus révolutionnaire et de la réorganisation de la société » permettant aux « couches éveillées et critiques de la classe ouvrière d'atteindre ce qu'elles ne peuvent faire par leurs propres moyens, étant donné la fragmentation de leur conscience : la connaissance scientifique et la conscience qui leur

permettra d'appréhender la vraie nature de l'exploitation scandaleuse et cachée, de l'oppression déguisée, auxquelles elles sont soumises ».

Magnifique rôle révolutionnaire de cette « intellectualité » qui devient révolutionnaire en tant que secteur social et non en tant qu'intellectuels révolutionnaires qui militent et acceptent la discipline du parti ! Et ce serait précisément entre leurs mains que serait la tâche d'« éveiller » la conscience de classe ! Quel rôle joue donc le parti révolutionnaire, si sa tâche principale échoit à un secteur social, les « intellectuels techniciens » ? Dans ce cas, il nous faudrait en conclure que le parti ne joue déjà plus son rôle fondamental, en tant que parti politique : le parti serait le conseiller théorique de cette « intellectualité » technicienne et remplirait cette fonction en lui donnant des cours de « science sociale critique » mandéliste.

Nous sommes parvenus à une autre conclusion : la « science sociale critique » joue effectivement un rôle révolutionnaire, mais à l'envers, car sa première mesure est contre-révolutionnaire : décréter la mort du parti politique bolchevique, ouvrier, léniniste, trotskiste et révolutionnaire.

4) Une analyse avant-gardiste et stratégiste

Alors que pour le camarade Mandel la « science sociale critique » remplit un rôle révolutionnaire, pour son disciple, le camarade Germain, ce rôle est rempli par l'analyse :

« Mais l'objet de l'analyse est toujours de changer les conditions en faveur de la révolution prolétarienne, et non de l'adapter à la situation donnée » (Germain, "En défense...", p.95).

Cette dangereuse affirmation du camarade Germain confond l'analyse avec la politique marxiste, de la même manière que Mandel confond la science marxiste avec le programme et le parti révolutionnaire. Voyons une citation de Lénine :

« Le marxisme exige de nous une analyse strictement exacte et objectivement vérifiable des rapports de classes et des caractères concrets propres à chaque moment historique. En tant que bolcheviks, nous avons toujours essayé de remplir cette exigence absolument essentielle pour donner une base scientifique à la politique. » (Lénine, "Lettres sur la tactique" 8-13 avril 1917. Œuvres complètes, tome 34, p.458).

Cela fait une légère différence avec la position de Germain. Lénine nous dit que le but de l'analyse marxiste est de connaître les « rapports de classes » et « les caractères concrets propres à chaque moment historique », d'une manière « strictement exacte et objectivement

vérifiable ». Cela veut dire ne pas changer d'un iota la réalité par notre analyse, mais au contraire nous pencher sur une étude soignée de la réalité pour en découvrir les tendances allant dans le sens de la révolution prolétarienne et celles qui s'y opposent, et ce dans leurs relations réciproques. Une fois ces tendances et ces relations réciproques découvertes, nous sommes en présence d'une caractérisation d'un moment historique donné. C'est la base scientifique dont nous parle Lénine. Mais une base scientifique pour faire quoi ? Le camarade Mandel nous dirait certainement : « pour la brandir contre la réalité et faire changer celle-ci ». Cependant, le camarade devra encore réfréner son impatience. Dès que cette base scientifique est obtenue, elle doit nous servir à forger l'outil avec lequel nous changerons la réalité. Et quel est cet outil ? Lénine se charge de nous le désigner : « la politique » et en particulier la politique dont peut se doter un parti révolutionnaire en direction des masses afin d'imposer un changement révolutionnaire.

Il est donc clair maintenant que l'analyse ne remplit en rien l'objectif de « changer les conditions en faveur de la révolution prolétarienne ». C'est la politique qui remplit cet objectif. Les deux, analyse et politique, sont bien entendu intimement unis, mais sont distincts. Notre analyse découvre la réalité contradictoire et dynamique, notre politique tend à la changer en faveur de la révolution prolétarienne. Nous ne pouvons pas nous donner une politique révolutionnaire sans partir de l'analyse et de la caractérisation scientifiques et marxistes de la réalité. Mais

notre analyse ne sert à rien si elle ne devient pas une politique pour changer cette réalité. Voyons un exemple.

Analyse : le mouvement ouvrier est en ascension, il a à sa tête les sociaux-démocrates et les staliniens; la bourgeoisie est en crise, elle a un gouvernement faible qui laisse des libertés démocratiques et fait des concessions au mouvement ouvrier; un secteur de la bourgeoisie prépare un coup d'Etat fasciste ; la classe moyenne est divisée, un secteur tend à être entraîné vers le fascisme et l'autre par le mouvement ouvrier ; notre parti n'a pas d'influence de masse mais il est reconnu par des secteurs de l'avant-garde.

Caractérisation : Nous sommes face à une situation pré-révolutionnaire qui débouchera soit sur la révolution ouvrière, soit sur la contre-révolution fasciste. La montée de la classe et la radicalisation d'un secteur-clé, la petite-bourgeoisie, ainsi que l'existence de notre parti poussent du côté de la révolution. La bourgeoisie et l'impérialisme, la classe moyenne de droite et la politique opportuniste des directions du mouvement de masses poussent de l'autre côté. Ce n'est qu'en renversant ces directions opportunistes et en gagent la direction du mouvement de masses que nous déboucherons sur la révolution ouvrière.

Politique : Il faut unifier le mouvement ouvrier dans un front contre le fascisme et commencer à poser le problème de l'armement des organismes de masses, en dénonçant les hésitations et les trahisons des directions réformistes ; nous devons gagner le mouvement des masses à cette tâche, réaliser un travail sur la base de l'armée, avancer un programme qui prenne en compte également les besoins de la petite-bourgeoisie pour l'entraîner dans la révolution ouvrière ; nous devons intervenir dans les organismes du mouvement ouvrier et des masses en lançant les mots d'ordre qui découlent des points précédents : « Unité de toutes les organisations ouvrières et des partis ouvriers et populaires contre le fascisme », « détachements armés des syndicats et des soviets (s'il y en a) », « droits démocratiques pour les soldats et sous-officiers », etc.

Comme nous le voyons, à l'inverse de ce que dit le camarade Germain, nos analyses et nos caractérisations ne changent pas la réalité, mais s'adaptent « à la situation donnée ». Elles doivent être faites soigneusement et scrupuleusement afin de ne pas s'écarter d'un millimètre de la réalité, des conditions existantes et de leur dynamique. C'est précisément parce que nous sommes marxistes que notre politique se base sur l'analyse exhaustive de la dynamique de la réalité telle qu'elle est. Pour formuler notre politique, nous devons tout d'abord définir avec soin l'étape de la lutte de classes que traverse un pays, un continent, le monde ainsi qu'une branche d'industrie, une usine et même un lycée ou une faculté. Sans cette analyse préalable, il n'y a pas de véritable politique marxiste.

La base de l'analyse et de la caractérisation marxistes c'est la situation de la lutte de classes. Cela signifie que l'analyse marxiste est avant tout une analyse structurelle

qui doit répondre à la question suivante: quel est le rapport de forces entre les classes dans la situation que nous voulons caractériser ? Et sur cette base s'intègrent les éléments superstructurels, la situation des partis politiques, des syndicats et autres organismes des masses, des différentes tendances en leur sein, etc.

Le rapport de forces entre les classes s'expriment dans le type de régime existant dans une étape déterminée. Un changement général dans le rapport de forces devient à court terme un changement de régime, c'est-à-dire un changement d'étape. Dans ces étapes, il y a des moments où une classe prend l'offensive et d'autres moments où c'est l'autre classe. Au sein d'une même classe, les secteurs à l'offensive sont distincts et quelquefois des secteurs distincts d'une même classe se combattent entre eux. Il existe de plus les superstructures des différentes classes et l'Etat, qui ont une certaine autonomie et ne coïncident pas avec le mouvement des classes, provoquant ainsi des situations contradictoires entre la base et la superstructure (comme quand le mouvement ouvrier va vers la révolution et que les partis ouvriers s'orientent de plus en plus à droite). Tous ces va-et-vient au sein d'une étape peuvent déterminer des sous-étapes - que nous devons également préciser avec soin - mais elles ne signifient pas un changement de l'étape générale tant qu'elles ne se transforment pas en un nouveau rapport de forces général entre les classes, ni en changement de régime consécutif.

Trotsky disait qu'il existe en général quatre types de régimes qui reflètent quatre stades dans le processus de la lutte de classes : contre-révolutionnaire, non-révolutionnaire, pré-révolutionnaire et révolutionnaire, qui se transforment l'un en l'autre avec les grands changements dans les rapports de force entre les classes. Les gouvernements reflètent d'une manière non mécanique les caractères de l'étape et c'est eux qui résument toutes les contradictions. Il existe des gouvernements fascistes, bonapartistes, semi-bonapartistes, démocratiques-bourgeois, kérenskystes, korniloviens. Dans les pays arriérés, il y a, selon Trotsky, des gouvernements bonapartistes « sui generis » qui, sans cesser d'être bourgeois, affrontent ou résistent à une puissance impérialiste et tendent ainsi à s'appuyer sur le mouvement de masses ou ouvrier.

L'existence de ces différents types de gouvernements et le fait qu'ils n'y ait pas un seul type de gouvernement pour chaque étape obéit au fait que les gouvernements, comme toute superstructure, reflètent non seulement le rapport fondamental entre exploiters et exploités (qui définit une étape et un régime) mais aussi les autres contradictions et combinaisons de classes ou de secteurs de classes. Ils restent tous des gouvernements bourgeois mais certains s'appuient sur la classe moyenne urbaine, d'autres sont obligés de s'appuyer sur la paysannerie ou sur les partis de la classe ouvrière par exemple. Dans certains gouvernements, l'appareil bureaucratique et militaire a plus de poids, dans d'autres moins, etc. De ces différentes combinaisons découlent différents types de gouvernements

qui reflètent des situations particulières de la lutte de classes, mais ces gouvernements sont déterminés par les caractéristiques spécifiques de l'étape, par le régime. Dans une étape pré-révolutionnaire, il peut y avoir un gouvernement démocratique-bourgeois ou kérenskyste mais pas un gouvernement fasciste; dans une étape contre-révolutionnaire, il peut y avoir un gouvernement fasciste ou bonapartiste mais pas démocratique-bourgeois.

Cette méthode de définition des étapes et des régimes à partir de la situation de la lutte de classes, et de définition des gouvernements par la combinaison concrète des secteurs sociaux et des superstructures qu'ils expriment, est la méthode de notre Internationale à la belle époque de l'« archéo-trotskyisme ». Notre politique commençait alors toujours par la tentative sérieuse, soigneuse, tenace et scientifique de définir l'étape traversée et le gouvernement subi. Mais depuis que la majorité prédomine dans les directions de notre Internationale, cette méthode a été abandonnée. Nos analyses ne se font plus sur la base de la lutte de classes dans son ensemble mais sur la seule prise en compte des rapports internes au mouvement ouvrier et plus particulièrement, et presque exclusivement, de la situation de l'avant-garde. De telles analyses il est déduit une politique dont l'objectif n'est donc pas de diriger correctement les masses dans la situation concrète de la lutte de classes qu'elles doivent affronter, mais une politique qui doit avoir de l'impact sur l'avant-garde. De là, le mépris total et absolu pour les caractérisations précises, scientifiques, d'une terminologie soigneuse, élaborées par le trotskisme, des étapes, régimes et gouvernements. Auparavant, nous aurions discuté pendant des mois pour savoir si la définition du gouvernement Banzer comme « fasciste », faite par le camarade Gonzalez, était correcte ou non. Et c'est seulement en nous mettant d'accord sur cette définition que nous aurions pu nous mettre d'accord sur quelle politique nous donner. Et nous nous serions facilement mis d'accord car, si c'était bien un gouvernement fasciste, nous aurions tous été, en faveur de faire de la propagande notre tâche essentielle, puisqu'il se serait agi d'une étape contre-révolutionnaire.

Aujourd'hui, les camarades de la majorité sont d'accord sur la politique et la stratégie du POR(C) en Bolivie sans l'être, apparemment, sur la définition du gouvernement, puisque Gonzalez le définit comme fasciste et Germain de « réactionnaire ». En Argentine, les camarades de la majorité disaient que la politique de l'ERP-PRT(C) était un modèle (au temps où ils étaient encore dans la même Internationale et la même tendance majoritaire) bien que le PRT(C) ait défini la situation comme étant de « guerre civile » et les camarades du SU de « pré-révolutionnaire » (même pas révolutionnaire !) Nous ne comprenons pas que l'on puisse tomber d'accord sur une orientation à partir de caractérisations de la situation réelle de la lutte de classes aussi diamétralement opposées. Les camarades de la majorité devront nous l'expliquer.

Les camarades de la majorité formulent une stratégie en fonction de phénomènes internes au mouvement ouvrier et

de masses et inventent ensuite une analyse de la réalité qui justifie cette stratégie. Au départ, le secteur auquel ils donnèrent une importance fondamentale fut celui des organisations bureaucratiques du mouvement ouvrier, en particulier les PC. Ils formulèrent ensuite une stratégie dirigée vers ce secteur, celle de l'entrisme « sui generis ». Pour la justifier, ils commencèrent par assurer que la guerre mondiale était inévitable et que les PC seraient obligés de prendre la tête des luttes de masses, et qu'en conséquence y surgiraient des tendances centristes qui dirigeraient toute une étape de la révolution.

Il n'y eut ni guerre mondiale ni naissance de tendances centristes, mais de nouvelles analyses de la réalité furent inventées pour justifier cette stratégie décennale. Dans la dernière analyse en date, on nous dit que cette stratégie de l'entrisme « sui generis » fut adoptée en prévision du fait que :

« le processus de radicalisation - de formation d'une nouvelle avant-garde massive - se produirait essentiellement au sein des organisations de masses traditionnelles » ("La construction des partis..." BII n°4, p.28).

Quel est le rapport entre cette analyse-justification et la lutte de classes mondiale ? Pour les camarades de la majorité, rien n'a-t-il changé pendant ces vingt dernières années ? Est-il certain que se soit formée une « nouvelle avant-garde » au sein des organisations traditionnelles ? Cette analyse n'a rien à voir avec la révolution bolivienne ni cubaine, entre autres, qui pouvaient changer et ont changé la dynamique de formation et d'éducation d'une nouvelle avant-garde. La guerre froide et le début de la montée qui commence avec la révolution cubaine vont-elles dans le même sens pour les camarades de la majorité ? En Bolivie, la radicalisation au sein des organisations traditionnelles s'est-elle réalisée ? Et en Europe après 1960 ? Et la nouvelle avant-garde spontaniste de 68, où s'est-elle formée ? Dans ou hors des organisations traditionnelles ? N'est-ce pas un processus combiné où prédomine l'extérieur de ces organisations ?

Le phénomène le plus important des années 60 est le castrisme et le guévarisme. S'il y a eu quelque chose de commun dans toutes les manifestations de cette époque, c'est bien le portrait du Che. D'où sortaient tous ces jeunes qui les brandissaient ? Des organisations traditionnelles ? De la part des staliniens et sociaux-démocrates ?

Le camarade Frank nous a raconté, au nom de la majorité, la petite histoire suivante : Si un jour à la fin des années 50, deux inconnus nommés Fidel Castro et Che Guevara avaient rendu visite aux camarades du SWP, afin de leur demander des armes pour la guérilla cubaine, le SWP aurait dû leur donner tout ce qu'il pouvait. Entrons dans le jeu du camarade Frank et accentuons son effet de manche : Nous pensons que nous ne devons pas leur donner d'armes. Nous sommes contre donner des armes aussi bien à des inconnus qu'à des personnes connues, à moins que

nous nous soyons mis d'accord au préalable sur un programme. Si nous étions arrivés à un accord, ils auraient reçu des armes, mais pas dans le cas contraire. Mais nous sommes sûrs que les camarades de la majorité ne leur auraient pas donné d'armes, car ni Castro ni le Che ne pratiquaient l'« entrisme sui generis » dans les organisations traditionnelles, ils n'étaient ni l'un ni l'autre dans le PC cubain. Et telle était l'orientation universelle, la « stratégie décennale » en cours pour la majorité.

Cela fait vingt ans que nous subissons cette méthode stratégiste. Elle a légèrement changé aujourd'hui car, auparavant, elle était « de masse », c'est-à-dire une stratégie de suivisme par rapport aux organisations bureaucratiques du mouvement de masses, alors que maintenant elle est avant-gardiste, le suivisme se faisant par rapport à des tendances de l'avant-garde. Il s'agit aujourd'hui, comme le dit le camarade Germain, de ne pas « opposer la stratégie de construction du parti » à la discussion que mène l'avant-garde en faveur ou contre la lutte armée.

En Amérique latine, nous en avons vu un bon exemple. Les camarades de la majorité n'ont absolument pas pris en compte l'analyse marxiste de la lutte de classes pour définir leur stratégie. Ils ne donnèrent aucune importance aux étapes traversées par chaque pays latino-américain. Ils ont pris comme point de référence les préoccupations de l'« avant-garde » : la guérilla rurale et la lutte armée. Ils en ont tiré leur stratégie : d'abord la guérilla rurale, ensuite (lorsque les carottes étaient cuites puisque les guérillas rurales avaient échoué) ils l'ont distillée et en ont tiré la quintessence : la « stratégie de lutte armée ». Cela n'intéressait absolument pas la majorité de savoir qu'au Brésil il y avait un régime semi-fasciste ou ultraréactionnaire, au Pérou un bonapartisme « sui generis », un certain glissement nationaliste dans d'autres pays latino-américains et différentes étapes de la lutte de classes de pays à pays. Ils mirent tout dans le même panier d'une stratégie commune.

La première analyse-justification de la stratégie de lutte armée a été d'inventer un régime commun à toute l'Amérique latine, un régime d'accord monolithique entre l'impérialisme, la bourgeoisie nationale et l'armée. Mais après le Congrès mondial apparurent des gouvernements comme celui de Torrez et celui d'Allende, puis en Argentine Onganía tombait, entraînant avec lui cette analyse. Comme il fallait maintenir la stratégie, une nouvelle analyse fut inventée, avec un nouveau nom : le « réformisme militaire ». En réalité, la seule nouveauté de cette analyse était son nom, car il s'agissait de l'explication journalistique - non marxiste - suivante : Rockefeller avait visité l'Amérique latine, il avait écrit un rapport et recommandé à l'impérialisme une nouvelle politique, le « réformisme militaire », avec laquelle étaient toujours d'accord l'impérialisme, la bourgeoisie nationale et les armées, d'une manière monolithique. Cette caractérisation s'écroula également quand éclatèrent les sanglants coups d'Etat pro-impérialistes de Banzer et de la Junte militaire

chilienne. Il ne nous reste plus qu'à attendre une nouvelle analyse-justification afin que la majorité puisse continuer à maintenir sa stratégie décennale de lutte armée.

Une longue période du gouvernement Torrez et la dernière de celui d'Allende eurent des caractéristiques « kérenskystes ». Les camarades de la majorité ne surent pas prévoir ni définir ce type de gouvernement. La seule définition s'en rapprochant fut celle faite par Germain, sous forme négative, quand il qualifia Banzer de « kornilovien », mais cela dit en passant et sans aucune auto-critique sur le fait de ne pas avoir prévu les gouvernements kérenskystes et ne pas s'être donné la seule orientation correcte face à eux : le front unique ouvrier contre le putsch réactionnaire, et les milices comme bras armé des organisations naturelles du mouvement de masses. Pourquoi les camarades de la majorité ont-ils été incapables de le faire ? Parce qu'une analyse de ce type desservait leur stratégie de lutte armée. Ils n'en dirent pas un mot et restent toujours sans un mot. Il semblerait que la naissance de la nouvelle analyse-justification soit plus longue et douloureuse que les précédentes.

Comment caractérisons-nous, à partir d'une analyse marxiste, les régimes latino-américains ?

« La défaite ou la nécessité d'affronter le mouvement de masses, ainsi que la conjoncture économique ont facilité l'unité entre l'impérialisme et la bourgeoisie nationale, et cette unité a permis l'apparition de gouvernements bonapartistes dictatoriaux, soutenus par l'armée ou directement militaires, et dans certains cas semi-fascistes comme au Brésil.

« Cela pose des problèmes théoriques importants : le front unique monolithique entre l'impérialisme yankee et la bourgeoisie nationale existera-t-il pendant une période de cinq, dix ans ou plus, ou au contraire est-ce un phénomène transitoire, comme nous en avons vus dans d'autres périodes en Amérique latine, des gouvernements faibles succédant aux gouvernements forts dès que monte le mouvement de masses ? En principe, nous pensons que la réponse castriste et guévariste à ce problème, pour qui les gouvernements se maintiendront ainsi, est fautive. »

« La crise actuelle croissante entre des secteurs de la bourgeoisie nationale et entre certains de ces secteurs et l'impérialisme, crise qui se combine avec un facteur encore plus important et décisif qui est la montée du mouvement de masses, est en train de provoquer la crise de tous les gouvernements. Ils ne sont pas un phénomène monolithique et éternel. Au contraire, ils ne durent que le temps que dure le recul du mouvement de masses. » (Projet de thèses sur la situation en Amérique latine, CC du PRT-La Verdad).

Deux ans plus tard, nous disions :

« Définir les gouvernements et les régimes latino-américains n'est pas une occupation oiseuse, mais une des

nécessités révolutionnaires les plus urgentes.» « La tentative d'ignorer le grave problème théorique de définition des régimes latino-américains par d'ingénieuses phrases journalistiques comme par exemple « réformisme militaire » ne font qu'obscurcir le problème et nous éloigner de l'analyse marxiste de classe. » « Les tenailles de la colonisation yankee d'une part, la mobilisation ouvrière d'autre part, sont à l'origine de changements violents et spectaculaires dans le caractère des régimes bourgeois. Certains sont semi-fascistes comme au Brésil, ou directement réactionnaires sur des bases de légalité bourgeoise comme en Uruguay. D'autres, nationalistes bourgeois tendent à se transformer ou se transforment en bonapartistes « sui generis » selon les enseignements de Trotsky. »

« La spectaculaire montée du mouvement des masses donne naissance à des situations de double pouvoir institutionnalisés ou atomisés, qui engendrent à son tour un autre type de gouvernement et de régime, kérenskyste. Ce sont des gouvernements typiques des situations révolutionnaires, quand le pouvoir ouvrier est si fort que le gouvernement reste suspendu dans le vide, entre deux pouvoirs. » Le kérenskysme est « extrêmement instable, c'est un bonapartisme ou semi-bonapartisme entre les exploités et le mouvement de masses, et non comme le bonapartisme « sui generis » entre l'impérialisme et le mouvement de masses. L'actuelle montée révolutionnaire tend à transformer le bonapartisme « sui generis » en bonapartisme kérenskyste ou réactionnaire ». « Nous pensons que le régime de Velasco Alvarado comporte des éléments bonapartistes « sui generis » ; Allende est à mi-chemin. ». « En Bolivie ont existé trois types de gouvernement que nous avons définis : celui de Barrientos comme réactionnaire ou semi-fasciste ; celui d'Ovando comme tendant au bonapartisme « sui generis » ; celui de Torrez comme kérenskyste. » ("Revista de America", n° 8-9, p.10-11).

Pour nous, il fallait combattre chaque type de régime avec une stratégie différente, précisément parce qu'ils exprimaient une situation distincte de la lutte de classes. Pour les camarades de la majorité, l'analyse se réduisait à une explication du motif qui régissait une même stratégie (la plus sympathique à l'avant-garde) pour tout type de régime et de pays. Cette méthodologie n'est pas réservée aux positions de la majorité sur l'Amérique latine. Nous avons vu que ces analyses stratégiques sont une habitude pour les camarades de la majorité et leur caractère avant-gardiste a été proclamé bien haut par le camarade Germain, quand il dit qu'il faut réaliser « des campagnes politiques nationales autour de problèmes soigneusement choisis qui correspondent aux préoccupations de l'avant-garde... » ("The Building of Revolutionary Parties in Capitalist Europa", p.25).

Cette négation du marxisme se déploie dans toute sa splendeur tout au long du document européen de la majorité, aucune sorte de distinction n'y est faite dans les caractérisations de l'étape traversée par les différents pays

européens. Pourtant certains traversent une situation contre-révolutionnaire comme la Grèce, l'Espagne et le Portugal. Elle évolue vers une situation pré-révolutionnaire en Espagne et, si elle se combine avec la guerre civile au sein de son empire colonial, au Portugal. D'autres pays vivent une situation non-révolutionnaire évoluant vers pré-révolutionnaire, comme l'Italie, la France et peut-être l'Angleterre qui supporte une guerre civile ou révolutionnaire en Irlande. Les autres pays sont dans une situation non révolutionnaire sans possibilité à court terme de devenir pré-révolutionnaire.

Notre caractérisation est sommaire et peut-être erronée, il faut la considérer comme un exemple méthodologique. Pour un marxiste, de ces différentes situations découlent différentes tâches, quelquefois totalement opposées. En Grèce, en Espagne et au Portugal, les tâches posées sont démocratiques, et dans ces deux derniers pays, d'une manière urgente car en Espagne le mouvement ouvrier est en ascension continue et au Portugal la guerre dans les colonies a des répercussions. En Angleterre, la tâche essentielle est d'obtenir que les soldats anglais se retirent de l'Irlande du Nord et d'élaborer un programme de transition pour combattre la misère croissante du mouvement ouvrier. En Italie et en France, les problèmes objectifs posés sont différents de ceux des autres pays européens, car la lutte de classes a atteint un niveau très haut. En définitive, il est absolument impossible de nous donner comme tâche essentielle les deux stratégies prônées par les camarades de la majorité : le contrôle ouvrier et le travail centré sur l'avant-garde (cette dernière étant plus qu'une stratégie, devenant un nouveau principe caractérisant le parti léniniste).

L'évolution des camarades de la majorité vers une conception avant-gardiste de l'analyse s'exprime, non seulement sur le terrain des analyses concrètes, mais aussi sur des questions théoriques générales. Deux parmi elles sont à la limite de l'aberration : l'analyse de la dégénérescence de la II^e et de la III^e Internationale et la caractérisation des situations pré-révolutionnaire et révolutionnaire. Sur ces deux questions, le camarade Mandel abandonne nos caractérisations traditionnelles fondées sur la lutte de classes, et base toute son explication sur les rapports internes à la classe ouvrière et, en son sein, sur le rôle de l'avant-garde :

« la racine de la dégénérescence de la II^e comme de la III^e Internationale, c'est-à-dire la subordination des partis de masses sociaux-démocrates et staliniens à une bureaucratie conservatrice et réformatrice, qui dans la pratique quotidienne est devenue partie intégrante du statu quo... répond à une loi générale de la dégénérescence ». Cette loi est : « le résultat de ces tendances contradictoires dépend de la lutte entre elles qui, en même temps et en définitive, est déterminée par deux facteurs sociaux, d'une part le degré des intérêts sociaux spécifiques qui découlent de « l'organisation autonome » et d'autre part le degré d'activité politique de l'avant-garde de la classe ouvrière ». (Mandel "La théorie léniniste d'organisation" p.36).

Pour les trotskistes, jusqu'à Mandel, la dégénérescence de la IIème et la IIIème Internationales était due au processus général de la lutte de classes dans le monde. La IIème a dégénéré à cause de l'existence et de la montée de l'impérialisme qui a accordé de grandes concessions à des secteurs importants de la classe ouvrière, grâce à l'exploitation de ses colonies. C'est ainsi qu'est née une aristocratie ouvrière intimement liée aux concessions octroyées par le capitalisme. La préservation des « intérêts sociaux spécifiques » qui découlent de l'« organisation autonome » ou l'« autopréservation de l'appareil en soi » n'est pas la véritable explication, car cette « organisation autonome » ou cet « appareil en soi » faisait partie du processus général de formation d'une aristocratie ouvrière liée aux concessions impérialistes.

La IIIème Internationale a dégénéré à cause des défaites et du recul du mouvement ouvrier à l'échelle mondiale et des répercussions de ce recul dans le premier Etat ouvrier, l'URSS, une nation arriérée et paysanne. L'importance de la préservation de « l'appareil en soi » était subordonnée au processus d'ensemble de la lutte de classe à l'échelle mondiale et au sein de l'URSS.

Mais le plus grave dans les analyses de Mandel, c'est que ces processus de dégénérescence, non seulement n'ont rien à voir avec la lutte de classes dans son ensemble, mais n'ont même rien à voir non plus avec la classe ouvrière, les masses travailleuses, ni leurs luttes. La dégénérescence bureaucratique ne serait ainsi que la résultante du rapport entre une bureaucratie qui défend son appareil et le « degré d'activité politique de l'avant-garde » ! Les masses et leurs luttes ne comptent pour rien. La même interprétation, inique pour le mouvement ouvrier et fondamentalement avant-gardiste, est faite par Mandel des situations pré-révolutionnaires et révolutionnaires :

« La maturation d'une situation pré-révolutionnaire (explosion potentiellement révolutionnaire) est l'intégration des grandes masses à l'action des ouvriers avancés. Une situation révolutionnaire - soit la possibilité de la conquête révolutionnaire du pouvoir - apparaît lorsqu'a été atteinte l'intégration des actions de l'avant-garde et des masses à la conscience de l'avant-garde et des couches révolutionnaires. » (Mandel, idem p.22).

Quelle belle définition ! Pour la première fois dans l'histoire du marxisme quelqu'un définit ces situations par les rapports entre masses, avant-garde et parti ! Si la classe ouvrière pouvait ne pas avoir à lutter pour prendre le pouvoir ! Si la bourgeoisie et la petite bourgeoisie pouvaient ne pas exister ! Dommage que Trotsky n'ait pas pensé ainsi :

« Le mécontentement, l'irritation, l'instabilité, les hésitations de la petite bourgeoisie sont des caractéristiques extrêmement importantes d'une situation pré-révolutionnaire. » (Trotsky, "Où va la France" .p .58) .

Mandel ne mentionne même pas ce facteur lié à une des classes fondamentale de la société. Trotsky définissait une situation « apte à la victoire de la révolution prolétarienne », en tenant compte des rapports d'ensemble entre les classes :

« 1- L' impasse bourgeoise et la confusion qui en résulte dans la classe dominante ; 2- une insatisfaction très nette et une tendance vers des changements décisifs dans les rangs de la petite bourgeoisie, sans l'appui de laquelle la grande bourgeoisie ne peut pas se maintenir ; 3- la conscience de la situation intolérable et la volonté de réaliser des actions révolutionnaires dans les rangs du prolétariat ; 4- un programme clair et une direction ferme de l'avant-garde ouvrière. » (Trotsky, "Imperialist war and world revolution", documents of the fourth international, p.345).

Cet ordonnancement que Trotsky répète systématiquement pendant les années 30 est instructif : 1- la situation de la bourgeoisie ; 2- celle de la petite bourgeoisie ; 3- celle de la classe ouvrière ; 4- l'existence d'un parti révolutionnaire. Comme tout bon marxiste, Trotsky va du plus objectif au subjectif. Il n'a pas donné une définition aussi précise de la situation pré-révolutionnaire mais a montré que celle-ci est intermédiaire entre la situation non-révolutionnaire et révolutionnaire. Il a suggéré, presque dit, qu'elle était caractérisée par l'existence des trois premières conditions et l'absence de la dernière, celle du parti révolutionnaire. Ce qu'il n'a jamais dit, ni suggéré, c'est qu'une de ces deux situations se caractérisait fondamentalement par des rapports internes au mouvement ouvrier ou par des rapports subjectifs. Au contraire, pour Trotsky les rapports entre les classes ont toujours été au premier plan.

Par ailleurs, ce n'est pratiquement pas une question d'orthodoxie trotskiste, mais de simple bon sens. Si la bourgeoisie est unie dans un solide front, si elle jouit d'une bonne situation économique, si elle satisfait la petite bourgeoisie et compte sur son soutien, les fameuses « intégrations » du camarade Mandel n'entraînent, même pas par hasard, la révolution. L'intégration la plus avancée, celles des masses, de l'avant-garde et du parti dans leurs actions et leurs consciences, se terminerait par un écrasement brutal et sanglant de la classe ouvrière par cette bourgeoisie unie, soutenue par la petite bourgeoisie et défendue par une armée sans failles. Heureusement, il n'y a aucune possibilité réelle qu'une telle « intégration » mandéliste se produise dans la lutte de classes, telle que nous la connaissons jusqu'à présent.

Cette incompréhension de la majorité et particulièrement du camarade Germain, de ce qu'est une situation révolutionnaire ou pré-révolutionnaire, a provoqué toute une discussion viciée sur le mot « normal ». Cette discussion a commencé par l'Amérique Latine, mais elle a une importance décisive pour l'analyse marxiste de la situation mondiale. Les camarades de la majorité affirment que nous ne verrons pas en Amérique Latine de processus

de développement « normal » du mouvement de masses, car il n'y aura pas de périodes prolongées ayant des conditions de démocratie bourgeoise. Ils prétendent démontrer ainsi que le pronostic de la minorité, selon lequel l'Amérique Latine se rapproche de plus en plus vers les normes classiques de la révolution, est faux. La question de savoir si la révolution tend ou non à se « normaliser » n'est pas liée à la plus ou moins longue durée des régimes de légalité bourgeoise. Elle est liée au fait que le processus révolutionnaire mondial tend vers des situations qui ont été décrites par Lénine et Trotsky, c'est-à-dire la généralisation de situations similaires à celle de la révolution russe.

Pour nous, « normales » sont les révolutions qui ont pour centre le prolétariat industriel, le villes sur le plan géographique et l'insurrection urbaine comme axe de la lutte armée. « Normal », c'est également que ces révolutions ne triompheront que si elles ont à leur tête un parti bolchevique.

Cette conception de « normalité » est apparue en opposition à celle d'« anormalité » à laquelle nous avons assisté après guerre, lorsque des partis petits-bourgeois ou bureaucratiques, du stalinisme au castrisme, se sont vus obligés de diriger des gouvernements ouvriers et paysans. Cette anormalité fut la conséquence de plusieurs facteurs combinés : les deux premières conditions d'une situation révolutionnaire (impasse de la bourgeoisie et radicalisation de la petite bourgeoisie) étaient devenues chroniques, le crash financier, la crise chronique de l'économie se sont reflétés dans une crise sans issue de la bourgeoisie pour des années, et une radicalisation permanente de la petite bourgeoisie qui n'avait aucune possibilité de s'appuyer sur une légère récupération de l'économie bourgeoise. Ces facteurs se combinèrent avec la crise de l'impérialisme yankee dans l'après-guerre et sa division face à Castro, avec deux carences fondamentales : celle du mouvement ouvrier et de sa direction. La paysannerie s'est mise à jouer un rôle prépondérant et les conditions objectives ont fini par amener les partis petits-bourgeois au gouvernement et à la rupture avec le régime impérialiste, les propriétaires terriens et le régime bourgeois. L'anormalité a consisté, en définitive, en ce que, à cause de l'absence du mouvement ouvrier et du parti révolutionnaire, la crise de la bourgeoisie et la radicalisation de la petite bourgeoisie (les deux premières conditions de la situation révolutionnaire) ont acquis un poids colossal et que le rôle du parti révolutionnaire fut rempli alors par des partis petits-bourgeois avec une influence de masse. Cette combinaison anormale avait été prévue par Trotsky dans le Programme de Transition.

Le retour actuel à la normalité ne signifie pas que nous retournions purement et simplement à la situation d'avant-guerre, mais que le mouvement ouvrier et en son sein le développement des seuls partis ouvriers révolutionnaires existant dans le monde, les nôtres, s'intègrent dans la situation révolutionnaire. Les autres conditions non seulement ne vont pas régresser mais continuent à avancer. Le caractère chronique de la crise s'étendra à des pays

capitalistes ayant une structure beaucoup plus solide que celle des pays arriérés et accentuera le poids de l'intervention de la classe ouvrière industrielle dans le cadre de cette crise chronique. La combinaison sera beaucoup plus explosive que dans toute étape passée : une crise majeure de l'économie bourgeoise, l'augmentation de la radicalisation de la bourgeoisie, la montée des sentiments et de l'activité révolutionnaires de la classe ouvrière, un colossal accroissement des partis de notre Internationale et de leur influence dans le mouvement de masses. Cela signifie que la révolution deviendra de plus en plus « normale » car elle deviendra objectivement plus facile surtout par le fait que la classe ouvrière et ses partis entrent en lice. Des situations révolutionnaires « anormales » se reproduiront, mais elles resteront subordonnées (et aideront) à la normalisation à l'échelle mondiale.

Quel est le rapport entre tout cela et la durée des périodes de légalité bourgeoise ? La révolution russe, la plus « normale » de toutes les révolutions triomphantes, a eu lieu dans la Russie tsariste qui a connu des siècles de despotisme, un an de légalité en 1905 et quelques mois en 17, plus quelques années avec de petites marges de légalité. Notre « normalité » c'est cela : la clandestinité du mouvement révolutionnaire et l'affrontement contre des gouvernements réactionnaires de tous poils la plupart du temps. Nous ne comprenons pas la « normalité » comme étant celle de la situation en Europe occidentale, avec un siècle ou plus de légalité bourgeoise, interrompu brièvement par des phénomènes comme le fascisme.

Nous pensons que les étapes de clandestinité seront beaucoup moins longues que pour la Russie, car les conditions sont beaucoup plus favorables pour le mouvement de masses. Et nous affirmons avec certitude que, comme en Russie, les marges légales et démocratiques ne seront obtenues que par l'action du mouvement de masses et que, plus les coups que celui-ci portera contre la bourgeoisie seront forts, plus les régimes qui en résulteront seront faibles. La tendance à des gouvernements kérenskystes sera de plus en plus affirmée dans la mesure où la montée continuera, et seules des occasions révolutionnaires manquées, à cause de l'absence d'un parti bolchevique et d'une politique trotskiste, pourront expliquer les reculs partiels vers des régimes semi-fascistes.

C'est le cas des expériences bolivienne et chilienne, que notre méthode d'analyse marxiste a su prévoir et que la méthode stratégiste et avant-gardiste des camarades de la majorité a totalement ignoré. Le camarade Germain, en qualifiant Banzer de kornilovien, a reconnu implicitement le gouvernement de Torrez comme kérenskyste. Ne se rend-il pas compte que, par le fait de reconnaître l'existence d'un gouvernement kérenskyste, il reconnaît les règles « normales » de la révolution russe ? Non, évidemment. Il pense que les putschs de Banzer et des militaires chiliens lui donnent raison, car ils démontrent le caractère "exceptionnel" des périodes de démocratie

bourgeoise. Cependant, la Bolivie et le Chili ont connu plus de démocratie bourgeoise ces cinq dernières années que la Russie révolutionnaire en un siècle entier ! Silence absolu ! Les camarades de la majorité continuent à comparer la situation latino-américaine avec l'Europe dominée par le fascisme.

Différents pays - dont la Bolivie et le Chili - sont entrés dans une situation pré-révolutionnaire classique qui n'est

pas devenue révolutionnaire à cause de l'absence du parti. Cela ne signifie pas que tous les pays latino-américains soient entrés dans cette étape. Tout au contraire, c'est une minorité de pays qui s'achemine vers elle, dans un processus d'ensemble inégal. Mais ces « Russies » latino-américaines montrent la voie aux autres pays du continent et, nous nous risquons à le dire, au moins à tout le monde occidental.

5) Lénine et Trotsky sur l'orientation des partis communistes et trotskistes

Jusqu'ici nous avons vu que la conception des camarades de la majorité sur le parti et la conscience part d'analyses qui tournent exclusivement autour d'une nouvelle catégorie sociale: l'avant-garde. Nous avons vu également que cette catégorie n'est qu'une invention métaphysique du camarade Mandel. Finalement, nous avons vu que, pour eux, l'essentiel de l'activité de nos sections doit se centrer sur la conquête de la direction politique de cette avant-garde, en réalisant des campagnes politiques en fonction de ses préoccupations et de ses besoins.

Le camarade Mandel a signalé au passage que son interprétation du nouveau rôle du parti léniniste avait été anticipée par Lénine dans « Le gauchisme: maladie infantile du communisme », dépassant ainsi son « Que faire ? ». Apparemment, notre auteur a pris les citations suivantes »:

« le premier objectif (gagner au pouvoir soviétique et à la dictature de la classe ouvrière l'avant-garde la plus consciente du prolétariat) ne peut être réalisé sans une victoire idéologique et politique totale contre l'opportunisme et le social-chauvinisme... » « L'essentiel est déjà atteint: l'avant-garde de la classe ouvrière est gagnée » « L'avant-garde prolétarienne a été conquise idéologiquement. Là est l'essentiel. » (p.102-103 et 101 de l'Edition Polémica 1972) .

Ces phrases de Lénine sont relatives à un problème historique concret: la lutte contre l'opportunisme pour gagner à la IIIème Internationale les ouvriers socialistes de gauche et les anarcho-syndicalistes. Il ne s'agissait pas de l'avant-garde en général et à n'importe quel moment. Il s'agissait d'une avant-garde ouvrière, la plus avancée de la classe, qui avait une grande influence et était largement reconnue par d'amples secteurs de la classe ouvrière. Le chapitre contenant ces citations commence par souligner ce fait, qui donne à cette situation une configuration différente de celle d'aujourd'hui, où la nombreuse avant-garde n'est pas reconnue par la classe ouvrière et n'est composée dans sa majorité que d'éléments qui lui sont extérieurs. Il s'agissait pour Lénine de gagner cette avant-garde pour concrétiser au niveau organisationnel le triomphe des ouvriers russes pour l'avant-garde mondiale. (Nous verrons plus loin si cette politique était la même que

celle préconisée par les camarades de la majorité afin de gagner l'avant-garde contemporaine). Mais cette tâche centrale en direction de l'avant-garde n'amène pas Lénine à modifier les caractéristiques centrales des partis communistes: ceux-ci continuent essentiellement à être un outil pour diriger les masses jusqu'à la victoire socialiste. L'effort de Lénine était justement destiné à convaincre cette avant-garde de la nécessité de construire des partis bolcheviques ayant une politique marxiste révolutionnaire pour chaque pays.

Une fois replacées ces citations dans leur contexte historique, nous constatons qu'elles vont à l'encontre du raisonnement de Mandel, alors une question se pose: pourquoi le camarade Mandel a-t-il dû avoir recours à ces citations du « Gauchisme... » afin de pouvoir démontrer qu'aujourd'hui la tâche fondamentale des partis bolcheviques concerne l'avant-garde? Pourquoi ne recourt-il pas aux résolutions de la IIIème Internationale? Le camarade Mandel les « oublie » parce que les quatre premiers congrès de l'Internationale Communiste affirment systématiquement le contraire de ce que disent les camarade Mandel et Germain.

« Cette minorité, qui est communiste et possède un programme, qui veut organiser les luttes des masses, est le parti communiste. » « Le parti communiste ne se différencie de la grande masse des travailleurs que par son habileté à remplir la mission historique de la classe ouvrière et par ses efforts tout au long du processus à garantir, non pas les intérêts de groupes ou professions, mais ceux de toute la classe ouvrière. » « Le Parti communiste, s'il est véritablement l'avant-garde de la classe révolutionnaire, ...s'il sait se lier d'une manière indissoluble à l'existence de la classe ouvrière et, par son intermédiaire, à toute la masse exploitée... » (IIème congrès de l'IC, Résolution sur le rôle des PC dans la révolution prolétarienne et Les tâches principales de l'IC).

L'Internationale communiste expose clairement que le but des partis révolutionnaires doit être d'« organiser la lutte des masses » (non de l'avant-garde), de défendre toujours (« tout au long du processus ») les intérêts de toute la classe ouvrière (et non de groupes) - et qu' est-ce donc que l'avant-garde si ce n'est un groupe au sein du

mouvement ouvrier ? - et pour cela ils doivent se lier « d'une manière indissoluble » à toute la classe ouvrière (et non à un secteur partiel, serait-il d'« avant-garde »).

Après en avoir terminé avec la fausse interprétation faite par Mandel de la conception léniniste sur le rôle des partis bolcheviques, passons maintenant à la position de Trotsky. Le camarade Germain soutient que le document européen de la majorité établit une position à l'égard des organes de masses, identique à celle qu'eut Trotsky durant les années 34-36 pour la Belgique, la France et l'Espagne, malgré le fait que nos organisations aient été alors plus faibles. Il est dommage que Germain ne poursuive pas sa comparaison et ne nous explique pas quelle fut la position de Trotsky quant au rôle de nos partis pour la même époque. En consultant les sources, nous constatons que Trotsky expose quelque chose de bien différent : il considérait que la situation pré-révolutionnaire dans ces pays rendait possible un large travail en direction des masses et un développement rapide de nos sections.

« Nous avons peu de forces, mais l'avantage d'une situation révolutionnaire consiste précisément dans le fait que même un petit groupe peut se transformer rapidement en une force importante, à condition d'avoir toujours fait un pronostic correct et avancé les mots d'ordre corrects à temps. Assurément, pendant une révolution, quand les événements se précipitent, un parti faible peut croître et devenir puissant, s'il comprend avec lucidité le cours de la révolution et possède des cadres éprouvés qui ne se gargarisent pas de phrases et ne sont pas terrorisés par la persécution. » (Trotsky, "The Spanish revolution", p.139)

« Dix mille avec une direction ferme et avisée peuvent trouver le chemin des masses et briser l'influence des staliniens et des sociaux-démocrates » « Il est nécessaire de descendre jusqu'aux masses, jusqu'aux secteurs les plus bas et les plus opprimés » « Mais 20 000 comme 10 000, avec une politique claire, décidée et agressive peuvent gagner les masses en peu de temps, tout comme les bolcheviks ont gagné les masses en huit mois. »

« Nous devons nous tourner vers les larges masses, pénétrer coûte que coûte dans les organisations de masses, par tous les moyens, sans admettre d'être influencés ou paralysés par l'intransigeance conservatrice. » (idem , p.263, 262, 245 et 232).

« Ecouter attentivement l'ouvrier moyen dans les usines, les rues, le tramways, les cafés, la famille, afin de savoir comment il voit la situation, quelles espérances il entretient, en quoi il croit - écouter attentivement cet ouvrier - est la première obligation d'une organisation révolutionnaire, principalement dans les périodes telles qu'aujourd'hui, quand la conscience des masses change légèrement tous les jours. » (Writings 34-35 , p.40).

La situation européenne à l'époque où Trotsky écrit ces lignes ressemble à celle d'aujourd'hui, celle du commencement d'une période pré-révolutionnaire. Mais

comme Lénine et le IIIème Internationale, Trotsky adopte une politique opposée à celle que préconisent aujourd'hui les camarades de la majorité. Ces derniers soutiennent qu'il n'est pas possible de former un parti possédant une influence de masse ; Trotsky ne cesse de répéter qu'un « petit groupe peut se transformer en une force importante », qu'un « parti faible peut croître rapidement et devenir puissant », qu'avec « une direction ferme et avisée ils peuvent trouver le chemin des masses », qu'avec « une politique claire, décidée et agressive, ils peuvent gagner les masses en peu de temps », etc. La majorité nous dit que l'activité doit être centrée sur l'avant-garde ; Trotsky insiste sur le fait qu'il est nécessaire « de descendre jusqu'aux masses, jusqu'aux secteurs les plus bas et les plus opprimés », que nous devons « nous tourner vers les larges masses » etc. La majorité nous dit que nos campagnes publiques doivent tourner autour de problèmes judicieusement choisis, qui correspondent aux préoccupations (besoins) de l'avant-garde ; Trotsky affirme « qu'écouter l'ouvrier moyen... est la première obligation d'une organisation révolutionnaire ».

Trotsky ne s'écarte pas d'un millimètre de cette conception, lorsqu'il conseille, pour la même époque, le travail entrisme. L'objectif essentiel de cet entrisme n'était pas de gagner une avant-garde, c'était une tactique pour aller vers le mouvement de masses :

« Il est nécessaire de se diriger vers les masses. Il est nécessaire de trouver un cadre commun dans la structure du front unique et dans un des partis qui le composent. Actuellement, cela signifie militer au sein de la SFIO » (Section Française de l'Internationale Ouvrière) (Writings 34.-35, p.35).

Même en passant à la loupe les textes de Trotsky, nous n'avons jamais trouvé qu'il s'agissait , pendant les années 34-36, de se donner une ligne de travail en direction de l'avant-garde, dans les pays signalés par le camarade Germain. C'est justement parce que la situation était alors similaire à celle d'aujourd'hui, que la tâche essentielle était d'aller aux masses car celles-ci évoluaient de jour en jour en fonction de la situation objective. Le nouveau type de parti léniniste dont la mission fondamentale serait de diriger son intervention vers l'avant-garde ne s'y trouve nulle part ; et encore moins la nouvelle « stratégie » (« tâche centrale » ou « but principal ») de « gagner l'hégémonie politique sur l' avant-garde à caractère de masse ». En définitive, les positions clairement exposées de Trotsky sont à l'opposé de celles que défend le camarade Germain.

C'est peut-être en prévoyant l'apparition de futurs « Germain » dans le mouvement trotskiste, que Trotsky a également traité du problème de l'avant-garde :

« Si le prolétariat ne sentait pas, d'ici quelques mois dans le processus de la lutte, que ses tâches et ses méthodes lui sont devenues claires, la désagrégation commencerait alors inévitablement dans ses propres rangs. Les larges

masses éveillées pour la première fois par le mouvement actuel retomberaient dans la passivité. Dans l'avant-garde, à mesure que le sol commencerait à se dérober sous ses pieds, commencerait à se ranimer l'état d'esprit favorable aux actions de guérilla et à l'aventurisme en général. » (Trotsky, "The Spanish révolution", p.62).

Après avoir insisté mille fois sur le fait que, dans une Europe entrant dans une étape pré-révolutionnaire, nous devions nous orienter vers les masses, Trotsky nous signale donc que, si nous n'y parvenons pas, l'avant-garde peut dévier vers des positions guérilléristes et aventuristes. Pour Trotsky, l'intervention en direction de l'avant-garde passe par notre intervention au sein du mouvement de masses (et non le contraire, comme le soutiennent les

camarades de la majorité). Pour ces derniers, seule l'avant-garde peut sauver le mouvement de masses et pour cela il nous faut donc la gagner politiquement. Pour Trotsky, seul le mouvement de masses, sous la direction du parti, peut empêcher l'avant-garde de s'enfoncer dans le désespoir guérillériste et aventuriste.

Avec toutes ces références, nous n'avons même pas commencé à démontrer que la conception des camarades de la majorité, selon laquelle le parti révolutionnaire doit centrer son intervention dans l'avant-garde et de se doter d'une politique pour elle, est incorrecte. Par contre nous avons démontré que ce n'étaient pas les positions de Lénine et de Trotsky.

6) Notre travail politique sur les masses et l'avant-garde : propagande et agitation

En s'en tenant à ce que nous avons dit jusqu'à présent, il semblerait que pour nous le parti doive ignorer l'existence de l'avant-garde. Tel n'est pas le cas. Nous reconnaissons que l'avant-garde du mouvement ouvrier et de masse est un secteur important, en direction duquel nous devons intervenir. Ce que nous avons signalé jusqu'à présent c'est qu'il ne doit pas déterminer la politique du parti ni ses mots d'ordre, ni son organisation, ni ses analyses ; tout cela est défini par la lutte de classe ainsi que par le mouvement ouvrier et de masse.

Une partie importante de l'activité du parti est tournée vers l'avant-garde : la propagande. C'est la position défendue par Lénine dans « Le gauchisme : maladie infantile du communisme », ouvrage de prédilection de Mandel :

« Tant qu'il s'agissait (et dans la mesure où il s'agit toujours) de gagner au communisme l'avant-garde du prolétariat, la priorité résidait (et réside) dans le travail de propagande » (p.103).

Le problème est que, pour Mandel et Germain, notre intervention en direction de l'avant-garde est bien plus ambitieuse :

« des campagnes politiques nationales sur des thèmes choisis avec soin, correspondant aux préoccupations de l'avant-garde, sans aller en sens contraire des luttes des masses et démontrant une capacité d'initiatives efficaces, bien que modestes, de la part de nos sections » « centrer notre propagande et, quand c'est possible, notre agitation sur la préparation de ces ouvriers avancés » (« La construction des partis révolutionnaires en Europe capitaliste » BII p.24 ; « En défense du léninisme ? » BII p.113).

Pour les camarades de la majorité, ce qui est essentiel est d'orienter la propagande, l'agitation et des propositions d'action vers l'avant-garde. Le document du camarade

Germain abonde dans ce sens :

« ce qui était prévu (au IXème Congrès) était un tournant vers la transformation des organisations trotskistes, de groupes de propagande en organisations capables d'ores et déjà d'initiatives en direction de l'avant-garde large requises par la dynamique de la lutte des classes elle-même » (id. p.92).

Pour les camarades de la majorité, la tendance est de faire de l'agitation et de lancer des actions (initiatives politiques) « au niveau de l'avant-garde large ». Même s'il était correct de centrer les efforts de nos sections sur l'avant-garde, le seul fait de proposer l'agitation et des initiatives politiques est en contradiction avec le léninisme, pour lequel « la priorité réside dans le travail de propagande » au niveau de l'avant-garde. La définition du terme propagande - « dire beaucoup à peu de gens » - et celle du terme agitation - « dire peu à beaucoup de gens » - devrait être largement connue. La propagande englobe aussi bien un cours d'économie marxiste ou de logique dialectique qu'une conversation individuelle avec un militant ouvrier à qui nous expliquons la situation nationale et internationale, notre programme et les différences entre notre organisation et les autres organisations ouvrières. L'agitation, au contraire, consiste à avancer quelques mots d'ordre (ou un seul) qui donne un débouché à la lutte qui se déroule à un moment donné dans le mouvement ouvrier ou de masses (augmentation de salaire, libertés démocratiques, assemblée constituante, tout le pouvoir aux soviets, etc.). Un parti bolchevique commence par faire une analyse de l'étape de la lutte de classes, et de cette analyse découlent une, deux ou trois tâches essentielles pour le mouvement de masses, que nous concrétisons sous la forme de mots d'ordre. C'est là l'aspect concret de notre politique et c'est pour cela qu'il est fondamental. La théorie et la propagande servent à préciser cet aspect concret, agitation de toute notre politique. Toute notre activité (y compris notre théorie et

Un document scandaleux (une réponse à Mandel)

notre propagande) est subordonnée à cet objectif final: définir quelles sont les tâches générales des masses et formuler les mots d'ordre correspondants.

En schématisant, nous pouvons dire que toute la science et le savoir-faire trotskistes se résument dans la capacité d'élaborer les mots d'ordre adéquats à un moment donné de la lutte de classes. Lénine ne disait rien d'autre :

« Par conséquent, le contenu capital des activités de l'organisation de notre parti, le centre de gravité de ces activités doit consister en un travail réalisable et nécessaire, même dans les périodes de calme le plus complet : un travail d'agitation politique unifié dans toute la Russie qui éclaire tous les aspects de la vie et s'adresse aux larges masses. » La tâche étant de « stimuler », « nous stimulerons cent fois ». ("Que faire ?" p.270 et 195).

Lénine fonde cette ligne de dénonciations politiques sur sa confiance aveugle en la capacité d'organisation et de mobilisation de l'ouvrier attardé ou de l'ouvrier moyen, et non sur une capacité spécifique des ouvriers d'avant-garde ou « avancés ». Par rapport au mouvement de masses, il ne s'arrête jamais sur l'avant-garde ouvrière ou sur la nécessité pour le parti de prendre des initiatives propres dans l'action. Il ne se préoccupe que de l'organisation de campagnes agitatoires. Pour Lénine, si nous touchons les masses par une de ces campagnes, les ouvriers sont capables de tout. Le rôle du parti est de lancer de telles campagnes et d'accompagner, de diriger le mouvement de masses. C'est pour cela qu'il critique les intellectuels :

« qui ne savent ou n'ont pas la possibilité de lier le travail révolutionnaire au mouvement de masses pour former un tout. » « C'est à nous-mêmes qu'en revient la faute, pour notre retard par rapport au mouvement de masses, pour n'avoir pas su organiser des dénonciations suffisamment larges, claires et rapides, de toutes ces ignominies... l'ouvrier le plus attardé comprendra et sentira... et en le sentant, il le souhaitera avec une volonté immaîtrisable et saura organiser aujourd'hui une contestation houleuse contre les censeurs, défiler demain en manifestation devant la maison du gouverneur qui aura écrasé un soulèvement paysan, donner après-demain une leçon aux gendarmes en soutanes qui remplissent la fonction de la sainte inquisition, etc. » (idem p.131 et 124).

Trotsky avance systématiquement la même position que Lénine. Nous avons vu dans le chapitre précédent comment Trotsky recommandait pour l'Espagne (un pays cher au camarade Mandel, qui s'en sert pour faire une analogie avec la situation européenne actuelle) :

« un petit groupe peut se transformer rapidement en une force importante, à condition d'avoir toujours fait un pronostic correct et avoir avancé à temps les mots d'ordre corrects » ("The Spanish Revolution", déjà cité).

Trotsky résume sa position en affirmant :

« Une question de ce type ne peut recevoir une réponse possible à priori, c'est-à-dire une réponse sur mesure. Pour obtenir une réponse, il faut savoir comment poser la question. A qui ? aux masses. Comment se la poser ? par le moyen de l'agitation. L'agitation est non seulement le moyen de communication avec les masses sur tel ou tel mot d'ordre, les appelant à l'action, etc. Pour un parti, l'agitation est également un moyen de se mettre à l'écoute des masses, de sonder leurs comportements et leurs pensées et d'adopter en conséquence telle ou telle position. » (« Où va la France", p.82).

Pour les Etats-Unis, Trotsky a répété inlassablement la même chose :

« quand nous commençons la lutte, nous ne pouvons pas être sûrs de la victoire. Nous pouvons seulement dire que nos mots d'ordre correspondent à la situation objective, que les meilleurs éléments comprendront et que les plus arriérés qui n'auraient pas compris, seront amenés à s'engager ». ("Discussions with Trotsky" dans "The Transitional Program", 1973, p. 134.). « Ce qui est important, lorsque le programme est définitivement établi, c'est que les mots d'ordre soient parfaitement connus et de manoeuvrer avec habileté afin que partout dans le pays les mêmes mots d'ordre soient utilisés par tous au même moment, afin que 3000 puissent donner l'impression d'être 15 000 ou 50 000 ». ("Writings", 1938-39, p.52.).

Les camarades de la majorité ont oublié - ou ne les ont jamais suent - ces vérités archi-connues. Tandis qu'ils soutiennent l'intervention en direction de l'avant-garde, Lénine et Trotsky soutiennent l'agitation au sein du mouvement de masses. La différence entre ceux qui suivent les enseignements de Lénine et de Trotsky et ceux qui suivent les positions de la majorité se manifeste clairement dans l'activité militante de nos sections. Malgré tous nos efforts pour les découvrir, nous ne sommes pas parvenus à savoir quels sont les mots d'ordre généraux importants pour l'activité de notre section française par exemple. Si quelque chose caractérise cette section, c'est bien l'absence de mots d'ordre généraux pour le mouvement ouvrier et de masses. Nous ne parlons pas du programme, mais des mots d'ordre, de deux ou trois mots d'ordre qui caractérisent et répondent aux besoins du mouvement de masses dans la situation actuelle en France. Les camarades nord-américains ont avancé un mot d'ordre fondamental pour ces dernières années : « Retrait immédiat des troupes du Viêt Nam ! », ainsi que: « Ne votez pas pour les patrons, ni pour les militaires, ni pour les dirigeants vendus, votez pour vos camarades ouvriers ! ». Quels furent les mots d'ordre centraux de la campagne électorale des camarades français ? Il est impossible de le savoir : ils n'ont avancé aucun mots d'ordre clair et précis pendant cette campagne.

Mais laissons-là les élections et occupons-nous des mots d'ordre pour le mouvement ouvrier et de masses français. Relisons la collection de « Rouge » entre juin et août 73 par exemple. Nous ne trouvons que trois campagnes de

dénonciation constantes : solidarité avec les ouvriers de LIP [une usine de montres en France dont les travailleurs eux-mêmes avaient pris le contrôle et assuré la production], contre les groupes fascistes et celle concernant les travailleurs immigrés. La seule qui puisse être liée à l'ensemble du mouvement de masses français est celle contre les groupes fascistes, mais nous n'y trouvons pas le mot d'ordre « Freinons (ou écrasons) l'Ordre Nouveau et le fascisme ! ». Les deux autres sont des campagnes partielles concernant des secteurs spécifiques.

Nous nous demandons quels sont les ou les mots d'ordre qui répondent aux problèmes les plus ressentis par le mouvement ouvrier ? A part les groupes fascistes, le régime ne crée-t-il aucun problème au mouvement ouvrier ? Le mot d'ordre « Freinons l'offensive patronale contre notre niveau de vie et nos conditions de travail ! » ne correspond-il pas à un besoin des masses ? Si le fascisme est le seul problème, pourquoi ne pas avancer le mot d'ordre capable de mobiliser les masses contre celui-ci ? Nous faisons remarquer que nous ne sommes pas en train de défendre ou critiquer tel ou tel mot d'ordre, nous exposons ici quelque chose de plus élémentaire, notre obligation de nous doter de mots d'ordre pour l'action du mouvement de masse, notre obligation de faire de l'agitation.

Nous insistons sur le fait que notre position n'écarte pas l'importance d'un travail en direction de l'avant-garde ouvrière ou du mouvement des masses. Au contraire, à certains moments de la lutte de classes, cette intervention devient fondamentale. Quand survient une grave défaite historique du mouvement ouvrier, la propagande en direction de l'avant-garde est notre activité essentielle jusqu'à ce que le mouvement ouvrier reprenne ses forces. C'est également le cas dans une situation exceptionnelle qui fait de l'avant-garde l'axe central de notre activité révolutionnaire en période de montée. Ce fut le cas de la III^{ème} Internationale - que nous avons déjà vu - dans la situation créée par la victoire de la révolution russe et la naissance du premier Etat ouvrier. Il s'agissait alors, pendant un ou deux ans, de gagner d'un seul coup toute ou presque toute l'avant-garde mondiale enthousiasmée par la victoire révolutionnaire et la fondation de la III^{ème} internationale. Mais cette situation exceptionnelle fut la conséquence d'un triomphe spectaculaire du mouvement de masses dirigé par les bolcheviks qui s'étendit à l'échelle mondiale à travers l'avant-garde, parce qu'elle assimila cette victoire du mouvement inégal et combiné du mouvement révolutionnaire mondial : une immense victoire obtenue par une direction marxiste révolutionnaire dirigeant le mouvement de masses dans un pays déterminé, se double et se combine à l'impact de ce triomphe à l'échelle mondiale sur l'avant-garde. Mais, à nouveau, l'élément décisif est le mouvement de masses.

Il se passera la même chose à l'échelle nationale, pour peu que nous obtenions une victoire importante au niveau national de la lutte de classes. Une victoire décisive dans une branche significative du mouvement ouvrier français,

dans la métallurgie par exemple, l'automobile ou l'enseignement, sous notre direction, aurait un effet immédiat et global sur toute l'avant-garde du mouvement ouvrier français. L'avant-garde ouvrière se rapprocherait par milliers de notre parti, et notre tâche serait alors, centralement pour un certain temps, de la gagner d'un seul coup au trotskisme. Mais nous ne devons pas nous méprendre, ce tournant ne se produira que sur la base d'une victoire du mouvement de masses, et pour aucune autre raison.

Dans n'importe quelle situation, qu'elle soit exceptionnelle et momentanée comme nous l'avons vu ou « normale » (notre tâche étant l'agitation au sein du mouvement de masses), nous devons nous poser la question de savoir comment gagner ou travailler avec l'avant-garde et s'il nous faut une politique spécifique pour celle-ci. Les camarades de la majorité pensent que oui, que nous gagnerons l'avant-garde par des campagnes nationales sur des questions qui « correspondent à ses préoccupations » et par des « initiatives efficaces » sur ces questions. Nous pensons tout le contraire : nous devons gagner l'avant-garde en lui expliquant patiemment (en faisant de la propagande) notre politique pour le mouvement ouvrier et de masses, et non par une politique spécifique. Ce problème est très important car c'est de là que provient l'essentiel des divergences politiques concrètes entre la minorité et la majorité.

L'avant-garde n'apparaît jamais avec des tendances vers la politique trotskiste ou bolchevique. Elle apparaît en exprimant les tendances spontanées de la lutte existant alors dans le mouvement de masses, et les premiers enseignements politiques qu'elle reçoit sont ceux des partis réformistes à influence de masse, de la bureaucratie syndicale et des phénomènes mondiaux de la révolution. Ce sont les premières idées qu'elle connaît. Auparavant, elle ne connaissait que le venin que crachent tous les jours les organes de propagande de la bourgeoisie. Le parti révolutionnaire ne peut pas concurrencer la propagande de la bourgeoisie et de ses agents dans le mouvement ouvrier ; nous partons d'une position d'infériorité.

L'avant-garde contemporaine, par exemple, est venue à la politique sous la pression du pôle de la propagande stalinienne et du pôle castriste. C'est ce qui explique précisément que pendant tout un moment elle aura débattu essentiellement des problèmes de lutte armée. Si nous prenons comme point de départ ces « préoccupations », nous nous verrons forcés de choisir (comme le font les camarades de la majorité) entre ces deux pôles, car le seul moyen de définir une politique spécifique pour l'avant-garde est de partir de ses propres préoccupations et discussions. Nous parviendrons peut-être ainsi, en nous adaptant à cette situation, à capter un secteur de cette avant-garde, mais uniquement au prix du sacrifice de notre propre politique. Capturer l'avant-garde guérillériste en nous transformant en pro-guérilléristes, ou capturer l'avant-garde stalinienne en nous transformant en pro-staliniens nous servira à quoi ? A rien assurément. C'est un coup brutal

porté à notre possibilité de diriger la révolution. Nous ne pouvons ainsi que faire le jeu d'une de ces politiques incorrectes qui s'expriment avec plus de force que la nôtre au sein de l'avant-garde. Et, dès que la stratégie castriste ou stalinienne échouera, notre parti s'écroulera avec elle.

En tant que trotskistes, notre confiance réside dans le mouvement de masses, nous pensons qu'il fera la révolution si nous savons construire un parti qui le dirige avec une politique correcte. Ce parti se construira essentiellement en gagnant l'avant-garde à cette politique trotskistes, et non en la gagnant avec une autre politique ou aux déviations qui existent dans, cette avant-garde. Cette tâche est bien plus difficile que celle que se proposent d'accomplir les camarades de la majorité, mais c'est la seule tâche correcte. Capter l'avant-garde n'est un progrès pour le processus révolutionnaire que si elle a été gagnée à la politique révolutionnaire. Les staliens ont gagné de larges secteurs de l'avant-garde à leur politique ; en annihilant leur potentiel révolutionnaire, il les a liquidés en tant qu'avant-garde. De nos jours, le castrisme a gagné presque toute l'avant-garde mondiale et l'a entraînée à la catastrophe : il a démoralisé politiquement tout un secteur et amené un autre à la liquidation physique (une grande partie de l'avant-garde latino-américaine des années 60).

Que signifie gagner l'avant-garde à la politique trotskiste ? Il s'agit de la gagner pour faire de l'agitation au sein du mouvement de masses sur les mots d'ordre que notre parti élabore scientifiquement à chaque étape, et de la faire adhérer à notre stratégie de construction d'un parti bolchevique et au programme de ce parti. Cela signifie combattre violemment, jour après jour, les directions bureaucratiques et réformistes en premier lieu, puis les tendances ultra-gauches. Cela signifie expliquer, face à chaque problème de la lutte de classes : « Camarade, face à cette situation, les staliens avancent tel mot d'ordre pour le mouvement de masses ; ce mot d'ordre est incorrect car il nous amène à faire confiance à un secteur de la bourgeoisie et finira par nous entraîner au massacre. Les ultra-gauches te proposent de te lancer dans des actions isolées du mouvement de masses, loin de tes camarades de travail. Si tu les écoutes, tu finiras également par être vaincu par la bourgeoisie. Nous te proposons de ne pas t'éloigner de tes camarades de travail, de rester lié au mouvement de masses afin de devenir leur direction. Nous te proposons de détecter soigneusement les problèmes sur lesquels tes camarades sont prêts à se mobiliser ; de chercher le mot d'ordre précis pour développer cette mobilisation. Nous te proposons de faire ainsi au niveau national et mondial. Pour réaliser cette tâche à un niveau plus général que sur ton lieu de travail, tu as besoin de t'organiser dans un parti de militants comme toi. Dans ce parti que nous sommes en train de construire, nous faisons ce que tu fais toi-même dans ton usine, nous cherchons les mots d'ordre adéquats pour mobiliser à chaque moment les masses exploitées. Mais nous savons de plus que cette mobilisation des masses se terminera par la prise du pouvoir ou par une défaite, et nous avons un programme, le Programme de Transition,

qui enchaîne les mots d'ordre les uns aux autres pour conduire les masses vers la prise du pouvoir. Nous t'invitons à construire ce parti avec nous et à faire tien notre programme. »

Notre tâche vis-à-vis de l'avant-garde est donc simple : partir des mots d'ordres d'agitation pour le mouvement de masses, et la gagner au parti et au programme dont ces mots d'ordre sont tirés. Et tout ce que nous avons à dire à l'avant-garde, n'est-ce pas de la propagande (beaucoup d'idées pour peu de gens) ? Mais comment faire cette propagande, si nous ne sommes pas les champions de l'agitation sur ces mots d'ordre ?

Même dans les cas « exceptionnels » que nous avons vus, notre propagande a le même sens. Après un écrasement historique du mouvement de masses, nous passerons des années à faire de la propagande en direction de l'avant-garde ; que lui dirons-nous ? : « Camarades, le mouvement ouvrier a subi une défaite, mais nous sommes sûrs et certains qu'il repartira en lutte. Ne te lance pas dans des actions isolées, étudie et apprend toute l'expérience accumulée par les travailleurs en plus d'un siècle de lutte, forme-toi en tant que direction des nouvelles luttes qui vont inévitablement se produire, écoute soigneusement tes camarades, et dès que tu les verras disposés à la lutte, même si c'est sur un infime problème, recherche et avance le mot d'ordre adapté à cette lutte. Le seul endroit où tu puisses étudier et assimiler toute cette expérience, le seul endroit où tu pourras élaborer ce mot d'ordre, c'est dans notre parti. »

Voyons l'autre cas « exceptionnel », celui de la IIIème Internationale. Lénine a-t-il défini une politique spécifique pour gagner l'avant-garde mondiale ? A-t-il fait des campagnes politiques nationales autour des préoccupations de l'avant-garde ? A-t-il pris parti pour les socialistes de gauche et les anarcho-sindicalistes (qu'il désirait gagner) contre l'opportunisme et le social-chauvinisme des partis sociaux-démocrates ? Tout au contraire. Il s'est efforcé de gagner cette avant-garde à la politique du parti bolchevique russe. Gagner cette avant-garde signifiait la faire rompre définitivement avec les partis sociaux-démocrates et la tendance anarchiste, afin de construire dans chaque pays des partis bolcheviques sur le modèle russe. Gagner cette avant-garde signifiait la convaincre de la nécessité d'un travail d'agitation politique unifié et dirigé vers les larges masses. Pourquoi est-ce seulement à cette occasion que Lénine a proposé cette tâche de gagner l'avant-garde ? Parce que l'impact de la grande victoire du mouvement de masses, constituée par la révolution russe, était tel que, pour la première fois dans l'histoire (et jusqu'à présent la seule), la propagande marxiste révolutionnaire pouvait se mesurer avec succès à la propagande bourgeoise et réformatrice ; parce que pour la première fois dans l'histoire (et jusqu'à présent la seule), l'avant-garde du monde entier s'orientait massivement vers le marxisme révolutionnaire, fascinée par l'exemple du prolétariat soviétique et de son parti bolchevique.

La théorie marxiste comme les exemples historiques, nous montre la dialectique entre les masses et l'avant-garde et, par conséquent, le caractère erroné de la conception mécaniste des camarades de la majorité, pour qui le seul fait de gagner l'avant-garde nous fait avancer dans la voie de la conquête de la direction des masses. Si nous gagnons l'avant-garde sur une autre base que la politique léniniste-trotskiste et l'intervention au sein du mouvement des masses, nous éloignerons notre parti de la politique révolutionnaire, nous séparerons l'avant-garde des masses et finirons par liquider le parti et l'avant-garde, en abandonnant le mouvement de masses à son sort et en nous fermant la voie de la victoire de la révolution. Si nous gagnons l'avant-garde à la politique léniniste-trotskiste, nous aurons fait un bond dans la construction du parti à influence de masse capable de diriger la révolution jusqu'à la victoire.

Cette dialectique comprend également la possibilité de l'existence d'avant-gardes ou de secteurs d'avant-garde que, pour des raisons historiques et sociales concrètes, nous ne pouvons pas gagner à la politique marxiste révolutionnaire. C'est le cas, en général, d'un secteur important de l'avant-garde étudiante qui est condamné, par la logique inflexible de la lutte de classes, à abandonner tôt ou tard le camp du mouvement de masses pour passer dans celui de la bourgeoisie. Ce sera dommage et douloureux, mais c'est ainsi. C'est justement cette dialectique qui explique que tout ce que gagnent ou perdent les marxistes révolutionnaires, à tous les niveaux de la lutte de classes (mouvement de masses, classe ouvrière ou avant-garde), est déterminé par la lutte de classes elle-même et ses soubresauts, jamais par une politique spécifique plus ou moins correcte en direction de l'avant-garde. Vu sous un autre angle : la seule manière de gagner l'avant-garde à notre politique est d'avoir une politique correcte pour le mouvement de masses ; mais cela ne suffit pas, il est encore plus important que cette politique correcte remporte des victoires significatives qui nous amènent à la direction du mouvement de masses à l'échelle nationale et internationale. C'est ce que nous avons fait en France en mai 68 : une politique correcte pour l'ensemble du mouvement étudiant et ouvrier nous a amenés à influencer l'avant-garde, mais nous n'avons pas réussi à la gagner d'une manière massive car le mouvement de masses, dans sa première grande mobilisation d'ensemble depuis 35 ans, n'a pas obtenu de victoire complète contre la bourgeoisie. C'est la mesure même de la victoire obtenue qui a déterminé le poids et la permanence de notre influence sur l'avant-garde, une fois la mobilisation retombée.

C'est cette dialectique qui met à jour l'erreur de base des raisonnements des camarades de la majorité. Ils signalent deux faits réels : il existe une nombreuse avant-garde et nous « ne pouvons pas entretenir l'espoir de gagner la sympathie politique de la classe ouvrière d'un seul coup ». Mais ils tirent de ces deux faits la conclusion erronée de la nécessité d'un travail prioritaire en direction de « l'avant-garde large », sur la base d'une politique spécifique partant

de ses « préoccupations ». Bien que les camarades de la majorité ne le disent pas, la logique de ce raisonnement les amène à conclure que nous pouvons gagner « d'un seul coup » cette « avant garde large », à la différence de la classe ouvrière. Nous ne comprenons pas cette conclusion. Nous pensons également que nous ne pouvons pas gagner la classe ouvrière d'un seul coup, mais qu'est ce qui nous empêche de la gagner au cours d'un processus ? Si à chaque moment de la lutte du mouvement de masses ou de ses secteurs, nous avançons les mots d'ordre justes nous gagnerons graduellement leur sympathie, par paliers. Et dès que des luttes importantes se déclareront, la « sympathie politique » du mouvement de masses, ou de ses secteurs importants, croîtra géométriquement pour notre politique et nos partis. A condition bien sûr que nous avançons les mots d'ordre corrects et que nous soyons les meilleurs dans l'agitation et l'organisation.

Nous ne comprenons pas non plus ce qui peut nous permettre de gagner la « sympathie » générale de « l'avant-garde large » et « d'un seul coup », car celle-ci n'a pas besoin de notre politique ni de notre parti. Dans les moments d'accalmie de la lutte de classes, elle tendra à réaliser des actions coupées du mouvement de masses auxquelles nous devons nous opposer. Il en résultera que seul un secteur minoritaire de cette avant-garde se rapprochera de nos positions, les autres poursuivant leurs tendances spontanéistes. Il n'y a pas moyen d'éviter ce phénomène. La formule des camarades de la majorité, proposant d'orienter le parti vers ces préoccupations, peut avoir un succès momentané. Mais il est également très probable que, à moins d'une rupture totale avec le trotskisme, apparaissent ; au sein de l'avant-garde des tendances non trotskistes qui seront bien plus à même que nous de suivre à la lettre la déviation (ou préoccupation) de cette avant-garde.

Mais toute la situation change dès que le mouvement de masses entre en lutte. Des secteurs de l'avant-garde seront alors beaucoup plus préoccupés par une orientation correcte pour la lutte de masses que par la réalisation d'actions isolées. Ils se souviendront alors de notre travail de propagande patient et intransigeant et diront : « les trotskistes avaient raison lorsqu'ils nous disaient de faire confiance au mouvement de masses et de ne pas nous en séparer. Allons discuter avec eux de la politique correcte à avancer pour cette mobilisation. » D'autres secteurs, les guérilléristes par exemple, poursuivront leurs actions à l'écart des masses, se sépareront de plus en plus d'elles et ne seront donc pas reconnus par elles comme direction alternative contre les réformistes et la bureaucratie. Le parti trotskiste établira alors un dialogue large et fraternel avec les premiers secteurs, en essayant de les gagner à sa politique pour le mouvement de masses. Quant au second secteur, le parti ne pourra que le caractériser ainsi : « Ce sont des camarades irrécupérables, pour le moment, par le marxisme révolutionnaire. », tout en les défendant contre les attaques de la bourgeoisie, mais en les laissant subir les échecs de leur expérience.

C'est par ce processus, et non d'un seul coup, que nous gagnerons jour après jour plus d'influence dans l'avant-garde du mouvement de masses. La dialectique des rapports avant-garde-masses est inflexible : nous ne pouvons gagner d'un seul coup l'avant-garde qu'au moment de ce processus où notre parti aura dirigé le mouvement de masses et obtenu une victoire colossale. Alors, et alors seulement, notre tâche (toujours de propagande) centrale sera celle de la conquête de l'avant-garde et dès que nous aurons épuisé les possibilités de ce travail, nous reviendrons (avec nos forces multipliées par cent) à notre tâche centrale d'agitation sur des mots d'ordre pour chaque moment de la lutte de masse.

Il ne nous reste qu'une question à résoudre : dans ce contexte, à de maintes occasions, nos mots d'ordre d'agitation ne mobiliseront pas les masses et ne seront repris que par des secteurs de l'avant-garde qui réaliseront, par exemple, une manifestation de soutien au Viêt-nam ou à une grève ouvrière. Les camarades de la majorité peuvent en tirer l'argument que, du fait que l'avant-garde réalise des actions, il est donc nécessaire d'avoir une politique en direction de celle-ci. En cela, ils ont en partie raison. L'avant-garde mène effectivement des actions. Mais elles ne sont pas toutes positives. Les camarades de la majorité ajoutent donc une condition : que ces actions « n'aillent pas contre le courant de la lutte de masses ». Mais une action, allant dans le sens général de la lutte de masses, peut à un moment particulier, déchaîner la répression par exemple, ou détourner l'attention des masses de leurs problèmes centraux. Si au milieu d'une mobilisation de masse sur les salaires, un secteur de l'avant-garde organise une manifestation avec pour seul mot d'ordre « A bas la bureaucratie syndicale ! », il détourne ainsi l'attention des masses, puisque le problème central pour celles-ci est celui des salaires et que la lutte contre la bureaucratie n'est qu'un aspect (secondaire au début) de la lutte contre le patronat. Si cette manifestation se termine par la mort de policiers, elle déchaînera une répression du régime contre le mouvement de masses, qui n'est pas encore préparé à l'affronter. Par conséquent, la condition que doivent remplir les actions de l'avant-garde n'est pas celle de « ne pas aller contre le courant de la lutte de masses », mais de répondre exactement aux besoins actuels de la lutte de masses. Toute autre action doit être condamnée énergiquement par le parti.

Ainsi, quelle signification peuvent donc avoir en général les actions de l'avant-garde, du point de vue de la lutte de classes dans son ensemble ? Ce qui pour l'avant-garde est une action (manifestation, initiative-éclair, etc.) est, du point de vue de la lutte de classes, une tâche d'agitation que cette avant-garde réalise en direction du mouvement de masses. Cette action de l'avant-garde n'est pas une action directe du mouvement de masses, ni un affrontement avec les exploiters (même si elle est réprimée) ; elle a le même effet qu'un mot d'ordre. Si nous distribuons un tract ou lançons un mot d'ordre correct, nous aidons au développement de la lutte de masses. Si la bureaucratie, les réformistes ou les ultra-gauches (ou bien

nous, lorsque nous nous trompons) distribuent un tract ou lancent un mot d'ordre incorrects, ils portent préjudice à la lutte de masses. Il se passe la même chose avec les actions de l'avant-garde. Si l'axe de ces actions est correct, l'agitation qu'elles font en direction du mouvement de masses est positive ; si cet axe est incorrect, elle est négative. Et quelles sont les actions correctes de l'avant-garde si ce ne sont celles qui ont pour axe les mots d'ordre de notre agitation dans le mouvement de masses ?

En résumé, les camarades de la majorité soutiennent que notre tâche centrale est le travail en direction de « l'avant-garde large ». Nous soutenons que cette tâche centrale ne se justifie que dans une période d'écrasement historique du mouvement de masses ou lorsqu'une victoire importante du mouvement de masses, sous notre direction, entraîne toute l'avant-garde vers nos positions. Nous soutenons que dans la situation actuelle, qui tend à devenir pré-révolutionnaire au niveau mondial, notre tâche centrale est l'intervention au sein du mouvement de masses dans la grande majorité des pays. Les camarades de la majorité affirment que notre tâche centrale est l'agitation en direction de l'avant-garde, sur des mots d'ordre qui partent de ses préoccupations et l'entraînent à l'action. Nous affirmons que notre agitation doit n'être adressée qu'au mouvement de masses, pour amener celles-ci à l'action grâce à des mots d'ordre corrects, et que notre tâche centrale vis-à-vis de l'avant-garde est la propagande que nous faisons autour des mots d'ordre d'agitation en direction du mouvement de masses. Les camarades de la majorité prennent les actions de l'avant-garde comme critère presque absolu pour les tâches du parti ; ils soutiennent que notre tâche centrale est de lancer des campagnes politiques qui répondent aux préoccupations de l'avant-garde, c'est-à-dire aux objectifs spontanés de ses actions. Ils affirment quelque chose d'encore plus grave (que nous verrons plus loin) : que nos sections doivent réaliser des actions par elles-mêmes, prenant comme base ces préoccupations, afin de donner l'exemple et gagner la sympathie de cette avant-garde.

Nous, camarades de la minorité, nous sommes absolument contre cette politique. Nous sommes tout à fait pour l'unification de l'avant-garde, son renforcement, sa croissance et sa prise d'initiatives. Mais nous lui répéterons inlassablement : « Camarades, liez-vous au mouvement de masses, faites-lui confiance, réalisez des actions de propagande et d'agitation utiles à la popularisation du mot d'ordre précis à chaque moment de ses luttes ; nous serons avec vous dans toutes ces actions. Mais nous ne serons plus avec vous si ces actions, toutes bien intentionnées qu'elles soient, portent préjudice aux masses. Si cela se produisait, nous dénoncerions implacablement votre erreur, vos actions néfastes, et tenterions de vous diviser afin de gagner le secteur qui peut rejoindre le marxisme révolutionnaire et afin de déconsidérer aux yeux des masses l'autre secteur qui les sous-estime et réalise des actions qui vont objectivement contre leurs luttes. »

7) Programme et mots d'ordre : leur rapport avec les besoins et le niveau de conscience actuel du mouvement de masse

Cet arsenal de substitutions que nous découvrons au fur et à mesure chez le camarade Germain (conscience scientifique au lieu de conscience politique ; analyse au lieu de politique ; agitation au lieu de propagande ; travail en direction de l'avant-garde au lieu du mouvement de masses, etc.) constitue la base « théorique » qui fonde les « graves » critiques qu'il fait au camarade Camejo sur les six points par lesquels celui-ci définit le parti bolchevique, à cette étape de la lutte de classes mondiale. Sa première observation est ridicule, tout comme sa prétention à opposer les thèses de Camejo à celles de Cannon [le dirigeant du parti américain de la IV Internationale]. Selon Germain, alors que Cannon parle bien de « révolution prolétarienne », Camejo ne la nomme qu'une seule fois et en rapport au programme. Le camarade Germain ne se rend pas compte que c'est l'essence-même du point n°5, lorsque Camejo dit :

« 5) Le parti cherche, en tant qu'objectif fondamental, à diriger la classe ouvrière et ses alliés vers le pouvoir d'Etat, mais ne tente pas de se substituer aux masses. » (Camejo cité par Germain, p.91).

Il serait opportun de demander au camarade Germain s'il est en accord ou non avec la définition que donne notre Programme de Transition de la « révolution prolétarienne », puisque c'est la même que celle que présente le camarade Camejo : « la prise du pouvoir par la classe ouvrière et ses alliés ». Quelle est la différence entre cette définition trotskiste et celle de Camejo ? Ou alors, le camarade Germain pense peut-être que le camarade Camejo est moins révolutionnaire parce qu'il n'utilise pas le terme précis « révolution prolétarienne » mais sa définition « prise du pouvoir par la classe ouvrière et ses alliés » ? Et le fait que cette « prise du pouvoir » soit pour le camarade Camejo l'« objectif fondamental » du parti ne satisfait peut-être pas le camarade Germain ? Laissons de côté ce jeu de mots et passons à la première objection sérieuse du camarade Germain contre les six points de Camejo :

(Camejo présente) « le rapport avant-garde-parti-classe travailleuse... d'une manière unilatérale et mécaniste ». Le parti « s'efforce de promouvoir les luttes de masses... en mobilisant les masses » autour de revendications « liées à leur niveau de conscience présent ». (idem; p.93).

Germain considère cette conception de Camejo comme une grave erreur. Pour le démontrer, il reproduit le paragraphe suivant de Trotsky :

« Que peut faire un parti révolutionnaire dans cette situation ? En premier lieu, donner une vision honnête et claire de la situation objective, des tâches historiques qui découlent de cette situation, indépendamment du fait que

les travailleurs soient prêts ou non à les réaliser. Nos tâches ne dépendent pas de la mentalité de l'ouvrier ? Nous devons dire la vérité aux travailleurs et nous en gagnerons alors les meilleurs éléments ». (Trotsky cité par Germain, p.94).

Comme d'habitude, le camarade Germain utilise une citation séparée de son contexte. Ces phrases sont une réponse de Trotsky aux camarades nord-américains qui affirmaient que le Programme de Transition n'était pas adapté à la mentalité des ouvriers de leur pays. Cette réponse est totalement correcte, car Trotsky y parle des « tâches historiques », du programme général historique, pour toute l'époque, c'est-à-dire du Programme de Transition. Il ne se réfère en rien aux tâches concrètes que rencontraient alors les camarades nord-américains. Trotsky disait ainsi que nous ne cachons pas notre programme, tout au contraire, que nous nous efforçons de le développer par notre propagande, afin de gagner les éléments d'avant-garde (« les meilleurs éléments »). Cela n'a rien à voir avec la supposition du camarade Germain, pour qui ce serait une règle dirigeant toute l'activité de l'ensemble du parti à un moment déterminé. Le camarade Germain répète ainsi, légèrement modifiée et amplifiée, la confusion qu'il avait faite auparavant entre propagande et agitation. Camejo dit il faut partir du niveau de conscience présent des masses pour formuler les revendications qui servent à mobiliser les masses. Il se réfère ainsi à notre politique concrète, aux mots d'ordre d'agitation pour l'action du mouvement de masses, pas du tout à la propagande et au programme. La citation de Trotsky est correcte si elle se rapporte précisément au programme et non aux mots d'ordre. Un programme trotskiste qui ne parlerait pas de piquets armés, de soviets, d'insurrection, de gouvernement ouvrier et paysan, de dictature du prolétariat ne mériterait pas son nom. Mais la direction d'un parti qui avancerait tous ces mots d'ordre, ou même quelques uns d'entre eux de manière permanente, à toutes les étapes et tous les moments de la lutte de classes, mériterait d'être internée dans un asile. Notre Programme de Transition dit exactement la même chose que Camejo, à une différence près, il dit « actuel » au lieu de « présent » :

« Il est nécessaire d'aider les masses, dans le processus des luttes quotidiennes, à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste. Ce pont doit consister en un système de revendications transitoires, partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle des larges couches de la classe ouvrière et conduisant invariablement à une seule et même conclusion: la conquête du pouvoir par le prolétariat. » (Programme de Transition, p.15).

Trotsky disait la même chose pour l'Espagne :

« La participation des communistes à ces luttes, et principalement leur participation à la direction de ces luttes, exige d'eux non seulement une compréhension claire du développement de la révolution comme un tout, mais aussi la capacité à avancer au bon moment des mots d'ordre nets, spécifiques et combatifs qui, en eux-mêmes, ne découlent pas du « programme » mais sont dictés par les circonstances du jour et conduisent les masses en avant. » ("The Spanish Revolution" p.143)

Par conséquent, non seulement le Programme de Transition mais aussi Trotsky disent la même chose que le camarade Camejo : il faut avancer des mots d'ordre qui ne découlent pas en eux-mêmes du programme mais sont dictés par les circonstances du jour ! Et dans le texte même cité par le camarade Germain, Trotsky affirme un peu plus loin : « Toute la question est de savoir comment mobiliser les masses pour la lutte » (idem, p.129). Encore la même démonstration que celle de Camejo, lorsqu'il nous dit que ces mots d'ordre, liés au niveau présent de conscience des masses, sont ceux qu'utilise le parti pour « mobiliser les masses ».

Que cache l'attaque du camarade Germain contre cette définition de Camejo ? Le camarade Germain ignore peut-être cette conception classique du bolchevisme et du trotskisme ? Nous ne savons pas si c'est le cas ou non, mais il préfère ne pas en parler. Son attaque cache une position ultra-gauche typique : se doter d'une politique qui, ignorant les besoins et le niveau de conscience présents des masses, se base sur des besoins et des niveaux de conscience futurs présumés.

« Qu'est-ce que ce « niveau présent de conscience des masses » ? Est-il toujours le même ? Peut-il changer rapidement ? Si oui, le parti de combat doit-il attendre qu'il ait changé pour « adapter » ses revendications ? Ou peut-il prévoir ces changements et agir en conséquence ? En fonction de quels facteurs peut-on alors prévoir ces changements ? Le « niveau de conscience présent », en lui-même, ne peut-il être jusqu'à un certain point fonction du rôle du « parti de combat » au sein du mouvement de masses ? Mais si un des principaux objectifs du « parti de combat » est d'élever le niveau de conscience ! de la classe ouvrière, comment le « niveau de conscience présent » en lui-même peut-il être un critère décisif pour déterminer le genre de revendications que doit avancer le parti pour les masses ? » (Germain. p.93)

Ces questions ont chacune leur réponse : le camarade Germain pense que le niveau de conscience n'est pas toujours le même, qu'il peut changer rapidement, que le parti de combat ne doit pas attendre qu'il ait changé pour adapter ses mots d'ordre, qu'il peut prévoir ces changements et doit agir en conséquence (c'est-à-dire en lançant des mots d'ordre adaptés au niveau de conscience futur), que le niveau de conscience est, jusqu'à un certain point, fonction du rôle du parti, qu'un des objectifs du parti est d'élever le niveau de conscience de la classe

ouvrière, et que par conséquent, le niveau de conscience présent ne peut pas être un critère décisif pour déterminer quel genre de revendications le parti doit avancer pour les masses. Voilà synthétisée une des divergences fondamentales entre la majorité et la minorité. Nous répondrons à chacune de ces affirmations du camarade Germain, mais nous prendrons la liberté de changer leur ordre de présentation.

Première affirmation du camarade Germain : Le niveau de conscience des masses n'est pas toujours le même. Le camarade Germain a totalement raison. Bien plus, il existe au sein des masses un développement inégal de la conscience qui fait que, dans un même moment, des secteurs de la classe ont des niveaux de conscience différents.

Seconde affirmation : Le niveau de conscience des masses peut changer rapidement. Il a encore raison, mais ne signale pas que cela n'arrive que dans certaines périodes, celles de grande activité du mouvement de masses. Dans les périodes de calme, lorsque la lutte de classes est en sommeil, le niveau de conscience ne change que très lentement.

Troisième affirmation : Le niveau de conscience immédiat (présent) des masses est, jusqu'à un certain point, fonction du rôle du parti révolutionnaire. Faux ! Le niveau de conscience présent est un facteur objectif pour le parti révolutionnaire et encore bien plus pour nos petits groupes. C'est le facteur acteur le plus dynamique de la situation objective, mais il ne cesse pas pour autant d'être objectif. Cela signifie qu'il est une donnée, un fait de la réalité que nous pouvons contribuer à modifier dans l'avenir mais qui, dans le présent, est ce qu'il est, l'opposé du facteur subjectif qu'est notre parti. Comme tout fait présent, il est une conséquence du passé, de l'histoire, et si dans cette histoire notre parti a eu un rôle, alors, et alors seulement, la conscience présente « fonction du parti ». Mais si nous n'avons pas été et ne sommes pas un facteur objectif, c'est-à-dire si aucun secteur du mouvement de masses ne nous suit ou n'a été éduqué par nous, nous ne sommes pour rien dans le niveau de conscience présent du mouvement de masses. C'est malheureusement le cas de la situation actuelle. Les ouvriers argentins sont péronistes et syndicalistes, les ouvriers français sont stalinien, sociaux-démocrates et syndicalistes, les ouvriers anglais sont travaillistes et les ouvriers allemands sociaux-démocrates et syndicalistes. Ce niveau de conscience présent n'est en aucun « point » fonction de notre parti.

Nous avons signalé que le niveau de conscience présent est une conséquence historique, il nous faut compléter ce concept : il est la conséquence directe de deux facteurs combinés, celui des changements de la réalité objective du régime et celui du développement des luttes de masses. Le rôle du parti peut être important, et parfois décisif, mais indirect, en tant que rôle d'agitation, d'organisation et de direction de ces luttes. C'est ainsi, que le signalait Trotsky :

« Pour nous, qui sommes une petite minorité, toute cette question est objective, y compris l'état d'esprit des ouvriers ». « La mentalité de la classe prolétarienne est arriérée, mais la mentalité n'est pas une substance comme les usines, les mines, les chemins de fer, elle est plus mobile et, sous les coups de la crise objective, de millions de chômeurs, elle peut changer rapidement. » (« Writings », 38-39, p.52).

Quatrième affirmation : le parti peut prévoir les changements intervenant dans le niveau de conscience des masses. Ce n'est vrai que dans un sens général et historique. Nous savons que le système capitaliste en décadence, le système impérialiste, fera supporter toujours plus de misère et d'exploitation aux travailleurs, que par conséquent il leur créera de plus en plus de besoins et, par conséquent encore, les rendra de plus en plus conscients que leurs problèmes ne peuvent être résolus que par la lutte. Les luttes du mouvement de masses se développeront d'une manière de plus en plus profonde et violente, le rapport de forces avec la bourgeoisie leur sera de plus en plus favorable; les masses seront de plus en plus conscientes de leur propre force et de plus en plus disposées à se lancer dans de nouvelles mobilisations. Ce processus les amènera au bord de la conscience politique de classe, révolutionnaire, de leur capacité et leur devoir de prendre le pouvoir (et elles en resteront là - puis régresseront - s'il n'existe pas un parti révolutionnaire qui les rende totalement conscientes de cette situation, qui les organise et les guide pour aller de l'avant).

Mais cela est valable en général, pour toute l'étape historique. Dans un sens concret, immédiat, le parti a des possibilités très limitées de prévoir les changements dans la conscience des masses. Non tant par le facteur économique (les problèmes créés par le système impérialiste) qui ne change pas très vite, mais par le second facteur : le développement même des luttes. Chaque fois que les masses entrent en lutte, il est impossible de savoir à l'avance si elles gagneront ou si elles perdront, ce qui est pourtant l'élément décisif pour connaître le niveau de conscience d'où partiront les luttes futures. Supposons qu'elles se lancent dans une grève générale et que celle-ci dure deux ou trois jours. Il peut arriver que les masses finissent par être défaites, que leurs dirigeants soient licenciés, sans avoir rien obtenu du tout. Il peut se passer également qu'elles reprennent le travail, sans avoir obtenu satisfaction sur toutes leurs revendications, mais en ayant arraché des victoires partielles (une augmentation de salaire, une réduction de la journée de travail, etc.). Il peut se passer encore qu'elles transforment la grève générale en insurrection et prennent le pouvoir politique entre leurs mains. Il est évident que leur niveau de conscience au lendemain de la grève sera différent dans chaque cas. Dans le premier, elles seront conscientes du fait qu'elles ne doivent pas repartir en grève sans s'être réorganisées; dans le dernier, elles seront conscientes que leur prochaine tâche est d'organiser la défense de l'État ouvrier et de commencer la construction

du socialisme.

Le parti ne peut donc pas prévoir les changements dans la conscience immédiate des masses, tout simplement parce qu'il ne peut pas prévoir le résultat des luttes. Le camarade Germain, qui soutient que les masses n'apprennent que par leurs actions, devrait nous expliquer s'il a découvert un merveilleux appareil pour lire l'avenir de ces actions et donc quels types de changements elles provoqueront dans leur niveau de conscience. Dans le meilleur des cas, le parti peut manier quelques hypothèses, indiquer la plus probable et se préparer théoriquement à affronter cette nouvelle situation. Ce sera relativement facile dans les périodes d'accalmie de la lutte de classes, mais plus difficile dans les périodes critiques, quand les luttes et les changements qui en découleront dans la conscience immédiate des masses se succéderont jour après jour. Dans cette dernière situation cette tâche est si difficile que les hypothèses du parti bolchevique lui-même restent en retrait par rapport à la réalité, à mesure que l'on se rapprochait d'octobre 17. Mais c'est un travail interne de préparation théorique du parti, afin d'affronter de nouvelles situations. Cela n'a rien à voir, comme nous le verrons plus loin, avec la politique du parti en direction des masses, car dès que la réalité démontre que notre hypothèse la plus probable ne se produit pas, nous sommes obligés d'improviser une nouvelle politique conforme à la nouvelle situation. Il y a longtemps que les marxistes soutiennent que la réalité est plus riche que n'importe quel schéma.

Cinquième, sixième et septième affirmations : Un des objectifs généraux du parti est d'élever le niveau de conscience de la classe ouvrière, il ne doit donc pas attendre que les changements dans la conscience immédiate des masses se soient produits pour adapter ses mots d'ordre, mais (étant donné qu'il est capable de prévoir ces changements) doit agir en fonction de ces derniers, sans prendre comme critère décisif le niveau de conscience présent des masses pour lancer ses mots d'ordre.

Ces affirmations se détruisent d'elles-mêmes car le parti, comme nous venons de le démontrer, est incapable de prévoir les changements dans la conscience immédiate (présente) des masses. Mais laissons au camarade Germain un avantage, supposons que le parti soit capable de les prévoir. Cette difficulté une fois éliminée, le syllogisme du camarade Germain se développe avec clarté : le parti a pour objectif d'élever le niveau de conscience des masses vers la conscience politique de classe (vrai !), par conséquent, ses mots d'ordre ne doivent pas partir du niveau de conscience présent, mais de celui que prévoit le parti pour le futur (faux !, mille fois faux !). Si le camarade Germain parle de futurs niveaux de conscience et propose d'adapter nos mots d'ordre à ceux-ci, nous nous demandons pourquoi il n'a pas comme seul et unique mot d'ordre celui de la prise du pouvoir, de la révolution prolétarienne au niveau mondial. Nous ne voyons pas la différence qu'il y a entre avancer un mot d'ordre adapté au

niveau de conscience qui sera celui des masses dans un mois ou un an et lancer un mot d'ordre pour un avenir plus lointain, dans dix ou vingt ans. Pourquoi voir si petit ? Il vaut mieux avancer tout de suite la prise du pouvoir au niveau mondial. C'est un mot d'ordre pour un niveau de conscience futur aussi bon qu'un autre; si les masses sont prêtes aujourd'hui à écouter et à se mobiliser sur un de nos mots d'ordre pour un futur proche, pourquoi ne seraient-elles pas prêtes à le faire sur un mot d'ordre pour un futur lointain ? Dans les termes exposés par Germain, le problème est quantitatif et non qualitatif. Et un problème quantitatif (de quantité de temps) ne peut pas définir le caractère d'un mot d'ordre. Et ainsi, futur pour futur, prenons celui qui nous plaît le plus: la prise du pouvoir au niveau mondial !

Pour nous, le problème est qualitatif: il y a des mots d'ordre pour le présent ou pour le futur. Et nous affirmons de toutes nos forces qu'il faut utiliser les mots d'ordre qui partent du niveau de conscience, et des besoins présents des masses, et nous sommes totalement contre le fait d'utiliser un mot d'ordre qui parte d'un niveau de conscience supposé ou prévu et de besoins futurs du mouvement de masses.

On pourra argumenter contre nous que, lorsque nous avons avancé pour la première fois aux Etats-Unis le mot d'ordre « Troupes US, hors du Viêt-nam, tout de suite ! », le mouvement de masses n'avait pas la conscience immédiate de la nécessité de ce mot d'ordre, il ne le ressentait pas comme sien. Cela arrive pour de nombreux autres mots d'ordre qui, malgré leur justesse, ne sont pas repris par le mouvement de masses. Cela se produit car entre la nécessité immédiate et la conscience immédiate des masses, il existe la même contradiction dialectique qu'entre l'objectif et le subjectif. L'existence d'une nécessité objective ne détermine pas nécessairement une prise de conscience correspondante des masses. La conscience immédiate est toujours en retard par rapport à la nécessité immédiate. Et c'est précisément pour cela que nos mots d'ordre agitateurs doivent être un pont entre ces deux facteurs inégalement développés. Parmi ces deux éléments, c'est, comme toujours, l'élément objectif qui est décisif, c'est la nécessité présente que Germain ne prend pas en compte, puisque pour lui, le facteur déterminant de nos mots d'ordre n'est pas la nécessité objective immédiate, mais la conscience future probable.

Si nous parvenons à jeter ce pont, à élaborer ce mot d'ordre juste, qui fasse la synthèse entre la nécessité immédiate et la conscience immédiate des masses, serons-nous parvenu à nous transformer « jusqu'à un certain point » en un facteur déterminant de leur niveau de conscience ? Ce ne sera le cas que si les masses ou un de leurs secteurs reprend en charge notre mot d'ordre. Car, même si notre mot d'ordre est scientifiquement élaboré, même s'il était parfait, une multitude de raisons historiques et objectives immédiates peuvent empêcher les masses de passer par le pont, que nous avons jeté. Cela ne dépend de nous que dans une seule mesure, celle que nous lançons le

mot d'ordre juste. Le reste, ce qui est véritablement déterminant, est comme toujours le facteur objectif. Si les masses reprennent nos mots d'ordre et se mobilisent en conséquence, nous serons effectivement, à un certain point, un facteur déterminant de leur conscience. Si, pour des raisons objectives, elles ne peuvent pas le faire, nous ne serons pas un facteur déterminant de leur conscience, dans aucune mesure.

Trotsky ne raisonnait pas comme Germain mais comme nous. Il signalait que, depuis la grande crise et avec le chômage, la nécessité immédiate de la classe ouvrière nord-américaine était de trouver du travail. « Théoriquement », le mot d'ordre correspondant devait être « échelle mobile des heures de travail ». Mais Trotsky n'appliqua pas ce mot d'ordre, il prit en compte en plus de la nécessité immédiate, la conscience immédiate de la classe ouvrière nord-américaine qui faisait confiance à Roosevelt et avançait :

« (...) demandons à Monsieur Roosevelt et à son équipe de cerveaux de proposer un programme de travaux publics, permettant à tous ceux capables de travailler de gagner un salaire décent » ("Writings", 38-39, p. 44) .

Ce mot d'ordre d'exigence faite à Roosevelt jette un pont entre la nécessité immédiate (chômage) et la conscience immédiate (confiance en Roosevelt) pour impulser la mobilisation de la classe ouvrière. Si Trotsky avait pris seulement en compte la nécessité immédiate, pour formuler sa politique, celle-ci n'aurait pas été appropriée à la mobilisation de la classe ouvrière, puisqu'elle ne prenait pas en compte leur conscience immédiate.

L'escalade yankee au Viêt-nam posait une nécessité immédiate, celle du retrait des troupes, qu'elle soit adaptée ou non au niveau présent de conscience. Le pont que nous devons jeter ne pouvait descendre plus bas que cette exigence ; pour s'adapter à la conscience immédiate, il ne pouvait être question que de forme ou de langage, pas d'ignorer la nécessité à l'origine de notre mot d'ordre. Toute tentative de baser notre revendication sur le seul niveau de conscience présent, sans considérer comme élément décisif la nécessité immédiate du mouvement de masses, et son indispensable mobilisation pour résoudre cette nécessité, n'est qu'aventurisme. Notre politique est un tout, elle embrasse une analyse, un programme (nécessité et conscience historique), la propagande, l'agitation (nécessité et conscience immédiates) et a pour objectif la mobilisation permanente des masses jusqu'à la prise du pouvoir par la classe ouvrière. Cela signifie que tout cela est intimement lié et que tous les facteurs dépendent les uns des autres, les mots d'ordre pour la mobilisation des masses étant le facteur décisif. Trotsky, critiquant dès positions semblables à celle de Germain (se donner des tâches en fonction de prédictions), disait il y a plus de trente ans :

« Notre tâche consiste, non à faire des prédictions sur le calendrier, mais à mobiliser les ouvriers sur des mots

d'ordre issus de la situation politique. Notre stratégie est une stratégie pour l'action révolutionnaire, pas pour des spéculations abstraites. » ("Writings" 1932, p.125).

Toute tentative de lancer, pour une étape immédiate de la lutte de classes, des mots d'ordre et des revendications adaptés au niveau de conscience d'une étape autre est une erreur ultra-gauche. A fortiori lorsque c'est toute une stratégie qui est ainsi élaborée; comme celle de l'entrisme « sui generis ». Alors que le stalinisme menait une politique ultra opportuniste et se consacrait à la collecte de signatures pour la paix, Germain et les camarades de la majorité soutenaient qu'il y aurait une guerre et que le stalinisme, poussé par les circonstances, changerait sa politique et sa mentalité. Ils en tirèrent la stratégie d'entrisme dans les rangs staliniens, dans l'attente de ces changements (qui ne vinrent jamais).

Il se produit la même chose avec les mots d'ordre. Nous ne pouvons pas nous donner des mots d'ordre pour une étape future de la lutte de classes que nous ne connaissons pas encore, ni pour la conscience et les besoins que pourront avoir les masses alors. Nous ne pouvons pas le faire tout d'abord et précisément parce que nous ne la connaissons pas, et que nous sommes incapables de la connaître avant qu'elle n'existe. Mais même si nous étions capables de prévoir le futur (comme dit Germain), nous ne pouvons pas utiliser ces mots d'ordre pour un motif beaucoup plus important. Que le parti ait pour but d'élever la conscience des masses vers la conscience politique de classe ne veut pas dire qu'il soit capable de le faire par lui-même. Le camarade Germain est le premier à insister sur le fait que les masses n'apprennent que par leurs actions. Notre objectif est donc de les mobiliser afin qu'elles acquièrent, à travers cette mobilisation, la conscience politique de classe. Jusque là nous sommes d'accord. Mais nous ne sommes plus d'accord sur la méthode pour les mobiliser. Le camarade Germain dit que nous devons les mobiliser sur la base de mots d'ordre correspondant au niveau de conscience vers lequel elles tendent. Nous disons que nous mobilisons les masses en avançant des mots d'ordre pour leurs besoins présents.

Revenons à notre exemple de la grève générale. Supposons qu'il y ait des conflits sur les salaires, d'une manière isolée dans 30 ou 40% des entreprises industrielles. Quel est le besoin des masses à ce moment-là ? L'unification de tous ces conflits en une grève générale. Quel doit être notre mot d'ordre ? « Grève générale pour une augmentation générale des salaires ! ». Quel serait le mot d'ordre avancé par le camarade Germain ? Il raisonnerait de la manière suivante : comme une grève générale poserait le problème du pouvoir, notre mot d'ordre doit être : « Grève générale pour prendre le pouvoir ! ». Mais ce serait une erreur catastrophique. Les masses ont besoin de faire une grève générale pour obtenir de meilleurs salaires, et sont conscientes, ou doivent le devenir, de cela ; mais elles ne sont pas conscientes et ne ressentent absolument pas le besoin de prendre le pouvoir. Notre mot d'ordre « Grève générale pour une

augmentation générale des salaires » prendrait sur un terrain fertile et croîtrait dans l'ensemble du mouvement de masses, la grève générale deviendrait un fait. Le mot d'ordre de Germain tomberait dans le vide, il ne serait suivi que par un tout petit secteur de l'avant-garde et liquiderait toute possibilité d'une grève générale massive.

Si nous parvenons à faire partir les masses en grève générale, qui paralyse le pays, qui désespère la bourgeoisie, remette en cause tout son système, l'oblige à mettre en place la répression, alors les masses seront en conditions de voir clairement que la seule issue de la grève générale est la prise du pouvoir. Ce sera alors la nécessité immédiate des masses, ce sera son unique solution. A ce moment-là, si le parti maintient le mot d'ordre « Grève générale pour de meilleurs salaires », il commet un crime et une trahison. Le moment est venu de changer de mot d'ordre ! La mobilisation des masses est parvenue au point où elles peuvent comprendre la nécessité de prendre le pouvoir. Le mot d'ordre de cette nouvelle étape est alors pour ce nouveau besoin : « Tout le pouvoir aux soviets ! » (ou au comité qui dirige la grève). C'est le mot d'ordre du moment.

Si nous ne parvenons pas à impulser la grève générale, en ne posant pas à cette grève l'objectif ressenti et désiré par les masses (le pouvoir au lieu des salaires), nous pouvons crier pendant des siècles « Grève générale pour la prise du pouvoir ! », mais nous n'obtiendrons rien. Il peut arriver que la grève générale se produise malgré nous, mais ce qui est certain c'est que les masses ne prendront pas le pouvoir.

Le camarade Germain pourrait alors nous répondre par le raisonnement suivant : si avant la grève générale nous avons affirmé que sa seule issue est la prise du pouvoir, au moment où les masses s'affronteraient à cette situation, elles sauraient le reconnaître et nous considéreraient comme une bonne direction qui a su prévoir les événements. C'est un raisonnement intellectuel faux. C'est celui de l'avant-garde, pas celui des masses. Nous devons effectivement expliquer patiemment à l'avant-garde, avant la grève générale, que celle-ci posera le problème du pouvoir et qu'elle doit se préparer pour le prendre. Toute notre propagande en direction de l'avant-garde doit avoir ce seul et unique axe. Et l'avant-garde saura reconnaître que notre prévision était correcte et entrera massivement dans notre parti. Mais si les masses se comportaient de cette manière, faire la révolution serait très facile : nous n'aurions qu'à faire de l'agitation sur la prise du pouvoir pendant 5, 10, 20 ou 50 ans. Lorsque la crise révolutionnaire arrivera (la grève générale par exemple), et elle peut arriver même si nous n'existons pas car c'est un moment inévitable de la lutte de classes, les masses se rappelleront de notre agitation pendant tant d'années, nous reconnaîtront comme leur direction et prendront le pouvoir. Mais les masses n'avancent pas ainsi, elles reconnaissent comme direction ceux qui ont su les mobiliser en lançant les mots d'ordre précis pour chacune des luttes qu'elles ont entreprises. Et ceux qui ne leur ont

proposé qu'un mot d'ordre n'ayant rien à voir avec leurs besoins, non seulement elles les refuseront en tant que directions, mais les considéreront comme un élément éloigné des masses, un être étrange venu d'ailleurs.

Il y a donc deux raisons pour lesquelles nous devons faire de l'agitation en direction des masses sur le mot d'ordre qui correspond à leur niveau de conscience et leurs besoins présents. La première c'est que la seule manière d'élever le niveau de conscience des masses jusqu'à la compréhension de la nécessité de prendre le pouvoir, est de mobiliser les masses jusqu'à la grève générale. La seconde raison, c'est que c'est la seule manière d'être reconnus en tant que direction et de gagner du prestige, de l'influence et de la confiance auprès des masses. Les masses se souviennent, et pour cela elles ont bonne mémoire, de ceux qui ont su leur dire qu'il fallait faire un front unique contre le fascisme quand elles avaient besoin de le faire; de ceux qui leur ont proposé de lutter pour de meilleurs salaires quand elles en avaient besoin; de ceux qui leur ont dit de reculer afin de ne pas être écrasées, etc.

C'est seulement ainsi, par cette agitation sur ces mots d'ordre qu'un parti gagne le droit d'être une direction. Ce n'est qu'ainsi qu'il sera, reconnu en tant que direction avant la crise révolutionnaire. Tout l'art et la science de nos partis et de nos directions passent par leur faculté à détecter les changements dans les nécessités et le niveau de conscience du mouvement de masses. Ils ne peuvent détecter ou mesurer des changements qui n'existent pas. N'en déplaise au camarade Germain, nous détectons et mesurons ces changements après qu'ils se soient produits, et nous devons alors y adapter les mots d'ordre du parti. Pour nous, détecter le niveau immédiat de conscience fait partie intégrante de notre science objective étant donné le caractère objectif des besoins et du niveau de conscience présents. Et lorsque nous disons « présents », nous nous référons bien entendu à un moment donné de la lutte de classes, à une étape ou une sous-étape, et non à une journée. Pour détecter ces changements dans la conscience des masses, nous utilisons des outils. Le premier est constitué par les mots d'ordre agitateurs :

« Pour un parti, l'agitation est aussi un moyen d'écouter les masses, pour détecter leur état d'esprit et leurs pensées, et afin de prendre telle ou telle décision en fonction de ce sondage. » (Trotsky, "Où va la France" p.82).

Le deuxième outil est celui qui nous permet d'évaluer le « résultat » de notre agitation et de « prendre telle ou telle décision ». Cet outil est notre méthode d'analyse et notre programme historique, qui résument à leur tour la lutte historique et de classe du mouvement ouvrier et l'histoire de toute la lutte de classes. Ce n'est que l'expression de la vieille contradiction entre le long terme et l'immédiat, entre l'abstrait et le concret qui, à ce niveau, se manifeste dans la contradiction entre le programme et les mots d'ordre, entre l'analyse et l'agitation.

Cette dialectique entre le long terme et l'immédiat, entre l'« historique » et le présent, l'abstrait et le concret, se synthétise, s'unifie lorsque le parti révolutionnaire réussit à diriger le mouvement ouvrier vers la conquête du pouvoir. Mais pour parvenir à la résolution de cette contradiction il faut passer par des étapes différentes de la lutte de classes, des étapes qui sont toujours concrètes, immédiates et présentes, jusqu'à ce qu'elles deviennent historiques, c'est-à-dire jusqu'à ce que la lutte immédiate du mouvement de masses soit la prise du pouvoir, la grande tâche historique. L'immédiat, les luttes concrètes du mouvement ouvrier se transforment en une tâche historique grâce au parti. Cette synthèse se manifeste quand se produit l'unité entre notre parti et son programme (tous deux étant l'expression des intérêts historiques du prolétariat) et la classe ouvrière, et de celle-ci avec les larges masses. C'est alors que s'opère la synthèse des contradictions entre le parti et le mouvement de masses, entre le programme et les mots d'ordre, entre la propagande et l'agitation, entre les tâches du parti et les tâches du mouvement des masses. Avec la prise du pouvoir, les masses, la classe ouvrière et le parti ont une seule et unique tâche, un seul et unique programme, et réalisent une seule et unique action immédiate et historique en même temps : la prise du pouvoir.

8) « Initiatives révolutionnaires » du parti ?

La troisième critique du camarade Germain aux six points de Camejo est la suivante :

« Troisièmement : une autre dimension essentielle du concept léniniste de parti révolutionnaire est absente dans l'« essence » donnée par le camarade Camejo : l'initiative révolutionnaire. » « Une chose est de « promouvoir » les luttes des masses par différents moyens, en commençant par être de bons syndicalistes et en ayant des cadres qui soient acceptés par les travailleurs dans les locaux. Prendre l'initiative d'organiser et être capable de diriger les luttes anti-capitalistes de masse en tant que parti révolutionnaire est une chose bien différente. » « Et une

des caractéristiques essentielles du centrisme classique de l'école de Kautsky-Bauer était précisément cette incapacité à percevoir la nécessité d'une initiative révolutionnaire du parti, faisant que le « rapport de forces », les « conditions objectives » et l'« état d'esprit des masses » décident toujours de tout et d'une manière fatalement déterminée. Le léninisme se différencie de ce type de centrisme par sa capacité de comprendre comment l'initiative révolutionnaire peut modifier le rapport de forces. » (Germain, p.94-95).

Le désastre de la guérilla en Amérique latine (une « initiative révolutionnaire » par excellence) rend le

camarade Germain très prudent et très vague dans sa définition de l'« initiative révolutionnaire ». Il nous dit d'abord qu'il existe une différence entre faire du syndicalisme et « prendre l'initiative d'organiser et être capable de diriger les luttes anti-capitalistes de masse ». Personne ne peut s'opposer à cette affirmation, il est évident que le parti doit prendre l'initiative, avec toute l'audace nécessaire, pour tenter d'organiser et diriger les luttes anti-capitalistes de masse, et non se limiter au syndicalisme. Par ailleurs, nous ne voyons pas ce que vient faire cette digression du camarade Germain, à moins qu'il ne pense qu'il y ait une section de notre Internationale qui se propose de faire (ou fait) exclusivement du syndicalisme. Et si c'est ce qu'il pense effectivement, il devrait alors donner beaucoup plus d'importance à ce problème car ce serait une grave déviation.

Mais ensuite, le camarade Germain commence à préciser un peu le tableau. Il dit que le centrisme « Kautsky-Bauer » affirme que tout est fatalement déterminé par le « rapport de forces », « les conditions objectives » et « l'état d'esprit des masses » ; le léninisme s'en différenciant en soutenant que « l'initiative révolutionnaire (du parti) peut modifier le rapport de forces ». Etudions cela d'un peu plus près. Que signifie « rapport de forces » ? Cela signifie que, à un moment donné de la lutte de classes, le mouvement de masses peut être à l'offensive (en montée) et la bourgeoisie à la défensive, et à un autre moment que le mouvement de masses peut être à la défensive (en recul) et la bourgeoisie à l'offensive. Ce rapport de forces entre les classes, comme nous l'avons vu, définit selon Trotsky quatre types de situation générale et de régime : contre-révolutionnaire, non-révolutionnaire, pré-révolutionnaire et révolutionnaire. Revenons maintenant à la définition de Germain : « l'initiative révolutionnaire » peut « modifier le rapport de forces ». Pour lui donc, l'initiative révolutionnaire du parti peut transformer un régime contre-révolutionnaire en un régime non-révolutionnaire, puis en pré-révolutionnaire et enfin en révolutionnaire.

Contrairement à son habitude de nous submerger de citations et d'exemples historiques et actuels de toutes sortes, le camarade Germain n'utilise sur ce point aucune citation ni aucun exemple. Et ce n'est pas un hasard, car aucun marxiste, ne serait-ce qu'un minimum sérieux, n'a osé dire, jusqu'à présent, ce que dit le camarade Germain. Pour les marxistes, les superstructures (et le parti révolutionnaire en fait partie) sont déterminées par les structures (les classes) et jamais l'inverse. Il est absolument impossible qu'une superstructure modifie de part sa propre « initiative » les rapports entre les classes. Il existe également une dialectique dans ce domaine, les superstructures prennent un poids énorme dans les moments de grande instabilité et de crise de la structure, par exemple dans une situation révolutionnaire, et seulement dans ces moments. Mais l'aboutissement à cette situation de crise ne dépend en rien des superstructures mais des lois qui régissent la lutte entre les classes.

Si la tendance à une crise économique de plus en plus profonde et à la réaction du mouvement de masses contre la pénurie provoquée par cette crise n'était pas une loi du capitalisme, l'affrontement entre les classes n'aboutirait jamais au point de la crise totale et absolue de la structure (la crise révolutionnaire). C'est seulement à ce moment-là que les superstructures définissent l'issue de la crise : l'Etat bourgeois, les partis bourgeois et petit-bourgeois qui ont une influence dans le mouvement de masses poussent vers une issue réactionnaire et bourgeoise de la crise ; le parti révolutionnaire pousse vers l'issue révolutionnaire et ouvrière. Telle ou telle issue à la crise dépend duquel de ces deux camps gagnera la direction du mouvement de masses. Cela signifie que si le parti révolutionnaire a réussi à gagner la classe ouvrière, celle-ci prend fermement la direction du mouvement de masses et que l'ample majorité des masses petites-bourgeoises la soutient ou reste neutre dans la lutte, la crise se dénoue vers la révolution prolétarienne. Si le parti révolutionnaire n'y réussit pas et que les superstructures bourgeoises entraînent la petite bourgeoisie et arrivent à tromper de larges secteurs du mouvement de masses et de la classe ouvrière, la crise se résout par une solution bourgeoise contre-révolutionnaire. Mais même dans ce cas-là, le rôle des superstructures n'est pas déterminant d'une façon directe. La superstructure « parti révolutionnaire » ne prend pas l'initiative de la conquête du pouvoir, elle essaie de gagner le mouvement de masses pour que celui-ci prenne l'initiative révolutionnaire de s'accaparer les rênes du pouvoir. Ainsi, "gagner le mouvement de masses à l'initiative révolutionnaire" est simplement une tâche du parti.

Cette dialectique entre le parti et le rapport de forces entre les classes se produit également, mais d'une manière qualitativement inférieure, dans les périodes de stabilité de la structure. Quand la poussée des luttes de masses est moindre, l'influence du parti est moindre ; si elle croît, l'influence du parti également. Mais le parti ne peut qu'accélérer (et dans des limites bien précises) le développement du mouvement de masses, jamais provoquer un changement dans le rapport de forces par sa propre initiative. Voyons un exemple : après une grève, le rapport de forces entre les classes n'est pas le même si celle-ci a été victorieuse ou défaite. Si elle est victorieuse, la classe ouvrière en ressort renforcée et la bourgeoisie affaiblie ; si elle est vaincue c'est le contraire. Le parti peut jouer un rôle dans cette situation, à condition d'avoir dirigé la grève, du moins à un moment. Si le parti dirige la grève vers la victoire, celle-ci accélère le développement du mouvement de masses, change le rapport de forces et peut y compris signifier un changement de régime, en passant par exemple d'une situation non-révolutionnaire à pré-révolutionnaire. Mais, encore une fois, ce qui produit le changement dans le rapport de forces n'est pas directement le parti mais cette victoire du mouvement de masses. Le parti, en dirigeant correctement le mouvement de masses dans cette grève, a accéléré changement de régime, il a aidé le mouvement de masses à modifier son rapport de forces avec la

bourgeoisie, mais, en aucune manière, il n'a changer ce rapport de forces par sa propre initiative. Si les masses n'avaient pas été disposées à faire la grève, ou si celles-ci avait échoué (et cela peut arriver à cause de facteurs objectifs même sous notre direction), le parti n'aurait rien pu faire.

C'est l'ABC du marxisme. Et c'est pour cela que ce n'est pas un hasard si le camarade Germain n'a pas pu étayer ses fameuses « initiatives révolutionnaires » par une seule citation qui montre qu'elles sont capables de modifier le rapport de forces. Mais c'est également ce que nous montre la réalité historique et actuelle de la lutte de classes, puisque le camarade Germain n'a pas pu non plus apporter d'exemples à sa démonstration. Le camarade Germain aurait-il l'amabilité de nous citer une initiative révolutionnaire du parti qui ait servi à changer le rapport de forces entre les classes ? Cela pourrait-il être la guérilla d'Inti Peredo en Bolivie ? Ou peut-être les longues années de « préparation à la lutte armée » du POR (C) ? Ou encore les actions des Tupamaros en Uruguay ? ou du PRT(C)-ERP en Argentine ? Aucun de ces exemples n'appuie la conception du camarade Germain. Dans tous ces pays, seule la mobilisation des masses a modifié le rapport de forces : la grève générale contre le putsch de Miranda en Bolivie ; les grandes grèves générales comme celle des employés de banque et des ouvriers des abattoirs en Uruguay ; le « cordobazo » en Argentine, etc. Et dans ces faits de la lutte de classes qui ont réellement changé le rapport de force, ni le POR(C), ni Inti Peredo, ni les Tupamaros, ni le PRT(C) n'y furent pour quelque chose.

Comme toute question théorique, celle-ci ne s'arrête pas à la théorie, mais se manifeste avec une grande clarté dans la politique pratique. Jusqu'à présent nous avons polémique avec le camarade Germain pour savoir si les mots d'ordre que nous utilisons doivent répondre ou non aux besoins et à la conscience immédiats des masses ; nous avons polémique pour savoir si cette agitation devait se faire au sein du mouvement de masses ou en direction de l'avant-garde. Et il semblait que nous étions en accord sur le fait que les mots d'ordre (ou revendications) sont l'outil fondamental pour développer notre politique. Mais maintenant, le désaccord tend à s'étendre : pour Germain, les choses ne sont pas aussi simples qu'elles l'étaient pour nos maîtres, lorsqu'ils disaient que l'art et la science d'un parti révolutionnaire consistent à lancer des mots d'ordre d'agitation au sein des masses. Pour Germain, les « initiatives révolutionnaires » sont une « dimension essentielle du concept léniniste de parti révolutionnaire » ; soit : pour être léniniste, le parti révolutionnaire doit avoir pour tâche centrale de prendre des initiatives révolutionnaires, pour son propre compte et à ses risques et périls. Le rôle de ces initiatives n'est pas très clair dans le paragraphe où Germain critique Camejo mais, de toute sa conception et de la politique appliquée par quelques sections dirigées par la majorité, il découle clairement que ces initiatives ont pour fonction de donner l'exemple aux masses et leur montrer la voie dans laquelle elles doivent engager leurs mobilisations. Exemple : le POR(C) prend

l'initiative de la lutte armée (ou de sa préparation) pour que les masses boliviennes le suivent et se lancent dans la lutte armée (ou sa préparation) ; la Ligue Communiste prend l'initiative de lutter physiquement contre le fascisme et attaque un meeting d'Ordre Nouveau pour que les masses françaises suivent son exemple et démantèlent le fascisme partout en France, etc. Si nos partis ne prennent pas de telles initiatives, ils sont indignes, selon le camarade Germain, du nom de partis léninistes et trotskistes.

De quel nom qualifierait-il alors le parti bolchevique russe ? Nous préférons ne pas y penser ! Rappelons seulement que, quelques semaines avant la révolution d'Octobre, Lénine et Trotsky discutaient pour savoir s'il fallait... prendre le pouvoir au nom des soviets ou du parti ! Même le parti bolchevique, au moment culminant de son influence dans le mouvement de masses, ne s'est pas aventuré à prendre « l'initiative révolutionnaire » de la prise du pouvoir ! Il manquait évidemment à ce parti la dimension essentielle qui préoccupe tant le camarade Germain.

Si nous sommes contre le fait que le parti prenne des initiatives pour son compte cela ne signifie pas que nous soyons contre toute initiative de sa part. Nous sommes contre les initiatives par lesquelles le parti prétend se substituer aux masses dans des tâches qui leur reviennent, lorsqu'il prétend affronter pour son propre compte le régime bourgeois ou un secteur de la classe ennemie du prolétariat ou encore une organisation de ce secteur de classe (comme un groupe fasciste). Nous sommes pour que le parti combatte toute les classes, secteurs et organisations ennemies du mouvement de masses, pour qu'il les dénonce dans sa propagande et son agitation par des mots d'ordre pour tenter de mobiliser le mouvement de masses contre eux, mais jamais pour qu'il les affronte physiquement tout seul, sans le soutien actif du mouvement de masses ou d'un de ses secteurs.

Cela ne veut pas dire non plus que nous devons nous croiser les bras à attendre d'avoir convaincu la majeure partie du mouvement de masses et de ses organisations, pour lancer nos mots d'ordre et tenter de mobiliser les secteurs qui sont déjà confrontés, objectivement, à la nécessité de le faire. C'est là que nous devons développer nos plus grandes initiatives, mais avec le seul et unique objectif d'entraîner la mobilisation et l'organisation révolutionnaire du mouvement de masses ou d'un de ses secteurs. Curieusement, ceux qui sont pour des initiatives propres du parti sont particulièrement peu imaginatifs et peu audacieux en ce qui concerne la réalisation des véritables initiatives révolutionnaires du parti. C'est ainsi que le POR(C) a consacré en Bolivie toute son imagination à inventer une Armée révolutionnaire et n'a pas eu l'initiative et l'audace suffisantes pour lancer les mots d'ordre qui permettaient effectivement l'armement des masses boliviennes : l'armement des organes de masses pour combattre les coups d'Etat réactionnaires. Et c'est ainsi qu'en Europe, les camarades de la majorité n'ont

pris aucune initiatives pour soutenir et défendre les guérilleros des colonies portugaises.

Nous ne proposons pas non plus de ne passer à l'action que lorsque l'ensemble ou la majorité du mouvement de masses aura repris nos mots d'ordre. Nous polémiquons avec le camarade Germain précisément parce qu'il considère l'avant-garde comme un secteur formé par des individus du mouvement de masses, alors que nous pensons que, dans le mouvement de masses, un développement inégal fait que, à chaque moment de la lutte de classes, un secteur déterminé est à l'avant-garde et les autres à un niveau inférieur. En règle générale, nous devons centrer notre intervention sur les secteurs qui présentent les symptômes d'une mobilisation possible. Le régime capitaliste entraîne ou oblige différentes couches de la classe ouvrière et des exploités à se mobiliser pour se défendre contre les attaques des exploiters. Nous devons intervenir à fond dans ces processus objectifs et inégaux pour avancer les mots d'ordre qui mobilisent et organisent en permanence ces secteurs. Chacune de leurs mobilisations et chacune de leurs victoires servira d'aiguillon à la mobilisation et à l'engagement dans la lutte des autres secteurs du mouvement de masses. Nous ne réussirons à déborder la bureaucratie ou à donner un exemple permanent au mouvement de masses en aucune manière, comme le croit le camarade Germain, grâce à l'avant-garde actuelle et au parti. Nous n'y parviendrons que grâce à des secteurs du mouvement de masses qui entraîneront dans la lutte d'autres secteurs. Toute la science de nos partis consiste justement à savoir préciser quels sont les secteurs du mouvement de masses qui, par leur situation objective et leur niveau actuel de conscience, sont les plus enclins à la mobilisation, afin de nous tourner vers eux avec des mots d'ordre précis et concrets qui les mobilisent.

C'est dans cette dialectique de notre intervention au sein du mouvement de masses, notre capacité à distinguer ses différents secteurs pour décider où concentrer notre intervention et quels mots d'ordre utiliser, que réside tout le secret d'un parti bolchevique. Cela aurait été un crime de ne pas choisir comme axe d'intervention la jeunesse nord-américaine avec le mot d'ordre qui exprimait son besoin le plus immédiat et son niveau de conscience (« Dehors les troupes US du Viêt-nam, tout de suite ! »), et d'attendre que tout le mouvement de masses soit en condition de se mobiliser. Cela a été, véritablement, une « initiative » excellente et exemplaire du SWP [Socialist Workers Parti - le parti américain de la IVème Internationale]. Mais elle n'a rien à voir avec les « initiatives révolutionnaires » du camarade Germain !

En France par exemple, tout nous oblige à concentrer notre intervention parmi les ouvriers immigrés autour de leurs problèmes spécifiques, le problème national et le fait qu'ils soient le secteur le plus exploité de la classe ouvrière. Nous devons tenter de les mobiliser contre les attaques des bandes fascistes et du capitalisme français qui veut les maintenir dans la condition d'ouvriers et de

citoyens de seconde catégorie. Mais notre obligation découle du fait que ce secteur est en train de donner des indices de sa disposition à se mobiliser, qu'il est un secteur inégalement développé du mouvement de masses qui peut, pour une période, être à l'avant-garde de la classe ouvrière et des masses françaises. C'est le motif pour lequel une de nos tâches les plus urgentes en France est de chercher les mots d'ordre capables de mobiliser les ouvriers immigrés, mais en aucune manière de réaliser nous-mêmes, avec notre parti, l'initiative révolutionnaire de lutte contre le fascisme, sans la participation des ouvriers immigrés dans cette lutte.

Cette conception des initiatives révolutionnaires du parti est dangereuse pour plusieurs raisons. La première, c'est que cette conception n'éduque pas le mouvement de masses et retarde le développement de sa mobilisation et de sa conscience. Les camarades de la majorité, par exemple, ont félicité l'ERP-PRT(C) pour avoir séquestré Sylvester, le consul anglais de la ville de Rosario, afin d'exiger en échange de sa libération (et il l'obtint) une série d'améliorations pour les travailleurs des frigorifiques Swift. Cette initiative révolutionnaire a-t-elle éduqué les travailleurs de l'usine Swift ? Selon les camarades de la majorité, oui, car ils ont donné l'exemple qu'à travers la lutte armée on pouvait obtenir satisfaction des revendications. Pour nous, non, car cela leur a démontré que l'action d'un simple groupe d'individus bien intentionnés et audacieux pouvait remplacer leur mobilisation active pour défendre leurs propres intérêts et droits. La dure réalité de la lutte de classes a démenti cette leçon (ou exemple) donné par les camarades du PRT(C) : peu de temps après, les élections syndicales furent gagnés à nouveau par la bureaucratie péroniste et les conditions de travail redevinrent aussi mauvaises sinon pire qu'avant l'« initiative révolutionnaire » de l'ERP.

Nous pourrions en dire autant de l'action de la Ligue contre l'Ordre Nouveau et même pire : plus ces initiatives ont de succès relatif, plus elles portent préjudice au développement du mouvement de masses. Si nous continuons à réaliser des actions contre les bandes fascistes et à avoir des succès techniques, avec quels arguments allons-nous tenter de mobiliser les ouvriers immigrés ? Quand nous essaierons de le faire, ils nous diront « Pourquoi nous mobiliser s'il y a ces braves gens de la Ligue qui se chargent déjà de liquider les fascistes ? » Mais, dans la mesure où les ouvriers immigrés et le mouvement de masses français ne se mobilisent pas contre les bandes fascistes, celles-ci prendront de plus en plus de force (car la croissance du fascisme n'est pas un problème de combat de rue mais de rapport de forces entre les classes) et le moment arrivera où seul le mouvement de masses pourra les défaire. Nos « initiatives révolutionnaires » révéleront alors leur côté négatif : habitué jusqu'alors à ce que les problèmes du fascisme soient résolus par la Ligue, aucun secteur du mouvement de masses ne sera politiquement prêt à se mobiliser contre lui. Les conséquences ne peuvent être que néfastes. Heureusement, il n'y a pas de danger que cela se produise,

car dès que le fascisme commencera à monter, notre section, et avec elle ses « initiatives révolutionnaires », sera entraînée par le mouvement de masses.

Le second danger de ces initiatives révolutionnaires du parti est qu'elles nous amènent à oublier les intérêts révolutionnaires des masses elles-mêmes. Nous pensons que le processus entamé en Europe, précédé par celui de notre continent, sera caractérisé par des milliers de mobilisations de toutes sortes réalisées par les masses. Face à ces milliers de mobilisations, nos partis possèdent peu de cadres pour les suivre, pour leur donner une orientation politique et organisationnelle adéquate. Il nous manque du temps, des militants et des dirigeants pour cela. La conception, selon laquelle la dimension essentielle du parti à l'étape actuelle est sa capacité d'initiatives propres, tend à nous éloigner de la solution de la contradiction la plus grave affrontée par nos sections : leur terrible faiblesse face aux initiatives et aux mobilisations du mouvement de masses. Cette contradiction menace d'aller en s'aggravant, ou du moins, de rester aiguë pendant une longue étape, car notre croissance et l'amélioration de notre niveau politique seront accompagnés de la croissance des initiatives révolutionnaires du mouvement de masses sur nos deux continents, si ce n'est dans le monde entier.

Malheureusement, nous n'avons pas eu le temps de discuter avec les camarades de la majorité européenne, mais nous l'avons fait avec la nouvelle avant-garde latino-américaine et les représentants de la majorité sur notre continent. Cela fait longtemps également que nous discutons avec les camarades de la direction du SWP. Dans ces conversations, nous avons toujours remarqué une profonde différence entre le langage des camarades de la majorité en Amérique latine et celui des camarades nord-américain. Les premiers ont la manie d'employer des termes comme « créer » ou « initiative révolutionnaire » ; les seconds parlent de « trouver les occasions » et « développer avec audace une politique pour ces occasions ». Nous pensons que nous pouvons dire, très schématiquement, que cette différence de langage exprime une des différences actuelles entre la majorité et la minorité. Pour la majorité, il faut « créer », au moyen de « l'initiative révolutionnaire » des exemples, des leçons pour le mouvement de masses. Pour la minorité, le mouvement de masses n'a besoin d'aucun exemple, ni d'aucun type « d'initiatives révolutionnaire ». Par contre, il faut savoir détecter les mobilisations qui se déroulent ou peuvent se dérouler à partir de leurs besoins et de leur conscience immédiate ; ces mobilisations présentes ou à venir dans un futur proche, nous les nommons « occasions », et toute notre politique doit s'orienter, au moyen de nos mots d'ordre, vers leur organisation, afin d'éviter que ces mobilisations ne s'arrêtent, et de réussir à gagner leur direction.

Ce n'est donc pas seulement une question théorique mais aussi pratique. Pourquoi nous casser la tête à chercher comment combattre l'Ordre Nouveau ? Si, réellement, l'Ordre Nouveau a commencé à attaquer les Algériens et

d'autres nationalités opprimées par l'impérialisme français, nous devons entamer tout de suite un travail en profondeur d'agitation en direction des nationalités qui subissent plus particulièrement les attaques de ces nazillons. Seul ce travail nous permettra de connaître la mentalité, les réactions et la disposition de ces nationalités à se défendre contre ces attaques. Si nos mots d'ordre n'ont pas d'échos, cela indique que ces nationalités ne sont pas disposées à le faire, et le parti devra abandonner, momentanément, cette tâche. Si au contraire nos mots d'ordre sont bien reçus par les ouvriers immigrés, si nous réussissons à les organiser, alors et alors seulement, grâce à un travail d'insertion dans les quartiers immigrés attaqués par l'Ordre Nouveau, nous donnerons une rossée exemplaire à ces fascistes. Les conditions qui déterminent une tâche, comme toute politique authentiquement révolutionnaire, sont donc d'une part son adéquation à un besoin impérieux du mouvement de masses (se défendre contre les attaques fascistes sporadiques), et d'autre part sa liaison à la propre initiative du mouvement de masses (qu'il se mobilise lui-même contre ce danger). Il ne s'agit donc pas de « créer » mais de « trouver » au sein-même du mouvement de masses, où nous sont offertes des possibilités de faire passer nos mots d'ordre transitoires, c'est-à-dire nos mots d'ordre pour la mobilisation révolutionnaire des exploités.

Le troisième danger de ces « initiatives révolutionnaires » c'est qu'elles transforment les rapports du parti avec le mouvement de masses, que d'objectifs ils deviennent subjectifs. Pour les camarades de la majorité, les initiatives sont utiles si elles éveillent des sympathies dans le mouvement de masses. Le camarade Livio a approuvé les actions de l'ERP pour cette raison, le camarade Frank aussi. Cela signifie que les relations de nos partis avec le mouvement de masses se rapprochent essentiellement de réactions émotives, provoquées parmi les masses par le mode de propagande active (par les faits), les initiatives du parti.

Notre rapport avec le mouvement de masses doit être essentiellement organisationnel et politique, pas émotif ni basé sur la propagande. Nous sommes pour la présence de groupes du parti dans les organismes et les luttes concrètes, objectives du mouvement de masses, pour que ces groupes et les militants se battent afin de prendre la direction de ces organismes et de ces luttes au nom du parti. C'est un rapport précis et objectif entre les luttes et organismes du mouvement ouvrier et de masses d'une part et, d'autre part, des organismes du parti en leur sein, se battant pour en prendre la direction.

Les camarades de la majorité ne sont pas conséquents avec leur politique d'« initiatives révolutionnaires » : En Argentine par exemple, il n'y avait pas une grande différence entre les initiatives du PRT(C)-ERP et celles des groupes armés péronistes. Elles furent toutes faites en marge du mouvement de masses et représentaient toutes des actions « exemplaires » d'avant-garde ; elles se caractérisaient toute par la tentative de résoudre par leur propre initiative les tâches qui ne pouvaient être remplies

que par des mobilisations massives. Cependant, ce sont les groupes armés péronistes qui reçurent les meilleurs marques de « sympathie », et pas le PRT(C). Cela s'est démontré dans toutes les mobilisations en faveur de la montée au pouvoir du gouvernement péroniste de Campora: les cortèges des FAR et des Montoneros (organisations armées péronistes) regroupaient jusqu'à 40 000 jeunes, ceux de l'ERP ne dépassaient pas 500, les nôtres atteignirent 4 000. Qui a capté le plus de « sympathie » ? Sans aucun doute, en premier lieu la gauche péroniste, sur la base d'une capitulation politique permanente devant la confiance des masses en Peron (une sorte de « capitulation armée » devant le péronisme). En second lieu notre parti, mais sur la base d'aucune « initiative révolutionnaire » et de sa présence dans toutes les luttes du mouvement de masses et de sa différenciation très nette de la politique péroniste. Enfin, le PRT(C) qui se différencia aussi du péronisme mais fut absent des mobilisations puisqu'il était très occupé à méditer, organiser et réaliser ses « initiatives révolutionnaires ».

Les conclusions sont évidentes. Les camarades de la majorité ne doivent pas rester à mi-chemin : ou ils sont pour les initiatives révolutionnaires (et par conséquent abandonnent le travail politique au sein du mouvement de masses), ou ils sont pour la politique trotskiste. Et l'Europe n'est pas une exception; dans la mesure où la crise économique s'approfondira, des secteurs désespérés de la petite bourgeoisie apparaîtront et prendront des « initiatives révolutionnaires » infiniment supérieures à celles de nos sections. Si nos sections font le choix tout de suite, elles pourront alors, soit beaucoup mieux capituler politiquement et gagner des marques de sympathie momentanées comme les organisations péronistes en leur temps ; soit abandonner ces fameuses « initiatives révolutionnaires » et obtenir des succès et des marques de sympathie plus modestes, mais beaucoup plus importantes dans la perspective historique de notre parti. Il serait dommage qu'elles subissent le triste sort du PRT(C).

9) Une conception super-structurelle et subjective du front unique

Cette polémique que nous venons de voir sur l'« initiative révolutionnaire » s'exprime dans une autre polémique, d'une certaine manière implicite, entre la majorité et la minorité autour du front unique ouvrier. Grâce à l'aimable visite de deux camarades de la section française à notre parti, nous avons eu l'occasion d'écouter une exposition plus claire de leur conception :

« Nous pensons que nous n'avons pas la force d'imposer, en tant qu'organisation politique, seuls, le front unique avec les partis réformistes ; nous pouvons mener une polémique, et nous le faisons, mais ce n'est pas suffisant. Trotsky a très bien posé le problème en disant que la corrélation entre nos forces et l'ensemble des forces ouvrières devait être comprise entre 1/3 et 1/7. Quand on ne représente même pas 1/7 des forces, ce n'est pas suffisant, la tactique de front unique ouvrier ne peut pas s'appliquer. Quand on en a plus d'un tiers, le parti-révolutionnaire peut assumer seul ses responsabilités. » (enregistrement de l'intervention du camarade de direction de la Ligue Communiste française dans notre local central). Germain soutient la même conception, mais avec moins de clarté.

Nous divergeons sur cette manière d'envisager le front unique, c'est une déviation subjective, comme les autres déviations de la majorité. Cette interprétation est, par son contenu, super-structurelle et subjective, comme celle des lambertistes, bien que leurs conclusions politiques soient opposées; celles des lambertistes sont opportunistes, celles de nos camarades français sont aventureuses et sectaires. Pourquoi disons-nous que la manière d'interpréter le front unique des lambertistes et des camarades de la majorité coïncident ? Parce que tous deux considèrent le front unique comme étant essentiellement une question de rapport entre partis. Les lambertistes voient le côté qualitatif du rapport entre les partis de gauche et

particulièrement de notre parti avec le Parti Communiste; la Ligue voit le côté quantitatif de ce même rapport.

Voyons cela de plus près. Pour Lambert, la politique de front unique passe essentiellement par la tentative de convaincre le Parti Communiste, et non les masses, de la nécessité de cette politique. Etant donné que si nous ne le convainquons pas, il n'y a pas de possibilité de front unique, tant que nous ne l'avons pas convaincu, nous restons les bras croisés. Pour notre section française, la possibilité de proposer le front unique ouvrier aux partis réformistes ne dépend pas de la possibilité de convaincre ces partis, mais du rapport numérique entre eux et nous au sein du mouvement ouvrier ; si nous représentons moins d'1/7, nous ne pouvons pas le proposer, entre 1/3 et 1/7 nous pouvons, à plus d'1/3 nous n'avons plus besoin de le faire, car nous sommes assez forts tous seuls. Lambert, comme les camarades de la Ligue font une erreur. Tout d'abord, le front unique ouvrier n'est pas une panacée ni une stratégie permanente de notre parti, mais une tactique pour des situations spécifiques de la lutte de classes. En second lieu, comme toute autre de nos politiques, elle doit répondre à des besoins profonds du mouvement de masses à une étape donnée et non à des rapports entre différents secteurs du mouvement. Autrement dit : le front unique est une tactique que nous appliquons quand la situation de la lutte de classes exige objectivement du mouvement ouvrier qu'il unisse ses forces pour affronter la bourgeoisie ; c'est une tactique qui dépend des rapports entre le mouvement des masses et les exploités, et non du rapport entre les différents partis du mouvement de masses. C'est donc un facteur structurel (rapport entre classes) qui définit la politique de front unique ouvrier, et non un facteur super-structurel (rapports entre partis).

Cette politique a bien un aspect super-structurel important, lié à la façon dont nous posons le front unique : contrairement à la politique opportuniste qui propose le front unique seulement aux directions et pas à la base des partis, afin de ne pas avoir de conflits avec ces directions ; contrairement à la politique ultra-gauche qui ne le propose qu'à la base et ignore les directions, la politique trotskiste consiste à proposer le front unique à la base et aux directions des partis réformistes avec trois objectifs : en premier lieu, celui de ne pas se couper de la base en ignorant les directions qu'elle reconnaît ; en second lieu, celui d'impulser des pressions de la base sur les directions afin de leur imposer le front unique ; en troisième lieu, d'accompagner l'expérience faite par la base de ses directions réformistes, en dévoilant leur inconséquence et leurs trahisons face aux tâches de front unique et en postulant en tant que direction alternative révolutionnaire. Mais cet aspect superstructurel, cette façon d'appliquer le front unique, sans laquelle n'existe pas de politique de front unique, n'est rien de plus qu'une forme, un aspect super-structurel, et non l'aspect déterminant. Ce qui est décisif, ce sont les besoins de l'ensemble du mouvement ouvrier qui nous imposent d'appliquer cette politique.

C'est précisément parce que le front unique répond à un besoin objectif du mouvement de masses, dans une étape précise de la lutte de classes, qu'il est généralement défensif. La nécessité de regrouper les forces de tous les secteurs et organisations du mouvement de masses dans un front se pose lorsqu'il y a une offensive de la bourgeoisie ou une menace réelle que cette offensive se déclenche. Si le front ne se concrétise pas, les exploiters pourront défaire les différentes organisations ouvrières, en luttant contre elles une par une. Par contre, si le front se réalise, il leur sera beaucoup plus difficile de défaire les masses, étant obligés de lutter contre toutes les organisations en même temps.

S'il y a une menace de putsch fasciste en Allemagne, en Italie ou en Bolivie, le front unique est la tâche et le mot d'ordre le plus important, décisif, auquel nous subordonnons tous les autres dans ces pays, même si nous n'y avons qu'un seul militant. De la même manière, si pendant des années en Europe le problème du front unique ouvrier n'a pas été posé, ce n'est pas pour des raisons numériques, mais pour une raison profondément objective : il n'y a pas eu d'offensive brutale des exploiters qui impose la nécessité d'une politique défensive de l'ensemble des exploités. C'est la pauvreté relative (ou richesse absolue) des travailleurs européens qui explique le fait que le front unique n'ait pas été posé de manière immédiate. Il ne pouvait pas l'être et ne pourra pas l'être tant que, objectivement, toute la classe ouvrière n'affrontera pas, ne sentira pas un grave danger qui la menace de manière immédiate : fascisme, réaction, coût de la vie, chômage, racisme, etc. Ce sont là les raisons objectives, structurelles de notre politique de front unique ouvrier. Comment appliquons-nous cette politique et quelles sont ses chances de succès, sont d'autres questions que nous allons voir dans cet ordre.

Comment appliquer la politique de front unique ouvrier ? C'est un problème très délicat. Comment disposer nos militants, sur quels secteurs du mouvement de masses intervenons-nous prioritairement et avec quels mots d'ordre, sont des questions qui seront résolues en fonction de la capacité de nos directions et de nos partis à évaluer la situation objective et nos propres forces, afin de les disposer et les armer avec des mots d'ordre corrects. Il n'y a pas de réponse générale à ce problème, car toutes les situations sont concrètes. Nous pouvons dire tout au plus qu'il nous faudra intervenir prioritairement, avec le plus gros et le meilleur de nos forces, dans les secteurs du mouvement de masses où les problèmes objectifs sont ressentis de la façon la plus aiguë (qu'il s'agisse de problèmes économiques ou démocratiques partiels ou nationaux), ou dans ceux qui ont démontré une meilleure disposition à la mobilisation, s'il s'agit de problèmes politiques généraux (un danger de putsch réactionnaire par exemple) ; et qu'il faudra trouver le mot d'ordre spécifique qui reflète pour ce secteur le problème général affronté par le mouvement de masses dans son ensemble.

Quelles chances de succès a notre politique de front unique ? Comme n'importe quelle autre de nos politiques, ses possibilités de succès dépendent d'abord du processus objectif de la lutte de classes, et ensuite du rapport numérique avec les autres partis ouvriers. Par exemple, si nous appliquons aujourd'hui un programme et un mot d'ordre pour la défense du niveau de vie et de travail de l'ensemble du mouvement ouvrier français, si nous appelons à l'unité sur cet axe des deux ou trois centrales syndicales, il est fort possible que nous obtenions un succès partiel ou total au bout d'un certain temps, si les conditions objectives sont favorables et si nous avons su appliquer correctement notre politique. Si nous savons l'appliquer dans les secteurs où il y a les plus grandes possibilités que se fasse une lutte unitaire à court terme, il est probable que des luttes partielles, unitaires, de front unique, se réalisent. Si certaines de ces luttes ou une des plus importantes est victorieuse, elle touchera l'ensemble du mouvement ouvrier français et l'amènera à une lutte d'ensemble pour freiner l'offensive patronale, et notre politique de front unique aura triomphé. Comme nous le voyons, tout dépend du processus de la lutte de classes : si elle avance, si le mouvement ouvrier obtient des victoires partielles importantes, ou des victoires générales, notre politique fera son chemin. Si elle n'obtient que des défaites, notre politique de front unique ira à l'échec.

En France, nous avons déjà une expérience de ce que signifie une conception incorrecte, subjective et super-structurelle du front unique. L'offensive du gouvernement contre la Ligue Communiste a provoqué une situation curieuse : il s'est produit un front unique de fait de tous les partis de gauche, y compris avec le PC, contre le gouvernement et pour les libertés démocratiques. Mais au meeting central de ce front unique de fait, nos camarades n'ont pas pu parler. La situation aurait été toute autre si la Ligue avait appliqué d'une manière correcte et

conséquente une politique de front unique. Si elle avait fait de sa campagne contre les bandes fascistes et les tendances réactionnaires du gouvernement une campagne permanente de front unique ouvrier sur ce thème, si elle était allée à ce meeting du PC pour défendre la nécessité d'un front unique ouvrier afin de lutter contre les bandes fascistes, si elle avait mis en pratique cette campagne pendant un an auparavant, le meeting contre la dissolution de la Ligue aurait été un succès spectaculaire de notre politique de front unique. Tous les participants au meeting auraient dit ou pensé : « La Ligue avait raison, il fallait faire un front unique, et celui-ci a commencé à se structurer ». Les camarades de la Ligue n'auraient peut-être pas eu droit à la parole, mais face aux manœuvres de la direction du PC pour l'empêcher de parler, la base du meeting se serait demandé « pourquoi ne les laisse-t-on pas parler, alors qu'ils sont les seuls à insister depuis un an sur la nécessité d'une action concrète, et pas seulement un meeting, contre le cours réactionnaire du gouvernement et les bandes fascistes ? ». Et ce simple fait aurait été un début de pression de la base sur la direction du PC et un début de remise en cause de cette direction par la base.

Mais il aurait été encore plus important d'intervenir avec la politique de front unique ouvrier dans le secteur des

ouvriers immigrés. Il est encore temps pour le faire. Notre politique de front unique ouvrier jointe à notre travail patient avec ces nationalités, afin de les défendre contre les attaques racistes, en appelant toutes les tendances à s'unir contre ces attaques, devrait avoir tôt ou tard des résultats si les attaques racistes continuent. Mais si les camarades de la Ligue continuent à attendre d'avoir le rapport numérique requis pour appliquer la politique de front unique comme tactique centrale du parti, pour les tâches défensives, il se produira ce qui s'est déjà produit au meeting de défense de la Ligue ou ce qui s'est passé à l'Assemblée populaire bolivienne : le front unique s'est réalisé dans les faits et ni la Ligue ni le POR (C) n'ont pu apparaître aux yeux des masses de leur pays respectif, comme le parti prolétarien et révolutionnaire qui a su le mieux les défendre et les organiser. Dans un cas ce sont les staliniens, dans l'autre la bureaucratie de Lechin qui ont bénéficié de ce prestige. Il peut arriver aussi que le front unique ouvrier ne puisse pas se réaliser et que la défaite soit donc inévitable pour le mouvement des masses. Cette défaite aura pour origine théorique la conception super-structurale et subjective du front unique et pour responsables politiques les camarades qui n'ont pas pris comme tâche centrale l'agitation sur les mots d'ordre de front unique dans le mouvement des masses.

10) Deux oublis : les militants professionnels et le centralisme démocratique

Il est intéressant de noter que l'attaque furibonde du camarade Germain contre les six points de Camejo définissant le parti léniniste révolutionnaire, ne soit pas accompagnée d'une attaque encore plus furibonde contre la façon dont le définit son maître le camarade Mandel dans son texte « La théorie léniniste d'organisation ». Cette attaque serait beaucoup plus justifiée, puisque Mandel ne s'arrête absolument pas sur les deux principes fondamentaux de la théorie léniniste : les révolutionnaires professionnels et le centralisme démocratique. Le premier concept n'est pas abordé du tout, le second l'est en passant comme si c'était une question formelle. Cependant, ces deux concepts sont les deux piliers fondamentaux de la conception léniniste et sont liés à la plus grande obsession de Mandel et Germain : les ouvriers d'avant-garde.

Ces deux oublis du camarade Mandel ont une explication. Nous avons vu que pour lui le dépassement de la conscience des ouvriers avancés se produit d'une manière intellectuelle et est effectué par des intellectuels ; que c'est un processus subjectif d'apprentissage de la philosophie, de la sociologie, de l'économie et de l'histoire marxistes, c'est-à-dire du marxisme en tant que « science ». Ce processus qui ne peut être accompli qu'individuellement, toujours selon le camarade Mandel, est réalisé par des intellectuels dont le rôle, comme secteur de classe, est d'apporter :

« aux couches éveillées et critiques de la classe ouvrière ce

qu'elles ne peuvent mener à bien elles-mêmes, à cause de l'état fragmenté de leur conscience : la connaissance scientifique et la conscience qui leur permettra de reconnaître le véritable visage de l'exploitation scandaleuse voilée et de l'oppression déguisée auxquelles elles sont soumises » (déjà cité).

Sur quelles bases objectives se réalise cet apprentissage des secteurs « éveillés et critiques de la classe ouvrière », c'est-à-dire de l'avant-garde ouvrière ? Ou autrement dit, comment l'ouvrier d'avant-garde doit-il organiser sa vie pour devenir un militant révolutionnaire ? Mandel nous répond dans un autre texte, disant qu'un des privilèges politiques des « militants révolutionnaires » est de « consacrer à l'activité sociale une partie de leur vie beaucoup plus grande que celle des autres travailleurs » ("Le contrôle ouvrier", p.55).

Le camarade Mandel nous dit ici (par ce qu'il ne dit pas) que l'ouvrier d'avant-garde doit rester dans la même situation objective qu'auparavant, en se sacrifiant seulement un peu plus. Cela signifie qu'il doit organiser sa vie de la manière suivante : il fait sa journée de 8 heures à l'usine, il reçoit ensuite un intellectuel qui lui explique et lui fait étudier le socialisme marxiste et trotskiste, et ensuite il doit aller voir d'autres ouvriers ou se rendre au syndicat où il luttera pour ses camarades et le parti. En résumé, le parti n'a rien à voir avec la formation militante d'un ouvrier d'avant-garde, celui-ci doit se débrouiller tout

seul pour se former et continuer son travail à l'usine ; si les intellectuels remplissent leur tâche de formation et l'ouvrier la sienne, ce dernier aura acquis la « connaissance scientifique » et par conséquent la « conscience ».

Cette manière d'envisager le problème des ouvriers avancés n'est en rien une méthode marxiste, ni celle de la théorie léniniste d'organisation. Le marxisme est matérialiste, Lénine l'était aussi. Pour Lénine, le dépassement de la conscience fragmentée de l'ouvrier avancé est un processus matériel et non intellectuel, qui consiste à donner à l'ouvrier du temps libre pour se former sur tous les aspects (théoriques comme pratiques) et devenir révolutionnaire professionnel. Ce ne doit pas être une obligation lourde et pénible s'ajoutant aux autres obligations lourdes et pénibles d'un ouvrier, c'est une tâche qui commence par lui laisser du temps pour qu'il cesse d'être un ouvrier fragmenté dans la vie réelle et commence à être totalement révolutionnaire dans la vie réelle également. Parce que Lénine était matérialiste, il ne pouvait concevoir que l'on puisse dépasser une conscience dérivant d'une situation matérielle (l'aliénation par le travail morcelé pendant 8, 11 ou 14 heures par jour) au moyen de cours de formation. Tant que l'ouvrier consacre autant d'heures de sa vie à faire un travail inintéressant, dans une chaîne de production inconnue, fabricant un produit dont le devenir lui est indifférent, tant qu'il fait un travail fragmenté, parcellaire, sa conscience doit refléter ces caractéristiques de son activité, c'est une conscience fragmentée, parcellaire. Les cours que peut lui offrir le parti (et non les intellectuels en tant que secteur social, camarade Mandel), peuvent rendre le problème moins aigu mais pas le résoudre. La seule façon de le résoudre est de modifier ses conditions de vie matérielles. La solution marxiste par excellence qu'offre Lénine à ce problème est sa théorie des révolutionnaires professionnels. Elle est pour lui presque une obsession.

« Nous ne devons pas seulement nous préoccuper du fait que la masse avance des revendications concrètes, mais aussi qu'elle « détache » en nombre de plus en plus grand ces révolutionnaires professionnels. Nous arrivons donc ainsi au problème des rapports entre l'organisation de révolutionnaires professionnels et le mouvement purement ouvrier ». « Un agitateur ouvrier qui a du talent, qui « promet » ne doit pas travailler 11 heures dans son usine. Nous devons nous débrouiller pour qu'il soit pris en charge par le parti. » « Nous saurons le faire car précisément les masses qui s'éveillent spontanément détachent également de leurs rangs de plus en plus de « révolutionnaires professionnels ». » « Nous ne comprenons pas que c'est notre devoir d'aider tout ouvrier qui se distingue par sa capacité à devenir agitateur professionnel ». « L'ouvrier révolutionnaire, s'il veut se préparer pleinement à son travail doit également devenir révolutionnaire professionnel. » ("Que faire, p. 177, 209, 179, 209 et 208).

Cet « oubli » par le camarade Mandel des militants professionnels par rapport aux ouvriers d'avant-garde ne se

limite pas au domaine théorique. Une statistique très intéressante à ce sujet accompagne une polémique sous-jacente et encore non formulée entre les camarades de la majorité et de la minorité. Cette statistique est la suivante: sur l'ensemble des permanents de notre Internationale, 70 à 80% au minimum appartiennent à la minorité. De plus, si nous prenons les deux sections les plus fortes numériquement de notre Internationale, la section française et notre parti argentin la proportion de camarades de la Ligue qui vivent ou ont vécu d'une profession libérale est de 20 ou 30 pour un dans le PST, c'est-à-dire : si nous prenons les 100 dirigeants les plus importants de la direction française et les comparons à ceux du PST, pour 20 ou 30 docteurs ou professeurs de la section française, il y en a un dans notre parti argentin. Concrètement dans notre CC de 120 membres, 3 seulement ont une profession libérale, 100 sont permanents du parti, dont 80% ont été dirigeants du mouvement ouvrier. Au Comité exécutif, la plus haute instance de notre parti, à l'exception de 4 camarades, tous sont permanents et ont été d'importants dirigeants du mouvement ouvrier. Il y a une tradition dans notre parti que la croissance vertigineuse actuelle nous empêche d'appliquer pleinement qui stipule que personne ne peut être à la direction, sans avoir passé deux ans d'activité, détaché en tant que permanent, au sein du mouvement ouvrier. Dans le SWP et la LSO, il y a des pourcentages et des situations similaires.

Il reste un dernier aspect du problème des permanents : ils doivent être la base de soutien du parti. Et cela parce que l'activité révolutionnaire exige une attention et un apprentissage totaux, non partiels. Un militant révolutionnaire accompli, un cadre de direction du parti, d'un de ses secteurs ou d'un front important, est celui qui peut résoudre par ses propres moyens les problèmes politiques (non pas scientifiques, camarade Mandel) que lui pose toute situation de la lutte de classes. Il doit savoir analyser une situation, formuler des mots d'ordre précis qui y répondent, appliquer les modes d'organisation adéquat et distribuer les forces du parti en général ou dans son secteur ou front, définir les secteurs fondamentaux d'intervention, orienter les axes de propagande en direction de l'avant-garde, donner des cours de formation marxiste élémentaires, gagner des militants pour le parti et organiser correctement au sein du parti les secteurs nouvellement intégrés. Il serait absurde d'exiger d'un seul cadre d'être le meilleur dans tous ces domaines car le travail de direction est un travail d'équipe où se combinent les capacités et l'expérience inégalement développées de ceux qui la composent. Mais un cadre de direction doit être capable de donner une première réponse, même élémentaire à ces tâches. Il est absolument impossible que tout cela s'apprenne théoriquement et pratiquement, que cette spécialisation en tant que marxiste révolutionnaire accompli puisse être acquise sans que cette activité soit prise en tant que profession dans tout le sens du terme. Pour cela il est nécessaire d'être permanent, révolutionnaire à plein temps. Et ces permanents sont, nous insistons, la base fondamentale sur laquelle repose le

parti. L'oubli qu'en fait le camarade Mandel est d'autant plus impardonnable.

L'autre oubli du camarade Mandel, dans sa définition du parti léniniste de combat n'est pas moins dangereux que le précédent. Le centralisme démocratique est une forme organisationnelle qui participe de l'essence du parti léniniste-trotskiste. Cela signifie plus simplement que le parti a simultanément besoin d'une direction exécutive centralisée, d'une discipline interne stricte et d'une vie interne démocratique.

Notre parti a besoin de la discipline interne stricte et de la centralisation pour deux raisons objectives, deux nécessités imposées par la lutte de classes. La première est le fait que notre but essentiel, en tant que parti, est de postuler à la direction et diriger les luttes de masses, d'une manière permanente jusqu'à la prise du pouvoir et la construction du socialisme. La lutte mortelle contre nos ennemis de classe ne peut être menée à bien que par une armée fermement organisée: nous ne pouvons pas prêter le flanc à l'ennemi par un manque de coordination et de concentration de nos forces. La seconde raison qui nous oblige à être centralisés et disciplinés, est l'existence, au sein du mouvement ouvrier et de masses de partis contre-révolutionnaires et d'appareils bureaucratiques. Ce sont également des ennemis mortels que nous devons affronter d'une manière disciplinée et centralisée. (Ainsi, comme Mandel a « oublié » de signaler l'existence de ces partis et de ces appareils au sein du mouvement de masses, il « oublie » de signaler que nous avons besoin de centralisme démocratique pour nous délimiter strictement d'eux et les combattre avec une meilleure efficacité).

Il existe également de profondes raisons pour que nos partis soient démocratiques, et ces raisons sont liées au rapport objectif du parti avec le mouvement de masses et à la dialectique de ce rapport. En premier lieu, le parti doit être démocratique parce que l'élaboration de la ligne politique est une élaboration collective, jamais individuelle. Cela signifie que l'élaboration de la ligne politique n'est pas l'oeuvre de quelques individus particulièrement intelligents ou formés, mais du brassage des opinions de tous ceux qui composent le parti, de tous les militants qui expriment chacun le secteur du mouvement de masses dans lequel ils développent leur activité. De même que le marxisme est le produit du développement historique du prolétariat, nous pouvons dire que l'élaboration de la ligne politique est le produit concret, présent, de la confrontation des idées de l'avant-garde actuelle du prolétariat, c'est-à-dire du parti. En second lieu, le parti doit être démocratique car la confrontation de cette ligne politique avec la réalité de la lutte de classes s'effectue précisément au travers de l'application pratique de cette ligne, c'est-à-dire du militantisme concret de chacune des équipes et de chacun des militants du parti. Cette activité pratique est la seule à pouvoir nous indiquer les aspects corrects et incorrects de la ligne adoptée, et la discussion démocratique de ce bilan est la seule à pouvoir apporter une rectification discutée

également démocratiquement, aux aspects incorrects de la politique adoptée. En résumé, nous pouvons dire que la démocratie est une nécessité pour le parti révolutionnaire, car c'est elle qui établit le rapport du sujet (le parti révolutionnaire) à son objet (le mouvement de masses), car elle est la seule garantie d'une élaboration objective (scientifique) de la ligne politique et d'une confrontation objective (scientifique) avec la réalité de la lutte de classes.

C'est ainsi que s'explique cette forme d'organisation centralisée démocratiquement. Mais cette forme se décompose en deux pôles qui, poussés à leur limite absolue, sont antagoniques. Le centralisme le plus absolu signifie que la direction résout tous les problèmes, de la théorie, des caractérisations jusqu'aux plus infimes détails tactiques en passant par la ligne politique générale. La démocratie en a disparu. Par contre, la démocratie absolue signifie que tous ces problèmes sont résolus par un débat permanent de tout le parti et le centralisme disparaît. La formule « centralisme démocratique » a donc un caractère algébrique, elle définit un parti comme devant être à la fois centralisé et démocratique, mais elle ne précise pas dans quelle mesure l'un prédomine sur l'autre à chaque moment de la construction de ce parti. Cette formule n'est donc pas une recette ou une formule arithmétique qui nous dirait par exemple: à tout moment le parti doit être pour 50% démocratique et 50% centraliste ou bien 70% centraliste et 30% démocratique, ou encore l'inverse. Elle reflète ainsi précisément la réalité vivante de nos partis, leur processus de construction permanent, exigeant à chaque moment une combinaison particulière de ces deux pôles.

Comment faire pour trouver à chaque moment cette combinaison, cette juste proportion? Nous avons aujourd'hui, dans notre Internationale, une discussion en suspens avec les camarades Frank et Krivine : ils pensent qu'il faut renforcer le centralisme de notre parti mondial, nous pensons qu'il faut renforcer la démocratie. Nous allons tenter d'avancer un peu dans cette discussion.

Une des vertus de cette formule est précisément son caractère algébrique qui laisse de la souplesse pour une précision « quantitative », « arithmétique », en fonction des circonstances de la lutte de classes et du développement du parti. Pour obtenir cette précision, nous devons prendre en compte, en tant qu'élément essentiel, le prestige politique gagné par la direction du parti auprès de la base. Schématiquement, nous pouvons dire que, plus elle a de prestige, plus le parti est centralisé, car les succès politiques de la direction sont proportionnels à la confiance que lui accorde la base, et plus la confiance est grande, plus sont grandes la discipline et la centralisation. A l'inverse, moins de succès entraîne une méfiance et celle-ci a des répercussions, qu'on le veuille ou non, contre la discipline et la centralisation. En définitive, la formule du centralisme démocratique est une expression politique, morale et organisationnelle, pas seulement morale et organisationnelle. Elle n'est pas coupée de la lutte de

classes et du développement du parti mais intimement liée à ceux-ci. Elle ne se confond pas avec ces deux facteurs, car même dans les pires moments d'une direction, nous devons nous efforcer consciemment de maintenir le plus possible le centralisme, tout comme dans ses meilleurs moments, nous devons contrôler soigneusement que la démocratie subsiste. Mais, tout en ne se confondant pas avec les hauts et les bas de la lutte de classes et de la construction du parti, la précision de la formule du centralisme démocratique est, nous insistons, fortement influencée par ces deux facteurs.

Nous sommes en train de construire l'organisation révolutionnaire, l'arme la plus redoutable de l'histoire : un parti mondial bolchévique, et cette tâche si difficile demande du temps. Dans l'étape actuelle de construction du parti, s'impose le renforcement du pôle démocratique et non du pôle centraliste, précisément parce que nos directions, nationales comme internationales, n'ont pas encore gagné un grand prestige politique auprès de la base de nos sections grâce à des succès dans la direction du mouvement de masses. Seul ce prestige pourra renforcer le pôle centraliste et disciplinaire ; en attendant le pôle

démocratique doit primer.

Cela ne signifie pas que nous abandonnions tout centralisme et toute discipline : nous restons centralisés et démocratiques, mais en donnant la prédominance au pôle démocratique. La lutte actuelle entre deux tendances constituées en fractions, clairement délimitées, montre que notre analyse s'ajuste à la réalité et aux besoins de la IV^{ème} Internationale. Tenter d'imposer actuellement un fort centralisme, alors qu'existent deux fractions qui divergent sur des points fondamentaux de la politique que nous devons suivre, impliquerait fatalement la rupture de l'Internationale, quelle que soit la fraction qui gagne la direction au prochain Congrès.

Mais que nous soyons en accord ou non avec cette analyse du centralisme démocratique et son application à la vie de notre Internationale, il y a une chose dont, nous en sommes certains, presque tous les camarades sont d'accord : c'est que le camarade Mandel comme le camarade Germain ont laissé dans l'encier une des caractéristiques essentielles du parti bolchévique : le centralisme démocratique.

11) Revenons au parti léniniste-trotskiste

Pour revenir aux attaques portées par le camarade Germain contre les six points de Camejo, définissant le parti léniniste, nous allons voir la plus spectaculaire d'entre elles : Germain accuse Camejo du fait que sa définition du parti coïncide avec les caractéristiques des partis social-démocrates de la période d'avant 14. Pour le camarade Germain donc, le parti social-démocrate :

« essaye d'impulser les luttes de masses, en faisant confiance en ses propres forces pour les mobiliser sur des revendications transitoires, démocratiques ou immédiatement liées à leur niveau de conscience actuel »... « impulse toute forme de lutte appropriée, en utilisant des tactiques qui vont des marches pacifiques à la lutte armée (y compris la guerre de guérillas) » (Germain, "En défense..." p.91).

Cependant le maître du camarade Germain, le camarade Mandel, nous assurait dans son document « La théorie léniniste d'organisation » que ce qui caractérisait la social-démocratie d'avant-guerre, c'était que d'une part elle menait des « activités électorales et parlementaires, et d'autre part une lutte pour des réformes immédiates de nature économique et syndicaliste » (Edición del Siglo, p.38).

Les camarades Mandel et Germain sont-ils d'accord sur le fait que les « réformes immédiates » et les « activités électorales et parlementaires » sont à l'opposé des « luttes de masses » et des mobilisations « sur des revendications transitoires, démocratiques ou immédiates » ? Lequel de ces deux types d'activité réalisait donc réellement la

social-démocratie ? Une prompte rencontre entre Mandel et Germain serait souhaitable, afin qu'ils s'entendent sur cette question.

Mais continuons sur cette contradiction entre les camarades Mandel et Germain. Dans sa « Théorie léniniste d'organisation » (p.38), Mandel affirme que la politique actuelle du stalinisme est similaire à celle de la social-démocratie. Germain, comme nous l'avons vu, affirme que la définition de Camejo coïncide avec ce que fut la social-démocratie. Conclusion : pour Mandel-Germain, la définition faite par Camejo du parti révolutionnaire coïncide avec celle des partis staliniens actuels. Un parti stalinien est donc :

« construit autour d'un programme révolutionnaire, essaye d'impulser la lutte des masses, en faisant confiance en ses propres forces pour les mobiliser sur des revendications transitoires, démocratiques et immédiatement liées à leur niveau de conscience actuel ; le parti impulse toute forme de lutte appropriée, en utilisant des tactiques qui vont des marches pacifiques à la lutte armée (y compris la guerre de guérillas), cherche à diriger la classe ouvrière et ses alliés vers la prise de l'Etat, en tant qu'objectif fondamental, tout en ne se substituant pas aux masses. Chaque parti national fait partie du seul parti international du prolétariat mondial ». (déjà cité, p.91).

Si Germain avait dit cela clairement, tout notre mouvement aurait éclaté de rire et compris que la description de Camejo est effectivement celle d'un parti révolutionnaire, trotskiste, vertigineusement opposée à

celle des partis staliniens et réformistes. Pour ne pas le reconnaître, Germain a tenté de confondre les jeunes cadres en assurant que la description de Camejo coïncide avec ce que faisaient et disaient les social-démocrates d'avant-guerre, que les jeunes cadres n'ont pas connus directement comme ils connaissent aujourd'hui les staliniens. Mais sa manoeuvre a mal tourné pour lui, car il a oublié (comme cela lui arrive fréquemment) qu'il avait affirmé lui-même que le stalinisme mène actuellement la même politique que celle que menait alors la social-démocratie. Nous n'avons fait que lier l'affirmation du disciple à celle du maître et ainsi dévoilé le mal-fondé de son attaque contre Camejo.

Pour ne pas nous étendre, nous ne nous arrêterons que sur deux aspects de cette attaque: celle concernant le programme et celle concernant l'Internationale. Au sujet du programme, Camejo dit: « Le parti se construit autour d'un programme révolutionnaire ». Germain répond: « Un programme de parti révolutionnaire ? Après tout, n'est-ce pas celui d'Erfurt, de la social-démocratie allemande corrigé et accepté par Engels en personne ? » (id. p.91). Concrètement, le camarade Germain n'est pas persuadé que le parti est essentiellement caractérisé par le programme révolutionnaire. Cependant, Trotsky disait catégoriquement la même chose que Camejo :

« Les intérêts de la classe ne peuvent être formulés autrement que sous la forme d'un programme, le programme ne peut être défendu autrement que par un parti » ("The Struggle Against Fascism in Germany", p.163).

Le camarade Germain est-il pour ou contre cette affirmation de Trotsky ? S'il est contre, qu'il le dise clairement et catégoriquement. Ce mépris du camarade Germain pour le programme révolutionnaire, refusant de reconnaître qu'il est la base du parti, est une erreur typique des idéalistes, l'erreur de croire que le programme est toujours le même, au-dessus des étapes de la lutte de classes. C'est pour cela qu'il fait cette analogie avec le programme d'Erfurt. Mais il ne pousse pas l'analogie jusqu'au bout : le camarade Germain pense-t-il que le fait d'avoir « corrigé et accepté » le programme d'Erfurt fut une déviation réformiste d'Engels ?

Le programme n'est pas au-dessus de la lutte de classes, il change avec les étapes de celle-ci, se développe au fur et à mesure des luttes de la classe ouvrière et des changements de la situation objective. Le programme d'Erfurt fut révolutionnaire pour une étape du capitalisme et de la lutte de classes, et commença à cesser de l'être ensuite pour finir par être dépassé par une nouvelle étape de la lutte de classes. En disant que ce programme ne définissait pas l'étape impérialiste et ne donnait pas d'orientation pour celle-ci, tout est dit. Il en est de même des programmes minima des partis social-démocrates: ils furent utiles « révolutionnaires », à une époque, celle de l'organisation de la classe ouvrière. Cette organisation politique a eu lieu pendant la première phase de l'époque impérialiste, qui a

permis l'amélioration du niveau de vie de la classe ouvrière dans les pays métropolitains. Ces programmes socialistes étaient alors utiles et « révolutionnaires » pour cette tâche d'organisation politique de classe, mais seulement à cette époque-là et dans ce sens-là. Les grands dirigeants et les intellectuels qui menèrent alors à bien cette tâche progressiste, Bebel, Kautsky, Jaurès, ont subi le même sort que les programmes socialistes. De progressistes ils sont devenus centristes, puis opportunistes. Programmes et dirigeants ont suivi une pente qui reflétait la survivance, du fait de leur force d'inertie et de l'existence d'une aristocratie ouvrière devenue agent de l'impérialisme, d'un programme et de directions qui avaient cessé d'être progressistes et révolutionnaires, une fois que l'organisation politique indépendante de la classe eût été obtenue.

Du fait de sa conception idéaliste et statique du programme, Germain lui oppose ce qui lui paraît beaucoup plus important: « les perspectives et les luttes révolutionnaires ». Cette position est incompréhensible, car il ne peut précisément pas exister de programme qui ne soit pas la synthèse des tâches posées, à une étape déterminée de la lutte de classes, justement par les « perspectives et les luttes révolutionnaires » de cette époque. Si ces luttes et ces perspectives ne sont pas prises en compte dans un programme, celui-ci a cessé d'être révolutionnaire, ou ne l'a jamais été (comme celui de Bernstein).

A notre époque de transition du capitalisme au socialisme et de décadence du système capitaliste mondial, l'impérialisme, il existe un seul et unique programme qui pose les tâches générales de la classe ouvrière et du mouvement de masses, découlant des « perspectives et luttes révolutionnaires » : notre Programme de Transition. N'en déplaise au camarade Germain, ce programme est la base de tout le parti révolutionnaire contemporain, sans lui il ne peut y avoir de parti révolutionnaire.

Voyons maintenant le second aspect partiel (et le dernier dont nous parlerons) de l'attaque de Germain contre le camarade Camejo: le problème de l'Internationale. Camejo dit que « chaque parti national fait partie du seul parti international du prolétariat mondial ». Germain répond: « La nécessité de faire partie d'un parti international du prolétariat mondial. N'est-ce pas la social-démocratie allemande qui fut le soutien principal de la IIème Internationale ? » (idem, p.92).

Que veut dire la camarade Germain par cette question ? Que la condition que pose Camejo est fausse car la social-démocratie allemande fut le soutien de la IIème Internationale ? La seule chose que cela démontre, c'est qu'il y eut une IIème Internationale, dont le parti le plus fort et ayant eu un rôle dirigeant, fut le parti allemand, mais cela ne démontre pas que Camejo ait tort. Ou bien Germain fait-il une analogie et conçoit-il la IIème Internationale comme un « parti international du prolétariat mondial » dont faisaient partie les partis social-

démocrates nationaux ? C'est la seule explication rationnelle, sinon la question du camarade Germain n'a aucun sens. Nous pouvons donc dire que le syllogisme est le suivant: il y eut un parti international du prolétariat mondial, la IIème Internationale, dont la social-démocratie allemande faisait partie et formait le soutien principal ; la social-démocratie allemande n'était pas révolutionnaire mais opportuniste; donc l'exigence de Camejo, selon laquelle un parti révolutionnaire doit faire partie d'un parti international du prolétariat mondial, n'est pas si importante que cela, puisque la social-démocratie allemande ne s'est pas transformée en un parti révolutionnaire.

Ce n'est malheureusement qu'un syllogisme. Jusqu'à présent, tout le mouvement trotskiste pensait comme Trotsky que la IIème Internationale fut une « somme de partis nationaux » mais jamais un « parti international du prolétariat mondial » composé par des sections nationales, comme l'interprète Germain. Camejo a encore raison car, concrètement aujourd'hui, le fait de faire partie du « seul parti international du prolétariat mondial » est une exigence indispensable pour tout parti national réellement léniniste et de combat. Et le seul parti mondial correspondant à ces caractéristiques est notre IVème Internationale. C'est pour cela que nous y sommes, et si nous n'y étions pas, nous ne serions pas un parti léniniste de combat. Etant donné que pour le camarade Germain ce n'est pas une des caractéristiques essentielles du parti révolutionnaire, il nous reste à lui demander pour quelle raison faut-il être dans la IVème Internationale ?

Toute cette discussion sur les caractéristiques et le rôle de nos partis nous amène à préciser les six points donnés par Camejo, en y ajoutant quatre caractéristiques spécifiques des partis léninistes-trotskistes. Mais avant de le faire, nous dirons que nous ne considérons pas comme une caractéristique de nos partis le fait qu'ils soient des organisations pour faire la révolution, pour la simple raison qu'elle est commune aux anarchistes, à Rosa Luxembourg et à Trotsky. Voyons ces quatre caractéristiques supplémentaires :

Première caractéristique : le parti utilise une analyse marxiste, scientifique, des rapports entre toutes les classes et de leur dynamique probable, avant de se donner une ligne politique pour l'étape, ainsi que sa stratégie, ses tactiques, sa propagande, son agitation, son programme et ses mots d'ordre. Cette analyse doit se synthétiser en définitions précises du caractère de l'étape. Le parti rejette les analyses ouvriéristes qui considèrent comme fondamentaux les rapports internes au mouvement de masses dans leur définition des étapes. Il rejette également les analyses économistes qui prétendent extraire essentiellement les caractéristiques de l'étape sur la base des processus se produisant dans l'économie bourgeoise. Il refuse enfin l'erreur d'analyse qui consiste à inverser le processus, se fixant d'abord une stratégie, ou se définissant d'abord sur ce que pense ou désire l'avant-garde, et imaginant ensuite une pseudo-analyse pour justifier cette stratégie. Pour faire l'analyse scientifique marxiste, le parti

utilise l'outil conceptuel le plus perfectionné du marxisme, la loi du développement inégal et combiné.

Seconde caractéristique : la politique du parti se dirige vers l'ensemble du mouvement de masses, sur tous ses secteurs, tout en reflétant les intérêts de la classe ouvrière et en faisant que celle-ci prenne la tête de la révolution. L'activité du parti doit se centrer sur le mouvement de masses et non sur son avant-garde. (Camejo signale cette caractéristique, mais ne souligne pas suffisamment le fait que le parti doit élever la classe ouvrière à la direction de la révolution). Cette politique a une théorie programmatique, celle de la révolution permanente, qui peut se résumer en une seule phrase: l'objectif du parti est de mobiliser la classe ouvrière et les masses en permanence et au moins jusqu'à la société socialiste. Le parti a un programme et une méthode, le Programme de Transition, qui peut se résumer aussi en une phrase : lancer les mots d'ordre qui mobilisent les masses contre les exploiters, à partir de leurs besoins et de leur niveau de conscience immédiats, et élever le niveau des mots d'ordre au fur et à mesure que la mobilisation elle-même hausse le niveau de conscience des masses et leur crée de nouveaux besoins, jusqu'aux mots d'ordre et à la lutte pour la prise du pouvoir.

Troisième caractéristique : l'objectif du parti au sein du mouvement ouvrier et de masses est de transformer les éléments d'avant-garde en militants professionnels, car c'est le seul moyen d'en faire des révolutionnaires trotskistes accomplis, puisque le travail aliénant les empêche d'atteindre ce niveau (pour des raisons physiques et psychologiques). Cet objectif par rapport à l'avant-garde répond à un autre objectif plus général : le parti doit avoir comme colonne vertébrale des militants professionnels, car faire la révolution doit être une activité pleine et entière, non un hobby ou une bonne oeuvre. Un parti léniniste trotskiste n'est pas composé de dilettantes, d'amateurs ou de membres de professions libérales, mais de militants professionnels dont la majeure partie doit provenir du mouvement de masses et essentiellement du mouvement ouvrier.

Quatrième caractéristique : le parti léniniste trotskiste se construit en tant que partie de la construction du parti mondial de la révolution socialiste. Le parti national et le parti mondial se construisent selon les règles du centralisme démocratique. La discipline la plus stricte doit exister au sein du parti, tout d'abord parce que son aspiration à diriger les masses dans leurs luttes contre les exploiters exige qu'il agisse comme un seul homme, sans la moindre hésitation, ensuite à cause de la lutte féroce qu'il doit aussi mener contre les appareils bureaucratiques ; tout cela faisant du centralisme une nécessité. Mais cette centralisation doit s'unir aux meilleures garanties démocratiques, car l'élaboration démocratique de la ligne politique est la seule garantie pour que s'expriment les besoins et le niveau de conscience du mouvement de masses, et parce que la discussion démocratique des résultats de l'application de la

ligne politique est la seule garantie pour que celle-ci soit rectifiée avec la même objectivité. La centralisation doit être également liée aux plus grandes garanties morales et de loyauté militante. Elle est également liée au prestige politique obtenu par la direction qui applique le centralisme, car celui-ci n'est pas un serment ou un engagement simplement moral, mais une conséquence politique. C'est pour cela que, moins la direction a de prestige, plus il faut de garanties démocratiques, la formule bipolaire de centralisme démocratique prenant des contenus différents selon les étapes de construction du parti léniniste trotskiste national et mondial et le renforcement de leurs directions.

Ces caractéristiques du parti léniniste-trotskiste se résument en une seule : le rapport existant, entre la mobilisation des masses et de la classe ouvrière et le parti révolutionnaire. Le mouvement ouvrier et de masses d'une part, le parti révolutionnaire de l'autre, sont les deux pôles essentiels du mouvement révolutionnaire. C'est sur ces deux pôles que la gauche européenne du début du siècle s'est divisée : Rosa Luxembourg et Trotsky pensaient que la mobilisation des masses était toute puissante ; Lénine n'est jamais allé jusqu'à penser que le parti était tout puissant, mais certains de ses disciples sont allés jusque là. Le mérite de Lénine fut de comprendre qu'un seul pôle, celui de la mobilisation de la classe ouvrière et des masses n'était pas suffisant, autrement dit qu'il était absolument indispensable qu'existe l'autre pôle : le parti.

Quand le reflux du mouvement ouvrier des pays industriellement développés et le « boom » économique

rendirent extrêmement difficile le travail révolutionnaire au sein du mouvement de masses, naquirent des tendances suivistes par 'rapport aux organisations bureaucratiques du mouvement ouvrier, qui affirmèrent que nous devions abandonner pour une longue période la tâche de construction du parti révolutionnaire. Nous avons alors combattu ces tendances, en revendiquant la nécessité de continuer la tâche centrale de construction du parti léniniste trotskiste.

Aujourd'hui, alors que commence la montée révolutionnaire la plus grande de l'histoire, naissent des conceptions petites-bourgeoises, subjectives, qui tendent à affirmer que le rôle fondamental appartient au facteur subjectif : l'avant-garde, l'organisation armée, l'héroïsme de ceux qui sont prêts à combattre. Contre ces conceptions subjectivistes de la révolution, il faut réaffirmer que le facteur décisif est la mobilisation des masses, et que ces mobilisations se font sur la base de profonds besoins objectifs, indépendamment de notre volonté. Mais nous réaffirmons également qu'il existe un rapport dialectique, dynamique, entre le mouvement de masses et le parti révolutionnaire, qui conditionne toute notre politique. Ce rapport détermine que le facteur décisif, la mobilisation de masses, est insuffisant à lui seul, que la nécessité d'un parti révolutionnaire qui dirige ces mobilisations est impérieuse. C'est pour cela qu'aujourd'hui, comme hier, nous poursuivons la seule stratégie qui se maintienne, même lorsque changent les conditions de la lutte de classes, la stratégie de mobilisation des masses et de construction du parti bolchevique, léniniste-trotskiste.

Chapitre VII - Des éléments révisionnistes dans les conceptions du camarade Germain

1) Mandel et Germain transforment les prémisses objectives de la révolution socialiste en prémisses subjectives

Toute la pensée économique du couple Mandel-Germain est imprégnée d'une idée : il y aurait actuellement une tendance vers l'augmentation absolue de la richesse consommée par les masses dans le monde entier. Cette situation économique bouleverse donc une des lois classiques de la lutte de classes : selon ces camarades, la lutte des masses ne s'oriente plus en fonction de la résolution d'une situation de misère insupportable (bas salaires, chômage), mais contre ceux qui dirigent les entreprises et contre le caractère aliénant de cette consommation massive des richesses produites.

Pour parvenir à ces conclusions, il est nécessaire de partir d'une prémisse : dans l'étape actuelle de développement du capitalisme et de l'impérialisme, les forces productives connaîtraient une importante avancée et ce sont elles qui permettraient cette augmentation absolue du niveau de vie des masses. Et même si le camarade Mandel ne le lie pas, en tant que prémisse, aux deux idées que nous avons exposées, il soutient effectivement qu'il existe bien un développement des forces productives.

Voyons maintenant la réalité. Comparons les idées de Mandel avec les positions de nos maîtres marxistes et les faits concrets, économiques et ceux de la lutte de classes de nos jours.

Dans son livre sur l'économie marxiste, Mandel insiste plusieurs fois sur ceci : « le phénomène de la paupérisation relative est, en effet, le plus typique du mode de production capitaliste » (Traité d'économie marxiste, Editions ERA, tome 2, p.138).

Autrement dit, par rapport à l'augmentation de la richesse de la société, la classe ouvrière est de plus en plus pauvre, mais sa situation s'améliore constamment par rapport à son niveau de vie passé. Sa démonstration du fait que Marx avait cette même position quant à la thèse sur la pauvreté croissante du prolétariat est très convaincante.

Mais Marx formula cette loi alors que le capitalisme était en plein développement, ses crises se produisant tous les dix ans pour quelques mois ou, tout au plus, un ou deux ans. Pour le camarade Germain, cette loi n'est pas modifiée par la nouvelle étape capitaliste, au contraire, sous l'impérialisme (c'est-à-dire le capitalisme en décomposition) elle se voit renforcée et prend toute son

ampleur. (Nous devons préciser que nous ne savons pas s'il se réfère ici à l'impérialisme en général ou à l'étape actuelle qu'il nomme « néo-capitalisme » ou « néo-impérialisme »).

Pour le camarade Mandel-Germain, le capitalisme actuel n'apporte pas seulement aux pays avancés l'augmentation absolue de richesse pour les masses, mais au monde entier. Mandel, dans son livre La théorie léniniste de l'organisation commence par dire :

« une des trois caractéristiques fondamentales de cette théorie est l'importance présente de la révolution pour les pays sous-développés à l'époque impérialiste » (p. 7).

Il précise ainsi qu'il parle de tous les pays du monde (même des pays arriérés) et continue :

« Dans la mesure où le néo-capitalisme cherche une nouvelle voie pour prolonger sa longévité en élevant le niveau de consommation de la classe ouvrière... »

Quelques lignes plus loin, il insiste pour que ne subsiste aucun doute :

« Dans la mesure où nous pensons que la barrière décisive qui entrave aujourd'hui la classe ouvrière, dans la voie de l'acquisition d'une conscience politique de classe, réside dans un degré moindre dans la misère des masses et l'extrême pauvreté de son environnement, mais dans une plus grande mesure dans l'influence constante de la consommation et de la mystification de la petite bourgeoisie et de la bourgeoisie... » ("Théorie léniniste de l'organisation", Editions del Siglo, p.60).

Si cette position concerne tous les pays du monde, la loi prend sa plus grande puissance pour les pays avancés :

« (...) le capitalisme n'est plus caractérisé définitivement par les bas salaires, ni par un grand nombre d'ouvriers au chômage » (ISR, Mandel, "Le débat sur le contrôle ouvrier", mai 1969, p.5).

« La Gauche », qui avec beaucoup d'honnêteté applique habituellement jusqu'à leurs dernières conséquences les positions théoriques du camarade Germain, tira les conclusions logiques de cette théorie : nous avons déjà cité

textuellement les paragraphes où elle dit que « l'impérialisme a de nouvelles perspectives » ; « une apparente libéralisation » et une « variante démocratique » pour l'Amérique latine.

Cette position des germainistes est une attaque sournoise et donc très dangereuse contre les prémisses objectives de la révolution socialiste dans cette étape impérialiste, telles que les ont précisées Lénine et Trotsky. C'est une révision totale de nos thèses que le camarade Germain a le droit de faire, mais à condition qu'il précise qu'il remet ainsi en cause le fondement même de la IIIème et la IVème Internationales.

Pour nos maîtres, il existe une série de lois du capitalisme en voie de développement, pendant son étape de libre échange, qui changent dans l'étape impérialiste, principalement à partir de la première guerre mondiale. Le premier changement fondamental, c'est que le capitalisme cesse d'être le moteur du progrès de l'humanité pour se transformer en facteur de régression, en obstacle insurmontable pour son développement. Cette nouvelle loi générale du régime capitaliste modifie toutes les autres lois et modes d'existence, à l'exception de celles qui participent de son essence exploiteuse, qui elles s'accroissent. Une des lois qui se modifie est celle concernant la misère : de relative (les masses consomment de plus en plus avec le capitalisme) elle devient absolue (elles consomment de moins en moins).

Pour ne pas accumuler les citations, nous en donnerons trois qui montrent que c'était bien la position de la IIIème et de la IVème Internationales :

« Les partis communistes ne doivent pas prendre en considération les capacités de survie et de concurrence de l'industrie capitaliste, ni la forme de résistance des finances capitalistes, mais l'extension de la misère que le prolétariat ne peut ni ne doit supporter ». ("Les quatre premiers Congrès de l'Internationale Communiste", Editions Maspéro, p.99).

« Les crises conjoncturelles, dans les conditions de la crise sociale de tout le système capitaliste, apportent aux masses des privations et des souffrances de plus en plus grandes. » (Transitional program for socialist revolution, Pathfinder, p.72).

« La contradiction fondamentale est celle entre les forces productives du capitalisme et le niveau de consommation des masses ». (Trotsky, "Writings" 1934, p.108).

Se référant à la possibilité d'une amélioration de l'économie nord-américaine Trotsky disait :

« Cela n'est absolument pas contradictoire avec notre analyse générale que le capitalisme malade, décadent, cause une misère croissante » (The Transitional Program, p. 151).

Par de nombreux écrits et déclarations, Trotsky en fait même une véritable campagne :

« Le capitalisme ne peut se maintenir debout qu'en abaissant le niveau de vie de la classe travailleuse » (Writings, 1933-34, p.74).

« Le capitalisme moribond est en banqueroute et il reste un seul recours à la classe dominante pour tenter de sortir de cette banqueroute historique : l'aggravation de la misère pour les masses travailleuses, la suppression de toutes les réformes jusqu'à la plus insignifiante, la suppression du régime démocratique ! » (Writings, 1934-35, p.21).

Passons de ces questions érudites à la réalité du monde capitaliste, afin de voir si les statistiques correspondent aux nouvelles lois germainistes sur l'augmentation de la consommation des masses travailleuses à l'échelle mondiale.

L'annuaire de la FAO de 1971 nous informe que 60% de l'humanité dispose de moins de 2200 calories par jour (et souffre donc de faim chronique étant donné que le besoin minimum est de 2700 calories) ; 13% en consomme entre 2200 et 2700, à la limite du famélique. Par rapport aux protéines, l'élément le plus important de l'alimentation, le tableau est encore plus désolant selon Josue de Castro : à part les Etats-Unis, le Royaume-Uni, l'Océanie, l'Argentine, l'Uruguay, le Canada, l'Allemagne, la Suède, la Suisse, la Norvège, le Danemark, la France, la Belgique, les Pays-Bas, l'Autriche et la Finlande, tout le reste du monde capitaliste (les deux tiers de la population) est en dessous des 40 grammes nécessaires par jour pour un développement normal de la vie. Le tableau s'assombrit encore si nous considérons l'Inde, l'Indonésie et le Pakistan qui ont moins de 7 g, c'est-à-dire six fois moins que le nécessaire vital.

Il nous faut simplement ajouter que, entre 1960 et 70, non seulement la situation ne paraît pas s'améliorer mais s'aggrave selon les statistiques de production (très difficiles à évaluer). En Inde par exemple, le rapport entre la production d'aliments et le nombre d'habitants a baissé de 3%, en Indonésie de 2%, entre les années 61-65 et 66-70. Il existe des chiffres semblables pour presque tous les pays arriérés du monde. Mais cette situation ne touche pas que les pays arriérés.

Nous devons reconnaître que les pays avancés ont bénéficié d'une augmentation du niveau de vie des masses travailleuses ces quinze dernières années, grâce au boom économique d'après-guerre. Mais peu de temps après que Mandel eut écrit les pages que nous avons citées, la loi de la misère absolue commençait à se manifester également dans ces pays. Même Mandel a été obligé de reconnaître en 69 qu'« on doit souligner que les conséquences de ces tendances inflationnistes, combinées à la guerre du Vietnam; ont eu pour résultat que, pour la première fois en trente ans, la croissance du revenu réel disponible de la classe ouvrière nord-américaine s'est arrêtée ».

« Dans ce monde où l'on massacre les affamés et les exploités pour les sauver du capital en actions et où les rentes de fortune, les primes à la paresse, représentent le quart des revenus nationaux - ce pays moderne où la dégradation des conditions de vie et de travail l'ont fait régresser en dix ans de la 10ème à la 24ème place dans le domaine de l'hygiène et de la santé publique. Ce pays paisible où chaque année deux millions de travailleurs meurent ou se blessent dans des accidents de travail, à cause de l'accélération infernale des cadences. Ce grand pays avancé, avec six millions de chômeurs, où l'augmentation du nombre de sans-travail dépasse certains mois les 200 000, où 47% des ouvriers sont bacheliers, où des centaines de milliers de diplômés ne trouvent nulle part à employer leurs capacités... » ("Ce que veut la Ligue Communiste", p.14-15).

Mandel peut dire tout ce qu'il voudra, que le capitalisme se caractérise essentiellement par « l'influence constante de la consommation », il lui faut quand même reconnaître que les chiffres disent exactement le contraire : le capitalisme se caractérise par une croissance absolue de la misère. Sous l'impérialisme, c'est-à-dire le capitalisme décadent, il existe dans le monde capitaliste de plus en plus de misère et de chômage.

Etant donné que pour le camarade Mandel toutes ces données n'ont aucune valeur, il maintient sa théorie de la paupérisation relative afin de fonder sa minimisation de la lutte contre la misère et le chômage. Et il maintient comme fondamentale la lutte contre la gestion capitaliste des entreprises et pour le contrôle ouvrier, bien qu'elle reste sans appui concret, comme suspendu en l'air. Parce que précisément la lutte de classes tire sa raison d'être de la misère et du chômage provoqués par la gestion capitaliste des entreprises, nous ne remettons pas en cause la gestion des entreprises « en soi » - et la classe ouvrière encore moins - mais ; pour son attaque contre le niveau de vie et l'emploi des travailleurs. (Par ailleurs, les marxistes « classiques » soutenaient que, tout en semant l'anarchie dans l'ensemble de la production, les capitalistes étaient l'efficacité par excellence dans la direction de chaque entreprise. Cette situation a peut-être changé, comme le dit Germain, mais nous doutons tout de même que les travailleurs se préoccupent de la plus ou moins grande efficacité, du capitalisme dans la direction des entreprises. Cela peut préoccuper tout au plus des secteurs de techniciens salariés et une partie des ouvriers hautement qualifiés.). Mais voyons ce que dit Mandel :

« Le capitalisme n'est pas définitivement caractérisé par les bas salaires ni par un grand nombre d'ouvriers au chômage. Il est caractérisé par le fait que ce capital, ces capitalistes dirigent des hommes et des machines » ("The debate on Worker's Control" : ISR, mai-juin 69, p. 5).

« Le capitalisme classique éduquait l'ouvrier pour qu'il lutte pour de meilleurs salaires et moins d'heures de travail dans ses usines. Le néo-capitalisme l'éduque à défier la

division du revenu national et l'orientation de l'investissement au plus haut niveau de l'économie dans son ensemble. » « Les questions de salaires et de réduction de temps de travail sont importantes, mais ce qui est encore plus important, ce sont les problèmes de la distribution du revenu et de savoir qui doit commander les machines, et qui doit déterminer l'investissement, qui doit décider que produire et comment le produire. » ("Workers under neo-capitalism" ISR, nov.-décembre 68, p. 12).

Traduit en langage militant de tous les jours, cela signifie que la lutte contre la misère et le chômage croissants (qui, par ailleurs, n'existe pas pour Mandel) est secondaire. Il est beaucoup plus important de remettre en cause, « en soi », la gestion capitaliste en tant que direction (et de plus, comme il le dit par ailleurs, de remettre en cause le caractère aliénant de la consommation).

Cela pose donc une question de caractère historique. Avant la première guerre mondiale, il y eut une montée encore jamais vue du niveau de vie des masses travailleuses. Mais aucun marxiste de l'époque (et parmi eux Lénine et Trotsky) n'a eu l'idée que ce phénomène changeait toutes les lois de la lutte de classes. Ils continuèrent à penser que les masses allaient se mobiliser à partir de leurs besoins immédiats créés par le système capitaliste. Les masses ont répondu à cette attente et ne se sont absolument pas mobilisées sur la question de savoir si la direction des entreprises était efficace ou non, ou si la meilleure consommation que leur permettait leur plus haut niveau de vie avait un caractère aliénant. Il est possible que cela aurait pu se passer, mais ni les masses ni les marxistes n'ont eu alors un Germain pour leur montrer cette voie.

Pour parler sérieusement, nous n'avons pas à chercher bien loin dans notre patrimoine théorique la réponse à cette orientation mandéliste. Voyons le Programme de transition. Est-ce un hasard si le premier mot d'ordre avancé est celui de l'échelle mobile des salaires et des heures de travail ? En aucune manière. Notre programme donne la base fondamentale de ce mot d'ordre :

« Dans les conditions du capitalisme en décomposition, les masses continuent à vivre la triste existence des opprimés qui, aujourd'hui plus que jamais, sont menacés par le danger d'être jetés dans l'abîme du paupérisme. Elles sont obligées de défendre leur morceau de pain car elles ne peuvent ni l'augmenter ni l'améliorer. Il n'est pas possible, ni nécessaire, d'énumérer les diverses revendications partielles qui découlent à chaque moment des circonstances concrètes, nationales, locales, professionnelles. Mais deux calamités économiques fondamentales, le chômage et la cherté de la vie exigent des mots d'ordre et des méthodes généralisés de lutte. » (Trotsky, "Transitional Program", p. 76).

Mais laissons les citations et revenons aux faits. Les masses travailleuses du monde se sont-elles mobilisées pour remettre en cause la gestion capitaliste des

entreprises et le caractère aliénant de la consommation ? Notre expérience argentine et latino-américaine nous indique que non. Elle nous montre même que les grandes mobilisations et les semi-insurrections urbaines sont devenues des luttes politiques ouvertes pour des tâches démocratiques, ou sont nées en tant que telles (comme les occupations en Uruguay après le coup d'Etat ou les mobilisations au Chili pour affronter la droite), ou encore se sont développées à partir de questions qui n'ont rien à voir avec les positions mandélistes mais tout à voir avec notre Programme de transition. C'est ce qui s'est produit dans le « cordobazo » déclenché par le « samedi anglais » ; dans la rébellion de Mendoza déclenchée par l'augmentation des tarifs d'électricité ; dans les grandes grèves enseignantes pour les salaires qui ébranlèrent la Colombie et le Pérou ; dans la grève, également pour les salaires, des ouvriers du pétrole au Vénézuéla, et dans d'innombrables luttes dans tout notre continent.

Dans les pays avancés, la thèse du camarade Mandel n'a pas eu plus de succès. Il semble qu'il y ait eu quelques luttes remettant en cause la gestion des entreprises, mais il nous reste un doute, faute d'informations, dans quelle mesure ces luttes n'avaient-elles pas pour objectif la diminution des cadences ou la suppression de sanctions disciplinaires, c'est-à-dire des revendications aussi éloignées de la théorie mandéliste que celles des grandes mobilisations du début du siècle pour la journée de 8 heures.

Mais voyons les mobilisations ouvrières les plus importantes de cette année 73. En Belgique, les dockers se sont battus pour des accords salariaux et de travail ; les ouvriers de Cockerill pour des augmentations de salaire ; ceux de la Fabrique nationale également ceux de AZKO pour la défense de l'emploi (avec les établissements de Hollande et d'Allemagne) ; ceux de la General Motors pour des augmentations, des primes et la réduction du temps de travail. En France, les travailleurs de Lip ont lutté pour défendre leur emploi ; ceux de Peugeot pour des augmentations et des primes salariales ; à Citroën, pour les classifications. En Angleterre, les routiers se sont mobilisés contre le chômage. En Italie, les travailleurs d'Alfa Romeo se sont battus pour des accords d'entreprise, etc...

Faut-il en ajouter d'autres ? Quoiqu'en dise le camarade Mandel, les masses travailleuses se mobilisent sur des problèmes objectifs causés par le régime capitaliste : la misère croissante (bas salaires et chômage). S'il ne nous croit toujours pas, nous lui suggérons d'aller à la porte d'une usine et de dire aux travailleurs qu'ils se trompent, que cette misère et ce chômage n'existent pas dans ce monde « néo-impérialiste ». Qu'il dise aux ouvriers qu'il faut lutter contre la mauvaise gestion des entreprises et contre l'aliénation par la consommation. Si Erich Fromm ou Marcuse travaillent dans cette usine, ils le suivront sûrement. Quelques techniciens préoccupés par ce problème le suivront peut-être également. Mais nous doutons qu'il puisse arriver à mobiliser l'ensemble des

travailleurs et à les mettre en cortège sous sa direction et ses banderoles.

Comment le camarade Germain parvient-il à formuler ces deux thèses, qui dans le fond n'en font qu'une, que sous l'impérialisme la richesse des masses a une croissance absolue et que donc la misère n'est pas le point de départ de notre orientation vers elles ? Il se passe que le camarade Mandel n'a pas compris le développement inégal et combiné de la loi de la misère absolue sous l'impérialisme. Il a été confondu principalement par l'observation particulière de ces lois dans les pays impérialistes d'après-guerre.

Nous pensons que l'économie européenne et nord-américaine a pu avoir ces 25 ans de splendeur, grâce à la combinaison de trois facteurs principaux. Le premier est la destruction impressionnante des forces productives (en hommes et en machines) résultant de la seconde guerre mondiale ; le second est la trahison du stalinisme qui permit la survie et la reconstruction capitaliste dans les pays d'Europe occidentale ; le troisième est l'exploitation des peuples coloniaux.

Pendant ces 25 ans, l'impérialisme en décomposition a construit une économie capitaliste d'Etat pour la contre-révolution mondiale. Il n'y a pas d'autre définition marxiste économique sérieuse pour l'étape que nous avons vécue depuis la fin de la guerre. Cette économie contre-révolutionnaire, basée sur la production d'armements pour écraser la révolution, combinée aux trois facteurs que nous venons de voir, a permis le développement des tendances qu'a soulignées Mandel-Germain : le développement technologique en tant que partie intégrante de la troisième révolution industrielle, l'appauvrissement relatif des travailleurs occidentaux (plus grande consommation).

Mais ces deux tendances allaient contre toutes les autres qui découlent de l'essence-même de l'étape impérialiste, et qui sont signalées par Lénine et Trotsky. Elles ont résisté pourtant grâce aux trois facteurs mentionnés, et grâce à l'énorme richesse (matérielle et intellectuelle) accumulée par le monde capitaliste pendant plusieurs siècles de domination.

Aujourd'hui, cette lutte entre tendances opposées - se synthétisant par une plus grande consommation des masses occidentales et une moins grande des masses coloniales - arrive à sa fin, à cause de l'économie contre-révolutionnaire et de l'épuisement des réserves et des capacités de manœuvres économiques de l'impérialisme. L'étape d'appauvrissement absolu, non relative, des masses occidentales commence. Les symptômes de cet appauvrissement absolu existent déjà depuis plusieurs années (santé, alimentation, accidents du travail, etc.), mais ils se cristallisent maintenant en se combinant avec l'étape de la lutte de classes dans les pays impérialistes.

Le camarade Mandel n'a pas compris ces conditions particulières qui ont fait que la loi de la misère croissante

se soit manifestée de manière absolue dans les pays arriérés et relative dans les pays avancés. Il n'a donc pas pu comprendre non plus que, prise comme phénomène d'ensemble, la loi restait celle que définissaient Lénine et Trotsky. Mandel a raisonné à l'opposé: de la réfraction particulière de la loi en Europe et aux Etats-Unis, il a tiré une nouvelle loi générale pour le monde entier et pour toujours, pour l'avenir du capitalisme. Une loi qui embellit le capitalisme impérialiste, puisque celui-ci accroîtrait la consommation des masses et transformerait la misère relative.

En formulant sa nouvelle loi révisionniste, le camarade Mandel nous laisse sans explication objective pour les révolutions triomphantes qui ont eu lieu dans les pays coloniaux et semi-coloniaux au cours de l'après-guerre. Car, comme l'explique bien la camarade Chen-Pi-Lan dans son document « The real Lesson of China on Guérilla Warfare », l'explication ultime de la révolution chinoise est liée à la situation objective des impérialismes. C'est précisément la loi de la misère croissante absolue qui explique la défaite de Tchang Kai Chek et la victoire de Mao, malgré la politique stalinienne, menchévique et funeste de ce dernier. Sans cette loi, on ne comprend pas non plus le pronostic de Trotsky sur la possibilité de gouvernements ouvriers et paysans provoqués par une crise sans issue de certains régimes bourgeois.

Mais la conséquence de ce révisionnisme total du trotskysme ne se limite pas aux pays arriérés. Avec cette loi de la misère relative, le camarade Mandel nous empêche de comprendre ce qui commence à se passer aujourd'hui en Europe et aux Etats-Unis. Et, ce qui est beaucoup plus grave, il nous empêche de nous donner une ligne de travail correcte pour les masses dans l'avenir, quand de plus en plus de mobilisations massives éclateront sur des problèmes objectifs créés par le système capitaliste et impérialiste à la classe ouvrière, sur la misère croissante. Si dans cette nouvelle étape qui commence, nous ne savons pas voir la réalité et continuons à dissenter sur des questions subjectives, telles que la gestion des entreprises et l'aliénation par la consommation, nous creuserons la tombe de la IVème Internationale.

Au commencement de ce chapitre, nous avons dit que pour développer cette révision des conceptions trotskystes, une prémisse était nécessaire: celle de l'existence d'une étape de développement des forces productives sous l'impérialisme. Et le camarade Mandel est effectivement un défenseur inlassable de cette prémisse, bien qu'il ne la prenne pas en tant que telle, puisqu'il ne la lie pas à ses inévitables conséquences économiques et politiques (qu'il défend également).

Sur ce terrain, la conception mandéliste est également une révision du trotskysme et du léninisme. Rappelons quelques phrases du Programme de transition:

« Les forces productives de l'humanité ont cessé de croître. Les nouvelles inventions et les nouveaux progrès

techniques ne conduisent pas à un accroissement de la richesse matérielle » (p.72).

Tout en délaissant la théorie simpliste des lambertistes, qui s'en tiennent à la lettre de la définition donnée par Trotsky pour ne pas reconnaître que s'est produite une troisième révolution industrielle, nous devons signaler que, dans son sens profond, cette définition est réelle.

Mandel a le mérite intellectuel d'avoir été un des meilleurs exposants de l'existence et de l'influence de la troisième révolution industrielle. Mais il a extrapolé de ce fait un changement des lois de base du trotskysme.

Les forces productives, prises dans leur ensemble, sont formées par trois éléments: les matières premières du travail (dont la source essentielle est la nature), les outils et la technique, l'homme. Pour Marx, le facteur principal est l'homme et c'est pour cela qu'il a qualifié l'homme de principale force productive. Nous pourrions dire que la nature et l'homme sont deux pôles essentiels du développement des forces productives, la technique et les outils étant le moyen de relation entre les deux.

Le capitalisme, dans son époque de développement, provoqua un progrès colossal des forces productives, parce qu'il signifia précisément un enrichissement total de l'ensemble de ces forces: une meilleure domination de la nature, un énorme développement de la technique et des machines, une plus grande consommation et un enrichissement global de l'homme, de la société. Le capitalisme en décomposition, l'impérialisme, a provoqué une contradiction aiguë au sein du système des forces productives: destruction systématique de la nature et de l'homme en contradiction avec la troisième révolution industrielle. Le problème écologique (qui préoccupe tant les scientifiques qui constatent la destruction de la nature) d'une part, la faim chronique et les guerres d'autre part, amènent à une destruction systématique de la nature comme de l'homme.

Mandel ne prend pas en compte l'origine théorique de son révisionnisme. Mais la raison méthodologique est la même que celle que nous avons montrée dans tout le chapitre antérieur et qui explique ses prévisions systématiquement erronées. En donnant autant d'importance à l'augmentation de la consommation des masses et à la troisième révolution industrielle, sans signaler ses aspects les plus négatifs ni sa dynamique, Mandel ne fait que transposer dans notre mouvement la conception et la terminologie des théoriciens du capitalisme dans l'étape actuelle, les théoriciens de la société de consommation. Comme Mandel, ils parlent de néo-capitalisme et de néo-impérialisme.

Il est vrai que Mandel combat ces tendances théoriques au nom de la révolution socialiste et de notre mouvement, mais il le fait en acceptant leurs prémisses théoriques qui se retournent contre lui. Les théoriciens du capitalisme disent: « Les forces productives poursuivent leur avancée,

les masses consomment de plus en plus, par conséquent il n'y aura pas de révolution. » Mandel dit : « Les forces productives poursuivent leur avancée, les masses consomment de plus en plus, faisons la révolution en centrant notre action sur les problèmes subjectifs que crée le capitalisme. »

Nous, nous disons : « Les forces productives ne se développent plus, les masses sont misérables ou vont vers une misère absolue, ce sont les bases objectives pour faire la révolution. »

2) Une interprétation phénoménologique du Programme de transition

Dans la « Phénoménologie de l'esprit », son premier livre important, Hegel construisait le monde à travers le développement de la conscience, ce n'était pas le développement du monde qui donnait naissance aux différentes étapes de la conscience, mais le contraire, ce sont celles-ci qui donnaient naissance au monde. Le camarade Germain nous fait une interprétation analogue de notre Programme de transition. Pour lui, nos mots d'ordre ne découlent pas des besoins les plus profonds des masses, ils ne se classifient pas en fonction du type de besoins du mouvement des masses auxquels ils répondent, et ne s'utilisent pas selon la mobilisation objective qu'ils provoquent. Selon Germain, les mots d'ordre se définissent et s'utilisent sur la base de leur capacité à élever ou non le niveau de conscience des masses. Voici ce qu'il dit :

« En d'autres termes, la fonction du programme de transition ne se limite pas à avancer des revendications « liées au niveau de conscience présent » des masses, mais tend à changer ce niveau de conscience en fonction des besoins objectifs de la lutte de classes. » « Ce qui est transitionnel par rapport aux revendications transitoires, c'est précisément le mouvement d'un niveau de conscience donné à un autre plus élevé, et non une simple adaptation au niveau donné. » ("En défense du léninisme...", p.94).

Donc, selon le camarade Germain, ce qui caractérise les mots d'ordre transitoires, c'est qu'ils élèvent le niveau de conscience des masses. Et cette caractéristique est ce qui les différencie des mots d'ordre démocratiques et minima (Germain dit « immédiats ») car ceux-ci ne le font pas.

Comment Germain parvient-il à cette interprétation ? Rappelons que, comme nous l'avons vu dans le sous-chapitre antérieur, selon lui l'impérialisme n'apporte pas une misère croissante absolue, des salaires de plus en plus bas et de plus en plus de chômage aux masses travailleuses, et qu'il tend même à se libéraliser. Par conséquent, il ne crée pas les causes objectives - ou plus simplement les besoins matériels ou de type démocratique - qui amènent les masses à se mobiliser. Pour un marxiste, cette situation (si elle était réelle) signifierait la fin des possibilités de mobilisation révolutionnaire des masses. Mais, comme Germain veut toujours rester révolutionnaire, même au risque de ne plus être marxiste, il doit chercher un autre type de motivation pour faire la révolution. Et il découvre ainsi les causes subjectives, des espèces de conflits psychologiques produits chez un travailleur par l'inefficacité de la gestion

capitaliste des entreprises ou le caractère aliénant de la consommation. Et ces questions sont bien évidemment des problèmes de « conscience ».

Cette conception amène Germain à son interprétation particulière du Programme de Transition, car il a précisément besoin d'un programme qui soit centré sur les différentes « consciences ». Mais malheureusement il se trouve que le Programme de transition est lié aux besoins des masses, qu'il part de ces besoins et du niveau présent du mouvement des masses, dans l'objectif de leur mobilisation révolutionnaire.

Comme Germain désire également rester trotskyste, il ne lui reste plus qu'à réviser totalement notre programme. Et c'est ainsi qu'il en fait l'interprétation phénoménologique : il fait découler, classifie et propose que les mots d'ordre soient utilisés en fonction du « niveau de conscience » et non en fonction des besoins objectifs du mouvement des masses, ni de la mobilisation objective qu'ils provoquent.

Cette interprétation germainiste des mots d'ordre et du programme de Transition nous enlève dans des contradictions insolubles (et ce n'est pas un hasard car le révisionnisme se caractérise par la déformation d'une théorie sans oser rompre avec celle-ci et, restant à moitié chemin, il se débat dans une multitude de contradictions et d'incohérences). Voyons-en quelques exemples :

Germain nous dit que les mots d'ordre transitoires sont ceux qui élèvent le niveau de conscience, mais un des mots d'ordre fondamentaux qui amena les bolchéviks au pouvoir fut la revendication démocratique de nationalisation et redistribution des terres. Si ce mot d'ordre est démocratique, il n'a donc pas « élevé le niveau de conscience ? » Et s'il l'a élevé est-ce toujours un mot d'ordre démocratique ?

Trotsky affirmait la nécessité de consacrer tous nos efforts à la formation d'un parti ouvrier aux Etats-Unis. Il est évident que la rupture des ouvriers américains avec un parti bourgeois comme le parti démocrate aurait signifié une élévation de leur niveau de conscience. Selon Germain, un « parti ouvrier » serait donc un mot d'ordre transitoire ; mais Trotsky s'est chargé de préciser que c'était une revendication démocratique non transitoire.

Pour démêler ce fatras, il nous faut savoir quels critères suivre afin de définir les mots d'ordre qui se combinent

avec notre programme de transition. Contrairement à Germain, qui les définit sur la base du niveau de conscience, le trotskysme les définit par le rôle qu'ils ont rempli et qu'ils remplissent dans le développement du mouvement de masses. La mobilisation des masses a toujours un objectif concret: satisfaire des besoins créés par la structure sociale. C'est cette mobilisation permanente des masses, s'affrontant à chaque époque aux nouveaux besoins nés de la société de classes, qui crée de nombreux mots d'ordre qui s'alternent pour diriger la mobilisation, tout en se combinant. C'est très simple, un mot d'ordre est l'expression écrite ou orale d'un besoin pour lequel se mobilisent les masses à un moment donné. Les travailleurs souffrent de la faim, le mot d'ordre est « Augmentation des salaires ! » : seule une minorité a des droits politiques : « Suffrage universel ! » ; Kérensky est incapable de résoudre les problèmes de paix, du pain et de la terre : « Tout le pouvoir aux soviets ! ».

Chaque époque historique a créé de nouveaux besoins au mouvement des masses, ces besoins furent envisagés avec des mots d'ordre nouveaux, c'est-à-dire de nouvelles solutions à de nouveaux problèmes. C'est pour cela que, contrairement à la définition phénoménologique par niveaux de conscience que fait Germain, le trotskysme classe les revendications en fonction des besoins du mouvement des masses auxquels ils répondent. Cette classification est donc objective et historique.

Les revendications démocratiques sont celles que le peuple a obtenues au cours de l'époque des révolutions démocratiques bourgeoises : élections, suffrage universel, formation, droit à la langue nationale, école pour tous, liberté de presse, de réunion et d'association, de formation des partis politiques et, fondamentalement, indépendance nationale et révolution agraire.

Cette époque historique fut suivie par le début de l'époque impérialiste où la classe ouvrière commença à organiser les syndicats et les partis ouvriers, gagna les 8h, la légalité des syndicats, la limitation du travail de nuit et d'autres revendications partielles. Ce sont là précisément les revendications minima ou partielles. C'est ainsi que Trotsky les définit, en faisant la critique du programme immédiat du stalinisme français qui n'avancait que ce type de mots d'ordre :

« La lutte pour les revendications immédiates a comme tâche de soulager la situation des travailleurs ». (Trotsky, "Où va la France", p.63).

Ensuite vint l'époque que nous vivons actuellement, celle de la révolution socialiste, de la transition du capitalisme au socialisme. Pendant cette étape de transition, la classe ouvrière au pouvoir imposera un ensemble de mesures afin de garantir le niveau de vie et de travail de la classe ouvrière et des secteurs exploités : échelle mobile des salaires et des heures de travail, contrôle ouvrier de la production, nationalisation totale de l'industrie, du commerce extérieur et des banques, planification de

l'économie, etc... Ce sont des revendications supérieures au capitalisme, elles sont déjà socialistes. Trotsky les pose ainsi :

« Je pense qu'en principe, ce mot d'ordre (échelle mobile des salaires et des heures de travail) sera adopté. Que signifie-t-il ? Il s'agit en réalité du système de travail dans la société socialiste. Le nombre total des heures divisé par le nombre total des ouvriers. Mais si nous présentons tout le système socialiste, il apparaîtra comme une utopie, importé d'Europe pour l'américain moyen. Nous le présentons comme une solution à cette crise, comme devant assurer leur droit à manger, boire, vivre dans un logement décent. C'est le programme du socialisme, mais sous une forme très simple et populaire. » (Trotsky, "Writings" 38-39, p.44).

En résumé, nous pouvons dire que notre programme regroupe traditionnellement trois types de mots d'ordre : démocratiques (arrachés par et pour le peuple à l'époque de la montée du capitalisme), minima ou partiels (arrachés par et pour la classe ouvrière au début de l'époque impérialiste) et transitoires (qui répondent aux nouveaux besoins du mouvement de masses à cette étape de décadence impérialiste et de transition vers le socialisme).

En 1958, notre parti formula à la Conférence de Leeds la thèse selon laquelle il y a un quatrième corps de mots d'ordre qui sont également partie intégrante du Programme de transition. Ces revendications ont également une origine historique et objective : elles sont une conséquence déformée de la décadence impérialiste qui s'est manifestée au sein du mouvement ouvrier organisé et au sein du premier Etat ouvrier, en tant que dégénérescence bureaucratique, et a créé pour la classe ouvrière la nécessité de lutter contre cette dégénérescence.

La lutte des masses contre la caste bureaucratique est une lutte interne au mouvement ouvrier et de masses, elle n'a rien à voir avec la structure du régime capitaliste et impérialiste mais avec la structure organisationnelle du mouvement ouvrier. Les mots d'ordre pour cette lutte peuvent être regroupés d'une manière sommaire sous le générique de révolution politique, puisque l'expression la plus importante de ce groupe de mots d'ordre est celle de la révolution politique en URSS. « Dehors la bureaucratie des organisations du mouvement des masses et des soviets ! », « Vive la démocratie soviétique ! » sont certains de ces mots d'ordre. Ils ne prennent pas seulement leur sens en URSS et dans les Etats ouvriers déformés mais aussi au sein des Etats capitalistes, comme une réfraction particulière de cette dégénérescence dans les organismes du mouvement ouvrier du monde capitaliste, et de la nécessité de la combattre par des mots d'ordre généraux et spécifiques.

Par cette classification en catégories de mots d'ordre démocratiques, minima ou partiels, transitoires et de révolution politique, nous avons démêlé la confusion créée par le camarade Germain par sa classification

phénoménologique selon les niveaux de conscience. Nous devons maintenant nous sortir d'un autre fatras, celui des mots d'ordre immédiats et à plus long terme.

Germain et d'autres camarades mettent un signe égal entre mots d'ordre minima ou partiels et mots d'ordre immédiats. Mais qu'est-ce que veut dire immédiat ? Cela signifie actuel, présent, et c'est l'opposé du plus long terme, de ce qui n'est pas posé dans le présent, mais dans un futur indéterminé. Les mots d'ordre immédiats seraient ceux que le parti peut avancer tout de suite pour la mobilisation des masses, et les autres ceux qui ne peuvent être avancés que dans une autre étape historique à venir, plus avancée du mouvement des masses.

Assimiler les mots d'ordre immédiats aux minima est une mauvaise interprétation de certaines citations de Trotsky, tirées hors de leur contexte. Par exemple, dans la citation que nous avons donnée, il est dit: « la lutte pour les revendications immédiates a pour tâche de soulager la situation des travailleurs ». Trotsky s'y réfère pour critiquer quelque chose de très concret : le programme immédiat du stalinisme français d'alors. C'est pour cela qu'il n'y a pas de contradiction quand, quelques lignes auparavant, il affirme catégoriquement que, pour cette situation, « la revendication la plus immédiate doit être l'expropriation des capitalistes et la nationalisation (socialisation) des moyens de production » (Où va la France, p.62). Trotsky ne parle de mots d'ordre immédiats dans le même sens que minima que lorsqu'il se réfère aux programmes de la bureaucratie stalinienne ou des socialistes. Normalement, il utilise la classification que nous venons de donner.

« Dans la mesure où les revendications partielles (minima) des masses entrent en conflit avec les tendances destructives et dégradantes du capitalisme décadent - et cela arrive à chaque pas - la IVème Internationale prône un système de revendications transitoires, dont le sens est de se diriger de plus en plus ouvertement et résolument contre les bases du régime bourgeois » ("Programme de transition", Accion obrera, p.16).

En lisant attentivement (et en toute bonne foi) Trotsky, il ne reste aucun doute à ce sujet. Cependant le camarade Germain insiste sur le fait qu'il y a « d'une part les mots d'ordre transitoires » et d'autre part les mots d'ordre « démocratiques ou immédiats ». Et pour le camarade Germain, ce n'est pas une simple erreur de lecture de Trotsky, c'est le résultat de son interprétation phénoménologique du Programme de transition. Comme pour lui les mots d'ordre se divisent entre ceux qui élèvent le niveau de conscience et ceux qui ne le font pas, les mots d'ordre du passé (démocratiques, minima ou partiels) n'élèvent pas le niveau de conscience, car ils sont déjà intégrés dans la conscience des masses grâce aux luttes du passé. Selon le camarade Germain, parler à un ouvrier de la journée de 8 h, des syndicats, des libertés démocratiques, n'élève pas son niveau de conscience, car tout le monde connaît déjà cela.

Par contre les mots d'ordre transitoires qui parlent d'un futur socialiste que la classe ouvrière n'a pas vécu, qu'elle ne connaît pas, élèvent le niveau de conscience. Par conséquent, dans la conception intellectuelle et professorale qu'a le camarade Germain de la lutte de classes, les mots d'ordre minima son immédiats car il n'y a pas nécessité de les expliquer, puisqu'ils sont déjà connus. Et ceux qui ne sont pas encore connus, les revendications du socialisme, ceux que nous devons expliquer aux travailleurs afin qu'ils les reprennent et qu'ils luttent, ne sont pas immédiats, ils sont transitoires.

Une fois de plus, les besoins concrets du mouvement des masses n'ont rien à voir avec ces définitions. Selon Germain, si nous ne perdons pas de temps à les expliquer (à élever le niveau de conscience), les mots d'ordre sont immédiats. Si nous devons les expliquer, ils sont transitoires.

Si le camarade Germain avait pensé comme un marxiste (et non comme un phénoménologue), au lieu de semer autant de confusion, il aurait recherché l'origine de cette classification des revendications en immédiates et non immédiates, dans l'histoire du mouvement des masses. Et il y aurait trouvé que c'est le développement même du mouvement des masses qui a détruit cette division.

Pendant l'époque de la social-démocratie, les mots d'ordre directement socialistes n'étaient pas posés par la réalité objective, car le capitalisme n'était pas encore décadent et en décomposition. Il y avait donc deux programmes, le programme minimum ou partiel et le programme socialiste. Le premier était le programme des luttes présentes, actuelles d'alors, « immédiates »; le second était le programme pour un futur à venir. Dans ce sens (et c'est ainsi que l'emploie Trotsky), on pouvait parler à cette époque-là de revendications immédiates que le parti se proposait d'obtenir - et qui consistaient essentiellement en exigences démocratiques et minima - et de revendications pour le futur - non posées par le présent, les mots d'ordre socialistes.

Mais le Programme de transition est né précisément parce que les mots d'ordre socialistes, essentiellement la prise révolutionnaire du pouvoir par le prolétariat, devenaient les mots d'ordre les plus urgents et les plus immédiats, lorsque le capitalisme est entré en décomposition, dans son étape impérialiste. L'ancien programme maximum se transforme en programme immédiat, sans que les anciens mots d'ordre minima et démocratiques perdent de leur actualité, de leur caractère immédiat. Il se produit alors une combinaison de tous les mots d'ordre d'époques historiques distinctes de l'humanité, avec les revendications actuelles, objectives et subjectives de la mobilisation des masses.

Trotsky a dit de nombreuses fois que cela constituait l'essence même de la révolution permanente et du Programme de transition :

«Entre le programme minimum et le programme maximum (des social-démocrates) s'est établie une continuité révolutionnaire. Ce n'est pas la question d'un instant, d'un jour ou d'un mois, mais de toute une époque historique.» ("The Permanent Revolution", Pathfinder Press, 1972, P.210).

«La thèse politique marxiste doit être la suivante : « Tandis que l'on explique constamment aux masses que le capitalisme en putréfaction n'a pas la possibilité d'alléger sa situation, ni même de maintenir le niveau de misère habituel, tandis qu'est posée ouvertement face aux masses la révolution socialiste comme la tâche immédiate de nos jours, tandis que les travailleurs se mobilisent pour la conquête du pouvoir, tandis que la défense des organisations ouvrières se fait à l'aide de milices ouvrières, les communistes ne doivent perdre aucune occasion pour exiger en même temps telle ou telle concession partielle à l'ennemi, ou au moins d'éviter la menace à venir contre le niveau de vie des travailleurs. » » ("Où va la France", p.66).

Et pour terminer avec les citations, voici celle où Trotsky se réfère à la révolution dans les pays arriérés :

« En arrivant au gouvernement, non comme des otages impuissants, mais en tant que force directrice, les représentants du prolétariat effacent par-là même les frontières entre le programme minimum et le programme maximum, ils mettront le collectivisme à l'ordre du jour. » ("The Three Conceptions of the Russian Revolution", Writings, 38-39, p.116).

Il est donc clair que toutes ces revendications sont de nos jours, actuelles, immédiates, et c'est précisément ce caractère immédiat que toutes les revendications de notre Programme de transition ont en commun, les démocratiques, minima ou partielles comme les transitoires et celles de la révolution politique.

Le fait que ces quatre types de revendications soient tous posés de manière immédiate n'est donc pas déterminé par des phénomènes de conscience mais par la situation objective de la société et par le développement du mouvement des masses. Cela signifie que l'impérialisme en décomposition entraîne de plus en plus de misère pour les masses travailleuses et crée la nécessité de lutter contre cette misère, mettant à l'ordre du jour (rendant « immédiats ») les mots d'ordre minima ou partiels. Si l'impérialisme fait régresser les conquêtes démocratiques obtenues à des époques antérieures, s'il recourt à des dictatures fascistes ou bonapartistes, il met à l'ordre du jour (rend immédiats) les mots d'ordre socialistes (transitoires), essentiellement celui de la prise du pouvoir par la classe ouvrière. Si la décadence impérialiste provoque le phénomène de la dégénérescence bureaucratique des organismes du mouvement ouvrier et des Etats ouvriers, il met à l'ordre du jour (rend immédiats) les mots d'ordre de la révolution politique.

Le Programme de transition est justement le programme qui combine toutes ces revendications pour la mobilisation actuelle, immédiate des masses, car c'est une nécessité pour les masses de lutter pour toutes ces revendications à la fois ; il les combine selon la situation concrète et les oriente toutes vers la prise du pouvoir par la classe ouvrière.

Mais le fait que ces quatre types de mot d'ordre se combinent dans notre programme, et le fait qu'ils soient tous posés de manière immédiate par la mobilisation des masses ne signifie pas que n'importe quelle combinaison de mots d'ordre soit correcte. Pour trouver le programme adéquat à chaque situation concrète de la lutte de classes, il faut tenir en compte deux facteurs : le pays dont il s'agit (sa situation économique et politique), et la mobilisation concrète dans laquelle nous allons intervenir. Nous nous arrêterons sur le premier facteur dans un autre chapitre, mais il faut d'abord noter que les pays arriérés sont plus concernés par les revendications démocratiques et minima, et que dans les pays avancés les revendications transitoires ont plus de poids (sauf dans les pays où existent des formes bonapartistes ou fascistes de gouvernement, auquel cas passent également au premier plan les revendications démocratiques et minima). Voyons maintenant le lien entre notre programme, nos mots d'ordre et les mobilisations concrètes dans lesquelles nous devons mener notre activité pratique quotidienne.

Selon le phénoménologue Germain, il faut donner une importance fondamentale aux revendications transitoires, car ce sont elles qui élèvent le niveau de conscience. Nous avons vu dans un sous-chapitre antérieur que pour lui : « les questions de salaire et de réduction du temps de travail sont importantes, mais ce qui est beaucoup plus important c'est qui doit décider que produire et comment le produire ».

Selon Trotsky, il faut utiliser le mot d'ordre, ou la combinaison de mots d'ordre adaptés à la mobilisation concrète dont il s'agit, afin de la développer vers la prise du pouvoir par la classe ouvrière. Ce n'est que mis dans le contexte de la lutte de classes que les mots d'ordre prennent vie et, par conséquent, chaque mot d'ordre peut avoir des résultats différents suivant telle ou telle situation historique.

Dans le développement vivant de la mobilisation des masses, des mots d'ordre minima peuvent avoir des conséquences transitoires et des mots d'ordre transitoires peuvent avoir des conséquences minima. Le caractère historique de la définition du mot d'ordre (c'est-à-dire du besoin du mouvement des masses qu'il exprimait au moment où il est né) ne donne pas à celui-ci des propriétés supérieures à la lutte de classe. Au contraire, c'est la mobilisation permanente de la classe ouvrière et des masses travailleuses qui donne sa signification au mot d'ordre. Et cette contradiction entre le caractère historique des mots d'ordre et leurs conséquences lorsqu'ils sont

appliqués à une mobilisation concrète des masses, apparaît dans de nombreux exemples. Voyons-en quelques uns :

Le mot d'ordre de paix (ou de pain) de la Révolution russe eut des conséquences transitoires, il servit à mobiliser les masses vers la prise du pouvoir et la révolution socialiste, car l'impérialisme en crise ne pouvait pas faire cette concession. Mais ce mot d'ordre, « en soi », était minimum.

Il se passe la même chose avec le mot d'ordre de prédilection du camarade Germain, le contrôle ouvrier. Trotsky a montré comment, si ce mot d'ordre est utilisé par les directions bureaucratiques, il se transforme en un outil du régime capitaliste et n'a pas de conséquence transitoire. S'il y a une grève générale, comme celle du Mai français, et que nous avançons le contrôle ouvrier comme mot d'ordre central, il devient contre-révolutionnaire bourgeois ou réformiste bureaucratique, car il fait dévier les masses de ce qui est objectivement posé par la grève générale, il les éloigne du problème du pouvoir qui est bien supérieur au contrôle ouvrier.

Le mot d'ordre de contrôle ouvrier comme les combinaisons tactiques adéquates de mots d'ordre de pouvoir (gouvernement ouvrier, Assemblée constituante, etc.) sont des revendications transitoires. Mais le résultat de l'application de l'un ou des autres, dans un cas comme celui-ci, ne peut être plus frontalement opposé.

Tout comme il ne comprend pas la classification des mots d'ordre sur la base de critères objectifs, le camarade Germain ne comprend pas que tous les mots d'ordre sont immédiats du fait des besoins objectifs du mouvement des masses, besoins créés par la décadence impérialiste, et il peut encore moins comprendre que ce même critère objectif est celui qui doit prévaloir dans leur application. Il continue avec ses fameux « niveaux de conscience ».

Pour nous, si des mots d'ordre sont utiles pour la mobilisation des masses, pour les rapprocher de la prise du pouvoir, ce sont les meilleurs, quel que soit leur « contenu historique », car ils se combinent avec le mot d'ordre de transition fondamental : la prise du pouvoir par le prolétariat. Si les mots d'ordre éloignent les masses de cette tâche actuelle, immédiate, ils sont mauvais, même s'ils sont transitoires à la énième puissance.

Ce n'est qu'après avoir précisé la classification des mots d'ordre, la signification du programme de transition et la détermination des critères de leur application à la lutte de classes, que nous pouvons passer au grand problème qui préoccupe le camarade Germain, le problème du niveau de conscience.

Le problème de la conscience a effectivement une énorme importance. Nous pensons comme le camarade Germain que c'est une tâche essentielle de notre activité que d'élever le niveau de conscience du mouvement ouvrier. Ce que nous avons remis en cause, c'est la place de cette

conscience par rapport à la définition des mots d'ordre et à leur utilisation. Et ce que nous remettons en cause également, c'est la définition même de conscience qu'il donne (implicitement) dans sa conception.

Le camarade Germain conçoit la conscience comme un facteur indépendant, presque autonome. Pour nous, la conscience est un produit, elle est subordonnée à la lutte de classes, elle est conditionnée par elle, c'est le reflet du niveau atteint par la mobilisation des masses. Nous pouvons dire que la conscience est l'expression subjective d'un phénomène objectif, celui de la lutte de classes.

Nous ne nions pas la conscience, nous la situons, en faisant primer le facteur objectif : la mobilisation des masses.

Quel est le rapport de tout cela avec les mots d'ordres ? C'est très simple, nos mots d'ordre doivent partir du niveau des mobilisations de masses (qui exprime leur conscience immédiate des besoins qu'elles ont) pour tenter de l'élever à un niveau supérieur de mobilisation (qui s'exprimera par un niveau supérieur de conscience). Par exemple, s'il y a des luttes pour des augmentations de salaire dans de nombreuses entreprises, nous devons partir de ce niveau de mobilisation et de conscience immédiat (nous avons besoin de meilleurs salaires), pour essayer de l'élever vers la grève générale pour une augmentation générale. Si nous réussissons à déclencher la grève générale, celle-ci entraînera les masses dans un affrontement d'ensemble contre le régime capitaliste (si celui-ci ne peut pas accorder cette augmentation) et créera pour le mouvement des masses le besoin d'une réponse politique (inévitablement transitoire) à laquelle nous devons répondre par un mot d'ordre de pouvoir, de transition.

C'est ici un schéma linéaire, cela ne se produira pas ainsi dans la lutte de classes réelle, mais ce schéma nous est utile pour expliquer de manière pédagogique au camarade Germain le rapport direct des mots d'ordre avec le niveau de mobilisation des masses et indirect avec leur niveau immédiat de conscience.

La conscience des masses se développe de cette manière, elles apprennent par leur propre mobilisation à partir des besoins dont elles ont déjà conscience. L'étape de décadence impérialiste et de transition vers le socialisme pose la révolution socialiste comme une nécessité immédiate pour les masses. Mais elle le pose dans un sens historique, pour toute cette étape, qui va de la révolution russe jusqu'à la victoire finale de la révolution mondiale. Elle ne le pose pas au commencement d'une mobilisation dans un pays, mais comme une nécessité pour cette mobilisation si elle se transforme en mobilisation permanente. Notre effort doit se centrer précisément sur le fait de donner un caractère permanent aux mobilisations des masses, car ce n'est qu'ainsi qu'elles s'élèveront à la conscience supérieure de la nécessité de prendre le pouvoir au moyen de la révolution socialiste.

En résumé, le seul moyen d'élever le niveau de conscience des masses est celui de la mobilisation. Nos mots doivent servir à élever toute mobilisation à un niveau supérieur, créant ainsi la nécessité de nouveaux mots d'ordre plus avancés, jusqu'à la nécessité (et le mot d'ordre) de la prise du pouvoir et de la révolution socialiste, et cela dans un processus permanent.

Tenter de remplacer ce processus objectif (à travers la mobilisation permanente) d'élévation du niveau de conscience des masses vers la conscience supérieure de la nécessité de la prise du pouvoir, par la propagande (parlée, écrite ou « d'actions exemplaires ») du parti autour de mots d'ordre qui, en eux-mêmes, miraculeusement, élèveraient le niveau de conscience, est un délit de « lèse-trotskyisme ». Trotsky disait :

« Toute tentative de sauter des étapes réelles, objectivement conditionnées dans le développement des masses, est de l'aventurisme politique. » ("The Permanent Revolution.", p.241).

Et cette tentative est faite par le camarade Germain, du point de vue théorique, comme conséquence de la révision qu'il fait de notre programme. (Nous verrons plus loin que

le camarade Germain s'engage effectivement dans « l'aventurisme politique »).

Ce révisionnisme a ses racines dans la manie constante de Germain à vouloir séparer l'objectif du subjectif et à faire primer ce dernier. nous l'avons vu croire dur comme fer aux plans « subjectifs » de l'impérialisme ou de la bureaucratie soviétique et cela l'a amené à faire des prévisions erronées. Nous l'avons vu découvrir les bontés de l'impérialisme qui développerait les forces productives et satisferait de mieux en mieux les besoins des masses, et il en a déduit que les masses ne se mobiliseraient plus à cause de la misère, mais pour des conflits « subjectifs » créés par le capitalisme. Et nous la voyons maintenant, suivant fatalement les lois de la logique, qui sont inflexibles, soutenir que notre programme, ses mots d'ordre et leur utilisation n'ont rien à voir avec les besoins des masses, ni avec le déroulement concret de leur mobilisation, mais avec des questions de conscience, encore une fois des questions « subjectives ». Ce n'est déjà plus le révisionnisme de quelques aspects partiels du marxisme, c'est le révisionnisme des bases-mêmes du matérialisme historiques.

3) Germain remet en cause la révolution permanente dans les pays avancés

La théorie-programme de la révolution permanente est l'axe du Programme de transition. Elle est liée à la mobilisation du mouvement des masses et à nos objectifs marxistes révolutionnaires par rapport à elle. Nous pouvons formuler cette théorie-programme d'une manière très simple : mobiliser les masses d'une manière permanente au moins jusqu'à l'instauration d'une société socialiste internationale et la destruction définitive de tout vestige de la société de classe dans tous les domaines de la vie sociale. C'est la plus grande expression de notre politique, car notre objectif suprême est la mobilisation permanente du mouvement des masses.

Cette définition si simple a un « défaut » pour le camarade Germain: elle prend comme point de référence la lutte de classes et le rôle de nos partis ; elle exprime comment doivent intervenir nos partis dans la lutte de classes pour diriger la mobilisation ininterrompue des masses vers le triomphe définitif de la révolution socialiste. Le camarade Germain a une définition plus « scientifique », « professorale ». D'abord, il change son nom, au lieu de théorie, thèse ou programme - comme nous la nommons traditionnellement dans le mouvement trotskyste - il dit « formule ». Ensuite, il pense que la révolution permanente s'applique aux pays arriérés mais pas aux pays avancés.

« la notion totale d'application de la formule de la révolution permanente aux pays impérialistes est extrêmement douteuse et ce dans le meilleur des cas. Elle ne peut être faite qu'avec la plus complète circonspection

et d'une manière analogique. » (Germain, document cité, p.84).

La raison donnée par le camarade Germain pour expliquer une telle affirmation est très simple. Dans tous les pays du monde existent des tâches démocratiques et transitoires, mais combinées de différentes manières. Là où le poids des tâches démocratiques est plus grand que celui des tâches transitoires, c'est-à-dire dans les pays arriérés, la révolution permanente s'applique. Là où le plus grand poids est celui des tâches transitoires, c'est-à-dire dans les pays impérialistes, elle ne s'applique pas.

Le camarade Germain a élaboré une véritable table de Mendelévitch pour les différents types de formule à appliquer dans les différents pays, mais cette table est incomplète : un plus grand poids des tâches démocratiques = révolution permanente ; un plus grand poids des tâches transitoires = ? (nous savons une seule chose : « il est extrêmement douteux que la révolution permanente s'y applique »).

Donc, si la révolution dans les pays avancés n'est pas régie par la formule de la révolution permanente, par quelle formule l'est-elle ? Quelle est celle qu'applique Germain ? La formule de la révolution socialiste peut-être ? Mais cette formule de la révolution socialiste internationale c'est précisément la formule de la révolution permanente. Ou bien y en a-t-il une autre que le camarade Germain a découverte et dont il est trop modeste pour nous faire

part ? La combinaison des tâches démocratiques et transitoires dans la mobilisation des masses des pays impérialistes correspond à quelle formule, camarade Germain ? Peut-il nous donner son nom ? Ou, s'il s'agit d'une découverte récente, encore sans nom, le camarade Germain aurait-il la bonté d'expliquer à tous les camarades de l'Internationale en quoi elle consiste ?

Le camarade Germain explique sa conception d'une manière un tant soit peu curieuse :

« Mais ce serait du sophisme de tirer la conclusion qu'il n'existe pas de différences qualitatives entre les tâches combinées posées à la révolution dans les pays impérialistes et celles posées dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, simplement du fait incontestable que certaines tâches de la révolution démocratique bourgeoise restent sans solution dans la majeure partie des nations impérialistes avancées, ou s'y posent de nouveau, tandis que les tâches fondamentales de la révolution restent sans solution (ou seulement résolues misérablement et incomplètement) dans les pays coloniaux et semi-coloniaux. Trotsky souligne dans le Programme de transition que : « Le poids relatif des revendications individuelles et démocratiques dans la lutte prolétarienne, leurs relations réciproques et leur ordre de présentation, tout cela est déterminé par les conditions particulières et spécifiques de chaque pays arriéré et, dans une considérable mesure, par le degré de leur arriération » ». (idem, p.84).

Personne ne nie qu'il y ait des « différences qualitatives » dans les rapports réciproques et l'ordre de présentation - c'est-à-dire la combinaison concrète - des mots d'ordre démocratiques et transitoires entre les différents pays. Et nous pouvons même dire que les tâches démocratiques ont plus de poids dans un pays arriéré et que les tâches transitoires ont généralement plus de poids dans un pays avancé. Nous pouvons même définir cette différence qualitative en disant que, dans un pays arriéré est posée essentiellement une révolution démocratique-bourgeoise qui devient socialiste, et que dans un pays avancé c'est la révolution socialiste qui mènera jusqu'au bout les tâches démocratiques importantes et fondamentales. Mais dire cela est déjà dangereux car, en vérité, ce qui est posé dans les pays avancés comme arriérés, c'est, de par sa dynamique de classe (c'est-à-dire, de par la classe que la mènera à bien en prenant le pouvoir), une révolution socialiste, qui achèvera d'importantes tâches démocratiques bourgeoises.

Nous pouvons le dire ainsi, et c'est ce que fait le camarade Germain. Mais ce que nous ne pouvons pas faire, c'est en tirer la conclusion, comme le fait le camarade Germain, que cela démontre que dans les pays avancés la formule de la révolution permanente ne s'applique pas. Nous ne pouvons pas le faire, car cette formule ne concerne pas le poids relatif des tâches démocratiques dans le processus révolutionnaire d'un pays déterminé, mais quelque chose de beaucoup plus simple : elle concerne le caractère que

doit avoir la mobilisation des masses à cette étape de transition au socialisme. Ceux qui défendent la révolution permanente soutiennent qu'elle est internationale et permanente, ceux qui ne la défendent pas soutiennent qu'elle est nationale ou régionale ou par étapes.

De la différence qualitative qui apparaît entre les combinaisons de mots d'ordre selon les pays, le camarade Germain tire la conclusion que cette différence qualitative est l'essence de la révolution permanente. En réalité, il met en pièces la loi de la révolution permanente, la débitant en parties nationales, régionales, car non seulement il existe des différences qualitatives dans la combinaison des tâches posées en Uruguay et celles des colonies portugaises (deux pays arriérés) mais il y en a également entre l'Allemagne et les Etats-unis (deux pays avancés).

En définitive, Germain considère la révolution permanente comme le programme de la révolution nationale et démocratique dans les pays arriérés. Il ne la considère pas comme ce qu'elle est : la loi et le programme de la révolution mondiale jusqu'à l'instauration du socialisme dans le monde, dont le niveau national n'est qu'une partie subordonnée.

Ce n'est pas un hasard s'il croit qu'il y a des pays où elle ne s'applique pas, tandis que Trotsky soutient le contraire :

« La théorie de la révolution permanente exige aujourd'hui la plus grande attention de la part de tout marxiste, car le cours de la lutte de classes et de la lutte idéologique a enfin mis totalement à l'ordre du jour cette question... et l'a transformée en la question du caractère des relations internes et des méthodes de la révolution internationale en général. » « La révolution socialiste commence dans l'arène nationale, se développe dans l'arène internationale et s'achève dans l'arène mondiale. Par conséquent, la révolution socialiste devient une révolution permanente dans le sens le plus nouveau et le plus ample du terme : elle ne s'achèvera qu'avec la victoire finale de la nouvelle société dans toute la planète. » (Trotsky : "The Permanent Revolution", Pathfinder 1972, p.276 et 279).

Comme la confusion sur la théorie de la révolution permanente n'a pas commencée et ne se terminera pas avec Germain, Trotsky s'est chargé lui-même de la préciser :

« Pour dissiper le chaos qui s'est effectué autour de la théorie de la révolution permanente, il faut distinguer trois lignes de pensée qui sont unies dans cette théorie :

« Premièrement, elle englobe le problème de la transition de la révolution démocratique à la révolution socialiste, et c'est l'essence de l'origine historique de la théorie. La théorie de la révolution permanente, qui a pris naissance en 1905, a déclaré la guerre aux idées et aux méthodes du marxisme vulgaire qui considérait la démocratie et le socialisme comme deux étapes historiques distinctes. Elle a montré que les tâches démocratiques dans les nations bourgeoises arriérées conduisent directement, à notre

époque, à la dictature du prolétariat, et que la dictature du prolétariat met les tâches socialistes à l'ordre du jour. C'est là la ligne centrale de la théorie. Alors que la vision traditionnelle était que la voie vers la dictature du prolétariat passait par une longue période de démocratie, la théorie de la révolution permanente a établi le fait que pour les pays arriérés la voie de la démocratie passait par la dictature du prolétariat. Ainsi, la démocratie n'est pas un régime qui reste auto-suffisant pendant des décennies, mais le prélude direct de la révolution socialiste. L'une et l'autre sont unies par une chaîne sans rupture. C'est ainsi que s'établit un déroulement permanent de développement révolutionnaire entre la révolution démocratique et la reconstruction socialiste de la société.

« Le second aspect de la théorie de la « permanence » est lié à la révolution socialiste en tant que telle. Tous les rapports sociaux subissent des transformations pour un temps long et indéfini et dans une lutte interne constante. La société change sans cesse de peau. Chaque étape de la transformation s'enchaîne directement avec la précédente. Ce processus a nécessairement un caractère politique, ce qui signifie qu'il se développe à travers des conflits entre les différents groupes de la société qui se transforme. L'éclatement de la guerre civile et celui des guerres étrangères alternent avec des périodes de réformes « pacifiques ». Les révolutions dans l'économie, la technique, la science, la morale et la vie quotidienne se développent dans une totale inter-action et ne permettent pas à la société d'atteindre son équilibre. C'est de là que découle le caractère permanent de la révolution socialiste en tant que telle.

« Le caractère international de la révolution socialiste, qui constitue le troisième aspect de la théorie de la révolution permanente, découle de l'état actuel de l'économie et de la structure sociale de l'humanité. L'internationalisme n'est pas un principe abstrait, mais un reflet théorique et politique du caractère de l'économie mondiale, du développement mondial des forces productives et de l'échelle mondiale de la lutte de classes. »

« La lutte des épigones est dirigée, bien que pas toujours avec la même clarté, contre ces trois aspects de la révolution permanente. Et comment pourrait-il en être autrement quand il s'agit de trois parties inséparablement liées en un tout ? les épigones séparent mécaniquement la dictature démocratique et socialiste. Ils séparent la révolution socialiste nationale de l'internationale. » (idem, p.131-133).

C'est suffisamment clair, pour Trotsky, la révolution permanente régit tous les pays, des pays arriérés à ceux qui sont en train de construire le socialisme. Pour Germain, elle ne régit que les pays arriérés. Mais écoutons encore Trotsky :

« la IVème Internationale ne fait pas de distinction entre les pays avancés et les pays arriérés, entre la révolution

démocratique et la révolution socialiste. Elle les combine et les subordonne à la lutte mondiale des opprimés contre les oppresseurs. De la même façon que la seule force véritablement révolutionnaire de notre ère est le prolétariat international, le seul programme pour liquider l'oppression sociale et nationale est le programme de la révolution permanente. » (Trotsky : "Documents of the Fourth International" 1933-40, Pathfinder Press, 1973, p.331).

Trotsky précise que sa théorie comporte trois aspects inséparablement liés en un tout, il ne fait « aucune distinction entre pays arriérés et avancés », il soutient que le seul programme est « celui de la révolution permanente ». Germain sépare une partie de la théorie (celle qui se réfère aux pays arriérés), il fait des différences entre les pays avancés et arriérés, et soutient que le programme de la révolution permanente s'applique seulement aux seconds et pas aux premiers. Cela sent le révisionnisme à plein nez.

Mais poursuivons l'argument de Germain. Selon lui, la formule de révolution permanente s'applique en fonction des différentes combinaisons de tâches démocratiques et transitoires. Mais pour continuer, il doit avoir recours à l'artillerie lourde : les revendications démocratiques sont révolutionnaires, transitoires, de par leur poids, dans les pays arriérés et ne le sont pas (et sont donc réformistes, minima) dans les pays avancés, car dans ces pays l'impérialisme n'a pas de raisons fondamentales de classe qui l'empêchent de les octroyer. Voyons les paroles-mêmes de Germain :

« Dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, les revendications démocratiques ont généralement le poids des revendications transitoires. Il est impossible de les réaliser sous le capitalisme, tout au moins dans leur essence collective. Dans les pays impérialistes, cela n'est pas vrai. Les revendications démocratiques ne seront pas normalement garanties par la bourgeoisie impérialiste décadente, mais du point de vue organique, économique ou social, c'est-à-dire en terme de rapports de classes fondamentaux, rien n'empêche la bourgeoisie de les garantir comme « moindre mal », afin d'éviter qu'un mouvement de masses ne se transforme en révolution socialiste victorieuse. Organiquement, la « bourgeoisie nationale » d'un pays colonial ne peut résoudre la question agraire sans s'exproprier, en grande mesure elle-même. Il n'y a pas d'obstacle fondamental de la même nature qui empêche l'application de l'avortement gratuit à la demande, ou de la liberté de la presse ou encore d'une loi électorale démocratique dans un pays impérialiste. Dans le cas d'un soulèvement de masse potentiellement révolutionnaire, la bourgeoisie impérialiste peut accorder des concessions pour éviter, précisément, l'expropriation.

« « Normalement » , l'impérialisme n'était pas disposé à accorder l'indépendance nationale à la Pologne, il n'est pas prêt non plus à le faire aujourd'hui avec l'Irlande ou le Québec. Mais dans le cas d'une situation pré-révolutionnaire, d'une ascension puissante des luttes

ouvrières, d'un danger réel de constitution d'une république ouvrière dans une de ces nationalités, il n'y a aucun intérêt fondamental de classe qui empêche l'impérialisme de transformer une de ces nationalités en un Etat fantoche indépendant.

« C'est pour ces raisons que le danger qu'un mouvement de masses dans un pays impérialiste, basé seulement sur des revendications d'auto-détermination nationale, soit absorbé par la bourgeoisie, est très réel. » (idem, p.85).

Ces paragraphes du camarade Germain sont bourrés de confusions inadmissibles. En premier lieu, il attaque un ennemi inexistant : un prétendu parti révolutionnaire qui se limiterait à poser la seule auto-détermination nationale dans un pays impérialiste. Personne ne propose une telle ineptie dans notre Internationale ; mais si c'est le cas, que le camarade Germain nous dise qui ? Ce qui se discute ici est de savoir si les mots d'ordre démocratiques, dans leur combinaison avec les transitoires, ont ou non un grand poids dans les pays impérialistes. Le camarade Germain dit non et nous disons que si.

La seconde confusion est entre les changements formels et les changements profonds. Le camarade Germain nous dit que s'il y a de grandes mobilisations de masses, le pays impérialiste peut concéder au pays arriéré l'indépendance formelle. C'est totalement certain, mais ce dont il s'agit c'est justement d'obtenir une véritable libération nationale, profonde, non formelle, c'est-à-dire l'indépendance en tant qu'Etat souverain, économiquement et politiquement, et non de transformer une colonie en Etat fantoche indépendant. La question est de savoir comment l'obtenir. Nous ne voyons aucune autre possibilité que l'instauration de la dictature du prolétariat dans le pays arriéré, à travers la révolution ouvrière soutenue par la classe ouvrière du pays impérialiste. Est-ce ainsi, camarade Germain ?

Mais il y a une troisième confusion, la plus grave. Pour le camarade Germain, l'impérialisme peut satisfaire une revendication démocratique car il n'y a pas de raisons « organiques » dans la structure du pays impérialiste qui l'empêchent de faire des concessions minima de type démocratique (avortement, liberté de la presse, etc.). Par contre, dans les pays arriérés, la bourgeoisie nationale ne peut pas faire ce type de concessions « dans leur essence collective », par exemple, elle ne peut pas admettre la révolution agraire. Cela est vrai, mais le camarade Germain oublie que les bourgeoisies nationales peuvent également faire des concessions minima au mouvement des masses (avortement, liberté de la presse, etc.), car il n'y a aucune raison organique qui l'en empêche. Et il oublie également (et c'est cela qui est réellement grave) que l'impérialisme ne peut pas faire, « dans son essence collective », la concession démocratique de libérer économiquement toutes ses colonies. Si la bourgeoisie nationale ne peut pas faire la révolution agraire, car ce serait « s'exproprier elle-même en grande mesure », l'impérialisme non plus ne peut pas concéder l'indépendance nationale, profonde, pas formelle, à tous

les pays dépendants, car ce serait également « s'exproprier lui-même » et là ce n'est plus « en grande mesure », mais totalement. Cela signifierait qu'il cesserait d'être impérialisme.

De ce monumental « oubli » théorique de Germain découle un non moins monumental et dangereux « oubli » politique. Le camarade Germain soutient la revendication d'auto-détermination nationale dans n'importe quel pays colonial, mais il « oublie » cette revendication pour tout l'empire. Et de là, il déduit qu'un mouvement de masses dans un pays impérialiste, basé sur la lutte pour l'auto-détermination nationale, court le danger d'être « absorbé par la bourgeoisie impérialiste ». Camarade Germain, est-il possible qu'un mouvement de masses qui exige la libération de tous les pays exploités par l'impérialisme soit « absorbé » par la bourgeoisie impérialiste ?

La revendication d'auto-détermination nationale dans tout l'empire touche directement la structure du régime impérialiste, ce n'est pas une revendication partielle, ni formelle, mais structurelle. Aucun pays impérialiste ne peut octroyer le droit à l'auto-détermination nationale économique et politique, à tous les pays de l'empire, sans cesser d'être impérialiste. Il y a une différence qualitative entre cette revendication démocratique et les autres que cite Germain. Cette revendication démocratique essentielle est aussi importante que la nationalisation du commerce extérieur, de la terre et de l'industrie du pays impérialiste lui-même. Ce sont des revendications qui ne peuvent pas être absorbées par le régime capitaliste, comme ne peut pas l'être non plus celle de l'auto-détermination nationale de tout l'empire par le régime impérialiste.

Ce simple problème n'est même pas posé par le camarade Germain. Il minimise et parcellise la revendication pour l'auto-détermination nationale du pays qui lutte pour elle, et ne la généralise pas en tant que tâche démocratique structurelle et fondamentale pour le prolétariat du pays impérialiste. Germain reconnaît que les ouvriers du pays métropolitain doivent soutenir la lutte pour l'auto-détermination nationale, mais il ne dit pas qu'ils ne doivent pas seulement soutenir, mais poser cette tâche pour tout l'empire ; et il ne dit pas que, précisément, les seuls qui puissent la généraliser d'une manière totale, ce sont les travailleurs des pays impérialistes.

Pourtant Lénine a écrit des volumes entiers expliquant qu'une des tâches démocratiques principales du prolétariat russe était de libérer les nationalités qui subissaient le joug impérialiste du tsar. Et c'est cette tâche qu'il posait à l'Internationale Communiste en disant :

« Tout les partis de l'Internationale Communiste doivent expliquer constamment aux masses travailleuses l'extrême importance de la lutte contre la domination impérialiste dans les pays arriérés. Les Partis communistes qui interviennent dans les pays métropolitains doivent former auprès de-leurs comités directeurs des commissions coloniales permanentes qui travailleront sur les objectifs

indiqués plus haut... Les Partis communistes des métropoles doivent profiter de toutes les occasions qui se présentent pour dévoiler le banditisme de la politique coloniale de leurs gouvernements impérialistes, ainsi que de leurs partis bourgeois et réformistes. » ("Les quatre premiers Congrès de l'IC" : Maspéro, p.178).

Et Trotsky est non seulement d'accord avec cette orientation, mais a ébauché une ligne d'action pour le futur :

« Une Europe socialiste proclamera la pleine indépendance des colonies, établira des relations économiques amicales avec elles, et, pas à pas, sans la moindre violence, au moyen de l'exemple et de la collaboration, les introduira dans la fédération socialiste mondiale. » ("Writings", 1939-40, p.25).

Le camarade Germain est sans aucun doute d'accord avec la politique bolchevique en direction des nationalités opprimées. Mais sa conception de l'impérialisme ne va pas plus loin que l'impérialisme territorial, frontalier. Il suffit qu'il y ait une mer, un océan, entre le pays impérialiste et la colonie ou semi-colonie, pour que Germain pense que la tâche démocratique de libération nationale reste presque exclusivement aux mains du pays dépendant. (Il faut reconnaître qu'il parle tout de même de solidarité) . Même le fait que la plus grande mobilisation de masses de ces derniers temps aux Etats-unis ait été la conséquence objective de la défense de l'indépendance nationale du Vietnam, ne le fait pas changer de position.

Germain ne se rend pas compte que, si dans les pays arriérés la revendication démocratique devient socialiste, dans les empires capitalistes la révolution socialiste devient, en un certain sens, démocratique, car elle libère non seulement les ouvriers métropolitains mais aussi les peuples et les nations colonisés par cet impérialisme, ce qui est une tâche démocratique de première importance.

Ce problème n'a pas été posé à fond par rapport aux pays impérialistes et, par conséquent, nous ne l'avons pas développé programmatiquement, bien que, comme nous l'avons vu, nous ayons de claires indications pour le résoudre. La solution viendra en répondant à ces questions: Comment appliquer concrètement dans un pays impérialiste le mot d'ordre démocratique d'auto-détermination nationale pour toutes les colonies, semi-colonies et pays dépendants de l'impérialisme ? Comment réaliser cette tâche avant la prise du pouvoir et après ? Concrètement, que faisons nous aux Etats-unis en faveur des semi-colonies latino-américaines, et en France en faveur de ses colonies et semi-colonies, avant et après la prise du pouvoir ? (La rupture de tous les pactes coloniaux, comme l'OEA pour les Etats-unis, le Commonwealth pour l'Angleterre, l'OCAM et Yaoundé I et II pour la France et le Marché commun européen ; ainsi que l'octroi de l'indépendance totale, sont un exemple de ces revendications).

Que faisons-nous des investissements et des prêts impérialistes ? Nous devons être pour l'expropriation en faveur du pays colonial et semi-colonial, mais comment ? Nous ne pouvons pas les donner aux bourgeoisies nationales et aux propriétaires terriens pour qu'ils continuent à exploiter les travailleurs. Cela exige un programme démocratique dans le pays impérialiste qui doit avoir des conséquences transitoires. Car pour éviter que l'indépendance nationale ne se transforme en de nouvelles chaînes pour les exploités des colonies, il faut combiner cette revendication avec celle de fédération des Etats socialistes de l'ex-empire, en proposant que les entreprises de propriété impérialiste dans les colonies, expropriées par le prolétariat métropolitain, soient administrées par la classe ouvrière coloniale. Nous devons imposer le contrôle ouvrier comme condition fondamentale pour qu'elles ne soient pas le véhicule d'une nouvelle exploitation. Et si ce n'est pas cette revendication, cela devra être une variante transitoire de celle-ci.

Mais ce n'est pas cela qui nous intéresse ici, mais le révisionnisme de Germain qui ne pose même pas cette revendication démocratique fondamentale d'auto-détermination nationale des colonies et semi-colonies et des pays dépendants, pour tout l'impérialisme, y compris et en premier lieu au prolétariat du pays impérialiste. Et il ne le pose pas car il ne voit cette revendication que du point de vue d'un seul pays, de la lutte isolée du prolétariat de ce pays. Mais la grande tâche démocratique destruction de l'empire, de libération de tous les pays opprimés, le camarade Germain croit-il qu'elle peut être octroyée normalement par l'impérialisme ? ou croit-il qu'elle ne sera obtenue qu'avec la révolution ouvrière et pas autrement ? Et s'il est d'accord avec cette dernière position, ne pense-t-il pas que les tâches démocratiques de la révolution socialiste dans les pays impérialistes sont gigantesques et impossibles à remplir si le prolétariat ne prend pas le pouvoir ?

Continuons maintenant sur la révolution permanente du point de vue « intérieur », si l'on peut dire, des pays avancés. Trotsky a beaucoup insisté sur l'importance des revendications démocratiques dans les pays avancés. En se référant à l'Italie fasciste et à l'Espagne, de même qu'à l'Allemagne, il souligne non seulement l'importance de ces revendications, mais il dit même qu'il peut y avoir une étape démocratique dans le processus révolutionnaire de ces pays (il le donne pour certain en Espagne) :

« Mais au cours du réveil révolutionnaire des masses, les revendications démocratiques constitueront inévitablement le premier chapitre. Même si des progrès postérieurs de la lutte ne permettront pas en général, et en un seul jour, la renaissance du stade démocratique - ce qui est le plus probable -, la lutte en elle-même ne peut pas se développer en sautant les revendications démocratiques. Un parti révolutionnaire qui tenterait d'échapper à cette étape se romprait le cou. » ("Writings" 1932-33, p.298).

Trotsky tire cette conclusion de l'analyse que nous faisons également : l'existence de l'impérialisme fait reculer l'humanité.

« En Allemagne il n'y a pas eu et il n'y a pas de dictature du prolétariat mais la dictature du fascisme ; l'Allemagne a été repoussée en deçà de la démocratie bourgeoise. Dans ces conditions, renoncer à l'avance à l'utilisation des revendications démocratiques et du parlement bourgeois signifie laisser la place à la formation d'une nouvelle social-démocratie. » (idem p.301).

Cette position de Trotsky ne concerne pas seulement les pays fascistes. Il soutient une position très semblable pour les Etats-unis, en les comparant à l'Italie fasciste et à l'étape démocratique de la révolution russe :

« L'Amérique doit-elle passer par une étape de réformisme social ? Cette question sera abordée dans le projet et le sens de la réponse est que rien ne peut être décidé définitivement, mais que cela dépend en grande mesure du Parti communiste. C'est tout à fait correct mais insuffisant. Nous devons revenir une fois de plus aux lois du développement inégal et combiné. En Russie, le fait que le prolétariat ne fût pas encore passé par l'école démocratique, qui aurait dû finalement conduire à la prise du pouvoir, a été utilisé pour réfuter la révolution permanente et la prise du pouvoir par le prolétariat. Mais le prolétariat russe a traversé l'étape démocratique en huit mois, si nous comptons à partir de l'époque de la Douma, cela fait une période de onze à douze ans. En Angleterre cela a pris des siècles et en Amérique cette sale affaire dure longtemps. L'inégalité se manifeste également par le fait que différents stades ne sont pas sautés mais expérimentés à un rythme très rapide, comme le stade démocratique en Russie.

« Nous pouvons supposer que quand le fascisme expirera en Italie, la première vague qui viendra sera démocratique. Mais cette condition ne pourra durer que quelques mois, elle ne se maintiendra pas pendant des années. » « Etant donné que le prolétariat américain n'a pas réalisé en tant que tel de grandes luttes démocratiques, puisqu'il n'a pas conquis ni lutté pour la législation sociale, et dans la mesure où il continue à subir une pression économique et politique croissante, nous devons supposer que l'étape démocratique de la lutte prendra un certain temps. Mais ce ne sera pas comme en Espagne une période de dizaines d'années, ce sera peut-être seulement quelques années, ou si c'est à travers des développements fiévreux, quelques mois seulement. La question du rythme doit être précisée, et nous devons admettre également que le stade démocratique n'est pas inévitable. Nous ne pouvons pas prédire que le nouveau stade de la classe ouvrière commencera l'année prochaine ou dans trois à cinq ans. Mais nous pouvons dire avec certitude, que dès le moment où le prolétariat se constituera en tant que parti indépendant, même si au début il le fait sous la bannière démocratique, il traversera rapidement cette étape. » (idem, p.118).

Tout cela, Trotsky en fait un résumé dans le point 7 de la déclaration de l'Opposition de Gauche internationale (en décembre 32) , où était codifiée l'essence du marxisme contemporain :

« 7) La reconnaissance de la nécessité de mobiliser les masses par des mots d'ordre transitoires qui répondent à la situation concrète de chaque pays, et particulièrement par des mots d'ordre démocratiques dans la mesure où c'est une question de lutte contre les rapports féodaux, l'oppression nationale ou les différentes variantes de la dictature ouvertement impérialiste (bonapartisme, fascisme, etc.). » (Writings, 1932, p.53).

Cela signifie que pour Trotsky les mots d'ordre démocratiques mettent un signe d'égalité entre presque tous les pays impérialistes (ceux qui ont des « dictatures ouvertement impérialistes ») et les pays arriérés (ceux qui ont des « rapports féodaux » ou subissent l'« oppression nationale »). Les camarades de la majorité pensent que l'on va vers des régimes forts, bonapartistes ou semi-bonapartistes, ou que l'on y est déjà. Selon Trotsky, cela signifie qu'il faut donc lutter « particulièrement pour des revendications démocratiques ». Mais le camarade Germain, en divisant les pays comme il le fait, élimine l'importance fondamentale de ce type de revendications pour les pays avancés.

Il existe également une combinaison d'étapes et de tâches en URSS, les revendications démocratiques et minima y ont également une grande importance. La lutte pour l'auto-détermination de l'Ukraine, avec le mot d'ordre « Pour une Ukraine indépendante et soviétique », que nous pouvons étendre avec des modulations tactiques à tous les pays de l'Europe de l'Est, pose le problème du rapport entre cette tâche, ces mots d'ordre démocratiques et la révolution politique. Et même si nous étions dans un Etat ouvrier « normal », ces combinaisons de tâches resteraient posées comme un des aspects fondamentaux de la révolution permanente. Mais, ce qui est le plus important, la formule de révolution permanente s'appliquerait alors dans toute sa puissance, puisque nous serions bien près de réaliser l'objectif central de notre programme : la mobilisation permanente des travailleurs.

Cette discussion théorique contre le révisionnisme germainiste a de profondes conséquences pratiques, décisives pour la vie de toutes nos sections. Ce n'est pas un hasard si le document européen de la majorité ne pose pas comme une de nos tâches fondamentales la tâche démocratique bourgeoise de l'unité de l'Allemagne. L'unité allemande n'est-elle pas une tâche démocratique fondamentale, décisive, peut-être la plus importante à envisager pour notre section allemande, pour nos sections européennes et pour le prolétariat européen dans son ensemble ?

Cette tâche nous est posée par la décadence impérialiste, car la bourgeoisie allemande avait déjà conquis l'unité,

même sans l'Autriche. L'impérialisme et la bureaucratie ont fait reculer l'Allemagne de plus d'un siècle en arrière dans cette gigantesque tâche historique. Mais le camarade Germain ne la pose pas. Il doit certainement penser que, comme c'est une tâche démocratique, l'impérialisme pourra la résoudre sans aucun empêchement « organique, économique ou social ». Mais si pour cela il est nécessaire que l'Allemagne soit au bord de sa transformation en « république ouvrière », grâce à une « mobilisation de masses » sur la revendication démocratique de réunification de l'Allemagne, et que nous n'ayons pas avancé ce mot d'ordre, nous maudirons amèrement les résultats catastrophiques du révisionnisme germainiste. Car cette tâche se combine avec la révolution politique à l'Est et la révolution socialiste à l'Ouest.

L'Allemagne illustre, d'une manière ou d'une autre, la justesse de plus en plus forte de la formule de révolution permanente dans tous les pays du monde, même dans les pays impérialistes. Mais la réunification de l'Allemagne n'est pas la seule tâche démocratique posée en Europe. Sans trop faire d'efforts de réflexion, nous pouvons en énumérer d'autres, fondamentales pour nos sections. Les luttes pour les libertés démocratiques en Espagne, au Portugal et en Grèce, pour l'indépendance nationale en Irlande du Nord sont des tâches démocratiques à l'ordre du jour. La justesse de cette partie de la théorie de la révolution permanente en Europe s'exprime même autour

de questions secondaires. Devons-nous ou non lutter pour liquider les privilèges de la monarchie et de la noblesse en Angleterre, Hollande, Suède et Belgique ?

Il est évident, et le camarade Germain ne le nie pas, qu'il y a des tâches et des revendications démocratiques dans l'ensemble de l'Europe et pour chacun de ses pays. Et nous sommes tous d'accord sur le fait qu'il y a également des tâches et des revendications transitoires. Sans entrer pour le moment dans la discussion pour savoir quelles sont les plus importantes et quelles sont les secondaires, il faut noter qu'il est vrai que les deux types de tâches et de revendications y sont posées. Qu'en faisons-nous ?

Trotsky est catégorique sur ce sujet quand il dit (comme nous l'avons cité) que « s'effacent les frontières entre le programme minimum et maximum ». Nous affirmons, comme Trotsky, que les revendications minima et démocratiques (l'ancien programme minimum) et les revendications transitoires (l'ancien programme maximum) doivent être combinées selon la formule de la révolution permanente. Le camarade Germain dit que, en ce qui concerne l'application de la formule de révolution permanente dans les pays impérialistes « c'est, dans le meilleur des cas, extrêmement douteux ». Doutes extrêmes mis à part, Germain ne dit pas que nous ne devons pas l'appliquer. Nous affirmons qu'il faut l'appliquer. C'est là la différence entre le trotskysme et le révisionnisme.

4) Germain révisé la théorie de la révolution permanente pour les pays coloniaux et semi-coloniaux

Comme nous l'avons vu plusieurs fois, le camarade Germain pense que l'impérialisme ne provoque pas la misère croissante de masses du monde entier. Cette opinion a des conséquences très graves quand il la transpose à la partie de la théorie de la révolution permanente la plus élaborée par le trotskysme, c'est-à-dire à celle qui concerne les pays coloniaux et semi-coloniaux.

Le camarade Germain jette par-dessus bord, sans en mesurer les conséquences pratiques, toute la conception trotskyste sur le rôle des bourgeoisies nationales de ces pays arriérés, en leur attribuant des potentialités révolutionnaires dans la lutte anti-impérialiste. Selon lui, l'impérialisme est capable de laisser les pays arriérés se libérer de lui sans beaucoup de problèmes :

« Est-il vrai -demande Germain- que, parce que la bourgeoisie est dépendante de l'impérialisme, elle est incapable de rompre tous ses liens avec l'impérialisme et que, par conséquent, elle ne peut pas mener à bonne fin la lutte contre l'oppression étrangère ? » Et il répond lui-même « Cela est complètement faux » (document cité, p.73).

Le camarade Germain nous habitue à cacher sa pensée au moyen de questions négatives et de réponses négatives.

Mais cela se retourne contre lui, car cela a pour résultat de renforcer une affirmation. Pour savoir exactement ce qu'il dit et éviter ses arguments d'avocat et de bon polémiste, nous mettrons cette phrase dans son sens positif : « Il est vrai que la bourgeoisie nationale, bien qu'elle soit dépendante de l'impérialisme, est capable de rompre tous ses liens avec l'impérialisme et, par conséquent, de mener à bonne fin la lutte contre l'oppression étrangère ».

Cette affirmation de Germain est la négation absolue de toute la conception trotskyste de la révolution dans les pays arriérés. Pour nous, trotskystes, la thèse de la révolution permanente a cette signification : dans les pays où se pose une révolution démocratique bourgeoise, la bourgeoisie nationale est absolument incapable de rompre ses liens avec l'impérialisme et, par conséquent, de diriger une lutte victorieuse contre l'oppression étrangère.

« En ce qui concerne les pays au développement bourgeois arriéré, et en particulier les colonies et semi-colonies, la théorie de la révolution permanente signifie que la résolution totale et effective de leurs objectifs démocratiques et de leur émancipation nationale ne peut se concevoir qu'au moyen de la dictature du prolétariat, le prolétariat s'emparant du pouvoir comme dirigeant de la nation opprimée et avant tout de ses masses paysannes. »

("The Permanent Revolution", p.276).

Trotsky est extrêmement clair sur le rôle des bourgeoisies nationales dans les pays arriérés. Son opinion sur une des plus fortes et plus puissantes, la bourgeoisie latino-américaine, est instructive :

« Dans de nombreux pays latino-américains, la bourgeoisie nationale montante, cherchant à obtenir une meilleure part du butin et s'efforçant même d'augmenter la mesure de son indépendance - c'est-à-dire à conquérir la position dominante dans l'exploitation de son propre pays - tente certainement d'utiliser à cette fin les rivalités et les conflits entre les impérialismes étrangers. Mais sa faiblesse générale et le retard de son apparition l'empêchent d'atteindre un plus haut niveau de développement que celui de valet d'un maître impérialiste ou d'un autre. Elle ne peut pas lancer une lutte sérieuse contre toute domination impérialiste et pour une authentique indépendance nationale, par peur de déclencher un mouvement de masse des travailleurs du pays qui, à son tour, menacerait sa propre existence sociale. » ("Escritos latino-americanos", Edition COE, 1970, p.15).

Le camarade Germain peut nous répondre que c'est la position de Trotsky sur les bourgeoisies latino-américaines et non sur celles des autres pays arriérés du monde. Nous répondrions que ces positions sont l'application à l'Amérique latine de la loi générale de la révolution permanente. Et Trotsky, dans le manifeste de 1940 disait au sujet de tous les pays arriérés du monde :

« Encerclés par le capitalisme décadent et pris dans le piège des contradictions impérialistes, l'indépendance des pays arriérés sera inévitablement semi-factice » et il précise que cela se traduit par « le régime du 'parti du peuple' en Turquie, le Kuomintang en Chine et sera demain le régime de Gandhi en Inde ». ("Documents of the Fourth International", p.330).

« Dans les pays arriérés, pas une seule des tâches de la révolution "bourgeoise" ne peut se résoudre sous la direction de la bourgeoisie "nationale", car cette dernière, dès le début, naît avec l'appui étranger en tant que classe éloignée ou hostile au peuple. Chaque étape de son développement ne fait que l'attacher étroitement au capitalisme financier étranger dont elle est essentiellement l'agent. » (Trotsky, "The Chinese Revolution" 1938, Pathfinder Press, p.4).

« Dans les conditions de l'époque impérialiste, la révolution nationale démocratique ne peut être menée à sa fin victorieuse que lorsque les rapports sociaux et politiques du pays sont mûrs pour mettre le prolétariat au pouvoir en tant que leader des masses populaires. Et si ce n'est pas le cas ? Alors la lutte pour la libération nationale ne donnera que des résultats très partiels, des résultats dirigés totalement contre les masses travailleuses. » (The Permanent Revolution, p.256).

Tout cela ne veut pas dire que la bourgeoisie nationale n'a pas de profonds conflits avec l'impérialisme à certains moments, mais que ces conflits ne sont jamais assez sérieux pour l'amener à « rompre tous ses liens avec lui » ou à diriger « une lutte victorieuse » contre lui.

Nous avons vu que la conception trotskyste ne concorde pas avec celle du camarade Germain, le moment est venu de confronter sa conception avec la réalité. Où est donc cette bourgeoisie nationale « capable de rompre tous ses liens avec l'impérialisme » ou de « diriger une lutte victorieuse contre l'oppression étrangère » ? Peut-être en Bolivie et au Chili ? Ou encore au Pakistan ou en Inde ? Ou bien dans les pays arabes ? Cette bourgeoisie, camarade Germain, n'existe nulle part, sauf dans les positions staliniennes et... germainistes.

Comme nous l'avons dit au début de ce sous-chapitre, à cette fausse caractérisation des bourgeoisies nationales correspond une autre erreur, symétrique, dans laquelle tombe également le camarade Germain: sa conception que l'impérialisme ne s'oppose pas d'une manière brutale, l'absolue, à l'indépendance nationale des pays arriérés. Voilà ce qu'en dit Germain :

« La lutte contre l'oppression nationale n'est pas une lutte anti-capitaliste. C'est une lutte pour une revendication démocratique bourgeoise. L'existence du système capitaliste mondial n'est pas un obstacle absolu pour la liquidation de l'oppression nationale dans les conditions de l'impérialisme. » (Germain, document cité, p.73).

En réalité, il y a là deux affirmations, aussi incorrectes l'une que l'autre. La première: la lutte pour la libération nationale n'est pas anti-capitaliste; la seconde: l'impérialisme ne s'oppose pas d'une manière, « absolue » à la liquidation de l'oppression nationale. Commençons par la première.

Le camarade Germain tire du caractère démocratique-bourgeois de la tâche de libération nationale la conclusion que ce n'est pas une lutte anticapitaliste. Il a oublié que (si un jour il l'a su) l'essence du Programme de transition et de la théorie de la révolution permanente est précisément de définir la tâche d'indépendance nationale des pays arriérés comme à la fois démocratique-bourgeoise et socialiste. C'est la combinaison en un seul mot d'ordre de deux tâches : la tâche historiquement démocratique-bourgeoise de conquête de l'indépendance nationale qui, de nos jours, est socialiste.

« C'est ce qui détermine la politique du prolétariat des pays arriérés: il est obligé de combiner la lutte pour les tâches les plus élémentaires de l'indépendance nationale et de la démocratie bourgeoise, avec la lutte socialiste contre l'impérialisme mondial. » (Trotsky, "Le Programme de transition" -, p. 35).

Dit d'une manière plus accessible au niveau trotskyste du camarade Germain: la lutte pour l'indépendance nationale

totale des pays arriérés est une tâche démocratique-bourgeoise car elle correspond à l'époque historique de montée du capitalisme et de formation des nationalités ; et c'est une tâche socialiste actuellement, car l'ennemi principal est l'impérialisme, c'est-à-dire l'expression supérieure du régime capitaliste.

De plus, le système capitaliste mondial est unique, "c'est une totalité formée par des parties nationales. Ces parties nationales sont déterminées (et cela ne devrait pas être une nouveauté pour quelqu'un qui se targue de savoir manier la dialectique) par le tout, le système capitaliste mondial. Les pays arriérés ne sont pas une exception, par leurs rapports de production intérieurs et leurs étroites liaisons avec le capitalisme mondial, ce sont des pays capitalistes. C'est pour cela que toute lutte à fond pour l'indépendance nationale ne s'affronte pas seulement à un facteur extérieur - l'impérialisme - mais aussi à la structure capitaliste intérieure, dépendante du système mondial. Cela explique que seuls les pays qui ont liquidé l'exploitation capitaliste à l'intérieur de leurs frontières ont été capables de se libérer totalement de l'impérialisme. C'est la réfraction intérieure du fait que la lutte contre l'impérialisme est la lutte contre le système capitaliste du pays qui se libère.

Pour terminer sur ce point, signalons qu'ici se répète la conception phénoménologique, non liée au développement concret du mouvement des masses, qu'a Germain de nos mots d'ordre et de nos tâches. Pour lui, il y a une séquence logique : indépendance nationale - tâche démocratique - mots d'ordre démocratiques - conséquences démocratiques (non anti-capitalistes). Pour nous, qui avons vu que les mots d'ordre se définissent par leur caractère historique mais que leurs résultats dépendent de la situation concrète de la lutte de classes, la séquence est différente : indépendance nationale - tâche démocratique - mots d'ordre démocratiques (repris par le prolétariat car la bourgeoisie est incapable de la réaliser) - conséquences transitoires (dictature du prolétariat qui détruit le système capitaliste dans le pays et touche l'impérialisme, c'est-à-dire le système capitaliste mondial). Trotsky l'a dit clairement : « Dans les conditions de l'impérialisme, la "révolution nationale-démocratique ne peut être menée jusqu'à la victoire que dans le cas où les rapports sociaux et politiques du pays dont il s'agit ont mûri dans le sens de la mise au pouvoir du prolétariat en tant que dirigeant des masses populaires. » (The Permanent Revolution, p.256).

S'il n'en est pas ainsi, camarade Germain, où actuellement un pays arriéré dirigé par la bourgeoisie nationale a-t-il réussi à « rompre tous ses liens avec l'impérialisme », après une « lutte victorieuse contre l'oppression étrangère » ? Nulle part dans le monde.

Voyons maintenant la seconde affirmation du camarade Germain: le système capitaliste mondial impérialiste « n'est pas un obstacle absolu pour la liquidation de l'oppression nationale ». Nous ne savons pas ce que veut dire obstacle « absolu ». Si cela se réfère au fait que l'indépendance totale d'un pays, par sa rupture avec

l'impérialisme mondial, n'entraîne pas la destruction ni la défaite définitive de celui-ci, cela se réduit à une évidence, puisque c'est la même chose quand la classe ouvrière prend le pouvoir dans un pays impérialiste, comme cela s'est passé en Russie ou peut se passer demain en Italie ou en France. Cela signifie que nous n'avons pas besoin de détruire le système capitaliste mondial pour faire la révolution ouvrière dans un pays déterminé. Malgré cela l'impérialisme continue à exister.

En réalité, le camarade Germain veut nous impressionner avec le terme « absolu », mais il ne comprend pas son rapport dialectique avec son opposé : « relatif », il ne comprend pas comment l'un se transforme en l'autre. A un certain moment de la lutte de classes, ce qui est absolu dans un pays est relatif à l'échelle mondiale. Mais à l'échelle historique (pour toute l'étape et non à un moment particulier de la lutte) la relativité mondiale se transforme en absolu. Voyons ce problème d'un peu plus près. Nous pouvons dire que, dans un pays avancé, l'existence du système capitaliste à l'intérieur de ses frontières est un « obstacle absolu » au triomphe de la révolution ouvrière dans ce pays. Si la bourgeoisie continue à dominer l'économie, il n'y a pas victoire de la révolution; et pour faire la révolution, il faut détruire d'une manière « absolue » cet obstacle. Mais l'existence du système capitaliste mondial est un obstacle « relatif », non absolu, pour la victoire de la révolution ouvrière. Même si nous ne détruisons pas le système capitaliste mondial, nous pouvons faire la révolution dans un pays, et malgré celle-ci, le système capitaliste mondial peut continuer à fonctionner.

Nous pouvons dire la même chose pour un pays arriéré, en ce qui concerne la lutte contre l'oppression nationale et les propriétaires terriens. Si l'impérialisme, la bourgeoisie et les propriétaires terriens continuent à dominer l'économie, il n'y a pas de victoire de la révolution démocratique. Pour obtenir la libération nationale et la révolution agraire, il faut détruire cet « obstacle absolu » en expropriant le régime capitaliste et les propriétaires terriens, ainsi que les monopoles impérialistes, c'est-à-dire détruire le système capitaliste dominé par l'impérialisme qui existe dans ce pays. Si nous ne le faisons pas, nous ne pouvons remplir ni une tâche ni l'autre. Mais l'existence du capitalisme mondial est un « obstacle relatif », pas absolu, pour la victoire de la révolution agraire et nationale. Même si nous ne le détruisons pas, nous pouvons faire cette révolution et, malgré celle-ci, le système capitaliste mondial continue à exister.

A l'échelle mondiale, la révolution ouvrière dans un pays avancé comme dans un pays arriéré ne liquide pas le système capitaliste mondial ; ce n'est qu'une victoire relative contre lui. Et cela parce que le système capitaliste mondial n'a qu'une limite « absolue » : sa propre existence en tant que régime mondial. Toutes les victoires de la révolution ouvrière dans les pays avancés comme dans les pays arriérés sont des victoires relatives, tant que le régime capitaliste mondial survit. Mais nous ne pouvons pas pour

autant minimiser la victoire ouvrière dans un pays, ni la libération nationale du joug impérialiste, car ce sont les victoires les plus importantes que puisse obtenir actuellement le mouvement ouvrier mondial. Au contraire, ces victoires relatives sont ce qui nous rapproche de la limite absolue : la liquidation du régime capitaliste mondial.

La relativité de toutes les victoires et défaites du mouvement ouvrier à l'échelle nationale s'inscrit dans le contexte de la lutte mondiale entre les exploités et l'impérialisme pour toute une époque historique. Et c'est justement parce que cette lutte est mondiale et historique, que les victoires et les défaites nationales et momentanées de l'un des deux camps sont relatives. Mais à l'échelle mondiale et historique, la lutte est totale, absolue, à mort ; elle n'a rien de relatif, elle se termine par le socialisme ou la barbarie.

De ces considérations découle la loi de l'impérialisme à l'échelle mondiale et historique : le capitalisme en décomposition est un « obstacle absolu » à l'indépendance des pays arriérés et à la révolution sociale des pays avancés. Tant que l'impérialisme subsiste, toutes les victoires sont relatives, car celui-ci, tôt ou tard (tant qu'il subsistera) remettra les travailleurs du monde entier en esclavage, un esclavage pire qu'auparavant.

Là où les peuples arriérés et la classe ouvrière obtiendront une victoire, ils devront savoir - et c'est notre devoir de le leur dire - que tant que subsiste l'impérialisme, cette victoire est relative et momentanée, tactique, qu'elle sera remise en cause et menacée. Ils devront savoir que

l'impérialisme ne pourra survivre que s'il les remet en esclavage, car l'impérialisme est le capitalisme en décomposition, dont la loi absolue (c'est-à-dire historique) est d'apporter une misère croissante à tous les exploités de tous les pays du monde. Et au lieu de dire cela, le camarade Germain dit aux masses des pays arriérés de ne pas se poser de problèmes car l'impérialisme n'est pas un « obstacle absolu » pour la liquidation de l'oppression nationale !

Cette liquidation de la théorie de la révolution permanente dans les pays arriérés est également la liquidation de la nécessité de la dictature du prolétariat dans ces pays. Mais le camarade Germain se refuse à en tirer cette conclusion, il tente de concilier son révisionnisme théorique avec une politique trotskyste, et dit que le prolétaires des pays arriérés doivent prendre le pouvoir pour résoudre le problème de la révolution démocratique bourgeoise. Cette tentative produit un hybride non moins révisionniste. S'il n'est pas nécessaire d'instaurer la dictature du prolétariat pour liquider l'oppression nationale (puisque la bourgeoisie nationale serait capable de diriger cette lutte victorieuse et que l'impérialisme n'est pas un obstacle absolu pour cela), pourquoi le prolétariat devrait-il prendre le pouvoir ? Le camarade Germain nous répond par trois arguments : 1- car « l'oppression nationale » n'a rien à voir avec l'exploitation économique de la nation (la première est liquidée mais la seconde subsiste) ; 2- car la révolution agraire reste posée (il insinue que celle-ci est la tâche fondamentale démocratique bourgeoise) ; 3- car, en tant que marxistes, nous nous refusons (!) à reporter les soulèvements paysans et ouvriers à une autre étape. Voyons ces trois arguments dans l'ordre.

Germain nous présente le premier argument

« (...) il n'est pas nécessaire » de « rompre tous les liens avec l'impérialisme » pour éliminer l'oppression nationale étrangère. « Là où est éliminée l'oppression nationale étrangère, l'exploitation économique étrangère se poursuit et s'accroît » (Germain, document cité, p.73).

Mais camarade Germain ! En tant que marxistes, nous faisons la distinction entre les aspects formels de toute exploitation et ses aspects réels. Sous l'impérialisme capitaliste, l'essence de l'exploitation coloniale n'est pas politique mais économique. Cette différence entre oppression nationale et exploitation économique est un jeu

de mots. L'oppression nationale n'est que l'expression de l'exploitation économique, et cette exploitation économique prend différentes formes politiques (colonie, semi-colonie et pays dépendant). Pour le camarade Germain, oppression nationale est synonyme de colonie. Pour nous non, car une semi-colonie ou un pays dépendant reste une nation opprimée par l'impérialisme, même si elle a une indépendance politique formelle. Il n'y a pas d'exploitation économique sans oppression nationale et inversement. Sous n'importe quelle forme, l'exploitation d'un pays par un autre reste une oppression nationale et une exploitation économique en même temps.

Deuxième argument de Germain

« C'est parce que la question agraire n'est résolue aujourd'hui dans aucun des pays coloniaux qui ont conquis leur indépendance nationale après la seconde guerre mondiale que, malgré la situation minoritaire du prolétariat, l'instauration de la dictature du prolétariat alliée

à la paysannerie pauvre reste une perspective réaliste. » (idem, p.76).

Mais camarade Germain ! Si vous nous dites que la dictature du prolétariat est possible dans les pays semi-

coloniaux parce que ceux-ci n'ont pas encore résolu la révolution agraire et qu'ils restent des semi-colonies, cela n'a-t-il rien à voir avec la révolution ouvrière ? Si semi-coloniaux signifie que ces pays n'ont pas encore réussi à se libérer de l'impérialisme, à obtenir une libération nationale effective, n'est-ce pas également une perspective réaliste pour la dictature du prolétariat ? Pourquoi ne pas donner d'importance (du point de vue de la révolution ouvrière) au fait que ces pays restent des semi-colonies ? La tâche de libération nationale n'est-elle pas aussi réaliste que la révolution agraire pour le prolétariat des pays arriérés ?

Nous pensons que, dans les pays arriérés, les deux tâches les plus importantes à affronter par les masses sont celle de libération nationale et de révolution agraire, intimement liées et combinées (le camarade Germain le reconnaît dans son document). Ces deux tâches se combinent étroitement pour des raisons objectives, la pénétration impérialiste se

combine avec la grande propriété terrienne dans la structure économique du pays arriéré. Dans sa pénétration, l'impérialisme construit des rapports de production capitaliste dominés par le capital étranger dans le pays arriéré. Et la propriété terrienne reste subordonnée à ces rapports et à cette domination du capital impérialiste. Par ailleurs, au travers du marché mondial également contrôlé par l'impérialisme, s'établit un lien étroit entre la classe des propriétaires terriens et l'impérialisme acheteur.

Tous ces rapports économiques font que les deux tâches historiques posées dans les pays arriérés, la libération nationale et la révolution agraire, sont intimement liées. Et, n'en déplaise au camarade Germain, la plus difficile de ces deux tâches (si l'on peut les séparer) est celle de la lutte contre l'impérialisme, car celui-ci est beaucoup plus fort que la classe terrienne.

Troisième argument, ou ultime tranchée et véritable conception de Germain

« Les marxistes révolutionnaires repoussent cette théorie, non seulement parce qu'ils insistent sur l'incapacité de la bourgeoisie nationale à conquérir réellement l'indépendance nationale contre l'impérialisme, sans prendre en considération les circonstances concrètes. Ils la rejettent car ils se refusent à reporter à une étape supérieure les soulèvements des ouvriers et des paysans pour leurs propres intérêts de classe, de ceux qui inévitablement se lèveront spontanément aux côtés de la lutte nationale à mesure que celle-ci se déroulera et pour se combiner rapidement en un programme commun inséparable de la conscience des masses. » (Germain, idem, p.75).

Avant tout, nous devons préciser que la « théorie menchevik » fut une théorie élaborée par rapport à l'oppression absolutiste féodale, c'est-à-dire par rapport à la révolution bourgeoise classique, anti-féodale et anti-absolutiste ; et pas, comme cela semblerait découler de cette affirmation de Germain, en tant que réponse à l'oppression nationale impérialiste (ce sont les stalinien qui ont transposé cette conception menchevik aux pays dominés par l'impérialisme). Pour les mencheviks, la révolution démocratique et paysanne anti-féodale pouvait être menée à bien sous la direction de la bourgeoisie nationale. Pour Lénine et Trotsky, non. Pour les stalinien, la révolution nationale et anti-impérialiste peut être menée à bien sous la direction de la bourgeoisie nationale. Pour Trotsky non. Pour les mencheviks et les stalinien, il n'y a pas de contradiction « absolue » entre la bourgeoisie nationale, la révolution démocratique bourgeoise et la révolution agraire, pour nous, trotskystes, si. Et ce n'est que pour les mencheviks et les stalinien qu'il y a une bourgeoisie nationale capable de remplir ces tâches historiques et, par conséquent, de se concilier avec les

soulèvements ouvriers et paysans. Pour les trotskystes, les bourgeoisies nationales se rangent dans le camp de l'impérialisme et des propriétaires terriens contre les soulèvements ouvriers et paysans.

Mais dans cette citation il y a une affirmation aussi grave, sinon plus, que dans la précédente: en tant que trotskystes, nous ne rejetons pas principalement la théorie de la révolution par étapes dans les pays arriérés, car nous pensons que la bourgeoisie nationale est incapable de réaliser la révolution démocratique, mais nous la rejetons parce que « nous nous refusons à reporter à une autre étape les soulèvements ouvriers et paysans ». C'est-à-dire: nous repoussons la théorie de la révolution par étapes, car nous avons envie de faire la révolution socialiste tout de suite...

En premier lieu (et nous regrettons de faire descendre Germain de son piédestal), ceux qui décident du report ou non des soulèvements ouvriers et paysans, sont les ouvriers et paysans eux-mêmes. Nous pouvons tout au plus décider de l'orientation que nous donnons à ces soulèvements, vers la prise du pouvoir ou non. Mais concrètement, c'est sans demander l'autorisation du camarade Germain que les soulèvements ouvriers et paysans se produisent dans les pays arriérés.

En second lieu, nous sommes donc tous d'accord, Germain et nous, pour orienter ces soulèvements vers la prise du pouvoir, mais pour des motifs distincts. Pour le camarade Germain c'est parce que, en tant que trotskyste, nous avons envie de faire la révolution socialiste tout de suite et refusons de la reporter. Notre motif est totalement opposé. Nous pensons que le caractère socialiste de la révolution dans les pays arriérés découle de la structure même de la

société. Et cette structure impose le fait que la seule classe qui puisse mener à bien la révolution démocratique est la classe ouvrière. Cela découle également du fait que, dans le régime capitaliste (arriéré ou non), toutes les arriérations font partie intégrante de la structure de ce régime, de sa structure à l'échelle nationale comme internationale. Combattre l'arriération paysanne ou nationale, c'est-à-dire lutter contre l'oppression nationale ou paysanne, signifie s'attaquer au capitalisme national et international pour des raisons structurelles, objectives. Cela signifie s'attaquer à l'impérialisme, la base de toutes les exploitations existantes, car toutes les exploitations sont combinées et subordonnées à l'exploitation impérialiste.

Il ne s'agit pas ici d'une divergence académique, car dans les pays arriérés les trotskystes ne seront pas les seuls à vouloir diriger les soulèvements ouvriers et paysans et la révolution démocratique. Ils se heurteront à la bourgeoisie et la petite bourgeoisie nationales ainsi qu'à leurs agents staliniens dans le mouvement ouvrier, tentant de prendre la direction pour ensuite trahir les masses, comme cela s'est passé et terminé tragiquement en Bolivie, au Chili et en Indonésie, pour ne citer que quelques exemples. Et dans les pays arriérés, la classe ouvrière ne conduira la révolution que si elle dispute la direction de la révolution démocratique bourgeoise à la bourgeoisie et la petite bourgeoisie nationales. C'est parce que le prolétariat peut se battre pour la direction et la gagnera que le devoir des

marxistes révolutionnaires est de dénoncer la trahison inévitable de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie nationales contre la révolution démocratique bourgeoise, même si à un certain moment elles participent à une phase du processus révolutionnaire. Notre devoir est d'expliquer inlassablement aux travailleurs que le seul moyen de mener jusqu'au bout la révolution démocratique bourgeoise est qu'ils prennent sa direction entre leurs mains et imposent leur dictature.

Si au lieu de cela, nous allons expliquer aux travailleurs que l'impérialisme n'est pas un obstacle absolu à la libération nationale, que la bourgeoisie nationale peut rompre tous ses liens avec l'impérialisme et diriger une lutte victorieuse contre l'oppression étrangère; si nous leur disons qu'ils doivent prendre le pouvoir pour la seule raison que les trotskystes se refusent à reporter la révolution socialiste, la direction de la révolution démocratique bourgeoise restera sans aucun doute aux mains de la bourgeoisie et la défaite sera inévitable. La responsabilité politique de la défaite sera celle du camarade Germain et la responsabilité politique reviendra à son révisionnisme de la théorie de la révolution permanente. Toute tentative de baser la dictature du prolétariat dans les pays arriérés sur les tâches de la révolution socialiste sans s'appuyer sur la révolution démocratique bourgeoise détruira toute possibilité de victoire de la classe ouvrière.

5) Germain révisé la conception marxiste sur les mouvements nationalistes des nationalités opprimées

Pous avons vu que pour le camarade Germain la bourgeoisie nationaliste et l'impérialisme jouent un rôle relativement progressiste dans la lutte contre l'« oppression étrangère » : la première est capable de libérer le pays arriéré, le second de permettre cette libération. Comme cela arrive très couramment avec les positions opportunistes, le camarade Germain (qui pour parvenir à ces positions est passé par le plus grossier des

révisionnismes) passe à une position sectaire (tout aussi révisionniste) par rapport aux mouvements nationalistes des nationalités opprimées. Pour Germain, ces mouvements sont en général réactionnaires, non progressistes. La conclusion politique est évidente : en général, sauf exceptions, il ne faut pas les soutenir. Pour démontrer sa thèse, le camarade Germain utilise trois arguments et une série de citations.

Premier argument :

Le nationalisme a cessé d'être une idéologie progressiste pour devenir réactionnaire. Pour tirer cette conclusion, Germain commence par nous expliquer que le nationalisme était progressiste au 16ème, 17ème et 18ème siècles :

« (...) au cours de la période classique de la révolution démocratique bourgeoise de l'ère pré-industrielle, quand la bourgeoisie était une classe historiquement révolutionnaire. Il était une puissante arme idéologique et politique contre les deux forces sociales réactionnaires : les forces régionales particulières, féodales ou semi-

féodales qui résistaient à leur intégration dans des nations modernes ; ainsi que les monarques absolus étrangers ou non (...) ». « Avec l'époque impérialiste, le nationalisme devient obligatoirement réactionnaire, même s'il a un caractère purement bourgeois ou petit-bourgeois. L'idée universelle de l'organisation indépendante de la classe travailleuse, des objectifs autonomes de classe poursuivis par le prolétariat et la paysannerie pauvre dans les luttes de classes, de la solidarité internationale de classe des travailleurs de tous les pays et de toutes les nationalités, s'oppose à l'idée de solidarité nationale et de communauté nationale d'intérêts. » (idem p.79-80).

La première erreur commise par le camarade Germain est de croire que tous les nationalismes du 20^{ème} siècle sont identiques, dans les pays oppresseurs comme dans les pays opprimés. Est-ce pour cette raison que dans le document européen les camarades de la majorité ne soutiennent pas la lutte des guérillas des colonies portugaises ? Parce qu'elle défend une idéologie nationaliste même si elle est sans aucun doute une lutte anti-impérialiste ? Cependant, les camarades de la majorité ont applaudi chaleureusement les Tupamaros en Uruguay et le Mouvement du 26 juillet de Fidel Castro. Ils n'avaient peut-être pas une idéologie nationaliste ? Tout à fait pourtant. Alors ? Soyez conséquent, camarade Germain, dites à Castro et aux Tupamaros qu'ils ont une idéologie réactionnaire.

C'est pour cela que se produit une contradiction flagrante dans l'échafaudage théorique des camarades de la majorité. Elle provient précisément de leur jugement des mouvements nationalistes à partir de leur idéologie et non du rôle objectif qu'ils remplissent dans la lutte de classes à l'échelle nationale et internationale à un moment déterminé. Comme nous jugeons les mouvements et les partis - et pas seulement les mouvements nationalistes - à partir de ce rôle objectif, nous sommes sûrs que nous ne tomberons pas dans ce genre de contradictions.

Pour l'analyse marxiste, le nationalisme devenu réactionnaire est celui des pays avancés, car c'est un nationalisme impérialiste. Par contre, le nationalisme des pays arriérés non seulement garde mais accentue les vertus du nationalisme européen des 16^{ème}, 17^{ème} et 19^{ème} siècles. Le camarade Germain pense qu'il y a une contradiction absolue entre l'internationalisme prolétarien et le nationalisme en général, y compris dans les pays arriérés dominés par l'impérialisme. C'est encore notre vieux phénoménologue bien connu qui pose ce problème en tant qu'« idéologique », au lieu de le poser en tant que problème objectif de la lutte de classes. Le nationalisme, comme toute idéologie, a un contenu de classe et suit les va-et-vient de la lutte de classes. En tant que marxistes, nous le définissons comme une idéologie de tel ou tel mouvement ou secteur social, à telle ou telle étape de la lutte de classes, et non comme une idéologie « en soi ». Le nationalisme des grands pays impérialistes est réactionnaire car il défend l'exploitation des pays arriérés. Mais c'est précisément contre l'impérialisme (et le nationalisme impérialiste) que naissent dans les pays arriérés des mouvements d'idéologie nationaliste ou démocratique. Est-il vrai que ces mouvements et ces idéologies soient réactionnaires en général ? L'idéologie peut-elle être réactionnaire et le mouvement progressiste ? L'idéologie nationaliste d'un mouvement nationaliste dans un pays arriéré est-elle aussi réactionnaire que l'idéologie nationaliste de l'impérialisme ?

Cela doit être ainsi pour le camarade Germain, puisqu'il ne fait absolument aucune distinction entre le nationalisme anti-impérialiste et le nationalisme pro-impérialiste. Pour nous, c'est tout à fait différent : les mouvements

nationalistes des nationalités opprimées sont progressistes, dans la mesure où ils vont contre l'impérialisme, et leur idéologie est contradictoire, c'est-à-dire progressiste dans cette mesure seulement.

Le rapport entre l'idéologie nationaliste et l'internationalisme prolétarien est le même que (et déterminé par) le rapport existant entre le mouvement nationaliste et le parti révolutionnaire. Une fois de plus, les idéologies n'établissent pas de rapport entre elles, en tant qu'idéologies « en soi », mais leurs rapports se basent sur les rapports objectifs existant entre les mouvements sociaux qu'ils reflètent.

Sous l'impérialisme apparaissent en même temps que le mouvement ouvrier toutes sortes de mouvements et de secteurs sociaux, qui sont objectivement et momentanément progressistes, révolutionnaires (lutte contre la législation répressive, libération des emprisonnés, contre la domination impérialiste, pour le droit de vote, d'avortement, pour la révolution agraire, etc.). Ces mouvements non prolétariens ont, logiquement, des idéologies non prolétariennes, mais elles ne cessent pas pour autant d'être progressistes. Leurs idéologies reflètent le caractère progressiste non prolétarien de ces mouvements. Ce sont des idéologies hautement contradictoires, progressistes et réactionnaires, le caractère progressiste primant sur l'autre tant que le mouvement qui les soutient reste progressiste.

Le facteur déterminant est toujours le facteur social des luttes de classes, pas le facteur idéologique. Le mouvement paysan, par exemple, est très souvent pour la redistribution des terres. C'est une idéologie petite-bourgeoise mais progressiste dans la mesure où elle va contre les propriétaires terriens. Mais lorsque le mouvement paysan s'agrippe à cette revendication contre la nationalisation des terres, le mouvement devient réactionnaire et l'aspect réactionnaire, petit-bourgeois, de son idéologie primera.

Nous pouvons dire la même chose en ce qui concerne le mouvement féministe. Qu'il ait à un certain moment une fausse idéologie féministe ne veut pas dire qu'il ne reste pas progressiste, dans la mesure où il mobilise d'amples secteurs de femmes contre le capitalisme. Il en est de même pour les mouvements nationalistes des nationalités opprimées, leur idéologie est à un certain moment progressiste, bien qu'elle ne soit pas prolétarienne.

Notre parti mondial et nos sections nationales, en tant que représentants des intérêts historiques de la classe ouvrière, ont une politique par rapport aux mouvements nationalistes : celle de se lier intimement à eux, de former des fronts avec eux, mais sans perdre, ne serait-ce qu'un seul instant, notre indépendance politique vis-à-vis d'eux. Et nous avons précisément cette orientation en tant que représentants des intérêts historiques de la classe ouvrière, intérêts qui à notre époque se résument en un seul : détruire le système impérialiste mondial. Pour le détruire, nous frappons aux côtés de tout mouvement ou secteur

social qui est disposé à le faire.

Ce rapport de notre parti et de notre classe avec les mouvements nationalistes est celui qui détermine le rapport de notre idéologie avec l'idéologie de ces mouvements: elles vont ensemble contre tous les aspects de l'idéologie nationaliste de l'impérialisme. Mais l'internationalisme prolétarien, en tant qu'idéologie, ne se laisse pas pénétrer, il reste strictement indépendant des aspects réactionnaires du nationalisme bourgeois ou petit-bourgeois.

Vu de cette manière objective, basée sur la lutte de classes et non sur des idéologies « en soi », l'affirmation du camarade Germain, selon laquelle « les objectifs autonomes de classe poursuivis par le prolétariat et la paysannerie pauvre » s'opposent à la « solidarité nationale et la communauté nationale d'intérêts » dans les pays arriérés et dans la révolution socialiste internationale, est contradictoire avec la réalité, car il s'agit de deux tâches intimement liées.

Il existe un rapport entre l'internationalisme prolétarien et le nationalisme des nationalités opprimées: l'internationalisme prolétarien a une raison d'être objective, il est né comme réponse nécessaire du mouvement ouvrier à l'existence du système capitaliste mondial. Aujourd'hui ce système capitaliste mondial a sa plus haute expression dans le système impérialiste et c'est

celui-ci qui est la base objective actuelle de l'internationalisme prolétarien. Le nationalisme des nationalités opprimées lutte contre le même ennemi. Nous ne comprenons donc pas pourquoi le nationalisme était progressiste au 18ème siècle, lorsqu'il affrontait les seigneurs féodaux et les secteurs monarchistes absolus, et qu'il ne l'est plus maintenant alors qu'il s'affronte dans les pays arriérés à un ennemi beaucoup plus fort et plus dangereux, au principal ennemi du prolétariat international, à l'impérialisme. Avec ce même critère, tous les mouvements progressistes de type démocratique des siècles antérieurs ont cessé d'être progressistes. Le camarade Germain pourrait alors dire que, si l'impérialisme mondial voulait imposer l'enseignement religieux dans les écoles, le mouvement pour l'enseignement laïque a cessé d'être progressiste. Pour nous au contraire, un mouvement pour l'enseignement laïque, dans les pays où il y a un enseignement religieux est progressiste, quels que soient ceux qui le dirigent, car s'il y a un siècle il affrontait la réaction terrienne, il affronte aujourd'hui la réaction impérialiste et cette lutte est autant, sinon plus, progressiste qu'auparavant. Les mouvements se définissent par leur objectif historique et par les ennemis qu'ils affrontent. Les mouvements nationalistes des nationalités opprimées sont progressistes car ils ont un objectif historique progressiste, la libération nationale, et s'affrontent au plus réactionnaire des ennemis, l'impérialisme.

Deuxième argument :

Nous pouvons soutenir exceptionnellement les mouvements nationalistes dont les directions ne comportent pas d'éléments bourgeois ou petits bourgeois, mais nous ne soutenons pas ceux qui en ont :

« Cette opposition de Lénine au nationalisme n'est pas un principe abstrait et formel, mais elle découle, comme l'indique Lénine, d'une claire notion des circonstances historiques et économiques. C'est la raison pour laquelle il peut y avoir quelques exceptions à la loi, basées sur des conditions historiques et économiques exceptionnelles, dans les nationalités opprimées qui n'ont pas leur propre classe dominante ou qui n'ont qu'un embryon de bourgeoisie, de telle sorte que, dans la situation donnée et à venir, il soit exclu que cet embryon actuel puisse devenir une classe dominante sans désintégrer totalement la structure impérialiste. Les meilleurs exemples de telles exceptions sont les nationalités noires et chicanos au sein des Etats-unis. Mais il est clair que le Québec, la Catalogne, le Pays basque, l'Inde, Ceylan et les nations arabes ne peuvent pas être qualifiés d'exceptions. Toutes ces nations ont leur propre classe bourgeoise. Nombre d'entre elles ont également leurs propres Etats semi-coloniaux. Soutenir le nationalisme de ces nationalités, sous prétexte de soutenir les luttes anti-impérialistes ou celui de défendre la doctrine que le nationalisme

conséquent peut automatiquement diriger la lutte vers la dictature du prolétariat, c'est nier les distinctions de classes, les conflits irréconciliables de classes au sein de ces nations, que l'oppression nationale et l'exploitation économique par l'impérialisme n'ont pas éliminés mais, en un certain sens, encore accrus par rapport à ceux des nations non opprimées. » (Germain, idem, p.83).

Germain classe ainsi les mouvements en fonction de l'importance de l'intervention d'éléments bourgeois en leur sein, et non par le caractère de masses qu'ils entraînent et de la lutte qu'ils mènent à un certain moment contre l'impérialisme. Il pourrait classer de la même manière n'importe quelle lutte du mouvement de masses et parvenir à la conclusion, par exemple, que nous ne soutiendrions que les syndicats ou partis ouvriers qui ont des directions révolutionnaires, ou les mouvements démocratiques qui ont des directions ouvrières.

Au contraire, nous pensons que, sans cesser de critiquer et de nous différencier de leurs directions, il faut soutenir toutes les luttes ouvrières ou démocratiques qui vont objectivement contre la bourgeoisie et qui sont progressistes, quelles que soient leurs directions. Nous devons garder ce même critère par rapport à tout mouvement nationaliste. S'il va objectivement contre

l'impérialisme, nous devons le soutenir, quelle que soit sa direction, en nous différenciant et en attaquant les inévitables trahisons de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie. C'est ce que nous devons faire pour tout mouvement qui part de revendications démocratiques

progressistes (pour la libération de prisonniers politiques, l'avortement, l'égalité des femmes, etc.), quels que soient ceux qui y interviennent et quel que soit le secteur qui le dirige à ce moment-là.

Troisième argument :

Il faut distinguer clairement la lutte pour l'autodétermination nationale des mouvements nationalistes :

« Les sectaires et les opportunistes ne font ni les uns ni les autres cette distinction élémentaire entre la lutte pour l'autodétermination nationale et l'idéologie nationaliste. Les sectaires refusent de soutenir les luttes pour l'autodétermination nationale sous prétexte que l'idéologie qui prévaut parmi les combattants et les dirigeants est le nationalisme. Les opportunistes refusent de combattre les idéologies nationalistes bourgeoises et petites-bourgeoises, sous prétexte que la lutte pour l'autodétermination nationale, dans laquelle prédomine cette idéologie, est progressiste. » « La position correcte, marxiste révolutionnaire, est de combiner le soutien total à la lutte pour l'autodétermination nationale des masses, y compris les revendications concrètes qu'exprime ce droit dans les domaines politique, culturel et linguistique, avec la lutte contre le nationalisme bourgeois et petit-bourgeois. » (idem, p.80).

Il y a plusieurs choses incompréhensibles dans cet argument. La première c'est que le camarade Germain se limite aux revendications « concrètes » « dans les domaines politique, culturel et linguistique ». N'y a-t-il pas un domaine économique dans la lutte pour l'autodétermination nationale ? L'expropriation sans indemnités des entreprises impérialistes n'est-elle pas la plus grande expression de la lutte pour l'autodétermination nationale, comme l'a montré Trotsky au sujet du pétrole mexicain ?

La seconde, c'est l'affirmation que « l'idéologie qui prévaut parmi les combattants » pour l'autodétermination nationale est le nationalisme bourgeois et petit-bourgeois. Si par cela le camarade Germain veut dire que les masses se mobilisent derrière une direction bourgeoise ou petite bourgeoise, et que nous devons lutter pour que ce soit la classe ouvrière qui prenne la direction, nous sommes totalement d'accord. Mais s'il en conclut que leur sentiment nationaliste est réactionnaire et que nous devons le combattre en lui opposant l'internationalisme prolétarien, nous ne sommes pas du tout d'accord. Ce sentiment nationaliste des masses est contradictoire: en tant que nationaliste il est progressiste, en tant que confiance dans les exploiters nationaux, il est réactionnaire, et non seulement réactionnaire mais inconséquent, car la bourgeoisie et la petite bourgeoisie nationales sont incapables de mener à bien la libération

nationale d'un pays arriéré contre l'impérialisme.

Pourquoi devrions-nous rejeter en bloc ce sentiment contradictoire ? Si nous développons l'aspect positif de ce sentiment (nationaliste) jusqu'au bout, jusqu'au nationalisme conséquent, cela ne dévoilera-t-il pas les hésitations et les trahisons de la direction bourgeoise ? Qu'a de réactionnaire le sentiment nationaliste anti-impérialiste conséquent ? Quel autre moyen de liquider l'influence idéologique et la direction bourgeoise des mouvements nationalistes propose le camarade Germain ? La propagande générale sur l'internationalisme prolétarien et le contenu réactionnaire de l'idéologie nationaliste bourgeoise ?

Toutes ces questions restent sans réponse, car le camarade Germain fait une séparation absolue entre les luttes anti-impérialistes et le nationalisme, alors qu'en réalité ils sont intimement liés, le nationalisme étant l'expression idéologique des luttes anti-impérialistes.

Le camarade Germain propose en définitive que nous utilisions essentiellement des mots d'ordre négatifs, c'est-à-dire que nous tombions dans les fameux « anti » qui, selon Trotsky, caractérisent les opportunistes.

Nous sommes pour des mots d'ordre positifs (nationalisme au lieu d'anti-impérialisme) qui caractérisaient les bolcheviks. Mais laissons de côté ce problème, afin de ne pas entrer dans un nouvel axe de discussion.

Pour appuyer ces trois arguments et sa conclusion générale, selon laquelle sauf exceptions nous ne soutenons pas le nationalisme des nationalités opprimées, le camarade Germain en appelle à l'autorité de Lénine et de Trotsky. Il donne une longue citation de Lénine pour démontrer que « Lénine a tout à fait la même position. Et dans sa majeure contribution finale au problème, qui a valeur programmatique, ses thèses sur la question nationale et coloniale écrites pour le IIème Congrès du Komintern, nous pouvons lire le passage suivant très éclairant » (Germain, idem p.81). Dans cette citation, le camarade Germain commet la fraude théorique la plus scandaleuse de l'histoire de notre mouvement et peut-être même du mouvement ouvrier mondial. La citation est totalement falsifiée. Les deux premiers paragraphes sont bien de Lénine, mais les deux derniers, alors que Germain les donne comme tels, ne sont pas de lui mais de Roy, le délégué de l'Inde. De plus, les deux paragraphes de Lénine appartiennent bien aux thèses que mentionne Germain,

mais ceux de Roy sont d'une autre résolution, des « thèses supplémentaires » que Lénine n'a pas écrites. De plus encore, dans ce qu'il appelle un « passage » des thèses, il saute de la thèse 2 à la thèse 10, sans préciser qu'il ne s'agit plus du même thème, car la thèse 10 parle des partis et des courants qui ont rompu avec la social-démocratie principalement dans les pays impérialistes. C'est ensuite qu'il passe de la thèse 10 à la thèse 7 de l'autre résolution écrite par Roy et non par Lénine.

Voyons ce que dit le texte de Lénine, d'après les Oeuvres complètes :

« 1- que tous les Partis communistes doivent aider le mouvement de libération démocratique bourgeoise dans ces pays et que le devoir de leur prêter l'aide la plus active repose en premier lieu sur les ouvriers du pays dont la nation arriérée est la colonie financièrement dépendante" (Lénine, Oeuvres complètes, Edition Cartago, Buenos Aires, tome 33, p.296 - Interventions au IIe congrès de l'Internationale Communiste - Rapport de la commission nationale et coloniale - 26 juillet 1920).

Mais le camarade Germain, non seulement change les citations mais oublie qu'il y eut une discussion entre Roy et Lénine. Roy avait la position ultra-gauche et Lénine celle plus favorable à la bourgeoisie nationale. Lénine résume ces discussions ainsi :

« Nous avons discuté de la question de savoir s'il était correct, du point de vue des principes et de la théorie, d'affirmer que l'Internationale communiste et les Partis communistes doivent soutenir le mouvement démocratique bourgeois dans les pays arriérés ; après cette discussion, nous nous sommes mis d'accord à l'unanimité pour parler de mouvement nationaliste révolutionnaire au lieu de mouvement démocratique bourgeois. » (idem, p.296).

Ce changement dans la définition des mouvements nationalistes est lié au caractère de ces mouvements (réformiste ou révolutionnaire) et non, comme semble l'interpréter Germain, à la classe qui les dirige. Par ailleurs ce fut une solution de conciliation, une concession de Lénine à Roy. Et cela s'est démontré par le fait que Lénine disait, au même moment, que les grands mouvements mondiaux qui combattent l'impérialisme étaient « les mouvements soviétiques des ouvriers des pays avancés et par ailleurs tous les mouvements de libération nationale des colonies et des nationalités opprimées ».

Cette position de Lénine fut beaucoup plus développée par le IVème Congrès de l'Internationale communiste, dans les fameuses thèses sur l'Orient où est formulée la stratégie du front unique anti-impérialiste et dit catégoriquement :

« Se rendant compte que dans diverses conditions historiques les éléments les plus variés peuvent être les porte-paroles de l'autonomie politique, l'Internationale communiste soutient tout mouvement nationaliste révolutionnaire dirigé contre l'impérialisme. De la même

manière, il est indispensable de forcer les partis nationalistes bourgeois à adopter la plus grande partie possible de ce programme agraire révolutionnaire. Le refus des communistes des colonies de prendre part à la lutte contre l'oppression impérialiste, sous le prétexte de la "défense exclusive des intérêts de classe", est la conséquence d'un opportunisme malsain qui ne peut que discréditer la révolution prolétarienne en Orient. » ("Les quatre premiers Congrès de l'IC", Maspéro, p.175).

Il est évident que pour Lénine la question de savoir qui dirige le mouvement est secondaire, l'important est la lutte contre l'impérialisme. Dans ce cas, nous soutenons "tout mouvement nationaliste", même s'il est dirigé par des féodaux ou par la bourgeoisie nationale. Nous sommes d'accord avec Lénine pour soutenir tout mouvement qui lutte contre l'impérialisme, et nous ne soutenons pas les mouvements nationalistes qui s'appuient sur lui, comme le sionisme. Pour Germain, nous ne devons pas le faire, nous soutenons un mouvement nationaliste dans le cas exceptionnel où la bourgeoisie et la petite bourgeoisie nationales n'y participent pas. S'ils y participent, nous ne soutenons pas. Et le prétexte qu'il donne pour défendre cette position ce sont « les objectifs autonomes de classe », prétexte très analogue à celui de « la défense exclusive des intérêts de classe » que Lénine dénonçait comme un « opportunisme malsain ». Trotsky, héritier des enseignements de Lénine, éclaire encore mieux le critère léniniste de soutien à tout mouvement nationaliste, quelle que soit sa direction : il élimine directement de sa ligne politique l'amendement fait par Roy pour qualifier les mouvements nationalistes, il supprime le mot « révolutionnaire ». Il considérerait l'idéologie de Sun Yat Sen comme progressiste, car elle était nationaliste. Voyons ce que disait Trotsky :

« (...) le mouvement nationaliste en Orient est un facteur progressiste dans l'histoire mondiale. La lutte pour l'indépendance de l'Inde est hautement progressiste, mais nous savons tous que c'est une lutte sur des objectifs nationalistes bourgeois limités. La lutte pour la libération de la Chine est une lutte démocratique, l'idéologie de Sun Yat Sen est une idéologie progressiste mais bourgeoise en définitive. Nous sommes d'accord avec le soutien communiste au Kuomintang chinois que nous tentons de révolutionner. » (Trotsky, "La révolution chinoise" 1938, Pathfinder Press, p.8).

« Nous voyons la Turquie abolissant le califat et Mac Donald le rétablissant. N'est-ce pas un exemple remarquable du menchevisme contre-révolutionnaire occidental et du démocratism nationaliste bourgeois progressiste d'Orient ? En Afghanistan il se passe aujourd'hui les faits les plus dramatiques : l'Angleterre tente de mettre le pouvoir aux mains des éléments les plus arriérés et réactionnaires, imbus des pires préjugés du pan-islamisme, du califat, etc. L'appréciation correcte de ces deux forces en lutte vous permettra de comprendre pourquoi l'Orient se rapproche de plus en plus de nous, de l'Union soviétique et de la IIIème Internationale. » (idem,

p.9).

La position de Trotsky par rapport aux mouvements nationalistes bourgeois et petits-bourgeois latino-américain réaffirme la précédente, elle est en faveur de Cardenas et de l'APRA péruvienne et s'est concrétisée dans la résolution de notre Internationale :

« Dans la lutte contre l'impérialisme étranger au Mexique, la direction de la LCI (groupe Galicia), au lieu de mettre l'accent de son agitation sur la lutte contre les bandits nord-américains et britanniques, l'a centrée contre le régime nationaliste bourgeois de Cardenas, en l'attaquant d'une manière tendancieuse, sectaire et, étant donné les circonstances, objectivement réactionnaire ». ("Documents of the Fourth International" : Pathfinder Press, 1973, p . 283).

Germain révisé Trotsky et le marxisme, non seulement sur le terrain de la conception générale, mais aussi dans les cas concrets qu'il cite en exemple. Selon lui, les trotskystes sont contre le nationalisme catalan, car c'est un mouvement où participe la bourgeoisie. Voyons ce que disait Trotsky sur le mouvement nationaliste catalan :

« J'ai déjà écrit que, à l'étape actuelle, le nationalisme petit-bourgeois catalan est progressiste, mais à une seule condition : qu'il développe son activité hors des rangs communistes et qu'il soit toujours sous les coups de la critique communiste. » « Le nationalisme catalan est un facteur révolutionnaire progressiste ; le nationalisme espagnol est un facteur impérialiste réactionnaire. Le communiste espagnol qui ne comprend pas cette différence ou l'ignore, qui ne l'explique pas à l'avant-garde mais au contraire cache sa signification, court le risque de devenir un agent inconscient de la bourgeoisie espagnole et d'être perdu pour la cause de la révolution prolétarienne. » « Toute autre politique équivaudrait à soutenir le nationalisme réactionnaire de l'impérialisme bourgeois de la nation dirigeante, contre le nationalisme démocratique révolutionnaire de la petite bourgeoisie d'une nation opprimée. » ("The Spanish Revolution", p.155 et 110).

Continuons maintenant par le problème noir aux Etats-unis. Pour le camarade Germain, c'est une exception, étant donné qu'il s'agit d'un nationalisme qu'il faut soutenir, car il provient d'une nationalité opprimée où n'existe pas de bourgeoisie. Pour sa part, l'Internationale communiste considèrerait le problème noir des Etats-unis comme partie intégrante du mouvement noir mondial, et non pas comme une exception limitée aux USA. Pour l'IC, ces noirs doivent être l'avant-garde de la lutte mondiale des noirs d'Afrique et d'Amérique centrale :

« C'est pour cela que le IVème Congrès déclare que tous les communistes doivent particulièrement appliquer au problème noir les thèses sur la question coloniale. » Le IVème Congrès reconnaît « la nécessité de soutenir toute forme de mouvement noir ayant pour fin de saboter et

affaiblir le capitalisme ou l'impérialisme ou d'arrêter sa pénétration ». ("Les quatre premiers Congrès de l'IC", p . 185).

Comme nous le voyons, pour l'IC le mouvement noir ne fait qu'un dans le monde entier, et partout, pas seulement aux Etats-unis, il faut le soutenir, quels que soient ses dirigeants, à condition qu'il ait pour "fin de saboter et affaiblir le capitalisme ou l'impérialisme ou d'arrêter sa pénétration". Par conséquent, lorsque Germain dit que nous devons le soutenir en tant qu'exception aux Etats-unis, il fait une erreur, il divise ainsi le mouvement nationaliste noir. Avec les chicanos, il se passe un peu la même chose: ils font partie intégrante et suivent les vicissitudes de la lutte nationaliste latino-américaine.

(Toute cette discussion est très importante par rapport aux ouvriers immigrés, puisqu'ils sont très souvent une partie de la révolution coloniale au sein même des pays impérialistes. Dans d'autres cas, ils sont l'expression d'une nationalité opprimée. Ce dernier point n'est même pas soupçonné par les auteurs du document européen de la majorité, puisqu'ils n'y posent pas ce problème. En fait, ces camarades confondent nationalité opprimée et nation. Pour qu'existe une nation, il faut qu'elle ait un territoire propre, mais même s'il lui manque un territoire, si elle a une langue, une race et une culture différentes, il existe une nationalité. Et même s'il manque un de ces différents éléments, nous pouvons être en présence d'une nationalité (comme c'est le cas des ouvriers immigrés), les persécutions, l'inégalité économique et politique en font une nationalité opprimée. Mais laissons ce problème pour la discussion du document européen, nous y démontrerons que c'était là le critère de Trotsky et des marxistes classiques.).

Ce n'est que maintenant, après avoir défini objectivement notre politique en direction des nationalistes, que nous pouvons entrer dans le problème subjectif, c'est-à-dire le problème des directions. Que nous soutenions les mouvements nationalistes, quelle que soit leur direction, à la seule condition qu'ils aillent contre l'impérialisme, ne signifie pas que nous nous confondions avec la direction bourgeoise ou petite bourgeoise de ces mouvements. De la même manière, lorsque nous soutenons un mouvement syndical qui lutte contre la bourgeoisie, nous ne nous confondons pas avec sa direction bureaucratique, ni ne diluons notre parti dans le syndicat. Bien au contraire, comme l'ont dit mille et une fois nos maîtres, l'indépendance de notre classe et de notre parti est sacrée.

Nous imposons une séparation nette, précise, de classe entre ces directions et nous, et entre notre classe, notre parti et ces mouvements. Cette séparation nette nous permet de soutenir le mouvement nationaliste quand il va contre l'impérialisme et de mener en même temps une critique implacable contre ses directions et ses limitations.

Comment réaliser cette différenciation ? D'une part, en maintenant coûte que coûte la défense et l'impulsion des

luttres ouvrières pour leurs intérêts spécifiques, et en dénonçant les directions bourgeoises car elles prétendent utiliser le mouvement ouvrier pour affronter l'impérialisme, tout en continuant à l'exploiter. D'autre part, et c'est ce qui est fondamental, en demandant au mouvement ouvrier qu'il exige de ces directions une lutte et des mesures conséquemment anti-impérialistes (que nous savons que ces dirigeants sont incapables d'appliquer), en tant que moyen de les démasquer aux yeux des masses et d'avancer la nécessité pour la classe ouvrière elle-même de prendre la direction du mouvement nationaliste. Et finalement, en nous opposant d'une manière déterminée à ce que le mouvement ouvrier mette ses organisations (syndicales et politiques) sous la discipline de la direction bourgeoise et en insistant inlassablement sur la nécessité d'une organisation et d'une politique indépendante des travailleurs.

Mais tout cela n'est pas nouveau, nous faisons de même face à tout mouvement progressiste, au mouvement contre la guerre du Vietnam aux États-Unis. Nous y soutenons le mouvement contre la guerre sans perdre l'indépendance de notre parti et sans cesser d'attaquer un seul instant les

directions opportunistes ou libérales bourgeoises. La seule chose que nous ne pouvons pas faire, c'est dire que nous ne les soutenons pas car c'est un mouvement démocratique où interviennent (et à un moment ils le dirigèrent) les bourgeois libéraux et les réformistes.

Soutien aux mouvements progressistes, avec une totale indépendance pour critiquer le mouvement et ses directions, oui ; confusion et dilution de notre parti au sein du mouvement, non. C'est là l'essence de la politique léniniste et trotskyste. Le camarade Germain nous en propose une autre : même s'il s'affronte à l'impérialisme, nous ne devons pas soutenir un mouvement nationaliste si y participent des secteurs bourgeois ou petits-bourgeois. Et ce révisionnisme germainiste nous pousse vers un danger très grave, celui de nous confondre, à cause de notre politique, avec la bourgeoisie impérialiste elle-même. Cette dernière se gardera bien de soutenir les mouvements nationalistes qui vont contre elle, et au contraire les attaquera. Et le camarade Germain... ne leur donnera pas son soutien. Aux yeux des masses, quelle est la différence ?

Chapitre VIII - LA TENDANCE MAJORITAIRE EST LE PRINCIPAL DANGER

1) *Nous connaissons d'avance la réponse du camarade Germain*

Cela fait de nombreuses années que Trotsky a défini le mode de raisonnement de la pensée opportuniste et sectaire. Cette définition prend toute son actualité dans cette polémique, car c'est ce mode de raisonnement qu'emploient les camarades de la majorité et particulièrement le camarade Germain.

« La pensée marxiste est concrète, c'est-à-dire qu'elle prend en compte tous les facteurs décisifs et importants d'une question donnée, non seulement dans leurs rapports réciproques mais aussi dans leur développement. Elle ne dissout pas la situation du moment dans la perspective générale, mais c'est grâce à la perspective générale qu'elle éclaire l'analyse de la situation présente dans toute sa particularité. C'est précisément par cette analyse concrète que commence la politique. La pensée opportuniste ainsi que la pensée sectaire ont un trait commun, elles tirent toutes deux de la complexité des circonstances et des forces un ou deux facteurs qui leur paraissent les plus importants - et qui quelquefois le sont de fait - en les isolant de la réalité complexe et en leur attribuant une force sans limite. » (Trotsky, "Ecrits" tome 3 p.525).

C'est ce que font systématiquement les camarades de la majorité. Ils isolent un facteur de la réalité - quelquefois le plus important, d'autres fois un facteur secondaire -, lui attribuent une « force sans limite » ni restriction et le transforment en une loi générale. Ils isolent la tendance et la loi générale selon laquelle sans lutte armée il n'y aura pas de révolution et en font une loi unique de notre politique pour toute l'Amérique latine. Ils séparent la tendance vers le contrôle ouvrier de toutes les circonstances qui peuvent le rendre actif à un moment déterminé, et seulement à ce moment-là de la lutte de classes, et la transforment en une stratégie et une tactique quasi permanente pour l'Europe. Ils abstraient un élément de la montée actuelle du mouvement de masses en Europe - celui de l'existence d'une nombreuse avant-garde qui ne suit pas les appareils réformistes - et le transforment en une catégorie sociale (alors que c'est un phénomène épisodique et conjoncturel de cette montée des masses) pour en faire l'axe stratégique de notre activité. Pourquoi continuer ? Toujours, dans chaque analyse et dans chaque orientation de la majorité, nous retrouvons la même erreur.

Cette erreur fondamentale se combine à d'autres qui rendent encore plus fautive cette façon de raisonner et de polémiquer. Dans presque tous les documents de la majorité, il y a une tendance très manifeste à

l'impressionisme (consistant à se laisser entraîner par les événements spectaculaires ou les analyses intellectuelles et journalistiques plus ou moins brillantes), au subjectivisme (donnant l'importance fondamentale aux questions de type idéologique, ou de conscience, laissant de côté la situation objective de la lutte de classes), à l'économisme (surévaluant le facteur économique et le transposant mécaniquement à l'analyse politique), et à l'érudition (utilisant une avalanche de citations prises au pied de la lettre et hors de leur contexte pour asseoir une position). Tout cela se transforme au cours de la polémique en coups de théâtre, effets spectaculaires, manœuvres intellectuelles ou jeu sur les sentiments, afin d'impressionner l'auditoire. Nous nous sommes efforcés tout au long de ce document de démontrer et de donner des exemples de ces vices de raisonnement et de façon de polémiquer.

Le camarade Germain intervient toujours comme un avocat de la défense : il est moins préoccupé d'aller droit dans le vif du sujet et d'exposer avec netteté ce qu'il pense et propose de faire, que de se défendre d'avance contre toutes les attaques possibles que l'on pourra lui faire, et sous tous les angles imaginables. C'est ainsi que se comprennent les sommets mais aussi les profonds abîmes par lesquels passe le camarade Germain : quand la cause qu'il défend est juste, elle brille de tous ses feux, solidement protégée par cette carapace défensive qui l'entoure ; mais lorsqu'elle est injuste, ces qualités se transforment en défauts. La véritable position défendue par le camarade Germain reste cachée, confuse derrière cette carapace défensive, recouverte d'une toile d'araignée inextricable, où des affirmations s'amoncellent et se mêlent à d'autres totalement opposées et qui ne servent finalement qu'à démontrer qu'il a toujours raison. Si on l'attaque parce qu'il a dit « blanc », il peut toujours nous démontrer que quelque part il a dit « noir » ; si on le critique parce qu'il a dit « oui », il peut toujours nous montrer que, quelques lignes plus bas, il a dit « non ».

Malheureusement, le camarade Germain n'a pas toujours défendu des causes justes. Et, comme toujours, le plus important est de savoir au service de quelle politique est mise une certaine façon de raisonner et de polémiquer. La trajectoire du camarade Germain, dans ce sens, est très contradictoire, car elle suit deux constantes : la défense du trotskysme (une cause juste) et la défense de son prestige de dirigeant (une cause injuste, même s'il était réellement un dirigeant irréprochable). Les documents du camarade Germain peuvent alors servir à n'importe quoi

(principalement à se défendre contre des attaques futures) plutôt qu'à armer nos cadres pour leur activité militante, surtout lorsque ces documents se rapportent à une polémique interne au mouvement trotskyste où son prestige de dirigeant risque de souffrir quelque dommage.

C'est de là que découle le titre de ce sous-chapitre, car nous sommes sûrs que le camarade Germain, ainsi que tous les autres camarades de la majorité, nous répondront en nous opposant trois ou quatre citations de leurs documents (où ils disent exactement le contraire) pour chacune des citations que nous avons employées. Par exemple, à la citation où le camarade Germain soutient que les bourgeoisies nationales sont capables de rompre totalement avec l'impérialisme et de mener à bien une lutte victorieuse contre l'oppression étrangère, ils nous opposeront de nombreuses autres où est dit, avec la meilleure orthodoxie trotskyste, qu'elles ne peuvent pas le faire. (Afin de leur éviter la peine de chercher, nous pouvons leur dire où en trouver une: dans la dernière lettre du camarade Germain à Horowitz). Et cela n'est qu'un exemple. Nous sommes certains qu'il existe (et ils les sortiront) des citations exactement opposées à celles que nous avons utilisées pour chaque problème théorique que nous avons soulevé dans cette polémique. Nous sommes même convaincus qu'après cet afflux de citations, le camarade Germain nous accusera d'avoir falsifié sa pensée. Nous n'obtiendrons jamais qu'un camarade de la majorité discute des citations que nous avons prises et reconnaisse que dans ces citations il a commis une erreur et qu'il accepte notre critique. Et c'est ainsi que se terminera toute possibilité de continuer à polémiquer car, si nous acceptons la méthode d'addition et de multiplication des affirmations du camarade Germain, la discussion entre marxistes cesserait d'être une tâche militante pour devenir un travail de découpe, de collage de citations et de calcul de leurs poids sur une balance. Parce que si l'on recoupait et regroupait les affirmations théoriques correctes du camarade Germain, on pourrait faire un des plus grands volumes de théorie trotskyste orthodoxe; mais si l'on faisait la même chose avec les affirmations incorrectes, on pourrait faire un autre volume aussi gros sinon plus que le premier, du révisionnisme trotskyste. Mais cela n'a rien à voir avec la méthode marxiste, la théorie est également dialectique et une affirmation erronée peut faire tomber cent affirmations correctes, selon le contexte du problème concret discuté lorsque cette affirmation a été formulée.

Il en sera ainsi pour les questions théoriques, mais en ce qui concerne les orientations politiques concrètes, dont nous traitons dans ce document et dans d'autres textes des camarades de la minorité, ce sera encore plus grave. Les orientations se confrontent aux faits et les faits sont connus par les jeunes cadres de notre Internationale, contrairement aux questions théoriques. Personne ne peut nier par exemple que depuis le IXème Congrès à nos jours, l'Amérique latine a été la scène de grandes mobilisations ouvrières et populaires (c'est-à-dire le

contraire de ce qui était prévu dans les résolutions de ce Congrès). C'est un fait impossible à controvertir, comme tout autre fait contemporain. Et même les faits du passé sont beaucoup plus difficiles à controvertir que les questions théoriques. Cette vertu possédée par les faits concrets et les lignes politiques concrètes (exprimées dans les journaux, les tracts et autres documents d'agitation) déterminera la façon d'intervenir des camarades de la majorité. Nos affirmations documentées sur l'incapacité de l'orientation de la majorité à donner des réponses aux faits concrets de la lutte de classes seront démontrées directement. Cela fait 20 ans que nous leur demandons de nous expliquer leur politique de soutien critique au MNA qui a entraîné la défaite de la révolution bolivienne en 1952. Pourquoi ne nous répondent-ils pas quand nous insistons pour savoir à quelle date le journal du POR(C) a commencé sa campagne de lutte contre les Coups d'Etat en Bolivie ? Nous ont-ils répondu s'il fallait ou non participer aux élections en Argentine ?

Les réponses faites par les camarades de la majorité à nos questions ont toujours été les mêmes: le silence, encore le silence. C'est en réalité un silence plein de cris, de rideaux de fumée, d'argumentations longues et lourdes, mais un silence en définitive, car il n'a jamais été rompu par une réponse catégorique. Le jour où les camarades nous diront : « Oui nous avons fait un soutien critique au gouvernement du MNA en Bolivie de 52 à 56, bien que le mouvement ouvrier et populaire eût liquidé l'armée bourgeoise et se fût organisé en milices ouvrières, et nous pensons aujourd'hui que ce fut une erreur tragique. » (ou le contraire : « cette politique était correcte pour telle ou telle raison... »). Ou bien, lorsqu'ils nous diront : « Vous avez tort, le journal du POR(C) a développé une campagne de lutte politique contre les putschs, à partir de tel numéro ou telle date et l'a maintenue pendant tant de numéros et d'une manière conséquente » (ou le contraire : « Ils ne l'ont jamais fait et nous reconnaissons avoir menti ») ; ou bien encore : « Effectivement, il fallait participer aux élections argentines » (ou il ne fallait pas le faire). Le jour où les camarades nous diront simplement cela, nous reconnaitrons que leur méthode a changé.

Mais pour l'instant, nous n'en voyons aucun symptôme. Nous pensons donc que notre dénonciation - du fait que la majorité a commis dans son document européen un des plus grands crimes de l'histoire en oubliant le « Vietnam » de l'impérialisme européen, les guérillas des colonies portugaises - subira le même sort que toutes nos dénonciations de leurs erreurs politiques antérieures. Nous pensons que, une fois de plus, la réponse sera le silence. Au lieu de nous répondre - mais allez savoir ce qui sortira de l'imagination fertile et polémique du camarade Germain et des autres dirigeants de la majorité - comme de véritables dirigeants prolétaires qui, lorsqu'ils se trompent ou oublient des positions fondamentales, disent simplement : « Nous nous sommes trompés, étudions ensemble les raisons de cette erreur », nous sommes sûrs qu'ils répandront un rideau de fumée.

2) La crise de notre Internationale est la crise de sa direction

Pour le camarade Germain, le principal danger qui menace aujourd'hui notre Internationale n'est pas l'ultra-gauchisme mais le « suivisme opportuniste ». Pour asseoir cette affirmation, comme toujours, le camarade Germain ne part pas de la réalité concrète mais d'une citation et d'une série d'exemples très partiels, découpés et falsifiés. La désertion la plus importante subie par notre Internationale ces quatre dernières années, c'est-à-dire la rupture de la section officielle argentine, le PRT(C), ne sert pas de base à son analyse, il ne la mentionne même pas, alors que c'est le meilleur exemple objectif du danger le plus grave qui nous guette. Notre tendance avait averti que cette rupture du PRT(C) était inévitable. Elle s'est produite, mais le camarade Germain, malgré sa prétendue lucidité sur les dangers qui nous menacent, fut incapable de la prévoir. Nous l'avons prévue et nos documents le prouvent.

Ce fait est utile pour éclairer une question : avec quels critères devons nous définir quel est le principal danger que risque notre organisation ? Avec un critère érudit comme celui du camarade Germain ? Ou en prenant le rapport entre notre organisation et le processus de la lutte de classes, qui est notre critère ?

Un parti révolutionnaire est toujours exposé à des déviations de deux types, celles de droite, opportunistes, et celles de gauches, sectaires. Les déviations de droite sont provoquées par la pression sur le parti de couches privilégiées ou en recul du mouvement de masses ou, selon la théorie de Mandel, par l'existence d'appareils dans les partis de masse. Les déviations de gauche proviennent de l'influence au sein du parti de secteurs de la petite bourgeoisie radicalisée qui cherchent des solutions individuelles et désespérées.

Dans quelle situation se trouvent nos partis actuellement ? Sont-ils, ne serait-ce qu'un minimum, entourés par le mouvement de masses en recul, par ses secteurs privilégiés ou ont-ils des appareils bureaucratiques coûteux et colossaux ? ou sont-ils plutôt dans l'autre situation, sans insertion dans le mouvement de masses, encore moins dans les secteurs en recul, leurs rangs se gonflant de milliers de jeunes militants provenant en majeure partie de la petite bourgeoisie radicalisée, en particulier étudiante ? Nous sommes évidemment dans cette dernière situation. Dans aucun pays nous ne sommes confrontés aux situations qui expliquent et provoquent les déviations suivistes et opportunistes. Au contraire, nos sections, nettement formées d'étudiants, doivent s'affronter à des situations pré-révolutionnaires ou proches de celles-ci. Pour Trotsky, dans ces situations :

« la faiblesse du parti accentue la force des éléments spontanés du mouvement » ("The Spanish Revolution", p. 130).

C'est pour cela que nous accusons le camarade Germain

d'utiliser une méthode d'érudit : il extrait la citation de Cannon et l'applique à ses démonstrations, sans expliquer la situation du SWP par rapport au mouvement de masses au moment où elle fut écrite. Il a oublié ainsi que le SWP était, pendant la guerre, un parti avec une influence, même petite, dans le mouvement ouvrier.

Quel est le rapport entre ces deux déviations et la nécessité de les combattre dans la vie réelle d'un parti révolutionnaire ? Lénine l'a défini de la manière suivante :

« Le premier objectif historique (celui de gagner au pouvoir soviétique et à la direction de la classe ouvrière l'avant-garde du prolétariat ayant une conscience de classe) ne pouvait pas être atteint sans une victoire idéologique et politique complète sur l'opportunisme et le social-chauvinisme ; le second objectif, immédiat, consistant à savoir diriger les masses vers une nouvelle position qui assure le triomphe de l'avant-garde de la révolution, ne peut pas être atteint sans la liquidation du doctrinarisme de gauche, sans l'élimination totale de ses erreurs. » ("Le gauchisme..." p. 102 et 130).

Il y a donc une dialectique, à l'extérieur du mouvement, l'ennemi est l'opportunisme, à l'intérieur c'est l'ultra-gauchisme. Autrement dit, nous gagnerons l'avant-garde ouvrière en liquidant idéologiquement et politiquement le stalinisme, les bureaucraties en général et les partis réformistes, et nous la conduirons à la victoire seulement en liquidant l'ultra-gauchisme.

Cela est relativement vrai, car il peut s'exprimer à l'intérieur du mouvement révolutionnaire des tendances de droite en conséquence de pression de classe, et inversement, au sein du mouvement de masses (comme cela s'est passé avec les manifestations impatientes de juillet 17 pendant la révolution bolchévique) des tendances gauchistes peuvent prendre force. Mais ce ne sont là que des exceptions à la règle générale. Mais passant par-dessus tout cela, le camarade Mandel a affirmé que :

« La grande incorporation de nouveaux membres dans l'Internationale Communiste, après sa première année d'existence, n'a pas créé exclusivement ni principalement un ultra-gauchisme mais essentiellement des déviations opportunistes. » ("Théorie léniniste de l'organisation" p. 25).

Et il parle ici de l'époque-même où s'est déroulée toute la lutte au sein de l'IC contre l'ultra-gauchisme, de l'époque-même où Lénine a dû écrire « Le gauchisme : maladie infantile du communisme » dont nous avons cité quelques phrases !

Pour revenir à la situation actuelle de notre Internationale, la position de Germain, selon laquelle le principal danger

est l'opportunisme, n'a non seulement aucune base scientifique, donc de classe, mais n'est même pas fondée sur des positions antérieures de la majorité, qui disait il y a quatre ans, en 69 :

« Il est évident que dans cette avant-garde le principal danger actuel, dû à son expérience et sa composition sociale, viendra des courants ultra gauches. Une des premières conditions pour une lutte contre ces courants et plus particulièrement contre sa projection dans nos propres rangs... » (Projet européen, SU 1969). « Jusqu'à ce qu'une avant-garde, d'un certain poids numérique et contenu social, émerge de la masse travailleuse, nous aurons des difficultés considérables avec les manifestations sectaires. Ces manifestations prendront tout d'abord la forme de l'ultra-gauchisme, mais nous y verrons d'étranges combinaisons de traits opportunistes et spontanéistes... » (Pierre Frank, Rapport sur l'Europe, 1969).

Pour terminer, dans le dernier document européen, il est montré dans la thèse 13 comment l'ultra-gauche s'est précisée et organisée en cinq courants, et dans les thèses suivantes, il nous est donné comme tâche d'intervenir dans cette avant-garde ultra-gauche. Mais il y est fait, d'un point de vue marxiste, un oubli impardonnable: il n'est pas expliqué que le danger majeur est de céder aux pressions de ce secteur dans lequel nous intervenons. Par conséquent, il n'est pas dit que le danger majeur, en Europe, est de céder à l'ultra-gauche et à son autre face l'opportunisme ouvriériste.

Qu'est-ce qui a changé en quatre ans pour que le danger le plus important ait cessé d'être l'ultra-gauchisme pour devenir l'opportunisme ? La seule chose qui ait changé, c'est que nos sections, essentiellement les sections européennes, ont grossi leurs rangs de cette avant-garde ultra-gauche et que, malgré les avertissements qu'ils ont lancés eux-mêmes, les camarades de la majorité ont fini par céder, presque inconditionnellement, à ses pressions. Comment est-il possible que de vieux militants trotskystes, qui surent prévoir le danger, aient capitulé face aux nouveaux cadres qui proviennent de l'avant-garde ? Qui en est responsable ? Nous ne pensons pas que la responsabilité en incombe à ces nouveaux cadres inexpérimentés et sans aucune tradition marxiste, mais aux insuffisances de notre direction européenne, et principalement des camarades Germain, Frank et Livio. Cette affirmation a une explication historique, marxiste, qui permet de dévoiler le secret de la crise actuelle de notre Internationale.

La direction européenne, avec à sa tête les camarades que nous venons de citer, a participé à un processus historique; l'histoire du mouvement trotskyste européen et de sa direction, qui ont vécu dans le passé des circonstances exceptionnelles, explique son présent. Parmi ces circonstances, trois sont fondamentales et ont marqué les trotskystes européens d'une manière indélébile :

La première circonstance est la désertion de nos rangs de la direction de l'opposition trotskyste espagnole (Nin) et l'incapacité de la direction française (Naville et Rosmer d'abord, Molinier et Frank ensuite) à former une direction prolétarienne. Avec le départ des uns et l'incapacité des autres, nous sommes restés sans direction, ni cadres assez forts et sérieux dans les sections qui, à l'époque, étaient les plus importantes d'Europe.

La seconde raison fut l'occupation nazie, que nous avons dû affronter sans tradition prolétarienne de nos cadres et de la direction du trotskysme européen, qui a aggravé au maximum ces défauts.

La troisième raison fut que la montée du mouvement de masses dura très peu, environ trois ans, après la guerre, de 44 à 47. Cela a signifié pour nos cadres et notre direction européenne l'absence de possibilité de se forger dans la lutte de classes, la seule manière de former une direction trotskyste. Le long recul du mouvement de masses a empêché pendant environ 20 ans qu'apparaisse une direction trempée un minimum par la lutte de classes et liée au mouvement ouvrier. La défense du trotskysme n'a pu être, de par ces circonstances, la confrontation quotidienne de la politique trotskyste avec les positions politiques existant dans le mouvement de masses, elle est devenue un exercice essentiellement intellectuel et théorique.

Cela s'est aggravé lorsque les dirigeants de la majorité n'ont pas compris le processus qui s'était ouvert et que la seule façon pour le parti de survivre au recul était d'insister sur la liaison indépendante de nos groupes et de nos militants avec le mouvement ouvrier et de masses ; que la participation à la moindre petite lutte, même sur des revendications insignifiantes, ou s'il n'y en avait pas, que la réalisation d'une propagande sur nos positions, auprès de secteurs du mouvement de masses disposés à nous écouter, étaient la clé pour que nos sections se maintiennent ou récupèrent leur caractère prolétarien. Au contraire, les camarades capitulèrent devant ce recul et se donnèrent une stratégie d'entrisme à très long terme dans les partis staliniens et opportunistes.

Cette orientation produisit une division nette parmi nos militants européens et leur direction. Les militants durent se cacher pendant presque 20 ans, car s'ils étaient reconnus comme trotskystes ils étaient expulsés des organisations opportunistes où ils intervenaient. Toute leur science se limita à faire passer des miettes de notre programme, digestibles par la discipline des partis staliniens. Les dirigeants, pour leur part, se consacrèrent à attendre que le processus objectif « amène le stalinisme ou ses courants de gauche à la lutte pour le pouvoir ». Que pouvaient-ils faire d'autre, sans militants publics et sans parti indépendant ? Des commentaires, seulement des commentaires, celui des événements, celui des erreurs politiques des autres et sur ce qu'ils auraient dû faire. Pourquoi donc formuler une politique concrète, s'il n'y avait aucun parti ni militant pouvant la mettre en pratique ? Cela accentua le caractère « commentariste », « journalistique », éloigné de la lutte de

Un document scandaleux (une réponse à Mandel)

classes et du combat pour imposer dans le mouvement ouvrier et de masses notre programme et notre parti, caractère que possédait déjà la direction européenne.

C'est l'existence qui crée la conscience. Et cette double existence celle des militants et celle des dirigeants, dans l'étape entriste « sui generis » a laissé des séquelles indélébiles chez les militants et chez les dirigeants. Et nous sommes restés finalement presque sans dirigeants et sans militants. La majeure partie de ces derniers continua à capituler devant les organisations opportunistes dans lesquelles ils intervenaient. Près de 70% des plus grands dirigeants trotskystes qui défendirent et pratiquèrent l'entrisme « sui generis » ont abandonné notre mouvement. Où sont les vieux cadres de la direction dont faisait partie le camarade Germain ? Il n'en reste que quatre : Germain, Frank, Livio et Gonzalez. Où sont Pablo, Posadas, Arroyo, Frias, Ortiz, Michèle Mestre, Rivas, Levinston Colwin Da Silva... ? Ces ex-camarades n'ont plus rien à voir avec le trotskysme. leur capitulation les a poussé à droite, vers l'ennemi de classe, vers l'opportunisme : Pablo est devenu l'aile gauche du stalinisme et Posadas l'aile gauche des bourgeoisies nationales. Dans leur ensemble, tous sont devenus des opportunistes incurables.

A l'opposé de ce processus, les plus importants dirigeants qui étaient contre l'entrisme « sui generis » restent toujours trotskystes. Où sont Cannon, Obbs, Hansen, Moreno, Vitale, Humbert, Healy, Lambert ? Dans le mouvement trotskyste. Certains de ces camarades sont passés à des positions sectaires, ultra-gauches (s'ils ne les avaient pas déjà auparavant). Mais même s'ils ont capitulé devant les pressions de la petite bourgeoisie ou de l'intelligentsia radicalisées, ce n'est pas devant nos plus grands ennemis, la bourgeoisie et la bureaucratie stalinienne, comme cela est arrivé à ceux qui ont soutenu l'entrisme « sui generis ». Ce phénomène doit avoir une explication marxiste, pas simplement psychologique, et nous pensons l'avoir donnée.

Le processus du SWP a été totalement distinct. Ce parti a réussi à devenir un parti prolétarien par ses cadres et sa direction. Il a bénéficié de la combinaison de circonstances spécifiques très importantes: sa proximité et son accord avec Trotsky, la formation et la tradition prolétarienne de sa direction, la montée du mouvement ouvrier, son éloignement de la tendance intellectuelle et petite-bourgeoise, à travers la rupture de 1940. Notre parti également a eu de la chance, car les circonstances objectives nous ont aidés: la lutte de la classe ouvrière de notre pays et celle de la Bolivie à nos frontières ont été les plus intenses dans le monde de ces 30 dernières années. Les circonstances subjectives, par contre, ne nous ont pas aidés: notre isolement et notre formation indépendante furent la cause de tous nos défauts. Mais c'est précisément grâce aux luttes ouvrières que nous avons pu surmonter nos innombrables erreurs, apprendre de celles-ci, nous dépasser et nous lier à notre Internationale, sans succomber. Nous avons eu la grande chance de ne jamais avoir eu à attendre pour nous lier au mouvement ouvrier et

de masses car, année après année, des vagues de luttes massives se sont succédées.

Observant la quantité d'erreurs que nous avons commises, notre formation indépendante, notre marche de pèlerin, comme disait Trotsky, deux pas en avant et un pas en arrière, nous avons baptisé notre parti du nom de « trotskisme barbare ». Ce qui nous a sauvés de la barbarie fut d'abord notre liaison intime avec notre classe et ses luttes, puis notre liaison avec l'Internationale. Nous mettons ces deux facteurs dans cet ordre car, si ce n'avait été par notre étroite liaison avec les travailleurs et leurs luttes, nous n'aurions jamais pu nous intégrer à l'Internationale, de la manière consciente et totale avec laquelle nous l'avons fait. Cela ne fait que démontrer que le Parti mondial de la révolution n'est pas le simple fruit d'un effort des militants trotskystes, mais d'une nécessité objective profonde, de la plus urgente nécessité des travailleurs de n'importe quel pays du monde.

Ces deux formations distinctes - celle des trotskystes européens d'une part, celle du trotskysme nord-américain et argentin de l'autre - expliquent un phénomène très important qui passe quelquefois inaperçu : la « tradition » la véritable tradition d'un parti se construit dans les luttes de ce parti, celles-ci unissant étroitement la base avec la direction et laissant un souvenir ineffaçable qui se transmet de génération en génération de militants. Le SWP et notre parti ont une tradition de poids, c'est le fruit de dizaines d'années de lutte en tant que parti indépendant pour imposer le programme trotskyste et nous imposer en tant que parti dans le mouvement ouvrier et de masses.

Le trotskysme européen n'a pas de tradition, il l'a perdue à cause de l'entrisme « sui generis ». Si la base du trotskysme européen a passé 20 ans dans les rangs du stalinisme ou d'un parti réformiste, en s'adaptant au milieu ambiant pour ne pas se faire exclure, quelle lutte en commun avec sa direction a-t-elle bien pu mener au sein du mouvement de masses ? Aucune. Quand a-t-elle défendu le programme et le parti trotskystes, les confrontant avec les autres programmes et partis du mouvement ouvrier et postulant comme direction révolutionnaire ? Jamais.

Ce manque de tradition s'est exprimé symboliquement lors de la réunion de fondation de la Ligue Communiste, à son premier Congrès. La jeune et nouvelle direction de la Ligue a interdit de parler au camarade Pierre Frank. Aujourd'hui, ils peuvent nous donner n'importe quelle explication à cette monstruosité. Ils peuvent nous dire que le camarade Frank n'a pas voulu parler ou que, tactiquement, il était préférable qu'il ne le fasse pas. Mais pour nous, cela n'a qu'une seule explication politique : Pierre Frank n'était pas le trait d'union entre les vieux cadres et ceux nouvellement intégrés au trotskysme en France. S'il l'avait été, les jeunes et les vieux auraient exigé à grands cris qu'il fasse l'intervention centrale du meeting. Et Pierre Frank ne pouvait pas être ce trait d'union, car celui-ci n'existait pas. A cause de l'entrisme « sui generis », les nouveaux cadres n'entraient pas dans un

parti fier de sa tradition, pour eux c'était comme s'ils étaient en train de fonder pour la première fois un parti trotskyste en France. Et en un certain sens, ils avaient raison : à cause de l'entrisme « sui generis », le trotskysme de Pierre Frank avait pratiquement disparu de la scène politique française.

La combinaison de cette vieille direction, sans tradition et sans politique trotskyste solide depuis 20 ans, avec les nouveaux cadres sans expérience et liés, par leur origine et leurs rapports sociaux, à la nouvelle avant-garde ultra-gauche et opportuniste à la fois, a donné naissance à la tendance majoritaire actuelle. De là son caractère centriste, de front unique sans principes, où coexistent toutes sortes de tendances, de méthodes et de programmes, du PRT(C) aux différentes fractions anglaises. Si quelqu'un écrit un jour l'histoire de notre Internationale, il ne devra pas rejeter la responsabilité de la formation de cette tendance centriste, de ce front sans principes, sur les nouveaux cadres de l'avant-garde européenne née en 68. Les grands coupables historiques en sont les cadres dirigeants qui sont passés de la capitulation devant les grandes organisations de masses, à la capitulation devant la nouvelle avant-garde; du rôle de journalistes à celui de conseillers. La méthode de ces deux capitulations est la même: là aussi, l'abandon de la tradition.

Les camarades Germain, Frank, Livio et Gonzalez ont eu un grand mérite historique, celui d'avoir été les 30% de grands dirigeants qui, malgré la pratique de l'entrisme « sui generis », n'ont pas succombé devant nos ennemis, la bourgeoisie et la bureaucratie stalinienne. Ils ont eu le grand mérite de ne pas avoir suivi le cours liquidationniste de Pablo et de ne pas avoir rompu avec le trotskysme. Mais ils sont restés à mi-chemin, ils n'ont pas été capables de renouer avec la tradition prolétarienne de notre mouvement.

C'est ainsi que la tendance majoritaire poursuit sa trajectoire : de l'ultra-gauchisme au centrisme, du centrisme elle ira vers le liquidationnisme. Ce n'est pas un hasard si un de ses petits chevaux de bataille est la lutte contre l'« archéo-trotskysme », le même qu'utilisait Pablo. Il est temps qu'elle s'arrête, avant qu'il ne soit trop tard.

Lors du précédent Congrès Mondial, nous avons fait un pronostic. Nous disions qu'en 1951, la reconnaissance du groupe Posadas comme section pouvait se prolonger un certain temps, avant que notre mouvement puisse juger qui est qui. Le mouvement de masses était en recul, alors même que l'unique preuve définitive est fournie par la lutte de classes. Mais aujourd'hui, avec la nouvelle montée des masses, les analyses et la politique s'éprouvent rapidement. Lorsque le PRT-C rompit avec notre Internationale, moins de quatre ans après avoir été reconnu comme la section argentine officielle, notre pronostic s'accomplit.

Si la majorité, ou plus exactement ses plus anciens dirigeants, ceux qui ont consacré toute leur vie à la défense du trotskysme, ne s'arrêtent pas et ne

commencent pas à faire marche arrière vers nos principes et nos méthodes; s'ils continuent à céder devant l'irresponsabilité et les pressions d'une avant-garde inexpérimentée et non prolétarienne, qu'eux-mêmes dénonçaient il y a quatre ans comme le plus grand danger, -ils courent le risque de finir comme Pablo ou les vieux trotskystes qui se sont unis au PRT-C. Parmi ces derniers, pas un ne survécut aux côtés de l'avant-garde guérillériste de Santucho : ils furent utilisés comme théoriciens et écrivains dans la polémique contre nous, pour être ensuite laissés de côtés, à peine la rupture s'était-elle produite.

Pour notre part, notre avenir est assuré: c'est le même que celui du mouvement de masses mondial puisque c'est au rythme de ses luttes que nous construirons peu à peu le parti international de la classe ouvrière. Jamais une tendance n'eut de plus grande sécurité.

Nous avons terminé. Il nous reste seulement à éclaircir un point. Nous l'avons déjà dit, la construction d'un parti révolutionnaire mondial des travailleurs, est la tâche la plus considérable qui ait jamais été posée à l'homme. Du fait de son immensité et des ennemis surpuissants auxquels elle se heurte, c'est une tâche très longue et très difficile. Nous ne sommes qu'une poignée de militants à combattre, avec la seule arme morale de notre confiance inconditionnelle et aveugle dans le mouvement de masses et la classe ouvrière, l'impérialisme et la bureaucratie, c'est-à-dire une classe et une caste qui ont concentré entre leurs mains le pouvoir le plus important que l'humanité ait jamais connu.

Les nouveaux camarades qui commencent seulement à connaître, dans le cours d'une discussion très dure et violente entre deux fractions, toutes les luttes antérieures, autant sinon plus violentes ; les nouveaux camarades qui voient la terrible quantité d'erreurs commise par la IVème Internationale dans les 25 dernières années; ces nouveaux camarades ont tout à fait le droit de se demander, et beaucoup le font, pourquoi demeurer au sein de cette Internationale. Nous voulons leur faire la réponse suivante: ce que nous avons vécu jusqu'à présent, n'est que la préhistoire du Parti Mondial de la Révolution des Travailleurs. Malgré toutes ces erreurs, cette Internationale a eu un immense mérite: au milieu de la plus féroce persécution de la bourgeoisie et de la bureaucratie stalinienne, elle a conservé pour le mouvement ouvrier et de masse toute l'expérience acquise en plus d'un siècle de lutte. Une expérience dont la perte aurait signifié un retard de plusieurs dizaines d'années dans le développement de la révolution socialiste. Une expérience qui synthétise dans une théorie, celle de la Révolution Permanente, un programme, le programme de transition, et une organisation, le parti léniniste-trotskyste. Pour le seul fait d'avoir conservé ces outils historiques de lutte du mouvement ouvrier et de masse, même à cette étape préhistorique, cette Internationale est partie prenante de l'histoire de l'humanité.

Mais aujourd'hui, nous sommes en train de quitter la

préhistoire et d'entrer dans l'histoire de la IVème Internationale. Le mouvement de masse est entré dans la plus gigantesque montée qui ait jamais été connue. Le système capitaliste mondial, l'impérialisme, continue de se débattre dans une crise dramatique, toujours plus profonde, qui exprime sa décadence et sa putréfaction définitives. Les décades d'expérience par les masses du stalinisme et du réformisme les rapprochent chaque jour davantage, de la rupture avec eux. Il n'y a déjà plus aucun obstacle historique entre la IVème Internationale et les masses: depuis 1968, nous sommes en condition de

commencer à construire des partis trotskystes à influence de masse dans n'importe quel endroit du monde. Le Parti Mondial Révolutionnaire des Travailleurs n'est déjà plus seulement une nécessité historique de cette étape de transition: les bases objectives existent déjà pour le construire. Et toutes ces erreurs, divisions, discussions amères du passé et du présent, ne sont rien d'autre que les douleurs de l'enfantement de ce parti mondial à influence de masse. La IVème Internationale que nous connaissons est en même temps l'embryon et l'accoucheuse de ce parti. C'est pourquoi nous y sommes et nous y resterons.

